



## Elis

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 140 167 049 euros

Siège social : 5 boulevard Louis Loucheur, 92210 Saint-Cloud, France

499 668 440 R.C.S. Nanterre

### NOTE D'OPÉRATION

#### **Mise à la disposition du public à l'occasion de l'émission et de l'admission sur le marché réglementé d'Euronext à Paris de 69 052 152 actions nouvelles Elis, en rémunération de l'apport des actions Berendsen à Elis**

#### **Annexe au rapport du directoire d'Elis à l'assemblée générale convoquée le 31 août 2017**

Les actions nouvelles Elis sont destinées à constituer une partie de la rémunération qui sera remise en échange des actions de la société de droit anglais Berendsen plc dans le cadre de l'opération d'acquisition initiée par Elis, par le biais d'un *scheme of arrangement* de droit anglais soumis à la Partie 26 du *Companies Act 2006*.

La réalisation de l'opération susvisée reste soumise à l'approbation de l'assemblée générale mixte des actionnaires d'Elis devant se tenir le 31 août 2017 sur première convocation, ainsi qu'à la satisfaction ou à la renonciation aux conditions suspensives auxquelles cette opération est soumise et qui sont décrites dans la présente note d'opération.



#### **Visa de l'Autorité des marchés financiers**

En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») a apposé le visa n° 17-390 en date du 27 juillet 2017 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1 I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié que le document est complet et compréhensible, et que les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des documents comptables et financiers présentés.

Ce prospectus (le « **Prospectus** ») est composé :

- du document de référence 2016 d'Elis, enregistré auprès de l'AMF le 6 avril 2017 sous le numéro R. 17-013 (le « **Document de Référence** ») ;
- de l'actualisation du Document de Référence déposée auprès de l'AMF le 27 juillet 2017 sous le numéro D.17-0163.A01 (l'« **Actualisation du Document de Référence** ») ;
- de la présente note d'opération (la « **Note d'Opération** ») ; et
- du résumé du Prospectus (inclus dans la Note d'Opération).

Des exemplaires du Prospectus sont disponibles sans frais au siège social d'Elis, 5 boulevard Louis Loucheur, 92210 Saint-Cloud, France, sur le site internet d'Elis ([www.corporate-elis.com](http://www.corporate-elis.com)) ainsi que sur le site internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

## REMARQUES GENERALES

Dans le Prospectus, sauf indication contraire, le terme « **Société** » désigne Elis, société anonyme dont le siège social est situé 5 boulevard Louis Loucheur, 92210 Saint-Cloud, France et qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 499 668 440. Le terme « **Groupe** » désigne ensemble la Société et ses filiales consolidées. Par ailleurs, le terme « **Groupe Combiné** » désigne le groupe constitué par le Groupe et le Groupe Berendsen (tel que défini ci-dessous).

### Restrictions quant à la distribution du Prospectus

La distribution du Prospectus et l'acquisition d'Actions Nouvelles (tel que défini ci-dessous) peuvent être restreintes par la loi dans certaines juridictions autres que la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, notamment au Japon, dans lesquelles l'envoi ou la mise à disposition d'informations concernant le *Scheme of Arrangement* (tel que défini ci-dessous) à des actionnaires de Berendsen (tel que défini ci-dessous) constituerait une violation des lois applicables dans ces juridictions ou nécessiterait l'enregistrement des Actions Nouvelles (les « **Juridictions Restreintes** » et chacune, une « **Juridiction Restreinte** »). Les personnes en possession du Prospectus, ou envisageant l'acquisition ou la souscription d'Actions Nouvelles doivent s'informer sur ces lois et règlements ainsi que sur les éventuelles restrictions qui en résultent, et doivent s'y conformer.

Il est prévu que les Actions Nouvelles seront émises aux Etats-Unis conformément à l'exemption d'enregistrement prévue à la section 3(a)10 de l'*US Securities Act of 1933*, tel qu'amendé (l'« **US Securities Act** »). Aucune des Actions Nouvelles n'a été approuvée ou désapprouvée par la *United States Securities and Exchange Commission* (la « **SEC** »), une quelconque commission compétente en matière de titres financiers aux Etats-Unis ou toute autre autorité réglementaire américaine.

Sans préjudice de ce qui précède, Elis se réserve le droit de rejeter toute offre d'achat ou de souscription des Actions Nouvelles dont elle estime qu'elle pourrait conduire à la violation de toute disposition législative ou réglementaire.

Le Prospectus n'a pas été et ne sera pas soumis à l'approbation d'une quelconque autorité de marché autre que l'autorité de marché compétente en France, l'AMF. Le Prospectus ne fera l'objet de la procédure de passeport vers aucune autre juridiction que le Royaume Uni. En conséquence, aucune mesure qui pourrait constituer ou conduire à effectuer une offre d'Actions Nouvelles en dehors de la France, du Royaume-Uni et des Etats Unis ne pourra être prise.

Elis ne garantit pas que le Prospectus peut être distribué de manière licite dans des juridictions autres que la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ou que les Actions Nouvelles peuvent être légalement offertes au public conformément aux obligations d'enregistrement susceptibles d'être applicables à une offre effectuée dans des juridictions autres que la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ou conformément à toute exemption d'enregistrement dont l'offre pourrait bénéficier. Par conséquent, ni le Prospectus, ni toute autre publicité ou document relatifs à l'offre ne pourront être distribués ou publiés dans une juridiction autre que la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis à moins que ce ne soit en conformité avec toutes les lois et réglementations applicables.

Le Prospectus ne constitue pas une proposition de vendre ou la sollicitation d'une offre d'achat des Actions Nouvelles adressée à une personne qui se trouve dans une juridiction dans laquelle la loi interdit qu'une telle offre ou sollicitation soit faite à une telle personne. Le Prospectus ne pourra pas être distribué dans une juridiction autre que la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis dans laquelle l'enregistrement, l'approbation ou le respect d'une autre exigence s'impose ou pourrait s'imposer concernant une offre ou une admission aux négociations sur un marché réglementé.

Il est de la responsabilité de toute personne non-résidente de France, du Royaume-Uni ou des Etats-Unis de s'assurer du respect de la loi applicable dans son pays de résidence, et que toutes les autres formalités qui pourraient être requises sont satisfaites, notamment le paiement de tous frais et droits.

### **Remarque destinée aux investisseurs américains**

Les Actions Nouvelles n'ont pas été et ne seront pas enregistrées conformément au *US Securities Act* ou à toute loi applicable à des titres financiers dans tout Etat ou toute autre juridiction des Etats-Unis. Par conséquent, les Actions Nouvelles ne pourront pas être offertes, cédées, revendues, remises, distribuées ou transférées, directement ou indirectement, aux Etats-Unis ou à destination des Etats-Unis sans avoir été préalablement enregistrées conformément au *US Securities Act* ou sans bénéficier d'une exemption prévue par le *US Securities Act*. Le Prospectus ne constitue ni une proposition de vendre ou la sollicitation d'une offre d'achat, ni une cession des Actions Nouvelles dans tout Etat des Etats-Unis où une telle offre, sollicitation ou cession serait illégale avant d'être approuvée conformément aux lois applicables aux titres financiers dans cet Etat. Il est prévu que les Actions Nouvelles seront émises aux Etats-Unis conformément à l'exemption d'enregistrement prévue à l'article 3(a)10 de l'*US Securities Act*.

Les actionnaires de Berendsen (qu'ils soient ou non ressortissants des Etats-Unis), qui sont ou deviendront des affiliés (« *affiliates* ») (au sens du *US Securities Act*) d'Elis avant ou après la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* deviendra « *effective* », seront soumis à certaines restrictions de transfert des Actions Nouvelles émises en application du *Scheme of Arrangement*.

En vertu des lois américaines relatives aux titres financiers, les personnes qui sont ou sont réputées être des affiliés (« *affiliates* ») d'Elis avant ou après la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* devient « *effective* » peuvent faire l'objet de restrictions quant au calendrier, aux procédés de cessions et aux volumes lors de la revente aux Etats-Unis d'Actions Nouvelles reçues dans le cadre du *Scheme of Arrangement*. A cette fin, la qualité d'affilié (« *affiliate* ») d'une société dépend des circonstances. Cependant, les affiliés (« *affiliates* ») comprennent les personnes physiques et les personnes morales qui contrôlent, directement ou indirectement, ou sont contrôlées par, ou se trouvent sous le contrôle conjoint de cette société, et peuvent comprendre certains mandataires sociaux, administrateurs et actionnaires significatifs d'Elis. Les actionnaires de Berendsen qui estiment pouvoir être des affiliés (« *affiliates* ») dans le cadre du *US Securities Act* doivent consulter leurs conseils juridiques préalablement à toute revente d'Actions Nouvelles reçues dans le cadre du *Scheme of Arrangement*. Par ailleurs, les Actions Nouvelles dans leur ensemble ne devraient pas être considérées comme des « *restricted securities* » au sens de la Règle 144(a)(3) du *US Securities Act* et les personnes recevant des titres financiers en application du *Scheme of Arrangement* (autres que les « affiliés » (« *affiliates* ») tels que décrits au paragraphe ci-dessous) peuvent les revendre sans restriction au titre du *US Securities Act*.

Elis est une société soumise au droit français et Berendsen est une société soumise au droit anglais. Une partie ou la totalité des mandataires sociaux et administrateurs d'Elis et de Berendsen sont résidents de pays autres que les Etats-Unis. Une majorité significative des actifs d'Elis et de Berendsen est située en dehors des Etats-Unis. Par conséquent, il peut ne pas être possible de signifier un acte de procédure aux Etats-Unis à l'encontre d'Elis, Berendsen ou l'un de leurs mandataires sociaux ou administrateurs respectifs, ou de faire exécuter en dehors des Etats-Unis des jugements rendus par les juridictions américaines à l'encontre d'Elis, Berendsen ou l'un de leurs mandataires sociaux ou administrateurs respectifs, y compris les jugements rendus sur le fondement des dispositions relatives à la responsabilité civile prévues par les lois fédérales américaines applicables aux titres financiers ou des lois de tout autre Etat ou territoire des Etats-Unis. Il peut ne pas être possible de poursuivre en justice Elis, Berendsen ou leurs mandataires sociaux ou administrateurs respectifs devant des juridictions étrangères au titre de la violation des lois américaines applicables aux titres financiers. Il peut être difficile de contraindre Elis, Berendsen et leurs affiliés (« *affiliates* ») respectifs de se soumettre volontairement à la compétence et à une décision d'une juridiction américaine.

Aucune des Actions Nouvelles n'a été approuvée ou désapprouvée par la SEC, une quelconque commission compétente en matière de titres financiers aux Etats-Unis ou une quelconque autre autorité réglementaire, étant précisé qu'aucune de ces autorités ne s'est prononcée ou n'a conclu quant à l'équité ou au bien-fondé de ces titres financiers, ou quant à la pertinence ou l'exactitude de l'information contenue dans ce document. Toute déclaration contraire est constitutive d'une infraction pénale aux Etats-Unis.

### **Distribution électronique**

Vous avez téléchargé le Prospectus ou celui-ci vous a été envoyé sous format électronique. Les documents communiqués par voie électronique sont susceptibles d'être altérés ou modifiés durant le processus de transmission électronique et, par conséquent, ni Elis ni aucun de ses actionnaires, membres du conseil de surveillance, membres du directoire, employés ou représentants, ou aucune de ses ou de leurs filiales, n'accepte une quelconque responsabilité en raison de quelque différence que ce soit entre le Prospectus qui vous a été distribué ou que vous avez téléchargé sous format électronique et toute version papier qui aurait pu être mise à votre disposition.

### **Déclarations prospectives**

Le Prospectus contient des indications sur les objectifs, perspectives et axes de développement du Groupe, prenant notamment en compte l'acquisition de Berendsen. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif, tels que « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entend », « devrait », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaite », « pourrait », etc. Ces informations sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Société. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment aux aléas de toute activité et à l'environnement économique, financier, concurrentiel, réglementaire et climatique. La Société ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou réviser les objectifs, perspectives et informations à caractère prospectif contenus dans le Prospectus, excepté dans le cadre de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable. En outre, la concrétisation de certains risques décrits au chapitre 2 (« *Facteurs de risques et politique d'assurance* ») du Document de Référence, tels que mis à jour à la section 2 « Facteurs de risques » de l'Actualisation du Document de Référence, et à la section 3.5 « Facteurs de risque » de la Note d'Opération, est susceptible d'avoir un impact sur les activités du Groupe et sa capacité à réaliser ses objectifs. Par ailleurs, la réalisation des objectifs suppose, entre autres, le succès de la stratégie présentée à la section 1.5.2 (« *Stratégie du Groupe* ») du Document de Référence et la réussite de l'intégration d'Indusal et Lavebras. La Société ne prend aucun engagement et ne donne aucune garantie quant à la réalisation des objectifs figurant dans le Prospectus.

### **Informations sur le marché et la concurrence**

Le Prospectus contient, notamment au chapitre 1 (« *Présentation du Groupe et de ses activités* ») du Document de Référence, des informations relatives aux marchés du Groupe et à sa position concurrentielle. Certaines de ces informations proviennent d'études réalisées par des sources externes. Ces informations publiquement disponibles, que la Société considère comme fiables, n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant et la Société ne peut garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les marchés aboutirait aux mêmes résultats. Sauf indication contraire, les informations figurant dans le Prospectus relatives aux parts de marché et à la taille des marchés pertinents du Groupe sont des estimations du Groupe et ne sont fournies qu'à titre indicatif.

### **Facteurs de risque**

Parmi les informations contenues dans le Prospectus, les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les facteurs de risques décrits au chapitre 2 (« *Facteurs de risques et*

*politique d'assurance* ») du Document de Référence, et ceux décrits à la section 3.5 « Facteurs de risque » de la Note d'Opération, avant de prendre leur décision d'investissement. La concrétisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur les activités, la situation, les résultats financiers du Groupe ou sur ses objectifs. En outre, d'autres risques, non encore identifiés ou considérés comme non significatifs par la Société à la date du Prospectus, pourraient avoir le même effet négatif et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement.

### **Arrondis**

Certaines données chiffrées (y compris les données exprimées en milliers ou millions) et pourcentages présentés dans le Prospectus ont fait l'objet d'arrondis. Le cas échéant, les totaux présentés dans le Prospectus peuvent légèrement différer de ceux qui auraient été obtenus en additionnant les valeurs exactes (non arrondies) de ces données chiffrées.

### **Informations Financières Pro Forma Non-Auditées**

Le Prospectus présente notamment certaines Informations Financières Pro Forma Non-Auditées (tel que défini ci-dessous) du Groupe Combiné pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 établies selon le référentiel de normes internationales financières (« **IFRS** »). Ces informations sont destinées à appréhender les impacts de l'Opération (tel que défini ci-dessous). Les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées sont uniquement présentées à titre indicatif et ne reflètent ni les activités, ni la situation financière du Groupe Combiné, et ne traitent que d'une situation hypothétique. Elles ne constituent pas une indication des résultats des activités opérationnelles ou de la situation financière du groupe consolidé qui auraient été obtenus si l'Opération était intervenue à cette date.

## SOMMAIRE

<b>REMARQUES GENERALES .....</b>	<b>2</b>
<b>1. PERSONNES RESPONSABLES.....</b>	<b>43</b>
<b>1.1. Pour Elis .....</b>	<b>43</b>
1.1.1.Responsables du Prospectus .....	43
1.1.2.Attestation des responsables du Prospectus .....	43
1.1.3.Responsable de l'information financière .....	43
1.1.4.Commissaires aux comptes.....	43
1.1.5.Responsable des relations investisseurs .....	44
<b>1.2. Pour Berendsen.....</b>	<b>44</b>
1.2.1.Responsables du Prospectus .....	44
1.2.2.Attestation des responsables du Prospectus .....	45
1.2.3.Responsable de l'information financière .....	45
1.2.4.Commissaire aux comptes .....	45
1.2.5.Responsable des relations investisseurs.....	45
<b>2. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION ET SES CONSEQUENCES .....</b>	<b>46</b>
<b>2.1. Aspects économiques de l'Apport .....</b>	<b>46</b>
2.1.1.Liens préexistants entre les sociétés en cause .....	46
2.1.2.Motifs et but de l'Opération.....	46
<b>2.2. Aspects juridiques de l'Apport.....</b>	<b>52</b>
2.2.1.Description de l'Opération.....	52
2.2.2.Contrôle de l'Opération .....	62
2.2.3.Accords de coopération relatifs à la mise en œuvre de l'Opération et du Scheme .	63
2.2.4.Accords relatifs au financement de l'Opération .....	64
2.2.5.Rémunération de l'Apport .....	64
<b>2.3. Régime fiscal applicable aux Actions Nouvelles.....</b>	<b>74</b>
2.3.1.Imposition en France .....	74
2.3.2.Imposition au Royaume-Uni.....	78
2.3.3.Imposition aux Etats-Unis .....	78
<b>2.4. Droit applicable et tribunaux compétents .....</b>	<b>78</b>
<b>2.5. Résolutions, autorisations et approbations en vertu desquelles les actions seront émises .....</b>	<b>78</b>
2.5.1.Autorisation par l'Assemblée Générale d'Elis .....	78
2.5.2.Décision du Conseil d'Elis .....	82
<b>2.6. Réglementation française en matière d'offres publiques .....</b>	<b>82</b>
2.6.1.Offre publique obligatoire .....	82
2.6.2.Offre publique de retrait et retrait obligatoire.....	82
<b>2.7. Comptabilisation de l'Apport.....</b>	<b>82</b>
2.7.1.Désignation et valeur des actifs apportés et des éléments de passif pris en charge	82
2.7.2.Réévaluation et réajustements effectués entre valeur d'apport et valeur comptable	82
2.7.3.Expertise de la valeur et de la rémunération de l'Apport par les Commissaires aux Apports.....	83
2.7.4.Détail du calcul de la prime d'apport.....	83
<b>2.8. Rémunération des apports .....</b>	<b>83</b>
<b>2.9. Conséquences de l'Opération .....</b>	<b>95</b>
2.9.1.Conséquences de l'Opération pour Elis et ses actionnaires .....	95
2.9.2.Conséquences de l'Opération pour Berendsen et ses actionnaires .....	101

<b>3.</b>	<b>PRESENTATION DE LA SOCIETE BENEFICIAIRE DE L'APPORT : ELIS</b>	<b>102</b>
3.1.	Document de référence.....	102
3.2.	Informations financières au 30 juin 2017 .....	107
3.3.	Evolution récente de la situation financière et perspectives .....	107
3.4.	Evènements significatifs intervenus depuis le dépôt du Document de Référence	107
3.5.	Facteurs de risque.....	108
3.5.1.	Risques liés aux Actions Nouvelles et à l'Opération.....	108
3.5.2.	Risques relatifs au Groupe Combiné .....	113
3.6.	Déclaration sur le fonds de roulement net.....	117
3.7.	Capitaux propres et endettement .....	117
3.8.	Intérêt des personnes physiques et morales participant à l'émission .....	119
3.9.	Dépenses liées à l'émission .....	119
3.10.	Dilution .....	120
3.10.1.	Incidence de l'Opération sur la quote-part des capitaux propres.....	120
3.10.2.	Incidence de l'Opération sur la situation de l'actionnaire .....	120
3.10.3.	Incidence de l'Opération sur la répartition du capital et des droits de vote d'Elis	121
3.11.	Informations complémentaires.....	122
3.11.1.	Conseillers ayant un lien avec l'offre .....	122
3.11.2.	Responsables du contrôle des comptes d'Elis .....	122
3.11.3.	Rapport d'expert .....	122
<b>4.</b>	<b>INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA NON-AUDITEES</b> .....	<b>123</b>
4.1.	Description de l'Opération.....	123
4.1.1.	Modalités de l'Opération .....	123
4.1.2.	Objectif des Informations Financières Pro Forma Non-Auditées.....	123
4.2.	Base de présentation .....	123
4.2.1.	Cadre réglementaire.....	123
4.2.2.	Données financières historiques utilisées et retraitements mis en œuvre .....	123
4.3.	Informations financières et ajustements pro forma .....	126
4.3.1.	Compte de résultat consolidé pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2016	126
4.3.2.	Etat de la situation financière pro forma au 31 décembre 2016.....	127
4.3.3.	Notes aux Informations Financières Pro Forma Non-Auditées .....	128
4.4.	Rapport des commissaires aux comptes sur les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées .....	137
<b>5.</b>	<b>PRESENTATION DE L'APPORT : BERENDSEN</b> .....	<b>140</b>
5.1.	Renseignements généraux.....	140
5.1.1.	Dénomination, siège social et principal siège administratif .....	140
5.1.2.	Date de constitution et durée de la société .....	140
5.1.3.	Législation relative à Berendsen et forme juridique .....	140
5.1.4.	Objet social .....	140
5.1.5.	Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés .....	140
5.1.6.	Direction .....	140
5.1.7.	Commissaires aux comptes .....	142
5.1.8.	Conventions réglementées .....	142
5.1.9.	Lieu où peuvent être consultés les documents et les informations relatifs à Berendsen .....	142
5.2.	Renseignements généraux concernant le capital de Berendsen.....	142
5.2.1.	Montant du capital souscrit, nombre et catégories de titres financiers qui le constituent avec mention de leurs caractéristiques principales .....	142

5.2.2.	Caractéristiques des titres financiers donnant accès au capital .....	144
5.2.3.	Répartition du capital et des droits de vote .....	150
5.3.	Renseignements relatifs à l'activité de Berendsen .....	150
5.3.1.	Description des principales activités de Berendsen et du Groupe Berendsen avec mention des principales catégories de produits et/ou de services rendus.....	150
5.3.2.	Montant net du chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices par branche d'activité et marché géographique .....	152
5.3.3.	Evolution des effectifs de la société absorbée et de son groupe au cours des trois derniers exercices.....	153
5.3.4.	Données caractéristiques sur l'activité des sociétés filiales ou sous-filiales dont l'importance est significative au niveau des actifs ou des résultats de Berendsen .	153
5.3.5.	Indication de tout litige ou fait exceptionnel susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière de Berendsen .....	154
5.4.	Renseignements financiers.....	155
5.4.1.	Information financière consolidée résumée de Berendsen sur les 3 derniers exercices .....	155
5.4.2.	Tableau des filiales et participations.....	181
5.4.3.	Comptes intermédiaires du semestre écoulé.....	186
5.5.	Renseignements concernant l'évolution récente de Berendsen .....	242
	ANNEXE 1 TABLE DE CONCORDANCE.....	243
	ANNEXE 2 RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX APPORTS .....	250
	ANNEXE 3 COMPTES CONSOLIDES DE BERENDSEN ET RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ( <i>INDEPENDENT AUDITORS</i> ) AU TITRE DES EXERCICES 2016, 2015, 2014 .....	306

## RESUME DU PROSPECTUS

### Visa de l'AMF n°17-390 en date du 27 juillet 2017

Le résumé se compose d'une série d'informations clés, désignées sous le terme d'« **Éléments** », qui sont présentés en cinq sections A à E et numérotés A.1 à E.7.

Ce résumé contient l'ensemble des Éléments devant figurer dans le résumé d'un prospectus relatif à cette catégorie de valeurs mobilières et à ce type d'émetteur. Tous les Éléments ne devant pas être renseignés, la numérotation des Éléments dans le présent résumé n'est pas continue.

Il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être fournie au sujet d'un Éléments donné qui doit figurer dans le présent résumé du fait de la catégorie de valeurs mobilières et du type d'émetteur concernés. Dans ce cas, une description sommaire de l'Éléments concerné figure dans le résumé avec la mention « sans objet ».

Section A – Introduction et avertissements		
A.1	<b>Avertissement au lecteur</b>	<p>Ce résumé doit être lu comme une introduction au présent prospectus (le « <b>Prospectus</b> »).</p> <p>Toute décision d'investir dans les titres financiers qui font l'objet de l'offre au public ou dont l'admission aux négociations sur un marché réglementé est demandée doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus par l'investisseur.</p> <p>Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de l'Union européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire.</p> <p>Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-41 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (l'« <b>AMF</b> »), n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus, les informations essentielles permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces titres financiers.</p>
A.2	<b>Consentement de la Société</b>	Sans objet.
Section B – Société		
B.1	<b>Raison sociale et nom commercial</b>	<p><b>Dénomination sociale</b> : Elis (« <b>Elis</b> » ou la « <b>Société</b> » et, avec l'ensemble de ses filiales consolidées, le « <b>Groupe</b> »). Le terme « <b>Groupe Combiné</b> » désigne le groupe constitué par le Groupe et le Groupe Berendsen (tel que défini ci-dessous).</p> <p><b>Nom commercial</b> : Elis</p>
B.2	<b>Siège social / Forme juridique / Droit applicable / Pays d'origine</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>– <b>Siège social</b> : 5 boulevard Louis Loucheur, 92210 Saint-Cloud, France</li><li>– <b>Forme sociale</b> : société anonyme à directoire et conseil de surveillance</li><li>– <b>Droit applicable</b> : droit français</li><li>– <b>Pays d'origine</b> : France</li></ul>
B.3	<b>Nature des opérations et principales activités</b>	<p>Le Groupe est un groupe multi-services, leader de la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements d'hygiène et de bien-être (« <b>HBE</b> ») en Europe et en Amérique latine.</p> <p>Les services fournis par le Groupe, dans le cadre de son activité de location-entretien,</p>

sont :

- les services de location-entretien de linge plat, qui ont généré un chiffre d'affaires consolidé de 741,4 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et 447,8 millions d'euros au cours de la période de 6 mois close le 30 juin 2017, soit respectivement 49,0 % et 52,9 % du chiffre d'affaires consolidé généré par le Groupe au cours de ces périodes ;
- les services de location-entretien de vêtements de travail, qui ont généré un chiffre d'affaires consolidé de 449,1 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et 237,4 millions d'euros au cours de la période de 6 mois close le 30 juin 2017, soit respectivement 29,7 % et 28,1 % du chiffre d'affaires consolidé généré par le Groupe au cours de ces périodes ; et
- les services de location-entretien d'équipements HBE, qui ont généré un chiffre d'affaires consolidé de 321,5 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et 163,5 millions d'euros au cours de la période de 6 mois close le 30 juin 2017, soit respectivement 21,3 % et 19,3 % du chiffre d'affaires consolidé généré par le Groupe au cours de ces périodes.

Le Groupe exerce également une activité manufacturière qui a généré un chiffre d'affaires consolidé de 18,9 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et 9,4 millions d'euros au cours de la période de 6 mois close le 30 juin 2017, soit respectivement 1,2 % et 1,1 % du chiffre d'affaires consolidé généré par le Groupe au cours de ces périodes. L'activité manufacturière du Groupe est exercée par deux entités, Le Jacquard Français, un créateur et fabricant de linge plat et de linge damassé haut de gamme, et Kennedy Hygiene Products Ltd, un concepteur et producteur européen d'équipements sanitaires.

Au travers de son offre intégrée multi-services, le Groupe fournit ses services de location-entretien à un éventail diversifié de clients répartis dans les zones géographiques ci-dessous (hors entités manufacturières) :

- la France, où le Groupe a généré un chiffre d'affaires consolidé (hors entités manufacturières) de 984,2 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et 494,6 millions d'euros au cours de la période de 6 mois close le 30 juin 2017, soit respectivement 65,1 % et 58,5 % du chiffre d'affaires consolidé généré par le Groupe au cours de ces périodes (hors entités manufacturières).
- l'Europe (qui comprend l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, l'Espagne, l'Andorre, l'Italie, le Portugal, la Suisse et la République Tchèque), où le Groupe a généré un chiffre d'affaires consolidé (hors entités manufacturières) de 376,8 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et 254,3 millions d'euros au cours de la période de 6 mois close le 30 juin 2017, soit respectivement 24,9 % et 30,1 % du chiffre d'affaires consolidé généré par le Groupe au cours de ces périodes (hors entités manufacturières).
- l'Amérique latine, comprenant le Brésil et le Chili, où le Groupe a généré un chiffre d'affaires consolidé (hors entités manufacturières) de 132,9 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et 87,5 millions d'euros au cours de la période de 6 mois close le 30 juin 2017, soit respectivement 8,8 % et 10,3 % du chiffre d'affaires consolidé généré par le Groupe au cours de ces périodes (hors entités manufacturières). Par ailleurs, le Groupe est dernièrement entré sur le marché colombien grâce à l'acquisition de la société Servicios Industriales de Lavado SIL Ltda qui sera consolidée dans les résultats du Groupe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, le Groupe a généré un chiffre d'affaires consolidé de 1 512,8 millions d'euros et son EBITDA consolidé s'est élevé à 467,9 millions d'euros. Au cours de la période de 6 mois close le 30 juin 2017, le Groupe a généré un chiffre d'affaires consolidé de 845,8 millions d'euros et son EBITDA consolidé s'est élevé à 244,1 millions d'euros.

<p><b>B.4a</b></p>	<p><b>Principales tendances récentes ayant des répercussions sur la Société et ses secteurs d'activité</b></p>	<p><b>Evénements récents</b></p> <p>Le 28 avril 2017, Elis a adressé à Berendsen (tel que défini ci-dessous) de manière confidentielle une offre écrite composée d'une part numéraire et d'une part actions portant sur l'acquisition de chaque action Berendsen contre la remise de 4,40 £ et 0,411 action nouvelle Elis (l'« <b>Offre Initiale</b> »). A cette occasion, l'Offre Initiale valorisait chaque action Berendsen à 11,00 £ (soit une prime d'environ 31 % par rapport au cours de Berendsen à cette date)<sup>1</sup>.</p> <p>Le 12 mai 2017, le conseil d'administration (<i>board of directors</i>) de Berendsen (le « <b>Conseil de Berendsen</b> ») a rejeté l'Offre Initiale et a refusé d'engager des discussions avec Elis.</p> <p>Le 16 mai 2017, Elis a remis à Berendsen une offre améliorée composée d'une part numéraire et d'une part actions portant sur l'acquisition de chaque action Berendsen contre la remise de 4,40 £ et 0,426 action nouvelle Elis (l'« <b>Offre Améliorée</b> »). Au 15 mai 2017, l'Offre Améliorée valorisait chaque action Berendsen à 11,75 £ (soit une prime d'environ 41 % par rapport au cours de l'action Berendsen à cette date)<sup>2</sup>. L'Offre Améliorée a été rejetée le jour même par le Conseil de Berendsen qui a refusé d'engager des discussions.</p> <p>En conséquence, Elis a jugé nécessaire de rendre publique l'Offre Améliorée afin que celle-ci puisse être considérée par les actionnaires de Berendsen.</p> <p>Le 18 mai 2017, Elis a publié un communiqué conformément à la Règle 2.4 (le « <b>Communiqué 2.4</b> ») du <i>City Code on Takeovers and Mergers</i> (le « <b>City Code</b> »), qui décrit les termes et conditions de l'Offre Initiale et de l'Offre Améliorée.</p> <p>Le même jour, Berendsen a publié un communiqué concernant la proposition d'Elis pour rejeter l'Offre Améliorée, le Conseil de Berendsen estimant que l'Offre Améliorée sous-évaluait très significativement Berendsen et ses perspectives. Le Conseil de Berendsen a refusé d'engager des discussions avec Elis.</p> <p>Le 24 mai 2017, Berendsen a publié un communiqué concernant la proposition d'Elis par lequel le Conseil de Berendsen a indiqué qu'il estimait toujours que la proposition d'Elis sous-évaluait très significativement Berendsen et ses perspectives et qu'il refusait d'engager des discussions avec Elis.</p> <p>Le 6 juin 2017, Elis et Berendsen sont parvenus à un accord de principe sur une possible offre qui serait recommandée de manière unanime par le Conseil de Berendsen, composée d'une part numéraire et d'une part actions portant sur l'acquisition de chaque action Berendsen contre la remise de 5,40 £ et 0,403 action nouvelle Elis (l'« <b>Offre Finale</b> »). Cette offre comprend également le versement d'un acompte sur dividende d'un montant de 11 <i>pence</i> par action Berendsen déclaré et payé par Berendsen au titre de la période de six mois close le 30 juin 2017 (l'« <b>Acompte sur Dividende</b> »). Sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 20,17 euros au 6 juin 2017 (dernier jour ouvré précédant la date du Second Communiqué 2.4 – tel que défini ci-dessous), et un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,145 €, l'Offre Finale valorise chaque action Berendsen à 12,50 £ (hors Acompte sur Dividende) et 12,61 £ (Acompte sur Dividende compris), soit une valeur de Berendsen d'environ 2,2 milliards de livres sterling (hors Acompte sur Dividende) sur une base totalement diluée<sup>3</sup>. L'Offre Finale devrait être mise en œuvre par le biais d'un <i>Scheme of Arrangement</i> de droit anglais, conformément à la Partie 26 du <i>Companies Act 2006</i> (le « <b>Scheme of Arrangement</b> » ou le « <b>Scheme</b> »), qui requiert l'approbation du <i>Scheme of Arrangement</i> par les actionnaires de Berendsen et la <i>High Court of Justice in</i></p>
--------------------	--	---

<sup>1</sup> 0,411 action nouvelle d'Elis était valorisée à 6,60 £ à 11h00 (BST) le 28 avril 2017 (dernier cours connu au moment de la remise de l'Offre Initiale) sur la base d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,18 €. La prime de 31 % est mentionnée en référence au cours de l'action Berendsen à 11h00 (BST) le 28 avril 2017.

<sup>2</sup> 0,426 action nouvelle d'Elis était valorisée à 7,35 £ à la clôture le 15 mai 2017 (soit le dernier jour ouvré avant la remise de l'Offre Améliorée), sur la base d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,18 €. La prime de 41 % est mentionnée en référence au cours de clôture de l'action Berendsen le 15 mai 2017.

<sup>3</sup> Sur la base de 172 627 894 actions actuellement en circulation (hors options en circulation) et de 174 470 777 actions sur une base totalement diluée.

	<p><i>England and Wales</i> (la « <b>Cour</b> »).</p> <p>En conséquence, le 7 juin 2017, Elis et Berendsen ont rendu publique l'Offre Finale en publiant un communiqué conjoint conformément à la Règle 2.4 du City Code (le « <b>Second Communiqué 2.4</b> »).</p> <p>Le 12 juin 2017, Elis et Berendsen ont publié un communiqué conjoint conformément à la Règle 2.7 du City Code (le « <b>Communiqué 2.7</b> ») par lequel Elis et Berendsen ont confirmé leur accord sur les termes d'une acquisition recommandée de l'intégralité du capital émis et à émettre de Berendsen par Elis, qui prévoit, pour chaque action Berendsen, le versement de 5,40 £ en numéraire et la remise de 0,403 action nouvelle Elis, ainsi que le paiement de l'Acompte sur Dividende. Au 9 juin 2017 (dernier jour ouvré précédant la date du Communiqué 2.7), sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 19,90 € et d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,138 €, les termes de l'Opération valorisent chaque action Berendsen à 12,45 £ (hors Acompte sur Dividende), soit une valeur totale de Berendsen d'environ 2,17 milliards de livres sterling sur une base totalement diluée<sup>4</sup>.</p> <p>La réalisation de l'Opération (tel que défini ci-dessous) reste néanmoins soumise à la réalisation ou à la levée des Conditions Suspensives (tel que défini ci-dessous) décrites à la rubrique E.3 du présent résumé, dont notamment (i) (a) l'approbation du <i>Scheme</i> par une majorité en nombre d'actionnaires de Berendsen représentant au moins 75 % des actions Berendsen détenues par les actionnaires de Berendsen, présents ou représentés, lors de l'Assemblée Générale de Berendsen Convoquée par la Cour (tel que défini ci-dessous) et qui étaient inscrits sur le registre des membres de Berendsen à la Date d'enregistrement (tel que défini ci-dessous), (b) l'approbation de toutes les résolutions nécessaires relatives au <i>Scheme of Arrangement</i> selon les majorités applicables lors de l'Assemblée Générale de Berendsen (tel que défini ci-dessous), et (c) l'approbation du <i>Scheme of Arrangement</i> par la Cour, avec ou sans modification (sous réserve que celle(s)-ci soi(en)t acceptables pour Elis et Berendsen) ; et (ii) (a) l'approbation de l'augmentation de capital devant être réalisée par Elis dans le cadre du <i>Scheme of Arrangement</i> par l'Assemblée Générale d'Elis (tel que défini ci-dessous), (b) l'obtention du visa de l'AMF sur le Prospectus et (c) la publication d'un avis d'Euronext Paris (tel que défini ci-dessous) relatif à la future admission aux négociations sur Euronext Paris des Actions Nouvelles (tel que défini ci-dessous).</p> <p><b>Augmentation de capital réservée à Canada Pension Plan Investment Board</b></p> <p>Dans ce contexte, la Société et Canada Pension Plan Investment Board, qui détenait alors 4,83 % du capital d'Elis, ont conclu, le 7 juin 2017, un contrat d'investissement (le « <b>Contrat d'Investissement</b> ») aux termes duquel CPPIB s'est engagé auprès de la Société à souscrire 10 131 713 actions nouvelles Elis (les « <b>Actions CPPIB</b> ») dans le cadre d'une augmentation de capital réservée (l'« <b>Augmentation de Capital Réservée</b> »), à un prix de souscription de 19,74<sup>5</sup> euros par Action CPPIB, représentant un montant total d'investissement d'environ 200 millions d'euros (le « <b>Financement CPPIB</b> »).</p> <p>Les fonds levés grâce au Financement CPPIB ne seront pas utilisés pour financer la part du prix de l'Opération payable en numéraire mais seront affectés au remboursement des sommes dues au titre du Contrat de Crédit-Relais 2017 (tel que défini ci-dessous) contracté par Elis pour le financement de cette Opération et permettre ainsi à Elis d'atteindre sa cible de ratio d'endettement 2018 d'environ 3x (cohérent avec son niveau actuel) si l'Opération est réalisée.</p> <p>Le Financement CPPIB est soumis notamment à la réalisation des conditions</p>
--	--

<sup>4</sup> Sur la base du capital intégralement dilué de Berendsen constitué de 174 412 423 actions, correspondant à la somme de 172 627 894 actions Berendsen en circulation et de 1 784 529 options et *awards* Berendsen (soit le nombre maximum d'options Berendsen exerçables ou d'*awards* Berendsen acquis en cas de changement de contrôle qui devront, s'ils sont exercés (et non remboursés en espèces), être satisfaits avec des actions nouvelles Berendsen plutôt qu'avec les actions Berendsen actuellement détenues par l'*Employee Benefit Trust* de Berendsen), au 9 juin 2017 (dernier jour ouvré avant la date du Communiqué 2.7).

<sup>5</sup> Sur la base du cours moyen pondéré par les volumes sur 20 jours de négociation de l'action Elis jusqu'au 6 juin 2017.

suivantes : l'approbation du *Scheme of Arrangement* par les actionnaires de Berendsen et par la Cour, et l'approbation des résolutions autorisant l'émission d'Actions Nouvelles dans le cadre de l'Opération par l'Assemblée Générale d'Elis.

Aux termes des stipulations du Contrat d'Investissement :

- la Société s'est engagée à ne pas, jusqu'à la date de réalisation de l'Augmentation de Capital Réservee, i) proposer ou réaliser d'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, ii) proposer ou émettre des titres de capital à tout actionnaire ou tiers autre que CPPIB ou l'un quelconque des actionnaires de la Société listés au chapitre 8 du Document de Référence (tel que défini ci-dessous) comme détenant plus de 8 % du capital social de la Société (les « **Investisseurs Première Offre** ») sans avoir préalablement proposé aux Investisseurs Première Offre de souscrire à ces titres de capital, et iii) émettre des titres de capital à l'un quelconque des Investisseurs Première Offre selon des modalités plus favorables que celles offertes aux autres Investisseurs Première Offre et qui dans tous les cas ne peuvent être plus favorables que celles des Actions CPPIB, étant précisé que la Société est autorisée à émettre des titres de capital pour servir les plans d'attribution gratuite d'actions ;
- CPPIB s'est engagé pendant une période de 12 mois à compter de la date de règlement-livraison de l'Augmentation de Capital Réservee à ne pas (i) transférer, directement ou indirectement, la propriété des Actions CPPIB auxquelles il aura souscrit dans le cadre de l'Augmentation de Capital Réservee, (ii) octroyer tout droit ou promesse sur celles-ci ou (iii) annoncer son intention d'effectuer l'une des opérations mentionnées aux (i) et (ii).

En termes de gouvernement d'entreprise, le Contrat d'Investissement stipule que CPPIB dispose du droit de proposer la nomination d'un représentant au conseil de surveillance de la Société dès lors que sa participation dans la Société sera au moins égale à 8 % du capital social de la Société et celle d'un second représentant dès lors que sa participation dans la Société sera au moins égale à 15% du capital social de la Société.

Le Contrat d'Investissement a été conclu pour une durée de 10 ans à compter de sa date de signature et pourra être renouvelé par périodes successives de 3 ans sauf résiliation par l'une des parties par notification écrite adressée à l'autre partie au moins 12 mois avant l'expiration de la période initiale de 10 ans ou de toute période de renouvellement. Après la date de réalisation de l'Augmentation de Capital Réservee, CPPIB peut résilier le Contrat d'Investissement à tout moment en adressant une notification à la Société en respectant un délai de préavis de quatre (4) mois.

Conformément à l'article 212-5 1° du Règlement général de l'AMF, cette augmentation de capital réservée ne donnera pas lieu à l'établissement d'un prospectus car elle porte sur l'admission aux négociations d'un nombre d'actions représentant, sur une période de douze mois, moins de 10 % du nombre d'actions Elis déjà admises aux négociations sur Euronext Paris.

#### **Réalisation de l'acquisition de Lavebras**

Le 23 mai 2017, Elis a annoncé la finalisation de l'acquisition de Lavebras Gestão de Têxteis S.A. et de ses filiales (ensemble, « **Lavebras** ») à la suite de l'autorisation sans restriction de l'autorité de la concurrence brésilienne.

#### **Perspectives du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2017**

Le Groupe a construit ses perspectives pour l'exercice 2017 sur la base des comptes consolidés du Groupe relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 et des comptes consolidés intermédiaires condensés pour le semestre clos le 30 juin 2017.

Ces perspectives reposent sur les hypothèses suivantes :

		<p><i>Hypothèses sur lesquelles le comité de direction de la Société ne peut exercer de contrôle ou d'influence</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les taux de change suivants sont observés à la fin de l'exercice 2017 : le taux de change EUR:BRL est de 1 € = 3,75 BRL et le taux de change EUR:CHF est de 1€ = 1,09 CHF ;</li> <li>– la poursuite au cours de la seconde partie de l'année 2017 de la reprise de l'activité hôtelière observée en France au cours de la première partie de l'année 2017 par rapport à l'année 2016 ;</li> <li>– l'absence de changement significatif de l'environnement politique, économique, réglementaire, social et fiscal qui affecterait très négativement Elis ; et</li> <li>– l'absence d'événement extérieur affectant l'activité, les clients du Groupe, les approvisionnements, la main d'œuvre, y compris toute catastrophe naturelle, acte de terrorisme ou cyber-attaque qui affecterait très négativement Elis ;</li> <li>– l'absence de litige ou de contentieux significatif qui affecterait très négativement Elis.</li> </ul> <p><i>Hypothèse sur laquelle le comité de direction de la Société peut exercer un contrôle ou de l'influence :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'absence de changement significatif du périmètre de consolidation par rapport à la situation au 25 juillet 2017.</li> </ul> <p>Sur la base des hypothèses ci-dessus, le Groupe considère pouvoir réaliser un chiffre d'affaires consolidé supérieur à 1,75 milliard d'euros (incluant Lavebras depuis le 1<sup>er</sup> juin 2017 mais hors Berendsen).</p> <p>La croissance organique 2017 du chiffre d'affaires devrait être sensiblement du même ordre qu'en 2016.</p> <p>Par ailleurs, le Groupe vise en 2017 à améliorer son taux de marge d'EBITDA dans toutes les zones géographiques où il exerce ses activités, y compris en France.</p> <p><i>Les perspectives présentées ci-dessus sont fondées sur des données, des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par le Groupe à la date du Prospectus. Ces données et hypothèses sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel, réglementaire et fiscal ou en fonction d'autres facteurs dont le Groupe n'aurait pas eu connaissance à la date du Prospectus. En outre, la matérialisation de certains risques décrits au chapitre 2 (« Facteurs de risques et politique d'assurance ») du Document de Référence, au chapitre 2 (« Facteur de risques ») de l'actualisation du Document de Référence et à la section 3.5 de la Note d'Opération pourrait avoir un impact sur les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe et donc remettre en cause ces perspectives. Par ailleurs, la réalisation des perspectives suppose le succès de la stratégie du Groupe. Le Groupe ne prend donc aucun engagement ni ne donne aucune garantie quant à la réalisation des perspectives figurant ci-dessus.</i></p>
<b>B.5</b>	<b>Groupe auquel la Société appartient</b>	La Société est la société mère du Groupe, qui comptait 141 filiales consolidées au 30 juin 2017, dont 30 sont situées en France.
<b>B.6</b>	<b>Principaux actionnaires</b>	<p>Au 30 juin 2017, et sur la base des informations portées à la connaissance de la Société :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Eurazeo SE détenait 16,86 % du capital de la Société, dont 16,07 % via Legendre Holding 27 SAS, une société contrôlée par Eurazeo SE ;</li> <li>– Crédit Agricole Assurances détenait, via sa filiale Predica Prévoyance</li> </ul>

Dialogue du Crédit Agricole (« **Predica** »), 9,98 % du capital de la Société ;

- CPPIB détenait 4,83 % du capital de la Société ; et
- Ameriprise Financial Inc. détenait, *via* sa filiale Threadneedle Asset Management Limited, 10,48 % du capital de la Société.

À la connaissance d'Elis, la répartition du capital et des droits de vote de la Société au 30 juin 2017 était la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote		Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables
			Nombre de droits de vote théoriques	théoriques		
<b>Eurazeo</b>	<b>23 635 032</b>	<b>16,86 %</b>	<b>42 892 699</b>	<b>26,84 %</b>	<b>42 892 699</b>	<b>26,85 %</b>
dont Legendre Holding 27 SAS <sup>(a)</sup>	22 522 058	16,07 %	40 873 361	25,57 %	40 873 361	25,58 %
dont Eurazeo SE <sup>(a)</sup>	1 112 974	0,79 %	2 019 338	1,26 %	2 019 338	1,26 %
<b>Crédit Agricole Assurances<sup>(a)</sup></b>	<b>13 991 662</b>	<b>9,98 %</b>	<b>13 991 662</b>	<b>8,75 %</b>	<b>13 991 662</b>	<b>8,76 %</b>
<b>CPPIB<sup>(c)</sup></b>	<b>6 769 248</b>	<b>4,83 %</b>	<b>6 769 248</b>	<b>4,24 %</b>	<b>6 769 248</b>	<b>4,24 %</b>
<b>Public</b>	<b>95 715 607</b>	<b>68,29 %</b>	<b>96 117 816</b>	<b>60,14 %</b>	<b>96 117 816</b>	<b>60,16 %</b>
dont Ameriprise Financial Inc. <sup>(b)</sup>	14 694 718	10,48 %	14 694 718	9,19 %	14 694 718	9,20 %
dont ECIP Elis SARL <sup>(a)</sup>	190 172	0,14 %	345 124	0,22 %	345 124	0,22 %
dont dirigeants et employés <sup>(e)</sup>	399 801	0,29 %	484 476	0,30 %	484 476	0,30 %
<b>Actions auto-détenues</b>	<b>55 500<sup>(d)</sup></b>	<b>0,04 %</b>	<b>55 500<sup>(d)</sup></b>	<b>0,03 %</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>140 167 049</b>	<b>100 %</b>	<b>159 826 925</b>	<b>100 %</b>	<b>159 771 425</b>	<b>100 %</b>

(a) Actionnaires ayant déclaré être liés par un pacte d'actionnaires non constitutif d'une action de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce.

(b) Sur la base de la déclaration de franchissement de seuil d'Ameriprise Financial Inc. en date du 22 juin 2017.

(c) CPPIB et la Société sont parties à un contrat d'investissement conclu le 7 juin 2017.

(d) Au 30 juin 2017.

(e) A la suite de l'acquisition définitive de 250 392 actions au titre du plan d'actions de performance mis en œuvre le 7 avril 2015 dont la période d'acquisition a expiré le 7 avril 2017.

Au 30 juin 2017, 19 659 876 actions Elis bénéficiaient d'un droit de vote double.

A la suite de la réalisation de l'Opération et du Financement CPPIB et sur la base de la structure actionnariale d'Elis et de Berendsen au 30 juin 2017, la répartition du capital et des droits de vote de la Société sera la suivante :

Actionnaires	Après l'Opération				Après l'Opération et Financement CPPIB			
	Nombre d'actions	%	Nombre de droits de vote exerçables	%	Nombre d'actions	%	Nombre de droits de vote exerçables	%
<b>Eurazeo</b>	<b>23 635 032</b>	<b>11,30 %</b>	<b>42 892 699</b>	<b>18,74 %</b>	<b>23 635 032</b>	<b>10,77 %</b>	<b>42 892 699</b>	<b>17,95 %</b>
dont Legendre Holding 27 SAS <sup>(a)</sup>	22 522 058	10,76 %	40 873 361	17,86 %	22 522 058	10,27 %	40 873 361	17,11 %
dont Eurazeo SE <sup>(a)</sup>	1 112 974	0,53 %	2 019 338	0,88 %	1 112 974	0,50 %	2 019 338	0,84 %

		<table border="1"> <tbody> <tr> <td><b>Crédit Agricole Assurances<sup>(a)</sup></b></td> <td><b>13 991 662</b></td> <td><b>6,69 %</b></td> <td><b>13 991 662</b></td> <td><b>6,11 %</b></td> <td><b>13 991 662</b></td> <td><b>6,38 %</b></td> <td><b>13 991 662</b></td> <td><b>5,86 %</b></td> </tr> <tr> <td><b>CPPIB<sup>(c)</sup></b></td> <td><b>6 769 248</b></td> <td><b>3,24 %</b></td> <td><b>6 769 248</b></td> <td><b>2,96 %</b></td> <td><b>16 900 961</b></td> <td><b>7,70 %</b></td> <td><b>16 900 961</b></td> <td><b>7,07 %</b></td> </tr> <tr> <td><b>Public</b></td> <td><b>164 767 759</b></td> <td><b>78,75 %</b></td> <td><b>165 169 268</b></td> <td><b>72,18 %</b></td> <td><b>164 767 759</b></td> <td><b>75,12 %</b></td> <td><b>165 169 968</b></td> <td><b>69,12 %</b></td> </tr> <tr> <td>dont actionnaires de Berendsen</td> <td>69 052 152</td> <td>33 %</td> <td>69 052 152</td> <td>30,18 %</td> <td>69 052 152</td> <td>31,48 %</td> <td>69 052 152</td> <td>28,90 %</td> </tr> <tr> <td>dont Ameriprise Financial, Inc.<sup>(b)</sup></td> <td>14 694 718</td> <td>7,02 %</td> <td>14 694 718</td> <td>6,42 %</td> <td>14 694 718</td> <td>6,70 %</td> <td>14 694 718</td> <td>6,15 %</td> </tr> <tr> <td>dont ECIP Elis SARL<sup>(a)</sup></td> <td>190 172</td> <td>0,09 %</td> <td>345 124</td> <td>0,15 %</td> <td>190 172</td> <td>0,09 %</td> <td>345 124</td> <td>0,14 %</td> </tr> <tr> <td>dont dirigeants et employés<sup>(e)</sup></td> <td>399 801</td> <td>0,19 %</td> <td>484 476</td> <td>0,21 %</td> <td>399 801</td> <td>0,18 %</td> <td>484 476</td> <td>0,20 %</td> </tr> <tr> <td><b>Actions auto-détenues</b></td> <td><b>55 500<sup>(d)</sup></b></td> <td><b>0,03 %</b></td> <td><b>-</b></td> <td><b>-</b></td> <td><b>55 500<sup>(d)</sup></b></td> <td><b>0,03 %</b></td> <td><b>-</b></td> <td><b>-</b></td> </tr> <tr> <td><b>Total</b></td> <td><b>209 219 201</b></td> <td><b>100 %</b></td> <td><b>228 823 577</b></td> <td><b>100 %</b></td> <td><b>219 350 914</b></td> <td><b>100 %</b></td> <td><b>238 955 290</b></td> <td><b>100 %</b></td> </tr> </tbody> </table> <p>(a) Actionnaires ayant déclaré être liés par un pacte d'actionnaires non constitutif d'une action de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce.</p> <p>(b) Sur la base de la déclaration de franchissement de seuil d'Ameriprise Financial, Inc. en date du 22 juin 2017. Ameriprise Financial, Inc. détient les actions Elis par l'intermédiaire de sa filiale Threadneedle Asset Management Limited.</p> <p>(c) CPPIB et la Société sont parties à un contrat d'investissement conclu le 7 juin 2017.</p> <p>(d) Au 30 juin 2017.</p> <p>(e) A la suite de l'acquisition définitive de 250 392 actions au titre du plan d'actions de performance mis en oeuvre le 7 avril 2015 dont la période d'acquisition a expiré le 7 avril 2017.</p> <p>A la connaissance de la Société, aucun actionnaire, à la date du visa de l'AMF sur le Prospectus, ne détient directement ou indirectement seul ou de concert le contrôle de la Société, ni n'est présumé exercer le contrôle de la Société.</p>	<b>Crédit Agricole Assurances<sup>(a)</sup></b>	<b>13 991 662</b>	<b>6,69 %</b>	<b>13 991 662</b>	<b>6,11 %</b>	<b>13 991 662</b>	<b>6,38 %</b>	<b>13 991 662</b>	<b>5,86 %</b>	<b>CPPIB<sup>(c)</sup></b>	<b>6 769 248</b>	<b>3,24 %</b>	<b>6 769 248</b>	<b>2,96 %</b>	<b>16 900 961</b>	<b>7,70 %</b>	<b>16 900 961</b>	<b>7,07 %</b>	<b>Public</b>	<b>164 767 759</b>	<b>78,75 %</b>	<b>165 169 268</b>	<b>72,18 %</b>	<b>164 767 759</b>	<b>75,12 %</b>	<b>165 169 968</b>	<b>69,12 %</b>	dont actionnaires de Berendsen	69 052 152	33 %	69 052 152	30,18 %	69 052 152	31,48 %	69 052 152	28,90 %	dont Ameriprise Financial, Inc. <sup>(b)</sup>	14 694 718	7,02 %	14 694 718	6,42 %	14 694 718	6,70 %	14 694 718	6,15 %	dont ECIP Elis SARL <sup>(a)</sup>	190 172	0,09 %	345 124	0,15 %	190 172	0,09 %	345 124	0,14 %	dont dirigeants et employés <sup>(e)</sup>	399 801	0,19 %	484 476	0,21 %	399 801	0,18 %	484 476	0,20 %	<b>Actions auto-détenues</b>	<b>55 500<sup>(d)</sup></b>	<b>0,03 %</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>55 500<sup>(d)</sup></b>	<b>0,03 %</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>Total</b>	<b>209 219 201</b>	<b>100 %</b>	<b>228 823 577</b>	<b>100 %</b>	<b>219 350 914</b>	<b>100 %</b>	<b>238 955 290</b>	<b>100 %</b>
<b>Crédit Agricole Assurances<sup>(a)</sup></b>	<b>13 991 662</b>	<b>6,69 %</b>	<b>13 991 662</b>	<b>6,11 %</b>	<b>13 991 662</b>	<b>6,38 %</b>	<b>13 991 662</b>	<b>5,86 %</b>																																																																											
<b>CPPIB<sup>(c)</sup></b>	<b>6 769 248</b>	<b>3,24 %</b>	<b>6 769 248</b>	<b>2,96 %</b>	<b>16 900 961</b>	<b>7,70 %</b>	<b>16 900 961</b>	<b>7,07 %</b>																																																																											
<b>Public</b>	<b>164 767 759</b>	<b>78,75 %</b>	<b>165 169 268</b>	<b>72,18 %</b>	<b>164 767 759</b>	<b>75,12 %</b>	<b>165 169 968</b>	<b>69,12 %</b>																																																																											
dont actionnaires de Berendsen	69 052 152	33 %	69 052 152	30,18 %	69 052 152	31,48 %	69 052 152	28,90 %																																																																											
dont Ameriprise Financial, Inc. <sup>(b)</sup>	14 694 718	7,02 %	14 694 718	6,42 %	14 694 718	6,70 %	14 694 718	6,15 %																																																																											
dont ECIP Elis SARL <sup>(a)</sup>	190 172	0,09 %	345 124	0,15 %	190 172	0,09 %	345 124	0,14 %																																																																											
dont dirigeants et employés <sup>(e)</sup>	399 801	0,19 %	484 476	0,21 %	399 801	0,18 %	484 476	0,20 %																																																																											
<b>Actions auto-détenues</b>	<b>55 500<sup>(d)</sup></b>	<b>0,03 %</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>55 500<sup>(d)</sup></b>	<b>0,03 %</b>	<b>-</b>	<b>-</b>																																																																											
<b>Total</b>	<b>209 219 201</b>	<b>100 %</b>	<b>228 823 577</b>	<b>100 %</b>	<b>219 350 914</b>	<b>100 %</b>	<b>238 955 290</b>	<b>100 %</b>																																																																											
<b>B.7</b>	<b>Information financières historiques clés sélectionnées</b>	<p><b>Principaux chiffres clés</b></p> <p>Les informations financières présentées ci-dessous sont issues des comptes consolidés (audités) du Groupe pour les exercices clos les 31 décembre 2014, 2015 et 2016 (hors contribution de Lavebras) et des comptes consolidés intermédiaires condensés (non audités) pour les périodes closes les 30 juin 2016 et 2017, établis conformément au référentiel de normes internationales financières (« <b>IFRS</b> ») telles qu'adoptées par l'Union européenne. Les informations financières du Groupe relatives au semestre clos le 30 juin 2017 sont présentées à la section 4.2 de l'actualisation du Document de Référence.</p> <p><b>Informations financières sélectionnées du compte de résultat consolidé du Groupe</b></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th rowspan="2"></th> <th colspan="3">Exercices clos les 31 décembre</th> <th colspan="2">Semestres clos les 30 juin</th> </tr> <tr> <th>2014</th> <th>2015</th> <th>2016</th> <th>2016</th> <th>2017</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td colspan="5" style="text-align: center;"><i>(en millions d'euros)</i></td> </tr> <tr> <td><b>Produits de l'activité ordinaire (chiffre d'affaires<sup>(1)</sup>)</b> .....</td> <td><b>1 331,0</b></td> <td><b>1 415,4</b></td> <td><b>1 512,8</b></td> <td><b>730,2</b></td> <td><b>845,8</b></td> </tr> <tr> <td><b>Marge brute</b> .....</td> <td><b>425,8</b></td> <td><b>431,9</b></td> <td><b>457,7</b></td> <td><b>215,8</b></td> <td><b>239,9</b></td> </tr> <tr> <td><b>Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle</b> .....</td> <td><b>209,1</b></td> <td><b>206,5</b></td> <td><b>208,6</b></td> <td><b>91,8</b></td> <td><b>96,8</b></td> </tr> <tr> <td><b>Résultat opérationnel</b> .....</td> <td><b>144,7</b></td> <td><b>112,3</b></td> <td><b>187,4</b></td> <td><b>67,3</b></td> <td><b>62,3</b></td> </tr> <tr> <td>Résultat financier.....</td> <td>(153,6)</td> <td>(170,9)</td> <td>(55,7)</td> <td>(27,0)</td> <td>(26,9)</td> </tr> <tr> <td><b>Résultat avant impôt</b> .....</td> <td><b>(8,9)</b></td> <td><b>(58,6)</b></td> <td><b>131,7</b></td> <td><b>40,3</b></td> <td><b>35,4</b></td> </tr> <tr> <td>Charge d'impôt.....</td> <td>(13,0)</td> <td>0,9</td> <td>(38,1)</td> <td>(17,1)</td> <td>(15,6)</td> </tr> <tr> <td><b>Résultat net</b> .....</td> <td><b>(21,9)</b></td> <td><b>(57,7)</b></td> <td><b>93,7</b></td> <td><b>23,1</b></td> <td><b>19,9</b></td> </tr> </tbody> </table>		Exercices clos les 31 décembre			Semestres clos les 30 juin		2014	2015	2016	2016	2017		<i>(en millions d'euros)</i>					<b>Produits de l'activité ordinaire (chiffre d'affaires<sup>(1)</sup>)</b> .....	<b>1 331,0</b>	<b>1 415,4</b>	<b>1 512,8</b>	<b>730,2</b>	<b>845,8</b>	<b>Marge brute</b> .....	<b>425,8</b>	<b>431,9</b>	<b>457,7</b>	<b>215,8</b>	<b>239,9</b>	<b>Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle</b> .....	<b>209,1</b>	<b>206,5</b>	<b>208,6</b>	<b>91,8</b>	<b>96,8</b>	<b>Résultat opérationnel</b> .....	<b>144,7</b>	<b>112,3</b>	<b>187,4</b>	<b>67,3</b>	<b>62,3</b>	Résultat financier.....	(153,6)	(170,9)	(55,7)	(27,0)	(26,9)	<b>Résultat avant impôt</b> .....	<b>(8,9)</b>	<b>(58,6)</b>	<b>131,7</b>	<b>40,3</b>	<b>35,4</b>	Charge d'impôt.....	(13,0)	0,9	(38,1)	(17,1)	(15,6)	<b>Résultat net</b> .....	<b>(21,9)</b>	<b>(57,7)</b>	<b>93,7</b>	<b>23,1</b>	<b>19,9</b>																
	Exercices clos les 31 décembre			Semestres clos les 30 juin																																																																															
	2014	2015	2016	2016	2017																																																																														
	<i>(en millions d'euros)</i>																																																																																		
<b>Produits de l'activité ordinaire (chiffre d'affaires<sup>(1)</sup>)</b> .....	<b>1 331,0</b>	<b>1 415,4</b>	<b>1 512,8</b>	<b>730,2</b>	<b>845,8</b>																																																																														
<b>Marge brute</b> .....	<b>425,8</b>	<b>431,9</b>	<b>457,7</b>	<b>215,8</b>	<b>239,9</b>																																																																														
<b>Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle</b> .....	<b>209,1</b>	<b>206,5</b>	<b>208,6</b>	<b>91,8</b>	<b>96,8</b>																																																																														
<b>Résultat opérationnel</b> .....	<b>144,7</b>	<b>112,3</b>	<b>187,4</b>	<b>67,3</b>	<b>62,3</b>																																																																														
Résultat financier.....	(153,6)	(170,9)	(55,7)	(27,0)	(26,9)																																																																														
<b>Résultat avant impôt</b> .....	<b>(8,9)</b>	<b>(58,6)</b>	<b>131,7</b>	<b>40,3</b>	<b>35,4</b>																																																																														
Charge d'impôt.....	(13,0)	0,9	(38,1)	(17,1)	(15,6)																																																																														
<b>Résultat net</b> .....	<b>(21,9)</b>	<b>(57,7)</b>	<b>93,7</b>	<b>23,1</b>	<b>19,9</b>																																																																														

(1) Les « Produits de l'activité ordinaire » pourront être désignés par le terme « chiffre d'affaires » ou « chiffre d'affaires consolidé » dans la présente note d'opération.

### Informations financières sélectionnées du bilan consolidé du Groupe

	Exercices clos les 31 décembre			Semestres clos les 30 juin	
	2014	2015	2016*	2016	2017
	<i>(en millions d'euros)</i>				
<b>Actifs non courants</b> .....	<b>2 667,1</b>	<b>2 765,5</b>	<b>3 035,3</b>	<b>2 791,4</b>	<b>3 382,6</b>
<i>Dont écarts d'acquisitions</i> .....	1 536,1	1 583,4	1 747,8	1 616,8	2 049,5
<i>Dont immobilisations incorporelles</i> .....	404,4	379,5	350,9	354,7	339,6
<b>Actifs courants</b> .....	<b>462,1</b>	<b>483,9</b>	<b>649,2</b>	<b>614,6</b>	<b>623,5</b>
Actifs détenus en vue de la vente.....	0,0	0,0	1,1	8,4	1,1
<b>Total actif</b> .....	<b>3 129,1</b>	<b>3 249,4</b>	<b>3 684,5</b>	<b>3 406,0</b>	<b>4 006,1</b>
<b>Capitaux propres</b> .....	<b>368,2</b>	<b>1 053,9</b>	<b>1 150,6</b>	<b>1 058,8</b>	<b>1 376,6</b>
Passifs non courants.....	2 256,8	1 573,9	1 567,2	1 584,8	1 721,5
Passifs courants.....	504,2	621,7	966,7	762,4	908,1
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente.....	0,0	0,0	0,0	2,6	0,0
<b>Total passifs et capitaux propres</b> .....	<b>3 129,1</b>	<b>3 249,4</b>	<b>3 684,5</b>	<b>3 406,0</b>	<b>4 006,1</b>

\*Ajusté de l'affectation des écarts d'acquisition (voir la note 2.4 des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2016 dans le Document de Référence, précisant que la comptabilisation initiale des regroupements d'entreprise était inachevée et les montants antérieurement publiés ne l'étaient qu'à titre provisoire).

### Informations financières sélectionnées des flux de trésorerie consolidés du Groupe

	Exercices clos les 31 décembre			Semestres clos les 30 juin	
	2014	2015	2016	2016	2017
	<i>(en millions d'euros)</i>				
Flux nets de trésorerie générés par l'activité ....	361,0	293,9	424,8	169,1	166,9
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement.....	(240,0)	(375,3)	(425,3)	(164,5)	(559,2)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement.....	(111,5)	78,8	108,7	74,1	292,6
<b>Variation de trésorerie</b> .....	<b>9,5</b>	<b>(2,7)</b>	<b>108,2</b>	<b>78,7</b>	<b>(99,7)</b>
Trésorerie à l'ouverture.....	48,6	58,5	55,8	55,7	165,2
Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie.....	0,4	0,0	1,8	1,1	(10,4)
<b>Trésorerie à la clôture</b> .....	<b>58,5</b>	<b>55,8</b>	<b>165,9</b>	<b>135,5</b>	<b>55,1</b>

#### B.8 Informations financières pro forma non-auditées clés sélectionnées

L'objectif des informations financières pro forma non-auditées consolidées du Groupe Combiné (les « **Informations Financières Pro Forma Non-Auditées** ») est de communiquer une information pro forma destinée à décrire l'impact qu'aurait eu l'Opération (y compris le financement de l'Opération) sur l'état de la situation financière au 31 décembre 2016 et sur le compte de résultat de la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016 (y compris le financement de l'Opération), si cette Opération s'était produite à une date antérieure à sa survenance réelle.

Les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées ne sont pas nécessairement représentatives des résultats ou de la situation financière future du Groupe Combiné. Par ailleurs, il ne peut être garanti que les tendances indiquées par les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées soient représentatives des résultats ou de la performance à venir du Groupe Combiné.

En conséquence, les résultats consolidés et l'état de la situation financière consolidée du futur Groupe Combiné pourront différer de manière significative par rapport aux résultats et à l'état de la situation financière présentés dans les Informations

## Financières Pro Forma Non-Auditées.

Les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées font l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes.

Conformément à l'Annexe II du Règlement (CE) n° 809/2004 du 29 avril 2004 tel que modifié, Elis présente les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées qui ont été établies sur la base des informations historiques publiques concernant Berendsen, et à partir des comptes consolidés suivants :

- les comptes consolidés audités d'Elis pour l'exercice clos le 31 décembre 2016<sup>6</sup> tels que présentés dans le document de référence 2016 d'Elis, enregistré auprès de l'AMF le 6 avril 2017 sous le numéro R. 17-013 (le « **Document de Référence** ») ; et
- les comptes consolidés audités de Berendsen pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 tels que publiés dans le rapport annuel 2016 de Berendsen.

Conformément à la recommandation n°2013-08 de l'AMF relatives aux informations financières pro forma telle que modifiée, aucun ajustement n'a été fait dans les informations financières historiques d'Elis utilisées pour établir les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées, au titre des événements intervenus après la clôture de l'exercice 2016.

### Informations financières sélectionnées du compte de résultat consolidé pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2016

	Données historiques d'Elis	Données historiques de Berendsen	Agrégation des données historiques (Note 1)	Ajustement « Acquisition de » « Berendsen » (Note 2)	Ajustement « Financement » « Opération » (Note 3)	Ajustement « Frais » « de transaction » (Note 4)	Information Financière Pro Forma
<i>(en millions d'euros)</i>							
<b>Produits de l'activité ordinaire</b>	<b>1 512,8</b>	<b>1 357,7</b>	<b>2 870,4</b>	-	-	-	<b>2 870,4</b>
Charges opérationnelles	(1 304,2)	(1 160,7)	<b>(2 465,0)</b>	-	-	-	<b>(2 465,0)</b>
<b>Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle</b>	<b>208,6</b>	<b>196,9</b>	<b>405,5</b>	-	-	-	<b>405,5</b>
Dotations aux amortissements des relations clientèle	(45,6)	(9,1)	<b>(54,7)</b>	-	-	-	<b>(54,7)</b>
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits et charges opérationnelles (a)	24,5	(15,8)	<b>8,7</b>	-	-	(25,7)	<b>(17,0)</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>187,4</b>	<b>172,1</b>	<b>359,5</b>	-	-	(25,7)	<b>333,8</b>
Résultat financier	(55,7)	(25,0)	<b>(80,6)</b>	-	(10,7)	-	<b>(91,3)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>131,7</b>	<b>147,1</b>	<b>278,9</b>	-	(10,7)	(25,7)	<b>242,5</b>
Charge d'impôt	(38,1)	(35,2)	<b>(73,3)</b>	-	5,9	8,8	<b>(58,5)</b>
Quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>93,7</b>	<b>111,9</b>	<b>205,6</b>	-	(4,8)	(16,8)	<b>183,9</b>
Attribuables aux :							
- actionnaires de la société mère	93,7	111,5	<b>205,2</b>				<b>183,6</b>
- participations ne donnant pas le contrôle	(0,0)	0,4	<b>0,4</b>				<b>0,4</b>
Résultat par action / Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :							

<sup>6</sup> Il n'a été procédé à aucun ajustement dans les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées présentées dans la présente section, pour tenir compte des acquisitions d'Indusal et de Lavebras ou de leur financement, comme si elles avaient eu lieu au 1<sup>er</sup> janvier 2016. En conséquence, les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées n'incluent (i) ni le résultat d'Indusal pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 21 décembre 2016, (ii) ni le compte de résultat de l'exercice 2016 et le bilan au 31 décembre 2016 de Lavebras.

- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	0,82 €	0,65 €	1,06 €	0,95 €
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	0,82 €	0,65 €	1,06 €	0,95 €

(a) Les autres produits et charges opérationnels incluent principalement :

- i. 35,6 millions d'euros de produit au titre de la cession du site de Puteaux et divers frais d'acquisitions, de restructurations, et charges non récurrentes tels que décrits à la Note 4.4 des comptes consolidés 2016 d'Elis ; et
- ii. 12,8 millions d'euros au titre de coûts de mise en place de la stratégie et 2,9 millions d'euros d'autres produits et charges tels que décrits à la Note 4 des comptes consolidés 2016 de Berendsen.

### Informations financières sélectionnées du bilan consolidé pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2016

(en millions d'euros)	Données historiques d'Elis net	Données historiques de Berendsen net	Agrégation des données historiques (Note 1)	Ajustement « Acquisition de » « Berendsen » (Note 2)	Ajustement « Financement » « Opération » (Note 3)	Ajustement « Frais de transaction » (Note 4)	Ajustement « Financement » « CPPIB » (Note 5)	Information Financière Pro Forma
Ecarts d'acquisition	1 755,7	480,6	2 236,3	1 825,2	-	-	-	4 061,5
Immobilisations incorporelles	350,9	35,5	386,4	-	-	-	-	386,4
Immobilisations corporelles	896,5	674,7	1 571,2	-	-	-	-	1 571,2
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs disponibles à la vente	0,1	-	0,1	-	-	-	-	0,1
Autres actifs non courants	4,2	87,1	91,3	-	(86,8)	-	-	4,5
Actifs d'impôt différé	19,4	15,0	34,4	0,3	-	-	-	34,7
<b>TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>3 026,8</b>	<b>1 292,9</b>	<b>4 319,7</b>	<b>1 825,5</b>	<b>(86,8)</b>	-	-	<b>6 058,4</b>
Stocks	62,4	65,7	128,1	-	-	-	-	128,1
Clients et autres débiteurs	392,6	224,1	616,7	-	-	-	-	616,7
Actifs d'impôt exigibles	6,6	10,3	16,9	-	4,5	15,0	-	36,3
Autres actifs	17,0	2,5	19,4	-	-	-	-	19,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	169,6	365,9	535,5	(1 049,8)	1 093,2	(43,4)	-	535,5
Actifs détenus en vue de la vente	1,1	-	1,1	-	-	-	-	1,1
<b>TOTAL DES ACTIFS COURANTS</b>	<b>649,3</b>	<b>668,5</b>	<b>1 317,8</b>	<b>(1 049,8)</b>	<b>1 097,7</b>	<b>(28,5)</b>	-	<b>1 337,2</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>3 676,1</b>	<b>1 961,4</b>	<b>5 637,5</b>	<b>775,7</b>	<b>1 010,8</b>	<b>(28,5)</b>	-	<b>7 395,6</b>
Capital émis	1 140,1	61,1	1 201,2	629,4	-	-	101,3	1 931,9
Primes liées au capital	280,9	117,6	398,5	566,0	-	(11,6)	98,7	1 051,5
Réserves sur actions propres	(1,6)	-	(1,6)	-	-	-	-	(1,6)
Autres réserves	0,7	178,1	178,8	(178,1)	-	-	-	0,7
Résultats accumulés non distribués	(267,0)	283,6	16,6	(283,6)	-	(16,8)	-	(283,8)
Autres composantes des capitaux propres CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE PARTICIPATION S NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE CAPITAUX PROPRES	(6,1)	(1,1)	(7,2)	1,1	-	-	-	(6,1)
	1 147,0	639,3	1 786,3	734,8	-	(28,5)	200,0	2 692,7
	4,0	6,0	10,0	29,5	(29,5)	-	-	10,0
	<b>1 151,0</b>	<b>645,3</b>	<b>1 796,3</b>	<b>764,3</b>	<b>(29,5)</b>	<b>(28,5)</b>	<b>200,0</b>	<b>2 702,6</b>
Provisions	24,2	-	24,2	-	-	-	-	24,2
Passifs liés aux avantages au personnel	62,9	46,5	109,4	-	-	-	-	109,4
Emprunts et dettes financières	1 276,8	605,1	1 881,9	2,0	(605,9)	-	-	1 278,0
Passifs d'impôt différés	176,8	87,9	264,8	-	(6,7)	-	-	258,1
Autres passifs non courants	22,6	18,3	40,9	-	(17,2)	-	-	23,7
<b>TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>1 563,4</b>	<b>757,8</b>	<b>2 321,2</b>	<b>2,0</b>	<b>(629,8)</b>	-	-	<b>1 693,4</b>

		Provisions - part à moins d'un an	4,9	8,9	13,8	-	-	-	-	13,8
		Dettes d'impôt exigible	3,9	29,6	33,5	-	11,1	-	-	44,6
		Fournisseurs et autres créiteurs	162,6	82,5	245,0	-	-	-	-	245,0
		Autres passifs	296,3	169,8	466,1	-	(0,4)	-	-	465,7
		Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	494,1	267,5	761,6	9,4	1 659,4	-	(200,0)	2 230,4
		Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-	-	-	-
		<b>TOTAL DES PASSIFS COURANTS</b>	<b>961,7</b>	<b>558,3</b>	<b>1 520,0</b>	<b>9,4</b>	<b>1 670,2</b>	<b>-</b>	<b>(200,0)</b>	<b>2 999,6</b>
		<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>3 676,1</b>	<b>1 961,4</b>	<b>5 637,5</b>	<b>775,7</b>	<b>1 010,8</b>	<b>(28,5)</b>	<b>-</b>	<b>7 395,6</b>
<b>B.9</b>	<b>Prévisions ou estimations de bénéfices</b>	Sans objet.								
<b>B.10</b>	<b>Réserves sur les informations financières historiques</b>	Sans objet.								
<b>B.11</b>	<b>Explications si le fonds de roulement net de l'émetteur n'est pas suffisant au regard de ses obligations actuelles</b>	Sans objet.								
<b>Section C – Valeurs mobilières</b>										
<b>C.1</b>	<b>Nature, catégorie et numéro d'identification des valeurs mobilières</b>	<p>Les Actions Nouvelles dont l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris (« <b>Euronext Paris</b> ») est demandée sont des actions ordinaires de même catégorie que les actions existantes de la Société.</p> <p>Les Actions Nouvelles seront, dès leur création, soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société et aux lois et réglementations en vigueur.</p> <p><b>Libellé pour les actions</b> : Elis</p> <p><b>Code ISIN</b> : FR0012435121</p> <p><b>Mnémonique</b> : Elis</p> <p><b>Compartiment</b> : Compartiment A</p> <p><b>Secteur d'activité</b> : Services supports</p> <p><b>Classification ICB</b> : 2790</p>								
<b>C.2</b>	<b>Devise d'émission</b>	Euro.								
<b>C.3</b>	<b>Nombre d'actions émises / Valeur nominale des actions</b>	<p>A la date du visa de l'AMF sur le Prospectus, le capital d'Elis est composé de 140 167 049 actions d'un euro de valeur nominale chacune, à la suite de la réduction de capital par diminution de la valeur nominale approuvée par l'assemblée générale des actionnaires d'Elis du 19 mai 2017.</p> <p>Un nombre de 69 052 152 Actions Nouvelles, d'une valeur nominale d'un euro chacune, seraient émises dans le cadre de l'Opération.</p> <p>Un nombre de 10 131 713 actions nouvelles Elis, d'une valeur nominale d'un euro</p>								

		<p>chacune, seraient émises dans le cadre du Financement CPPIB.</p> <p>Après réalisation de l'Opération, le capital d'Elis serait composé de 209 219 201 actions.</p> <p>Après réalisation de l'Opération et du Financement CPPIB, le capital d'Elis serait composé de 219 350 914 actions.</p>
<b>C.4</b>	<b>Droits attachés aux actions</b>	<p>Les Actions Nouvelles seront assimilées aux actions ordinaires Elis existantes, et bénéficieront à ce titre, en l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, des principaux droits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– droit à dividendes ;</li> <li>– droit de vote ;</li> <li>– droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie ;</li> <li>– droit de participation à tout excédent en cas de liquidation ; et</li> <li>– droit d'information des actionnaires.</li> </ul> <p>Les Actions Nouvelles porteront jouissance courante et donneront droit à toutes les distributions effectuées par la Société à compter de leur émission.</p> <p>En application des stipulations de l'article 9 des statuts de la Société, depuis le 3 avril 2016, un droit de vote double est conféré à toute action justifiant d'une inscription au nominatif pendant une durée continue de deux ans au moins au nom du même actionnaire.</p>
<b>C.5</b>	<b>Restriction imposée à la libre négociabilité des valeurs mobilières</b>	<p>Aucune clause des statuts de la Société ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital d'Elis.</p>
<b>C.6</b>	<b>Demande d'admission à la négociation</b>	<p>Les Actions Nouvelles feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur Euronext Paris.</p> <p>Les Actions Nouvelles seront admises aux négociations sur Euronext Paris à compter du jour suivant la date à laquelle le <i>Scheme of Arrangement</i> deviendra « effective », soit le 13 septembre 2017 (date indicative), ou peu après celle-ci. Elles seront immédiatement assimilées aux actions existantes de la Société, déjà négociées sur Euronext Paris, et seront négociables, à compter de cette date sur la même ligne de cotation que ces actions sous le même code ISIN : FR0012435121.</p> <p>Les statuts de la Société prévoient que les Actions Nouvelles pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix de l'actionnaire.</p> <p><b>Emission de CDIs (<i>CREST depository interests</i>) représentant des droits aux Actions Nouvelles</b></p> <p>A la différence des actions Berendsen, les Actions Nouvelles ne peuvent pas être détenues, transférées ou livrées au travers des systèmes de règlement livraison CREST.</p> <p>En conséquence, les actionnaires de Berendsen participant au <i>Scheme of Arrangement</i> qui détiennent leurs actions Berendsen sous forme dématérialisée par l'intermédiaire de CREST (directement ou par l'intermédiaire d'un courtier ou d'un agent doté d'un compte CREST) immédiatement avant 18h le jour ouvré qui suit la date à laquelle la Cour a approuvé le <i>Scheme of Arrangement</i> (le « <b>Scheme Record Time</b> ») ne recevront pas directement des Actions Nouvelles mais recevront des certificats dématérialisés. Ces certificats dématérialisés sont des « <b>CDIs</b> » (<i>CREST depository interests</i>).</p> <p>De même, s'agissant des actionnaires de Berendsen éligibles (c'est-à-dire les actionnaires de Berendsen qui ne sont pas situés dans certaines juridictions autres que</p>

		<p>la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, notamment au Japon, dans lesquelles l'envoi ou la mise à disposition d'informations concernant le <i>Scheme of Arrangement</i> à des actionnaires de Berendsen constituerait une violation des lois applicables dans ces juridictions ou nécessiterait l'enregistrement des Actions Nouvelles (les « <b>Juridictions Restreintes</b> » et chacune, une « <b>Juridiction Restreinte</b> ») ou dans une juridiction dans laquelle le <i>Computershare Nominee</i> (tel que défini ci-après) ne peut opérer le Dispositif CSN (tel que défini ci-après)) qui détiennent leurs actions Berendsen sous forme matérialisée (en dehors du système CREST) immédiatement avant le <i>Scheme Record Time</i>, Elis a désigné une entité du groupe Computershare en tant que <i>nominee</i> et <i>bare trustee</i> (le « <b>Computershare Nominee</b> ») pour opérer le CSN Facility (le « <b>Dispositif CSN</b> »). Le Dispositif CSN permettra aux détenteurs d'actions Berendsen sous forme matérialisée de s'affranchir de l'obligation de créer un compte auprès d'un intermédiaire financier français autorisé, et de faciliter la négociation des Actions Nouvelles et des CDIs Elis. Afin de permettre au <i>Computershare Nominee</i> de détenir les Actions Nouvelles pour le compte des actionnaires de Berendsen éligibles qui détiennent leurs actions Berendsen sous forme matérialisée immédiatement avant le <i>Scheme Record Time</i>, CREST Depository Limited, une filiale d'Euroclear, émettra des CDIs Elis représentant les Actions Nouvelles, qui seront détenus par le <i>Computershare Nominee</i> pour le compte des actionnaires de Berendsen éligibles.</p> <p>Un CDI Elis représentera une action Elis. Les CDIs Elis reflèteront les droits économiques attachés aux Actions Nouvelles. Cependant, alors que les détenteurs de CDIs Elis auront un intérêt dans les Actions Nouvelles sous-jacentes, ils ne seront pas les détenteurs inscrits des Actions Nouvelles.</p> <p>Les actionnaires de Berendsen qui détiennent leurs actions Berendsen sous forme matérialisée, mais qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ne peuvent bénéficier du Dispositif CSN ; ou</li> <li>- décident de sortir du Dispositif CSN en renvoyant un formulaire de retrait du Dispositif CSN à Equiniti,</li> </ul> <p>pourront détenir leurs Actions Nouvelles directement sous la forme nominative.</p> <p>Les droits de vote double susceptibles d'être attachés aux actions Elis ne bénéficieront qu'aux actionnaires ayant des actions intégralement libérées et qui détiennent leurs actions Elis au nominatif dans le registre d'Elis pendant deux années consécutives. Les Actions Nouvelles sous-jacentes aux CDIs seront détenues au porteur. En conséquence, les détenteurs de CDIs Elis ne pourront pas bénéficier de droits de vote double.</p>
C.7	<b>Politique en matière de dividendes</b>	<p>La Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au cours des exercices clos les 31 décembre 2013, 2014 et 2015.</p> <p>En revanche, la Société a effectué une distribution exceptionnelle d'une somme prélevée sur le compte de prime d'émission, d'un montant unitaire de 0,35 euro par action, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, et une distribution exceptionnelle d'une somme prélevée sur les comptes prime et réserves, d'un montant unitaire de 0,35 euro par action, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.</p> <p>Sur proposition du directoire de la Société, l'assemblée générale mixte du 19 mai 2017 s'est prononcée en faveur d'une distribution exceptionnelle d'une somme prélevée sur le compte de prime d'émission, d'un montant unitaire de 0,37 euro par action, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 (en augmentation de 5,7 % par rapport à l'exercice précédent), dont le paiement est intervenu le 31 mai 2017. La Société déterminera le montant d'éventuelles distributions au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et des exercices suivants en prenant en considération divers facteurs, dont notamment les conditions générales de l'activité de la Société et en particulier ses objectifs stratégiques, sa situation financière, les opportunités qu'elle souhaite saisir et les dispositions légalement applicables.</p>

## Section D – Risques

<b>D.1</b>	<b>Principaux risques propres à la Société ou à son secteur d'activité</b>	<p>Les investisseurs sont invités à prendre en considération les principaux facteurs de risque spécifiques au Groupe et à ses activités, décrits notamment dans le Document de Référence, et qui comprennent notamment les principaux risques suivants :</p> <p>(i) risques liés aux activités du Groupe, notamment ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– à l'incapacité du Groupe à remporter de nouveaux contrats clients, notamment dans le cadre de procédures d'appels d'offres ;</li> <li>– à la résiliation d'un nombre important de contrats clients ou au non-renouvellement de certains contrats clients ;</li> <li>– au recours à des fournisseurs externes, qui affaiblit la capacité du Groupe à contrôler directement la qualité des prestations fournies ;</li> <li>– à la dépendance économique de certains fournisseurs ou sous-traitants, qui pourrait exposer le Groupe à des litiges, délais ou coûts d'indemnisation en cas de résiliation de certains contrats ou de faillite de certains sous-traitants ;</li> <li>– à la structure organisationnelle du Groupe, dans laquelle les équipes locales de vente, opérationnelles et de direction disposent d'une autonomie importante sur l'activité au niveau local ;</li> <li>– aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, le Groupe ayant recours pour certaines de ses activités à un nombre limité de fournisseurs, et devant faire face aux nombreux risques liés à un approvisionnement sur des marchés étrangers ;</li> <li>– aux activités internationales du Groupe qui en 2016 a réalisé 34,1 % de son chiffre d'affaires consolidé (hors entités manufacturières) hors de France et est ainsi confronté à un certain nombre de risques, tels que l'instabilité politique, sociale ou économique, la corruption ou les changements dans les politiques et réglementations publiques, sur lesquels il ne peut exercer aucun contrôle ;</li> <li>– aux acquisitions et cessions, qui comprennent notamment l'incapacité du Groupe à trouver des cibles appropriées, à planifier ou à réaliser efficacement une acquisition donnée ou encore les pertes ou une réduction des marges que pourraient entraîner les cessions ;</li> </ul> <p>(ii) risques liés aux secteurs d'activité du Groupe, notamment ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– à la conjoncture économique générale, la demande pour certains services du Groupe étant généralement liée à la conjoncture économique et notamment à la croissance du produit intérieur brut en France, le principal marché du Groupe en terme de chiffre d'affaires ;</li> <li>– aux pressions sur les prix et les marges des services offerts par le Groupe en raison notamment des conditions macroéconomiques difficiles et de la concurrence existante ;</li> <li>– aux fluctuations des prix des textiles, si le Groupe ne parvenait pas à répercuter immédiatement ou totalement les coûts supplémentaires sur les prix facturés à ses clients ;</li> <li>– aux prix de l'énergie, si le Groupe n'était pas en mesure d'augmenter les prix facturés à ses clients à la suite d'une hausse des prix du gaz, de l'électricité, de l'eau ou du carburant ;</li> <li>– à l'évolution du mouvement d'externalisation des services fournis par le Groupe et à leur ré-internalisation par certains clients ;</li> <li>– au niveau des dépenses publiques, une partie importante du chiffre d'affaires du Groupe dans certains pays résultant de contrats conclus avec des gouvernements ou d'autres entités du secteur public ;</li> </ul>
------------	--	--

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'intensité capitalistique des secteurs d'activité du Groupe, notamment en raison de la comptabilisation des achats de linge et vêtements de travail comme des dépenses d'investissements et de la mécanisation nécessaire pour le lavage du linge plat et des vêtements de travail ;</li> </ul> <p>(iii) risques financiers, notamment ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à la structure de société <i>holding</i> et notamment à l'incapacité des filiales opérationnelles du Groupe à effectuer des paiements à d'autres filiales du Groupe ou à la Société ;</li> <li>- aux écarts d'acquisitions (<i>goodwill</i>) et aux impôts différés actifs, le Groupe étant amené à comptabiliser des charges en cas de dépréciation des écarts d'acquisitions et n'étant pas assuré de la réalisation effective des impôts différés actifs enregistrés à son bilan ;</li> </ul> <p>(iv) risques juridiques, réglementaires, fiscaux et d'assurances, notamment ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au respect des réglementations en matière de concurrence, tant au niveau national qu'au niveau européen, le Groupe faisant l'objet d'une enquête des autorités de concurrence françaises, à la suite d'une plainte déposée auprès de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) des Pays de Loire ;</li> <li>- à la réglementation contraignante applicable à certains secteurs d'activité du Groupe, qui fournit des services intervenant dans des secteurs d'activités fortement réglementés, tels que le secteur de la santé ;</li> <li>- au respect des réglementations en matière de santé et de sécurité, le non-respect de ces obligations pouvant entraîner des amendes d'un montant significatif ;</li> <li>- aux contentieux et litiges dans lesquels le Groupe est impliqué à la date du Prospectus ou risque d'être impliqué, qui pourraient avoir un effet négatif significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et les perspectives du Groupe, notamment les procédures ouvertes au Brésil : <ul style="list-style-type: none"> <li>• à l'encontre d'Atmosfera, relatives : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ à des faits supposés de corruption de fonctionnaires entre 2003 et 2011 dans le cadre de la fourniture par Atmosfera de services de blanchisserie industrielle sur le marché des organismes publics dans l'Etat de Rio de Janeiro ; et</li> <li>○ au respect de la réglementation du droit du travail, notamment chez l'un des fournisseurs d'Atmosfera impliquant le risque pour Atmosfera d'être inscrite sur une « liste noire » ;</li> </ul> </li> <li>• à l'encontre de Prolav, relatives : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ à des faits supposés de corruption de fonctionnaires entre 2003 et 2011 dans le cadre de la fourniture par Prolav de services de blanchisserie industrielle sur le marché des organismes publics dans l'Etat de Rio de Janeiro ;</li> <li>○ à des faits supposés d'entente et de collusion dans le marché des services de blanchisserie industrielle destinés aux établissements publics de santé dans l'Etat de Rio de Janeiro entre 1999 et 2005 et ouverte par CADE ;</li> </ul> </li> <li>• à l'encontre de NJ Lavanderia Industrial e Hospitalar LTDA (« <b>NJ Lavanderia</b> »), relatives : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ à la validité d'un contrat public conclu entre NJ Lavanderia et le Gouvernement du District Fédéral pour la fourniture par NJ Lavanderia de services de blanchisserie industrielle</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>
--	--	--

		<p>aux établissements de santé publics du District Fédéral, dont le procureur de la République demande l'annulation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ à un manquement supposé à la procédure d'appel d'offres public prévue par la loi brésilienne sur les marchés publics lors de la conclusion du contrat public décrit ci-dessus ; et</li> <li>○ à deux contrats publics conclus sous la forme d'accords d'urgence au titre desquels il est reproché à NJ Lavanderia d'avoir continué de fournir des prestations après la survenance de leurs termes respectifs.</li> </ul> <p>(v) risques liés aux acquisitions de Compañia Navarra de Servicios Integrales SL, société de droit espagnol, et ses filiales (ensemble, « <b>Indusal</b> ») et de Lavebras, notamment ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'intégration des sociétés acquises, en particulier les risques de non-réalisation des synergies attendues, ou de leur réalisation partielle ou avec retard ;</li> <li>- aux travaux de <i>due diligence</i> ; et</li> </ul> <p>(vi) risques liés au Groupe Combiné :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elis n'a pas eu la possibilité de procéder à un examen des documents non-publics de Berendsen dans le cadre d'une <i>due diligence</i>. Par conséquent, Elis pourrait avoir à faire face à des passifs non connus de Berendsen ou à la réalisation de risques non connus concernant Berendsen, susceptibles d'avoir un impact défavorable sur le Groupe ou le cours de bourse de l'action Elis ;</li> <li>- en cas de survenance de difficultés significatives et imprévues au cours de l'intégration des activités du Groupe et du Groupe Berendsen, l'activité du Groupe Combiné pourrait être affectée défavorablement ;</li> <li>- l'Opération pourrait ne pas conduire à la réalisation d'une partie ou de l'ensemble des synergies attendues à moyen terme ;</li> <li>- l'Opération va entraîner l'apparition d'un <i>goodwill</i> significatif, dont toute dépréciation éventuelle future est de nature à avoir un impact important sur le résultat net du Groupe Combiné ;</li> <li>- qu'elle soit ou non réalisée, l'annonce et la perspective de succès de l'Opération pourraient perturber le cours normal des affaires du Groupe ou du Groupe Berendsen, ce qui pourrait avoir un effet significativement défavorable sur leurs résultats financiers et opérationnels, ainsi qu'en cas de réalisation de l'Opération sur les perspectives financières et opérationnelles du Groupe Combiné ;</li> <li>- le coût d'acquisition de Berendsen pourrait avoir un impact significatif sur la situation financière et le niveau d'endettement du Groupe Combiné, lequel pourrait recourir à un endettement complémentaire dans le cadre de l'Opération, augmentant corrélativement les risques liés à sa situation financière et son niveau d'endettement, étant précisé que l'endettement financier net du Groupe s'élevait à 1 807,5 millions d'euros au 31 mai 2017 et que, sur la base des hypothèses retenues pour l'établissement des Informations Financières Pro Forma Non-Auditées, l'Opération conduirait à une augmentation des capitaux propres part du Groupe Elis de 1 545,7 millions d'euros et de l'endettement net de 1 371,6 millions d'euros au 31 décembre 2016 ;</li> <li>- la réalisation de l'Opération pourrait déclencher la mise en œuvre de clauses de changement de contrôle contenues dans les contrats conclus par Berendsen ;</li> <li>- Elis pourrait ne pas être en mesure de mettre en œuvre la stratégie souhaitée pour les activités du Groupe Combiné au Royaume-Uni ;</li> </ul>
--	--	---

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- la réalisation de l'Opération pourrait entraîner la résiliation de mandats sociaux ou de contrats de travail de certains membres de la direction et de salariés clés de Berendsen et le paiement d'indemnités conséquentes ;</li> <li>- des réclamations et litiges à l'encontre d'Elis, de Berendsen ou du Groupe Combiné pourraient survenir en conséquence de l'Opération ;</li> <li>- les résultats opérationnels et la situation financière du Groupe Combiné pourraient être différents de ceux présentés ou suggérés dans les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées figurant dans la Note d'Opération ;</li> <li>- le traitement comptable de l'Opération pourrait avoir une incidence défavorable sur la contribution de Berendsen au résultat net du Groupe Combiné ; et</li> <li>- le Groupe Combiné aura une plus grande variété de devises dans son chiffre d'affaires.</li> </ul>
<b>D.3</b>	<b>Principaux risques propres aux Actions Nouvelles</b>	<p>Les principaux facteurs de risque liés aux Actions Nouvelles et à l'Opération figurent ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- si un actionnaire de Berendsen choisit de faire usage de l'Option Mix and Match (tel que défini ci-dessous) qui lui est offerte, cet actionnaire pourrait ne pas recevoir la proportion d'Actions Nouvelles et de numéraire demandée ;</li> <li>- si un actionnaire de Berendsen choisit d'utiliser le <i>Dealing Facility</i> (tel que défini ci-dessous), cet actionnaire pourrait recevoir un montant en espèces inférieur à la valeur de marché actuelle des Actions Nouvelles en fonction du prix auquel lesdites Actions Nouvelles sont cédées dans le cadre du <i>Dealing Facility</i> ;</li> <li>- il pourrait y avoir des différences significatives entre les droits que les actionnaires de Berendsen qui recevront des Actions Nouvelles ont actuellement en tant qu'actionnaires de Berendsen et ceux dont ils bénéficieront en tant qu'actionnaires d'Elis ;</li> <li>- les risques liés à la réalisation de l'Opération pourraient entraîner une baisse du cours de l'action Elis, notamment si les actionnaires de Berendsen qui détiendront approximativement 31,5 % du capital social d'Elis après la réalisation de l'Opération, vendent un nombre significatif d'actions Elis après la réalisation de l'Opération ;</li> <li>- pour certains actionnaires de Berendsen (notamment ceux hors zone-euro ou qui détiennent leurs actions Berendsen sous forme dématérialisée à travers CREST) qui recevront des Actions Nouvelles, il pourrait ne pas être aussi simple et économique de réaliser des opérations, notamment d'achat et de vente, portant sur les Actions Nouvelles ;</li> <li>- même si un changement significatif défavorable aux activités de Berendsen ou à ses perspectives intervient, Elis pourrait ne pas être en mesure de renoncer à l'Opération, ce qui pourrait faire baisser le cours de l'action Elis ;</li> <li>- le cours de bourse des actions Elis est sujet à la volatilité en réaction à divers facteurs, événements et perceptions liés à ses activités ;</li> <li>- la fluctuation du cours de bourse des actions Elis entre la date du Communiqué 2.7 et la réalisation de l'Opération pourrait notamment faire varier la valeur de la rémunération versée aux actionnaires de Berendsen qui recevront des Actions Nouvelles ;</li> <li>- le risque relatif à l'approbation par les actionnaires de Berendsen et d'Elis des résolutions nécessaires ;</li> <li>- les actionnaires d'Elis subiront une dilution du fait de l'émission des Actions Nouvelles ; et</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>– les instruments financiers de la Société pourraient être soumis à la taxe sur les transactions financières européenne.</li> </ul>
<b>Section E – Offre</b>		
<b>E.1</b>	<b>Montant total du produit de l'augmentation de capital et estimation des dépenses totales liées à l'émission</b>	<p>Sous réserve de son approbation par les actionnaires d'Elis, il serait procédé, afin d'émettre les Actions Nouvelles à remettre aux actionnaires de Berendsen dans le cadre de la mise en œuvre du <i>Scheme of Arrangement</i>, à une augmentation de capital d'Elis d'un montant nominal de 69 052 152 euros, par émission de 69 052 152 actions nouvelles d'un euro de valeur nominale chacune (les « <b>Actions Nouvelles</b> »).</p> <p>Le montant de la prime d'apport sera de 1 300 885 293 euros et le montant total de l'émission de 1 369 937 445 euros.</p> <p>Elis a encouru, pour la réalisation de l'augmentation de capital, des frais totaux estimés à environ 17,7 millions d'euros hors taxes avant prise en compte de l'économie d'impôt correspondante.</p>
<b>E.2 a</b>	<b>Raisons de l'offre / Utilisation du produit de l'émission / Montant net maximum estimé du produit de l'augmentation de capital</b>	<p>L'augmentation de capital s'inscrit dans le cadre du <i>Scheme of Arrangement</i> (ensemble avec le <i>Scheme of Arrangement</i>, l'« <b>Opération</b> ») et a pour objet de former une partie de la rémunération qui sera remise aux actionnaires de Berendsen, conformément aux termes de l'Opération. Le reste de la rémunération au titre de l'Opération sera versé en espèces par Elis.</p> <p>Pour Elis, le <i>Scheme of Arrangement</i> se traduira par (a) l'apport en nature d'environ 56,6 % du capital émis de Berendsen (l'« <b>Apport</b> ») et (b) l'acquisition en numéraire d'environ 43,4 % du capital émis de Berendsen<sup>7</sup>.</p> <p>En droit français, l'Apport est constitutif d'un apport en nature au sens de l'article L. 225-147 du Code de commerce.</p> <p>L'objet du <i>Scheme of Arrangement</i> est de permettre à Elis d'acquérir directement et indirectement l'intégralité du capital émis et à émettre de Berendsen, à l'exception des actions Berendsen détenues par Estera Trust (Jersey) Limited en sa qualité de <i>trustee</i> de l'<i>Employee Benefit Trust</i> de Berendsen<sup>8</sup>.</p>
<b>E.3</b>	<b>Modalités et conditions de l'offre</b>	<p><b>Présentation de Berendsen</b></p> <p>Berendsen plc est une société anonyme de droit anglais (<i>public limited company</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– dont les actions sont négociées sur le London Stock Exchange sous le symbole BRSN, et</li> <li>– dont le siège social est situé 1 Knightsbridge, Londres SW1X 7LX, Royaume-Uni (« <b>Berendsen</b> » et, ensemble avec ses filiales, le « <b>Groupe Berendsen</b> »).</li> </ul> <p>Berendsen fournit à travers l'Europe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– des solutions de services comprenant la conception, la fourniture, la location, le nettoyage et l'entretien d'articles textiles, médicaux et de bien-être, et</li> <li>– une expertise professionnelle dans la conception de vêtements de travail, l'approvisionnement et l'achat d'articles textiles, l'entretien des articles textiles, la décontamination et la stérilisation de dispositifs médicaux et de bien-être, et un service optimisé pour chaque client.</li> </ul> <p><b>Intérêt de l'Opération</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– L'Opération représente une opportunité unique de créer un leader pan-européen de la location-entretien d'articles textile et d'hygiène, combinant la</li> </ul>

<sup>7</sup> Sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 19,90 € et d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,138 €, les termes de l'Opération valorisant ainsi chaque action Berendsen à 12,45 £ (hors Acompte sur Dividende).

<sup>8</sup> A titre indicatif, l'*Employee Benefit Trust* de Berendsen détient, au 25 juillet 2017, 1 291 621 actions Berendsen, soit environ 0,75 % du capital émis de Berendsen. Ces actions seront à terme acquises par Elis selon les termes de l'Opération, soit 5,40 £ et 0,403 action Elis par action Berendsen, ce qui représente à titre indicatif, à la suite de la réalisation de l'Opération et du Financement CPPIB, 520 523 actions Elis soit 0,24 % du capital social d'Elis.

		<p>position concurrentielle de Berendsen en Europe du Nord avec les positions fortes d'Elis dans le reste de l'Europe ainsi que dans un certain nombre de marchés émergents à forte croissance.</p> <p>Sur la base des données financières 2016 ajustées, le Groupe Combiné dégagerait un chiffre d'affaires supérieur à 3 milliards d'euros<sup>9</sup> et un EBITDA d'environ 960 millions d'euros<sup>10</sup>, avec plus de 440 sites et des activités dans 28 pays.</p> <p>Le Groupe Combiné sera ainsi idéalement positionné pour créer de la valeur au bénéfice des actionnaires de Berendsen et d'Elis, en continuant de mettre en œuvre les quatre piliers du plan stratégique d'Elis : (i) consolider ses positions par de la croissance organique et des acquisitions sur des marchés et services, nouveaux et existants ; (ii) développer ses activités en Amérique latine ; (iii) continuer à améliorer son excellence opérationnelle ; et (iv) introduire de nouveaux produits et services à un coût marginal limité ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'Opération constitue, selon le conseil de surveillance d'Elis (le « <b>Conseil d'Elis</b> »), une opportunité significative de générer des synergies attractives et de créer de la valeur supplémentaire pour les actionnaires de Berendsen et d'Elis.</li> </ul> <p>Le Conseil d'Elis prévoit que le Groupe Combiné générera des synergies récurrentes, sur une base annualisée, de coûts opérationnels et de dépenses d'investissement avant impôt (ensemble, les « <b>Synergies de Coûts</b> ») d'au moins 40 millions d'euros par an, au terme de la troisième année qui suit la réalisation de l'Opération. Ceci comprend 35 millions d'euros par an de synergies de dépenses opérationnelles d'EBITDA et 5 millions d'euros par an de synergies de dépenses d'investissement.</p> <p>Ces synergies devraient résulter directement de l'Opération et ne pourraient pas être réalisées indépendamment de l'Opération.</p> <p>Il est prévu que la réalisation des Synergies de Coûts requière des coûts exceptionnels de réalisation d'environ 40 millions d'euros, supportés au cours des deux premières années suivant la réalisation de l'Opération. Le calendrier de réalisation sera estimé plus précisément et détaillé en temps utile dans le cadre du plan d'intégration détaillé. Hormis les coûts exceptionnels de réalisation mentionnés ci-dessus, le Conseil d'Elis n'anticipe la réalisation d'aucune dis-synergies résultant directement de l'Opération.</p> <p>Le Conseil d'Elis est confiant dans sa capacité à générer de la valeur supplémentaire à travers la réalisation de synergies de revenus et de croissance supplémentaires qui n'ont pas été estimées dans le cadre des déclarations prévues par le City Code (« <i>Quantified Financial Benefits</i> »).</p>
--	--	---

<sup>9</sup> Le chiffre d'affaires 2016 du Groupe Combiné de 3 102 millions d'euros représente l'agrégat du Chiffre d'Affaires Ajusté 2016 (tel que défini ci-dessous) et du chiffre d'affaires consolidé de Berendsen (1 360 millions d'euros) sur une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2016, tel qu'extrait du rapport et des comptes annuels de Berendsen pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et converti en euros à un taux de change moyen en 2016 GBP:EUR de 1 £ = 1,225 €. Le chiffre d'affaires agrégé est le résultat de la somme de ces éléments sans autre ajustement pour se conformer aux principes, notamment comptables, d'Elis.

Le chiffre d'affaires ajusté 2016 d'Elis de 1 742 millions d'euros (le « **Chiffre d'Affaires Ajusté 2016** ») représente l'agrégat : (a) du chiffre d'affaires consolidé d'Elis (1 513 millions d'euros) sur une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2016, tel qu'extrait des états financiers d'Elis pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ; (b) des chiffres d'affaires consolidés estimés non-audités d'Indusal (90 millions d'euros) et de Lavebras (103 millions d'euros) sur une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2016, tels que publiés par Elis le 20 décembre 2016 ; et (c) un ajustement non-audité pour refléter l'impact sur année pleine en 2016 de l'acquisition de Puschendorf (37 millions d'euros), fourni par le management d'Elis. Le chiffre d'affaires agrégé est le résultat de la somme de ces éléments sans autre ajustement pour se conformer aux principes, notamment comptables, d'Elis.

<sup>10</sup> L'EBITDA 2016 du Groupe Combiné de 959 millions d'euros représente l'agrégat de l'EBITDA Ajusté 2016 (tel que défini ci-dessous) et de l'EBITDA Ajusté consolidé de Berendsen après déduction des actifs intangibles, amortissement et coûts exceptionnels (427 millions d'euros), sur une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2016, tel qu'extrait du rapport et des comptes annuels de Berendsen pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et converti en euros à un taux de change moyen en 2016 GBP:EUR de 1 £ = 1,225 €. L'EBITDA agrégé est le résultat de la somme de ces éléments sans autre ajustement pour se conformer aux principes, notamment comptables, d'Elis.

L'EBITDA ajusté 2016 d'Elis de 532 millions d'euros (l'« **EBITDA Ajusté 2016** ») représente l'agrégat : (a) de l'EBITDA consolidé d'Elis (468 millions d'euros) sur une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2016, tel qu'extrait des états financiers d'Elis pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ; (b) des EBITDA consolidés estimés non-audités d'Indusal (24 millions d'euros sur la base d'une marge d'EBITDA estimée de 27 %, telle que publiée par Elis le 20 décembre 2016) et de Lavebras (31 millions d'euros sur la base d'une marge d'EBITDA estimée minimum de 30 %, telle que publiée par Elis le 20 décembre 2016) sur une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2016 ; et (c) d'un ajustement non-audité pour refléter l'impact sur année pleine en 2016 de l'acquisition de Puschendorf (9 millions d'euros), fourni par le management d'Elis. L'EBITDA agrégé est le résultat de la somme de ces éléments sans autre ajustement pour se conformer aux principes, notamment comptables, d'Elis.

		<p><i>Statement</i> »).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'Opération devrait conduire à une relation à deux chiffres du bénéfice par action ajusté pour Elis en 2018 par rapport au résultat qui aurait été comptabilisé si l'Opération n'avait pas été réalisée<sup>11</sup>.</li> </ul> <p><b>Recommandation par le Conseil de Berendsen</b></p> <p>Le Conseil de Berendsen demeure confiant dans la capacité de la stratégie du Groupe Berendsen à créer une valeur importante pour les actionnaires de Berendsen, en tant qu'entité indépendante. Cependant, il estime également que les conditions et modalités de l'Opération prennent en considération la qualité des activités de Berendsen et la solidité de ses perspectives futures. En outre, le Conseil de Berendsen considère que l'Opération donnera naissance à un leader pan-européen de la location-entretien d'articles textiles, doté de positions stratégiques sur les marchés dans lesquels il exerce ses activités et d'une envergure et implantation suffisantes pour fournir à ses clients l'offre de services textiles la plus complète et la plus efficace sur le continent européen.</p> <p>En outre, la valorisation de l'Opération représente, au 9 juin 2017, une prime attractive d'environ 44 % sur le cours de l'action de Berendsen au 17 mai 2017, dernier jour ouvré avant la date du Communiqué 2.4 et un multiple implicite Valeur d'Entreprise / Résultat Opérationnel Ajusté 2016 de 16,5x, supérieur au multiple de 15,2x retenu pour la valorisation des activités <i>Workwear</i> et <i>Hygiene</i> de Rentokil Initial lors de leur transfert à la joint-venture créée avec Haniel &amp; Cie<sup>12</sup>. Par ailleurs, l'Opération sécurise le potentiel de création de valeur à moyen terme de Berendsen, tout en permettant aux actionnaires de Berendsen de prendre part à la création future de valeur, susceptible de résulter du rapprochement. En conséquence, le Conseil de Berendsen estime que l'Opération sert au mieux les intérêts des actionnaires de Berendsen de manière générale.</p> <p><b>Intentions d'Elis vis-à-vis de Berendsen</b></p> <p>Il est prévu que les actions Berendsen cesseront d'être négociées à 7h30 (heure de Londres) le jour ouvré qui suit la date à laquelle la Cour approuve le <i>Scheme of Arrangement</i>. Berendsen sollicitera, avant la date à laquelle le <i>Scheme of Arrangement</i> est déclaré « effective », le retrait des actions Berendsen de l'<i>Official List</i> et leur radiation de la cote sur le <i>London Stock Exchange</i>. Il est également prévu qu'à la suite du retrait de la cote des actions Berendsen, Berendsen soit réenregistré comme une société privée.</p> <p>S'agissant des futures activités du Groupe Combiné, Elis a l'intention de créer un leader pan-européen de la location-entretien d'articles textiles et d'hygiène, combinant la position concurrentielle de Berendsen en Europe du Nord avec les positions fortes d'Elis dans le reste de l'Europe ainsi que dans un certain nombre de marchés émergents à forte croissance. Le Groupe Combiné continuerait de mettre en œuvre les quatre piliers du plan stratégique d'Elis : (i) consolider ses positions par de la croissance organique et des acquisitions sur des marchés et services, nouveaux et existants ; (ii) développer ses activités en Amérique Latine ; (iii) continuer à améliorer son excellence opérationnelle ; et (iv) introduire de nouveaux produits et services à un coût marginal limité.</p> <p>Elis attache une grande importance aux compétences et à l'expérience des salariés actuels de Berendsen. Elis abordera la question de l'intégration de l'équipe dirigeante</p>
--	--	--

<sup>11</sup> Le bénéfice par action ajusté exclut les dépréciations de survaleurs, l'amortissement des relations client, les actifs intangibles, les restructurations, et d'autres éléments exceptionnels. Le bénéfice par action ajusté d'Elis estimé pour 2018 prend en compte la réalisation de l'Opération, et inclut donc l'estimation d'Elis du résultat net ajusté 2018 de Berendsen ainsi que les synergies dont la réalisation est anticipée en 2018. Il est ensuite comparé au bénéfice par action ajusté d'Elis estimé pour 2018 en ne prenant pas en compte la réalisation de l'Opération. La déclaration selon laquelle l'Opération devrait contribuer à la croissance du résultat ne doit pas être interprétée comme une prévision de bénéfice et n'est donc pas soumise aux exigences de la Règle 28 du City Code. Cette déclaration ne doit pas être interprétée comme signifiant que le bénéfice par action en 2018 ou au cours de toute autre période financière future sera nécessairement plus important que celui de la précédente période financière pertinente. Cette déclaration relève de la seule responsabilité d'Elis. L'estimation du résultat net ajusté 2018 de Berendsen à laquelle il est fait référence ci-dessus est l'estimation calculée par Elis sur la base de l'information publique disponible concernant Berendsen.

<sup>12</sup> Sur la base d'un résultat avant intérêt, impôt et amortissement sur 12 mois au 30 juin 2016 de l'entreprise transférée par Rentokil Initial à la joint venture conclue avec Haniel & Cie, extrait de la présentation investisseurs de Rentokil Initial intitulée « *Joint Venture with Haniel, Delivering Shareholder Value* », en date du 16 décembre 2016.

	<p>prise dans son ensemble de manière ouverte et transparente, avec pour objectif de retenir et de motiver les meilleurs talents au sein du Groupe Combiné.</p> <p>Afin d'obtenir certains des avantages escomptés de l'Opération, Elis devra effectuer un examen détaillé afin de déterminer la meilleure manière de rapprocher les activités respectives du Groupe Elis et du Groupe Berendsen. Sur la base des résultats de cet examen, Elis a l'intention de finaliser la composition de l'équipe dirigeante du Groupe Combiné au plus tard début janvier 2018. Dans le cadre de cet examen, Elis procèdera également à l'analyse des structures des secteurs d'activité de Berendsen afin de déterminer la meilleure manière de les intégrer avec l'organisation opérationnelle d'Elis.</p> <p>Une fois l'intégration réalisée, Elis aura pour objectif de créer un environnement de travail stable au sein du Groupe Combiné afin de faciliter le développement personnel de ses employés. Elis a également pour objectif, lorsque cela sera possible, d'utiliser les équipes de Berendsen afin de renforcer celles d'Elis au sein d'un même pays.</p> <p>Cet examen a également pour but d'identifier et d'évaluer les opportunités d'intégration ainsi que de déterminer les secteurs dans lesquels une réduction du nombre de salariés du Groupe Combiné serait appropriée (sous réserve du droit applicable et de tout processus de consultation obligatoire).</p> <p>Elis n'a pas encore arrêté l'étendue de cet examen, lequel n'a pas encore commencé, et n'est pas encore parvenu à de quelconques conclusions quant à son résultat probable. Elis n'a pas non plus pris de décisions concernant des actions spécifiques qui pourraient être mises en oeuvre dans le cadre de l'intégration d'Elis et de Berendsen.</p> <p>Jusqu'à ce que cet examen soit achevé, Elis n'est pas en mesure de connaître avec certitude l'impact de l'Opération sur les emplois de l'équipe dirigeante et des salariés du Groupe Combiné, ou sur la localisation des établissements du Groupe Combiné, bien qu'il soit envisagé que le siège du Groupe Consolidé soit situé au lieu de l'actuel siège social d'Elis en France.</p> <p>Bien que l'étendue de l'examen n'ait pas été déterminé, Elis anticipe que celui-ci inclura une évaluation par Elis des fonctions centrales <i>corporate</i> et opérationnelles suivantes de Berendsen :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le siège social de Berendsen situé à Londres au sein duquel environ 70 salariés en équivalent temps plein (ETP) travaillent ;</li> <li>- les équipes centrales (situées à Basingstoke et Copenhague) qui assistent les secteurs d'activité de Berendsen, notamment de <i>workwear</i>, <i>facility</i>, <i>hospitality</i> et <i>healthcare</i>, comprenant au total environ 100 salariés ETP ; et</li> <li>- les centres de services partagés (situés dans chaque pays au sein desquels le Groupe Berendsen a des activités) qui assistent les équipes locales par la fourniture services fonctionnels, comprenant au total environ 650 salariés ETP.</li> </ul> <p>Elis prévoit de générer des économies de coûts centraux pour un montant de 17 millions d'euros par an en réduisant les coûts liés à des doublons entre l'administration centrale et les fonctions support. Elis estime actuellement qu'un tel niveau d'économies de coûts centraux impliquerait des suppressions d'emplois globales visant entre 75 et 200 salariés ETP actuellement employés au sein de l'administration centrale et des fonctions support à travers le Groupe Combiné. Cependant, aucune étude n'a été effectuée dans le but d'identifier spécifiquement les salariés, postes ou lieux qui seront affectés. Aucune proposition particulière ne sera faite par Elis tant que l'examen ne sera pas achevé.</p> <p>En outre, Elis prévoit de générer des économies de coûts opérationnels en Allemagne et au Benelux pour un montant de 8 millions d'euros par an. Par conséquent, cet examen inclura également une analyse effectuée par Elis de l'implantation des installations industrielles et des réseaux de services du Groupe Combiné en Allemagne et au Benelux dans le but d'atteindre cet objectif étant donné qu'une partie</p>
--	---

des économies de coûts opérationnels devrait en découler. Sur la base des niveaux d'économies de coûts qu'Elis a été capable de réaliser par le biais de la combinaison de différents réseaux au sein de précédentes acquisitions, il est prévu que ces économies attendues de coûts opérationnels en Allemagne et au Benelux seront générées, plutôt que par des réductions d'emplois, par la combinaison de (i) l'optimisation de la logistique clients et des activités sur les installations elles-mêmes et (ii) des économies sur les achats. En prenant en considération l'importance respective des activités de Berendsen et d'Elis au sein de ces pays, Elis estime actuellement que les réductions d'emplois (s'il devait y en avoir) seraient principalement liées aux anciennes activités du Groupe Elis en Allemagne et au Benelux et ne devraient pas affecter plus de 10 salariés ETP au sein des installations opérationnelles du Groupe Combiné dans ces pays. Cependant, aucune étude n'a été effectuée dans le but d'identifier spécifiquement les salariés, postes ou lieux qui seront affectés. Aucune proposition particulière ne sera faite par Elis tant que l'examen ne sera pas achevé.

Les propositions relatives aux dispositifs appropriés d'incitation de l'équipe dirigeante et des salariés seront considérées dans le cadre de l'examen. En conséquence, aucune proposition n'a été faite s'agissant des termes de tout dispositif d'incitation de l'équipe dirigeante et des salariés de Berendsen qui détiennent des actions Berendsen.

Elis confirme par ailleurs son intention de maintenir l'ensemble des droits existants de tous les salariés et de l'équipe dirigeante actuels de Berendsen en matière d'emploi et de pension conformément au droit applicable.

En particulier, Elis a l'intention de faire en sorte qu'à la suite de la mise en œuvre de l'Opération, le Groupe Berendsen continuera de se conformer à toutes ses obligations en matière de retraite. Elis n'a pas l'intention de procéder à un quelconque changement concernant les régimes de retraite du Groupe Berendsen, y compris concernant les cotisations employeur, l'acquisition de droits par les membres actuels ou l'admission de nouveaux membres.

#### **Réponse du Conseil de Berendsen**

Les membres du Conseil de Berendsen se félicitent des déclarations d'Elis sur le fait qu'Elis attache une grande importance aux compétences et à l'expérience des salariés actuels de Berendsen et vise à créer un environnement de travail stable dans l'ensemble du Groupe Combiné pour faciliter le développement personnel de ses employés.

Le Conseil de Berendsen reconnaît que, pour obtenir certains des avantages escomptés de l'Opération, il sera nécessaire procéder à un examen détaillé de la meilleure façon d'intégrer les activités respectives du Groupe Elis et du Groupe Berendsen et d'évaluer attentivement les avantages qui pourraient être obtenus de l'intégration. Le Conseil de Berendsen comprend également que, dans le cadre de cet examen, Elis devra analyser la structure actuelle des secteurs d'activité de Berendsen et déterminer la meilleure façon d'intégrer cette structure aux activités propres d'Elis. Le Conseil de Berendsen s'attend à ce que le processus d'examen et d'intégration implique l'engagement et la consultation de toutes les parties prenantes requises.

Le Conseil de Berendsen comprend que le travail relatif aux synergies réalisé par Elis à ce jour a confirmé la possibilité de générer des économies pour le Groupe Combiné, comprenant la réduction des coûts liés à des doublons dans l'administration centrale et les fonctions support, ce qui impliquera des réductions d'effectifs. Même si Elis n'a pas encore formulé de propositions sur la façon dont ces réductions d'effectifs seront mises en œuvre, Elis a déclaré qu'il évaluera les fonctions centrales *corporate* et opérationnelles du siège social de Berendsen à Londres et des centres de tous les pays dans lesquels le Groupe Berendsen opère.

Le Conseil de Berendsen comprend que le travail relatif aux synergies réalisé par Elis a également permis d'identifier des économies potentielles de coûts pour le groupe combiné en Allemagne et au Benelux. En conséquence, l'examen d'Elis portera également sur les lieux d'implantation des installations industrielles et le réseau de sites de prestations de services du Groupe Combiné dans ces régions. Elis s'attend à ce

que les économies de coûts opérationnels soient générées en grande partie par d'autres éléments que les réductions d'effectifs et a aussi déclaré que les réductions d'effectif dans le Groupe Combiné en Allemagne et au Benelux (s'il devait y en avoir) seraient principalement liées aux anciennes activités du Groupe Elis en Allemagne et au Benelux.

Elis a donné aux membres du Conseil de Berendsen l'assurance que les droits sociaux actuels de tous les salariés existants, y compris les droits accumulés relatifs aux pensions de retraite, seront entièrement sauvegardés et que, suite à la mise en œuvre de l'Opération, le Groupe Berendsen continuera de se conformer à toutes ses obligations en matière de retraite. En outre, les propositions concernant les dispositifs appropriés d'incitation de la direction et des salariés seront étudiées dans le cadre de l'examen d'Elis.

Compte tenu de l'examen détaillé de l'intégration, tel que décrit ci-dessus, qui sera effectué suite à la réalisation de l'Opération, le Conseil de Berendsen est dans l'impossibilité d'exprimer une opinion plus détaillée sur l'impact de l'Opération sur la direction de Berendsen, ses employés et ses différents sites.

#### **Gouvernement d'entreprise d'Elis**

Après la réalisation de l'Opération, Elis conservera une structure de gouvernance duale avec un conseil de surveillance et un directoire. En outre, le Conseil d'Elis continuera à être présidé par Thierry Morin tandis que le directoire d'Elis continuera à être présidé par Xavier Martiré.

En termes de gouvernement d'entreprise, le Contrat d'Investissement stipule que CPPIB dispose du droit de proposer la nomination d'un représentant au conseil de surveillance de la Société dès lors que sa participation sera au moins égale à 8 % du capital social de la Société et celle d'un second représentant dès lors que sa participation sera au moins égale à 15% du capital social de la Société.

#### **Gouvernement d'entreprise de Berendsen**

Il est envisagé que les mandats des membres du Conseil de Berendsen cessent à compter de la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* sera déclaré « effective ». Il est également envisagé que si l'Opération se réalise, James Drummond démissionne de ses fonctions de *Chief Executive Officer* et que son mandat de membre du Conseil de Berendsen cesse à la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* sera déclaré « effective ». Les modalités du départ de M. Drummond ne sont pas encore arrêtées mais elles seront conformes au contrat qui le lie à Berendsen (*service agreement*). Il est également envisagé que Kevin Quinn cesse d'être *Chief Financial Officer* et membre du Conseil de Berendsen à la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* sera déclaré « effective » ou après cette date. Les modalités du départ de M. Quinn ne sont pas encore arrêtées mais elles seront conformes au contrat qui le lie à Berendsen (*service agreement*).

#### **Détail des termes de l'Opération**

L'augmentation de capital s'inscrit dans le cadre du *Scheme of Arrangement*, qui sera mis en œuvre conformément au calendrier indicatif de l'Opération présenté ci-dessous, et constitue une partie de la rémunération qui sera remise aux actionnaires de Berendsen, conformément aux termes de l'Opération. Le reste de la rémunération au titre de l'Opération sera versé en espèces par Elis.

#### **Approbation préalable de l'Opération**

L'Opération est notamment soumise à l'approbation (i) du *Scheme of Arrangement* (a) par une majorité en nombre d'actionnaires de Berendsen représentant au moins 75 % des actions Berendsen détenues par les actionnaires de Berendsen, présents ou représentés, lors de l'Assemblée Générale de Berendsen convoquée par la Cour et inscrits sur le registre des membres de Berendsen à la Date d'Enregistrement, et (b) par la Cour, (ii) de toutes les résolutions nécessaires à la mise en œuvre du *Scheme of Arrangement* par l'Assemblée Générale de Berendsen et aux majorités applicables,

et (iii) de l'augmentation de capital visée ci-dessus par les actionnaires d'Elis à la majorité des deux tiers des votes dont disposent les actionnaires d'Elis présents ou représentés.

Sous réserve de ces approbations, un nombre de 69 052 152 Actions Nouvelles (équivalent à environ 49,3 % du capital d'Elis à la date du visa de l'AMF sur le Prospectus) sera émis au profit des actionnaires de Berendsen.

#### **Termes de l'Opération**

Selon les termes de l'Opération qui reprennent, à cet égard, ceux de l'Offre Finale, les actionnaires de Berendsen ont le droit de recevoir :

**pour chaque action Berendsen 5,40 £ en numéraire  
détenue à la *Scheme Record Time* :  
et  
0,403 Action Nouvelle**

En outre, dans le cadre de l'Opération, les actionnaires de Berendsen pourront recevoir l'Acompte sur Dividende qui sera déclaré et payé par Berendsen au titre du premier semestre 2017. La date de détachement (*ex-dividend date*) de l'Acompte sur Dividende sera le 3 août 2017 et la date d'enregistrement (*record date*) de l'Acompte sur Dividende sera le 4 août 2017, le versement de l'Acompte sur Dividende étant prévu le 25 août 2017.

Au 9 juin 2017 (dernier jour ouvré précédant la date du Communiqué 2.7), sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 19,90 € et d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,138 €, les termes de l'Opération valorisaient chaque action Berendsen à 12,45 £ (hors Acompte sur Dividende), soit une valeur totale de Berendsen d'environ 2,17 milliards de livres sterling sur une base totalement diluée<sup>13</sup>. Cela représentait à cette date :

- une prime d'environ 44 % sur le cours de clôture de l'action Berendsen au 17 mai 2017 de 8,64 £, dernier jour ouvré avant la date du Communiqué 2.4 ;  
et
- une prime d'environ 50 % sur le cours moyen pondéré par les volumes sur six mois jusqu'au 17 mai 2017 de l'action Berendsen de 8,29 £.

Sur la base du cours de clôture de l'action Elis et d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,119 €, dans les deux cas au 25 juillet 2017, les termes de l'Opération valorisent chaque action Berendsen à 12,77 £ (hors Acompte sur Dividende), soit une valeur totale de Berendsen d'environ 2,23 milliards de livres sterling sur une base totalement diluée<sup>14</sup>. Ceci représente:

- une prime d'environ 47,9 % sur le cours de clôture de l'action Berendsen au 17 mai 2017 de 8,64 £, dernier jour ouvré avant la date du Communiqué 2.4 ;  
et
- une prime d'environ 54,1 % sur le cours moyen pondéré par les volumes sur six mois jusqu'au 17 mai 2017 de l'action Berendsen de 8,29 £.

La part en numéraire de l'Opération représente approximativement 63 % du cours de clôture de l'action Berendsen de 8,64 £ au 17 mai 2017, dernier jour ouvré avant la

<sup>13</sup> Sur la base du capital intégralement dilué de Berendsen constitué de 174 412 423 actions, correspondant à la somme de 172 627 894 actions Berendsen en circulation et de 1 784 529 options et *awards* Berendsen (soit le nombre maximum d'options Berendsen exerçables ou d'*awards* Berendsen acquis en cas de changement de contrôle qui devront, s'ils sont exercés (et non remboursés en espèces), être satisfaits avec des actions nouvelles Berendsen plutôt qu'avec les actions Berendsen actuellement détenues par l'*Employee Benefit Trust* de Berendsen), au 9 juin 2017 (dernier jour ouvré avant la date du Communiqué 2.7).

<sup>14</sup> Sur la base du capital intégralement dilué de Berendsen constitué de 174 722 002 actions, correspondant à la somme de 172 636 913 actions Berendsen en circulation et de 2 085 089 options et *awards* Berendsen (soit le nombre maximum d'options Berendsen exerçables ou d'*awards* Berendsen acquis en cas de changement de contrôle dans le cadre des *Berendsen Share Schemes* (en dehors des *Berendsen Share Save Plans*)), dans chaque cas au 25 juillet 2017.

	<p>date du Communiqué 2.4.</p> <p>Au 9 juin 2017, l'Opération valorise Berendsen à un multiple implicite Valeur d'Entreprise / EBITDA 2016 ajusté de 7,6x et un multiple implicite Valeur d'Entreprise / Résultat Opérationnel ajusté 2016 de 16,5x<sup>15</sup>.</p> <p>Pour Elis, le <i>Scheme of Arrangement</i> se traduira par (a) l'Apport et (b) l'acquisition en numéraire d'environ 43,4 % du capital émis de Berendsen<sup>16</sup>.</p> <p>Afin de rémunérer l'Apport, le capital d'Elis sera augmenté par émission de 69 052 152 Actions Nouvelles, pour un montant total de 69 052 152 euros.</p> <p>A l'issue de la réalisation de l'Opération, (i) Elis détiendra 99,3 % du capital émis de Berendsen et (ii) les actionnaires de Berendsen détiendront approximativement 31,5 % du capital social d'Elis après l'émission des Actions Nouvelles et la réalisation de l'Augmentation de Capital Réservée<sup>17</sup>.</p> <p>Les 0,75 % du capital restant de Berendsen sont constitués des actions détenues par Estera Trust (Jersey) Limited en qualité de <i>trustee</i> de l'<i>Employee Benefit Trust</i><sup>18</sup>. Ces actions seront, selon le cas, (i) remises aux titulaires d'options et <i>awards</i> Berendsen qui les auraient exercées, lesquels recevraient ensuite automatiquement 0,403 actions Elis existantes et 5,40 £ ou (ii) acquises par Elis dans le cadre du <i>Put and Call Agreement</i> décrit à la section 1.5.3 de l'actualisation du Document de Référence. Les actions Elis existantes ainsi remises seront acquises par Elis sur le marché, au titre de son programme de rachat, à compter de la date à laquelle le <i>Scheme of Arrangement</i> sera devenu « <i>effective</i> ».</p> <p>Aucune fraction d'Actions Nouvelles formant rompus ne sera émise aux actionnaires de Berendsen. Cependant, tous les rompus auxquels les actionnaires de Berendsen auraient dû avoir droit seront agrégés, alloués, émis et cédés sur le marché après la date à laquelle le <i>Scheme of Arrangement</i> devient « <i>effective</i> ». Les droits des actionnaires de Berendsen à des Actions Nouvelles seront arrondis à l'entier inférieur le plus proche. Les actionnaires de Berendsen qui auraient dû recevoir un rompu d'une Action Nouvelle recevront un montant en espèces arrondi au pence le plus proche, sur la base du montant obtenu en multipliant ce rompu par la moyenne du cours le plus haut et du cours le plus bas des actions Elis sur Euronext Paris sur chacun des 5 jours de bourse consécutifs précédant le jour de bourse qui survient 2 jours de bourse avant la date à laquelle le <i>Scheme of Arrangement</i> devient « <i>effective</i> », étant précisé que les droits individuels de chaque actionnaire de Berendsen qui représenteront moins d'un pence ne seront pas versés et seront conservés par le Groupe Combiné.</p> <p><b>Option Mix and Match</b></p> <p>Afin de mieux répondre aux attentes des actionnaires de Berendsen qui souhaiteraient bénéficier d'une proportion différente d'actions Elis et de numéraire, le <i>Scheme of Arrangement</i> est assorti d'une option « <i>mix and match</i> » (l'« <b>Option Mix and Match</b> ») qui permettra aux actionnaires de Berendsen qui le choisissent expressément, de faire varier les proportions dans lesquelles ils recevront des Actions Nouvelles et du numéraire conformément aux termes de l'Opération, en remplissant et en retournant le formulaire de choix adéquat ou en exprimant leur choix électroniquement.</p> <p>La réalisation effective des choix exprimés au titre de l'Option Mix and Match ne pourra intervenir que si une quantité suffisante de numéraire et un nombre suffisant</p>
--	--

<sup>15</sup> L'EBITDA ajusté et le Résultat Opérationnel ajusté sont indiqués avant coûts exceptionnels, dépréciation des écarts d'acquisition et amortissement des contrats client et ont été extraits du rapport et des comptes annuels de Berendsen pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Le multiple d'EBITDA est basé sur la Valeur d'Entreprise, définie comme la Valeur des Fonds Propres sur une base totalement diluée plus la dette nette (ajustée du montant de l'Acompte sur Dividende), le déficit net ajusté après impôt des retraites et les intérêts minoritaires, tels qu'extraits du rapport et des comptes annuels de Berendsen pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

<sup>16</sup> Sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 19,90 € et d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,138 €, les termes de l'Opération valorisant ainsi chaque action Berendsen à 12,45 £ (hors Acompte sur Dividende).

<sup>17</sup> Sur la base de 171 345 292 actions Berendsen, soit le capital social émis de Berendsen composé de 172 636 913 actions, desquelles sont déduites 1 291 621 actions (soit le nombre d'actions détenues par l'*Employee Benefit Trust*, qui sont exclues du *Scheme of Arrangement*), au 25 juillet 2017.

<sup>18</sup> A titre indicatif, l'*Employee Benefit Trust* de Berendsen détient, au 25 juillet 2017, 1 291 621 actions Berendsen, soit environ 0,75 % du capital émis de Berendsen. Ces actions seront à terme acquises par Elis selon les termes de l'Opération, soit 5,40 £ et 0,403 action Elis par action Berendsen, ce qui représente à titre indicatif, à la suite de la réalisation de l'Opération et du Financement CPPIB, 520 523 actions Elis soit 0,24 % du capital social d'Elis.

d'Actions Nouvelles sont rendus disponibles à raison des choix réciproques exprimés par d'autres actionnaires de Berendsen.

En conséquence, Elis ne pourra satisfaire les choix exprimés au titre de l'Option Mix and Match que si des choix réciproques et équivalents ont été exprimés par d'autres actionnaires de Berendsen au titre de l'Option Mix and Match. Dans l'hypothèse où ces choix ne pourraient pas être pleinement satisfaits, ils seront réduits proportionnellement au nombre total de choix valablement exprimés. Par conséquent, les actionnaires de Berendsen qui ont fait le choix de recevoir du numéraire ou des Actions Nouvelles au titre de l'Option Mix and Match ne connaîtront pas nécessairement le montant de numéraire ou le nombre d'Actions Nouvelles qu'ils recevront jusqu'au règlement-livraison de la rémunération due dans le cadre de l'Opération.

Les choix dans le cadre de l'Option Mix and Match ne peuvent être exprimés qu'au titre d'un nombre entier d'actions Berendsen. Quel que soit le nombre d'actionnaires de Berendsen qui choisiront de recevoir du numéraire ou des Actions Nouvelles dans le cadre de l'Option Mix and Match, le montant total de numéraire qui sera versé et le nombre total d'Actions Nouvelles qui sera émis dans le cadre de l'Opération ne seront pas modifiés.

Les choix réalisés au titre de l'Option Mix and Match et valablement exprimés seront satisfaits (sous réserve que d'autres choix au titre de l'Option Mix and Match aient été valablement exprimés) de la manière suivante :

**pour chaque 5,40 £ en numéraire : environ 0,295 Actions Nouvelles\***

**OU**

**pour chaque 0,403 Actions Nouvelles : 7,37 £ en numéraire**

\* Calculé sur la base du rapport entre 5,40 £ et 7,37 £/0,403 Action Nouvelle, correspondant à 0,295278154681 Actions Nouvelles.

La répartition selon laquelle les choix exprimés au titre de l'Option Mix and Match seront satisfaits a été déterminée sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 20,47 € et d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,119 € au 25 juillet 2017.

Le tableau ci-dessous, préparé uniquement à titre d'information, présente les résultats possibles pour un actionnaire détenant 1 000 actions Berendsen et qui, en application de l'Option Mix and Match, choisirait valablement de recevoir : (i) un montant en espèces uniquement ; (ii) des Actions Nouvelles uniquement ; ou (iii) n'effectue pas de choix valable au titre de l'Option Mix and Match. Il est précisé que l'Option Mix and Match n'impose pas que l'actionnaire de Berendsen choisisse de recevoir seulement un montant en espèces ou seulement des Actions Nouvelles. Parmi les autres options, un actionnaire de Berendsen peut exprimer un choix au titre de l'Option Mix and Match pour recevoir un montant plus important en espèces au titre de certaines de ses actions Berendsen et un nombre plus élevé d'Actions Nouvelles au titre de certaines de ses autres actions Berendsen.

Choix	Montant en espèces (£)	Actions Nouvelles*
Choix en espèces	12 770	-
Choix en Actions Nouvelles	-	698,3
Aucun choix	5 400	403

\* Les chiffres indiqués dans ce tableau sont arrondis à titre d'information et ne prennent pas en compte l'effet des dispositions du *Scheme Document* concernant les droits aux rompus. Les montants réels pourraient varier.

Les actionnaires de Berendsen qui expriment un choix uniquement en espèces au titre de l'Option Mix and Match pourront néanmoins recevoir des Actions Nouvelles à titre

de rémunération dans le cadre de l'Opération si les choix exprimés au titre de l'Option Mix and Match pour recevoir un montant plus important en espèces excèdent les choix exprimés pour recevoir un nombre plus élevé d'Actions Nouvelles.

L'Option Mix and Match n'est pas ouverte aux actionnaires de Berendsen dont le siège social est situé dans une Juridiction Restreinte ou qui sont des citoyens, résidents ou nationaux d'une Juridiction Restreinte. Aucun formulaire de choix ne leur sera adressé. L'Option Mix and Match ne sera pas disponible aux actionnaires de Berendsen dont le siège social est situé en dehors du Royaume-Uni, d'un état membre de l'Espace Economique Européen ou des Etats-Unis ou qui sont des citoyens, résidents ou nationaux de juridictions en dehors du Royaume-Uni, d'un état membre de l'Espace Economique Européen ou des Etats-Unis ; tout choix effectué par l'une de ces personnes au titre de l'Option Mix and Match étant nul.

En toute hypothèse, l'Option Mix and Match n'affectera pas les droits des actionnaires de Berendsen qui n'expriment pas de choix au titre de l'Option Mix and Match.

#### ***Dealing Facility***

La Société a mis en place un dispositif de négociation d'actions (*share dealing facility*) (le « ***Dealing Facility*** ») gratuit pour permettre à certains actionnaires de Berendsen qui recevront des Actions Nouvelles dans le cadre de l'Opération de vendre la totalité (et non une partie seulement) de leurs Actions Nouvelles sans frais et commission de négociation. Le *Dealing Facility* est accessible à toute personne dont le domicile se trouve au Royaume-Uni ou dans tout autre pays membre de l'Espace Economique Européen (ou qui est résidente du Royaume-Uni ou de tout autre pays membre de l'Espace Economique Européen), qui est inscrite dans le registre des membres de Berendsen et détient au maximum 1 400 actions Berendsen sous forme matérialisée (en dehors de CREST) immédiatement avant la *Scheme Record Time* (tel que défini ci-dessous) et qui, à la suite d'un choix exprimé dans le cadre de l'Option de Mix and Match, aura droit à : (i) au moins une Action Nouvelle ; et (ii) pas plus de 600 Actions Nouvelles.

Le *Dealing Facility* pourra être utilisé jusqu'au 20 décembre 2017. Il ne pourra pas être utilisé par les personnes qui sont résidentes ou situées, ou dont le domicile se trouve dans une juridiction autre que le Royaume-Uni ou tout autre pays membre de l'Espace Economique Européen. Le *Dealing Facility* ne pourra pas non plus être utilisé par les personnes qui recevront des intérêts dans les Actions Nouvelles en dehors du CSN Facility (tel que défini ci-dessous) (en ce compris les actionnaires de Berendsen qui décideront de se retirer du CSN Facility), et ne sera donc pas utilisable par les actionnaires de Berendsen qui détiennent leurs actions Berendsen sous forme dématérialisée (via CREST) immédiatement avant la *Scheme Record Time*.

Contrairement aux choix valablement exprimés en faveur de numéraire dans le cadre de l'Option Mix and Match, aucune garantie ne peut être donnée quant au prix qui sera versé, ou quant au taux de change applicable, pour la cession des Actions Nouvelles par l'intermédiaire du *Dealing Facility*. En dehors des cas de mauvaise foi ou de manquement volontaire, ni le *Computershare Nominee*, ni Berendsen ou Elis ne seront responsables au titre des pertes susceptibles d'être réalisées à raison des termes de la cession ou dans le cadre de l'utilisation du *Dealing Facility* par les actionnaires de Berendsen.

Les actionnaires de Berendsen qui vendront leurs Actions Nouvelles par l'intermédiaire du *Dealing Facility* recevront le produit de la cession en livres sterling par chèque postal à l'adresse mentionnée dans le registre du CSN Facility tenu par le *Computershare Nominee*.

Les Actions Nouvelles cédées dans le cadre du *Dealing Facility* seront revendues sur Euronext Paris, dans le cadre de transactions *offshore* conformément à la *Regulation S* du *US Securities Act*.

### Rapports des Commissaires aux Apports

Par ordonnance en date du 28 juin 2017, le Président du tribunal de commerce de Nanterre a désigné M. Olivier Peronnet (associé du cabinet Finexsi) et Mme Dominique Mahias (associée du cabinet Didier Kling & Associés) en qualité de commissaires aux apports (les « **Commissaires aux Apports** »). Dans leurs rapports en date du 27 juillet 2017, les Commissaires aux Apports ont conclu :

- concernant l'appréciation de la valeur globale de l'Apport :

*« Sur la base de nos travaux, et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur des apports s'élevant à 1.207.418.866 £ soit 1.369.937.445 € sur la base d'un taux de change à 1 £ pour 1,1346 €, n'est pas surévaluée et, en conséquence, qu'elle est au moins égale au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire des apports majorée de la prime d'émission. »*

- concernant l'appréciation de la rémunération de l'Apport :

*« Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la rémunération proposée pour l'apport conduisant à émettre un nombre maximum de 69.052.152 actions ELIS, présente un caractère équitable. »*

### Conditions suspensives de l'Opération

L'Opération et, par conséquent, le *Scheme of Arrangement* sont soumis aux conditions suspensives qui sont intégralement présentées dans le *Scheme Document* (les « **Conditions Suspensives** »).

L'Opération est notamment soumise aux Conditions Suspensives suivantes :

(i) Approbation du *Scheme of Arrangement* :

- approbation du *Scheme of Arrangement* par une majorité en nombre des actionnaires présents ou représentés, inscrits sur le registre des membres de Berendsen à la date d'enregistrement (la « **Date d'Enregistrement** ») à partir de laquelle sont déterminés les droits de vote lors de l'assemblée générale des actionnaires de Berendsen convoquée par la Cour (l'« **Assemblée Générale de Berendsen Convoquée par la Cour** »), représentant au moins 75 % des actions Berendsen détenues par les actionnaires inscrits sur le registre des membres de Berendsen à la Date d'Enregistrement (ou de la catégorie ou des catégories concernées, le cas échéant). L'Assemblée Générale de Berendsen Convoquée par la Cour devra se tenir à la date à laquelle celle-ci est prévue dans le *Scheme Document* ou au plus tard le 22<sup>ème</sup> jour qui suit cette date (ou à toute date ultérieure décidée par Elis et autorisée par la Cour) ;
- approbation de toutes les résolutions nécessaires à la mise en œuvre du *Scheme of Arrangement* selon les majorités applicables par l'assemblée générale des actionnaires de Berendsen (l'« **Assemblée Générale de Berendsen** »), soit 75 % des votes exprimés par les actionnaires présents (ou représentés) lors de l'Assemblée Générale de Berendsen. L'Assemblée Générale de Berendsen devra se tenir à la date à laquelle celle-ci est prévue dans le *Scheme Document* ou au plus tard le 22<sup>ème</sup> jour qui suit cette date (ou à toute date ultérieure décidée par Elis et autorisée par la Cour) ; et
- approbation du *Scheme of Arrangement* par la Cour, avec ou sans modification (sous réserve que ces modifications paraissent acceptables à Berendsen et Elis), et dépôt d'une copie de l'ordonnance de la Cour statuant sur l'approbation du *Scheme of Arrangement* (l'« **Ordonnance de la Cour** ») au *Registrar of*

*Companies in England and Wales*. L'approbation du *Scheme of Arrangement* et le dépôt d'une copie de l'Ordonnance de la Cour devront être intervenus à la date à laquelle ceux-ci sont prévus dans le *Scheme Document* ou au plus tard le 42<sup>ème</sup> jour qui suit cette date (ou à toute date ultérieure décidée par Elis et autorisée par la Cour).

(ii) Approbation de l'augmentation de capital d'Elis : approbation des résolutions autorisant l'émission des Actions Nouvelles dans le cadre de l'Opération par l'assemblée générale d'Elis spécialement convoquée à cet effet (l'« **Assemblée Générale d'Elis** »), à la majorité des deux-tiers des votes des actionnaires d'Elis, présents ou représentés lors de l'Assemblée Générale d'Elis ; et

(iii) Admission aux négociations des Actions Nouvelles : publication d'un avis confirmant l'admission future aux négociations des Actions Nouvelles, étant précisé que cette admission aux négociations interviendra à la date de publication de l'avis ou peu de temps après.

L'Opération ne pourra être réalisée que si toutes les Conditions Suspensives, notamment celles décrites ci-dessus, sont satisfaites ou, s'il pouvait y être renoncé, qu'Elis y ait renoncé. Les Conditions Suspensives (i) à (iii) décrites ci-dessus ne peuvent pas faire l'objet d'une renonciation.

Elis ne peut invoquer une Condition Suspensive et ainsi faire obstacle à la réalisation de l'Opération que si les circonstances lui permettant d'invoquer cette Condition Suspensive ont une importance significative pour Elis dans le cadre de l'Opération. Les Conditions Suspensives (i) à (iii) qui ne peuvent pas faire l'objet d'une renonciation ne sont pas soumises à cette exigence.

L'Opération est également soumise à l'obtention de certaines autorisations réglementaires (notamment les autorisations de la *Financial Conduct Authority* (FCA) et les autorisations au titre du contrôle des concentrations en Autriche, Allemagne et Pologne). L'autorisation de la FCA et des autorités de la concurrence allemande et polonaise ont été obtenues. Compte tenu du calendrier indicatif de l'Opération, l'autorisation au titre du contrôle des concentrations en Autriche ne devrait pas être requise.

#### **Engagements irrévocables de vote en faveur du *Scheme of Arrangement***

Elis ne détient aucune action Berendsen à la date du Prospectus.

Elis a reçu des engagements irrévocables de chacun des administrateurs de Berendsen de voter en faveur du *Scheme of Arrangement* lors de l'Assemblée Générale de Berendsen Convoquée par la Cour et des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée Générale de Berendsen pour la mise en œuvre du *Scheme of Arrangement*. Ces engagements irrévocables portent sur un total de 572 144 actions Berendsen, soit environ 0,33 % du capital émis de Berendsen au 9 juin 2017 (dernier jour ouvré précédant la publication du Communiqué 2.7).

#### **Financement de l'Opération**

##### ***Contrat de Crédit-Relais 2017***

Le 12 juin 2017, un contrat de crédit-relais a été conclu entre (i) Elis, en qualité d'emprunteur, (ii) M.A.J., en qualité de garant, (iii) BNP Paribas et Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, en qualité de chefs de file (*mandated lead arrangers*), teneurs de comptes (*bookrunners*) et preneurs ferme (*underwriters*), (iv) BNP Paribas et Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, en qualité de prêteurs, et (v) BNP Paribas, en qualité d'agent (*facility agent*) (le « **Contrat de Crédit-Relais 2017** »), aux termes duquel les prêteurs se sont engagés à mettre à la disposition d'Elis des lignes de crédit (*term loan facility*) pour un montant total de 1 920 millions d'euros à la date de conclusion du Contrat de Crédit-Relais 2017 (le « **Crédit-Relais 2017** »). Ce contrat a été syndiqué le 13 juillet 2017 auprès de BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, HSBC France et Société

	<p>Générale en qualité de <i>bookrunners</i> et <i>mandated lead arrangers</i>, et ING en qualité de <i>lead arranger</i>.</p> <p>L'objet du Crédit-Relais 2017 est de (i) financer la part du prix de l'Opération payable en numéraire, soit 43,4 % du prix de l'Opération, (ii) refinancer en tout ou partie l'endettement financier de Berendsen (et notamment celui qui doit être remboursé en raison de l'Opération), et (iii) financer tous les coûts, honoraires et dépenses liés à l'Opération ainsi qu'à la mise en place et à l'octroi du Crédit-Relais 2017.</p> <p>Le Contrat de Crédit-Relais 2017 contient une obligation de respecter un ratio de levier de Dette Nette Totale rapporté à l'EBITDA Pro-Forma Consolidé (tel que chacun de ces termes est défini dans le Contrat de Crédit-Relais 2017) compris entre 4,50:1 et 3,75:1, et calculé par référence au dernier jour de chaque semestre (30 juin et 31 décembre) sur une période de 12 mois précédant chacune de ces dates comptables.</p> <p>La maturité du Crédit-Relais 2017 est de 12 mois à compter de la date de son premier tirage, avec une option pour Elis de proroger deux fois cette maturité de 6 mois à chaque fois (soit une durée maximum de 24 mois), sous réserve qu'aucun défaut ne persiste à la date de la demande de prorogation.</p> <p>Le Crédit-Relais 2017 fera l'objet d'un premier tirage afin de financer le paiement de la part du prix de l'Opération payable en numéraire à la date de réalisation de l'Opération.</p> <p>A la date du Prospectus, le Groupe a couvert le prix d'acquisition des actions Berendsen à hauteur de 950 millions de livres sterling, à un taux de change GBP:EUR de 1 £ : 1,1346 €.</p> <p><b>Contrat d'Investissement</b></p> <p>Le 7 juin 2017, CPPIB, qui détenait 4,83 % du capital d'Elis, s'est engagé auprès de la Société à souscrire les Actions CPPIB dans le cadre d'une augmentation de capital réservée, à un prix de 19,74 €<sup>19</sup> par action. Le montant total du Financement CPPIB s'établit à 200 millions d'euros.</p> <p>CPPIB est un investisseur institutionnel mondial de premier plan qui gère les fonds du Régime de pensions du Canada (Canada Pension Plan). Au 31 mars 2017, les fonds du Régime de pensions du Canada gérés par CPPIB totalisaient 316,7 milliards de dollars canadiens. Les fonds levés grâce au Financement CPPIB ne seront pas utilisés pour financer la part en numéraire de la rémunération dans le cadre de l'Opération mais pour rembourser des sommes dues au titre du Contrat de Crédit-Relais 2017 contracté par Elis pour le financement de cette Opération. Ceci permettra ainsi à Elis d'atteindre sa cible de ratio d'endettement 2018 d'environ 3x (cohérent avec son niveau actuel) si l'Opération est réalisée.</p> <p>Le Financement CPPIB est conditionné notamment à l'approbation du <i>Scheme of Arrangement</i> par les actionnaires de Berendsen et par la Cour, et à l'approbation des résolutions autorisant l'émission d'Actions Nouvelles dans le cadre de l'Opération par l'Assemblée Générale d'Elis. Bien qu'Elis soit fermement engagé au Financement CPPIB, l'Opération n'est pas conditionnée par la levée des conditions relatives au Financement CPPIB ni par la réalisation du Financement CPPIB.</p> <p><b>Calendrier indicatif de l'Opération</b></p> <table data-bbox="469 1749 1407 1946"> <tr> <td></td> <td>Publication des résultats semestriels de Berendsen</td> </tr> <tr> <td>26 juillet 2017</td> <td>Communiqué relatif à l'obtention des autorisations réglementaires et des autorités de concurrence</td> </tr> <tr> <td>27 juillet 2017</td> <td>Publication des résultats semestriels d'Elis</td> </tr> <tr> <td>27 juillet 2017</td> <td>Visa de l'AMF sur le Prospectus</td> </tr> </table>		Publication des résultats semestriels de Berendsen	26 juillet 2017	Communiqué relatif à l'obtention des autorisations réglementaires et des autorités de concurrence	27 juillet 2017	Publication des résultats semestriels d'Elis	27 juillet 2017	Visa de l'AMF sur le Prospectus
	Publication des résultats semestriels de Berendsen								
26 juillet 2017	Communiqué relatif à l'obtention des autorisations réglementaires et des autorités de concurrence								
27 juillet 2017	Publication des résultats semestriels d'Elis								
27 juillet 2017	Visa de l'AMF sur le Prospectus								

<sup>19</sup> Sur la base du cours moyen pondéré par les volumes sur 20 jours de négociation de l'action Elis jusqu'au 6 juin 2017.

		Délivrance d'un certificat d'approbation par l'AMF
	28 juillet 2017	Publication du Prospectus
	28 juillet 2017	Envoi du <i>Scheme Document</i> aux actionnaires de Berendsen
	3 août 2017	Date de détachement de l'Acompte sur Dividende
	4 août 2017	Date d'enregistrement de l'Acompte sur Dividende
	25 août 2017	Date de versement de l'Acompte sur Dividende
	31 août 2017 à 11h00 (heure de Londres)	Assemblée Générale de Berendsen Convoquée par la Cour
	31 août 2017 à 11h15 (heure de Londres)	Assemblée Générale de Berendsen
	31 août 2017 à 15h00	Assemblée Générale d'Elis
	7 septembre 2017	Audience de la Cour statuant sur l'approbation du <i>Scheme of Arrangement</i>
	8 septembre 2017 à 13h00 (heure de Londres)	Date limite de choix au titre de l'Option Mix and Match
	8 septembre 2017 à 18h00 (heure de Londres)	<i>Scheme Record Time</i> pour les besoins du <i>Scheme of Arrangement</i>
	12 septembre 2017	Date à laquelle le <i>Scheme of Arrangement</i> devient « effective »
	13 septembre 2017	Décision du directoire d'Elis par laquelle il constate la réalisation des conditions suspensives relatives au <i>Scheme of Arrangement</i> ou, le cas échéant, la renonciation à ces conditions et confirme l'émission des Actions Nouvelles
	Au plus tôt le 13 septembre 2017	Emission des Actions Nouvelles
	Au plus tôt le 13 septembre 2017	Admission des Actions Nouvelles aux négociations sur Euronext Paris (et radiation des actions Berendsen du London Stock Exchange)
	au plus tard le 26 septembre 2017 <sup>20</sup>	Livraison des Actions Nouvelles aux actionnaires de Berendsen
	au plus tard le 26 septembre 2017 <sup>21</sup>	Règlement de la rémunération en numéraire aux actionnaires de Berendsen
	<p>Le règlement-livraison de la rémunération de l'Opération, en actions et en numéraire, interviendra dans un délai de 14 jours à compter de la date à laquelle le <i>Scheme of Arrangement</i> devient « effective », conformément aux dispositions du City Code. En raison des modalités complexes d'émission des Actions Nouvelles et de paiement des montants en espèces dus aux actionnaires de Berendsen, le versement des actions et le paiement en espèces auxdits actionnaires de Berendsen pourraient ne pas intervenir concomitamment.</p> <p>La date à laquelle l'audience de la Cour statuant sur l'approbation du <i>Scheme of Arrangement</i> est prévue et chacune des dates suivantes fixées dans ce calendrier indicatif pourront être amenées à être avancées ou retardées. Ces dates dépendront, entre autres, de la date à laquelle les exigences réglementaires et autres Conditions Suspensives du <i>Scheme of Arrangement</i> seront satisfaites, ou, le cas échéant, de la</p>	

<sup>20</sup> A l'issue d'un délai de quatorze jours à compter de la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* devient « effective ».

<sup>21</sup> A l'issue d'un délai de quatorze jours à compter de la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* devient « effective ».

		date à laquelle il y aura été renoncé.
<b>E.4</b>	<b>Intérêts pouvant influencer sensiblement sur l'émission</b>	<p>Eurazeo SE et Legendre Holding 27 SAS se sont engagés envers Elis, par acte séparé en date du 7 juin 2017, à voter en faveur de l'augmentation de capital (i) relative à l'émission des Actions Nouvelles et (ii) réservée à l'émission des Actions CPPIB, lors de l'Assemblée Générale d'Elis, au titre des 23 635 032 actions Elis qu'ils détiennent et qui représentent 42 892 699 droits de vote, soit environ 26,8 % des droits de vote<sup>22</sup> théoriques d'Elis au 30 juin 2017.</p> <p>Predica s'est engagé envers Elis, par acte séparé en date du 7 juin 2017, à voter en faveur de l'augmentation de capital (i) relative à l'émission des Actions Nouvelles et (ii) réservée à l'émission des Actions CPPIB, lors de l'Assemblée Générale d'Elis, au titre des 13 991 662 actions Elis qu'il détient et qui représentent 13 991 662 droits de vote, soit environ 8,8 % des droits de vote théoriques d'Elis au 30 juin 2017.</p> <p>CPPIB s'est engagé envers Elis, dans le cadre du Financement CPPIB, à voter en faveur de l'augmentation de capital relative à l'émission des Actions Nouvelles lors de l'Assemblée Générale d'Elis, au titre des 6 769 248 actions Elis qu'il détient et qui représentent 6 769 248 droits de vote, soit environ 4,2 % des droits de vote théoriques d'Elis au 30 juin 2017.</p> <p>MM. Xavier Martiré et Louis Guyot se sont irrévocablement engagés, par actes séparés en date du 12 juin 2017, à voter en faveur de l'augmentation de capital relative à l'émission des Actions Nouvelles lors de l'Assemblée Générale d'Elis, au titre des actions Elis détenues par eux et, le cas échéant, leurs proches, soit respectivement 153 119 et 44 338 actions Elis, qui représentent respectivement 239 041 et 67 401 droits de vote, soit un total représentant environ 0,19 % des droits de vote théoriques d'Elis au 30 juin 2017.</p> <p>Des engagements de vote ont ainsi été reçus en faveur de l'augmentation de capital relative (i) à l'émission des Actions Nouvelles à hauteur de 44 593 399 actions Elis représentant 63 960 051 droits de vote, soit environ 40 % des droits de vote théoriques d'Elis et (ii) réservée à l'émission des Actions CPPIB à hauteur de 37 626 694 actions Elis représentant 56 884 361 droits de vote, soit environ 35,6 % des droits de vote théoriques d'Elis, au 30 juin 2017.</p> <p>Elis est conseillée dans le cadre de cette Opération par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lazard Frères, conseil financier ;</li> <li>- Zaoui &amp; Co. Ltd, conseil financier ;</li> <li>- Deutsche Bank AG (succursale de Paris), conseil financier et <i>corporate broker</i>.</li> </ul> <p>Elis a conclu le 12 juin 2017 le Contrat de Crédit-Relais 2017 avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et BNP Paribas Corporate &amp; Investment Banking visé à la section E.3 ci-dessus pour les besoins de l'Opération.</p> <p>A la connaissance d'Elis, il n'existe pas d'intérêts, y compris conflictuels, pouvant influencer sensiblement sur l'émission des Actions Nouvelles dans le cadre de l'Opération.</p> <p>Les établissements financiers conseils d'Elis ou certains de leurs affiliés ont rendu ou pourront rendre dans le futur, diverses prestations de services bancaires, financiers, d'investissement, commerciaux ou autres à la Société ou aux sociétés du Groupe, à leurs actionnaires ou à leurs mandataires sociaux, dans le cadre desquelles ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.</p>
<b>E.5</b>	<b>Personne ou entité offrant de vendre des actions /</b>	<p><b>Engagement d'abstention de la Société</b></p> <p>Dans le cadre de l'augmentation de capital d'Elis réalisée le 13 février 2017, Elis a consenti auprès des coordinateurs globaux, chefs de file et teneurs de livre associés (à savoir, BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Deutsche Bank</p>

<sup>22</sup> Les actions Elis en circulation au 30 juin 2017 représentent un nombre total de 159 826 925 droits de vote (y compris les droits de vote attachés aux actions auto-détenues).

	<b>Conventions de blocage</b>	AG, HSBC Bank plc et Société Générale) un engagement d'abstention de 180 jours calendaires suivants la date de règlement-livraison de l'augmentation de capital (sous réserve de certaines exceptions usuelles). Pour les besoins de l'Opération et du Financement CPPIB, les garants ont levé l'engagement d'abstention d'Elis en mai et juin 2017.																												
<b>E.6</b>	<b>Montant et pourcentage de dilution</b>	<p><b>Incidence de l'émission sur la quote-part des capitaux propres</b></p> <p>À titre indicatif, l'incidence de l'émission sur la quote-part des capitaux propres consolidés part du Groupe par action (calculs effectués sur la base des capitaux propres consolidés part du Groupe au 30 juin 2017 – tels qu'ils ressortent des comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2017 –, du nombre d'actions composant le capital social de la Société au 30 juin 2017, après déduction des actions auto-détenues, et sur la base d'un cours de clôture de l'action Elis au 9 juin 2017 de 19,90 €) serait la suivante :</p> <table border="1" data-bbox="472 647 1401 1010"> <thead> <tr> <th rowspan="2"></th> <th colspan="2">Quote-part des capitaux propres consolidés par action (en euros)</th> </tr> <tr> <th>Base non diluée</th> <th>Base diluée<sup>(1)</sup></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Avant émission des Actions Nouvelles provenant de la présente augmentation de capital</td> <td>9,81</td> <td>9,69</td> </tr> <tr> <td>Après émission de 69 052 152 Actions Nouvelles provenant de la présente augmentation de capital</td> <td>13,14</td> <td>13,03</td> </tr> <tr> <td>Après émission de 10 131 713 actions nouvelles dans le cadre de l'augmentation de capital réservée à CPPIB</td> <td>13,44</td> <td>13,34</td> </tr> </tbody> </table> <p><sup>(1)</sup> Les calculs sont effectués en prenant pour hypothèse l'émission nouvelle potentielle du nombre maximum d'actions à émettre dans le cadre des plans d'actions gratuites de performance existants. Au 30 juin 2017, 1 689 216 actions gratuites ont été attribuées à certains dirigeants du Groupe sous certaines conditions de performance, lesdites actions gratuites pouvant donner lieu à l'attribution d'actions existantes ou d'actions nouvelles à émettre.</p> <p><b>Incidence de l'émission sur la situation de l'actionnaire</b></p> <p>À titre indicatif, l'incidence de l'émission sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1 % du capital social de la Société préalablement à l'émission et ne souscrivant pas à celle-ci (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital social de la Société au 30 juin 2017) serait la suivante :</p> <table border="1" data-bbox="472 1339 1401 1671"> <thead> <tr> <th rowspan="2"></th> <th colspan="2">Participation de l'actionnaire</th> </tr> <tr> <th>Base non diluée</th> <th>Base diluée<sup>(1)</sup></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Avant émission des Actions Nouvelles provenant de la présente augmentation de capital</td> <td>1 %</td> <td>0,99 %</td> </tr> <tr> <td>Après émission de 69 052 152 Actions Nouvelles provenant de la présente augmentation de capital</td> <td>0,67 %</td> <td>0,66 %</td> </tr> <tr> <td>Après émission de 10 131 713 actions nouvelles dans le cadre de l'augmentation de capital réservée à CPPIB</td> <td>0,64 %</td> <td>0,63 %</td> </tr> </tbody> </table> <p><sup>(1)</sup> Les calculs sont effectués en prenant pour hypothèse l'émission nouvelle potentielle du nombre maximum d'actions à émettre dans le cadre des plans d'actions gratuites de performance existants. Au 30 juin 2017, 1 689 216 actions gratuites ont été attribuées à certains dirigeants du Groupe sous certaines conditions de performance, lesdites actions gratuites pouvant donner lieu à l'attribution d'actions existantes ou d'actions nouvelles à émettre.</p>		Quote-part des capitaux propres consolidés par action (en euros)		Base non diluée	Base diluée <sup>(1)</sup>	Avant émission des Actions Nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	9,81	9,69	Après émission de 69 052 152 Actions Nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	13,14	13,03	Après émission de 10 131 713 actions nouvelles dans le cadre de l'augmentation de capital réservée à CPPIB	13,44	13,34		Participation de l'actionnaire		Base non diluée	Base diluée <sup>(1)</sup>	Avant émission des Actions Nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	1 %	0,99 %	Après émission de 69 052 152 Actions Nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	0,67 %	0,66 %	Après émission de 10 131 713 actions nouvelles dans le cadre de l'augmentation de capital réservée à CPPIB	0,64 %	0,63 %
	Quote-part des capitaux propres consolidés par action (en euros)																													
	Base non diluée	Base diluée <sup>(1)</sup>																												
Avant émission des Actions Nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	9,81	9,69																												
Après émission de 69 052 152 Actions Nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	13,14	13,03																												
Après émission de 10 131 713 actions nouvelles dans le cadre de l'augmentation de capital réservée à CPPIB	13,44	13,34																												
	Participation de l'actionnaire																													
	Base non diluée	Base diluée <sup>(1)</sup>																												
Avant émission des Actions Nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	1 %	0,99 %																												
Après émission de 69 052 152 Actions Nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	0,67 %	0,66 %																												
Après émission de 10 131 713 actions nouvelles dans le cadre de l'augmentation de capital réservée à CPPIB	0,64 %	0,63 %																												
<b>E.7</b>	<b>Estimation des dépenses facturées aux investisseurs par la Société</b>	Sans objet.																												

## 1. PERSONNES RESPONSABLES

### 1.1. Pour Elis

#### 1.1.1. Responsables du Prospectus

Les membres du conseil de surveillance d'Elis (le « **Conseil d'Elis** ») et le Président du directoire d'Elis :

Nom	Titre
Thierry Morin	Président du Conseil d'Elis
Marc Frappier	Vice-président du Conseil d'Elis
Philippe Audouin	Membre du Conseil d'Elis
Michel Datchary	Membre du Conseil d'Elis
Magali Chessé	Membre du Conseil d'Elis
Florence Noblot	Membre du Conseil d'Elis
Agnès Pannier-Runacher	Membre du Conseil d'Elis
Maxime de Bentzmann	Membre du Conseil d'Elis
Philippe Delleur	Membre du Conseil d'Elis
Anne-Laure Commault	Membre du Conseil d'Elis
Xavier Martiré	Président du directoire d'Elis

#### 1.1.2. Attestation des responsables du Prospectus

*« Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Prospectus et relatives à Elis sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »*

*Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes d'Elis une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes d'Elis données dans le présent Prospectus ainsi qu'à la lecture d'ensemble des informations relatives à Elis contenues dans le Prospectus. »*

Le 27 juillet 2017

**Les membres du conseil de surveillance et le Président du directoire**

#### 1.1.3. Responsable de l'information financière

Monsieur Louis Guyot, directeur administratif et financier de la Société

#### 1.1.4. Commissaires aux comptes

##### 1.1.4.1 Commissaires aux comptes titulaires

##### **PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT**

63, rue de Villiers  
92200 Neuilly-sur-Seine, France

##### **MAZARS**

61, rue Henri Regnault  
Tour Exaltis  
92400 Courbevoie, France

Représenté par Bruno Tesnière

Nommé commissaire aux comptes titulaire lorsque la Société fut constituée, PricewaterhouseCoopers Audit a été renouvelé en qualité de commissaire aux comptes titulaire au cours de l'assemblée générale du 26 juin 2013 pour une période de six exercices, c'est-à-dire jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Représenté par Isabelle Massa

Nommé commissaire aux comptes titulaire le 29 juin 2011, Mazars a été renouvelé en qualité de commissaire aux comptes titulaire au cours de l'assemblée générale du 26 juin 2013 pour une période de six exercices, c'est-à-dire jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

#### 1.1.4.2 Commissaires aux comptes suppléants

##### Anik Chaumartin

63, rue de Villiers  
92200 Neuilly-sur-Seine, France

Nommé commissaire aux comptes suppléant le 26 juin 2013 pour une période de six exercices, qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

##### CBA

61, rue Henri Regnault  
Tour Exaltis  
92400 Courbevoie, France

Nommé commissaire aux comptes suppléant le 29 juin 2011, CBA a été renouvelé en qualité de commissaire aux comptes suppléant lors de l'assemblée générale du 26 juin 2013 pour une période de six exercices, c'est-à-dire jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

#### 1.1.5. Responsable des relations investisseurs

Monsieur Nicolas Buron

Directeur des Relations Investisseurs

5, boulevard Louis Loucheur – 92210 Saint-Cloud, France

Tél. : +33 (1) 75 49 98 30

Fax. : + 33 (1) 75 49 98 01

E-mail : [investors@elis.com](mailto:investors@elis.com)

## 1.2. Pour Berendsen

### 1.2.1. Responsables du Prospectus

Les membres du conseil d'administration (*board of directors*) de Berendsen (le « **Conseil de Berendsen** ») sont les suivants :

Nom	Titre
Iain Ferguson CBE	Président non-exécutif du conseil d'administration
James Drummond	Directeur général
Maarit Aarni-Sirviö	Administrateur non-exécutif
Lucy Dimes	Administrateur non-exécutif
David Lowden	Administrateur référent ( <i>Senior Independent Director</i> )
Kevin Quinn	Directeur financier
Andrew Wood	Administrateur non-exécutif

## **1.2.2. Attestation des responsables du Prospectus**

*« Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations relatives à Berendsen contenues dans le Prospectus, dans son résumé (Elément E.3 « Modalités et conditions de l'offre » relatives à la « Présentation de Berendsen », à la « Recommandation par le Conseil de Berendsen » et à la « Réponse du Conseil de Berendsen »), aux sections 1.2, 2.1.2.3, 2.9.1.7 (« Réponse du Conseil de Berendsen ») et 5, et à l'annexe 3 de la Note d'Opération, sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.*

*Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes une completion letter, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la lecture des informations relatives à Berendsen contenues dans le Prospectus et dans laquelle ils confirment qu'ils ont vérifié les informations portant sur la situation financière de Berendsen et issues des comptes de Berendsen pour les exercices clos les 31 décembre 2016, 31 décembre 2015 et 31 décembre 2014 contenues dans la section 5 et l'annexe 3 de la Note d'Opération et ont constaté qu'elles étaient conformes aux états financiers historiques sur lesquels ils avaient établi leurs rapports en qualité de contrôleurs légaux. »*

Le 27 juillet 2017

### **Les membres du conseil d'administration**

#### **1.2.3. Responsable de l'information financière**

Monsieur Kevin Quinn, directeur administratif et financier de Berendsen.

#### **1.2.4. Commissaire aux comptes**

### **PRICEWATERHOUSECOOPERS LLP**

1 Embankment Place, Londres, WC2N 6RH,  
Royaume-Uni

Représenté par Matthew Mullins

a été renommé commissaire aux comptes de Berendsen par l'assemblée générale annuelle de Berendsen du 27 avril 2017 et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire de Berendsen.

#### **1.2.5. Responsable des relations investisseurs**

Monsieur Peter Young

Directeur des Relations Investisseurs

1 Knightsbridge, Londres, SW1X 7LX, Royaume-Uni

Tél. : +44 (0)7825 297 198

## **2. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION ET SES CONSEQUENCES**

### **2.1. Aspects économiques de l'Apport**

#### **2.1.1. Liens préexistants entre les sociétés en cause**

##### **2.1.1.1 Liens en capital**

Il n'existait aucun lien entre Elis et Berendsen préalablement à l'Opération.

Les accords conclus entre les sociétés Elis et Berendsen dans le cadre de l'Opération sont décrits dans la présente Note d'Opération.

##### **2.1.1.2 Cautions**

A la date du Prospectus, il n'existe pas de caution entre (i) le Groupe Elis et (ii) le Groupe Berendsen.

##### **2.1.1.3 Dirigeants communs**

A la date du Prospectus, le Groupe Elis et le Groupe Berendsen n'ont aucun dirigeant ou administrateur commun.

##### **2.1.1.4 Filiales communes ou dépendance à l'égard d'un même groupe**

A la date du Prospectus, le Groupe Elis et le Groupe Berendsen n'ont aucune filiale commune et ne sont pas dépendants d'un même groupe.

##### **2.1.1.5 Accords techniques ou commerciaux (conventions réglementées au sens de l'article L. 225-38 du code de commerce)**

A la date du Prospectus, le Groupe Elis n'est partie à aucun accord technique ou commercial avec le Groupe Berendsen pouvant être considéré comme une convention réglementée au sens de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

### **2.1.2. Motifs et but de l'Opération**

#### **2.1.2.1 Contexte de l'Opération**

Le 28 avril 2017, Elis a adressé à Berendsen (tel que défini ci-dessous) de manière confidentielle une offre écrite composée d'une part numéraire et d'une part actions portant sur l'acquisition de chaque action Berendsen contre la remise de 4,40 £ et 0,411 action nouvelle Elis (l'« **Offre Initiale** »). A cette occasion, l'Offre Initiale valorisait chaque action Berendsen à 11,00 £ (soit une prime d'environ 31 % par rapport au cours de Berendsen à cette date)<sup>23</sup>.

Le 12 mai 2017, le Conseil de Berendsen a rejeté l'Offre Initiale et a refusé d'engager des discussions avec Elis.

Le 16 mai 2017, Elis a remis à Berendsen une offre améliorée composée d'une part numéraire et d'une part actions portant sur l'acquisition de chaque action Berendsen contre la remise de 4,40 £ et 0,426 action nouvelle Elis (l'« **Offre Améliorée** »). Au 15 mai 2017, l'Offre Améliorée valorisait chaque action Berendsen à 11,75 £ (soit une prime d'environ 41 % par rapport au cours de l'action Berendsen à cette date)<sup>24</sup>. L'Offre Améliorée a été rejetée le jour même par le Conseil de Berendsen

<sup>23</sup> 0,411 action nouvelle d'Elis était valorisée à 6,60 £ à 11h00 (BST) le 28 avril 2017 (dernier cours connu au moment de la remise de l'Offre Initiale) sur la base d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,18 €. La prime de 31 % est mentionnée en référence au cours de l'action Berendsen à 11h00 (BST) le 28 avril 2017.

<sup>24</sup> 0,426 action nouvelle d'Elis était valorisée à 7,35 £ à la clôture le 15 mai 2017 (soit le dernier jour ouvré avant la remise de l'Offre Améliorée), sur la base d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,18 €. La prime de 41 % est mentionnée en référence au cours de clôture de l'action Berendsen le 15 mai 2017.

qui a refusé d'engager des discussions.

En conséquence, Elis a jugé nécessaire de rendre publique l'Offre Améliorée afin que celle-ci puisse être considérée par les actionnaires de Berendsen.

Le 18 mai 2017, Elis a publié un communiqué conformément à la Règle 2.4 (le « **Communiqué 2.4** ») du *City Code on Takeovers and Mergers* (le « **City Code** »), qui décrit les termes et conditions de l'Offre Initiale et de l'Offre Améliorée.

Le même jour, Berendsen a publié un communiqué concernant la proposition d'Elis pour rejeter l'Offre Améliorée, le Conseil de Berendsen estimant que l'Offre Améliorée sous-évaluait très significativement Berendsen et ses perspectives. Le Conseil de Berendsen a refusé d'engager des discussions avec Elis.

Le 24 mai 2017, Berendsen a publié un communiqué concernant la proposition d'Elis par lequel le Conseil de Berendsen a indiqué qu'il estimait toujours que la proposition d'Elis sous-évaluait très significativement Berendsen et ses perspectives et qu'il refusait d'engager des discussions avec Elis.

Le 6 juin 2017, Elis et Berendsen sont parvenus à un accord de principe sur une possible offre qui serait recommandée de manière unanime par le Conseil de Berendsen, composée d'une part numéraire et d'une part actions portant sur l'acquisition de chaque action Berendsen contre la remise de 5,40 £ et 0,403 action nouvelle Elis (l'« **Offre Finale** »). Cette offre comprend également le versement d'un acompte sur dividende d'un montant de 11 *pence* par action Berendsen déclaré et payé par Berendsen au titre de la période de six mois close le 30 juin 2017 (l'« **Acompte sur Dividende** »). Sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 20,17 euros au 6 juin 2017 (dernier jour ouvré précédant la date du Second Communiqué 2.4 (tel que défini ci-dessous)), et un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,145 €, l'Offre Finale valorise chaque action Berendsen à 12,50 £ (hors Acompte sur Dividende) et 12,61 £ (Acompte sur Dividende compris), soit une valeur de Berendsen d'environ 2,2 milliards de livres sterling (hors Acompte sur Dividende) sur une base totalement diluée<sup>25</sup>. L'Offre Finale devrait être mise en œuvre par le biais d'un *Scheme of Arrangement* de droit anglais, conformément à la Partie 26 du *Companies Act 2006* (le « **Scheme of Arrangement** » ou le « **Scheme** »).

En conséquence, le 7 juin 2017, Elis et Berendsen ont rendu publique l'Offre Finale en publiant un communiqué conjoint conformément à la Règle 2.4 du City Code (le « **Second Communiqué 2.4** »).

Le 12 juin 2017, Elis et Berendsen ont publié un communiqué conjoint conformément à la Règle 2.7 du City Code (le « **Communiqué 2.7** ») par lequel Elis et Berendsen ont confirmé leur accord sur les termes d'une acquisition recommandée de l'intégralité du capital émis et à émettre de Berendsen par Elis, qui prévoit, pour chaque action Berendsen, le versement de 5,40 £ en numéraire et la remise de 0,403 action nouvelle Elis, ainsi que le paiement de l'Acompte sur Dividende. Au 9 juin 2017 (dernier jour ouvré précédant la date du Communiqué 2.7), sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 19,90 € et d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,138 €, les termes de l'Offre Finale valorisent chaque action Berendsen à 12,45 £ (hors Acompte sur Dividende), soit une valeur totale de Berendsen d'environ 2,17 milliards de livres sterling sur une base totalement diluée<sup>26</sup>.

La réalisation de l'Opération reste néanmoins soumise à la réalisation ou à la levée des Conditions Suspensives (tel que défini ci-dessous) décrites à la section 2.2.1.3 « Conditions de l'Opération » de la Note d'Opération, dont notamment (i) (a) l'approbation du *Scheme* par une majorité en nombre d'actionnaires de Berendsen représentant au moins 75 % des actions Berendsen détenues par les actionnaires de Berendsen, présents ou représentés, lors de l'Assemblée Générale de Berendsen Convoquée par la Cour (tel que défini ci-dessous) et qui étaient inscrits sur le registre des membres de Berendsen à la Date d'enregistrement (tel que défini ci-dessous), (b) l'approbation de toutes les résolutions nécessaires relatives au *Scheme of Arrangement* selon les majorités applicables lors de

<sup>25</sup> Sur la base de 172 627 894 actions actuellement en circulation (hors options en circulation) et de 174 470 777 actions sur une base totalement diluée.

<sup>26</sup> Sur la base du capital intégralement dilué de Berendsen constitué de 174 412 423 actions, correspondant à la somme de 172 627 894 actions Berendsen en circulation et de 1 784 529 options et *awards* Berendsen (soit le nombre maximum d'options Berendsen exerçables ou d'*awards* Berendsen acquis en cas de changement de contrôle qui devront, s'ils sont exercés (et non remboursés en espèces), être satisfaits avec des actions nouvelles Berendsen plutôt qu'avec les actions Berendsen actuellement détenues par l'*Employee Benefit Trust* de Berendsen), au 9 juin 2017 (dernier jour ouvré avant la date du Communiqué 2.7).

l'Assemblée Générale de Berendsen (tel que défini ci-dessous), et (c) l'approbation du *Scheme of Arrangement* par la Cour, avec ou sans modification (sous réserve que celle(s)-ci soi(en)t acceptables pour Elis et Berendsen) ; et (ii) (a) l'approbation de l'augmentation de capital devant être réalisée par Elis dans le cadre du *Scheme of Arrangement* par l'Assemblée Générale d'Elis (tel que défini ci-dessous), (b) l'obtention du visa de l'AMF sur le Prospectus et (c) la publication d'un avis d'Euronext Paris relatif à la future admission aux négociations sur le marché Euronext à Paris (« **Euronext Paris** ») des Actions Nouvelles.

### 2.1.2.2 Intérêt de l'Opération pour Elis et ses actionnaires

#### **Une opportunité unique : le rapprochement permettrait la création d'un leader pan-européen de la location-entretien d'articles textile et d'hygiène**

Le rapprochement entre Berendsen et Elis constitue une opportunité unique de donner naissance à un leader pan-européen de la location-entretien d'articles textiles et d'hygiène, combinant la position concurrentielle de Berendsen en Europe du Nord avec les positions fortes d'Elis dans le reste de l'Europe ainsi que dans un certain nombre de marchés émergents à forte croissance. Sur la base des données financières 2016 ajustées, le Groupe Combiné dégagerait un chiffre d'affaires supérieur à 3 milliards d'euros<sup>27</sup> et un EBITDA d'environ 960 millions d'euros<sup>28</sup>, avec plus de 440 sites et des activités dans 28 pays.

Le Groupe Combiné offrira une grande diversité géographique et bénéficiera de bons positionnements dans la majorité des régions dans lesquelles il opèrerait, notamment en France, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Suède, au Brésil, au Danemark, en Espagne, au Portugal, aux Pays-Bas, en Suisse et en Norvège.

En Allemagne, l'Opération permettra une implantation régionale consolidée et plus équilibrée avec un chiffre d'affaires combiné d'environ 310 millions d'euros<sup>29</sup>, plus de 30 sites industriels et une offre de produits renforcée et élargie.

D'un point de vue stratégique et financier, le Groupe Combiné sera idéalement positionné pour créer de la valeur au bénéfice des actionnaires de Berendsen et d'Elis, en continuant de mettre en œuvre les quatre piliers du plan stratégique d'Elis : (i) consolider ses positions par de la croissance organique et des acquisitions sur des marchés et services, nouveaux et existants ; (ii) développer ses activités en

<sup>27</sup> Le chiffre d'affaires 2016 du Groupe Combiné de 3 102 millions d'euros représente l'agrégat du Chiffre d'Affaires Ajusté 2016 (tel que défini ci-dessous) et du chiffre d'affaires consolidé de Berendsen (1 360 millions d'euros) sur une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2016, tel qu'extrait du rapport et des comptes annuels de Berendsen pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et converti en euros à un taux de change moyen en 2016 GBP:EUR de 1 £ = 1,225 €. Le chiffre d'affaires agrégé est le résultat de la somme de ces éléments sans autre ajustement pour se conformer aux principes, notamment comptables, d'Elis.

Le chiffre d'affaires ajusté 2016 d'Elis de 1 742 millions d'euros (le « **Chiffre d'Affaires Ajusté 2016** ») représente l'agrégat : (a) du chiffre d'affaires consolidé d'Elis (1 513 millions d'euros) sur une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2016, tel qu'extrait des états financiers d'Elis pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ; (b) des chiffres d'affaires consolidés estimés non-audités d'Indusal (90 millions d'euros) et de Lavebras (103 millions d'euros) sur une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2016, tels que publiés par Elis le 20 décembre 2016 ; et (c) un ajustement non-audité pour refléter l'impact sur année pleine en 2016 de l'acquisition de Puschendorf (37 millions d'euros), fourni par le management d'Elis. Le chiffre d'affaires agrégé est le résultat de la somme de ces éléments sans autre ajustement pour se conformer aux principes, notamment comptables, d'Elis.

<sup>28</sup> L'EBITDA 2016 du Groupe Combiné de 959 millions d'euros représente l'agrégat de l'EBITDA Ajusté 2016 (tel que défini ci-dessous) et de l'EBITDA Ajusté consolidé de Berendsen après déduction des actifs intangibles, amortissement et coûts exceptionnels (427 millions d'euros), sur une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2016, tel qu'extrait du rapport et des comptes annuels de Berendsen pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et converti en euros à un taux de change moyen en 2016 GBP:EUR de 1 £ = 1,225 €. L'EBITDA agrégé est le résultat de la somme de ces éléments sans autre ajustement pour se conformer aux principes, notamment comptables, d'Elis.

L'EBITDA ajusté 2016 d'Elis de 532 millions d'euros (l'« **EBITDA Ajusté 2016** ») représente l'agrégat : (a) de l'EBITDA consolidé d'Elis (468 millions d'euros) sur une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2016, tel qu'extrait des états financiers d'Elis pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ; (b) des EBITDA consolidés estimés non-audités d'Indusal (24 millions d'euros sur la base d'une marge d'EBITDA estimée de 27 %, telle que publiée par Elis le 20 décembre 2016) et de Lavebras (31 millions d'euros sur la base d'une marge d'EBITDA estimée minimum de 30 %, telle que publiée par Elis le 20 décembre 2016) sur une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2016 ; et (c) d'un ajustement non-audité pour refléter l'impact sur année pleine en 2016 de l'acquisition de Puschendorf (9 millions d'euros), fourni par le management d'Elis. L'EBITDA agrégé est le résultat de la somme de ces éléments sans autre ajustement pour se conformer aux principes, notamment comptables, d'Elis.

<sup>29</sup> Ce chiffre représente l'agrégat : (a) du chiffre d'affaires consolidé d'Elis en Allemagne (81 millions d'euros) sur une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2016, tel qu'extrait du rapport et des comptes annuels d'Elis pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ; (b) d'un ajustement non-audité pour refléter l'impact sur année pleine en 2016 de l'acquisition de Puschendorf (37 millions d'euros), tel que fourni par le management d'Elis ; et (c) le chiffre d'affaires consolidé de Berendsen en Allemagne (193 millions d'euros) sur une période de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2016, tel qu'extrait du rapport et des comptes annuels de Berendsen pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et converti en euros à un taux de change moyen en 2016 GBP:EUR de 1 £ = 1,225 € (le « **Chiffre d'Affaires Combiné Ajusté 2016 en Allemagne** »). Le chiffre d'affaires agrégé pour l'Allemagne est le résultat de la somme de ces éléments sans autre ajustement pour se conformer aux principes, notamment comptables, d'Elis.

Amérique latine ; (iii) continuer à améliorer son excellence opérationnelle ; et (iv) introduire de nouveaux produits et services à un coût marginal limité.

### **Une opportunité significative de synergies pour les actionnaires de Berendsen et d'Elis**

Le Conseil d'Elis considère que le Groupe Combiné générera des synergies attractives et créera de la valeur supplémentaire pour les actionnaires.

Le Conseil d'Elis prévoit que le Groupe Combiné générera des synergies récurrentes, sur une base annualisée, de coûts opérationnels et de dépenses d'investissement avant impôt (ensemble, les « **Synergies de Coûts** ») d'au moins 40 millions d'euros par an, au terme de la troisième année qui suit la réalisation de l'Opération. Ceci comprend 35 millions d'euros par an de synergies de dépenses opérationnelles d'EBITDA et 5 millions d'euros par an de synergies de dépenses d'investissement.

Ces synergies devraient résulter directement de l'Opération et ne pourraient pas être réalisées indépendamment de l'Opération.

Il est prévu que la réalisation des Synergies de Coûts requière des coûts exceptionnels de réalisation d'environ 40 millions d'euros, supportées au cours des deux premières années suivant la réalisation de l'Opération. Le calendrier de réalisation sera estimé plus précisément et affiné en temps utile dans le cadre du plan d'intégration détaillé. Hormis les coûts exceptionnels de réalisation mentionnés ci-dessus, le Conseil d'Elis n'anticipe la réalisation d'aucune dis-synergies résultant directement de l'Opération.

Le « *Quantified Financial Benefits Statement* » d'Elis est inclus dans la partie 6 du *Scheme Document* et contient de plus amples détails sur les éléments évoqués ci-dessus. Deloitte LLP, conseils comptables d'Elis, et Lazard et Zaoui, conseils financiers d'Elis, ont établi les rapports nécessaires en application de la Règle 28.1 du City Code.

Le Conseil d'Elis est confiant dans sa capacité de générer de la valeur supplémentaire à travers la réalisation de synergies de revenus et de croissance supplémentaires qui n'ont pas été estimées dans le cadre des déclarations prévues par le City Code. Le Conseil d'Elis estime que cette valeur supplémentaire pourrait être générée, par exemple, en :

- répliquant la capacité d'Elis à introduire de nouvelles offres de services à ses clients (notamment, les activités de lutte antiparasitaire et les boissons), au profit des clients de Berendsen, afin de profiter des canaux de distribution existants ;
- fournissant une offre de services intégrée et attractive à des clients qui organisent leur approvisionnement à un niveau pan-européen ;
- développant et entretenant les relations de Berendsen avec un large éventail de clients implantés dans les régions où Berendsen exerce son activité ; et
- combinant les initiatives de développements actuelles et programmées de Berendsen et d'Elis, telles que les étiquettes RFID et les appareils connectés.

### **Relation à deux chiffres des bénéfices**

L'Opération devrait conduire à une relation à deux chiffres du bénéfice par action ajusté pour Elis en 2018 par rapport au résultat qui aurait été comptabilisé si l'Opération n'avait pas été réalisée<sup>30</sup>.

<sup>30</sup> Le bénéfice par action ajusté exclut les dépréciations de survaleurs, l'amortissement des relations client, les actifs intangibles, les restructurations, et d'autres éléments exceptionnels. Le bénéfice par action ajusté d'Elis estimé pour 2018 prend en compte la réalisation de l'Opération, et inclut donc l'estimation du résultat net ajusté 2018 de Berendsen par le consensus des analystes (60,0 pence / 0,68 euro sur la base d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ : 1,138 €) et prend en compte les synergies dont la réalisation est anticipée en 2018. Il est ensuite comparé au bénéfice par action ajusté d'Elis estimé

### 2.1.2.3 Intérêt de l'Opération pour Berendsen et ses actionnaires

#### Intérêt de l'Opération pour Berendsen

En novembre 2015, Berendsen a annoncé une nouvelle stratégie, la *Berendsen Excellence Strategy*, destinée à améliorer la capacité opérationnelle de l'entreprise, en améliorant la qualité des services fournis et en se dotant d'une plateforme pour une croissance durable. Cette stratégie était fondée sur quatre piliers principaux : l'attention portée au client, l'excellence opérationnelle, la capacité organisationnelle et l'utilisation efficace du capital.

Début mars 2017, Berendsen a publié une actualisation de sa stratégie. Le management de Berendsen a identifié trois raisons à l'origine des problèmes rencontrés par les activités textiles au Royaume-Uni : le sous-investissement dans l'attention portée au client et au marché, le sous-investissement dans les installations et les machines et le sous-investissement dans le personnel et les compétences. Les conséquences de ce sous-investissement ont été des hausses significatives des coûts de qualité dans les activités textiles au Royaume-Uni. Le management de Berendsen a identifié une opportunité significative de minimiser ces coûts de qualité en hausse et a mis en place une stratégie claire pour tirer parti de cette opportunité, notamment en investissant dans les capacités commerciales et de service au client de Berendsen, en accélérant ses investissements en capital dans les installations et les machines au Royaume-Uni et en Europe, et en investissant dans la conversion d'installations et des constructions de nouvelles installations. La hausse de l'investissement dans l'entreprise de 300 millions de livres sterling devait permettre de générer un rendement sur le capital investi supérieur à 15 %.

La stratégie actualisée a permis au Conseil de Berendsen de disposer d'une meilleure visibilité et d'une plus grande confiance quant aux opportunités de croissance à moyen terme de Berendsen. Le Conseil de Berendsen estime qu'elle représente une plateforme compétitive et durable de création future de valeur. Berendsen est parvenu à créer un élan dans la mise en œuvre de sa stratégie, renforçant ainsi la confiance du Conseil de Berendsen quant à ses objectifs à moyen terme. Ceci est reflété dans le communiqué de Berendsen en date du 24 mai 2017 par lequel le Conseil de Berendsen a confirmé ses prévisions de résultat 2017 et a annoncé de nouvelles prévisions de résultat 2018. Le Conseil de Berendsen a confirmé dans le *Scheme Document* (selon les termes qui y sont indiqués) que ces prévisions de résultat restent valides.

Le Conseil de Berendsen demeure confiant dans la capacité de cette stratégie à créer une valeur importante pour les actionnaires de Berendsen, en tant qu'entité indépendante. Cependant, il estime également que les conditions et modalités de l'Opération prennent en considération la qualité des activités de Berendsen et la solidité de ses perspectives futures. En outre, le Conseil de Berendsen considère que l'Opération donnera naissance à un leader pan-européen de la location-entretien d'articles textiles, doté de positions stratégiques sur les marchés dans lesquels il exerce ses activités et d'une envergure et implantation suffisantes pour fournir à ses clients l'offre de services textiles la plus complète et la plus efficace sur le continent européen.

En outre, la valorisation de l'Opération représente, au 9 juin 2017, une prime attractive d'environ

---

pour 2018 en ne prenant pas en compte la réalisation de l'Opération. La déclaration selon laquelle l'Opération devrait contribuer à la croissance du résultat ne doit pas être interprétée comme une prévision de bénéfice et n'est donc pas soumise aux exigences de la Règle 28 du City Code. Cette déclaration ne doit pas être interprétée comme signifiant que le bénéfice par action en 2018 ou au cours de toute autre période financière future sera nécessairement plus important que celui de la précédente période financière pertinente.

L'estimation du bénéfice par action ajusté de Berendsen pour 2018 par le consensus des analystes financiers provient de Bloomberg et des rapports d'analyse financière mentionnés ci-dessous. Les estimations du bénéfice par action ajusté de Berendsen pour 2018 sont présentées telles qu'elles ont été publiées par des analystes financiers entre le 3 mars 2017 et le 9 juin 2017 (dernier jour ouvré avant la date du Communiqué 2.7). Sont exclus : Crédit Suisse (27 avril 2017) en raison de son implication en tant que conseil financier de Berendsen ; J.P. Morgan (27 avril 2017) et HSBC (3 mars 2017) en raison de son implication en tant qu'intermédiaire financier de Berendsen, et Investec et EVA Dimensions en raison de l'absence de rapports publiés après le 3 mars 2017. Les estimations d'analystes comprennent Morgan Stanley (58,1 pence, 2 juin 2017), RBC Capital Markets (59,2 pence, 31 mai 2017), Stifel (61,8 pence, 30 mai 2017), Numis (56,8 pence, 24 mai 2017), Barclays Capital (59,3 pence, 24 mai 2017), Peel Hunt (61,6 pence, 24 mai 2017), Exane BNP Paribas (61,1 pence, 19 mai 2017) et Goldman Sachs (61,9 pence, 7 mars 2017). Ces estimations d'analystes ne sont pas entérinées par Elis, ne sont pas mentionnées avec l'accord de Berendsen et n'ont pas été et ne seront pas vérifiées ou déclarées conformément aux exigences de la Règle 28.1(a) du Code. Les estimations minimum et maximum du bénéfice par action ajusté de Berendsen pour 2018 ont été publiées respectivement par Numis (56,8 pence, 24 mai 2017) et Goldman Sachs (61,9 pence, 7 mars 2017).

44 % sur le cours de l'action de Berendsen au 17 mai 2017, dernier jour ouvré avant la date du Communiqué 2.4 et un multiple implicite Valeur d'Entreprise / Résultat Opérationnel Ajusté 2016 de 16,5x, supérieur au multiple de 15,2x retenu pour la valorisation des activités *Workwear* et *Hygiene* de Rentokil Initial lors de leur transfert à la joint-venture créée avec Haniel & Cie<sup>31</sup>. Par ailleurs, l'Opération sécurise le potentiel de création de valeur à moyen terme de Berendsen, tout en permettant aux actionnaires de Berendsen de prendre part à la création future de valeur, susceptible de résulter du rapprochement. En conséquence, le Conseil de Berendsen estime que l'Opération sert au mieux les intérêts des actionnaires de Berendsen de manière générale.

Pour parvenir à cette conclusion, les administrateurs de Berendsen ont pris en considération les conditions et modalités de l'Opération par rapport à la valeur et aux perspectives de l'activité sous-jacente de Berendsen et la valeur potentielle à moyen terme des actions Berendsen en tant qu'entité indépendante, les avantages financiers et stratégiques résultant d'un rapprochement d'Elis et de Berendsen, la cible de ratio d'endettement du Groupe Combiné ainsi que les perspectives et la valeur potentielles du Groupe Combiné.

### **Intérêt de l'Opération pour les actionnaires de Berendsen**

Selon les termes de l'Opération, les actionnaires de Berendsen recevront, pour chaque action Berendsen, 5,40 £ en numéraire et 0,403 action nouvelle Elis.

En outre, dans le cadre de l'Opération, les actionnaires de Berendsen pourront recevoir l'Acompte sur Dividende qui devrait être déclaré et payé par Berendsen au titre du premier semestre 2017. La date de détachement (*ex-dividend date*) de l'Acompte sur Dividende sera le 3 août 2017 et la date d'enregistrement (*record date*) de l'Acompte sur Dividende sera le 4 août 2017, le versement de l'Acompte sur Dividende étant prévu le 25 août 2017.

Les termes de l'Opération valorisaient chaque action Berendsen à 12,50 £<sup>32</sup> (hors Acompte sur Dividende) et 12,61 £ (Acompte sur Dividende compris) à la date du Second Communiqué 2.4 annonçant un accord sur les termes principaux de l'Opération.

Au 9 juin 2017 (dernier jour ouvré précédant la date du Communiqué 2.7), sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 19,90 € et d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,138 €, les termes de l'Opération valorisent chaque action Berendsen à 12,45 £ (hors Acompte sur Dividende), soit une valeur totale de Berendsen d'environ 2,17 milliards de *livres sterling* sur une base totalement diluée<sup>33</sup>.

La part en numéraire de l'Opération représente approximativement 63 % du cours de clôture de l'action Berendsen de 8,64 £ au 17 mai 2017, dernier jour ouvré avant la date du Communiqué 2.4 d'Elis annonçant une possible offre sur Berendsen.

Les actionnaires de Berendsen recevront des Actions Nouvelles représentant environ 31,5 % du capital social d'Elis immédiatement après la réalisation de l'Opération (et en tenant compte de la réalisation du Financement CPPIB (tel que défini ci-dessous)).

Les termes de l'Opération représentaient au 9 juin 2017 :

- une prime d'environ 44 % sur le cours de clôture de l'action Berendsen au 17 mai 2017 de 8,64 £, dernier jour ouvré avant la date du Communiqué 2.4 ; et

<sup>31</sup> Sur la base d'un résultat avant intérêt, impôt et amortissement sur 12 mois au 30 juin 2016 de l'entreprise transférée par Rentokil Initial à la joint venture conclue avec Haniel & Cie, extrait de la présentation investisseurs de Rentokil Initial intitulée « *Joint Venture with Haniel, Delivering Shareholder Value* », en date du 16 décembre 2016.

<sup>32</sup> Sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 20,17 € au 6 juin 2017 et un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,145 € au 6 juin 2017.

<sup>33</sup> Sur la base du capital intégralement dilué de Berendsen constitué de 174 412 423 actions, correspondant à la somme de 172 627 894 actions Berendsen en circulation et de 1 784 529 options et *awards* Berendsen (soit le nombre maximum d'options Berendsen exerçables ou d'*awards* Berendsen acquis en cas de changement de contrôle qui devront, s'ils sont exercés (et non remboursés en espèces), être satisfaits avec des actions nouvelles Berendsen plutôt qu'avec les actions Berendsen actuellement détenues par l'*Employee Benefit Trust* de Berendsen), dans chaque cas au 9 juin 2017 (dernier jour ouvré avant la date du Communiqué 2.7).

- une prime d'environ 50 % sur le cours moyen pondéré par les volumes sur six mois jusqu'au 17 mai 2017 de l'action Berendsen de 8,29 £.

Sur la base du cours de clôture de l'action Elis et d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,119 €, dans les deux cas au 25 juillet 2017, les termes de l'Opération valorisent chaque action Berendsen à 12,77 £ (hors Acompte sur Dividende), soit une valeur totale de Berendsen d'environ 2,23 milliards de livres sterling sur une base totalement diluée<sup>34</sup>. Ceci représente:

- une prime d'environ 47,9 % sur le cours de clôture de l'action Berendsen au 17 mai 2017 de 8,64 £, dernier jour ouvré avant la date du Communiqué 2.4 ; et
- une prime d'environ 54,1 % sur le cours moyen pondéré par les volumes sur six mois jusqu'au 17 mai 2017 de l'action Berendsen de 8,29 £.

Au 9 juin 2017, l'Opération valorise Berendsen à un multiple implicite Valeur d'Entreprise / EBITDA 2016 ajusté de 7,6x et un multiple implicite Valeur d'Entreprise / Résultat Opérationnel ajusté 2016 de 16,5x<sup>35</sup>.

## 2.2. Aspects juridiques de l'Apport

### 2.2.1. Description de l'Opération

Le Conseil d'Elis et le Conseil de Berendsen ont annoncé, le 12 juin 2017, être parvenus à un accord portant sur l'acquisition recommandée de Berendsen par Elis.

Il a été décidé de procéder à cette Opération par le biais du *Scheme of Arrangement*, qui requiert l'approbation du *Scheme of Arrangement* par les actionnaires de Berendsen et la *High Court of Justice in England and Wales* (la « **Cour** »).

L'augmentation de capital s'inscrit dans le cadre du *Scheme of Arrangement* (ensemble avec le *Scheme of Arrangement*, l'« **Opération** »), qui sera mis en œuvre conformément au calendrier indicatif de l'Opération présenté ci-dessous, et constitue une partie de la rémunération qui sera remise aux actionnaires de Berendsen, conformément aux termes de l'Opération. Le reste de la rémunération au titre de l'Opération sera versé en espèces par Elis.

#### 2.2.1.1 Structure du *Scheme of Arrangement*

Pour Elis, le *Scheme of Arrangement* se traduira par (a) l'apport en nature d'environ 56,6 % du capital émis de Berendsen (l'« **Apport** ») et (b) l'acquisition en numéraire d'environ 43,4 % du capital émis de Berendsen<sup>36</sup>.

En droit français, l'Apport est constitutif d'un apport en nature au sens de l'article L. 225-147 du Code de commerce.

L'objet du *Scheme of Arrangement* est de permettre à Elis d'acquérir directement et indirectement l'intégralité du capital émis et à émettre de Berendsen, à l'exception des actions Berendsen détenues par Estera Trust (Jersey) Limited en sa qualité de *trustee* de l'Employee Benefit Trust de Berendesen.

<sup>34</sup> Sur la base du capital intégralement dilué de Berendsen constitué de 174 722 002 actions, correspondant à la somme de 172 636 913 actions Berendsen en circulation et de 2 085 089 options et awards Berendsen (soit le nombre maximum d'options Berendsen exerçables ou d'awards Berendsen acquis en cas de changement de contrôle dans le cadre des *Berendsen Share Schemes* (en dehors des *Berendsen Share Save Plans*)), dans chaque cas au 25 juillet 2017.

<sup>35</sup> L'EBITDA ajusté et le Résultat Opérationnel ajusté sont indiqués avant coûts exceptionnels, dépréciation des écarts d'acquisition et amortissement des contrats client et ont été extraits du rapport et des comptes annuels de Berendsen pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Le multiple d'EBITDA est basé sur la Valeur d'Entreprise, définie comme la Valeur des Fonds Propres sur une base totalement diluée plus la dette nette (ajustée du montant de l'Acompte sur Dividende), le déficit net ajusté après impôt des retraites et les intérêts minoritaires, tels qu'extraits du rapport et des comptes annuels de Berendsen pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

<sup>36</sup> Sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 19,90 € et d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,138 €, les termes de l'Opération valorisant ainsi chaque action Berendsen à 12,45 £ (hors Acompte sur Dividende).

## 2.2.1.2 Termes de l'Opération

### *Termes de l'Opération*

Selon les termes de l'Opération qui reprennent, à cet égard, ceux de l'Offre Finale, les actionnaires de Berendsen auront le droit de recevoir :

**pour chaque action Berendsen détenue à 5,40 £ en numéraire  
la *Scheme Record Time* :**  
**et**  
**0,403 Action Nouvelle**

En outre, dans le cadre de l'Opération, les actionnaires de Berendsen pourront recevoir l'Acompte sur Dividende qui sera déclaré et payé par Berendsen au titre du premier semestre 2017. La date de détachement (*ex-dividend date*) de l'Acompte sur Dividende sera le 3 août 2017 et la date d'enregistrement (*record date*) de l'Acompte sur Dividende sera le 4 août 2017, le versement de l'Acompte sur Dividende étant prévu le 25 août 2017.

Les termes de l'Opération valorisaient chaque action Berendsen à 12,50 £<sup>37</sup> (hors Acompte sur Dividende et 12,61 £ (Acompte sur Dividende compris) à la date du Second Communiqué 2.4.

Au 9 juin 2017 (dernier jour ouvré précédant la date du Communiqué 2.7), sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 19,90 € et d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,138 €, les termes de l'Opération valorisaient chaque action Berendsen à 12,45 £ (hors Acompte sur Dividende), soit une valeur totale de Berendsen d'environ 2,17 milliards de livres sterling sur une base totalement diluée<sup>38</sup>. Cela représentait à cette date :

- une prime d'environ 44 % sur le cours de clôture de l'action Berendsen au 17 mai 2017 de 8,64 £, dernier jour ouvré avant la date du Communiqué 2.4 ; et
- une prime d'environ 50 % sur le cours moyen pondéré par les volumes sur six mois jusqu'au 17 mai 2017 de l'action Berendsen de 8,29 £.

Sur la base du cours de clôture de l'action Elis et d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,119 €, dans les deux cas au 25 juillet 2017, les termes de l'Opération valorisent chaque action Berendsen à 12,77 £ (hors Acompte sur Dividende), soit une valeur totale de Berendsen d'environ 2,23 milliards de livres sterling sur une base totalement diluée<sup>39</sup>. Ceci représente:

- une prime d'environ 47,9 % sur le cours de clôture de l'action Berendsen au 17 mai 2017 de 8,64 £, dernier jour ouvré avant la date du Communiqué 2.4 ; et
- une prime d'environ 54,1 % sur le cours moyen pondéré par les volumes sur six mois jusqu'au 17 mai 2017 de l'action Berendsen de 8,29 £.

La part en numéraire de l'Opération représente approximativement 63 % du cours de clôture de l'action Berendsen de 8,64 £ au 17 mai 2017, dernier jour ouvré avant la date du Communiqué 2.4.

<sup>37</sup> Sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 20,17 € au 6 juin 2017 et un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,145 € au 6 juin 2017.

<sup>38</sup> Sur la base du capital intégralement dilué de Berendsen constitué de 174 412 423 actions, correspondant à la somme de 172 627 894 actions Berendsen en circulation et de 1 784 529 options et *awards* Berendsen (soit le nombre maximum d'options Berendsen exerçables ou d'*awards* Berendsen acquis en cas de changement de contrôle qui devront, s'ils sont exercés (et non remboursés en espèces), être satisfaits avec des actions nouvelles Berendsen plutôt qu'avec les actions Berendsen actuellement détenues par l'*Employee Benefit Trust* de Berendsen), au 9 juin 2017 (dernier jour ouvré avant la date du Communiqué 2.7).

<sup>39</sup> Sur la base du capital intégralement dilué de Berendsen constitué de 174 722 002 actions, correspondant à la somme de 172 636 913 actions Berendsen en circulation et de 2 085 089 options et *awards* Berendsen (soit le nombre maximum d'options Berendsen exerçables ou d'*awards* Berendsen acquis en cas de changement de contrôle dans le cadre des *Berendsen Share Schemes* (en dehors des *Berendsen Share Save Plans*)), dans chaque cas au 25 juillet 2017.

Au 9 juin 2017, l'Opération valorise Berendsen à un multiple implicite Valeur d'Entreprise / EBITDA 2016 ajusté de 7,6x et un multiple implicite Valeur d'Entreprise / Résultat Opérationnel ajusté 2016 de 16,5x<sup>40</sup>.

Pour Elis, le *Scheme of Arrangement* se traduira par (a) l'Apport et (b) l'acquisition en numéraire d'environ 43,4 % du capital émis de Berendsen<sup>41</sup>.

Afin de rémunérer l'Apport, le capital d'Elis sera augmenté par émission de 69 052 152 Actions Nouvelles, pour un montant total de 69 052 152 euros.

A l'issue de la réalisation de l'Opération, (i) Elis détiendra 99,3 % du capital émis de Berendsen et (ii) les actionnaires de Berendsen détiendront approximativement 31,5 % du capital social d'Elis après l'émission des Actions Nouvelles et la réalisation de l'Augmentation de Capital Réservée (tel que défini ci-dessous)<sup>42</sup>.

Les 0,75 % du capital restant de Berendsen sont constitués des actions détenues par Estera Trust (Jersey) Limited en qualité de *trustee* de l'*Employee Benefit Trust*<sup>43</sup>. Ces actions seront, selon le cas, (i) remises aux titulaires d'options et *awards* Berendsen qui les auraient exercées, lesquels recevraient ensuite automatiquement 0,403 actions Elis existantes et 5,40 £ ou (ii) acquises par Elis dans le cadre du *Put and Call Agreement* décrit à la section 1.5.3 de l'Actualisation du Document de Référence. Les actions Elis existantes ainsi remises seront acquises par Elis sur le marché, au titre de son programme de rachat, à compter de la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* sera devenu « *effective* ».

Aucune fraction d'Actions Nouvelles formant rompus ne sera émise aux actionnaires de Berendsen. Cependant, tous les rompus auxquels les actionnaires de Berendsen auraient dû avoir droit seront agrégés, alloués, émis et cédés sur le marché après la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* devient « *effective* ». Les droits des actionnaires de Berendsen à des Actions Nouvelles seront arrondis à l'entier inférieur le plus proche. Les actionnaires de Berendsen qui auraient dû recevoir un rompu d'une Action Nouvelle recevront un montant en espèces arrondi au pence le plus proche, sur la base du montant obtenu en multipliant ce rompu par la moyenne du cours le plus haut et du cours le plus bas des actions Elis sur Euronext Paris sur chacun des 5 jours de bourse consécutifs précédant le jour de bourse qui survient 2 jours de bourse avant la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* devient « *effective* », étant précisé que les droits individuels de chaque actionnaire de Berendsen qui représenteront moins d'un pence ne seront pas versés et seront conservés par le Groupe Combiné.

### ***Option Mix and Match***

Afin de mieux répondre aux attentes des actionnaires de Berendsen qui souhaiteraient bénéficier d'une proportion différente d'actions Elis et de numéraire, le *Scheme of Arrangement* est assorti d'une option « *mix and match* » (l'« **Option Mix and Match** ») qui permettra aux actionnaires de Berendsen qui le choisissent expressément, de faire varier les proportions dans lesquelles ils recevront des Actions Nouvelles et du numéraire, en remplissant et en retournant le formulaire de choix adéquat ou en exprimant leur choix électroniquement.

La réalisation effective des choix exprimés au titre de l'Option Mix and Match ne pourra intervenir que si une quantité suffisante de numéraire et un nombre suffisant d'Actions Nouvelles sont rendus disponibles à raison des choix réciproques exprimés par d'autres actionnaires de Berendsen.

<sup>40</sup> L'EBITDA ajusté et le Résultat Opérationnel ajusté sont indiqués avant coûts exceptionnels, dépréciation des écarts d'acquisition et amortissement des contrats client et ont été extraits du rapport et des comptes annuels de Berendsen pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Le multiple d'EBITDA est basé sur la Valeur d'Entreprise, définie comme la Valeur des Fonds Propres sur une base totalement diluée plus la dette nette (ajustée du montant de l'Acompte sur Dividende), le déficit net ajusté après impôt des retraites et les intérêts minoritaires, tels qu'extraits du rapport et des comptes annuels de Berendsen pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

<sup>41</sup> Sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 19,90 € et d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,138 €, les termes de l'Opération valorisant ainsi chaque action Berendsen à 12,45 £ (hors Acompte sur Dividende).

<sup>42</sup> Sur la base de 171 345 292 actions Berendsen, soit le capital social de Berendsen composé de 172 636 913 actions, desquelles sont déduites 1 291 621 actions (soit le nombre d'actions détenues par l'*Employee Benefit Trust*, qui sont exclues du *Scheme of Arrangement*), au 25 juillet 2017.

<sup>43</sup> A titre indicatif, l'*Employee Benefit Trust* de Berendsen détient, au 25 juillet 2017, 1 291 621 actions Berendsen, soit environ 0,75 % du capital émis de Berendsen. Ces actions seront à terme acquises par Elis selon les termes de l'Opération, soit 5,40 £ et 0,403 action Elis par action Berendsen, ce qui représente à titre indicatif, à la suite de la réalisation de l'Opération et du Financement CPPIB, 520 523 actions Elis soit 0,24 % du capital social d'Elis.

En conséquence, Elis ne pourra satisfaire les choix exprimés au titre de l'Option Mix and Match que si des choix réciproques et équivalents ont été exprimés par d'autres actionnaires de Berendsen au titre de l'Option Mix and Match. Dans l'hypothèse où ces choix ne pourraient pas être pleinement satisfaits, ils seront réduits proportionnellement au nombre total de choix valablement exprimés. Par conséquent, les actionnaires de Berendsen qui ont fait le choix de recevoir du numéraire ou des Actions Nouvelles au titre de l'Option Mix and Match ne connaîtront pas nécessairement le montant de numéraire ou le nombre d'Actions Nouvelles qu'ils recevront jusqu'au règlement-livraison de la rémunération due dans le cadre de l'Opération.

Les choix dans le cadre de l'Option Mix and Match ne peuvent être exprimés qu'au titre d'un nombre entier d'actions Berendsen. Quel que soit le nombre d'actionnaires de Berendsen qui choisiront de recevoir du numéraire ou des Actions Nouvelles dans le cadre de l'Option Mix and Match, le montant total de numéraire qui sera versé et le nombre total d'Actions Nouvelles qui sera émis dans le cadre de l'Opération ne seront pas modifiés.

Les choix réalisés au titre de l'Option Mix and Match et valablement exprimés seront satisfaits (sous réserve que d'autres choix au titre de l'Option Mix and Match aient été valablement exprimés) de la manière suivante :

**pour chaque 5,40 £ en numéraire : environ 0,295 Actions Nouvelles\***

**OU**

**pour chaque 0,403 Actions Nouvelles : 7,37 £ en numéraire**

\* Calculé sur la base du rapport entre 5,40 £ et 7,37 £/0,403 Action Nouvelle, correspondant à 0,295278154681 Actions Nouvelles.

La répartition selon laquelle les choix exprimés au titre de l'Option Mix and Match seront satisfaits a été déterminée sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 20,47 € et d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,119 € au 25 juillet 2017.

Le tableau ci-dessous, préparé uniquement à titre d'information, présente les résultats possibles pour un actionnaire détenant 1 000 actions Berendsen et qui, en application de l'Option Mix and Match, choisirait valablement de recevoir : (i) un montant en espèces uniquement ; (ii) des Actions Nouvelles uniquement ; ou (iii) n'effectue pas de choix valable au titre de l'Option Mix and Match. Il est précisé que l'Option Mix and Match n'impose pas que l'actionnaire de Berendsen choisisse de recevoir seulement un montant en espèces ou seulement des Actions Nouvelles. Parmi les autres options, un actionnaire de Berendsen peut exprimer un choix au titre de l'Option Mix and Match pour recevoir un montant plus important en espèces au titre de certaines de ses actions Berendsen et un nombre plus élevé d'Actions Nouvelles au titre de certaines de ses autres actions Berendsen.

<b>Choix</b>	<b>Montant en espèces (£)</b>	<b>Actions Nouvelles</b>
Choix en espèces	12 770	-
Choix en Actions Nouvelles	-	698,3
Aucun choix	5 400	403

\* Les chiffres indiqués dans ce tableau sont arrondis à titre d'information et ne prennent pas en compte l'effet des dispositions du *Scheme Document* concernant les droits aux rompus. Les montants réels pourraient varier.

Les actionnaires de Berendsen qui expriment un choix uniquement en espèces au titre de l'Option Mix and Match pourront néanmoins recevoir des Actions Nouvelles à titre de rémunération dans le

cadre de l'Opération si les choix exprimés au titre de l'Option Mix and Match pour recevoir un montant plus important en espèces excèdent les choix exprimés pour recevoir un nombre plus élevé d'Actions Nouvelles.

L'Option Mix and Match n'est pas ouverte aux actionnaires de Berendsen dont le siège social est situé dans une Juridiction Restreinte ou qui sont des citoyens, résidents ou nationaux d'une Juridiction Restreinte. Aucun formulaire de choix ne leur sera adressé. L'Option Mix and Match ne sera pas disponible aux actionnaires de Berendsen dont le siège social est situé en dehors du Royaume-Uni, d'un état membre de l'Espace Economique Européen ou des Etats-Unis ou qui sont des citoyens, résidents ou nationaux de juridictions en dehors du Royaume-Uni, d'un état membre de l'Espace Economique Européen ou des Etats-Unis ; tout choix effectué par l'une de ces personnes au titre de l'Option Mix and Match étant nul.

En toute hypothèse, l'Option Mix and Match n'affectera pas les droits des actionnaires de Berendsen qui n'expriment pas de choix au titre de l'Option Mix and Match.

### ***Dealing Facility***

La Société a mis en place un dispositif de négociation d'actions (*share dealing facility*) (le « ***Dealing Facility*** ») gratuit pour permettre à certains actionnaires de Berendsen qui recevront des Actions Nouvelles dans le cadre de l'Opération de vendre la totalité (et non une partie seulement) de leurs Actions Nouvelles sans frais et commission de négociation<sup>44</sup>. Le *Dealing Facility* est accessible à toute personne dont le domicile se trouve au Royaume-Uni ou dans tout autre pays membre de l'Espace Economique Européen (ou qui est résidente du Royaume-Uni ou de tout autre pays membre de l'Espace Economique Européen), qui est inscrite dans le registre des membres de Berendsen et détient au maximum 1 400 actions Berendsen sous forme matérialisée (en dehors de CREST) immédiatement avant la *Scheme Record Time* (tel que défini ci-dessous) et qui, à la suite d'un choix exprimé dans le cadre de l'Option de Mix and Match, aura droit à : (i) au moins une Action Nouvelle ; et (ii) pas plus de 600 Actions Nouvelles.

Le *Dealing Facility* pourra être utilisé jusqu'au 20 décembre 2017. Il ne pourra pas être utilisé par les personnes qui sont résidentes ou situées, ou dont le domicile se trouve dans une juridiction autre que le Royaume-Uni ou tout autre pays membre de l'Espace Economique Européen. Le *Dealing Facility* ne pourra pas non plus être utilisé par les personnes qui recevront des intérêts dans les Actions Nouvelles en dehors du CSN Facility (tel que défini ci-dessous) (en ce compris les actionnaires de Berendsen qui décideront de se retirer du CSN Facility), et ne sera donc pas utilisable par les actionnaires de Berendsen qui détiennent leurs actions Berendsen sous forme dématérialisée (via CREST) immédiatement avant la *Scheme Record Time*.

Le *Dealing Facility* ne pourra pas être utilisé pour acquérir des Actions Nouvelles additionnelles. Les personnes qui souhaiteront céder leurs Actions Nouvelles ne seront pas tenues de les céder par l'intermédiaire du *Dealing Facility*. Les personnes qui souhaiteront utiliser le *Dealing Facility* pourront être obligées de fournir la preuve de leur identité avant la remise du produit de la cession conformément à la législation applicable en matière de lutte contre le blanchiment. Les conditions et modalités du *Dealing Facility* ainsi qu'un formulaire seront adressés aux actionnaires Berendsen éligibles dans un délai de 14 jours à compter de la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* deviendra « *effective* », accompagnés de la déclaration au titre du CSN Facility et d'une enveloppe pré-payée.

Les actionnaires de Berendsen qui sont éligibles à l'utilisation du *Dealing Facility* et qui décident d'en faire usage en remplissant et en renvoyant le formulaire conformément aux instructions qui y sont mentionnées, verront leurs Actions Nouvelles cédées conformément aux conditions et modalités

---

<sup>44</sup> Les actionnaires de Berendsen recourant au *Dealing Facility* sont informés que toute conversion de devise est susceptible de faire l'objet de frais de change représentant jusqu'à 1,5% du produit brut de la cession. Une fois versé, ces actionnaires devront se référer aux modalités du *Dealing Facility* pour plus de plus amples détails.

du *Dealing Facility*. Une fois reçus par le *Computershare Nominee* (tel que défini ci-dessous), les formulaires valablement remplis seront irrévocables. Contrairement aux choix valablement exprimés en faveur d'un montant en numéraire dans le cadre de l'Option Mix and Match, aucune garantie ne peut être donnée quant au prix qui sera versé, ou quant au taux de change applicable, pour la cession des Actions Nouvelles par l'intermédiaire du *Dealing Facility*. En dehors des cas de mauvaise foi ou de manquement volontaire, ni le *Computershare Nominee*, ni Berendsen ou Elis ne seront responsables au titre des pertes susceptibles d'être réalisées à raison des termes de la cession ou dans le cadre de l'utilisation du *Dealing Facility* par les actionnaires de Berendsen.

Les actionnaires de Berendsen qui vendront leurs Actions Nouvelles par l'intermédiaire du *Dealing Facility* recevront le produit de la cession en livres sterling par chèque postal à l'adresse mentionnée dans le registre du CSN Facility tenu par le *Computershare Nominee*.

Les Actions Nouvelles cédées dans le cadre du *Dealing Facility* seront revendues sur Euronext Paris, dans le cadre de transactions *offshore* conformément à la *Regulation S* du *US Securities Act*.

### 2.2.1.3 Conditions de l'Opération

L'Opération et, par conséquent, le *Scheme of Arrangement* sont soumis aux conditions suspensives qui sont intégralement présentées dans le *Scheme Document* (les « **Conditions Suspensives** »).

L'Opération est notamment soumise aux Conditions Suspensives suivantes :

(i) Approbation du *Scheme of Arrangement* :

- approbation du *Scheme of Arrangement* par une majorité en nombre des actionnaires présents ou représentés, inscrits sur le registre des membres de Berendsen à la date d'enregistrement (la « **Date d'Enregistrement** ») à partir de laquelle sont déterminés les droits de vote lors de l'assemblée générale des actionnaires de Berendsen convoquée par la Cour (l'« **Assemblée Générale de Berendsen Convoquée par la Cour** »), représentant au moins 75 % des actions Berendsen détenues par les actionnaires inscrits sur le registre des membres de Berendsen à la Date d'Enregistrement (ou de la catégorie ou des catégories concernées, le cas échéant). L'Assemblée Générale de Berendsen Convoquée par la Cour devra se tenir à la date à laquelle celle-ci est prévue dans le *Scheme Document* ou au plus tard le 22<sup>ème</sup> jour qui suit cette date (ou à toute date ultérieure décidée par Elis et autorisée par la Cour) ;
- approbation de toutes les résolutions nécessaires à la mise en œuvre du *Scheme of Arrangement* selon les majorités applicables par l'assemblée générale des actionnaires de Berendsen (l'« **Assemblée Générale de Berendsen** »), soit 75 % des votes exprimés par les actionnaires présents (ou représentés) lors de l'Assemblée Générale de Berendsen. L'Assemblée Générale de Berendsen devra se tenir à la date à laquelle celle-ci est prévue dans le *Scheme Document* ou au plus tard le 22<sup>ème</sup> jour qui suit cette date (ou à toute date ultérieure décidée par Elis et autorisée par la Cour) ; et
- approbation du *Scheme of Arrangement* par la Cour, avec ou sans modification (sous réserve que ces modifications paraissent acceptables à Berendsen et Elis), et dépôt d'une copie de l'ordonnance de la Cour statuant sur l'approbation du *Scheme of Arrangement* (l'« **Ordonnance de la Cour** ») au *Registrar of Companies in England and Wales*. L'approbation du *Scheme of Arrangement* et le dépôt d'une copie de l'Ordonnance de la Cour devront être intervenus à la date à laquelle ceux-ci sont prévus dans le *Scheme Document* ou au plus tard le 42<sup>ème</sup> jour qui suit cette date (ou à toute date ultérieure décidée par Elis et autorisée par la Cour).

- (ii) Approbation de l'augmentation de capital d'Elis : approbation des résolutions autorisant l'émission des Actions Nouvelles dans le cadre de l'Opération par l'assemblée générale d'Elis spécialement convoquée à cet effet (l'« **Assemblée Générale d'Elis** »), à la majorité des deux-tiers des votes des actionnaires d'Elis, présents ou représentés lors de l'Assemblée Générale d'Elis ; et
- (iii) Admission aux négociations des Actions Nouvelles : publication d'un avis confirmant l'admission future aux négociations des Actions Nouvelles, étant précisé que cette admission aux négociations interviendra à la date de publication de l'avis ou peu de temps après.

L'Opération ne pourra être réalisée que si toutes les Conditions Suspensives, notamment celles décrites ci-dessus, sont satisfaites ou, s'il pouvait y être renoncé, qu'Elis y ait renoncé. Les Conditions Suspensives (i) à (iii) décrites ci-dessus ne peuvent pas faire l'objet d'une renonciation.

Elis ne peut invoquer une Condition Suspensive et ainsi faire obstacle à la réalisation de l'Opération que si les circonstances lui permettant d'invoquer cette Condition Suspensive ont une importance significative pour Elis dans le cadre de l'Opération. Les Conditions Suspensives (i) à (iii) qui ne peuvent pas faire l'objet d'une renonciation ne sont pas soumises à cette exigence.

L'Opération est également soumise à l'obtention de certaines autorisations réglementaires (notamment les autorisations de la *Financial Conduct Authority* (FCA) et les autorisations au titre du contrôle des concentrations en Autriche, Allemagne et Pologne). L'autorisation de la FCA et des autorités de la concurrence allemande et polonaise ont été obtenues. Compte tenu du calendrier indicatif de l'Opération, l'autorisation au titre du contrôle des concentrations en Autriche ne devrait pas être requise.

#### 2.2.1.4 Calendrier indicatif de l'Opération

Le calendrier indicatif actuel de la mise en œuvre de l'Opération est le suivant :

	Publication des résultats semestriels de Berendsen
26 juillet 2017	Communiqué relatif à l'obtention des autorisations réglementaires et des autorités de concurrence
27 juillet 2017	Publication des résultats semestriels d'Elis
27 juillet 2017	Visa de l'AMF sur le Prospectus Délivrance d'un certificat d'approbation par l'AMF
28 juillet 2017	Publication du Prospectus
28 juillet 2017	Envoi du <i>Scheme Document</i> aux actionnaires de Berendsen
3 août 2017	Date de détachement de l'Acompte sur Dividende
4 août 2017	Date d'enregistrement de l'Acompte sur Dividende
25 août 2017	Date de versement de l'Acompte sur Dividende
31 août 2017 à 11h00 (heure de Londres)	Assemblée Générale de Berendsen Convoquée par la Cour
31 août 2017 à 11h15 (heure de Londres)	Assemblée Générale de Berendsen
31 août 2017 à 15h00	Assemblée Générale d'Elis
7 septembre 2017	Audience de la Cour statuant sur l'approbation du <i>Scheme of Arrangement</i>
8 septembre 2017 à 13h00	Date limite de choix au titre de l'Option Mix and Match

(heure de Londres)	
8 septembre 2017 à 18h00 (heure de Londres)	<i>Scheme Record Time</i> pour les besoins du <i>Scheme of Arrangement</i>
12 septembre 2017	Date à laquelle le <i>Scheme of Arrangement</i> devient « <i>effective</i> »
13 septembre 2017	Décision du directoire d'Elis par laquelle il constate la réalisation des conditions suspensives relatives au <i>Scheme of Arrangement</i> ou, le cas échéant, la renonciation à ces conditions et confirme l'émission des Actions Nouvelles
Au plus tôt le 13 septembre 2017	Emission des Actions Nouvelles
Au plus tôt le 13 septembre 2017	Admission des Actions Nouvelles aux négociations sur Euronext Paris (et radiation des actions Berendsen du London Stock Exchange)
au plus tard le 26 septembre 2017 <sup>45</sup>	Livraison des Actions Nouvelles aux actionnaires de Berendsen
au plus tard le 26 septembre 2017 <sup>46</sup>	Règlement de la rémunération en numéraire aux actionnaires de Berendsen

Le règlement-livraison de la rémunération de l'Opération, en actions et en numéraire, interviendra dans un délai de 14 jours à compter de la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* devient « *effective* », conformément aux dispositions du City Code. En raison des modalités complexes d'émission des Actions Nouvelles et de paiement des montants en espèces dus aux actionnaires de Berendsen, le versement des actions et le paiement en espèces auxdits actionnaires de Berendsen pourraient ne pas intervenir concomitamment.

La date à laquelle l'audience de la Cour statuant sur l'approbation du *Scheme of Arrangement* est prévue et chacune des dates suivantes fixées dans ce calendrier pourront être amenées à être avancées ou retardées. Ces dates dépendront, entre autres, de la date à laquelle les exigences réglementaires et autres Conditions Suspensives du *Scheme of Arrangement* seront satisfaites, ou, le cas échéant, de la date à laquelle il y aura été renoncé.

### 2.2.1.5 Financement de l'Opération

#### *Contrat de Crédit-Relais 2017*

Le 12 juin 2017, un contrat de crédit-relais a été conclu entre (i) Elis, en qualité d'emprunteur, (ii) M.A.J., en qualité de garant, (iii) BNP Paribas et Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, en qualité de chefs de file (*mandated lead arrangers*), teneurs de comptes (*bookrunners*) et preneurs ferme (*underwriters*), (iv) BNP Paribas et Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, en qualité de prêteurs, et (v) BNP Paribas, en qualité d'agent (*facility agent*) (le « **Contrat de Crédit-Relais 2017** »), aux termes duquel les prêteurs se sont engagés à mettre à la disposition d'Elis des lignes de crédit (*term loan facility*) pour un montant total de 1 920 millions d'euros à la date de conclusion du Contrat de Crédit-Relais 2017 (le « **Crédit-Relais 2017** »). Ce contrat a été syndiqué le 13 juillet 2017 auprès de BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, HSBC France et Société Générale en qualité de *bookrunners* et *mandated lead arrangers*, et ING en qualité de *lead arranger*.

L'objet du Crédit-Relais 2017 est de (i) financer la part du prix de l'Opération payable en numéraire, soit 43,4 % du prix de l'Opération, (ii) refinancer en tout ou partie l'endettement financier de Berendsen (et notamment celui qui doit être remboursé en raison de l'Opération), et (iii) financer tous les coûts, honoraires et dépenses liés à l'Opération ainsi qu'à la mise en place et à l'octroi du Crédit-Relais 2017.

<sup>45</sup> A l'issue d'un délai de quatorze jours à compter de la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* devient « *effective* ».

<sup>46</sup> A l'issue d'un délai de quatorze jours à compter de la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* devient « *effective* ».

Le Contrat de Crédit-Relais 2017 contient une obligation de respecter un ratio de levier de Dette Nette Totale rapporté à l'EBITDA Pro-Forma Consolidé (tel que chacun de ces termes est défini dans le Contrat de Crédit-Relais 2017) compris entre 4,50:1 et 3,75:1, et calculé par référence au dernier jour de chaque semestre (30 juin et 31 décembre) sur une période de 12 mois précédant chacune de ces dates comptables.

La maturité du Crédit-Relais 2017 est de 12 mois à compter de la date de son premier tirage, avec une option pour Elis de proroger deux fois cette maturité de 6 mois à chaque fois (soit une durée maximum de 24 mois), sous réserve qu'aucun défaut ne persiste à la date de la demande de prorogation.

Le Crédit-Relais 2017 fera l'objet d'un premier tirage afin de financer le paiement de la part du prix de l'Opération payable en numéraire à la date de réalisation de l'Opération.

Une description détaillée du Contrat de Crédit-Relais 2017 est incluse à la section 1.5.1 « Contrats de financement » de l'Actualisation du Document de Référence.

A la date du Prospectus, le Groupe a couvert le prix d'acquisition des actions Berendsen à hauteur de 950 millions de livres sterling, à un taux de change GBP:EUR de 1 £ : 1,1346 €.

### ***Contrat d'Investissement***

Le 7 juin 2017, la Société et CPPIB, qui détenait alors 4,83 % du capital d'Elis, ont conclu un contrat d'investissement (le « **Contrat d'Investissement** ») aux termes duquel CPPIB s'est engagé auprès de la Société à souscrire 10 131 713 actions nouvelles Elis (les « **Actions CPPIB** ») dans le cadre d'une augmentation de capital réservée (l'« **Augmentation de Capital Réserve** »), à un prix de souscription de 19,74 euros par Action CPPIB, représentant un montant total d'investissement d'environ 200 millions d'euros (le « **Financement CPPIB** »).

Les fonds levés grâce au Financement CPPIB ne seront pas utilisés pour financer la part du prix de l'Opération payable en numéraire mais seront affectés au remboursement des sommes dues au titre du Contrat de Crédit-Relais 2017 contracté par Elis pour le financement de cette Opération et permettre à Elis d'atteindre sa cible de ratio d'endettement 2018 d'environ 3x (cohérent avec son niveau actuel) si l'Opération est réalisée.

Aux termes des stipulations du Contrat d'Investissement :

- Elis s'est engagée à ne pas, jusqu'à la date de réalisation de l'Augmentation de Capital Réserve, i) proposer ou réaliser d'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, ii) proposer ou émettre des titres de capital à tout actionnaire ou tiers autre que CPPIB ou l'un quelconque des actionnaires de la Société listés au chapitre 8 du Document de Référence comme détenant plus de 8 % du capital social de la Société (les « **Investisseurs Première Offre** ») sans avoir préalablement proposé aux Investisseurs Première Offre de souscrire à ces titres de capital, et iii) émettre des titres de capital à l'un quelconque des Investisseurs Première Offre selon des modalités plus favorables que celles offertes aux autres Investisseurs Première Offre et qui dans tous les cas ne peuvent être plus favorables que celles des Actions CPPIB, étant précisé que la Société est autorisée à émettre des titres de capital pour servir les plans d'attribution gratuite d'actions ;
- CPPIB s'est engagé pendant une période de 12 mois à compter de la date de règlement-livraison de l'Augmentation de Capital Réserve à ne pas (i) transférer, directement ou indirectement, la propriété des Actions CPPIB auxquelles il aura souscrit dans le cadre de l'Augmentation de Capital Réserve, (ii) octroyer tout droit ou promesse sur celles-ci ou (iii) annoncer son intention d'effectuer l'une des opérations mentionnées aux (i) et (ii). Il est précisé que CPPIB est toutefois autorisé à apporter tout ou partie des Actions CPPIB dans le cadre d'une offre publique relative aux actions de la Société recommandée par le conseil de surveillance de la Société et déclarée conforme par l'Autorité des Marchés Financiers.

Le Contrat d'Investissement inclut par ailleurs une clause anti-dilution aux termes de laquelle tant que

la participation de CPPIB est au moins égale à 8 % du capital social de la Société, la Société doit faire tous ses efforts pour que CPPIB ait le droit dans le cadre de toute offre future de titres par la Société, en particulier toute offre titre de capital, d'acquérir ou de souscrire à une partie des titres offerts au *pro rata* de sa participation dans le capital social de la Société au même prix par action que celui proposé dans le cadre de l'offre, (i) soit dans le cadre de ladite offre, soit (ii) par tout autre moyen convenu entre les parties de telle sorte que le niveau de participation de CPPIB soit maintenu et, en toutes hypothèses, selon les mêmes modalités que celles s'appliquant à l'acquisition ou à la souscription des titres dont l'offre est proposée à des tiers.

Le Contrat d'Investissement a été conclu pour une durée de 10 ans à compter de sa date de signature et pourra être renouvelé par périodes successives de 3 ans sauf résiliation par l'une des parties par notification écrite adressée à l'autre partie au moins 12 mois avant l'expiration de la période initiale de 10 ans ou de tout période de renouvellement.

Les stipulations du Contrat d'Investissement sont décrites plus en détails dans la section 1.5.2 (« Contrat d'Investissement ») de l'Actualisation du Document de Référence.

Conformément à l'article 212-5 1° du Règlement général de l'AMF, cette augmentation de capital réservée ne donnera pas lieu à l'établissement d'un prospectus car elle porte sur l'admission aux négociations d'un nombre d'actions représentant, sur une période de douze mois, moins de 10 % du nombre d'actions Elis déjà admises aux négociations sur Euronext Paris.

#### **2.2.1.6 Régime fiscal de l'Apport**

Les dispositions suivantes résument certaines conséquences fiscales françaises susceptibles de s'appliquer à la Société et aux actionnaires de Berendsen à l'occasion de l'Apport.

L'attention est néanmoins attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un simple résumé, donné à titre d'information générale, des conséquences fiscales françaises susceptibles de s'appliquer à la Société et aux actionnaires de Berendsen au titre de l'Apport en vertu de la législation en vigueur à ce jour. Les règles dont il est fait mention ci-dessous prennent en compte l'état actuel de la législation française et de la réglementation et sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives et réglementaires qui pourraient être assorties d'un effet rétroactif ou s'appliquer à l'année ou à l'exercice en cours.

Les informations ci-dessous reposent sur la qualification en droit français de l'Apport comme un apport en nature au sens de l'article L. 225-147 du Code de commerce.

Elles ne constituent pas une description exhaustive de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer au titre de l'Apport. Les conséquences fiscales autres que françaises ne sont notamment pas traitées. Pour une description du traitement fiscal du *Scheme of Arrangement* au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, il conviendra de se référer au *Scheme Document*. En particulier, un droit d'enregistrement de 0,5 % sera dû par la Société au Royaume-Uni sur la valeur des actions Berendsen apportées dans le cadre du *Scheme of Arrangement*.

Les actionnaires de Berendsen sont invités à consulter leur conseiller fiscal à propos des dispositions applicables à leur cas particulier dans le cadre de l'Apport.

##### **– Droit d'enregistrement**

En matière de droits d'enregistrement, l'Apport ne devrait entraîner le paiement par la Société que d'un droit fixe de 500 euros par application de l'article 810-I du Code général des Impôts (« CGI »).

## – Taxe sur les transactions financières

La réception d'Actions Nouvelles en rémunération de l'Apport devrait être exonérée de la taxe sur les transactions financières française prévue à l'article 235 ter ZD du Code général des impôts (la « **TTF Française** ») conformément à l'article 235 ter ZD-II-1 du CGI applicable aux émissions de titres de capital.

Les CDIs (*CREST depository interests*) devraient pouvoir être qualifiés de certificats représentatifs d'actions au sens de la Directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008. La remise des CDIs aux actionnaires de Berendsen devrait donc être exonérée de la TTF Française conformément au paragraphe n°10 du Bulletin officiel des Finances Publiques-Impôts (« **BOFIP** »), BOI-TCA-FIN-10-20-20141118, qui exonère l'acquisition subséquente à leur création des certificats représentatifs d'actions dans l'hypothèse où l'action sous-jacente est issue d'une émission de titre de capital.

### **2.2.2. Contrôle de l'Opération**

#### **2.2.2.1 Assemblées générales de Berendsen**

##### **L'Assemblée Générale de Berendsen Convoquée par la Cour**

L'Assemblée Générale de Berendsen Convoquée par la Cour aura lieu le 31 août 2017 (date indicative) sous la direction de la Cour en vue d'obtenir l'approbation du *Scheme of Arrangement* envisagé par les actionnaires de Berendsen qui sont inscrits sur les comptes d'actionnaires de Berendsen à la Date d'Enregistrement ; ces derniers devant être présents en personne ou représentés par un mandataire. Chaque actionnaire présent ou mandataire sera titulaire d'un droit de vote par action détenue. Le projet de *Scheme of Arrangement* devra recueillir le vote favorable de la majorité en nombre des actionnaires de Berendsen inscrits, représentant au moins 75 % des actions Berendsen détenues par les actionnaires inscrits sur le registre des membres de Berendsen à la Date d'Enregistrement (ou de la catégorie ou des catégories concernées, le cas échéant).

##### **L'Assemblée Générale de Berendsen**

L'Assemblée Générale de Berendsen a été convoquée le 31 août 2017 en vue d'obtenir l'accord des actionnaires de Berendsen, aux majorités applicables, sur les résolutions nécessaires pour mettre en oeuvre le *Scheme of Arrangement*, soit 75 % des votes exprimés par les actionnaires présents (ou représentés) lors de l'Assemblée Générale de Berendsen.

Chaque actionnaire présent et votant (ayant le droit de voter) soit en personne, soit par mandataire, à l'Assemblée Générale de Berendsen aura un nombre de droits de vote égal au nombre d'actions ordinaires de Berendsen qu'il/elle détient.

#### **2.2.2.2 L'Assemblée Générale d'Elis**

L'Assemblée Générale d'Elis a été convoquée le 31 août 2017 en vue d'obtenir l'approbation, à la majorité des deux tiers des votes dont disposent les actionnaires d'Elis présents ou représentés, des résolutions nécessaires pour autoriser l'émission des Actions Nouvelles dans le cadre de l'Opération.

Le Conseil d'Elis a l'intention de recommander de manière unanime aux actionnaires d'Elis de voter en faveur des résolutions qui seront proposées à l'Assemblée Générale d'Elis.

#### **2.2.2.3 Conseil d'Elis**

Conformément à l'article 20.IV.b des statuts de la Société, le Conseil d'Elis réuni le 19 juillet 2017 a approuvé le principe de l'augmentation de capital de la Société en vue de rémunérer l'Apport conformément aux termes de l'Opération, qui ont été présentés au Conseil d'Elis et a donné pouvoir

au directoire pour déterminer le nombre d'Actions Nouvelles à émettre dans le cadre de ladite augmentation de capital.

#### **2.2.2.4 Avis des Commissaires aux Apports**

Par ordonnance en date du 28 juin 2017, le Président du tribunal de commerce de Nanterre a désigné M. Olivier Peronnet (associé du cabinet Finexsi) et Mme Dominique Mahias (associée du cabinet Didier Kling & Associés) en qualité de commissaires aux apports (les « **Commissaires aux Apports** »).

Conformément aux articles L. 225-147, R. 225-8 et suivants et R. 225-136 et suivants du Code de commerce et à la position-recommandation de l'AMF n° 2011-11, les Commissaires aux Apports ont apprécié dans leurs rapports la valeur globale de l'Apport et la rémunération de l'Apport.

Les rapports des Commissaires aux Apports, en date du 27 juillet 2017, ont été mis à la disposition des actionnaires d'Elis et déposés au greffe du Tribunal de commerce de Nanterre conformément aux dispositions légales et réglementaires. Leurs conclusions sont reproduites à la section 2.7.3 « Expertise de la valeur et de la rémunération de l'Apport par les Commissaires aux Apports » de la Note d'Opération.

#### **2.2.2.5 Décisions de la Cour**

Conformément au *Companies Act* de 2006, le *Scheme of Arrangement* devra être approuvé par la Cour. Il est actuellement prévu que l'audience de la Cour statuant sur l'approbation du *Scheme of Arrangement* devrait se tenir le 7 septembre 2017 (date indicative), même si cette date est susceptible d'être modifiée tel que décrit dans le *Scheme Document* et dans le calendrier indicatif figurant à la section 2.2.1.4 « Calendrier indicatif de l'Opération » de la Note d'Opération.

Le *Scheme of Arrangement* deviendra « *effective* » dès qu'une copie de l'Ordonnance de la Cour statuant sur l'approbation du *Scheme of Arrangement* aura été déposée au *Registrar of Companies*.

Une fois que le *Scheme of Arrangement* sera devenu « *effective* », il s'imposera à tous les actionnaires de Berendsen participant au *Scheme of Arrangement*, qu'ils aient ou non voté en faveur du *Scheme of Arrangement* lors de l'Assemblée Générale de Berendsen Convoquée par la Cour ou de l'Assemblée Générale de Berendsen.

Si le *Scheme of Arrangement* devait ne pas devenir « *effective* » avant le 31 décembre 2017, ou toute autre date postérieure dont Elis et Berendsen conviendraient avec l'accord de la Cour et du *U.K. Takeover Panel* (le « **Panel** »), le *Scheme of Arrangement* ne deviendrait pas « *effective* » et l'Opération ne serait pas réalisée.

#### **2.2.3. Accords de coopération relatifs à la mise en œuvre de l'Opération et du Scheme**

Elis a reçu des engagements irrévocables de chacun des administrateurs de Berendsen de voter en faveur du *Scheme of Arrangement* lors de l'Assemblée Générale de Berendsen Convoquée par la Cour et des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée Générale de Berendsen pour la mise en œuvre du *Scheme of Arrangement*. Ces engagements irrévocables portent sur un total de 572 144 actions Berendsen, soit environ 0,33 % du capital émis de Berendsen au 9 juin 2017.

Par ailleurs, Eurazeo SE et Legendre Holding 27 SAS se sont engagés envers Elis, par acte séparé en date du 7 juin 2017, à voter en faveur de l'augmentation de capital (i) relative à l'émission des Actions Nouvelles et (ii) réservée à l'émission des Actions CPPIB, lors de l'Assemblée Générale

d'Elis, au titre des 23 635 032 actions Elis qu'ils détiennent et qui représentent 42 892 699 droits de vote, soit environ 26,8 % des droits de vote<sup>47</sup> théoriques d'Elis au 30 juin 2017.

Predica Prévoyance Dialogue du Crédit Agricole (« **Predica** ») s'est engagé envers Elis, par acte séparé en date du 7 juin 2017, à voter en faveur de l'augmentation de capital (i) relative à l'émission des Actions Nouvelles et (ii) réservée à l'émission des Actions CPPIB, lors de l'Assemblée Générale d'Elis, au titre des 13 991 662 actions Elis qu'il détient et qui représentent 13 991 662 droits de vote, soit environ 8,8 % des droits de vote théoriques d'Elis au 30 juin 2017.

CPPIB s'est engagé envers Elis, dans le cadre du Financement CPPIB, à voter en faveur de l'augmentation de capital relative à l'émission des Actions Nouvelles lors de l'Assemblée Générale d'Elis, au titre des 6 769 248 actions Elis qu'il détient et qui représentent 6 769 248 droits de vote, soit environ 4,2 % des droits de vote théoriques d'Elis au 30 juin 2017.

MM. Xavier Martiré et Louis Guyot se sont irrévocablement engagés, par actes séparés en date du 12 juin 2017, à voter en faveur de l'augmentation de capital relative à l'émission des Actions Nouvelles lors de l'Assemblée Générale d'Elis, au titre des actions Elis détenues par eux et, le cas échéant, leurs proches, soit respectivement 153 119 et 44 338 actions Elis, qui représentent respectivement 239 041 et 67 401 droits de vote, soit un total représentant environ 0,19 % des droits de vote théoriques d'Elis au 30 juin 2017.

Des engagements de vote ont donc été reçus en faveur de l'augmentation de capital relative (i) à l'émission des Actions Nouvelles à hauteur de 44 593 399 actions Elis représentant 63 960 051 droits de vote, soit environ 40 % des droits de vote théoriques d'Elis et (ii) réservée à l'émission des Actions CPPIB à hauteur de 37 626 694 actions Elis représentant 56 884 361 droits de vote, soit environ 35,6 % des droits de vote théoriques d'Elis, au 30 juin 2017.

#### **2.2.4. Accords relatifs au financement de l'Opération**

Les accords relatifs au financement de l'Opération sont décrits à la section 2.2.1.5 « Financement de l'Opération » de la Note d'Opération.

#### **2.2.5. Rémunération de l'Apport**

Pour Elis, le *Scheme of Arrangement* se traduira par (a) l'Apport et (b) l'acquisition en numéraire d'environ 43,4 % du capital émis de Berendsen<sup>48</sup>.

Afin de rémunérer l'Apport, le capital d'Elis sera augmenté par émission de 69 052 152 actions nouvelles d'un euro de valeur nominale chacune (les « **Actions Nouvelles** »), pour un montant total de 69 052 152 euros. Les Actions Nouvelles seront attribuées aux actionnaires de Berendsen.

##### **2.2.5.1 Nature, catégorie et jouissance des valeurs mobilières offertes et admises à la négociation**

Les Actions Nouvelles dont l'admission aux négociations sur Euronext Paris est demandée sont des actions ordinaires, d'un euro de valeur nominale chacune et de même catégorie que les actions existantes de la Société. Elles porteront jouissance courante et donneront droit à toutes les distributions effectuées par la Société à compter de leur émission.

Les Actions Nouvelles feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur Euronext Paris. Les Actions Nouvelles seront admises aux négociations sur Euronext Paris à compter du jour suivant la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* deviendra « *effective* », soit le 13 septembre

<sup>47</sup> Les actions Elis en circulation au 30 juin 2017 représentent un nombre total de 159 826 925 droits de vote (y compris les droits de vote attachés aux actions auto-détenues).

<sup>48</sup> Sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 19,90 € et d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,138 €, les termes de l'Opération valorisant ainsi chaque action Berendsen à 12,45 £ (hors Acompte sur Dividende).

2017 (date indicative), ou peu après celle-ci. Elles seront immédiatement assimilées aux actions existantes de la Société, déjà négociées sur Euronext Paris, et seront négociables, à compter de cette date sur la même ligne de cotation que ces actions sous le même code ISIN : FR0012435121.

### **2.2.5.2 Forme et mode d'inscription en compte des actions**

Les Actions Nouvelles pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Dans le cadre de l'Opération, les actionnaires de Berendsen participant au *Scheme of Arrangement* qui recevront des CDIs pourront choisir de détenir les Actions Nouvelles sous-jacentes directement, soit sous la forme nominative, soit, au choix du titulaire, sous la forme au porteur, tel que ceci est décrit à la section 2.2.5.3 « Emission de CDIs (CREST depository interests) représentant des droits aux Actions Nouvelles » de la Note d'Opération.

Conformément à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier, elles seront obligatoirement inscrites en compte-titres tenu, selon le cas, par la Société ou un intermédiaire habilité.

En conséquence, les droits des titulaires seront représentés par une inscription sur un compte-titres ouvert à leur nom dans les livres :

- de BNP Paribas Securities Services, pour les actions conservées sous la forme nominative pure ;
- d'un intermédiaire habilité de leur choix et de BNP Paribas Securities Services, mandaté par la Société, pour les actions conservées sous la forme nominative administrée ; ou
- d'un intermédiaire habilité de leur choix pour les actions conservées sous la forme au porteur.

Conformément aux articles L. 211-15 et L. 211-17 du Code monétaire et financier, les Actions Nouvelles se transmettront par virement de compte à compte et le transfert de propriété des Actions Nouvelles résultera de leur inscription au compte-titres du détenteur.

Les Actions Nouvelles feront l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear France qui assurera la compensation des actions entre teneurs de compte-conservateurs. Elles feront également l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear Bank S.A./N.V. et de Clearstream Banking, société anonyme (Luxembourg).

Selon le calendrier indicatif de l'Opération, il est prévu que les Actions Nouvelles soient inscrites en compte-titres à compter de leur émission ou peu après cette date.

### **2.2.5.3 Emission de CDIs (CREST depository interests) représentant des droits aux Actions Nouvelles**

#### **Actions Berendsen détenues sous forme dématérialisée (via CREST)**

Contrairement aux actions Berendsen, les Actions Nouvelles ne peuvent pas être détenues, transférées ou livrées par l'intermédiaire des systèmes de règlement-livraison CREST. Pour cette raison, les actionnaires de Berendsen participant au *Scheme of Arrangement* qui détiennent leurs actions Berendsen sous forme dématérialisée par l'intermédiaire de CREST (directement ou par l'intermédiaire d'un courtier ou d'un agent doté d'un compte CREST) immédiatement avant 18h le jour ouvré qui suit la date à laquelle la Cour a approuvé le *Scheme of Arrangement* (le « **Scheme Record Time** ») ne recevront pas directement des Actions Nouvelles mais recevront des certificats dématérialisés. Ces certificats dématérialisés sont des « **CDIs** » (*CREST depository interests*). Un CDI Elis représentera une action Elis. Les CDIs refléteront les droits économiques attachés aux Actions Nouvelles. Cependant, alors que les détenteurs de CDIs Elis auront un intérêt dans les Actions Nouvelles sous-jacentes, ils ne seront pas les détenteurs inscrits des Actions Nouvelles.

Les CDIs Elis auxquels les actionnaires participant au *Scheme of Arrangement* auront droit au titre du *Scheme of Arrangement* seront enregistrés, détenus et livrés par l'intermédiaire de CREST et reliés aux Actions Nouvelles sous-jacentes par l'intermédiaire du CREST International Settlement Links Service et, en particulier, de SIX SIS AG. Ce lien opère via les services de CREST International Nominees Limited, qui est un participant de SIX SIS AG. Dans le cadre du CREST International Settlement Links Service, CREST Depository Limited, une filiale d'Euroclear, émet des certificats dématérialisés représentant des droits sur des titres financiers autres que des titres financiers britanniques (à l'instar des Actions Nouvelles) appelés CDIs, qui peuvent être détenus, transférés, et livrés exclusivement par l'intermédiaire du système CREST. Les détenteurs de CDIs, en annulant leurs CDIs, pourront transférer leurs actions sous-jacentes à un participant sur le système de règlement livraison (SIX SIS AG) au moyen d'un « Règlement-Livraison *Cross-Border* ».

Les modalités en vertu desquelles les CDIs sont émis et détenus au travers de CREST sont décrites dans le Manuel CREST (et notamment dans un acte de droit anglais (*deed poll*) inclus dans le Manuel International CREST) et les conditions générales CREST adoptées par Euroclear. Lors du règlement-livraison, Elis ordonnera à son agent de transfert de créditer les Actions Nouvelles par l'intermédiaire de SIX SIS AG sur les comptes-titres de CREST International Nominees Limited, en qualité de représentant de CREST Depository Limited. CREST Depository Limited émettra ensuite les CDIs Elis au travers de CREST à Computershare Investor Services PLC en tant qu'agent, en vue de leur règlement-livraison dans le système CREST sur le compte-titres par l'intermédiaire duquel les actionnaires participant au *Scheme of Arrangement* détenaient antérieurement des actions Berendsen. Des frais de garde, déterminés par CREST, seront facturés aux détenteurs de CDIs au titre du CREST International Settlement Links Service.

Le dépositaire inscrit des Actions Nouvelles représentées par des CDIs Elis sera CREST International Nominees Limited qui les détiendra par l'intermédiaire de SIX SIS AG soit directement, soit par l'intermédiaire d'un sous-dépositaire représentant CREST Depository Limited. CREST Depository Limited détiendra ces Actions Nouvelles par l'intermédiaire d'une fiducie (*trust*) (en tant que *bare trustee* de droit anglais) pour les actionnaires participant au *Scheme of Arrangement* et détenant leurs actions Berendsen sous forme dématérialisée qui recevront des CDIs Elis.

A compter du *Scheme Record Time*, chaque participation en actions Berendsen enregistrée sur un compte-titre dans CREST sera désactivée et toutes les actions Berendsen seront retirées de CREST. Euroclear aura pour instruction de créditer les comptes-titres appropriés sur CREST des actionnaires ayant droit à des CDIs représentant des Actions Nouvelles dans un délai de 14 jours à compter de la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* devient « *effective* ». Le compte-titre concerné sera un compte ouvert avec la même identité et le même compte de membre que ceux par l'intermédiaire desquels les actionnaires de Berendsen détiennent leurs actions Berendsen.

### **Actions Berendsen détenues sous forme matérialisée (en dehors de CREST)**

Elis a désigné une entité du groupe Computershare en tant que *nominee* et *bare trustee* (le « **Computershare Nominee** ») pour les actionnaires de Berendsen éligibles (c'est-à-dire les actionnaires de Berendsen qui ne sont pas situés dans une Juridiction Restreinte ou dans une juridiction dans laquelle le *Computershare Nominee* ne peut opérer le Dispositif CSN (tel que défini ci-après)) qui détiennent leurs actions Berendsen sous forme matérialisée (en dehors du système CREST) immédiatement avant le *Scheme Record Time*. Le *CSN Facility* (le « **Dispositif CSN** ») permettra aux détenteurs d'actions Berendsen sous forme matérialisée de s'affranchir de l'obligation de créer un compte auprès d'un intermédiaire financier français autorisé, et de faciliter la négociation des Actions Nouvelles et des CDIs Elis.

Contrairement aux actions Berendsen, les Actions Nouvelles ne peuvent pas être détenues, transférées ou livrées par l'intermédiaire des systèmes de règlement-livraison CREST. Le

*Computershare Nominee* impose que les titres qu'il détient puissent être échangés, transférés et détenus par l'intermédiaire du système de règlement-livraison CREST. Afin de permettre au *Computershare Nominee* de détenir les Actions Nouvelles pour le compte des actionnaires de Berendsen éligibles qui détiennent leurs actions Berendsen sous forme matérialisée immédiatement avant le *Scheme Record Time*, CREST Depository Limited émettra des CDIs Elis représentant les Actions Nouvelles, qui seront détenus par le *Computershare Nominee* pour le compte des actionnaires de Berendsen. Un CDI Elis représentera une action Elis. Les CDIs Elis reflèteront les droits économiques attachés aux Actions Nouvelles. Cependant, alors que les détenteurs de CDIs Elis auront un intérêt dans les Actions Nouvelles sous-jacentes, ils ne seront pas les détenteurs inscrits des Actions Nouvelles.

Chaque actionnaire Berendsen qui détient des actions Berendsen sous forme matérialisée, immédiatement avant le *Scheme Record Time*, recevra ses droits sur les Actions Nouvelles par l'intermédiaire du Dispositif CSN, à moins que cet actionnaire qui détient ses actions Berendsen sous forme matérialisée ne décide volontairement de sortir du Dispositif CSN en informant Equiniti par écrit ou à moins qu'il ne soit pas éligible au Dispositif CSN parce qu'il est résident d'une juridiction dans laquelle le *Computershare Nominee* ne peut juridiquement pas opérer, ou ne dispose pas de l'autorisation ou de la licence requise afin d'opérer le Dispositif CSN. Les termes et modalités selon lesquels les CDIs Elis sont détenus par le *Computershare Nominee* au titre du Dispositif CSN sont décrits à la section 16 (*Terms and Conditions of the CSN Facility*) du *Scheme Document*.

Dans un délai de 14 jours suivant la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* devient « effective », le *Computershare Nominee* adressera aux actionnaires de Berendsen participant au Dispositif CSN une déclaration au titre du Dispositif CSN. En ce qui concerne les actionnaires de Berendsen qui détiennent leurs actions Berendsen sous forme matérialisée, mais qui :

- ne peuvent bénéficier du Dispositif CSN ; ou
- décident de sortir du Dispositif CSN en renvoyant un formulaire de retrait du Dispositif CSN à Equiniti conformément à la procédure décrite ci-dessous,

Equiniti transmettra les informations relatives à ces actionnaires au *Computershare Nominee* et à BNP Paribas Securities Services, l'intermédiaire financier désigné par Elis pour tenir le registre des actionnaires Elis. Sous réserve du respect des procédures applicables aux nouveaux clients du teneur de comptes d'Elis, ce dernier fera en sorte que les titulaires puissent détenir leurs Actions Nouvelles directement, sous la forme nominative. Des informations complémentaires sur les conditions dans lesquelles il est possible de détenir les actions Elis, de même que sur les autres droits attachés aux actions Elis, sont décrites dans la Partie 8 (*Description of Elis Shares*) du *Scheme Document*. A l'exception de ce qui est prévu dans les termes et modalités du Dispositif CSN (décrits dans la Partie 16 (*Terms and conditions of the CSN Facility*) du *Scheme Document*, telle que rédigée à la date du *Scheme Document*), y compris en ce qui concerne les frais de change, aucune commission ne sera exigible de la part des détenteurs de CDIs Elis en ce qui concerne le Dispositif CSN.

Le Dispositif CSN est un dispositif soutenu par Elis. Ceci signifie que les détenteurs de CDIs Elis recourant au Dispositif CSN ne se verront pas facturer des frais annuels. Des frais seront néanmoins dus par les détenteurs de CDIs Elis au titre du Dispositif CSN dans certaines circonstances. Ces circonstances sont décrites dans les modalités du Dispositif CSN (à la date du *Scheme Document* et telles que décrites dans la partie 16 (*Terms and Conditions of the CSN Facility*) du *Scheme Document*).

Les détenteurs de CDIs au travers du Dispositif CSN après la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* est devenu « effective », qui souhaitent :

- céder tout ou partie de leurs CDIs Elis ; ou

- annuler leurs CDIs Elis et détenir les Actions Nouvelles sous-jacentes, directement ou par l'intermédiaire de leur propre participant,

peuvent le faire conformément aux termes et modalités du Dispositif CSN en prenant contact avec le *Computershare Nominee*.

### **Procédure de retrait du Dispositif CSN**

Les actionnaires de Berendsen qui détiennent leurs actions Berendsen sous forme matérialisée et qui souhaitent se retirer du Dispositif CSN pour détenir leurs Actions Nouvelles directement sur le registre d'Elis tenu en France (et recevoir une attestation d'inscription en compte) doivent compléter et renvoyer le formulaire de retrait du Dispositif CSN à Equinity, Corporate Actions, Aspect House, Spencer Road, Lancing, West Sussex BN99 6DA. Les formulaires de retrait du Dispositif CSN devront être reçus le plus tôt possible et en tout état de cause avant le 8 septembre 2017 à 13h (heure de Londres). Il convient cependant de noter que dans l'hypothèse où le formulaire de retrait du Dispositif CSN n'est pas renvoyé avant le 31 août 2017 à 11h (heure de Londres) (soit à la date de l'Assemblée Générale convoquée par la Cour), les dispositifs permettant aux actionnaires de Berendsen de détenir directement leurs Actions Nouvelles ne pourront pas être mis en œuvre avant la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* est devenu « *effective* » et seront mis en œuvre environ 15 jours après la réception du formulaire de retrait du Dispositif CSN par Equiniti.

Les informations requises dans le formulaire de retrait du Dispositif CSN (ainsi que dans tous les formulaires fournis par BNP Paribas Securities Services dans le cadre de ses nouvelles procédures clients) sont nécessaires pour permettre d'inscrire au nom de chaque actionnaire de Berendsen les Actions Nouvelles auxquelles ils ont droit dans le registre d'Elis. Si le formulaire de retrait du Dispositif CSN (ainsi que tous les formulaires fournis par le teneur de registre d'Elis dans le cadre de ses nouvelles procédures clients) n'est pas renvoyé, cela pourrait affecter la possibilité pour BNP Paribas Securities Services : (i) d'inscrire les Actions Nouvelles au nom de l'actionnaire de Berendsen correspondant ; (ii) d'envoyer à cet actionnaire tous les documents relatifs à sa participation (notamment les relevés de comptes) ; ou (iii) de lui verser les dividendes ou les autres revenus auxquels il est susceptible d'avoir droit, ce qui pourrait entraîner des retenues à la source plus importantes sur ces paiements. Les actionnaires de Berendsen qui se retireront du Dispositif CSN ne pourront pas utiliser le *Dealing Facility*. Ils seront conseillés séparément par BNP Paribas Securities Services quant au processus de négociation de leurs actions.

### **Droits attachés aux CDIs**

Les détenteurs de CDIs Elis ne peuvent pas participer en personne aux assemblées générales d'actionnaires d'Elis en raison de la nature de leurs droits sur les Actions Nouvelles. Pour leur permettre d'exercer les droits attachés aux Actions Nouvelles sous-jacentes, Elis conclura des accords en vertu desquels les détenteurs de CDIs Elis pourront :

- recevoir les avis relatifs aux assemblées générales d'actionnaires d'Elis ;
- donner des instructions de vote lors des assemblées générales d'actionnaires d'Elis ; et
- avoir accès ou recevoir, à leur demande, des exemplaires du document de référence d'Elis ainsi que les procurations et tout autre document préparé par Elis pour ses actionnaires.

A l'exception de ce qui est mentionné ci-dessus, les détenteurs de CDIs Elis seront considérés comme s'ils étaient les détenteurs inscrits des Actions Nouvelles représentées par leurs CDIs Elis, dans la mesure où la loi applicable et les conditions et modalités applicables à CREST le permettent.

Tous les dividendes payés à raison des Actions Nouvelles seront payés aux détenteurs de CDIs Elis par Euroclear dans la devise dans laquelle ils sont distribués. S'agissant des CDIs Elis détenus par

l'intermédiaire du *Computershare Nominee*, dans l'hypothèse où cette devise ne serait pas la livre sterling, le *Computershare Nominee* convertira cette devise en livre sterling et tous les dividendes payés aux participants du Dispositif CSN seront payés en livre sterling. Le *Computershare Nominee* distribuera tous les dividendes aux détenteurs de CDIs Elis conformément aux modalités du Dispositif CSN.

Les droits de vote double susceptibles d'être attachés aux actions Elis ne bénéficieront qu'aux actionnaires ayant des actions intégralement libérées et qui détiennent leurs actions Elis au nominatif dans le registre d'Elis pendant deux années consécutives. Les Actions Nouvelles sous-jacentes aux CDIs seront détenues au porteur. En conséquence, les détenteurs de CDIs Elis ne pourront pas bénéficier de droits de vote double.

Postérieurement à la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* deviendra « effective », les détenteurs de CDIs Elis qui souhaiteraient transférer leurs CDIs Elis détenus par le *Computershare Nominee* sans les vendre par l'intermédiaire du *Dealing Facility* devront préalablement retirer leurs CDIs Elis du Dispositif CSN. Les CDIs Elis retirés du Dispositif CSN (et non immédiatement annulés) peuvent être transférés par le détenteur de ces CDIs Elis sur le compte d'un autre membre de CREST. Le détenteur de ces CDIs Elis peut également demander que les Actions Nouvelles sous-jacentes soient inscrites à son nom dans le registre des actionnaires d'Elis. Les dispositifs prévus par le *Computershare Nominee* dans le but de faciliter ce qui précède sont soumis aux termes et modalités du Dispositif CSN (décrits dans la Partie 16 (*Terms and conditions of the CSN Facility*) du *Scheme Document*, telle que celle-ci est rédigée à la date du *Scheme Document*), y compris en ce qui concerne les commissions dues au *Computershare Nominee*.

#### **2.2.5.5 Devise d'émission**

L'émission des Actions Nouvelles est réalisée en euro.

#### **2.2.5.6 Droits attachés aux Actions Nouvelles**

Les Actions Nouvelles seront, dès leur création, soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société et aux lois et réglementations en vigueur. En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux Actions Nouvelles sont décrits ci-dessous.

#### **Droit à dividendes – Droit de participation aux bénéfices de l'émetteur**

Les actionnaires de la Société ont droit aux bénéfices dans les conditions définies par les articles L. 232-10 et suivants du Code de commerce.

Les Actions Nouvelles porteront jouissance courante et donneront droit à toutes les distributions effectuées par la Société à compter de leur émission. Il est toutefois précisé que les titulaires d'Actions Nouvelles ne pourront pas percevoir le montant de la distribution exceptionnelle de 0,37 euro par action dans la mesure où sa mise en paiement est intervenue le 31 mai 2017 à la suite de l'assemblée générale mixte des actionnaire d'Elis du 19 mai 2017.

Les statuts de la Société prévoient que, sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé un montant d'au moins 5 % pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi, étant précisé que ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale a atteint le dixième du capital social, mais reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, cette réserve devient inférieure à ce pourcentage.

Nonobstant les stipulations du paragraphe précédent, l'assemblée générale des actionnaires peut décider le report à nouveau de tout ou partie du bénéfice distribuable, son affectation à des fonds de réserve généraux ou spéciaux ou sa distribution aux actionnaires à titre de dividendes.

En outre, l'assemblée générale des actionnaires peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle.

Cependant, hors le cas de réduction du capital social, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres de la Société sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital social augmenté des réserves que la loi ou les statuts de la Société ne permettent pas de distribuer.

L'assemblée générale des actionnaires, statuant sur les comptes de l'exercice, peut ainsi accorder un dividende à l'ensemble des actionnaires (article L. 232-12 du Code de commerce), qui sera prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice concerné.

Il peut également être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice (article L. 232-12 du Code de commerce).

L'assemblée générale des actionnaires a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende, soit en numéraire, soit en actions émises par la Société (articles L. 232-18 et suivants du Code de commerce).

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice. La prolongation de ce délai peut être accordée par décision de justice.

Toutes actions contre la Société en vue du paiement des dividendes dus au titre des actions seront prescrites à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de leur date d'exigibilité. Par ailleurs, les dividendes seront également prescrits au profit de l'État à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de leur date d'exigibilité.

Les dividendes versés à des non-résidents sont en principe soumis à une retenue à la source (voir section 2.3 « Régime fiscal applicable aux Actions Nouvelles » de la Note d'Opération).

La politique de distribution de dividendes de la Société est décrite à la section 8.6.1 (« *Politique de distribution de dividendes* ») du Document de Référence.

## **Droit de vote**

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix (article L. 225-122 du Code de commerce).

Les statuts de la Société ne font pas usage de la faculté de pouvoir déroger à l'attribution d'un droit de vote double prévue à l'article L. 225-123 al. 3 du Code de commerce. Un droit de vote double est attribué à compter du 3 avril 2016 au profit des actions entièrement libérées ayant fait l'objet d'une détention continue au nominatif par un même actionnaire pendant une durée minimum de deux (2) ans.

Conformément à l'article L. 225-123 al. 2 du Code de commerce, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, le droit de vote double est accordé dès leur émission aux Actions Nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

Ce droit de vote double peut s'exercer à l'occasion de toute assemblée générale des actionnaires de la Société.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-124 du Code de commerce, toute action convertie au porteur ou dont la propriété est transférée perd le droit de vote double. Néanmoins, le transfert de propriété par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai visé ci-dessus. À compter du 10 juin 2017, conformément à la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, il en est de même, sauf stipulation contraire des statuts de la Société, en cas de transfert par suite d'une fusion ou d'une scission d'une société actionnaire.

### **Franchissements de seuils légaux et statutaires**

Sans préjudice des obligations d'informer la Société et l'AMF en cas de franchissement des seuils de détention fixés par la loi et le règlement général de l'AMF, l'article 8 des statuts de la Société prévoit que toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir, ou cesse de détenir, directement ou indirectement, une fraction égale ou supérieure à 1 % du capital social ou des droits de vote de la Société, ou tout multiple de ce pourcentage, y compris au-delà des seuils de déclaration prévus par les dispositions légales et réglementaires, doit informer la Société du nombre total d'actions et de droits de vote qu'elle possède ainsi que des valeurs mobilières donnant accès au capital et aux droits de vote qui y sont potentiellement attachées au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée au siège social au plus tard à la clôture du quatrième jour de bourse suivant le jour du franchissement de seuil. Pour la détermination de ces seuils, il sera tenu compte également des actions détenues indirectement et des actions assimilées aux actions possédées telles que définies par les dispositions de l'article L. 233-7 du Code de commerce.

En cas de non-respect des dispositions prévues ci-dessus, les sanctions prévues par la loi en cas d'observation de l'obligation de déclaration de franchissement des seuils légaux ne s'appliqueront aux seuils statutaires que sur demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 1 % au moins du capital ou des droits de vote de la Société.

La Société se réserve la faculté de porter à la connaissance du public et des actionnaires soit les informations qui lui auront été notifiées, soit le non-respect de l'obligation susvisée par la personne concernée.

### **Droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie**

Les actions comportent un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital décidées par la Société. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital immédiate ou à terme. Lorsque le droit préférentiel de souscription n'est pas détaché d'actions négociables, il est cessible dans les mêmes conditions que l'action elle-même. Dans le cas contraire, ce droit est négociable pendant une durée égale à celle de l'exercice du droit de souscription par les actionnaires mais qui débute avant l'ouverture de celle-ci et s'achève avant sa clôture. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription (articles L. 225-132 et L. 228-91 à L. 228-93 du Code de commerce).

L'assemblée générale des actionnaires qui décide ou autorise une augmentation de capital immédiate ou à terme peut supprimer le droit préférentiel de souscription pour la totalité de l'augmentation de capital ou pour une ou plusieurs tranches de cette augmentation et peut prévoir ou autoriser un délai de priorité de souscription en faveur des actionnaires (article L. 225-135 du Code de commerce).

L'émission sans droit préférentiel de souscription peut être réalisée, soit par offre au public, soit dans la limite de 20 % du capital social par an, par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (offre à des investisseurs qualifiés ou cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre) et le prix d'émission est au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximum de 5 % (articles L. 225-136 1° al. 1<sup>er</sup> et 3° et R. 225-119 du Code de commerce).

Toutefois, dans la limite de 10% du capital social par an, l'assemblée générale des actionnaires peut autoriser le directoire à fixer le prix d'émission selon des modalités qu'elle détermine (article L. 225-136 1° al. 2 du Code de commerce).

L'assemblée générale des actionnaires peut également supprimer le droit préférentiel de souscription lorsque la Société procède à une augmentation de capital :

- réservée à une ou plusieurs personnes nommément désignées ou à des catégories de personnes répondant à des caractéristiques qu'elle fixe. Le prix d'émission ou les conditions de fixation de ce prix sont déterminés par l'assemblée générale extraordinaire sur rapport du directoire et sur rapport spécial des commissaires aux comptes (article L. 225-138 du Code de commerce) ; ou
- à l'effet de rémunérer des titres financiers apportés à une offre publique d'échange sur des titres financiers d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou membre de l'Organisation de coopération et de développement économique. Dans ce cas, les commissaires aux comptes doivent se prononcer sur les conditions et conséquences de l'émission (article L. 225-148 du Code de commerce).

Par ailleurs, l'assemblée générale des actionnaires peut décider de procéder à une augmentation de capital :

- en vue de rémunérer des apports en nature. La valeur des apports est soumise à l'appréciation d'un ou plusieurs commissaires aux apports. L'assemblée générale des actionnaires peut déléguer au directoire les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à une augmentation de capital, dans la limite de 10% du capital social, en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (article L. 225-147 du Code de commerce) ;
- réservée aux adhérents (salariés de la Société ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce) d'un plan d'épargne d'entreprise (article L. 225-138-1 du Code de commerce). Le prix de souscription ne peut être inférieur de plus de 20% à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription (article L. 3332-19 du Code du travail) ; ou
- par voie d'attribution gratuite d'actions aux membres du personnel salarié de la Société ou de sociétés du groupe auquel elle appartient, de certaines catégories d'entre eux, ou de leurs mandataires sociaux, dans la limite de 10% du capital social de la Société (articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce).

Enfin, la Société peut attribuer des options de souscription d'actions aux membres du personnel salarié de la Société ou de sociétés du groupe auquel elle appartient, de certaines catégories d'entre eux, ou de leurs mandataires sociaux, dans la limite du tiers du capital social de la Société (articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce).

### **Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation**

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

### **Clauses de rachat – Clauses de conversion**

Les statuts de la Société ne prévoient pas de clause de rachat particulière ou de conversion des actions.

## **Identification des détenteurs de titres**

La Société est en droit, conformément aux statuts de la Société et dans les conditions législatives et réglementaires en vigueur, de demander, à tout moment, contre rémunération à sa charge, au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres de capital, selon le cas, le nom ou la dénomination, la nationalité, l'année de naissance ou l'année de constitution et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres de capital détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont lesdits titres peuvent être frappés.

S'il s'agit de titres de forme nominative, donnant accès immédiatement ou à terme au capital social de la Société, l'intermédiaire inscrit dans les conditions prévues à l'article L. 228-1 du Code de commerce est tenu, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la demande, de révéler l'identité des propriétaires de ces titres sur simple demande de la Société ou de son mandataire, laquelle demande peut être présentée à tout moment.

La Société, au vu de la liste transmise par le dépositaire central, a la faculté de demander, soit par l'entremise de ce dépositaire central, soit directement, dans les mêmes conditions et sous peine de sanctions, aux personnes figurant sur cette liste et dont la Société estime qu'elles pourraient être inscrites pour compte de tiers, l'identité des propriétaires des titres ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux.

Lorsque la personne qui a fait l'objet d'une demande de renseignements n'a pas transmis les informations dans les délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ou a transmis des renseignements incomplets ou erronés relatifs soit à sa qualité, soit aux propriétaires des titres, les actions ou les titres donnant accès immédiatement ou à terme au capital et pour lesquels cette personne a été inscrite en compte sont privés des droits de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à la date de régularisation de l'identification, et le paiement du dividende correspondant est différé jusqu'à cette date.

Aussi longtemps que la Société estime que certains détenteurs dont l'identité lui a été communiquée le sont pour le compte de tiers propriétaires des titres, elle est en droit de demander à ces détenteurs de révéler l'identité des propriétaires de ces titres, ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux (articles L. 228-2 et suivants du Code de commerce).

### **2.2.5.7 Date prévue d'émission des Actions Nouvelles**

Les Actions Nouvelles seront émises le jour suivant la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* deviendra « *effective* », soit le 13 septembre 2017 (date indicative), ou peu après celle-ci.

### **2.2.5.8 Restrictions à la libre négociabilité des Actions Nouvelles**

Aucune clause statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société. Des restrictions additionnelles à la libre négociabilité des actions de la Société pourraient s'appliquer aux affiliés d'Elis, tel que ceci est décrit au paragraphe « Remarque destinée aux investisseurs américains » dans la section « Remarques générales » de la Note d'Opération.

### **2.2.5.9 Offres publiques d'acquisition lancées par des tiers sur le capital de l'émetteur durant le dernier exercice et l'exercice en cours**

Aucune offre publique d'acquisition émanant de tiers n'a été lancée sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours.

## **2.3. Régime fiscal applicable aux Actions Nouvelles**

### **2.3.1. Imposition en France**

Les dispositions suivantes résument certaines conséquences fiscales françaises en matière de prélèvements à la source sur les revenus d'actions de la Société, susceptibles de s'appliquer aux actionnaires, personnes physiques ou personnes morales, qui reçoivent des dividendes à raison de ces actions.

L'attention de celles-ci est néanmoins attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un simple résumé, donné à titre d'information générale, des prélèvements à la source susceptibles de s'appliquer aux revenus des actions de la Société en vertu de la législation en vigueur à ce jour. Les règles dont il est fait mention ci-dessous prennent en compte l'état actuel de la législation française et de la réglementation et sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives et réglementaires qui pourraient être assorties d'un effet rétroactif ou s'appliquer à l'année ou à l'exercice en cours.

Les informations ci-dessous ne constituent pas une description exhaustive de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux personnes qui deviendront actionnaires de la Société.

Celles-ci sont invitées à s'informer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier à raison de l'acquisition, la détention ou la cession des actions de la Société.

Les personnes n'ayant pas leur résidence fiscale en France doivent, en outre, se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence et par ailleurs, le cas échéant, aux dispositions de la convention fiscale signée entre la France et leur État de résidence.

#### **2.3.1.1 Actionnaires dont la résidence fiscale est située en France**

*(a) Personnes physiques qui viendraient à détenir des actions de la Société dans le cadre de leur patrimoine privé en dehors du cadre d'un plan d'épargne en actions (PEA) et ne réalisant pas d'opérations de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée par une personne se livrant à titre professionnel à ce type d'opérations*

##### **(i) Prélèvement de 21 %**

En application de l'article 117 quater du CGI, sous réserve de certaines exceptions, les personnes physiques domiciliées en France sont, en principe, assujetties à un prélèvement forfaitaire non libératoire de l'impôt sur le revenu au taux de 21 % sur le montant brut des revenus distribués. Ce prélèvement est effectué par l'établissement payeur des dividendes s'il est établi en France. Lorsque l'établissement payeur est établi hors de France, les revenus sont déclarés et le prélèvement correspondant payé, dans les 15 premiers jours du mois qui suit celui du paiement des revenus, soit par le contribuable lui-même, soit par l'établissement payeur, lorsqu'il est établi dans un État membre de l'Union européenne, ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, et qu'il a été mandaté à cet effet par le contribuable.

Ce prélèvement forfaitaire non libératoire, qui constitue un acompte de l'impôt sur le revenu, s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il est opéré. L'excédent, le cas échéant, est restitué.

Cependant, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1<sup>o</sup> du IV de l'article 1417 du CGI, est inférieur à 50.000

euros pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs, et à 75.000 euros pour les contribuables soumis à une imposition commune, peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement dans les conditions prévues par l'article 242 quater du CGI, à savoir en produisant à l'établissement payeur et au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement des dividendes, une déclaration sur l'honneur indiquant que leur revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition émis au titre des revenus de l'avant-dernière année précédant celle du paiement est inférieur aux seuils de revenus imposables susmentionnés.

Toutefois, les contribuables qui acquièrent des actions après la date limite de dépôt de la demande de dispense susmentionnée peuvent déposer cette demande de dispense auprès de leur établissement payeur lors de l'acquisition de ces actions, en application de la doctrine administrative (BOI-RPPM-RCM-30-20-10-20160711, n° 320).

Lorsque l'établissement payeur est établi hors de France, seules les personnes physiques qui appartiennent à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année, tel que défini au 1° du IV de l'article 1417 du CGI, est égal ou supérieur aux seuils mentionnés dans le paragraphe précédent sont soumis à ce prélèvement.

Les actionnaires qui seraient concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer les modalités d'imputation de cette retenue à la source sur le montant de leur impôt sur le revenu.

Par ailleurs, indépendamment du lieu de résidence, en application de l'article 119 bis 2 du CGI, s'ils sont payés hors de France dans un État ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du CGI (« **ETNC** »), les dividendes versés par la Société font l'objet d'une retenue à la source de 75 % du montant brut des revenus distribués, sauf si le débiteur apporte la preuve que ces distributions n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, la localisation de revenus dans un tel État ou territoire. La liste des États et territoires non coopératifs est publiée par arrêté interministériel et mise à jour annuellement.

#### (ii) Prélèvements sociaux

Le montant brut des dividendes le cas échéant distribués par la Société sera également soumis en intégralité aux prélèvements sociaux au taux global de 15,5 %, répartis comme suit :

- la contribution sociale généralisée (« **CSG** ») au taux de 8,2 % ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale (« **CRDS** »), au taux de 0,5 % ;
- le prélèvement social au taux de 4,5 % ;
- la contribution additionnelle au prélèvement social au taux de 0,3 % ; et
- le prélèvement de solidarité au taux de 2 %.

Ces prélèvements sociaux sont effectués de la même manière que le prélèvement forfaitaire non libératoire de 21%.

Hormis la CSG, déductible à hauteur de 5,1 % du revenu imposable de l'année de son paiement, ces prélèvements sociaux ne sont pas déductibles du revenu imposable.

Les actionnaires sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer les modalités déclaratives et les modalités de paiement du prélèvement de 21 % et des prélèvements sociaux qui leurs seront applicables.

*(b) Personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (régime de droit commun)*

Les revenus distribués au titre des actions détenues par les personnes morales dont la résidence est située en France ne seront, en principe, soumis à aucune retenue à la source.

Toutefois, si les dividendes versés par la Société sont payés hors de France dans un ETNC, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75 %, sauf si le débiteur apporte la preuve que ces distributions n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, la localisation de revenus dans un tel État ou territoire.

*(c) Autres actionnaires*

Les actionnaires de la Société soumis à un régime d'imposition autre que ceux visés ci-avant, notamment les contribuables dont les opérations portant sur des valeurs mobilières dépassent la simple gestion de portefeuille ou qui ont inscrit leurs actions à l'actif de leur bilan commercial, devront s'informer du régime fiscal s'appliquant à leur cas particulier auprès de leur conseiller fiscal habituel.

### **2.3.2.2 Actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France**

Les dispositions suivantes résument certaines conséquences fiscales françaises en matière de prélèvements à la source sur les revenus d'actions de la Société, susceptibles de s'appliquer aux actionnaires (i) qui ne sont pas domiciliés en France au sens de l'article 4 B du CGI ou dont le siège social est situé hors de France et (ii) dont la propriété des actions n'est pas rattachable à une base fixe ou à un établissement stable soumis à l'impôt en France. Ceux-ci doivent néanmoins s'assurer auprès de leur conseiller fiscal habituel de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier, et doivent, en outre, se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence, telle qu'éventuellement modifiée par la convention fiscale internationale entre la France et cet État.

*(a) Dividendes*

Sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales applicables et des exceptions visées ci-dessous, les dividendes distribués par la Société font, en principe, l'objet d'une retenue à la source, prélevée par l'établissement payeur des dividendes, lorsque le domicile fiscal ou le siège du bénéficiaire est situé hors de France. Sous réserve de ce qui est dit ci-dessous, le taux de cette retenue à la source est fixé à :

- 21 % pour les dividendes éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI lorsqu'ils bénéficient à des personnes physiques dont le domicile fiscal est situé dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales,
- 15 % lorsque le bénéficiaire est un organisme qui a son siège dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et qui serait imposé dans les conditions prévues au 5 de l'article 206 du CGI (lequel vise les organismes génériquement désignés comme « organismes sans but lucratif ») s'il avait son siège en France et qui remplit les critères prévus par les paragraphes 580 et suivants du BOFIP, BOI-IS-CHAMP-10-50-10-40-20130325, et
- 30 % dans les autres cas.

Toutefois, indépendamment de la localisation du domicile fiscal, du lieu de résidence ou du siège social du bénéficiaire, sous réserve des dispositions des conventions fiscales internationales, s'ils sont

payés hors de France dans un ETNC, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75 %, sauf si le débiteur apporte la preuve que ces distributions n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre, dans un but de fraude fiscale, la localisation de revenus dans un tel État ou territoire.

La retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en vertu notamment :

- (i) de l'article 119 *ter* du CGI, applicable sous certaines conditions aux actionnaires personnes morales bénéficiaires effectifs des dividendes (a) ayant leur siège de direction effective dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'élimination des doubles impositions contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et n'étant pas considérés, aux termes d'une convention en matière de double imposition conclue avec un État tiers, comme ayant sa résidence fiscale hors de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, (b) revêtant l'une des formes énumérées à la partie A de l'annexe I à la directive 2011/96/UE du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents ou une forme équivalente lorsque la société a son siège de direction effective dans un État partie à l'Espace économique européen, (c) détenant au moins 10 % du capital de la société française distributrice de manière directe et ininterrompue pendant au moins deux ans et remplissant toutes les autres conditions visées par cet article telles qu'interprétées par la doctrine administrative (BOFIP BOI-RPPM-RCM-30-30-20-10-20160607), étant toutefois précisé que ce taux de détention est ramené à 5 % du capital de la société française distributrice lorsque la personne morale qui est le bénéficiaire effectif des dividendes détient une participation satisfaisant aux conditions prévues à l'article 145 du CGI et se trouve privée de toute possibilité d'imputer la retenue à la source (BOFIP BOI-RPPM-RCM-30-30-20-40-20160607) et (d) étant passibles, dans l'État membre de l'Union européenne ou dans l'État partie à l'accord sur l'Espace économique européen où elle a son siège de direction effective, de l'impôt sur les sociétés de cet État, sans possibilité d'option et sans en être exonérés, étant précisé que cet article 119 *ter* du CGI ne s'applique pas aux dividendes distribués dans le cadre d'un montage ou d'une série de montages qui, ayant été mis en place pour obtenir, à titre d'objectif principal ou au titre d'un des objectifs principaux, un avantage fiscal allant à l'encontre de l'objet ou de la finalité de l'article 119 *ter* du CGI, n'est pas authentique compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents ; ou
- (ii) de l'article 119 *quinquies* du CGI, dont les dispositions sont commentées par la doctrine administrative publiée au BOFIP BOI-RPPM-RCM-30-30-20-80-20160406, applicable aux actionnaires personnes morales situés dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, faisant l'objet d'une procédure comparable à celle mentionnée à l'article L. 640-1 du Code de commerce (ou, à défaut d'une telle procédure, étant dans un état de cessation de paiements et dans une situation où son redressement est manifestement impossible) et remplissant les autres conditions énoncées à l'article 119 *quinquies* du CGI ; ou
- (iii) des conventions fiscales internationales applicables le cas échéant.

En outre, sont exonérés de retenue à la source les revenus distribués à certains organismes de placement collectif constitués sur le fondement d'un droit étranger situés dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et qui (i) lèvent des capitaux auprès d'un certain nombre d'investisseurs en vue de les investir, conformément à une politique d'investissement définie, dans l'intérêt de ces investisseurs ; et (ii) présentent des caractéristiques similaires à celles d'organismes de placement collectif de droit français remplissant

les conditions énoncées à l'article 119 bis 2 du CGI et au BOFIP BOI-RPPM-RCM-30-30-20-70-20170607. Les investisseurs concernés sont invités à consulter leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer les modalités d'application de ces dispositions à leur cas particulier.

Il appartient aux actionnaires de la Société concernés de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer s'ils sont susceptibles de se voir appliquer la législation relative aux ETNC et/ou de pouvoir revendiquer le droit à bénéficier d'une réduction ou d'une exonération de la retenue à la source, ainsi que pour en définir les modalités pratiques d'application, telles que notamment prévues par le BOFIP BOI-INT-DG-20-20-20-20-20120912 relatif à la procédure dite « normale » ou dite « simplifiée » de réduction ou d'exonération de la retenue à la source s'agissant des conventions fiscales internationales.

#### *(b) Plus-values*

Sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales applicables, les plus-values réalisées par des actionnaires, qui ne sont pas domiciliés en France ou dont le siège social est situé hors de France, à l'occasion de la cession des Actions Nouvelles ne sont pas soumises à l'impôt en France à condition (i) qu'ils n'aient détenu, directement ou indirectement, seuls ou avec des membres de leur famille, une participation représentant plus de 25% des droits dans les bénéficiaires sociaux de la Société à aucun moment au cours des cinq années qui précèdent la cession et (ii) qu'ils ne soient pas domiciliés, établis ou constitués dans un ETNC.

### **2.3.2. Imposition au Royaume-Uni**

La Société ne sera pas tenue de réaliser de prélèvement ou de retenue à la source au titre de l'impôt britannique sur les dividendes qu'elle distribue à ses actionnaires au titre des Actions Nouvelles.

### **2.3.3. Imposition aux Etats-Unis**

Les paiements de dividendes ou les autres distributions taxables pour les citoyens ou les résidents américains, qui ne sont pas des personnes morales, sont en principe soumises à des obligations de reporting sur le formulaire 1099 de l'*Internal Revenue Service* (« **IRS** »). Par ailleurs, une retenue à la source peut s'appliquer auxdits paiements si un citoyen ou un résident américain ne respecte pas les obligations de certifications applicables ou est notifié par l'IRS qu'il n'a pas déclaré tous les revenus d'intérêts ou de dividendes qui auraient dû apparaître sur la déclaration d'impôt sur le revenu fédéral de ce citoyen ou résident américain.

## **2.4. Droit applicable et tribunaux compétents**

Les Actions Nouvelles sont émises dans le cadre de la législation française.

Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social de la Société lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Code de procédure civile.

## **2.5. Résolutions, autorisations et approbations en vertu desquelles les actions seront émises**

### **2.5.1. Autorisation par l'Assemblée Générale d'Elis**

L'augmentation de capital est soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale d'Elis devant se tenir le 31 août 2017 pour se prononcer sur la résolution suivante :

« **Première résolution** (Approbation de l'apport en nature à la Société de la totalité des actions de la société Berendsen par les actionnaires de Berendsen plc, à l'exception de celles détenues par l'Employee Benefit Trust de Berendsen, réalisé dans le cadre d'un *scheme of arrangement of droit*

anglais soumis à la Partie 26 du Companies Act 2006 du Royaume Uni, de l'évaluation qui en a été faite, de la rémunération de l'apport, de l'augmentation corrélative du capital de la Société ; délégation donnée au Directoire de la Société à l'effet notamment de constater la réalisation définitive de l'apport et l'augmentation corrélative du capital de la Société, et de modifier en conséquence les statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales statuant à titre extraordinaire, conformément notamment aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce et, en particulier, des articles L. 225-129, L. 225-135 et L. 225-147 dudit Code,

- sous condition suspensive de la prise d'effet du *scheme of arrangement* de droit anglais soumis à la Partie 26 du Companies Act 2006 du Royaume Uni (le « **Scheme of Arrangement** ») ;
- après avoir pris connaissance :
  - du rapport du Directoire en vue de la présente assemblée et, plus particulièrement, du prospectus soumis au visa de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») en vue de l'émission et de l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris des actions de la Société devant être émises en rémunération de l'Apport (tel que défini ci-dessous), qui y est annexé (le « **Prospectus** »), composé du document de référence 2016 de la Société, de son actualisation et d'une note d'opération ;
  - du document rédigé en langue anglaise, intitulé « *Recommended offer by Elis SA for Berendsen plc to be effected by means of a scheme of arrangement under Part 26 of the Companies Act 2006* », établi par la société Berendsen plc, une société anonyme de droit anglais (public limited company) dont le siège social est situé 1 Knightsbridge, Londres SW1X 7LX, Royaume-Uni (« **Berendsen** ») pour les besoins du *Scheme of Arrangement* (le « **Scheme Document** »), aux termes duquel il est convenu, sous réserve de la réalisation ou de la renonciation aux conditions suspensives énoncées dans le *Scheme Document* et résumées dans le *Prospectus*, que la Société acquière auprès des actionnaires de Berendsen, selon les modalités dudit *Scheme Document*, la totalité des actions ordinaires Berendsen (l'« **Opération** ») émises au plus tard à 7h30 (heure de Londres) le jour ouvré suivant la date à laquelle la Cour statue sur l'approbation du *Scheme of Arrangement* (la « **Date d'Enregistrement** ») à l'exception de celles détenues par l'Employee Benefit Trust, dont il ressort notamment que :
    - les actionnaires de Berendsen recevront pour chaque action Berendsen acquise par la Société dans le cadre de l'Opération, 5,40 £ et 0,403 action nouvelle Elis, étant rappelé que chaque action Berendsen était valorisée à 12,45 £ (hors versement de l'acompte sur dividende décidé par Berendsen) sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 19,90 € et d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,138 € au 9 juin 2017 (dernier jour ouvré précédant la date de publication du communiqué 2.7 intitulé « Acquisition recommandée de Berendsen plc par Elis SA en vue de créer un leader pan-européen de la location-entretien d'articles textiles et d'hygiène »);
    - l'Opération s'analyse en droit français comme (a) l'apport en nature d'environ 56,6 % du capital émis de Berendsen par les actionnaires de Berendsen détenant des actions ordinaires Berendsen qui recevront en rémunération des actions Elis (l'« **Apport** ») et (b) l'acquisition en numéraire d'environ 43,4 % du capital émis de Berendsen ; et

- *la Société propose une option « mix and match » aux actionnaires de Berendsen, au titre de laquelle les actionnaires de Berendsen pourront choisir de faire varier les proportions dans lesquelles ils recevront des actions nouvelles Elis et une somme en numéraire, sous réserve que des choix réciproques et équivalents soient faits par d'autres actionnaires de Berendsen dans la mesure où le montant total de numéraire qui sera versé et le nombre total d'actions nouvelles qui sera émis dans le cadre de l'Opération ne seront pas modifiés ; et*
  - *des rapports sur la valeur et la rémunération de l'Apport, visés à l'article L. 225-147 du Code de commerce et par la position-recommandation de l'AMF n° 2011-11 et établis par M. Olivier Peronnet (Finexsi) et Mme Dominique Mahias (Didier Kling & Associés), commissaires aux apports désignés par ordonnance du Président du Tribunal de commerce de Nanterre en date du 28 juin 2017 (les « **Commissaires aux Apports** ») ;*
- *après avoir pris acte de ce que :*
- *les rapports sur la valeur et la rémunération de l'Apport établis par les Commissaires aux Apports ont été mis à la disposition des actionnaires de la Société et déposés au greffe du Tribunal de commerce de Nanterre conformément aux dispositions légales et réglementaires ;*
  - *la réalisation de l'Opération est subordonnée, selon le cas, à la réalisation des conditions suspensives prévues par le Scheme Document, telles que résumées dans le Prospectus, ou à la renonciation à celles de ces conditions auxquelles Elis a la possibilité de renoncer ;*
  - *l'Apport constitue une opération indissociable de l'acquisition par la Société de la totalité des actions ordinaires Berendsen émises à la Date d'Enregistrement, à l'exception de celles détenues par l'Employee Benefit Trust ;*
  - *le nombre d'actions composant le capital de Berendsen à la Date d'Enregistrement qui seront apportées par les actionnaires de Berendsen dans le cadre de l'Apport correspond aux 172 636 913 actions composant le capital de Berendsen à la date de la présente assemblée desquelles sont déduites les 1 291 621 actions Berendsen détenues par l'Employee Benefit Trust de Berendsen, soit 171 345 292 actions ordinaires Berendsen ; et*
  - *la valeur globale des 171 345 292 actions Berendsen apportées dans le cadre de l'Apport est évaluée à 1 369 937 445 euros,*

*1. approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 225-147 du Code de commerce, l'Apport et, en particulier, l'évaluation des 171 345 292 actions Berendsen apportées dans le cadre de l'Apport, pour un montant global de 1 369 937 445 euros, soit un montant de 7,99 euros par action Berendsen apportée ;*

*2. approuve les modalités de rémunération de l'Apport, soit la remise aux actionnaires de Berendsen de 0,403 action nouvelle Elis pour chaque action Berendsen apportée à la Société, soit un nombre total de 69 052 152 actions ordinaires nouvelles émises par la Société (les « **Actions Nouvelles** »), d'une valeur nominale de 1 euro chacune et portant jouissance courante, à titre de rémunération de l'apport des 171 345 292 actions Berendsen dans le cadre de l'Apport ;*

*3. en conséquence de ce qui précède, décide, sous réserve de la prise d'effet du Scheme of Arrangement et de la réalisation définitive de l'Apport, d'augmenter le capital de la Société en rémunération de l'Apport, d'un montant nominal de 69 052 152 euros, par l'émission de 69 052 152 actions ordinaires nouvelles de la Société (sur la base d'une parité d'échange de*

0,403 action nouvelle Elis pour 1 action Berendsen apportée et du capital de Berendsen constitué de 172 636 913 actions à la date de la présente assemblée générale duquel ont été déduites les 1 291 621 actions Berendsen détenues par l'Employee Benefit Trust de Berendsen à la date de la présente assemblée), d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées, et attribuées en totalité au profit des actionnaires de Berendsen, selon les conditions prévues par le Scheme Document et résumées dans le Prospectus ;

4. décide, sous réserve de la prise d'effet du Scheme of Arrangement et de la réalisation définitive de l'Apport, que les Actions Nouvelles seront, dès la date de la réalisation définitive de l'Apport, entièrement assimilées aux actions ordinaires déjà existantes et jouiront des mêmes droits, et seront soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société ; qu'elles donneront droit à percevoir toute distribution qui serait décidée à compter de leur émission ;

5. approuve, sous réserve de la prise d'effet du Scheme of Arrangement et de la réalisation définitive de l'Apport, la prime d'apport d'un montant total de 1 300 885 293 euros (la « **Prime d'Apport** ») correspondant à la différence entre (i) le prix d'émission des actions nouvelles ordinaires de la Société qui seront émises en rémunération de l'Apport à la date de prise d'effet du Scheme of Arrangement, d'un montant total de 1 369 937 445 euros, et (ii) le montant nominal total de l'augmentation de capital réalisée en rémunération de l'Apport, d'un montant total nominal de 69 052 152 euros (sur la base d'une parité d'échange de 0,403 action nouvelle Elis pour 1 action Berendsen apportée et des 172 636 913 actions composant le capital de Berendsen à la date de la présente assemblée desquelles sont déduites les 1 291 621 actions Berendsen détenues par l'Employee Benefit Trust de Berendsen) ;

6. autorise le Directoire de la Société à imputer sur la Prime d'Apport, le cas échéant, l'ensemble des frais, droit et impôts occasionnés pour la réalisation du Scheme of Arrangement ;

7. décide, sous la même condition, que la Prime d'Apport ou son solde, le cas échéant, sera inscrite à un compte spécial « Prime d'apport » au passif du bilan de la Société ;

8. prend acte de ce que :

- l'Apport ne sera définitivement réalisé qu'à la date à laquelle le Scheme of Arrangement aura pris effet ;
- la Société a procédé à la demande d'admission des actions nouvelles aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, cette admission devant intervenir dès que possible après la réalisation définitive de l'Apport et de l'augmentation corrélative du capital de la Société objets de la présente résolution ;

9. en conséquence, décide de déléguer au Directoire de la Société, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, le pouvoir de :

- constater la réalisation de la condition suspensive prévue dans la présente résolution et, en conséquence, constater la réalisation définitive de l'Apport ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital résultant de la réalisation définitive de l'Apport, et procéder à la modification corrélative de l'article 6 (Capital social) des statuts ;
- procéder à toutes les formalités requises en vue de l'admission des actions nouvelles de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris ;

- *et, plus généralement, procéder à toutes constatations, déclarations ou communications, établir tous actes réitératifs, confirmatifs, rectificatifs ou supplétifs, et prendre toute mesure, signer tout document, acte ou contrat et effectuer toute formalité ou démarche utile ou nécessaire à la réalisation définitive de l'Apport. »*

### **2.5.2. Décision du Conseil d'Elis**

Conformément à l'article 20.IV.b des statuts de la Société, le Conseil d'Elis réuni le 19 juillet 2017 a approuvé le principe de l'augmentation de capital de la Société en vue de rémunérer l'Apport conformément aux termes de l'Opération, qui ont été présentés au Conseil d'Elis et a donné pouvoir au directoire pour déterminer le nombre d'Actions Nouvelles à émettre dans le cadre de ladite augmentation de capital.

## **2.6. Réglementation française en matière d'offres publiques**

La Société est soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France relatives aux offres publiques obligatoires, aux offres publiques de retrait et à la procédure de retrait obligatoire.

### **2.6.1. Offre publique obligatoire**

L'article L. 433-3 du Code monétaire et financier et les articles 234-1 et suivants du règlement général de l'AMF prévoient les conditions de dépôt obligatoire d'une offre publique visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

### **2.6.2. Offre publique de retrait et retrait obligatoire**

L'article L. 433-4 du Code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants (offre publique de retrait), 237-1 et suivants (retrait obligatoire à l'issue d'une offre publique de retrait) et 237-14 et suivants (retrait obligatoire à l'issue de toute offre publique) du règlement général de l'AMF prévoient les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait et de mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire par les actionnaires minoritaires d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

## **2.7. Comptabilisation de l'Apport**

### **2.7.1. Désignation et valeur des actifs apportés et des éléments de passif pris en charge**

Les actionnaires de Berendsen dont les titres seront rémunérés en Actions Nouvelles conformément aux termes de l'Opération apporteront, selon le régime de droit commun des apports en nature prévu par l'article L. 225-147 du Code de commerce, 96 981 435 actions Berendsen qu'ils détiennent, représentant environ 56,6 % du capital social émis et à émettre de Berendsen.

L'Apport représente une valeur globale maximum de 1 369 937 445 euros sur la base d'un prix par action Berendsen de 12,45 livres sterling, soit une valeur globale maximum de 1 207 418 866 livres sterling, convertie sur la base d'un taux de change GBP:EUR de 1 £ = 1,1346 € correspondant au taux de couverture de change du prix d'acquisition des actions Berendsen souscrit par Elis. Ces valeurs ont été calculées en fonction de la valeur réelle et non de la valeur comptable.

### **2.7.2. Réévaluation et réajustements effectués entre valeur d'apport et valeur comptable**

Non-applicable.

### **2.7.3. Expertise de la valeur et de la rémunération de l'Apport par les Commissaires aux Apports**

Les Commissaires aux Apports ont rédigé leurs rapports (en date du 27 juillet 2017, figurant en Annexe 2 de la Note d'Opération) sur l'appréciation de la valeur de l'Apport et de la rémunération de l'Apport, dont les conclusions sont reprises ci-dessous :

- concernant l'appréciation de la valeur globale de l'Apport :

*« Sur la base de nos travaux, et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur des apports s'élevant à 1.207.418.866 £ soit 1.369.937.445 € sur la base d'un taux de change à 1 £ pour 1,1346 €, n'est pas surévaluée et, en conséquence, qu'elle est au moins égale au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire des apports majorée de la prime d'émission. »*

- concernant l'appréciation de la rémunération de l'Apport :

*« Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la rémunération proposée pour l'apport conduisant à émettre un nombre maximum de 69.052.152 actions ELIS, présente un caractère équitable. »*

### **2.7.4. Détail du calcul de la prime d'apport**

La différence entre la valeur de l'Apport, soit 1 369 937 445 euros, et le montant nominal total de l'augmentation de capital rémunérant celui-ci, (soit 69 052 152 euros), constituera une prime d'apport égale à 1 300 885 293 euros, qui sera inscrite à un compte « prime d'apport ».

## **2.8. Rémunération des apports**

Description des critères retenus par les dirigeants pour estimer la valeur des biens apportés et celle des actions de la société bénéficiaire des apports. Parité d'échange.

L'information présentée dans cette section 2.8 comprend l'information qu'Elis est tenu de publier conformément au droit français concernant la rémunération et la valeur des actifs qui lui sont apportés, afin de permettre (i) aux actionnaires d'Elis de déterminer s'ils souhaitent ou non approuver l'Opération en votant lors de l'assemblée générale et (ii) aux commissaires aux apports pour corroborer et justifier leur opinion sur ces sujets.

L'information présentée dans cette section 2.8 est uniquement destinée à satisfaire les obligations de droit français mentionnées ci-dessus. Ce paragraphe ne doit pas être interprété comme des prévisions de bénéfices au sens du City Code. L'intégration d'estimations financières tirées de rapports d'analystes financiers est uniquement destinée à corroborer et justifier l'opinion des commissaires aux apports et ne constitue pas une évaluation de la performance financière future d'Elis ou de Berendsen.

### **2.8.1. Eléments d'appréciation de l'Opération**

- (i) Informations préliminaires

Les méthodes de valorisation retenues pour l'analyse multicritères reposent sur des éléments d'appréciation usuels pour les sociétés cotées sur secteur de la location-entretien d'articles textiles et d'hygiène, à savoir :

- cours de bourse ;
- objectifs de cours des analystes de recherche ;

- multiples boursiers de sociétés comparables cotées ;
- multiples payés lors d'opérations comparables ; et
- actualisation des flux de trésorerie.

Les agrégats financiers retenus pour analyser les termes financiers de l'Opération sont issus des états financiers consolidés de :

- Elis, établis selon les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne pour les états financiers annuels consolidés au 31 décembre 2014, 2015 et 2016 ;
- Berendsen, établis selon les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne pour les états financiers annuels consolidés au 31 décembre 2014, 2015 et 2016.

Les agrégats financiers prévisionnels utilisés afin de procéder à l'analyse multicritères décrite ci-après sont issus de consensus de notes d'analyses financières<sup>49</sup>.

Les agrégats financiers prévisionnels détaillés ci-dessous n'ont été confirmés ni par Elis ni par Berendsen, leur inclusion dans la présente Note d'Opération ne signifie pas que ces agrégats financiers prévisionnels constituent des prévisions ou des estimations de bénéfices pour toute période et toute référence à de tels agrégats financiers prévisionnels ne doit pas être interprétée comme signifiant que les résultats ou les résultats par action d'Elis ou de Berendsen pour chaque période seront nécessairement conformes ou excéderont les agrégats financiers prévisionnels détaillés ci-dessous.

Il convient par ailleurs de noter que les niveaux de prime obtenus selon les différentes méthodologies décrites ci-après doivent s'apprécier au regard des synergies attendues de l'Opération, qui n'ont pas été prises en compte dans l'analyse présentée.

Les titres Elis sont cotés à Paris et les titres Berendsen sont cotés à Londres. Elis et Berendsen font partie respectivement du SBF120 et du FTSE All Shares. Elis et Berendsen communiquent régulièrement sur leurs résultats et sont suivis par les principaux analystes financiers.

Les cours de référence retenus pour Elis et Berendsen sont à la date du 17 mai 2017, dernier jour ouvré avant la publication du Communiqué 2.4.

Les projections utilisées pour calculer les ratios financiers des sociétés comparables (Rentokil Initial et Johnson Services Group) sont issues du consensus donné par FactSet<sup>50</sup> en date du 17 mai 2017. Les multiples sont calculés sur la base des cours de bourse au 17 mai 2017.

Les éléments d'ajustement retenus pour le passage de la valeur d'entreprise à la valeur des fonds propres sont sur la base des comptes des deux sociétés au 31 décembre 2016.

Le tableau ci-après donne le détail des éléments de passage de la valeur d'entreprise à la valeur des fonds propres.

<sup>49</sup> Consensus composé des notes des analystes financiers suivants : Elis : Kepler-Cheuvreux (19/04/2017), Berenberg (20/03/2017), Natixis (17/03/2017), Société Générale (15/03/2017), Oddo (15/03/2017), Midcap Partners (17/05/2017), Main First (17/05/2017), et Morgan Stanley (03/05/2017). Deutsche Bank (12/04/2017) conseille Elis et a donc été exclu de l'échantillon, Exane (17/05/2017) a été exclu car BNP Paribas conseille Elis, Crédit Suisse (02/05/2017) a été exclu en raison de sa qualité de conseil de Berendsen. De plus, Goldman Sachs (22/03/2017) a été exclu de l'échantillon à cause des restrictions sur l'accès au rapport. Berendsen : Morgan Stanley (28/04/2017), Barclays (21/03/2017), Goldman Sachs (07/03/2017), Peel Hunt (17/05/2017), Numis (29/03/2017), RBC (24/03/2017), et Stifel (06/03/2017). Exane (17/05/2017) a été exclu car BNP Paribas conseille Elis, Crédit Suisse (02/05/2017) et JP Morgan (27/04/2017) ont été exclus en raison de leur qualité de conseils de Berendsen.

<sup>50</sup> FactSet inclut dans son consensus toutes les notes des analystes financiers ayant été publiées dans les 100 jours avant la date du consensus. Uniquement les analystes financiers ayant donné leur accord pour figurer dans le consensus FactSet sont intégrés dans le consensus. Certains analystes peuvent être exclus par FactSet si leur méthodologie de calcul pour certains agrégats n'est pas en ligne avec la méthodologie de la société ou celle appliquée par la majorité des analystes.

	<b>Elis (€m)</b>
Endettement net publié	1,596
Augmentation de Capital de Janvier 2017	(325)
Paielement relatif à l'acquisition de Lavebras	340
Intérêts minoritaires	4
Déficits lié aux engagements de retraites et assimilés (net d'impôts)	41
Autres actifs financiers	(0)
<b>Passage de la VE à la valeur des fonds propres</b>	<b>1,656</b>

Sources : *Rapport financier annuel et communications financières de la société*

Note: Tout élément au 31/12/2016 sauf ajustements liés à l'acquisition de Lavebras et à l'augmentation de capital

	<b>Berendsen (£m)</b>
Endettement net publié	429
Intérêts minoritaires	5
Déficits lié aux engagements de retraites et assimilés (net d'impôts)	26
Ajustement pour paiement du dividende intermédiaire de 11p	19
<b>Passage de la VE à la valeur des fonds propres</b>	<b>479</b>

Sources : *Rapport financier annuel et communications financières de la société*

Note: Tout élément au 31/12/2016

Les nombres d'actions retenus pour Elis et Berendsen et présentés dans le tableau ci-dessous tiennent compte du potentiel dilutif maximum lié à l'attribution d'options de performance et d'actions gratuites.

<b>Elis</b>	<b>Millions de titres</b>
Nombre d'actions composant le capital	140.2
Actions auto-détenues	(0.1)
Nombre d'actions retenu	140.1

Sources : *Rapport financier annuel et communications financières de la société*

<b>Berendsen</b>	<b>Millions de titres</b>
Nombre d'actions composant le capital	172.6
Eléments dilutifs	1.8
Nombre d'actions retenu	174.4

Sources : *Communications financières de la société*

## (ii) Éléments d'appréciation des termes de l'Opération

Pour une action ordinaire Berendsen apportée à l'Opération, il est offert 0,403 Action Nouvelle et 5,40 £ en numéraire. Par ailleurs, l'Opération est assortie de l'Option Mix and Match qui permettra aux actionnaires de Berendsen qui le choisissent expressément, de faire varier les proportions dans lesquelles ils recevront des Actions Nouvelles et du numéraire. La répartition selon laquelle les choix exprimés au titre de l'Option Mix and Match seront satisfaits a été déterminée sur la base du cours de

clôture de l'action Elis au 9 juin 2017<sup>51</sup> de 19,90 € et d'un taux de change de référence à la même date de 1 £ = 1,138 €.

Les termes de l'Opération ont donc été analysés sur la base des éléments d'appréciation d'une offre entièrement en numéraire (l'« **Offre en Numéraire** ») et d'une offre entièrement en titres (l'« **Offre en Titres** »), présentés ci-après.

Par ailleurs, les valeurs implicites de l'Opération et des primes appréciées sur la base des cours de bourse historiques de Elis et de Berendsen s'établissent aux niveaux suivants :

	Cours de bourse de Elis (€)	Cours de bourse Berendsen (p)	Taux de change €/£	Contre-valeur (p)	Prime / (Décote)
Le 09 Juin 2017	19.9	1,215	0.8787	1,245	44.1 %
Le 17 Mai 2017	20.0	864	0.8611	1,234	42.8 %
Moyenne 1 mois	19.0	831	0.8452	1,188	42.9 %
Moyenne 2 mois	18.7	798	0.8513	1,181	48.0 %
Moyenne 3 mois	18.3	811	0.8543	1,168	44.0 %
Moyenne 6 mois	16.9	828	0.8537	1,121	35.4 %

Source : Factset

Note: la date de référence pour le calcul des primes est le 17/05/2017, correspondant au dernier cours non affecté par l'annonce 2.4 de Elis datée du 18/05/2017

Note: les moyennes sont pondérées des volumes échangés pour chaque jour de cotation

## Éléments d'appréciation des termes de l'Offre en Numéraire

### a. Cours de bourse

Le tableau ci-dessous montre les niveaux de primes qu'implique le prix d'offre retenu de 12,45 £ par action Berendsen sur les différentes moyennes de cours de Berendsen établies au 17 mai 2017, afin que le cours ne soit pas affecté.

	Cours de bourse Berendsen (p)	Prime / (Décote)
Le 17 Mai 2017	864	44.1 %
Moyenne 1 mois	831	49.8 %
Moyenne 2 mois	798	56.0 %
Moyenne 3 mois	811	53.4 %
Moyenne 6 mois	828	50.3 %

Source : Factset

Note: la date de référence pour le calcul des primes est le 17/05/2017, correspondant au dernier cours non affecté par l'annonce 2.4 de Elis datée du 18/05/2017

Note: les moyennes sont pondérées des volumes échangés pour chaque jour de cotation

### b. Objectifs de cours des analystes de recherche

Le tableau ci-dessous détaille les objectifs de cours des analystes de recherche pour Berendsen, publiés entre l'annonce des résultats annuels 2016 de la société et la date de publication du Communiqué 2.4 par Elis :

<sup>51</sup> Date de publication du 2.7

Analystes financiers	Dernière revue	Reco	Objectif de cours (p)	Objectif de cours vs. cours au 17/05/2017	Prime d'offre vs. objectif de cours
Peel Hunt, LLP	17/05/2017	Acheter	908	5.2 %	37.1 %
Exane <sup>52</sup>	17/05/2017	Acheter	950	10.0 %	31.0 %
Numis	08/05/2017	Conserver	695	(19.5 %)	79.1 %
Stifel	28/04/2017	Conserver	680	(21.3 %)	83.0 %
Morgan Stanley	28/04/2017	Conserver	645	(25.3 %)	93.0 %
RBC	27/04/2017	Conserver	660	(23.6 %)	88.6 %
JP Morgan <sup>53</sup>	27/04/2017	Acheter	1,249	44.6 %	(0.3 %)
Barclays	27/04/2017	Conserver	700	(18.9 %)	77.8 %
Credit Suisse <sup>54</sup>	27/04/2017	Conserver	700	(18.9 %)	77.8 %
Goldman Sachs	07/03/2017	Acheter	1,070	23.9 %	16.3 %
<b>Moyenne retenue (hors JP Morgan, Credit Suisse, et Exane)</b>			<b>765</b>	<b>(11.4 %)</b>	<b>62.6 %</b>
<b>Moyenne</b>			<b>826</b>	<b>(4.4 %)</b>	<b>50.7 %</b>

Source: Factset, Bloomberg

	Objectif de cours de Berendsen (p)	Prime / (Décote)
Moyenne	765	62.6 %

Les objectifs des cours des analystes de recherche laissent apparaître une décote moyenne sur le cours de Berendsen au 17 mai 2017 de de 11,4 % .

Le prix de l'Offre en Numéraire (12,45 £) fait ressortir une prime de 62,6 % par rapport à l'objectif de cours moyen des analystes de recherche.

### c. Multiples boursiers de sociétés comparables cotées

La méthode des multiples des sociétés comparables cotées consiste à appliquer aux agrégats financiers estimés d'une société les multiples observés sur des sociétés comparables afin d'obtenir la valeur implicite par action de la société analysée.

L'échantillon retenu est composé de sociétés opérant sur des zones géographiques similaires (Europe), de taille comparable, avec une offre de produits et services proches de ceux d'Elis et Berendsen. Cet échantillon se compose également de deux sociétés supplémentaires :

#### – Rentokil Initial :

- Rentokil Initial est une société de services aux entreprises implantée au Royaume-Uni. Elle dispense des services de lutte antiparasitaire, d'hygiène ainsi que de fourniture et entretien de vêtements de travail. La société est présente dans plus de 60 pays, en Amérique du Nord (lutte antiparasitaire), Amérique Latine, Europe, Asie et dans la région Pacifique. En 2016, Rentokil a conclu un accord avec Haniel pour

<sup>52</sup> BNP Paribas agit en tant que conseil de Elis

<sup>53</sup> JP Morgan agit en tant que conseil de Berendsen

<sup>54</sup> Crédit Suisse agit en tant que conseil de Berendsen

créer la JV CWS/Boco, en apportant ses activités dans les secteurs de l'hygiène, des vêtements professionnels et de la salle blanche en Europe Centrale ;

– Johnson Services Group :

- JSG propose des services de location et entretien de linge et vêtements de travail au Royaume-Uni, comptant plus de 40 000 clients. La société opère à travers ses 5 marques principales: Apparelmaster, Stalbridge, London Linen, Bourne et Afonwend.

La société Cintas proposant une offre de services similaire à celle d'Elis et Berendsen, mais sur le territoire américain, a été écartée de l'échantillon de sociétés comparables pour des raisons de faible comparabilité des agrégats financiers. Cette société, conformément aux règles comptables américaines, comptabilise en effet les achats de linge en coûts opérationnels et non en investissements en immobilisations comme le font Elis et Berendsen. De ce fait, le taux de rentabilité opérationnelle de Cintas apparaît comme inférieur à celui d'Elis et Berendsen, et ses multiples de résultat opérationnel sont significativement supérieurs, mais non homogènes.

Les multiples retenus dans le cadre de l'exercice de valorisation présenté dans ce document sont les multiples de valeur d'entreprise sur résultat opérationnel, ainsi que les multiples PER (*Price Earning Ratio*), présentant le rapport entre le cours de bourse des sociétés et leur bénéfice net par action part du groupe. Ces deux méthodes permettent de capturer à la fois la performance opérationnelle des sociétés, ainsi que les différences de structure de capital des sociétés considérées. Il convient toutefois de noter que le plan d'investissements annoncé à l'occasion de la présentation des résultats annuels en mars 2017 par le management de Berendsen n'est par reflété dans ces multiples.

En millions de £ sauf indication contraire	Pays	Capitalisation boursière	Valeur d'entreprise (VE)	VE / REX 17E	VE / REX 18E	P / E 17E	P / E 18E
Berendsen	Royaume-Uni	1,506	1,978	13.3x	12.8x	15.2x	14.9x
Elis	France	2,407	3,830	17.3x	15.2x	19.3x	15.7x
JSG	Royaume-Uni	469	582	14.5x	14.0x	16.1x	15.5x
Rentokil Initial	Royaume-Uni	4,724	5,437	18.7x	17.4x	22.6x	20.2x
<b>Moyenne</b>				<b>16.0x</b>	<b>14.8x</b>	<b>18.3x</b>	<b>16.6x</b>
<i>Sources :</i>							
(i) Les agrégats financiers prévisionnels utilisés afin d'estimer les REX et P/E de JSG et Rentokil Initial et les capitalisations boursières des sociétés sont issus de Facstet.							
(ii) Rapport financier annuel et communications financières de Elis et Berendsen pour déterminer les valeurs d'entreprise.							
(iii) Les agrégats financiers prévisionnels utilisés afin d'estimer les REX et P/E de Elis et Berendsen sont issus de consensus de notes d'analyses financières comme indiqué dans la note 1.							

En millions de £ sauf indication contraire	VE / REX 17E	VE / REX 18E	P / E 17E	P / E 18E
Valeur d'entreprise implicite	2,376	2,300	2,287	2,157
Multiple	16.0x	14.8x	18.3x	16.6x
Prix de Berendsen (p/action)	1,087	1,044	1,037	962
Prime / (Décote) sur offre au 09/06/2017	14.5 %	19.2 %	20.1 %	29.4 %

Le prix de l'Offre en Numéraire (12,45 £) fait ressortir des primes allant de 14,5 % à 29,4 % par rapport à un prix variant de 1,087p à 962p résultant de l'application des multiples moyens de résultat opérationnel (REX) 2017 et 2018 ainsi que des PER 2017 et 2018.

d. Multiples payés lors d'opérations comparables

La méthode des multiples d'opérations comparables consiste à appliquer aux agrégats financiers d'une société les multiples observés sur des opérations récentes ayant eu lieu entre sociétés présentes dans un domaine d'activité comparable.

Même s'il est difficile d'identifier des opérations directement comparables, il a été néanmoins considéré que les deux opérations retenues et décrites ci-dessous pouvaient constituer une référence utile pour apprécier l'Offre en Numéraire. Il convient toutefois de noter que chaque opération est par nature spécifique et les prix offerts dans le cadre des opérations de l'échantillon reflètent à la fois la dynamique propre de ces opérations, les synergies attendues ainsi que les niveaux de valorisation des entreprises acquises à l'époque des opérations.

Ces opérations sont :

– JSG / Afonwen :

- Le 29 avril 2016, JSG a annoncé l'acquisition de 100 % des parts de Afonwen Laundry, une société spécialisée dans la location-entretien de linge au Royaume-Uni, pour 52.6 millions de livres, ce qui correspond à un multiple de 8,2x l'EBITDA.

– CWS BOCO / Rentokil

- Le 16 décembre 2016, Rentokil a annoncé la signature d'un accord avec Haniel en vue de l'établissement d'une co-entreprise, CWS Boco, destinée à devenir leader sur le marché européen des services textile et de l'hygiène. La valorisation des activités de Rentokil transférées à la co-entreprise reflète un multiple de 15,2x l'EBITA<sup>55</sup>.

Date d'Annonce	Acquéreur	Cible	Valeur d'opération	Multiple d'EBITDA	Multiple d'EBITA
29 avril 2016	JSG	Afonwen	£52.6m	8.2x	n.a.
16 décembre 2016	Haniel	CWS Boco	€805m	n.a.	15.2x

Source : données sociétés

Les ratios de valorisation des opérations sont calculés sur les données financières au 31 décembre 2016.

En millions de £ sauf indication contraire	Moyenne
Valeur d'entreprise implicite <sup>56</sup>	2,653
Prix de Berendsen (p/action)	1,246
Prime / (Décote) sur offre au 09/06/2017	(0.1 %)

<sup>55</sup> "15,2 x APBITA (Adjusted Profit before Interest Taxation and Amortization as of 12 months to 30 June 2016)".

<sup>56</sup> Moyenne des valeurs d'entreprise implicites des deux transactions.

L'échantillon d'opérations donne une valeur moyenne par action Berendsen de 1,246p. Le prix de l'Offre en numéraire fait ressortir une décote de 0,1 % par rapport à cette valeur moyenne résultant de l'application des multiples des deux transactions aux agrégats correspondants de Berendsen sur l'exercice 2016.

e. Actualisation des flux de trésorerie

La méthode intrinsèque d'actualisation des flux de trésorerie disponibles consiste à déterminer la valeur de l'actif économique ou valeur d'entreprise d'une société par l'actualisation de flux de trésorerie prévisionnels. Elle est fortement corrélée aux hypothèses retenues dans le plan d'affaires de la société à valoriser.

Les flux de trésorerie disponibles sont définis comme le résultat d'exploitation après impôts auquel ont été ajoutés les dépréciations et amortissements (n'ayant pas d'influence en trésorerie) et auquel ont été soustraits les investissements industriels nets et la variation du besoin en fonds de roulement.

La valeur d'entreprise a été obtenue par actualisation au 1<sup>er</sup> janvier 2017 des prévisions de flux de trésorerie disponible au coût moyen pondéré du capital (« **CMPC** »). Le plan d'affaires utilisé est composé du consensus d'analystes de recherche (2017-2019) issu des notes d'analyses financières comme indiqué en note 1 et extrapolé jusqu'en 2021.

Les principales hypothèses du plan d'affaires établi sur la période sont les suivantes :

- consensus des analystes de recherche jusqu'en 2019, puis extrapolation des banques sur la période 2020-2021 ;
- un taux de croissance moyen (« **TCAM** ») de 2,3 % sur la période 2017-2022 ;
- une amélioration de la marge du résultat d'exploitation (« **EBITDA** ») entre 2017 et 2022 d'environ 214 points de base, reflétant notamment les conséquences du plan d'investissement annoncé par la société ainsi qu'une amélioration de son levier opérationnel ;
- un taux d'imposition normatif de 25 % correspondant au taux d'imposition sur les sociétés au Royaume Uni ;
- des investissements représentant environ 19 % du chiffre d'affaires, en ligne avec les niveaux historiques sur la période 2020-2021, après la mise en œuvre du plan d'investissement annoncé par le management de la société sur la période 2017-2019 ; et
- une évolution du besoin en fonds de roulement en pourcentage du chiffre d'affaires stable sur la période à environ 17 %.

La valeur terminale est calculée sur la base d'un flux de trésorerie normatif, en ligne avec les extrapolations de fin du plan d'affaires, et tient compte d'un taux de croissance à l'infini de 2 %, en ligne avec l'inflation historique et les analystes de recherche, ainsi qu'un CMPC de 7,5 %.

Le CMPC est la moyenne pondérée du coût des fonds propres et du coût de la dette après impôts. Pour Berendsen, il ressort à 7,5 % sur la base des hypothèses suivantes :

- un taux sans risque de 3,0 % (taux obligataire d'Etat à 10 ans) – Source : Bloomberg ;
- une prime de risque de marché de 6,3 % – Source : Damodaran ;
- un bêta « désendetté » de 0,77 – Source : Moyenne Facset, Barra et Bloomberg ;

- un taux d'imposition normatif à 25 %, taux normatif au Royaume-Uni.

<b>En millions de £ sauf indication contraire</b>	
Somme des flux actualisés	200
Valeur terminale	2,009
Valeur d'entreprise	2,209
Prix de Berendsen (p/action)	991

<b>En millions de £ sauf indication contraire</b>	
Valeur d'entreprise implicite	2,209
Multiple implicite de Berendsen (VE / EBE 17E)	6.2x
Prix de Berendsen (p/action)	991
Prime / (Décote) sur offre au 09/06/2017	25.6 %

L'actualisation de ces flux induit une valorisation de 991p par action Berendsen. Le prix de l'offre (12,45 £) fait ressortir une prime de 25,6 % par rapport à cette valorisation des actions de Berendsen.

f. Résumé des éléments d'appréciation des termes de l'Offre en Numéraire

	<b>Prime / (Décote)</b>
<b>Cours de bourse</b>	
Le 17 Mai 2017	44.1 %
Moyenne 1 mois	49.8 %
Moyenne 2 mois	56.0 %
Moyenne 3 mois	53.4 %
Moyenne 6 mois	50.3 %
<b>Objectifs de cours des analystes recherche</b>	
Moyenne	77.8 %
<b>Multiples boursiers</b>	
Prime / Décote sur moyenne de l'échantillon - VE / REX 17E	14.5 %
Prime / Décote sur moyenne de l'échantillon - VE / REX 18E	19.2 %
Prime / Décote sur moyenne de l'échantillon - P / E 17E	20.1 %
Prime / Décote sur moyenne de l'échantillon - P / E 18E	29.4 %
<b>Opérations comparables</b>	
Prime / Décote sur opérations comparables	(0.1 %)
<b>Actualisation des flux de trésorerie</b>	
Prime / Décote	25.6 %

### (iii) Eléments d'appréciation de l'Offre en Titres

Le rapport d'échange de l'offre correspond à une offre 100 % titre au même niveau de prix que le ratio d'échange proposé de 0.403x pour la composante titre de l'offre.

La parité d'échange proposée dans le cadre de l'Offre en Titres, soit 0,712 action Elis pour une action Berendsen, peut être appréciée au regard des éléments suivants :

#### a. Cours de bourse

Le cours d'Elis est particulièrement pertinent dans l'appréciation de la parité d'échange, du fait de la taille de la capitalisation boursière du Groupe de plus de 2 milliards d'euros au 17 mai 2017 et de son actionnariat éclaté (flottant représentant plus de 70 % du capital de la société). Le cours de bourse d'Elis a notamment servi de référence de valorisation dans la négociation de la parité de l'Opération.

Le tableau ci-dessous présente le niveau des primes découlant de la parité de l'Offre en Titres par rapport à la parité entre les cours de clôture de Berendsen et d'Elis au 17 mai 2017, ainsi que par rapport aux parités entre les cours moyens pondérés par les volumes des deux sociétés depuis le 9 juin 2017, et sur différentes périodes de référence précédant cette date :

	Cours de bourse de Elis (€)	Cours de bourse Berendsen (p)	Taux de change €/£	Rapport d'échange implicite	Rapport d'échange de l'offre en titres	Prime / (Décote)
Le 09 juin 2017	19.9	1,215	0.8787	0.494x	0.712x	44.1 %
Le 17 mai 2017	20.0	864	0.8611	0.502x	0.712x	41.9 %
Moyenne 1 mois	19.0	831	0.8452	0.517x	0.712x	37.7 %
Moyenne 2 mois	18.7	798	0.8513	0.502x	0.712x	41.9 %
Moyenne 3 mois	18.3	811	0.8543	0.520x	0.712x	36.8 %
Moyenne 6 mois	16.9	828	0.8537	0.575x	0.712x	23.9 %

Source : Factset

Note : la date de référence pour le calcul des primes est le 17/05/2017, correspondant au dernier cours non affecté par l'annonce 2.4 de Elis datée du 18/05/2017.

Note : les moyennes sont pondérées des volumes échangés pour chaque jour de bourse.

Note : Le rapport d'échange de l'offre correspond à une offre 100% titre au même niveau de prix que le ratio d'échange proposé de 0.403x pour la composante titre de l'offre.

Le rapport d'échange de l'Offre en Titres fait ainsi ressortir une prime comprise entre 23.9 % et 41,9 % par rapport aux ratios d'échange calculés sur la base de moyennes pondérées des volumes des cours de l'action Elis et de l'action Berendsen sélectionnées sur les diverses périodes précédant le 17 mai 2017, dernier jour ouvré avant la publication du Communiqué 2.4.

#### b. Objectifs de cours des analystes de recherche

Le tableau ci-dessous détaille les objectifs de cours pour Berendsen :

Broker	Dernière revue	Reco	Objectif de cours (p)	Objectif de cours vs. cours au 17/05/2017	Prime d'offre vs. objectif de cours
Peel Hunt, LLP	17/05/2017	Acheter	908	5.2 %	37.1 %
Exane	17/05/2017	Acheter	950	10.0 %	31.0 %
Numis	08/05/2017	Conserver	695	(19.5 %)	79.1 %

Stifel	28/04/2017	Conserver	680	(21.3 %)	83.0 %
Morgan Stanley	28/04/2017	Conserver	645	(25.3 %)	93.0 %
RBC	27/04/2017	Conserver	660	(23.6 %)	88.6 %
JP Morgan	27/04/2017	Acheter	1,249	44.6 %	(0.3 %)
Barclays	27/04/2017	Conserver	700	(18.9 %)	77.8 %
Credit Suisse	27/04/2017	Conserver	700	(18.9 %)	77.8 %
Goldman Sachs	07/03/2017	Acheter	1,070	23.9 %	16.3 %
<b>Moyenne retenue (hors JP Morgan, Credit Suisse, et Exane)</b>			<b>765</b>	<b>(11.4 %)</b>	<b>62.6 %</b>
<b>Moyenne</b>			<b>826</b>	<b>(4.4 %)</b>	<b>50.7 %</b>

Sources : Factset, Bloomberg

Le tableau ci-dessous détaille les objectifs de cours pour Elis :

Broker	Dernière revue	Reco	Objectif de cours (€)	Objectif de cours vs. cours au 17/05/2017
Midcap Partners - Louis Capital Markets	17/05/2017	Acheter	23.3	16.6 %
Mainfirst Bank AG	17/05/2017	Acheter	22.5	12.6 %
Deutsche Bank Research	17/05/2017	Conserver	19.0	(4.9 %)
Societe Generale	17/05/2017	Acheter	23.2	16.1 %
Berenberg	15/05/2017	Acheter	22.0	10.1 %
Morgan Stanley	03/05/2017	Conserver	17.3	(13.4 %)
Credit Suisse	02/05/2017	Conserver	18.7	(6.4 %)
Kepler Chevreux	28/04/2017	Acheter	21.0	5.1 %
Natixis	28/04/2017	Acheter	22.0	10.1 %
Oddo Securities	28/04/2017	Acheter	20.5	2.6 %
Exane BNP Paribas	27/04/2017	Conserver	17.3	(13.4 %)
Goldman Sachs	22/03/2017	Acheter	21.0	5.1 %
<b>Moyenne retenue (hors DB, Credit Suisse et Exane)</b>			<b>21.4</b>	<b>7.2 %</b>
<b>Moyenne</b>			<b>20.7</b>	<b>3.3 %</b>

Sources : Factset, Bloomberg

Les objectifs de cours moyens d'Elis et Berendsen laissent apparaître une parité de 0,415 action Elis pour chaque action Berendsen (au taux de change du 17 mai 2017).

	Objectif de cours de Elis (€)	Objectif de cours de Berendsen (p)	Taux de change €/£	Rapport d'échange implicite	Rapport d'échange de l'offre en titres	Prime / (Décote)
Moyenne	21.4	765	0.8611	0.415x	0.712x	71.5 %

Le rapport d'échange de l'Offre en Titres fait ressortir une prime d'environ 71,5 % par rapport au ratio d'échange calculé sur la base de la moyenne des objectifs de cours des analystes pour les actions Elis et Berendsen.

c. Résumé des éléments d'appréciation des termes de l'Offre en Titres

Cours de bourse	Prime / (Décote)
Le 09 juin 2017	44.1 %
Le 17 mai 2017	41.9 %
Moyenne 1 mois	37.7 %
Moyenne 2 mois	41.9 %
Moyenne 3 mois	36.8 %
Moyenne 6 mois	23.9 %
<b>Objectifs de cours des analystes de recherche</b>	
Prime / Décote sur objectif de cours moyen	71.5 %

(iv) Éléments d'appréciation non retenus

a. Actif net comptable et actif net réévalué

La méthode de l'actif net comptable ne représente pas un critère pertinent d'appréciation du prix proposé : cette référence, fondée sur une valeur historique des actifs et des passifs, apparaît peu pertinente dans la mesure où elle ne tient compte ni de la valeur réelle des actifs incorporels des deux sociétés (parts de marché, relations clients, image de marque, savoir-faire, etc.), ni des performances futures du groupe.

b. Actif net réévalué

Cette méthode consiste à corriger l'actif net comptable des plus ou moins-values latentes identifiées à l'actif, au passif ou en engagements hors bilan. Cette approche est habituellement utilisée pour la valorisation de sociétés de portefeuille détenant des participations financières minoritaires et a été écartée dans la mesure où les actifs d'Elis et Berendsen sont essentiellement des actifs d'exploitation majoritairement contrôlés.

c. Actualisation des dividendes

La méthode de l'actualisation des dividendes n'a pas été retenue dans la mesure où elle apparaît trop dépendante de la politique de distribution des sociétés concernées.

d. Parité des bénéfices nets par action

La comparaison entre le rapport d'échange offert dans le cadre de l'Offre en Titres et le rapport du bénéfice net consolidé part du groupe par action d'Elis et de Berendsen n'a ici que peu de pertinence du fait d'un BNPA négatif chez Elis pour les exercices 2014 et 2015, et du fait d'une structure d'endettement significativement différente entre les deux sociétés.

e. Parité des dividendes par action

La comparaison entre le rapport d'échange offert dans le cadre de l'Offre en Titres et le rapport du dividende par action d'Elis et de Berendsen n'a ici que peu de pertinence du fait de (i) la politique de distribution des sociétés concernées et (ii) une stratégie de développement plus axée sur la croissance externe et l'investissement chez Elis.

## 2.9. Conséquences de l'Opération

### 2.9.1. Conséquences de l'Opération pour Elis et ses actionnaires

#### 2.9.1.1 Impact de l'Opération sur les capitaux propres d'Elis

Le tableau suivant présente l'impact de l'Opération (hors Financement CPPIB et Financement CPPIB compris) sur les capitaux propres d'Elis :

	Nombre de titres financiers	Capital social (en milliers d'euros)	Prime d'émission, de fusion, d'apport <sup>(i)</sup> (en milliers d'euros)
Situation de départ au 30 juin 2017	140 167 049	140 167	1 546 350
Conséquences du nombre total de titres financiers créés	69 052 152	69 052	1 300 885
Situation après l'Opération (hors Financement CPPIB)	209 219 201	209 219	2 847 235
Situation après l'Opération (Financement CPPIB compris)	219 350 914	219 351	3 037 103

Source : données Elis

Note : (i) Hors prise en compte des frais d'émission d'un montant estimé de 17,7 millions d'euros avant impôt.

#### 2.9.1.2 Structure de l'actionariat du Groupe Combiné post-Opération

Le tableau suivant présente l'impact de l'Opération sur la répartition du capital et des droits de vote d'Elis sur la base de la structure actionariale d'Elis et de Berendsen au 30 juin 2017 :

Actionnaires	Avant l'Opération			
	Nombre d'actions	%	Nombre de droits de vote exerçables	%
<b>Eurazeo</b>	<b>23 635 032</b>	<b>16,86 %</b>	<b>42 892 699</b>	<b>26,85 %</b>
dont Legendre Holding 27 SAS <sup>(a)</sup>	22 522 058	16,07 %	40 873 361	25,58 %
dont Eurazeo SE <sup>(a)</sup>	1 112 974	0,79 %	2 019 338	1,26 %
<b>Crédit Agricole Assurances<sup>(a)</sup></b>	<b>13 991 662</b>	<b>9,98 %</b>	<b>13 991 662</b>	<b>8,76 %</b>
<b>CPPIB<sup>(c)</sup></b>	<b>6 769 248</b>	<b>4,83 %</b>	<b>6 769 248</b>	<b>4,24 %</b>
<b>Public</b>	<b>95 715 607</b>	<b>68,29 %</b>	<b>96 117 816</b>	<b>60,16 %</b>
<b>Actionnaires de Berendsen</b>	–	–	–	–
dont Ameriprise Financial Inc. <sup>(b)</sup>	14 694 718	10,48 %	14 694 718	9,20 %
dont ECIP Elis SARL <sup>(a)</sup>	190 172	0,14 %	345 124	0,22 %
dont dirigeants et employés <sup>(e)</sup>	399 801	0,29 %	484 476	0,30 %
<b>Actions auto-détenues</b>	<b>55 500<sup>(d)</sup></b>	<b>0,04 %</b>	–	–

<b>Total</b>	<b>140 167 049</b>	<b>100 %</b>	<b>159 771 425</b>	<b>100 %</b>
--------------	--------------------	--------------	--------------------	--------------

- (a) Actionnaires ayant déclaré être liés par un pacte d'actionnaires non constitutif d'une action de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce.
- (b) Sur la base de la déclaration de franchissement de seuil d'Ameriprise Financial, Inc. en date du 22 juin 2017. Ameriprise Financial, Inc. détient les actions Elis par l'intermédiaire de sa filiale Threadneedle Asset Management Limited.
- (c) CPPIB et la Société sont parties à un contrat d'investissement conclu le 7 juin 2017.
- (d) Au 30 juin 2017.
- (e) A la suite de l'acquisition définitive de 250 392 actions au titre du plan d'actions de performance mis en oeuvre le 7 avril 2015 dont la période d'acquisition a expiré le 7 avril 2017.

Au 30 juin 2017, 19 659 876 actions Elis bénéficiaient d'un droit de vote double.

Actionnaires	Après l'Opération				Après l'Opération et Financement CPPIB			
	Nombre d'actions	%	Nombre de droits de vote exerçables	%	Nombre d'actions	%	Nombre de droits de vote exerçables	%
<b>Eurazeo</b>	<b>23 635 032</b>	<b>11,30 %</b>	<b>42 892 699</b>	<b>18,74 %</b>	<b>23 635 032</b>	<b>10,77 %</b>	<b>42 892 699</b>	<b>17,95 %</b>
dont Eurazeo SE <sup>(a)</sup>	1 112 974	0,54 %	2 019 338	0,86 %	1 112 974	0,50 %	2 019 338	0,84 %
dont Legendre Holding 27 S AS <sup>(a)</sup>	22 522 058	10,76 %	40 873 361	17,86 %	22 522 058	10,27 %	40 873 361	17,11 %
<b>Crédit Agricole Assurances<sup>(a)</sup></b>	<b>13 991 662</b>	<b>6,69 %</b>	<b>13 991 662</b>	<b>6,11 %</b>	<b>13 991 662</b>	<b>6,38 %</b>	<b>13 991 662</b>	<b>5,86 %</b>
<b>CPPIB<sup>(c)</sup></b>	<b>6 769 248</b>	<b>3,24 %</b>	<b>6 769 248</b>	<b>2,96 %</b>	<b>16 900 961</b>	<b>7,70 %</b>	<b>16 900 961</b>	<b>7,07 %</b>
<b>Public</b>	<b>164 767 759</b>	<b>78,75 %</b>	<b>165 169 968</b>	<b>72,18 %</b>	<b>164 767 759</b>	<b>75,12 %</b>	<b>165 169 968</b>	<b>69,12 %</b>
dont actionnaires de Berendsen	69 052 152	33,00 %	69 052 152	30,18 %	69 052 152	31,48 %	69 052 152	28,90 %
dont Ameriprise Financial, Inc. <sup>(b)</sup>	14 694 718	7,02 %	14 694 718	6,42 %	14 694 718	6,70 %	14 694 718	6,15 %
dont ECIP Elis SARL <sup>(a)</sup>	190 172	0,09 %	345 124	0,15 %	190 172	0,09 %	345 124	0,14 %
dont dirigeants et employés <sup>(e)</sup>	399 801	0,19 %	484 476	0,21 %	399 801	0,18 %	484 476	0,20 %
<b>Actions auto-détenues</b>	<b>55 500<sup>(d)</sup></b>	<b>0,03 %</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>55 500<sup>(d)</sup></b>	<b>0,03 %</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>209 219 201</b>	<b>100 %</b>	<b>228 823 577</b>	<b>100 %</b>	<b>219 350 914</b>	<b>100 %</b>	<b>238 955 290</b>	<b>100 %</b>

- (a) Actionnaires ayant déclaré être liés par un pacte d'actionnaires non constitutif d'une action de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce.
- (b) Sur la base de la déclaration de franchissement de seuil d'Ameriprise Financial, Inc. en date du 22 juin 2017. Ameriprise Financial, Inc. détient les actions Elis par l'intermédiaire de sa filiale Threadneedle Asset Management Limited.
- (c) CPPIB et la Société sont parties à un contrat d'investissement conclu le 7 juin 2017.
- (d) Au 30 juin 2017.
- (e) A la suite de l'acquisition définitive de 250 392 actions au titre du plan d'actions de performance mis en oeuvre le 7 avril 2015 dont la période d'acquisition a expiré le 7 avril 2017.

### 2.9.1.3 Changements envisagés dans la composition des organes d'administration et de direction

#### Gouvernement d'entreprise d'Elis

Après la réalisation de l'Opération, Elis conservera une structure de gouvernance duale avec un conseil de surveillance et un directoire. En outre, le Conseil d'Elis continuera à être présidé par Thierry Morin tandis que le directoire d'Elis continuera à être présidé par Xavier Martiré.

En termes de gouvernement d'entreprise, le Contrat d'Investissement stipule que CPPIB dispose du droit de proposer la nomination d'un représentant au conseil de surveillance de la Société dès lors que sa participation sera au moins égale à 8 % du capital social de la Société et celle d'un second représentant dès lors que sa participation sera au moins égale à 15 % du capital social de la Société. Pour plus d'informations concernant le contrat d'investissement conclu avec CPPIB, voir section 1.5.2 « Contrat d'investissement » de l'Actualisation du Document de Référence.

#### Gouvernement d'entreprise de Berendsen

Il est envisagé que les mandats des membres du Conseil de Berendsen cessent à compter de la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* sera déclaré « effective ». Il est également envisagé que si l'Opération se réalise, James Drummond démissionne de ses fonctions de *Chief Executive Officer* et que son mandat de membre du Conseil de Berendsen cesse à la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* sera déclaré « effective ». Les modalités du départ de M. Drummond ne sont pas encore arrêtées mais elles seront conformes au contrat qui le lie à Berendsen (*service agreement*). Il est également envisagé que Kevin Quinn cesse d'être *Chief Financial Officer* et membre du Conseil de Berendsen à la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* sera déclaré « effective » ou après cette date. Les modalités du départ de M. Quinn ne sont pas encore arrêtées mais elles seront conformes au contrat qui le lie à Berendsen (*service agreement*).

### 2.9.1.4 Evolution de la capitalisation boursière d'Elis et de Berendsen

L'impact de l'émission (hors Financement CPPIB) sur la capitalisation boursière d'Elis, sur la base du cours de clôture de l'action Elis de 19,90 euros le 9 juin 2017 (dernier jour ouvré précédant la publication du Communiqué 2.7) et du nombre d'Actions Nouvelles à émettre de 69 052 152, est présenté dans le tableau suivant :

	Avant l'Opération	Après l'Opération
Nombre d'actions sur une base totalement diluée	140 167 049	209 219 201
Capitalisation boursière (en milliers d'euros)	2 789,3	4 163,5

Note : capitalisation boursière sur une base totalement diluée au 30 juin 2017

L'impact sur la capitalisation boursière d'Elis et de Berendsen de la publication du Communiqué 2.7, sur une base totalement diluée, est présenté dans le tableau suivant :

	<b>Elis</b> (en millions d'€)	<b>Berendsen</b> (en millions de £)
Capitalisation boursière pré-annonce (à la clôture du 9 juin 2017)	2 789,3	2 119,1
Capitalisation boursière post-annonce (à la clôture du 12 juin 2017)	2 757,1	2 131,3
<i>Performance</i>	<i>(1,2) %</i>	<i>0,6 %</i>

Note : capitalisation boursière sur une base totalement diluée au 30 juin 2017

### 2.9.1.5 Incidence sur le calcul du bénéfice net par action

L'impact de l'Opération sur le bénéfice net par action d'Elis est le suivant, sur une base pro forma non audité au 31 décembre 2016 :

	<b>Elis</b>	<b>Pro forma non-audité après l'Opération*</b> (hors Financement CPPIB)	<b>Pro forma non-audité après l'Opération</b> (après Financement CPPIB)
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère (en millions d'euros)	93,7	181,5	183,6**
Nombre d'actions sur une base diluée (en millions)	114,1	183,2	193,3
Bénéfice par action après dilution (en euros)	0,82	0,99	0,95

Notes : \*Informations non couvertes par le rapport figurant à la section 4.4 « Rapport des commissaires aux comptes sur les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées » de la Note d'Opération

\*\*Voir la section 4.3.1 « Compte de résultat consolidé pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 » de la Note d'Opération

### 2.9.1.6 Orientations nouvelles envisagées

Pour des informations supplémentaires concernant les orientations nouvelles envisagées à la suite de la réalisation de l'Opération, voir la section 2.1.2 « Motifs et but de l'Opération » de la Note d'Opération.

### 2.9.1.7 Perspectives et intentions à court et moyen termes

Il est prévu que les actions Berendsen cesseront d'être négociées à 7h30 (heure de Londres) le jour ouvré qui suit la date à laquelle la Cour approuve le *Scheme of Arrangement*. Berendsen sollicitera, avant la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* est déclaré « effective », le retrait des actions Berendsen de l'*Official List* et leur radiation de la cote sur le *London Stock Exchange*. Il est également prévu qu'à la suite du retrait de la cote des actions Berendsen, Berendsen soit réenregistré comme une société privée.

## Intentions d'Elis vis-à-vis de Berendsen

S'agissant des futures activités du Groupe Combiné, Elis a l'intention de créer un leader pan-européen de la location-entretien d'articles textiles et d'hygiène, combinant la position concurrentielle de Berendsen en Europe du Nord avec les positions fortes d'Elis dans le reste de l'Europe ainsi que dans un certain nombre de marchés émergents à forte croissance. Le Groupe Combiné continuerait de mettre en œuvre les quatre piliers du plan stratégique d'Elis : (i) consolider ses positions par de la croissance organique et des acquisitions sur des marchés et services, nouveaux et existants ; (ii) développer ses activités en Amérique Latine ; (iii) continuer à améliorer son excellence opérationnelle ; et (iv) introduire de nouveaux produits et services à un coût marginal limité.

Elis attache une grande importance aux compétences et à l'expérience des salariés actuels de Berendsen. Elis abordera la question de l'intégration de l'équipe dirigeante prise dans son ensemble de manière ouverte et transparente, avec pour objectif de retenir et de motiver les meilleurs talents au sein du Groupe Combiné.

Afin d'obtenir certains des avantages escomptés de l'Opération, Elis devra effectuer un examen détaillé afin de déterminer la meilleure manière de rapprocher les activités respectives du Groupe Elis et du Groupe Berendsen. Sur la base des résultats de cet examen, Elis a l'intention de finaliser la composition de l'équipe dirigeante du Groupe Combiné au plus tard début janvier 2018. Dans le cadre de cet examen, Elis procédera également à l'analyse des structures des secteurs d'activité de Berendsen afin de déterminer la meilleure manière de les intégrer avec l'organisation opérationnelle d'Elis.

Une fois l'intégration réalisée, Elis aura pour objectif de créer un environnement de travail stable au sein du Groupe Combiné afin de faciliter le développement personnel de ses employés. Elis a également pour objectif, lorsque cela sera possible, d'utiliser les équipes de Berendsen afin de renforcer celles d'Elis au sein d'un même pays.

Cet examen a également pour but d'identifier et d'évaluer les opportunités d'intégration ainsi que de déterminer les secteurs dans lesquels une réduction du nombre de salariés du Groupe Combiné serait appropriée (sous réserve du droit applicable et de tout processus de consultation obligatoire).

Elis n'a pas encore arrêté l'étendue de cet examen, lequel n'a pas encore commencé, et n'est pas encore parvenu à de quelconques conclusions quant à son résultat probable. Elis n'a pas non plus pris de décisions concernant des actions spécifiques qui pourraient être mises en œuvre dans le cadre de l'intégration d'Elis et de Berendsen.

Jusqu'à ce que cet examen soit achevé, Elis n'est pas en mesure de connaître avec certitude l'impact de l'Opération sur les emplois de l'équipe dirigeante et des salariés du Groupe Combiné, ou sur la localisation des établissements du Groupe Combiné, bien qu'il soit envisagé que le siège du Groupe Consolidé soit situé au lieu de l'actuel siège social d'Elis en France.

Bien que l'étendue de l'examen n'ait pas été déterminée, Elis anticipe que celui-ci inclura une évaluation par Elis des fonctions centrales *corporate* et opérationnelles suivantes de Berendsen :

- le siège social de Berendsen situé à Londres au sein duquel environ 70 salariés en équivalent temps plein (ETP) travaillent ;
- les équipes centrales (situées à Basingstoke et Copenhague) qui assistent les secteurs d'activité de Berendsen, notamment de *workwear*, *facility*, *hospitality* et *healthcare*, comprenant au total environ 100 salariés ETP ; et

- les centres de services partagés (situés dans chaque pays au sein desquels le Groupe Berendsen a des activités) qui assistent les équipes locales par la fourniture services fonctionnels, comprenant au total environ 650 salariés ETP.

Comme décrit dans le « *Quantified Financial Benefits Statement* » d'Elis exposé dans la Partie 6 (« *Elis Quantified Financial Benefits Statement and Profit Forecast* ») du *Scheme Document*, Elis prévoit de générer des économies de coûts centraux pour un montant de 17 millions d'euros par an en réduisant les coûts liés à des doublons entre l'administration centrale et les fonctions support. Elis estime actuellement qu'un tel niveau d'économies de coûts centraux impliquerait des suppressions d'emplois globales visant entre 75 et 200 salariés ETP actuellement employés au sein de l'administration centrale et des fonctions support à travers le Groupe Combiné. Cependant, aucune étude n'a été effectuée dans le but d'identifier spécifiquement les salariés, postes ou lieux qui seront affectés. Aucune proposition particulière ne sera faite par Elis tant que l'examen ne sera pas achevé.

En outre, comme décrit dans le « *Quantified Financial Benefits Statement* » d'Elis exposé dans la Partie 6 (« *Elis Quantified Financial Benefits Statement and Profit Forecast* ») du *Scheme Document*, Elis prévoit de générer des économies de coûts opérationnels en Allemagne et au Benelux pour un montant de 8 millions d'euros par an. Par conséquent, cet examen inclura également une analyse effectuée par Elis de l'implantation des installations industrielles et des réseaux de services du Groupe Combiné en Allemagne et au Benelux dans le but d'atteindre cet objectif étant donné qu'une partie des économies de coûts opérationnels devrait en découler. Sur la base des niveaux d'économies de coûts qu'Elis a été capable de réaliser par le biais de la combinaison de différents réseaux au sein de précédentes acquisitions, il est prévu que ces économies attendues de coûts opérationnels en Allemagne et au Benelux seront générées, plutôt que par des réductions d'emplois, par la combinaison de (i) l'optimisation de la logistique clients et des activités sur les installations elles-mêmes et (ii) des économies sur les achats. En prenant en considération l'importance respective des activités de Berendsen et d'Elis au sein de ces pays, Elis estime actuellement que les réductions d'emplois (s'il devait y en avoir) seraient principalement liées aux anciennes activités du Groupe Elis en Allemagne et au Benelux et ne devraient pas affecter plus de 10 salariés ETP au sein des installations opérationnelles du Groupe Combiné dans ces pays. Cependant, aucune étude n'a été effectuée dans le but d'identifier spécifiquement les salariés, postes ou lieux qui seront affectés. Aucune proposition particulière ne sera faite par Elis tant que l'examen ne sera pas achevé.

Les propositions relatives aux dispositifs appropriés d'incitation de l'équipe dirigeante et des salariés seront considérées dans le cadre de l'examen. En conséquence, aucune proposition n'a été faite s'agissant des termes de tout dispositif d'incitation de l'équipe dirigeante et des salariés de Berendsen qui ont un intérêt dans les actions Berendsen.

Elis confirme par ailleurs son intention de maintenir l'ensemble des droits existants de tous les salariés et de l'équipe dirigeante actuels de Berendsen en matière d'emploi et de pension conformément au droit applicable.

En particulier, Elis a l'intention de faire en sorte qu'à la suite de la mise en œuvre de l'Opération, le Groupe Berendsen continuera de se conformer à toutes ses obligations en matière de retraite. Elis n'a pas l'intention de procéder à un quelconque changement concernant les régimes de retraite du Groupe Berendsen, y compris concernant les cotisations employeur, l'acquisition de droits par les membres actuels ou l'admission de nouveaux membres.

### **Réponse du Conseil de Berendsen**

Les membres du Conseil de Berendsen se félicitent des déclarations d'Elis sur le fait qu'Elis attache une grande importance aux compétences et à l'expérience des salariés actuels de Berendsen et vise à créer un environnement de travail stable dans l'ensemble du Groupe Combiné pour faciliter le développement personnel de ses employés.

Le Conseil de Berendsen reconnaît que, pour obtenir certains des avantages escomptés de l'Opération, il sera nécessaire procéder à un examen détaillé de la meilleure façon d'intégrer les activités respectives du Groupe Elis et du Groupe Berendsen et d'évaluer attentivement les avantages qui pourraient être obtenus de l'intégration. Le Conseil de Berendsen comprend également que, dans le cadre de cet examen, Elis devra analyser la structure actuelle des secteurs d'activité de Berendsen et déterminer la meilleure façon d'intégrer cette structure aux activités propres d'Elis. Le Conseil de Berendsen s'attend à ce que le processus d'examen et d'intégration implique l'engagement et la consultation de toutes les parties prenantes requises.

Le Conseil de Berendsen comprend que le travail relatif aux synergies réalisé par Elis à ce jour a confirmé la possibilité de générer des économies pour le Groupe Combiné, comprenant la réduction des coûts liés à des doublons dans l'administration centrale et les fonctions support, ce qui impliquera des réductions d'effectifs. Même si Elis n'a pas encore formulé de propositions sur la façon dont ces réductions d'effectifs seront mises en œuvre, Elis a déclaré qu'il évaluera les fonctions centrales *corporate* et opérationnelles du siège social de Berendsen à Londres et des centres de tous les pays dans lesquels le Groupe Berendsen opère.

Le Conseil de Berendsen comprend que le travail relatif aux synergies réalisé par Elis a également permis d'identifier des économies potentielles de coûts pour le groupe combiné en Allemagne et au Benelux. En conséquence, l'examen d'Elis portera également sur les lieux d'implantation des installations industrielles et le réseau de sites de prestations de services du Groupe Combiné dans ces régions. Elis s'attend à ce que les économies de coûts opérationnels soient générées en grande partie par d'autres éléments que les réductions d'effectifs et a aussi déclaré que les réductions d'effectif dans le Groupe Combiné en Allemagne et au Benelux (s'il devait y en avoir) seraient principalement liées aux anciennes activités du Groupe Elis en Allemagne et au Benelux.

Elis a donné aux membres du Conseil de Berendsen l'assurance que les droits sociaux actuels de tous les salariés existants, y compris les droits accumulés relatifs aux pensions de retraite, seront entièrement sauvegardés et que, suite à la mise en œuvre de l'Opération, le Groupe Berendsen continuera de se conformer à toutes ses obligations en matière de retraite. En outre, les propositions concernant les dispositifs appropriés d'incitation de la direction et des salariés seront étudiées dans le cadre de l'examen d'Elis.

Compte tenu de l'examen détaillé de l'intégration, tel que décrit ci-dessus, qui sera effectué suite à la réalisation de l'Opération, le Conseil de Berendsen est dans l'impossibilité d'exprimer une opinion plus détaillée sur l'impact de l'Opération sur la direction de Berendsen, ses employés et ses différents sites.

### **2.9.2. Conséquences de l'Opération pour Berendsen et ses actionnaires**

Les conséquences de la réalisation de l'Opération pour Berendsen et ses actionnaires sont décrites à la section 2.1.2.3 « Intérêt de l'Opération pour Berendsen et ses actionnaires » de la Note d'Opération.

### 3. PRESENTATION DE LA SOCIETE BENEFICIAIRE DE L'APPORT : ELIS

#### 3.1. Document de référence

Les informations générales concernant Elis sont disponibles dans le Document de Référence 2016 enregistré auprès de l'AMF le 6 avril 2017 sous le numéro R. 17-013, qui est incorporé par référence dans le Prospectus. Le Document de Référence 2016 inclut les comptes annuels et les comptes consolidés d'Elis pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, ainsi que les rapports correspondants des commissaires aux comptes.

Le Document de Référence 2016 est disponible gratuitement au siège social d'Elis (5, boulevard Louis Loucheur, 92210 Saint-Cloud, France) et sur les sites internet d'Elis ([www.corporate-elis.com](http://www.corporate-elis.com)) et de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

Les informations incorporées par référence dans le Prospectus doivent être lues en connexion avec la table de concordance présentée ci-dessous :

N°	Règlement (CE) n°809/2004 – Annexe 1	Chapitre / Paragraphe	Page(s) correspondante(s) du Document de Référence	Chapitre / Paragraphe	Page(s) correspondantes de l'Actualisation du Document de Référence
<b>1.</b>	<b>Personnes responsables</b>				
1.1	Indication des personnes responsables	9.1.1	332	6.1.1	112
1.2	Déclaration des personnes responsables	9.1.2	333	6.1.2	112
<b>2.</b>	<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>				
2.1	Nom et adresse des contrôleurs légaux des comptes	9.2	333	6.2	112 à 113
2.2	Information concernant les modifications apportées aux contrôleurs légaux des comptes au cours de la période	9.2	333		
<b>3.</b>	<b>Informations financières sélectionnées</b>				
3.1	Informations financières historiques	Elis en bref	6		
3.2	Informations financières intermédiaires	N/A		1.2.1 4.2.4	5 à 13 64 à 98
<b>4.</b>	<b>Facteurs de risques</b>	<b>2.1</b>	<b>46 à 63</b>	2 4.2.1.2.1	38 à 39 45
<b>5.</b>	<b>Informations concernant l'émetteur</b>				
5.1	Histoire et évolution de la Société	Elis en bref, 1.1	5, 7 22 à 23		
5.1.1	Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	8.1	308	Remarques générales	1
5.1.2	Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur	8.1	308	Remarques générales	1
5.1.3	Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	8.1	308	N/A	
5.1.4	Siège social et forme juridique de l'émetteur, législation régissant ses activités, son pays d'origine, adresse et numéro de téléphone de son siège	8.1	308	N/A	
5.1.5	Événements importants dans le développement des activités de l'émetteur	Elis en bref, 1.1 5.1 6.1 – Note	4-5, 7, 12 à 15 22 162	1.2 1.6 4.2.2.1	5 à 14 20 à 37 46 à 54

N°	Règlement (CE) n°809/2004 – Annexe 1	Chapitre / Paragraphe	Page(s) correspondante(s) du Document de Référence	Chapitre / Paragraphe	Page(s) correspondantes de l'Actualisation du Document de Référence
		2.4	191 à 196	4.2.4.2.8 (Note 2)	77 à 80
<b>5.2</b>	<b>Investissements</b>				
5.2.1	Principaux investissements réalisés	1.11.1	40 à 41	1.4 1.5.4 1.5.5 1.6 4.2.2.1.1 4.2.2.1.2	15 18 18 à 19 20 à 37 46 46 à 47
5.2.2	Principaux investissements en cours	1.11.1	40 à 41	1.4 1.6	15 20 à 37
5.2.3	Principaux investissements que compte réaliser l'émetteur dans l'avenir	1.11.2	41 à 42	N/A	
<b>6.</b>	<b>Aperçu des activités</b>				
6.1	Principales activités				
6.1.1	Nature des opérations effectuées par l'émetteur et ses principales activités	Elis en bref, 1.3 1.5.1 1.7 1.8 1.9	8 à 10 24 à 26 28 à 29 35 à 36 36 à 37 37 à 38	1.1.1	4
6.1.2	Nouveaux produits ou services développés	1.5.2	29 à 31	N/A	
6.2	Principaux marchés	1.4	26 à 28	1.1.1	4
6.3	Événements exceptionnels	N/A		1.6	20 à 37
6.4	Dépendance vis-à-vis des brevets, licences, contrats Et procédés de fabrication	2.1	46	N/A	
6.5	Éléments fondateurs des déclarations concernant la position concurrentielle	1.6	32 à 34	N/A	
<b>7.</b>	<b>Organigramme</b>				
7.1	Description sommaire du Groupe (Organigramme)	8.8	326	5.6	110
7.2	Liste des filiales importantes	8.9	327 à 328	5.7	110
<b>8.</b>	<b>Propriétés immobilières, usines et équipements</b>				
8.1	Immobilisations corporelles importantes	1.10	38 à 39	1.3	15
8.2	Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	3.5	86 à 98	N/A	
<b>9.</b>	<b>Examen de la situation financière et du résultat</b>				
9.1	Situation financière	5.2.4, 5.2.5	168, 171	4.2.4.2 4.2.4.2.8 (Note 8)	65 à 98 90 à 94
9.2	Résultat d'exploitation	5.2 5.8, 5.10, 5.11	163 à 171 173, 174	4.2.4.2	65 à 98
9.2.1	Facteurs importants, influant sur le revenu d'exploitation de l'émetteur	5.1	162	1.2 4.2.2.1	5 à 14 46 à 54

N°	Règlement (CE) n°809/2004 – Annexe 1	Chapitre / Paragraphe	Page(s) correspondante(s) du Document de Référence	Chapitre / Paragraphe	Page(s) correspondantes de l'Actualisation du Document de Référence
9.2.2	Explication des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets	5.1.1	162	4.2.2.1.1 4.2.2.1.4 4.2.2.1.5 4.2.4.2.8 (Note 2)	46 48 49 à 54 77 à 80
9.2.3	Stratégie ou facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur	Messages des dirigeants 3.2.3 5.4	2 à 3  74, 172	N/A	
<b>10.</b>	<b>Trésorerie et capitaux</b>				
10.1	Capitaux de l'émetteur	5.2.4 5.2.5 6.1 – Note 10 6.3 – Note 5.1	168 171 236 257	4.2.4.2.4 4.2.4.2.6 4.2.4.2.7 4.2.4.2.8 (Note 10)	68 70 66 à 71 94 à 95
10.2	Source et montant des flux de trésorerie	5.2.4	168 à 171	4.2.4.2.5 4.2.4.2.8 (Note 8)	69 90 à 94
10.3	Conditions d'emprunt et structure de financement	1.12 5.2.4 6.1 – Note 8.3	41 à 42 168 à 171 225	1.5.1 1.5.2 1.5.6 4.2.4.1.8 (Note 2.4) 4.2.2.1.5 4.2.4.2.8 (Notes 8 et 2)	16 à 17 17 19 à 20 79 à 80 49 à 54 90 à 94 77 à 80
10.4	Restrictions à l'utilisation des capitaux	6.1 – Note 8.4	226	4.2.4.2.8 (Note 8.3)	91
10.5	Sources de financement nécessaires pour honorer les engagements	1.12 6.1 – Note 8.3	41 225 à 226	1.5.1 4.2.4.2.8 (Notes 8.2 et 8.3)	16 à 17 77 à 80 91
<b>11.</b>	<b>Recherche et développement, brevets et licences</b>	<b>1.14</b> <b>2.1</b> <b>5.7</b>	<b>43</b> <b>48</b> <b>173</b>	N/A	
<b>12.</b>	<b>Information sur les tendances</b>				
12.1	Principales tendances ayant affecté la production, les ventes et les stocks, les coûts et les prix de vente depuis la fin du dernier exercice	5.4	172	4.1	43
12.2	Tendances connues, incertitudes ou demandes ou engagements ou événements raisonnablement susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur	5.4	172	4.1	43
<b>13.</b>	<b>Prévisions ou estimations du bénéfice</b>				
13.1	Déclaration énonçant les principales hypothèses sur lesquelles l'émetteur a fondé sa prévision ou son estimation	N/A		N/A	
13.2	Rapport élaboré par les contrôleurs légaux	N/A		N/A	

N°	Règlement (CE) n°809/2004 – Annexe 1	Chapitre / Paragraphe	Page(s) correspondante(s) du Document de Référence	Chapitre / Paragraphe	Page(s) correspondantes de l'Actualisation du Document de Référence
13.3	Élaboration de la prévision ou de l'estimation	N/A		N/A	
13.4	Déclaration sur la validité d'une prévision précédemment incluse dans un prospectus	N/A		N/A	
<b>14.</b>	<b>Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale</b>				
14.1	Composition – déclarations	4.1.1 4.1.2 4.1.4	102 à 107 107 à 116 116	3 4.2.3 4.2.2.1.3	40 à 41 60 à 63 47 à 48
14.2	Conflits d'intérêts	4.1.5 4.1.6 4.1.8	117 117 118 à 122	N/A	
<b>15.</b>	<b>Rémunération et avantages</b>				
15.1	Rémunérations et avantages en nature	4.5 6.1 – Note 5.5	140 210	4.2.3.4 4.2.4.2.8 (Note 5)	61 à 63 84 à 85
15.2	Retraites et autres avantages	4.5 6.1 – Note 5.5	140 210	4.2.3.4 4.2.4.2.8 (Note 5)	61 à 63 84 à 85
<b>16.</b>	<b>Fonctionnement des organes d'administration et de direction</b>				
16.1	Mandats des membres du conseil de surveillance et de direction	4.1.1 4.1.2	102 à 107 107 à 116	4.2.3.1 4.2.3.3	60 61
16.2	Contrats de service liant les membres des organes d'administration et de direction	4.1.7	117	N/A	
16.3	Informations sur le comité d'audit et le comité des rémunérations	4.3.1	123 à 139	4.2.2.1.3 4.2.3.2	47 à 48 61
16.4	Déclaration relative au gouvernement d'entreprise	4.3.1	123	N/A	
<b>17.</b>	<b>Salariés</b>				
17.1	Nombre de salariés	Elis en bref, 3.2.1	4, 72 à 73	1.1.1	4
17.2	Participations dans le capital de l'émetteur et stock-options	8.5.1 8.5.7 8.5.8	318 à 319 322 322	4.2.5	99 à 106
17.3	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	8.5.7	322	N/A	
<b>18.</b>	<b>Principaux actionnaires</b>				
18.1	Identification des principaux actionnaires	8.5.1	318 à 319	4.2.5.2	99 à 100
18.2	Existence de droits de vote différents	8.2.4 8.5.2	309 319	4.2.5.2 5.4.2	99 à 100 109
18.3	Contrôle de l'émetteur	8.5.3	319	N/A	
18.4	Accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle	8.5.10	323	4.2.5.7	103 à 106
<b>19.</b>	<b>Opérations avec des apparentés</b>	<b>6.1 – Note 11 4.1.6</b>	<b>237 117</b>	4.2.1.2.2 4.2.4.2 (Note 5.2)	45 85
<b>20.</b>	<b>Informations financières concernant le</b>				

N°	Règlement (CE) n°809/2004 – Annexe 1	Chapitre / Paragraphe	Page(s) correspondante(s) du Document de Référence	Chapitre / Paragraphe	Page(s) correspondantes de l'Actualisation du Document de Référence
	<b>patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur</b>				
20.1	Informations financières historiques	5.11	174	N/A	
20.2	Informations financières pro forma	N/A		N/A	
20.3	États financiers	6.1 6.3	178 à 243 246 à 265	4.2.4.2	65 à 98
20.4	Vérifications des informations financières historiques annuelles	6.2 6.4	244 à 245 266 à 267	4.2.4.1	64 à 65
20.5	Date des dernières informations financières	31/12/2016		30/06/2017	
20.6	Informations financières intermédiaires et autres	N/A		N/A	
20.6.1	Informations financières semestrielles ou trimestrielles	N/A		4.2.4.2	65 à 98
20.6.2	Informations financières intermédiaires	N/A		N/A	
20.7	Politique de distribution des dividendes	5.4 8.6	172 320	5.5	110
20.7.1	Montant des dividendes	8.6.2 6.1 – Note 10.2	324 236	4.2.4.2.8 (Note 10.2)	95
20.8	Procédures judiciaires et d'arbitrage	2.1.4 6.1 – Note 7.2	57 219 à 220	2 4.2.1.2.1 4.2.4.2.8 (Note 7.2)	38 à 39 45 88 à 89
20.9	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	N/A		N/A	
<b>21.</b>	<b>Informations complémentaires</b>				
21.1	Capital social				
21.1.1	Montant du capital souscrit	8.3.2	312	5.3.1	108
21.1.2	Actions non représentatives du capital	8.3.5	314	4.2.5.5	101 à 103
21.1.3	Actions détenues par l'émetteur lui-même	8.3.4	313	5.3.2	108
21.1.4	Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	8.3.5	314	4.2.5.5	101 à 103
21.1.5	Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	N/A		4.2.2.1.4 4.2.5.6	48 103
21.1.6	Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option	N/A		N/A	
21.1.7	Historique du capital social	8.3.3	313	N/A	
<b>21.2</b>	<b>Acte constitutif et statuts</b>				
21.2.1	Description de l'objet social de l'émetteur	8.2.1	309	N/A	
21.2.2	Résumé de toute disposition contenue dans l'acte constitutif, les statuts, de l'émetteur concernant les membres de ses	4.1 8.2.2	102 309	N/A	

N°	Règlement (CE) n°809/2004 – Annexe 1	Chapitre / Paragraphe	Page(s) correspondante(s) du Document de Référence	Chapitre / Paragraphe	Page(s) correspondantes de l'Actualisation du Document de Référence
	organes d'administration, de direction et de surveillance				
21.2.3	Description des droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions	8.2.4	309	N/A	
21.2.4	Description des actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires	8.2.4	309	N/A	
21.2.5	Description des conditions régissant la manière dont les assemblées générales annuelles et extraordinaires sont convoquées	8.2.5	310	N/A	
21.2.6	Description de toute disposition qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle de l'émetteur	8.5.10	323 à 324	4.2.5.7 5.4.5	103 à 106 109 à 110
21.2.7	Indication de toute disposition fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée	8.5.6	321 à 322	4.2.5.3 5.4.4	101 109
21.2.8	Description des conditions régissant les modifications du capital lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit	N/A		N/A	
<b>22.</b>	<b>Contrats importants</b>	<b>1.13</b>	<b>42</b>	<b>1.5</b>	<b>16 à 20</b>
<b>23.</b>	<b>Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts</b>				
23.1	Déclaration ou rapport attribué(e) à une personne intervenant en qualité d'expert	3.6	94 à 96	N/A	
23.2	Informations provenant d'une tierce partie	N/A		N/A	
<b>24.</b>	<b>Documents accessibles au public</b>	<b>9.4</b>	<b>335</b>	<b>N/A</b>	
<b>25.</b>	<b>Informations sur les participations</b>	<b>8.9 6.1 – Note 11</b>	<b>327 à 328 238 à 242</b>	<b>5.7</b>	<b>110</b>

### 3.2. Informations financières au 30 juin 2017

Les comptes consolidés intermédiaires condensés pour les périodes de six mois closes les 30 juin 2016 et 2017 sont présentés à la section 4.2 de l'Actualisation du Document de Référence.

### 3.3. Evolution récente de la situation financière et perspectives

Les perspectives du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 sont décrites à la section 4.1 « Perspectives pour l'exercice 2017 » de l'Actualisation du Document de Référence.

### 3.4. Evènements significatifs intervenus depuis le dépôt du Document de Référence

Les évènements significatifs intervenus depuis le dépôt du Document de Référence sont décrits à la section 1.2 « Faits marquants depuis le 6 avril 2017 » de l'Actualisation du Document de Référence.

### 3.5. Facteurs de risque

Avant de prendre toute décision d'investissement, les investisseurs potentiels sont invités à prendre attentivement connaissance de l'ensemble des informations mentionnées dans le Prospectus. La présente section n'a pas vocation à être exhaustive, d'autres risques et incertitudes non connus de la Société à ce jour ou qu'elle juge aujourd'hui négligeables pourraient également perturber son activité ou affecter sa situation financière. Les investisseurs potentiels sont tenus de procéder à une évaluation personnelle et indépendante de l'ensemble des considérations relatives à l'investissement et de lire également les informations détaillées mentionnées par ailleurs dans ce Prospectus.

Les facteurs de risque spécifiques relatifs au Groupe et à son activité sont décrits dans le chapitre 2 (pages 45 à 65) du Document de Référence.

En complément de ces facteurs de risque, les investisseurs sont invités, avant de prendre leur décision d'investissement, à se référer aux facteurs de risque liés aux Actions Nouvelles et à l'Opération et décrits à la section 3.5.1 ci-dessous ainsi qu'aux facteurs de risques relatifs au Groupe Combiné décrits à la section 3.5.2 ci-dessous.

Les investisseurs sont également encouragés à lire et à prendre en compte d'autres facteurs de risque spécifiques liés aux activités de Berendsen, décrits dans la section « Risk » du rapport annuel de Berendsen pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 (le « **Rapport Annuel 2016 de Berendsen** »).

#### 3.5.1. Risques liés aux Actions Nouvelles et à l'Opération

***Si un actionnaire de Berendsen choisit de faire usage de l'Option Mix and Match qui lui est offerte, cet actionnaire pourrait ne pas recevoir la proportion d'Actions Nouvelles et de numéraire demandée.***

Une Option Mix and Match est offerte aux actionnaires de Berendsen dans le cadre du *Scheme of Arrangement*. Conformément à l'Option Mix and Match qui leur est offerte, les actionnaires de Berendsen pourront choisir de modifier la proportion d'Actions Nouvelles et de numéraire qu'ils recevront, sous réserve toutefois que des choix inverses soient faits par d'autres actionnaires de Berendsen afin d'assurer que la proportion globale d'Actions Nouvelles et de numéraire soit respectée.

En conséquence, Elis ne pourra satisfaire les choix exprimés au titre de l'Option Mix and Match que si des choix réciproques et équivalents ont été exprimés par d'autres actionnaires de Berendsen au titre de l'Option Mix and Match. Dans l'hypothèse où ces choix ne pourraient pas être pleinement satisfaits, ils seront réduits proportionnellement au nombre total de choix valablement exprimés. Par conséquent, les actionnaires de Berendsen qui ont fait le choix de recevoir du numéraire ou des Actions Nouvelles au titre de l'Option Mix and Match ne connaîtront pas nécessairement le montant de numéraire ou le nombre d'Actions Nouvelles qu'ils recevront jusqu'au règlement-livraison de la rémunération due dans le cadre de l'Opération.

***Si un actionnaire de Berendsen choisit d'utiliser le Dealing Facility, cet actionnaire pourrait recevoir un montant en espèces inférieur à la valeur de marché actuelle des Actions Nouvelles en fonction du prix auquel lesdites Actions Nouvelles sont cédées dans le cadre du Dealing Facility.***

Un *Dealing Facility* a été mis en place pour certains actionnaires Berendsen dans le cadre du *Scheme of Arrangement*. Au titre de ce *Dealing Facility*, certains actionnaires de Berendsen, résidents au Royaume-Uni, en France ou dans tout autre pays membre de l'Espace Economique Européen, qui détiennent au maximum 1 400 actions Berendsen, peuvent choisir de céder l'intégralité (mais non moins que l'intégralité) des Actions Nouvelles reçues dans le cadre du *Scheme of Arrangement* contre le versement d'un montant en espèces.

Contrairement aux choix valablement exprimés en faveur d'un montant en numéraire dans le cadre de l'Option Mix and Match, aucune garantie ne peut être donnée quant au prix qui sera versé, ou quant au taux de change applicable, pour la cession des Actions Nouvelles par l'intermédiaire du *Dealing Facility*.

En conséquence, les actionnaires Berendsen choisissant de recourir au *Dealing Facility* pourront recevoir un montant inférieur à la valeur de marché actuelle des Actions Nouvelles en fonction du prix auquel lesdites Actions Nouvelles sont cédées dans le cadre du *Dealing Facility*.

Pour de plus amples informations concernant le *Dealing Facility*, voir section 2.2.1.2 (« Termes de l'Opération ») de la Note d'Opération.

***Il pourrait y avoir des différences significatives entre les droits que les actionnaires de Berendsen qui recevront des Actions Nouvelles ont actuellement et ceux dont ils bénéficieront en tant qu'actionnaires d'Elis.***

Les actionnaires de Berendsen qui recevront des Actions Nouvelles aux termes de l'Opération deviendront par conséquent actionnaires d'Elis, société dont les actions sont cotées sur Euronext Paris.

Elis étant une société anonyme à directoire et conseil de surveillance, soumise au droit français et à ses dispositions statutaires, il pourrait y avoir des différences significatives entre les droits actuels des actionnaires de Berendsen en tant qu'actionnaires de Berendsen et les droits dont ils bénéficieront en tant qu'actionnaires d'Elis lorsqu'ils détiendront les Actions Nouvelles.

Les droits attachés aux Actions Nouvelles sont détaillés à la section 2.2.5.6 « Droits attachés aux Actions Nouvelles » de la Note d'Opération.

En outre, les actionnaires de Berendsen hors zone euro (notamment ceux du Royaume-Uni) pourront être sensibles aux mouvements des taux de change sur les actions Elis libellées en euro. Une appréciation de la *livre sterling* par rapport à l'euro pourrait avoir un impact négatif sur ces actionnaires.

***Les risques liés à la réalisation de l'Opération pourraient entraîner une baisse du cours de l'action Elis.***

Le cours de l'action Elis pourrait baisser en conséquence de l'Opération pour de nombreuses raisons, et notamment si :

- l'intégration des activités de Berendsen et les synergies attendues prennent du retard ou ne sont pas réalisées avec succès ;
- Elis ne retire pas le bénéfice attendu de l'Opération aussi rapidement ou dans les conditions prévues ou qui étaient attendues par les analystes financiers et les investisseurs, ou si elle n'en retire aucun bénéfice ;
- l'effet de l'Opération sur ses résultats financiers ne correspond pas à celui attendu par les analystes financiers ou les investisseurs ; ou
- les actionnaires de Berendsen vendent un nombre significatif d'actions Elis après la réalisation de l'Opération.

Conformément aux termes de l'Opération, le nombre d'Actions Nouvelles émises sera de 69 052 152 Actions Nouvelles, ce qui représente environ 31,5 % du capital d'Elis, augmenté en

conséquence de l'Opération (Financement CPPIB compris)<sup>57</sup>, calculé au 5 juin 2017. Si une portion significative des actionnaires de Berendsen qui reçoit des Actions Nouvelles lors de la réalisation de l'Opération cherche à vendre ces actions rapidement après la réalisation de l'Opération, cela pourrait créer une pression à la vente sur le marché des actions Elis ou donner l'impression au marché que de telles intentions de vente se développent, l'un ou l'autre pouvant affecter défavorablement le marché de l'action Elis ou le cours de l'action Elis.

***Pour certains actionnaires de Berendsen (notamment ceux hors zone-euro ou qui détiennent leurs actions Berendsen sous forme dématérialisée à travers CREST) qui recevront des Actions Nouvelles, il pourrait ne pas être aussi simple et économique de réaliser des opérations, notamment d'achat et de vente, portant sur les Actions Nouvelles.***

Les Actions Nouvelles seront admises aux négociations sur Euronext Paris et il n'est pas actuellement envisagé que les Actions Nouvelles soient admises aux négociations sur l'*Official List* au Royaume-Uni ou admises aux négociations sur le London Stock Exchange.

En conséquence, il pourrait ne pas être aussi simple et économique pour certains des actionnaires de Berendsen (notamment ceux hors zone-euro ou qui détiennent leurs actions Berendsen sous forme dématérialisée à travers CREST) qui recevront des Actions Nouvelles de réaliser des opérations, notamment d'achat et de vente, portant sur leurs Actions Nouvelles, que sur les actions Berendsen qu'ils possèdent actuellement.

***Même si un changement significatif défavorable aux activités de Berendsen ou à ses perspectives intervient, Elis pourrait ne pas être en mesure de renoncer à l'Opération ce qui pourrait faire baisser le cours de l'action Elis.***

La réalisation de l'Opération est conditionnée à un certain nombre de Conditions Suspensives décrites à la section 2.2.1.3 « Conditions de l'Opération » de la Note d'Opération.

Conformément au City Code, et à l'exception des Conditions Suspensives relatives à l'approbation du *Scheme* par les actionnaires de Berendsen et par la Cour, à l'approbation de l'augmentation de capital par les actionnaires d'Elis et à l'admission aux négociations des Actions Nouvelles émises en rémunération de l'Apport, Elis peut invoquer une ou plusieurs des Conditions Suspensives afin de mettre fin à l'offre seulement si le *Panel* reconnaît que les circonstances qui ont eu pour conséquence que cette ou ces Condition(s) Suspensive(s) n'a (n'ont) pas été remplie(s) est (ont) un impact significatif pour Elis dans le contexte de l'offre.

Si un changement significatif défavorable affectant Berendsen se réalise, et que le *Panel* n'autorise pas Elis à invoquer une ou plusieurs des Conditions Suspensives afin de ne pas réaliser l'Opération, le cours de l'action Elis pourrait baisser ou les conditions commerciales et financières dans lesquelles Elis réalise son activité pourraient être significativement affectées. En conséquence, le cours des Actions Nouvelles que recevront les actionnaires de Berendsen pourrait baisser.

***Le cours de bourse des actions Elis est sujet à la volatilité en réaction à divers facteurs, événements et perceptions liés à ses activités.***

Au cours des dernières années, les marchés boursiers ont connu d'importantes fluctuations, dans certains cas sans lien avec les résultats des sociétés dont les actions étaient cotées. Les fluctuations du marché et les conditions économiques générales pourraient accroître la volatilité des actions Elis.

Le cours de bourse des actions Elis pourrait également fluctuer significativement en réaction à divers facteurs, événements (tels que l'Opération, sa réalisation et ses conséquences), et perceptions liés à

---

<sup>57</sup> Sur la base de 171 345 292 actions Berendsen, soit le capital social de Berendsen composé de 172 636 913 actions, desquelles sont déduites 1 291 621 actions (soit le nombre d'actions détenues par l'*Employee Benefit Trust*, qui sont exclues du *Scheme of Arrangement*), au 25 juillet 2017.

ses activités, comprenant notamment les facteurs de risques décrits dans le Document de Référence, la présente Note d'Opération ou, après la réalisation de l'Opération, le Rapport Annuel 2016 de Berendsen (*Annual reports and accounts 2016*), tout comme la liquidité sur le marché des actions Elis.

***La fluctuation du cours de bourse des actions Elis entre la date du Communiqué 2.7 et la réalisation de l'Opération pourrait notamment faire varier la valeur de la rémunération versée aux actionnaires de Berendsen qui recevront des Actions Nouvelles.***

A la date du Communiqué 2.7, la rémunération offerte dans le cadre de l'Opération pour chaque action Berendsen se composait de 0,403 Action Nouvelle et de 5,40 £ en numéraire. Sous réserve de l'Option Mix and Match, l'Opération sera réalisée sur cette base même si le cours de bourse des actions Elis a évolué et évolue après la date du Communiqué 2.7. En particulier, ce cours pourrait être inférieur au cours des actions Elis à la date du Communiqué 2.7. Ainsi, toute fluctuation du cours de bourse des actions Elis entre la date du Communiqué 2.7 et la réalisation de l'Opération pourrait accroître ou diminuer la valeur de la rémunération.

En outre, les actions Elis étant libellées en euro, la contrevaletur de l'action Elis en livres sterling pourrait évoluer en fonction du taux de change EUR:GBP.

***Risque relatif à l'approbation par les actionnaires de Berendsen et d'Elis des résolutions nécessaires.***

La réalisation de l'Opération reste soumise à (i) l'approbation, conformément aux majorités applicables, par l'Assemblée Générale de Berendsen Convoquée par la Cour et l'Assemblée Générale de Berendsen qui se tiendront chacune le 31 août 2017 (date indicative) et (ii) l'approbation de l'Assemblée Générale d'Elis devant se tenir le 31 août 2017 sur première convocation à la majorité des deux-tiers des actionnaires présents ou représentés.

Dans ce cadre, Elis a reçu des engagements de vote (i) de chacun des administrateurs de Berendsen, en faveur du *Scheme of Arrangement* lors de l'Assemblée Générale de Berendsen Convoquée par la Cour et des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée générale de Berendsen pour la mise en œuvre du *Scheme of Arrangement*, (ii) d'Eurazeo SE, Legendre Holding 27 SAS, Predica, CPPIB et MM. Xavier Martiré et Louis Guyot, en faveur de l'augmentation de capital relative à l'émission des Actions Nouvelles représentant environ 40 % des droits de vote d'Elis (en tenant compte des 55 500 actions auto-détenues par Elis au 31 mai 2017), (iii) d'Eurazeo SE, Legendre Holding 27 SAS, et Predica, en faveur de l'augmentation de capital réservée à l'émission des Actions CPPIB, représentant 35,6 % des droits de vote d'Elis (en tenant compte des 55 500 actions auto-détenues par Elis en date du 31 mai 2017).

***Les actionnaires d'Elis subiront une dilution du fait de l'émission des Actions Nouvelles.***

Dans le cadre de l'Opération, il est envisagé qu'Elis émette un nombre de 69 052 152 Actions Nouvelles en rémunération de l'apport de la totalité des actions Berendsen détenues par les actionnaires de Berendsen, à l'exception de celles détenues par Estera Trust (Jersey) Limited en sa qualité de *trustee* de l'*Employee Benefit Trust* de Berendsen. Les actionnaires de Berendsen détiendront ainsi jusqu'à 31,5 % du capital d'Elis (Financement CPPIB compris)<sup>58</sup>. En outre, dans le cadre du Financement CPPIB, Elis émettra 10 131 713 Actions CPPIB. Ces émissions représenteraient une augmentation importante du nombre d'actions Elis en circulation et admises aux négociations sur Euronext Paris. Elis pourrait également émettre à l'avenir des actions supplémentaires ou des titres financiers donnant accès au capital afin de financer ses activités ou de rémunérer ses dirigeants et salariés, ce qui pourrait diluer encore davantage la participation des

<sup>58</sup> Sur la base de 171 345 292 actions Berendsen, soit le capital social de Berendsen composé de 172 636 913 actions, desquelles sont déduites 1 291 621 actions (soit le nombre d'actions détenues par l'*Employee Benefit Trust*, qui sont exclues du *Scheme of Arrangement*), au 25 juillet 2017.

actionnaires actuels. Toute augmentation du nombre de titres de capital en circulation, en particulier toute augmentation significative, telle que l'augmentation de capital relative à l'émission des Actions Nouvelles et l'augmentation de capital réservée relative à l'émission des Actions CPPIB, pourrait avoir des conséquences défavorables sur le cours de bourse de l'action Elis et pourrait diluer les droits de vote des actionnaires actuels. Les conséquences de l'augmentation de capital relative à l'émission des Actions Nouvelles et de l'augmentation de capital réservée relative à l'émission des Actions CPPIB en termes de dilution pour les autres actionnaires d'Elis sont spécifiquement décrites à la section 3.10 « Dilution » de la Note d'Opération.

La composition de l'actionnariat d'Elis après réalisation de l'augmentation de capital figure également à la section 3.10.3 « Incidence de l'Opération sur la répartition du capital et des droits de vote d'Elis » de la Note d'Opération.

***Les instruments financiers de la Société pourraient être soumis à la taxe sur les transactions financières européenne.***

Les actions de la Société et les CDIs représentant des droits aux actions de la Société entrent à ce jour dans le champ d'application de la TTF Française prévue à l'article 235 ter ZD du Code général des impôts qui s'applique, sous certaines conditions, à l'acquisition de titres de capital cotés sur un marché réglementé lorsque ces titres sont émis par une entreprise française dont la capitalisation boursière excède un milliard d'euros au 1er décembre de l'année précédant celle d'imposition. La TTF Française est due au taux de 0,3 % du prix d'acquisition des actions de la Société par leurs acquéreurs sur le marché secondaire pour les cessions intervenant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 (sous réserve de certaines exceptions).

L'attention des détenteurs potentiels des actions de la Société est attirée sur le fait que la Commission Européenne a publié une proposition de directive relative à une taxe sur les transactions financières commune (la taxe sur les transactions financières européenne ou « **TTF Européenne** ») à la Belgique, l'Allemagne, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Italie, l'Autriche, le Portugal, la Slovaquie et la Slovaquie (les « **États Membres Participants** »). La Commission européenne a depuis fait part du retrait officiel de l'Estonie du projet de TTF Européenne.

La TTF Européenne, dans sa forme actuellement envisagée, a un champ d'application très large et pourrait, si elle était adoptée en l'état, s'appliquer, dans certaines circonstances, à certaines transactions impliquant les instruments financiers de la Société.

La TTF Européenne, dans sa forme actuellement envisagée, pourrait s'appliquer dans certaines circonstances à la fois aux personnes établies et non établies dans des États Membres Participants.

Le projet de TTF Européenne reste soumis à discussions entre les États Membres Participants. Elle pourrait par conséquent être modifiée avant son adoption. D'autres États Membres de l'Union Européenne pourraient décider de l'adopter.

Il est conseillé aux détenteurs potentiels des actions de la Société de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel pour s'informer des conséquences potentielles de la TTF Française et de la TTF Européenne.

### 3.5.2. Risques relatifs au Groupe Combiné

***Elis n'a pas eu la possibilité de procéder à un examen des documents non-publics de Berendsen dans le cadre d'une due diligence. Par conséquent, Elis pourrait avoir à faire face à des passifs non connus de Berendsen ou à la réalisation de risques non connus concernant Berendsen, susceptibles d'avoir un impact défavorable sur le Groupe ou le cours de bourse de l'action Elis.***

Pour initier son Opération et en arrêter les modalités, Elis s'est fondée sur les informations publiques disponibles relatives à Berendsen, notamment sur les informations périodiques ou autres rapports de Berendsen mis à disposition du public en application du droit anglais. Les négociations entre Berendsen et Elis ayant conduit à la détermination des modalités de l'Opération ont été menées sur la base des informations publiques disponibles respectivement à Elis et à Berendsen et d'informations échangées volontairement entre les parties dans le cadre de leurs discussions. Ni Elis ni Berendsen n'ont conduit de travaux de *due diligence* détaillés l'un sur l'autre. Par conséquent, après la réalisation de l'Opération, Elis pourrait avoir à faire face à des passifs non connus de Berendsen. En outre, Elis pourrait devoir faire face (i) à la réalisation de tout ou partie des risques décrits dans le Rapport Annuel 2016 de Berendsen et à celle de leurs conséquences décrites ou non dans ledit rapport ou (ii) à la survenance d'autres risques non identifiés par Berendsen dans son rapport annuel 2016. Ceci pourrait donc avoir un impact défavorable sur les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe Combiné ainsi que sur le cours de bourse des actions Elis. En conséquence, les résultats consolidés et l'état de la situation financière consolidée du futur Groupe Combiné pourront différer de manière significative par rapport aux résultats et à l'état de la situation financière présentés dans les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées.

***En cas de survenance de difficultés significatives et imprévues au cours de l'intégration des activités du Groupe et du Groupe Berendsen, l'activité du Groupe Combiné pourrait être affectée défavorablement.***

Les avantages attendus dans le cadre de l'Opération dépendront en partie du succès de l'intégration des activités de Berendsen avec celles d'Elis. Le Groupe a l'intention d'intégrer les activités du Groupe Berendsen aux siennes. Le but de cette intégration par le Groupe est d'accroître ses revenus grâce à des opportunités de croissance accrues et de réaliser des économies de coûts en profitant des synergies significatives anticipées de l'Opération.

Toutefois, le rapprochement d'Elis et de Berendsen implique l'intégration de deux groupes de taille importante qui fonctionnent indépendamment actuellement. Le Groupe pourrait rencontrer des difficultés lors de l'intégration de ses activités et de celles de Berendsen, dont certaines pourraient ne pas avoir été prévues ou être hors du contrôle d'Elis et de Berendsen, notamment des divergences entre les normes, contrôles, procédures et règles, la culture d'entreprise et l'organisation d'Elis et de Berendsen, et la nécessité d'intégrer et d'harmoniser les différents systèmes opérationnels et les procédures spécifiques à Elis et à Berendsen, comme les systèmes financiers et comptables et d'autres systèmes informatiques.

Le management d'Elis devra consacrer au processus d'intégration un temps et des ressources significatifs. Cette tâche pourrait donc détourner l'attention et les ressources du management d'autres opportunités stratégiques et de la gestion opérationnelle quotidienne durant le processus d'intégration. Les efforts d'intégration pourraient également entraîner des coûts importants.

Ceci pourrait avoir un impact défavorable significatif sur la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe Combiné. Si ces difficultés sont significatives, celles-ci pourraient affecter significativement les activités, la situation financière et la rentabilité du Groupe Combiné.

***L'Opération pourrait ne pas conduire à la réalisation d'une partie ou de l'ensemble des synergies attendues à moyen terme.***

Elis s'attend à ce que l'Opération conduise à une création de valeur importante à moyen terme et postérieurement (voir section 2.1.2.2 « Intérêt de l'Opération pour Elis et ses actionnaires »), notamment en raison des Synergies de Coûts, qui comprennent 35 millions d'euros par an de synergies de dépenses opérationnelles d'EBITDA et 5 millions d'euros par an de synergies de dépenses d'investissement. Toutefois, aucune garantie ne peut être donnée que les Synergies de Coûts attendues existent ou soient atteintes dans les délais prévus car la réalisation et la portée éventuelles des synergies attendues dépend d'une série de facteurs et d'hypothèses dont certains sont hors du contrôle d'Elis et de Berendsen. La capacité d'Elis à réaliser les Synergies de Coûts attendues pourrait être compromise par la matérialisation d'un ou de plusieurs risques liés aux activités d'Elis décrits dans le Document de Référence ou aux activités de Berendsen décrits dans son rapport annuel 2016 (*Annual reports and accounts 2016*). Par ailleurs, les coûts engagés en vue de réaliser les Synergies de Coûts pourraient être plus élevés que prévus ou des coûts additionnels imprévus, supérieurs aux synergies attendues, pourraient survenir, entraînant une réduction de valeur pour les actionnaires. L'incapacité à réaliser les Synergies de Coûts attendues ou maîtriser les augmentations de coûts engendrés dans ce cadre pourraient avoir une incidence défavorable significative sur les activités du Groupe Combiné, son résultat opérationnel, sa situation financière et ses perspectives.

***L'Opération va entraîner l'apparition d'un goodwill significatif, dont toute dépréciation éventuelle future est de nature à avoir un impact important sur le résultat net du Groupe Combiné.***

Le *goodwill* (écart d'acquisition) représente la survalue payée par Elis lors de l'Opération par rapport à la juste valeur de l'actif net identifiable de Berendsen. Si les réalisations et prévisions d'activité changeaient, l'estimation de la valeur recouvrable du *goodwill* pourrait diminuer de façon significative et nécessiter une dépréciation. Aucune garantie ne peut être donnée quant à l'absence de dépréciation significative à l'avenir notamment si les conditions de marché continuent à se détériorer.

***Qu'elle soit ou non réalisée, l'annonce et la perspective de succès de l'Opération pourraient perturber le cours normal des affaires du Groupe ou du Groupe Berendsen, ce qui pourrait avoir un effet significativement défavorable sur leurs résultats financiers et opérationnels, ainsi qu'en cas de réalisation de l'Opération, sur les perspectives financières et opérationnelles du Groupe Combiné.***

Pendant la période transitoire entre l'annonce de l'Opération et sa réalisation, l'Opération est soumise à une incertitude susceptible d'avoir un effet négatif sur les relations respectives d'Elis et de Berendsen avec certains clients, partenaires stratégiques et salariés. Certains partenaires stratégiques, fournisseurs ou clients pourraient décider de retarder des décisions opérationnelles ou stratégiques dans l'attente d'une plus grande certitude sur les résultats de l'Opération. Par ailleurs, certains salariés actuels ou futurs d'Elis et de Berendsen pourraient avoir des incertitudes quant à leur futur rôle au sein du Groupe Combiné ce qui pourrait affecter significativement et défavorablement la capacité du d'Elis et de Berendsen à recruter et conserver des dirigeants clés et d'autres salariés.

Si Elis et Berendsen ne parviennent pas à gérer ces risques efficacement, les résultats opérationnels et financiers d'Elis, de Berendsen et du Groupe Combiné ainsi que le cours de bourse d'Elis et de Berendsen pourraient être significativement affectés.

***Le coût d'acquisition de Berendsen pourrait avoir un impact significatif sur la situation financière et le niveau d'endettement du Groupe Combiné, lequel pourrait recourir à un endettement complémentaire dans le cadre de l'Opération, augmentant corrélativement les risques liés à sa situation financière et son niveau d'endettement.***

La part du prix payable en numéraire aux actionnaires de Berendsen dans le cadre de l'Opération sera en partie financée par le Contrat de Crédit-Relais 2017 conclu avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et BNP Paribas Corporate & Investment Banking le 12 juin 2017 d'un montant total en principal maximum de 1 920 millions d'euros. Ce contrat a été syndiqué le 13 juillet 2017 auprès de banques de financement d'Elis, BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, HSBC, Société Générale en qualité de *bookrunners* et *mandated lead arrangers*, et ING en qualité de *lead arranger*.

Elis pourrait donc recourir à ce Crédit-Relais 2017 et générer un endettement complémentaire dans le cadre de l'Opération.

La souscription d'un endettement complémentaire par Elis augmenterait corrélativement les risques liés à sa situation financière et son niveau d'endettement.

L'état de l'endettement financier net du Groupe avant Opération est présenté à la section 3.7 « Capitaux propres et endettement » de la Note d'Opération et s'élevait, au 31 mai 2017, à 1 807,5 millions d'euros. Sur la base des hypothèses retenues et des données présentées à la section 4.3 « Informations financières et ajustements pro forma » de la Note d'Opération, l'Opération conduirait à une augmentation des capitaux propres part du Groupe Elis de 1 545,7 millions d'euros et de l'endettement net de 1 371,6 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Outre l'Augmentation de Capital Réservée, cette ligne de crédit relais a vocation à être refinancée par du financement bancaire ou des opérations sur les marchés de capitaux : émissions obligataires *senior unsecured* ou opérations d'émission de titres *equity linked*, ou d'autres instruments de marchés de capitaux, Elis pouvant à sa seule discrétion décider de procéder à la réalisation de ces opérations.

***La réalisation de l'Opération pourrait déclencher la mise en œuvre de clauses de changement de contrôle contenues dans les contrats conclus par Berendsen.***

Dans le cadre de son activité, Berendsen peut avoir conclu des contrats contenant des clauses de changement de contrôle qui prévoient des obligations d'obtenir l'approbation du cocontractant ou, pour certains documents de financement, un droit de remboursement anticipé conféré aux investisseurs, et qui pourraient être déclenchées par la réalisation de l'Opération. La mise en œuvre de ces clauses pourrait provoquer la résiliation de ces contrats, déclenchant ainsi l'exigibilité immédiate des sommes dues par Berendsen, imposer la renégociation des accords de financement ou d'autres accords, ou conduire à une augmentation des obligations à la charge de Berendsen et/ou la perte de droits ou d'avantages. Les obligations de paiement découlant de telles clauses pourraient avoir une incidence négative sur les activités, les résultats et la situation financière du Groupe Combiné. En outre, Berendsen pourrait ne pas être en mesure d'obtenir le consentement de la partie cocontractante, ou pourrait devoir renégocier des modalités qui pourraient être moins favorables que les précédentes afin d'obtenir son consentement. Si un ou plusieurs de ces risques se matérialisent, ils pourraient avoir une incidence significative sur les activités du Groupe Combiné, ses résultats opérationnels, sa situation financière et ses perspectives.

***Elis pourrait ne pas être en mesure de mettre en œuvre la stratégie souhaitée pour les activités du Groupe Combiné au Royaume-Uni.***

Dans le cadre de la préparation de l'Opération, Elis a analysé, sur la base des informations publiques relatives à Berendsen, la stratégie adoptée et mise en œuvre au Royaume-Uni par le Groupe Berendsen. Elis a l'intention d'analyser en détail la situation britannique afin d'y apporter les

réponses opérationnelles adéquates. Toutefois, l'environnement politique, économique et concurrentiel pourrait perturber la stratégie qu'Elis souhaite mettre en œuvre au Royaume-Uni et ne pas permettre d'atteindre les résultats anticipés.

***La réalisation de l'Opération pourrait entraîner la résiliation de mandats sociaux ou de contrats de travail de certains membres de la direction et de salariés clés de Berendsen et le paiement d'indemnités conséquentes.***

Le succès du Groupe Combiné dépendra en partie de sa capacité à conserver les dirigeants et salariés clés d'Elis et de Berendsen ainsi que de leurs filiales respectives. Certains dirigeants et salariés clés d'Elis, de Berendsen et de leurs filiales respectives pourraient résilier leurs mandats sociaux ou leur contrat de travail à leur initiative ou à celle d'Elis, de Berendsen ou de leurs filiales respectives, ce qui pourrait entraîner le paiement d'éventuelles indemnités pouvant affecter les résultats du Groupe Combiné. Toute incapacité à conserver les dirigeants et salariés clés pourrait avoir une incidence significative sur les activités, les résultats opérationnels, la situation financière et les perspectives du Groupe Combiné.

***Des réclamations et litiges à l'encontre d'Elis, de Berendsen ou du Groupe Combiné pourraient survenir en conséquence de l'Opération.***

Dans le cadre de l'Opération, le Groupe Combiné pourrait faire face à de nouvelles réclamations et de nouveaux litiges, notamment en provenance des partenaires et des fournisseurs d'Elis ou de Berendsen, ou encore d'investisseurs dans le cadre de l'Opération.

***Les résultats opérationnels et la situation financière du Groupe Combiné pourraient être différents de ceux présentés ou suggérés dans les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées figurant dans la Note d'Opération.***

Les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 figurant à la section 4 « Informations Financières Pro Forma Non-Auditées » de la Note d'Opération ont été préparées pour illustrer l'impact de l'Opération comme si celle-ci avait été réalisée le 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour les besoins du compte de résultat pro forma et au 31 décembre 2016 pour les besoins de l'état de la situation financière pro forma. Les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées sont présentées à titre illustratif seulement et ne tiennent pas compte des résultats opérationnels ni de la situation financière que le Groupe Combiné aurait obtenu si l'Opération s'était effectivement réalisée le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Ainsi, les résultats et la situation financière du Groupe Combiné pour l'avenir peuvent différer de ceux présentés ou suggérés dans ces Informations Financières Pro Forma Non-Auditées.

***Le traitement comptable de l'Opération pourrait avoir une incidence défavorable sur la contribution de Berendsen au résultat net du Groupe Combiné.***

Comme indiqué plus précisément à la Note 2 de la section 4.3.3 « Notes aux Informations Financières Pro Forma Non-Auditées » de la Note d'Opération, le traitement comptable de l'acquisition entraînera, entre autres, l'enregistrement d'un montant d'écart d'acquisition substantiellement élevé et un ajustement de la juste valeur des actifs incorporels et corporels de Berendsen, qui devrait entraîner une augmentation liée des charges d'amortissement, notamment des amortissements des relations clientèle. En effet, les évaluations définitives et la comptabilisation de l'acquisition sera finalisée sur la base d'évaluations et d'études qui ne seront menées avec le support externe de spécialistes en évaluation qu'après la réalisation effective de l'Opération.

Le traitement comptable de l'Opération est donc susceptible d'avoir des effets significatifs sur la contribution de Berendsen au résultat net du Groupe Combiné.

### ***Le Groupe Combiné aura une plus grande variété de devises dans son chiffre d'affaires.***

Le Groupe Combiné sera présent dans 28 pays, avec une part importante de son chiffre d'affaires libellé en euro, livres sterling, couronnes suédoises, couronnes danoises, francs suisses et réal brésilien.

Les résultats et les ratios financiers du Groupe Combiné pourraient donc être sensibles aux mouvements de taux de change. Une évolution des taux de change pourrait avoir un impact négatif sur les résultats et les ratios financiers du Groupe Combiné, nonobstant les éventuelles stratégies de couverture.

### **3.6. Déclaration sur le fonds de roulement net**

La Société atteste que, de son point de vue, avant la réalisation de l'Opération, son fonds de roulement net consolidé est suffisant au regard de ses obligations au cours des 12 prochains mois, à compter de la date du visa de l'AMF sur le Prospectus.

La Société atteste que, de son point de vue, après la réalisation de l'Opération, son fonds de roulement net consolidé est suffisant au regard des obligations de l'ensemble qui serait constitué au résultat de la réalisation de l'Opération, au cours des douze prochains mois, à compter de la date du visa de l'AMF sur le Prospectus. Cette déclaration a été établie en considération du fait (i) qu'Elis a mis en place une enveloppe de crédits d'un montant total de 1 920 millions d'euros afin de financer l'Opération et de pouvoir répondre aux besoins de financement du Groupe Combiné, (ii) que les fonds obtenus grâce au Financement CPPIB seront utilisés pour rembourser les sommes dues au titre du Contrat de Crédit-Relais 2017 contracté par Elis, (iii) qu'Elis a eu accès uniquement à des informations publiques portant sur la situation financière historique et les comptes de Berendsen, Elis n'ayant pas eu accès à des informations relatives aux perspectives d'activité et à l'évolution de la trésorerie mensuelle de Berendsen, en particulier pour les douze prochains mois, ou à toute information historique confidentielle.

### **3.7. Capitaux propres et endettement**

Conformément aux recommandations de l'ESMA (*European Securities and Markets Authority – ESMA/2013/319*, paragraphe 127), le tableau ci-dessous présente la situation non audité de l'endettement financier net consolidé et des capitaux propres consolidés de la Société au 31 mai 2017, établie selon le référentiel IFRS :

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>31/05/2017 (non audités)</b>
<b>1. Capitaux propres et endettement</b>	
<b>Total des dettes courantes</b>	<b>440,4</b>
- faisant l'objet de garanties <sup>(1)</sup> .....	40,0
- faisant l'objet de nantissements .....	0,0
- sans garanties ni nantissements .....	400,4
<b>Total des dettes non courantes</b> .....	<b>1 442,4</b>
- faisant l'objet de garanties <sup>(1)</sup> .....	1 415,0
- faisant l'objet de nantissements .....	3,7
- sans garanties ni nantissements .....	23,7
<b>Capitaux propres part du Groupe</b> <sup>(2)</sup> .....	<b>1 366,6</b>
- Capital social <sup>(3)</sup> .....	1 401,7

- Primes d'émission <sup>(4)</sup> .....	284,8
- Réserves légales .....	0,7
- Autres réserves .....	(320,6)
<b>Total</b> .....	<b>3 249,4</b>
<b>2. Endettement financier net</b>	
A. Trésorerie.....	69,1
B. Équivalents de trésorerie.....	6,3
C. Titres de placement .....	-
<b>D. Liquidités (A+B+C)</b> .....	<b>75,3</b>
<b>E. Créances financières à court terme</b> .....	<b>-</b>
F. Dettes bancaires à court terme.....	43,2
G. Part à moins d'un an des dettes à moyen et long termes.....	12,1
H. Autres dettes financières à court terme .....	385,1
<b>I. Dettes financières courantes à court terme (F+G+H)</b> .....	<b>440,4</b>
<b>J. Endettement financier net à court terme (I-E-D)</b> .....	<b>365,1</b>
K. Emprunts bancaires à plus d'un an .....	450,0
L. Obligations émises .....	800,0
M. Autres emprunts à plus d'un an.....	192,4
<b>N. Endettement financier net à moyen et long termes (K+L+M)</b> .....	<b>1 442,4</b>
<b>O. Endettement financier net (J+N)</b> .....	<b>1 807,5</b>
P. Frais d'émission des emprunts étalés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.....	(28,5)
Q. Compte courant bloqué de participation.....	27,5
<b>R. Endettement financier net ajusté (O-P-Q)</b> .....	<b>1 808,4</b>

<sup>(1)</sup> Cautionnements solidaires donnés par certaines sociétés du Groupe en garantie des emprunts souscrits par d'autres Sociétés du Groupe, dont un cautionnement solidaire donné par Atmosfera pour un montant maximum de 1 455 millions d'euros au 31 mai 2017.

<sup>(2)</sup> Incluant les variations des réserves de conversion, excluant le résultat net ainsi que les autres éléments du résultat global pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 mai 2017.

<sup>(3)</sup> Le 21 juin 2017, le capital social d'Elis a été réduit à 140 167 049 euros en raison de la réduction de la valeur nominale des actions Elis de 10 euros à 1 euro décidée par l'assemblée générale des actionnaires d'Elis du 19 mai 2017.

<sup>(4)</sup> Le compte « Primes d'émission » a été augmenté de 1,261 millions d'euros en raison de la réduction du capital constatée le 21 juin 2017 et de l'affectation de son montant au compte « Primes d'émission, de fusion, d'apport ».

Au 31 mai 2017, la dette liée aux paiements différés relatifs aux acquisitions comptabilisées au bilan s'élevait à 26,2 millions d'euros.

Au 31 mai 2017, le montant des engagements financiers indirects, liés aux contrats de location simple souscrits par le Groupe, à des garanties bancaires données à des tiers ou à des garanties données par les sociétés du Groupe s'élevait à 255,7 millions d'euros.

Au 31 mai 2017, il n'existe pas de dettes indirectes ou conditionnelles autres que celles présentées ci-dessus.

Par ailleurs, Elis a conclu le 12 juin 2017 le Contrat de Crédit-Relais 2017 d'un montant de 1 920 millions d'euros avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et BNP Paribas Corporate & Investment Banking visé à la section 2.2.1.5 « Financement de l'Opération » ci-dessus pour les besoins de l'Opération.

Sur la base des hypothèses retenues et des données présentées à la section 4.3 « Informations financières et ajustements pro forma » de la Note d'Opération, l'Opération conduirait à une augmentation des capitaux propres part du Groupe Elis de 1 545,7 millions d'euros et de l'endettement net de 1 371,6 millions d'euros au 31 décembre 2016.

À la connaissance d'Elis, il n'existe pas de fait notable, autre que ceux indiqués dans le Prospectus, affectant la présentation des données sur les capitaux propres et l'endettement entre le 31 mai 2017 et la date du Prospectus.

### **3.8. Intérêt des personnes physiques et morales participant à l'émission**

Elis est conseillée dans le cadre de cette Opération par :

- Lazard Frères, conseil financier
- Zaoui & Co. Ltd, conseil financier ; et
- Deutsche Bank AG (succursale de Paris), conseil financier et *corporate broker*.

Elis a conclu le 12 juin 2017 le Contrat de Crédit-Relais 2017 avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et BNP Paribas Corporate & Investment Banking visé à la section 2.2.1.5 « Financement de l'Opération » ci-dessus pour les besoins de l'Opération.

A la connaissance d'Elis, il n'existe pas d'intérêts, y compris conflictuels, pouvant influencer sensiblement sur l'émission des Actions Nouvelles dans le cadre de l'Opération.

Les établissements financiers conseils d'Elis et/ou certains de leurs affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, diverses prestations de services bancaires, financiers, d'investissement, commerciaux ou autres à la Société ou aux sociétés du Groupe, à leurs actionnaires ou à leurs mandataires sociaux, dans le cadre desquelles ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.

En outre, Elis et certaines de ses sociétés affiliées, représentants ou courtiers (agissant en qualité de mandataires) sont susceptibles de procéder à certaines acquisitions ou de conclure des accords en vue de l'acquisition d'actions Berendsen au cours de la période antérieure à la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* deviendra « effective ». Conformément au City Code, aux pratiques de marchés usuelles au Royaume-Uni et à la Règle 14e-5 du *US Exchange Act*, et dans la mesure où ceux-ci le permettent, Deutsche Bank AG (*Paris Branch*) et ses affiliés pourraient continuer à opérer en tant que « *exempt principal traders* » sur les actions Berendsen cotées sur le London Stock Exchange et exerceront d'autres activités d'acquisition conformément à leur pratique respective normale et usuelle et au droit applicable, en ce compris la Règle 14e-5 du *US Exchange Act*. Si de telles acquisitions ou accords d'acquisitions devaient être réalisés ou conclus, ils devraient l'être en dehors des Etats-Unis et devraient être conformes au droit applicable, en ce compris l'*US Exchange Act* de 1934, tel que modifié. Toute information relative à ces acquisitions sera publiée dans la mesure où cela est requis au Royaume-Uni, adressé au « *Regulatory Information Service* » et accessible sur le site internet du *London Stock Exchange*.

### **3.9. Dépenses liées à l'émission**

Elis a encouru, pour la réalisation de l'augmentation de capital, des frais totaux estimé à environ 17,7 millions d'euros hors taxes avant prise en compte de l'économie d'impôt correspondante.

### 3.10. Dilution

#### 3.10.1. Incidence de l'Opération sur la quote-part des capitaux propres

À titre indicatif, l'incidence de l'Opération sur la quote-part des capitaux propres consolidés part du Groupe par action (calculs effectués sur la base des capitaux propres consolidés part du Groupe au 30 juin 2017 – tels qu'ils ressortent des comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2017 – et du nombre d'actions composant le capital social de la Société au 30 juin 2017, après déduction des actions auto-détenues, et sur la base d'un cours de clôture de l'action Elis au 9 juin 2017 de 19,90 €) serait la suivante :

	Quote-part des capitaux propres par action (en euros)	
	Base non diluée	Base diluée <sup>(1)</sup>
Avant émission des Actions Nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	9,81	9,69
Après émission de 69 052 152 Actions Nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	13,14	13,03
Après émission de 10 131 713 actions nouvelles dans le cadre de l'augmentation de capital réservée à CPPIB	13,44	13,34

<sup>(1)</sup> Les calculs sont effectués en prenant pour hypothèse l'émission nouvelle potentielle du nombre maximum d'actions à émettre dans le cadre des plans d'actions gratuites de performance existants. Au 30 juin 2017, 1 689 216 actions gratuites ont été attribuées à certains dirigeants du Groupe sous certaines conditions de performance, lesdites actions gratuites pouvant donner lieu à l'attribution d'actions existantes ou d'actions nouvelles à émettre.

#### 3.10.2. Incidence de l'Opération sur la situation de l'actionnaire

À titre indicatif, l'incidence de l'Opération sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1 % du capital social de la Société préalablement à l'émission et ne souscrivant pas à celle-ci (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital social de la Société au 30 juin 2017) serait la suivante :

	Participation de l'actionnaire	
	Base non diluée	Base diluée <sup>(1)</sup>
Avant émission des Actions Nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	1 %	0,99 %
Après émission de 69 052 152 Actions Nouvelles provenant de la présente augmentation de capital	0,67 %	0,66 %
Après émission de 10 131 713 actions nouvelles dans le cadre de l'augmentation de capital réservée à CPPIB	0,64 %	0,63 %

<sup>(1)</sup> Les calculs sont effectués en prenant pour hypothèse l'émission nouvelle potentielle du nombre maximum d'actions à émettre dans le cadre des plans d'actions gratuites de performance existants. Au 30 juin 2017, 1 689 216 actions gratuites ont été attribuées à certains dirigeants du Groupe sous certaines conditions de performance, lesdites actions gratuites pouvant donner lieu à l'attribution d'actions existantes ou d'actions nouvelles à émettre.

### 3.10.3. Incidence de l'Opération sur la répartition du capital et des droits de vote d'Elis

Les tableaux suivants font apparaître la répartition du capital et des droits de vote d'Elis avant (sur la base de la répartition du capital au 30 juin 2017) et après l'émission des Actions Nouvelles et le Financement CPPIB dans le cadre de l'Opération :

#### Avant l'Opération (sur la base de la répartition du capital au 30 juin 2017)

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables
<b>Eurazeo</b>	<b>23 635 032</b>	<b>16,86 %</b>	<b>42 892 699</b>	<b>26,84 %</b>	<b>42 892 699</b>	<b>26,85 %</b>
dont Legendre Holding 27 SAS <sup>(a)</sup>	22 522 058	16,07 %	40 873 361	25,57 %	40 873 361	25,58 %
dont Eurazeo SE <sup>(a)</sup>	1 112 974	0,79 %	2 019 338	1,26 %	2 019 338	1,26 %
<b>Crédit Agricole Assurances<sup>(a)</sup></b>	<b>13 991 662</b>	<b>9,98 %</b>	<b>13 991 662</b>	<b>8,75 %</b>	<b>13 991 662</b>	<b>8,76 %</b>
<b>CPPIB<sup>(c)</sup></b>	<b>6 769 248</b>	<b>4,83 %</b>	<b>6 769 248</b>	<b>4,24 %</b>	<b>6 769 248</b>	<b>4,24 %</b>
<b>Public</b>	<b>95 715 607</b>	<b>68,29 %</b>	<b>96 117 816</b>	<b>60,14 %</b>	<b>96 117 816</b>	<b>60,16 %</b>
dont Ameriprise Financial Inc. <sup>(b)</sup>	14 694 718	10,48 %	14 694 718	9,19 %	14 694 718	9,20 %
dont ECIP Elis SARL <sup>(a)</sup>	190 172	0,14 %	345 124	0,22 %	345 124	0,22 %
dont dirigeants et employés <sup>(e)</sup>	399 801	0,29 %	484 476	0,30 %	484,476	0,30 %
<b>Actions auto-détenues</b>	<b>55 500<sup>(d)</sup></b>	<b>0,04 %</b>	<b>55 500<sup>(d)</sup></b>	<b>0,03 %</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
<b>Total</b>	<b>140 167 049</b>	<b>100 %</b>	<b>159 826 925</b>	<b>100 %</b>	<b>159 771 425</b>	<b>100 %</b>

- (a) Actionnaires ayant déclaré être liés par un pacte d'actionnaires non constitutif d'une action de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce.
- (b) Sur la base de la déclaration de franchissement de seuil d'Ameriprise Financial, Inc. en date du 22 juin 2017. Ameriprise Financial, Inc. détient les actions Elis par l'intermédiaire de sa filiale Threadneedle Asset Management Limited.
- (c) CPPIB et la Société sont parties à un contrat d'investissement conclu le 7 juin 2017.
- (d) Au 30 juin 2017.
- (e) A la suite de l'acquisition définitive de 250 392 actions au titre du plan d'actions de performance mis en oeuvre le 7 avril 2015 dont la période d'acquisition a expiré le 7 avril 2017.

**Après l'émission de 69 052 152 Actions Nouvelles et  
la réalisation du Financement CPPIB**

<b>Actionnaires</b>	<b>Nombre d'actions</b>	<b>% du capital</b>	<b>Nombre de droits de vote théoriques</b>	<b>% des droits de vote théoriques</b>	<b>Nombre de droits de vote exerçables</b>	<b>% des droits de vote exerçables</b>
<b>Eurazeo</b>	<b>23 635 032</b>	<b>10,77 %</b>	<b>42 892 699</b>	<b>17,95 %</b>	<b>42 892 699</b>	<b>17,95 %</b>
dont Legendre Holding 27 SAS <sup>(a)</sup>	22 522 058	10,27 %	40 873 361	17,11 %	40 873 361	17,11 %
dont Eurazeo SE <sup>(a)</sup>	1 112 974	0,50 %	2 019 338	0,84 %	2 019 338	0,84 %
<b>Crédit Agricole Assurances<sup>(a)</sup></b>	<b>13 991 662</b>	<b>6,38 %</b>	<b>13 991 662</b>	<b>5,85 %</b>	<b>13 991 662</b>	<b>5,86 %</b>
<b>CPPIB<sup>(c)</sup></b>	<b>16 900 961</b>	<b>7,70 %</b>	<b>16 900 961</b>	<b>7,07 %</b>	<b>16 900 961</b>	<b>7,07 %</b>
<b>Public</b>	<b>164 767 759</b>	<b>75,12 %</b>	<b>165 169 968</b>	<b>69,11 %</b>	<b>165 169 968</b>	<b>69,12 %</b>
dont actionnaires de Berendsen	69 052 152	31,48 %	69 052 152	28,89 %	69 052 152	28,90 %
dont Ameriprise Financial, Inc. <sup>(b)</sup>	14 694 718	6,70 %	14 694 718	6,15 %	14 694 718	6,15 %
dont ECIP Elis SARL <sup>(a)</sup>	190 172	0,09 %	345 124	0,14 %	345 124	0,14 %
dont dirigeants et employés <sup>(e)</sup>	399 801	0,18 %	484 476	0,20 %	484 476	0,20 %
<b>Actions auto-détenues</b>	<b>55 500<sup>(d)</sup></b>	<b>0,03 %</b>	<b>55 500<sup>(d)</sup></b>	<b>0,02 %</b>	-	-
<b>Total</b>	<b>219 350 914</b>	<b>100 %</b>	<b>239 010 790</b>	<b>100 %</b>	<b>238 955 290</b>	<b>100 %</b>

- (a) Actionnaires ayant déclaré être liés par un pacte d'actionnaires non constitutif d'une action de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce.
- (b) Sur la base de la déclaration de franchissement de seuil d'Ameriprise Financial, Inc. en date du 22 juin 2017. Ameriprise Financial, Inc. détient les actions Elis par l'intermédiaire de sa filiale Threadneedle Asset Management Limited.
- (c) CPPIB et la Société sont parties à un contrat d'investissement conclu le 7 juin 2017.
- (d) Au 30 juin 2017.
- (e) A la suite de l'acquisition définitive de 250 392 actions au titre du plan d'actions de performance mis en oeuvre le 7 avril 2015 dont la période d'acquisition a expiré le 7 avril 2017.

### **3.11. Informations complémentaires**

#### **3.11.1. Conseillers ayant un lien avec l'offre**

Non applicable.

#### **3.11.2. Responsables du contrôle des comptes d'Elis**

Les noms et adresses des responsables du contrôle des comptes d'Elis sont mentionnés à la section 1.1.4 « Commissaires aux comptes » de la Note d'Opération.

#### **3.11.3. Rapport d'expert**

Non applicable.

## **4. INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA NON-AUDITEES**

### **4.1. Description de l'Opération**

#### **4.1.1. Modalités de l'Opération**

Il est prévu que l'Opération soit réalisée par le biais du *Scheme of Arrangement* conformément à la Partie 26 du *Companies Act 2006*.

Les termes de l'Opération ont été annoncés le 12 juin 2017.

#### **4.1.2. Objectif des Informations Financières Pro Forma Non-Auditées**

L'objectif des informations financières pro forma non-auditées consolidées du Groupe Combiné (les « **Informations Financières Pro Forma Non-Auditées** ») est de communiquer une information pro forma destinée à décrire l'impact qu'aurait eu l'Opération (y compris le financement de l'Opération) sur l'état de la situation financière au 31 décembre 2016 et sur le compte de résultat de la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016 (y compris le financement de l'Opération), si cette Opération s'était produite à une date antérieure à sa survenance réelle.

Il n'a été procédé à aucun ajustement dans les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées présentées dans la présente section, pour tenir compte des acquisitions d'Indusal et de Lavebras ou de leur financement, comme si elles avaient eu lieu au 1<sup>er</sup> janvier 2016. En conséquence, les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées n'incluent (i) ni le résultat d'Indusal pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 21 décembre 2016, (ii) ni le compte de résultat de l'exercice 2016 et le bilan au 31 décembre 2016 de Lavebras.

Les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées ne sont pas nécessairement représentatives des résultats ou de la situation financière future du Groupe Combiné. Par ailleurs, il ne peut être garanti que les tendances indiquées par les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées soient représentatives des résultats ou de la performance à venir du Groupe Combiné.

En conséquence, les résultats consolidés et l'état de la situation financière consolidée du futur Groupe Combiné pourront différer de manière significative par rapport aux résultats et à l'état de la situation financière présentés dans les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées.

### **4.2. Base de présentation**

#### **4.2.1. Cadre réglementaire**

Les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées sont requises conformément à l'annexe II du Règlement (CE) n° 809/2004 du 29 avril 2004 tel que modifié. En effet, l'Opération implique une variation de taille supérieure à 25 % en terme de produits, profits et total bilan pour Elis (considéré comme étant l'acquéreur comptable conformément aux dispositions de IFRS 3 – Regroupement d'entreprises).

Les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées appliquent les recommandations émises par l'ESMA (ESMA/2013/319 du 20 mars 2013) et la recommandation n° 2013-08 de l'AMF relatives aux informations financières pro forma telle que modifiée.

#### **4.2.2. Données financières historiques utilisées et retraitements mis en œuvre**

Les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées ont été préparées en millions d'euros, cette devise étant la monnaie fonctionnelle et de présentation des états financiers consolidés historiques du Groupe.

Les comptes consolidés historiques de Berendsen préparés en millions de livres sterling ont été convertis au taux moyen de l'exercice 2016 (1 £ = 1,223 €) pour préparer le compte de résultat pro forma, et au taux de clôture du 31 décembre 2016 (1 £ = 1,180 €) pour l'état de la situation financière pro forma. Ces taux sont identiques à ceux retenus pour la préparation des informations financières historiques d'Elis.

Les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées incluent les informations suivantes :

- un compte de résultat pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- un état de la situation financière pro forma au 31 décembre 2016 ; et
- des notes explicatives.

Ces informations financières reflètent l'acquisition de Berendsen par Elis en utilisant la méthode de l'acquisition comme si elle était intervenue le 31 décembre 2016 pour les besoins de l'état de la situation financière pro forma, et le 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour les besoins du compte de résultat pro forma (cf. Note 2).

Conformément à l'Annexe II du Règlement (CE) n° 809/2004 du 29 avril 2004 tel que modifié, Elis présente les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées qui ont été établies sur la base des informations historiques publiques concernant Berendsen, et à partir des comptes consolidés suivants :

- les comptes consolidés audités d'Elis pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 tels que présentés dans le Document de Référence ; et
- les comptes consolidés audités de Berendsen pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 tels que publiés dans le Rapport Annuel 2016 de Berendsen, accessible sur le site internet de Berendsen ([www.berendsen.com/investors](http://www.berendsen.com/investors)).

Elis et Berendsen établissent leurs comptes consolidés selon les *International Financial Reporting Standards* tels qu'adoptés par l'Union Européenne. Les comptes consolidés de Berendsen incorporés par référence n'ont pas fait l'objet d'observation ou de réserve de la part de son commissaire aux comptes. De même, les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 d'Elis n'ont pas fait l'objet d'observation ou de réserve de la part de ses commissaires aux comptes.

Elis a procédé à une revue préliminaire des principes comptables de Berendsen sur la base des informations publiques disponibles afin d'identifier les divergences de principes comptables entre Berendsen et Elis. Cette revue préliminaire n'a pas permis d'identifier des différences majeures entre les normes IFRS telles qu'appliquées par Berendsen et les normes IFRS suivies par Elis. Après la clôture de l'Opération, de nouveaux reclassements et ajustements pourront être nécessaires lorsqu'Elis obtiendra le plein accès aux informations détaillées, procédera à l'homogénéisation exhaustive des méthodes comptables et finalisera la présentation des états financiers du Groupe Combiné.

En l'absence d'accès à des informations détaillées de Berendsen autres que les informations publiques, il n'a pas été possible de procéder aux ajustements suivants :

- retraitements liés aux litiges et passifs éventuels ;
- comptabilisation à la juste valeur des actifs et passifs identifiables ; et
- impôts différés actifs liés à des déficits reportables qui pourraient être perdus dans certaines juridictions du fait du changement de contrôle lié à l'Opération.

Conformément à la Recommandation n° 2013-08 de l'AMF relative aux informations financières pro forma telle que modifiée, aucun ajustement n'a été fait dans les informations financières historiques d'Elis utilisées pour établir les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées, au titre des événements intervenus après la clôture de l'exercice 2016 (décrits aux sections 3.1 et 3.3 du rapport financier semestriel inclus dans l'Actualisation du Document de Référence). En conséquence, les

éléments suivants, qui seront exclusivement dus à des événements postérieurs à la clôture de l'exercice 2016, ne font pas l'objet d'ajustements :

- les nouveaux coûts induits par la réorganisation et les changements à venir (changement de stratégie ou d'organisation) ; et
- les synergies et économies d'échelle, considérées comme des données prévisionnelles.

Par ailleurs, Elis et Berendsen ne présentent aucun lien antérieur significatif répondant à la définition d'opérations réciproques. Aucun retraitement n'est donc reflété dans les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées d'Elis et Berendsen à ce titre.

Les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées reflètent une situation hypothétique et sont présentées exclusivement à titre d'illustration et, ainsi, ne constituent ni une indication des résultats des activités opérationnelles, ni une indication de la situation financière du Groupe Combiné qui auraient été observées pour l'exercice clos au 31 décembre 2016. De même, elles ne sont pas non plus indicatives des résultats des activités opérationnelles ou de la situation financière future du Groupe Combiné à l'issue de l'Opération.

### 4.3. Informations financières et ajustements pro forma

#### 4.3.1. Compte de résultat consolidé pro forma pour l'exercice clos le 31 décembre 2016

(en millions d'euros)	Données historiques d'Elis	Données historiques de Berendsen	Agrégation des données historiques (Note 1)	Ajustement « Acquisition de » « Berendsen » (Note 2)	Ajustement « Financement » « Opération » (Note 3)	Ajustement « Frais » « de transaction » (Note 4)	Information Financière Pro Forma
<b>Produits de l'activité ordinaire</b>	<b>1 512,8</b>	<b>1 357,7</b>	<b>2 870,4</b>	-	-	-	<b>2 870,4</b>
Charges opérationnelles	(1 304,2)	(1 160,7)	(2 465,0)	-	-	-	(2 465,0)
<b>Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle</b>	<b>208,6</b>	<b>196,9</b>	<b>405,5</b>	-	-	-	<b>405,5</b>
Dotation aux amortissements des relations clientèle	(45,6)	(9,1)	(54,7)	-	-	-	(54,7)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits et charges opérationnels (a)	24,5	(15,8)	8,7	-	-	(25,7)	(17,0)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>187,4</b>	<b>172,1</b>	<b>359,5</b>	-	-	(25,7)	<b>333,8</b>
Résultat financier	(55,7)	(25,0)	(80,6)	-	(10,7)	-	(91,3)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>131,7</b>	<b>147,1</b>	<b>278,9</b>	-	(10,7)	(25,7)	<b>242,5</b>
Charge d'impôt	(38,1)	(35,2)	(73,3)	-	5,9	8,8	(58,5)
Quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>93,7</b>	<b>111,9</b>	<b>205,6</b>	-	(4,8)	(16,8)	<b>183,9</b>
Attribuables aux :							
- actionnaires de la société mère	93,7	111,5	205,2				183,6
- participations ne donnant pas le contrôle	(0,0)	0,4	0,4				0,4
Résultat par action / Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :							
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	0,82 €	0,65 €	1,06 €				0,95 €
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	0,82 €	0,65 €	1,06 €				0,95 €

(a) Les autres produits et charges opérationnels incluent principalement :

- i. 35,6 millions d'euros de produit au titre de la cession du site de Puteaux et divers frais d'acquisitions, de restructurations, et charges non récurrentes tels que décrits à la note 4.4 des comptes consolidés 2016 d'Elis ; et
- ii. 12,8 millions d'euros au titre de coûts de mise en place de la stratégie et 2,9 millions d'euros d'autres produits et charges tels que décrits à la note 4 des comptes consolidés 2016 de Berendsen.

Les données historiques d'Elis et de Berendsen ont été agrégées de la manière la plus détaillée possible à partir des données financières ayant servi de base à l'élaboration des Informations Financières Pro Forma Non-Auditées (voir la note 1 à la section 4.3.3 « Notes aux Informations Financières Pro Forma Non-Auditées » de la Note d'Opération).

### 4.3.2. Etat de la situation financière pro forma au 31 décembre 2016

(en millions d'euros)	Données historiques d'Elis net	Données historiques de Berendsen net	Agrégation des données historiques (Note 1)	Ajustement « Acquisition de » « Berendsen » (Note 2)	Ajustement « Financement » « Opération » (Note 3)	Ajustement « Frais » de transaction (Note 4)	Ajustement « Financement » « CPPIB » (Note 5)	Information Financière Pro Forma
Ecarts d'acquisition	1 755,7	480,6	2 236,3	1 825,2	-	-	-	4 061,5
Immobilisations incorporelles	350,9	35,5	386,4	-	-	-	-	386,4
Immobilisations corporelles	896,5	674,7	1 571,2	-	-	-	-	1 571,2
Actifs disponibles à la vente	0,1	-	0,1	-	-	-	-	0,1
Autres actifs non courants	4,2	87,1	91,3	-	(86,8)	-	-	4,5
Actifs d'impôt différé	19,4	15,0	34,4	0,3	-	-	-	34,7
<b>TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>3 026,8</b>	<b>1 292,9</b>	<b>4 319,7</b>	<b>1 825,5</b>	<b>(86,8)</b>	-	-	<b>6 058,4</b>
Stocks	62,4	65,7	128,1	-	-	-	-	128,1
Clients et autres débiteurs	392,6	224,1	616,7	-	-	-	-	616,7
Actifs d'impôt exigibles	6,6	10,3	16,9	-	4,5	15,0	-	36,3
Autres actifs	17,0	2,5	19,4	-	-	-	-	19,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	169,6	365,9	535,5	(1 049,8)	1 093,2	(43,4)	-	535,5
Actifs détenus en vue de la vente	1,1	-	1,1	-	-	-	-	1,1
<b>TOTAL DES ACTIFS COURANTS</b>	<b>649,3</b>	<b>668,5</b>	<b>1 317,8</b>	<b>(1 049,8)</b>	<b>1 097,7</b>	<b>(28,5)</b>	-	<b>1 337,2</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>3 676,1</b>	<b>1 961,4</b>	<b>5 637,5</b>	<b>775,7</b>	<b>1 010,8</b>	<b>(28,5)</b>	-	<b>7 395,6</b>
Capital émis	1 140,1	61,1	1 201,2	629,4	-	-	101,3	1 931,9
Primes liées au capital	280,9	117,6	398,5	566,0	-	(11,6)	98,7	1 051,5
Réserves sur actions propres	(1,6)	-	(1,6)	-	-	-	-	(1,6)
Autres réserves	0,7	178,1	178,8	(178,1)	-	-	-	0,7
Résultats accumulés non distribués	(267,0)	283,6	16,6	(283,6)	-	(16,8)	-	(283,8)
Autres composantes des capitaux propres	(6,1)	(1,1)	(7,2)	1,1	-	-	-	(6,1)
<b>CAPITAUX PROPRES – PART DU GROUPE PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE</b>	<b>1 147,0</b>	<b>639,3</b>	<b>1 786,3</b>	<b>734,8</b>	-	<b>(28,5)</b>	<b>200,0</b>	<b>2 692,7</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1 151,0</b>	<b>645,3</b>	<b>1 796,3</b>	<b>764,3</b>	<b>(29,5)</b>	<b>(28,5)</b>	<b>200,0</b>	<b>2 702,6</b>
Provisions	24,2	-	24,2	-	-	-	-	24,2
Passifs liés aux avantages au personnel	62,9	46,5	109,4	-	-	-	-	109,4
Emprunts et dettes financières	1 276,8	605,1	1 881,9	2,0	(605,9)	-	-	1 278,0
Passifs d'impôt différés	176,8	87,9	264,8	-	(6,7)	-	-	258,1
Autres passifs non courants	22,6	18,3	40,9	-	(17,2)	-	-	23,7
<b>TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>1 563,4</b>	<b>757,8</b>	<b>2 321,2</b>	<b>2,0</b>	<b>(629,8)</b>	-	-	<b>1 693,4</b>
Provisions – part à moins d'un an	4,9	8,9	13,8	-	-	-	-	13,8
Dettes d'impôt exigible	3,9	29,6	33,5	-	11,1	-	-	44,6
Fournisseurs et autres créditeurs	162,6	82,5	245,0	-	-	-	-	245,0
Autres passifs	296,3	169,8	466,1	-	(0,4)	-	-	465,7
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	494,1	267,5	761,6	9,4	1 659,4	-	(200,0)	2 230,4
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL DES PASSIFS COURANTS</b>	<b>961,7</b>	<b>558,3</b>	<b>1 520,0</b>	<b>9,4</b>	<b>1 670,2</b>	-	<b>(200,0)</b>	<b>2 999,6</b>
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>3 676,1</b>	<b>1 961,4</b>	<b>5 637,5</b>	<b>775,7</b>	<b>1 010,8</b>	<b>(28,5)</b>	-	<b>7 395,6</b>

### 4.3.3. Notes aux Informations Financières Pro Forma Non-Auditées

#### Note 1 : Agrégation des données historiques

Les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées sont établies à partir des états financiers historiques publiés par Elis et Berendsen.

Les modalités de présentation du compte de résultat pro forma et de l'état de la situation financière pro forma de Berendsen sont celles retenues par Elis pour la présentation de ses comptes historiques, à l'exception des postes de charges opérationnelles qui ont dû être regroupés en raison d'une ventilation différente entre celles retenues historiquement

– par Elis :

	2016
<i>(en milliers d'euros)</i>	
<b>Produits de l'activité ordinaire</b>	<b>1 512 764</b>
Coût du linge, des appareils et des autres consommables	(247 463)
Coûts de traitement	(568 942)
Coûts de distribution	(238 657)
<b>Marge brute</b>	<b>457 702</b>
Frais de Vente, Généraux et Administratifs	(249 150)
<b>Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle</b>	<b>208 552</b>

– et par Berendsen :

Exercice clos le 31 décembre 2016	£m	€m
Chiffre d'affaires	<b>1 110,0</b>	<b>1 357,7</b>
Coût des ventes	<b>(565,8)</b>	<b>(692,0)</b>
<b>Résultat brut</b>	<b>544,2</b>	<b>665,6</b>
Autre revenu	<b>2,8</b>	<b>3,4</b>
Coûts de distribution	<b>(208,3)</b>	<b>(254,8)</b>
Dépenses administratives	<b>(172,4)</b>	<b>(210,9)</b>
Autres dépenses opérationnelles	<b>(25,6)</b>	<b>(31,3)</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>140,7</b>	<b>172,1</b>
<b>Analysé comme :</b>		
Profit opérationnel avant déduction des éléments exceptionnels et amortissement des contrats client	<b>161,0</b>	<b>196,9</b>
Eléments exceptionnels	<b>(12,9)</b>	<b>(15,8)</b>
Amortissement des contrats client	<b>(7,4)</b>	<b>(9,1)</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>140,7</b>	<b>172,1</b>

#### *Indicateurs non définis par les normes IFRS : EBITDA Pro forma pour l'exercice 2016 :*

L'EBIT est défini comme le bénéfice net (ou la perte nette) avant résultat financier, charge d'impôt, quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, amortissement des relations clientèle, pertes de valeur sur écarts d'acquisition, autres produits et charges opérationnels, frais financiers divers (services bancaires comptabilisés dans le résultat opérationnel) et charges IFRS 2 (paiements fondés sur des actions). Le rapprochement de l'EBIT avec le compte de résultat consolidé est présenté ci-dessous.

L'EBITDA est défini comme l'EBIT, avant dotations aux amortissements net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat. Le rapprochement de l'EBITDA avec le compte de résultat

consolidé tel que figurant à la note 3.2 des comptes consolidés d'Elis de l'exercice 2016 est rappelé ci-dessous :

<i>(en millions de devises)</i>	€
<b>Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle</b>	<b>208,6</b>
Dotations aux amortissements net de la quote part de subvention virée au compte de résultat	253,2
Frais financiers divers	2,3
Charges sur paiements en actions	3,8
<b>EBITDA Elis</b>	<b>467,9</b>

L'EBITDA de Berendsen est calculé de la façon suivante :

<i>(en millions de devises)</i>	£	€
<b>Résultat opérationnel avant déduction des éléments exceptionnels et amortissement des contrats client</b>	<b>161,0</b>	<b>196,9</b>
Amortissement des immobilisations corporelles		
– actifs propres	182,9	223,7
– actifs sous contrat de location financement	0,7	0,9
Amortissement des immobilisations incorporelles (inclus dans les autres dépenses opérationnelles)		
– logiciels informatiques	4,0	4,9
Paiements en actions	(1,0)	(1,2)
<b>EBITDA Berendsen</b>	<b>347,6</b>	<b>425,2</b>

L'EBITDA et la marge d'EBITDA (EBITDA/Produits de l'activité ordinaire) Pro forma sont pour l'exercice 2016 :

<i>(en millions d'euros)</i>	Données historiques de Elis	Données historiques de Berendsen	Agrégation des données historiques
<b>EBITDA</b>	<b>467,9</b>	<b>425,2</b>	<b>893,1</b>
marge d'EBITDA	30,9 %	31,3 %	31,1 %

## Note 2 : Acquisition de Berendsen

Comme détaillé à la section 4.1 « Description de l'Opération » de la Note d'Opération, l'acquisition de Berendsen dans le cadre de l'Opération implique l'application de la méthode de l'acquisition conformément à la norme IFRS 3 – Regroupement d'entreprises, et la détermination d'un *goodwill* par différence entre la contrepartie transférée évaluée à la juste valeur et le montant des actifs et passifs identifiables reçus évalués à leur juste valeur (sauf exceptions).

Toutefois, dans le cadre des Informations Financières Pro Forma Non-Auditées et en l'absence d'information disponible sur la juste valeur des actifs et passifs identifiables, le *goodwill* est déterminé par différence entre la contrepartie transférée déterminée selon les modalités ci-dessous et la valeur nette comptable des actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière du groupe Berendsen au 31 décembre 2016 ajustée néanmoins des frais d'émission non encore amortis et tenant compte de la juste valeur de la dette financière publiée. Par conséquent, le *goodwill* dit « provisoire » déterminé ci-après n'est, par construction, pas celui qui sera comptabilisé dans les premiers états financiers consolidés du Groupe Combiné qui seront établis post transaction.

Le détail de la contrepartie transférée est présenté ci-après :

<i>(en millions d'euros)</i>	
<b>Contrepartie transférée</b>	<b>2 423,9</b>
dont numéraire	1 049,8
dont paiement en actions	1 374,1
Nombre d'actions total acquises Berendsen (en millions) (a)	171,3
Pourcentage acquis en actions	57 %
Nombre d'actions payé en actions Elis (en millions)	97,1
<b>Parité Berendsen / Elis</b>	<b>1,41</b>
Nombre d'actions Elis émises (en millions)	69,1
Nominal action Elis (en euros) (b)	10,0
<b>Ajustement sur le capital (b)</b>	<b>690,5</b>
<b>Ajustement sur la prime d'émission (b)</b>	<b>683,6</b>

- (a) Le nombre d'actions est égal à 172 636 913 actions ordinaires au 14 juillet 2017 diminué de 1 291 621 actions auto-détenues par le biais de l'*Employee Benefit Trust* ;
- (b) Les ajustements présentés ne tiennent pas compte de la réduction du capital social non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions et de l'affectation du montant de la réduction au compte « Primes d'émission, de fusion, d'apport » ainsi que de la modification corrélative de l'article 6 « Capital social » des statuts de la Société, telle que décrite aux 22<sup>ème</sup> et 23<sup>ème</sup> résolutions soumises au vote de l'assemblée générale des actionnaires d'Elis du 19 mai 2017.

La part du prix payé aux actionnaires de Berendsen en actions est calculée conformément aux termes de l'Opération, en vertu desquels chaque action Berendsen donnera droit à 0,403 actions Elis nouvelles et 540 *pence* en numéraire.

La meilleure estimation d'Elis pour la contrepartie transférée à la date du Prospectus se résume de la façon suivante :

- une augmentation de capital de 69,1 millions d'actions Elis pour une valeur de 1 374,1 millions d'euros et dont les actions seront échangées contre les actions Berendsen sur une base de parité fixée à 0,403 action Elis pour 1 action Berendsen (considérant le cours de l'action Elis au 9 juin 2017 s'élevant à 19,90 euros). A titre d'information, le cours moyen de l'action sur les 20 derniers jours de Bourse au 20 juillet 2017 est identique) ; et
- une contrepartie versée en numéraire s'élèverait donc à 1 049,8 millions d'euros sur la base d'un paiement du numéraire aux actionnaires historiques de Berendsen, en livres sterling, au taux de 1 *livre sterling* pour 1,1346 euro (le paiement en numéraire a fait l'objet d'une couverture du taux de change).

Le *goodwill* provisoire, a été déterminé comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>31/12/2016</b>
Actifs non courants acquis hors goodwill Berendsen	812,3
Actifs courants acquis	668,5
Passifs repris	(1 316,1)
Frais d'émission non encore amortis des emprunts Berendsen	(1,7)
<b>Actif net acquis</b>	<b>163,1</b>
Participations ne donnant pas le contrôle au 31 décembre 2016	(6,0)
Participations ne donnant pas le contrôle (paiements fondés sur des actions qui ne seront pas remplacés)	(29,5)
<b>Goodwill provisoire</b>	<b>2 305,8</b>
<b>Contrepartie transférée</b>	<b>(2 423,9)</b>
<b>Dette liée aux engagements de rachat d'actions auto-détenues (<i>Employee Benefit Trust</i>)</b>	<b>(9,4)</b>

Les frais d'émission non encore amortis de 1,7 million de livres sterling avant impôt différé (calculé au taux de 17 %) correspondent à la différence entre le nominal des emprunts et leur valeur inscrite au bilan de Berendsen.

Dans le cadre du débouclage des plans fondés sur des actions de Berendsen destinés à certains de ses salariés, et afin d'évaluer le montant des participations ne donnant pas le contrôle relatif à ces paiements (plans qui ne seront pas remplacés), le Groupe a retenu l'hypothèse que (i) les plans d'actions gratuites existants à la date de l'Opération qui portent sur un nombre maximal de 2 085 089 actions seraient réglés en trésorerie et que (ii) les plans d'options seraient exercés entraînant la livraison au maximum de 379 781 actions Berendsen par l'*Employee Benefit Trust (E.B.T.)*.

Par ailleurs, dans le cadre des engagements croisés d'achat/vente signés entre l'*E.B.T* et Elis concernant les 1 291 621 actions Berendsen détenues par l'*E.B.T*, le Groupe a comptabilisé une dette 9,4 millions d'euros sur la base d'une valeur de l'action Elis de 19,90 €.

Le *goodwill* provisoire est déterminé par différence entre la contrepartie transférée et la valeur nette comptable des actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière du groupe Berendsen au 31 décembre 2016.

Les évaluations définitives seront effectuées et la comptabilisation de l'acquisition sera finalisée sur la base d'évaluations et d'études menées avec le support externe de spécialistes en évaluation après la réalisation effective de l'Opération.

Ce calcul provisoire n'a pour objectif que l'établissement des Informations Financières Pro Forma Non-Auditées et est ainsi hypothétique et susceptible d'être révisé. En effet, la date d'acquisition sera différente de celle envisagée dans les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées et le cours de bourse est susceptible d'évoluer.

La détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris pourra se traduire par la comptabilisation de certains actifs identifiables acquis (tels que par exemple les relations clientèle) qui auront une durée de vie limitée et qui seront amortis. Par conséquent, les résultats futurs du Groupe Combiné pourraient être affectés de manière significative par les charges d'amortissements liés à ces actifs identifiables acquis.

L'impact du regroupement d'entreprises sur les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées s'établit tel que :

(en millions d'euros)	Augmentation de capital	Elimination du goodwill historique Berendsen	Goodwill provisoire	Ajustement « Acquisition de » « Berendsen » (Note 2)
Ecarts d'acquisition		(480,6)	2 305,8	<b>1 825,2</b>
Immobilisations incorporelles				-
Immobilisations corporelles				-
Actifs disponibles à la vente				-
Autres actifs non courants	1 374,1		(1 374,1)	-
Actifs d'impôt différé			0,3	<b>0,3</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>1 374,1</b>	<b>(480,6)</b>	<b>932,0</b>	<b>1 825,5</b>
Stocks				-
Clients et autres débiteurs				-
Actifs d'impôt exigibles				-
Autres actifs				-
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(1 049,8)	<b>(1 049,8)</b>
Actifs détenus en vue de la vente				-

<b>TOTAL DES ACTIFS COURANTS</b>	-	-	(1 049,8)	(1 049,8)
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 374,1</b>	<b>(480,6)</b>	<b>(117,8)</b>	<b>775,7</b>
Capital émis	690,5		(61,1)	629,4
Primes liées au capital	683,6		(117,6)	566,0
Réserves sur actions propres			-	-
Autres réserves			(178,1)	(178,1)
Résultats accumulés non distribués		(480,6)	197,1	(283,6)
Autres composantes des capitaux propres			1,1	1,1
<b>CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE</b>	<b>1 374,1</b>	<b>(480,6)</b>	<b>(158,7)</b>	<b>734,8</b>
<b>PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE</b>			29,5	29,5
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1 374,1</b>	<b>(480,6)</b>	<b>(129,2)</b>	<b>764,3</b>
Provisions				-
Passifs liés aux avantages au personnel				-
Emprunts et dettes financières			2,0	2,0
Passifs d'impôt différés				-
Autres passifs non courants				-
<b>TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>
Provisions - part à moins d'un an				-
Dettes d'impôt exigible				-
Fournisseurs et autres créditeurs				-
Autres passifs				-
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an			9,4	9,4
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente				-
<b>TOTAL DES PASSIFS COURANTS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9,4</b>	<b>9,4</b>
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1 374,1</b>	<b>(480,6)</b>	<b>(117,8)</b>	<b>775,7</b>

Dans les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées, la contrepartie transférée est calculée sur la base du nombre d'actions de Berendsen en circulation au 14 juillet 2017 et selon les termes de l'Opération. Ce montant pourrait être ajusté en fonction de la date de l'assemblée générale et l'évolution des cours de bourse.

### Note 3 : Financement de l'Opération

Afin de financer l'Opération et de rembourser la dette de Berendsen émise sur les marchés de capitaux, Elis a signé le 12 juin 2017 avec Crédit Agricole Corporate & Investment Bank et BNP Paribas Corporate & Investment Banking le Contrat de Crédit-Relais 2017 portant sur la mise en place d'une enveloppe de crédits d'un montant total de 1 920 millions d'euros.

Le Contrat de Crédit-Relais 2017 a une période de validité qui débute à la date de signature du contrat et qui se termine à la première des dates suivantes :

- la date la plus tardive entre (i) 30 jours après la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* est déclaré « effective » et (ii) la date à laquelle la dette existante de Berendsen à refinancer est refinancée, étant entendu que la dette de Berendsen doit être refinancée au plus tard dans les 3 mois suivant la date mentionnée en (i) ;
- le dernier jour de la période de 9 mois commençant à la date de la signature dudit contrat ;
- à la date à laquelle le *Scheme of Arrangement* expire, prend fin, ou est retiré.

Le Contrat de Crédit-Relais 2017 a une maturité de 12 mois (soit juin 2018) et inclut deux options de prolongation de 6 mois (soit décembre 2018 et juin 2019), à la discrétion d'Elis.

Outre l'Augmentation de Capital Réservée, cette ligne de crédit relais a vocation à être refinancée par du financement bancaire ou des opérations sur les marchés de capitaux : émissions obligataires *senior unsecured* ou opérations d'émission de titres *equity linked*, ou d'autres instruments de marchés de capitaux, Elis pouvant à sa seule discrétion décider de procéder à la réalisation de ces opérations.

Le taux applicable au Contrat de Crédit-Relais 2017 est EURIBOR de la période + *spread*, le *spread* étant sujet à une grille variant de 100 bps à 400 bps en fonction du calendrier par pas de 3 mois, étant entendu que la période variera entre 1, 2 ou 3 mois.

Les frais payés dans le cadre de ce Contrat de Crédit-Relais 2017 sont des frais d'*underwriting*, de *ticking fees*, et d'*extension fees*.

Le Contrat de Crédit-Relais 2017 prévoit le même *covenant* financier que le contrat de crédit syndiqué *Senior* conclu par la Société le 17 janvier 2017 et décrit à la section 21 du Contrat de Crédit-Relais 2017. De la même façon, le Contrat de Crédit-Relais 2017 prévoit les mêmes clauses que le contrat de crédit syndiqué *Senior*, imposant à Elis de donner aux organismes prêteurs certaines garanties conformément aux standards du marché.

Le taux d'intérêt retenu de 1,4 % pour le calcul des intérêts à comptabiliser dans le compte de résultat pro forma, relève d'une hypothèse prudente et correspond au taux maximum d'intérêts constaté sur les 12 mois suivant la date de tirage de la ligne de crédit.

Le Contrat de Crédit-Relais 2017 permet le financement des dépenses suivantes d'un montant de 1 642,9 millions d'euros :

- la quote-part de financement en numéraire de l'Opération, pour 1 049,8 millions d'euros (cf. Note 2) ;
- le refinancement des emprunts existants au 31 décembre 2016 de Berendsen, dont le montant nominal s'élevait à 605,9 millions d'euros ;
- net, du remboursement des instruments de couverture (*cross-currency interest rate swaps*) décrits à la Note 16 des comptes annuels consolidés 2016 de Berendsen représentant un actif net évalué à la juste valeur pour 69,3 millions d'euros avant prise en compte d'un effet impôt différé applicable aux instruments différés au taux de 16,1 %, recalculé sur la base de la Note 19 des comptes annuels consolidés 2016 de Berendsen. Dans la mesure où l'Opération devrait entraîner la disparition des sous-jacents (remboursement des emprunts existants chez Berendsen et consolidation du Groupe Combiné réalisée en euros et non plus en livres *sterling*), ce remboursement a été considéré comme directement lié à l'Opération ;
- les frais directement imputables à la mise en place du Contrat de Crédit-Relais 2017, pour (13,0) millions d'euros avant effet impôt au taux applicable en France de 34,43 % ; et
- les frais liés à la l'Opération pour (43,4) millions d'euros avant effet impôt au taux applicable en France de 34,43 % (cf. Note 4).

L'ajustement sur le financement se présente comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Remboursement des emprunts Berendsen	Remboursement des instruments de couverture	Financement de l'acquisition par de la dette Elis	Frais liés au financement encourus par Elis	Ajustement « Financement » « Opération » (Note 3)
Ecarts d'acquisition					-
Immobilisations incorporelles					-
Immobilisations corporelles					-
Actifs disponibles à la vente					-
Autres actifs non courants		(86,8)			(86,8)
Actifs d'impôt différé					-
<b>TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS</b>	-	<b>(86,8)</b>	-	-	<b>(86,8)</b>
Stocks					-
Clients et autres débiteurs					-
Actifs d'impôt exigibles				4,5	4,5
Autres actifs					-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(605,9)	69,3	1 642,9	(13,0)	1 093,2
Actifs détenus en vue de la vente					-
<b>TOTAL DES ACTIFS COURANTS</b>	<b>(605,9)</b>	<b>69,3</b>	<b>1 642,9</b>	<b>(8,5)</b>	<b>1 097,7</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>(605,9)</b>	<b>(17,6)</b>	<b>1 642,9</b>	<b>(8,5)</b>	<b>1 010,8</b>
Capital émis					-
Primes liées au capital					-
Réserves sur actions propres					-
Autres réserves					-
Résultats accumulés non distribués					-
Autres composantes des capitaux propres					-
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE	-	-	-	-	-
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE			(29,5)		(29,5)
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	-	-	<b>(29,5)</b>	-	<b>(29,5)</b>
Provisions					-
Passifs liés aux avantages au personnel					-
Emprunts et dettes financières	(605,9)				(605,9)
Passifs d'impôt différés		(11,1)		4,5	(6,7)
Autres passifs non courants		(17,2)			(17,2)
<b>TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>(605,9)</b>	<b>(28,4)</b>	-	<b>4,5</b>	<b>(629,8)</b>
Provisions - part à moins d'un an					-
Dettes d'impôt exigible		11,1			11,1
Fournisseurs et autres créditeurs					-
Autres passifs		(0,4)			(0,4)
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an			1 672,4	(13,0)	1 659,4
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente					-
<b>TOTAL DES PASSIFS COURANTS</b>	-	<b>10,8</b>	<b>1 672,4</b>	<b>(13,0)</b>	<b>1 670,2</b>
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>(605,9)</b>	<b>(17,6)</b>	<b>1 642,9</b>	<b>(8,5)</b>	<b>1 010,8</b>

Par ailleurs, les intérêts financiers à considérer en lien avec les mouvements de dettes présentés ci-dessus ont été déterminés de la façon suivante :

- les emprunts de Berendsen ont représenté en 2016 une charge annuelle d'intérêt de (23,0) millions d'euros avant impôt au taux d'impôt différé théorique de 17 % (tel que mentionné à la Note 5 des comptes consolidés 2016 de Berendsen). Cette dernière est annulée dans les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées, étant donné la prise en compte du Contrat de Crédit-Relais 2017 mis en place par Elis (cf. ci-après « Annulation charges financières Berendsen ») ;
- le Contrat de Crédit-Relais 2017 mis en place par Elis dans le cadre de l'Opération pour un montant de 1 920 millions d'euros serait tiré pour un montant net du financement reçu de CPPIB (cf. Note 5) à hauteur de 1 442,9 millions d'euros. Le taux retenu étant de 1,4 % (cf. Note 3), la charge d'intérêt sur une période de 12 mois serait de (20,2) millions d'euros avant impôt (cf. ci-après « Charges financières récurrentes Elis »), à laquelle s'ajouterait une charge financière de (0,5) million d'euros liée au financement du règlement en trésorerie des transactions dont le paiement était fondé sur des actions Berendsen. L'effet impôt est calculé en prenant en compte le mécanisme de « rabot fiscal » limitant en France à 75 % la déductibilité des intérêts (article 223 B Bis du Code général des impôts).

L'estimation des frais directement imputables à la mise en place du financement, non encore comptabilisés à fin décembre 2016, s'élève à (13,0) millions d'euros, avant impôts. Cela inclut principalement les frais d'émission d'emprunt et d'autres coûts non récurrents liés à la mise en place du financement (cf. ci-après « Charges financières non récurrentes »).

L'effet impôt est calculé en tenant compte d'un taux d'imposition théorique de 34,43 % tel qu'applicable à Elis en France.

<i>(en millions d'euros)</i>	Remboursement des instruments de couverture <sup>59</sup>	Annulation charges financières Berendsen	Charges financières récurrentes Elis	Charges financières non récurrentes	Ajustement « Financement » « Opération » (Note 3)
<b>Produits de l'activité ordinaire</b>					-
Charges opérationnelles					-
<b>Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle</b>					-
Dotation aux amortissements des relations clientèle					-
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition					-
Autres produits et charges opérationnels					-
<b>Résultat opérationnel</b>					-
Résultat financier		23,0	(20,7)	(13,0)	(10,7)
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>23,0</b>	<b>(20,7)</b>	<b>(13,0)</b>	<b>(10,7)</b>
Charge d'impôt		(3,9)	5,4	4,5	5,9
Quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence					-
<b>Résultat net</b>		<b>19,1</b>	<b>(15,4)</b>	<b>(8,5)</b>	<b>(4,8)</b>

Les éventuelles commissions de non-utilisation *revolving* par Berendsen et Elis n'ont pas été

<sup>59</sup> Aucun ajustement n'est enregistré en résultat (i) étant donné que les instruments de couverture sont évalués à la juste valeur et, les réserves figurant en « autres composantes des capitaux propres » ne sont pas transmises par Berendsen au Groupe Combiné, conformément à la norme IFRS 3 et (ii) compte tenu de l'hypothèse selon laquelle ces instruments seraient remboursés immédiatement après l'Opération.

retraitées dans les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées. En effet, Elis ne dispose pas d'une information précise sur le besoin de trésorerie consolidé du Groupe Combiné.

#### Note 4 : Frais liés à l'Opération

L'estimation des frais directement imputables à l'ensemble de l'Opération, hors frais liés au financement (cf. Note 3), non comptabilisés à fin décembre 2016, s'élève à 43,4 millions d'euros, avant impôts. Cela inclut principalement :

- les frais d'émission d'actions, les honoraires des conseils et d'autres coûts non récurrents liés à l'Opération. Ces frais n'auront donc pas d'incidence prolongée sur les comptes du Groupe Combiné. Ces frais sont négociés par Elis pour l'ensemble de l'Opération, sans distinction entre ceux concernant l'augmentation de capital liée au paiement en actions, ceux relatifs à la part des actions Berendsen payée en numéraire, et ceux liés à l'Opération dans son ensemble. De ce fait, l'affectation en capitaux propres a été réalisée sur la base du pourcentage estimé de la contrepartie transférée payée en actions, le complément étant comptabilisé en compte de résultat. La part affectée en capitaux propres selon le pourcentage de l'Opération financé en actions s'élève à 17,7 millions d'euros ;
- le droit de timbre qui s'élève à 0,5 % du montant de l'Opération :

<i>(en millions d'euros)</i>	Contrepartie transférée	Frais relatifs à l'Opération	Effet impôt	Montants nets après impôts
Impact sur les capitaux propres	57 %	17,7	(6,1)	11,6
Numéraire / impact sur le compte de résultat (A)	43 %	13,6	(4,7)	8,9
<b>Frais d'émission, de conseils et divers</b>	<b>100 %</b>	<b>31,3</b>	<b>(10,8)</b>	<b>20,5</b>
<b>Droit de timbre / impact compte de résultat (B)</b>		<b>12,1</b>	<b>(4,2)</b>	<b>7,9</b>
<b>TOTAL</b>		<b>43,4</b>	<b>(15,0)</b>	<b>28,5</b>
<i>Dont impact au compte de résultat (A+B)</i>		<i>25,7</i>	<i>(8,8)</i>	<i>16,8</i>

L'effet d'impôt a été calculé en tenant compte d'un taux d'imposition théorique de 34,43 % tel qu'applicable à Elis en France.

#### Note 5 : Financement CPPIB

CPPIB, qui détenait à la date du Communiqué 2.7 environ 5 % des actions Elis en circulation, s'est engagé à souscrire 10 131 713 actions nouvelles Elis à émettre dans le cadre de l'augmentation de capital réservée relative aux Actions CPPIB, à un prix de 19,74 € par action. Le montant total du Financement CPPIB s'établit à 200 millions d'euros. CPPIB est un investisseur institutionnel mondial de premier plan qui gère les fonds du Régime de pensions du Canada (*Canada Pension Plan*). Au 31 mars 2017, les fonds du Régime de pensions du Canada gérés par CPPIB totalisaient 316,7 milliards de dollars canadiens. Les fonds levés grâce au Financement CPPIB ne seront pas utilisés pour financer la part en numéraire de la rémunération dans le cadre de l'Opération mais pour rembourser l'emprunt contracté par Elis pour le financement de cette rémunération et permettre à Elis d'atteindre sa cible de ratio d'endettement 2018 d'environ 3x (cohérent avec son niveau actuel) si l'Opération est réalisée. Le Financement CPPIB est conditionné notamment à l'approbation du *Scheme of Arrangement* (conformément à la Partie 26 du *Companies Act 2006*) par les actionnaires de Berendsen et par la *High Court of Justice in England and Wales*, et à l'approbation des résolutions autorisant l'émission d'Actions Nouvelles dans le cadre de l'Opération par l'Assemblée Générale d'Elis. Bien qu'Elis soit fermement engagé au Financement CPPIB, l'Opération n'est pas conditionnée par la levée des conditions relatives au Financement CPPIB ni par la réalisation du Financement CPPIB.

**4.4. Rapport des commissaires aux comptes sur les Informations Financières Pro Forma Non-Auditées**

**PricewaterhouseCoopers Audit**

63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine

**Mazars**

61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA  
RELATIVES A L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016****Elis**

5, boulevard Louis Loucheur  
92210 Saint-Cloud  
France

Aux membres du Conseil de Surveillance et Monsieur le Président du Directoire,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application du règlement (CE) n°809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les informations financières pro forma de la société Elis relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2016 incluses dans la partie 4 du prospectus établi à l'occasion de l'émission et de l'admission sur le marché réglementé d'Euronext à Paris d'actions nouvelles Elis en rémunération de l'apport des actions Berendsen à Elis.

**Ces informations financières pro forma ont été préparées aux seules fins d'illustrer l'effet que l'apport des actions de Berendsen à Elis aurait pu avoir sur le bilan consolidé au 31 décembre 2016 et le compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2016 de la société Elis si l'opération avait pris effet au 31 décembre 2016 pour le bilan et au 1er janvier 2016 pour le compte de résultat. De par leur nature même, elles décrivent une situation hypothétique et ne sont pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient pu être constatées si l'opération ou l'évènement était survenu à une date antérieure à celle de sa survenance réelle ou envisagée.**

Ces informations financières pro forma ont été établies sous votre responsabilité en application des dispositions du règlement (CE) n°809/2004 et des recommandations ESMA relatives aux informations financières pro forma.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe II, point 7, du règlement (CE) n°809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement des informations pro forma.

**Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires** au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatives à cette mission. Ces diligences, qui ne comportent ni audit ni examen limité des informations financières sous-jacentes à l'établissement des informations financières pro forma, ont consisté principalement à vérifier que les bases à partir desquelles ces informations financières pro forma ont été établies concordent avec les documents source tels que décrits dans les notes explicatives aux informations financières pro forma, à examiner les éléments probants justifiant les retraitements pro forma et à nous entretenir avec la direction de la société Elis pour collecter les informations et les explications que nous avons estimé nécessaires.

A notre avis :

- les informations financières pro forma ont été adéquatement établies sur la base indiquée,
- **cette base est conforme aux méthodes comptables de l'émetteur.**

Ce rapport est émis aux seules fins **de l'admission aux négociations sur un marché réglementé**, et/ou **d'une offre au public, de titres financiers de la société Elis** en France et dans les autres pays de l'Union européenne dans lesquels le prospectus visé par l'AMF, serait notifié et ne peut pas être utilisé dans un autre contexte.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 27 juillet 2017

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Mazars

Bruno Tesnière

Isabelle Massa

## 5. PRESENTATION DE L'APPORT : BERENDSEN

Les informations relatives à Berendsen contenues dans la présente section ont notamment été extraites des états financiers consolidés et audités de Berendsen pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, figurant dans le Rapport Annuel de Berendsen 2016 publié en anglais sur son site Internet ([www.berendsen.com](http://www.berendsen.com)).

### 5.1. Renseignements généraux

Berendsen plc est une société anonyme de droit anglais (*public limited company*) (« **Berendsen** » et, ensemble avec ses filiales, le « **Groupe Berendsen** ») dont les actions sont négociées sur le London Stock Exchange sous le symbole BRSN.

#### 5.1.1. Dénomination, siège social et principal siège administratif

La dénomination sociale de Berendsen plc est Berendsen.

Le siège social de Berendsen est situé au 1 Knightsbridge, Londres, SW1X 7LX, Royaume-Uni.

#### 5.1.2. Date de constitution et durée de la société

Berendsen a été immatriculée et enregistrée sous le régime du droit applicable en Angleterre et au Pays de Galles le 18 février 1980.

Berendsen n'a pas de durée déterminée.

#### 5.1.3. Législation relative à Berendsen et forme juridique

Berendsen est une société anonyme de droit anglais (*public limited company*) régie par le *UK Companies Act 2006* et ses textes d'application.

#### 5.1.4. Objet social

L'objet social de Berendsen n'est pas limité. Conformément au *UK Companies Act 2006*, l'objet d'une société est illimité à moins que cette dernière ne le limite volontairement.

#### 5.1.5. Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés

Berendsen est inscrite au *Register of Companies (England and Wales)* sous le numéro 01480047.

#### 5.1.6. Direction

##### 5.1.6.1 Noms et fonctions des principaux dirigeants

Le Conseil de Berendsen est actuellement composé de la manière suivante :

Nom	Titre
Iain Ferguson CBE (61)	Président non-exécutif du conseil d'administration
James Drummond (55)	Directeur général
Maarit Aarni-Sirviö (63)	Administrateur non-exécutif
Lucy Dimes (51)	Administrateur non-exécutif
David Lowden (59)	Administrateur référent ( <i>Senior Independent Director</i> )
Kevin Quinn (57)	Directeur financier
Andrew Wood (65)	Administrateur non-exécutif

### 5.1.6.2 Rémunération et avantages en nature attribués pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 aux membres des organes d'administration et de direction par l'ensemble des sociétés du Groupe Berendsen

#### Rémunération totale en 2016 : Administrateurs exécutifs

	Administrateurs exécutifs				Anciens administrateurs exécutifs	
	James Drummond		Kevin Quinn		Peter Ventress	
Rémunération fixe (£000)	2016	2015	2016	2015 Ajusté	2016	2015 Ajusté
Salaire de base	538	263	359	350	188	565
Avantages en nature imposables	35	20	36	37	6	31
Cotisations retraites	108	53	72	70	47	141
Sous-total	681	336	467	457	241	737
<b>Rémunération en fonction de la performance (£000)</b>						
Bonus annuel (iv)	-	295	-	385	-	356
«Performance LTIPs» (v)	-	-	-	716	-	1,161
Sous-total	-	295	-	1,101	-	1,517
<b>Autres éléments de rémunération (£000)</b>						
Rémunération équivalente aux dividendes sur DSBP (vi)	-	-	14	16	37	27
«Non-performance LTIPs» (vii)	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	14	16	37	27
<b>Rémunération totale (en milliers £)</b>	<b>681</b>	<b>631</b>	<b>481</b>	<b>1,574</b>	<b>278</b>	<b>2,281</b>

Note:

- (i) James Drummond a rejoint Berendsen le 1<sup>er</sup> juillet 2015. Son salaire annuel de base pour l'année 2015 était de 525 000 £. Son salaire fixe a fait l'objet d'une réduction proportionnelle à sa date d'arrivée.
- (ii) Peter Ventress a démissionné de son poste de directeur le 31 juillet 2015. Dans le tableau ci-dessus, le salaire fixe de Peter Ventress pour l'année 2016 est lié aux paiements reçus durant sa période de préavis du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 28 avril 2016 (soit un montant de 188 333 £ de salaire de base, 5 728 £ d'avantages en nature imposables et 47 083 £ de cotisations retraite). Des informations supplémentaires sur les paiements effectués à Peter Ventress durant cette année peuvent être trouvées en page 94 du rapport annuel et financier 2016 de Berendsen.
- (iii) 2015 : les « Performance LTIPs » ont été modifiées en utilisant le prix réel de l'action le jour de l'acquisition des Awards dans le cadre des attributions PSP et CIP 2013 qui ont été acquises le 1<sup>er</sup> juin 2016. Dans le rapport annuel 2015 sur la rémunération, ces Awards ont été calculés sur la base du prix moyen de l'action sur les trois derniers mois de la période se terminant le 31 décembre 2015, à savoir un prix de 1 038 cents. Les attributions PSP et CIP 2013 ont été ajustées sur la base du prix réel de l'action le jour de l'acquisition, à savoir 1 222 cents (une différence de valeur de 184 cents par action – 72 972 £ et 44 986 £ respectivement pour Peter Ventress et Kevin Quinn).
- (iv) Y compris 25 % du bonus annuel qui est différé sur trois ans dans le cadre du DBSP. Les bonus annuels versés à James Drummond et à Peter Ventress pour l'année 2015 ont fait l'objet d'une réduction proportionnelle. Peter Ventress n'avait pas droit à un bonus annuel en 2016. James Drummond et Kevin Quinn n'ont pas reçu de bonus annuel en 2016, le bénéfice par action n'ayant pas atteint le seuil de performance requis ; des informations supplémentaires peuvent être trouvées en page 98 du rapport annuel et financier 2016 de Berendsen.
- (v) 2016 : les « Performance LTIP » qui doivent normalement être acquittées entre le 6 mars 2017 et le 7 avril 2017 (à savoir les PSP 2014 et les CIP 2014) seront caduques et ne seront pas acquises (des informations supplémentaires peuvent être trouvées en page 98 du rapport annuel et financier 2016 de Berendsen).
- (vi) 2016 : les rémunérations équivalentes aux dividendes et découlant de l'acquisition des « 2013 DBSP Awards » le 1<sup>er</sup> juin 2016. Pour Peter Ventress: les rémunérations équivalentes aux dividendes en 2016 concernent l'acquisition de « 2013 DBSP Awards » le 7 mars 2016 et de « 2014 DBSP Awards » et de « 2015 DBSP Awards » le 28 avril 2016.
- (vii) Les « Non-performance LTIP » comprennent les contributions versées en vertu du UK Sharesave Plan. La dernière attribution dans le cadre du UK Sharesave Plan a été versée le 23 octobre 2014. Des informations

supplémentaires sur le *UK Sharesave Plan* peuvent être trouvées en page 106 du rapport annuel et financier 2016 de Berendsen.

(viii) Les administrateurs ont confirmé par écrit qu'ils n'avaient pas reçu d'autres éléments de rémunération.

## Rémunération totale en 2016 : Président et Administrateurs non-exécutifs

	Politique de jetons de présence au 1 <sup>er</sup> janvier 2016			Jetons de présence payés en 2016	
	Montant de base (en milliers £)	Président de Comités (en milliers £)	Administrateur référént (en milliers £)	Total jetons de présence versés au titre de l'exercice 2016 (en milliers £)	Total de jetons de présence versés au titre de l'exercice 2015 (en milliers £)
Iain Ferguson CBE	190	–	–	190	175
Maarit Aarni-Sirviö	55	–	–	55	52
Lucy Dimes	55	–	–	55	52
David Lowden	55	11	6	72	69
Andrew Wood	55	11	–	66	63
<b>Rémunération totale (en milliers £)</b>				<b>438</b>	<b>411</b>

Le montant maximum de jetons de présence susceptibles d'être versés aux administrateurs (montant agrégé), tel qu'indiqué dans les statuts de Berendsen, est de 750 000 £ par an.

### 5.1.7. Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers LLP, représenté par Matthew Mullins, situé 1 Embankment Place, Londres, WC2N 6RH, Royaume-Uni, a été renommé commissaire aux comptes de Berendsen par l'assemblée générale annuelle de Berendsen du 27 avril 2017 et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire de Berendsen.

### 5.1.8. Conventions réglementées

Il n'y a eu aucune convention règlementée significative au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, à l'exception de la rémunération des dirigeants tel qu'indiqué dans la section 5.1.6.2 « Rémunération et avantages en nature attribués pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 aux membres des organes d'administration et de direction par l'ensemble des sociétés du Groupe Berendsen » de la Note d'Opération.

### 5.1.9. Lieu où peuvent être consultés les documents et les informations relatifs à Berendsen

Les documents et les informations relatifs à Berendsen peuvent être consultés au siège social de celle-ci, 1 Knightsbridge, Londres, SW1X 7LX, Royaume-Uni ou sur le site internet de Berendsen ([www.berendsen.com](http://www.berendsen.com)).

## 5.2. Renseignements généraux concernant le capital de Berendsen

### 5.2.1. Montant du capital souscrit, nombre et catégories de titres financiers qui le constituent avec mention de leurs caractéristiques principales

#### 5.2.1.1 Montant du capital souscrit et nombre d'actions émises

Au 25 juillet 2017, le capital social de Berendsen est composé de 172 636 913 actions ordinaires d'une valeur nominale de 30 cents.

### 5.2.1.2 Principales caractéristiques

#### Droits et obligations attachés aux actions

Sous réserve des stipulations statutaires, des dispositions du *UK Companies Act 2006* et des autres droits des actionnaires, les actions de Berendsen peuvent être émises avec tous les droits et restrictions que les actionnaires sont susceptibles de décider par une résolution adoptée à titre ordinaire, ou si aucune résolution n'est adoptée en ce sens, dont déciderait le Conseil de Berendsen, à condition de ne pas contrevenir aux résolutions adoptées par les actionnaires.

Les droits attachés à toute catégorie d'actions peuvent être modifiés, soit par des actionnaires détenant 75 % des actions de Berendsen de cette catégorie, soit par une résolution spéciale adoptée lors d'une réunion séparée des détenteurs d'actions de la catégorie concernée.

Chaque actionnaire, et chaque détenteur d'un pouvoir valablement donné, présent à une assemblée générale d'actionnaires ou à une assemblée des détenteurs d'actions d'une catégorie donnée, dispose d'une voix lors d'un vote exprimé à main levée, et tout actionnaire présent en personne ou représenté dispose d'une voix pour chaque action qu'il détient lors d'un vote par scrutin.

Il n'existe aucun détenteur de titres portant des droits privilégiés relatifs au contrôle de Berendsen.

#### Restrictions relatives au transfert des titres de Berendsen

Il n'existe aucune restriction au transfert des titres de Berendsen, sous réserve :

- de certaines restrictions pouvant être imposées par les évolutions législatives et réglementaires, en ce compris la législation applicable en matière de délits d'initié et les lois et réglementations applicables dans les juridictions autres que la France et le Royaume-Uni ; et
- de l'application des règles de cotation (*Listing Rules*) de la *Financial Conduct Authority*, au titre desquelles certains employés de Berendsen sont tenus d'obtenir l'approbation de la société pour réaliser des opérations sur les titres de la société.

Les administrateurs (*directors*) n'ont pas connaissance d'un quelconque accord entre des détenteurs de titres pouvant conduire à des restrictions au transfert des titres de la société.

#### Restrictions relatives à l'exercice des droits de vote

Aucun actionnaire n'est autorisé à voter lors d'une assemblée générale ou à un scrutin ou à exercer tout autre droit conféré par sa qualité d'actionnaire (à moins que les administrateurs n'en décident autrement) à raison de toute action qu'il détiendrait si une échéance ou une somme payable par lui en lien avec cette action demeure impayée ou si un actionnaire s'est vu adresser une *restriction notice* (tel que ce terme est défini dans les statuts de Berendsen) à la suite d'un défaut de transmission à la société des informations concernant les intérêts dans ces actions qui doivent être fournies au titre des règles de cotation (*Listing Rules*) de la *Financial Conduct Authority*.

Les administrateurs (*directors*) n'ont pas connaissance d'un quelconque accord entre des détenteurs de titres pouvant conduire à des restrictions à l'exercice des droits de vote.

### 5.2.1.3 Evolution du capital de Berendsen sur cinq ans

Evolution du capital de Berendsen sur cinq ans					
	25 juillet 2017	31 décembre 2016	31 décembre 2015	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Montant total du capital émis	51,8 m£	51,8 m£	51,8 m£	51,8 m£	51,8 m£
<b>Actions Berendsen</b>					
Nombre d'actions Berendsen émises	172,6 m	172,6 m	172,6 m	172,6 m	172,5 m
<b>Changements de la structure du capital de Berendsen</b>					
Valeur nominale des actions Berendsen	30 pence	30 pence	30 pence	30 pence	30 pence

### 5.2.2. Caractéristiques des titres financiers donnant accès au capital

#### Options portant sur des actions (résumé)

Des options portant sur 198 739 actions ont été exercées en 2016 (64 995 au prix d'exercice de 3,47 £, 117 109 au prix d'exercice de 7,26 £ et 16 635 au prix d'exercice de 7,92 £). Concernant les options allouées depuis le mois d'octobre 2002, qui ont été exercées durant l'exercice, le cours de bourse moyen pondéré au moment de leur exercice était de 9,19 £. Le nombre d'actions sur lesquels portent des options est mentionné ci-dessous :

		Options non exercées au 31 décembre 2016	Options non exercées au 31 décembre 2015	Prix par action Pence
<b>Berendsen Sharesave Plan 2006</b>				
Date d'octroi	27 octobre 2011	<b>13 305</b>	78 900	347,0
	24 octobre 2013	<b>105 129</b>	235 483	726,0
	23 octobre 2014	<b>268 759</b>	321 266	792,0
		<b>387 193</b>	635 649	

#### Attribution d'actions gratuites (résumé)

Au 31 décembre 2016, les attributions conditionnelles d'actions aux dirigeants et salariés du groupe, étaient les suivantes :

		31 décembre 2016	31 décembre 2015
<b>Performance Share Plan</b>			
Date d'octroi	7 mars 2013	–	319 494
	6 mars 2014	<b>190 194</b>	222 004
	9 mars 2015	<b>131 236</b>	161 492
	6 août 2015	<b>50 700</b>	50 700
	3 juin 2016	<b>383 786</b>	–
<b>Co-Investment Plan</b>			
Date d'octroi	9 avril 2013	–	447 292
	7 avril 2014	<b>266 280</b>	310 816
	7 avril 2015	<b>183 732</b>	226 092
<b>Deferred Bonus Share Plan</b>			
Date d'octroi	7 mars 2013	–	92 726
	6 mars 2014	<b>24 691</b>	57 645
	9 mars 2015	<b>20 005</b>	51 548

		31 décembre 2016	31 décembre 2015
	3 juin 2016	<b>27 240</b>	–
<b><i>Berendsen Long-Term Incentive Plan (trois ans)</i></b>			
Date d'octroi	7 mars 2013	–	143 894
	6 mars 2014	<b>85 000</b>	93 500
	9 mars 2015	<b>68 000</b>	76 500
<b><i>Berendsen Long-Term Incentive Plan (deux ans)</i></b>			
Date d'octroi	6 mars 2014	–	174 800
	9 mars 2015	<b>204 900</b>	218 500
		<b>1 635 764</b>	2 647 003

### Options portant sur des actions (détails)

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2016, le Groupe Berendsen possédait cinq plans d'options portant sur des actions, mis en œuvre depuis le mois d'octobre 2011, permettant encore aux salariés d'exercer des options. Ces plans ont un dénouement en actions et sont résumés ci-dessous :

	Nombre d'options à l'origine du plan	Durée contractuelle du plan	Prix d'exercice (pence)	Cours de l'action à la date de l'octroi	Nombre de salariés concernés	Volatilité attendue	Durée résiduelle estimée du plan	Taux sans risque	Taux de dividende attendu	Juste valeur par option (pence)
<b><i>Berendsen Sharesave Plan 2006</i></b>										
27 octobre 2011	118 964	5,5 ans	347,0	433,2	92	27 %	0,5 ans	1,2 %	4,2 %	74,02
24 octobre 2013	225 323	3,5 ans	726,0	907,0	585	23 %	0,5 ans	0,8 %	4,3 %	1,70
24 octobre 2013	98 475	5,5 ans	726,0	907,0	140	25 %	2,5 ans	1,5 %	4,3 %	1,89
23 octobre 2014	242 528	3,5 ans	792,0	990,0	573	20 %	1,5 an	1,0 %	4,8 %	1,64
23 octobre 2014	124 268	5,5 ans	792,0	990,0	121	22 %	3,5 ans	1,5 %	4,8 %	1,70

Le Groupe Berendsen a valorisé les options attribuées, portant sur des actions, sur la base du modèle Black & Scholes.

La volatilité, mesurée sur la base de l'écart type de rendements continûment composés de l'action, reflète l'analyse statistique des cours quotidiens de l'action sur la durée de la période d'exercice des options.

Les options octroyées dans le cadre du Sharesave Plan sont offertes à tous les salariés permanents du Groupe Berendsen au Royaume-Uni. Le prix d'exercice des options octroyées est égal au cours moyen des actions à la date à laquelle il est proposé aux employés de participer au Sharesave Plan moins 20 %. L'exercice des options est subordonné à la condition que le bénéficiaire reste au service de l'entreprise pendant trois ou cinq ans (la période d'acquisition des droits). Il n'y a pas d'autres conditions. Les options peuvent être exercées pendant une période de six mois à compter de la date d'acquisition des droits.

L'évolution du nombre d'options portant sur des actions octroyées par le Groupe Berendsen peut être récapitulée comme suit :

***Berendsen Sharesave Plan 2006***

	Nombre d'actions			31 décembre 2016	Prix d'exercice (pence)	Période d'exercice	
	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Options octroyées	Options exercées				Options expirées
27 octobre 2011	<b>78 900</b>	–	<b>(64 995)</b>	<b>(600)</b>	<b>13 305</b>	<b>347,0</b>	<b>Déc 2016 – mai 2017</b>
24 octobre 2013	<b>161 434</b>	–	<b>(115 430)</b>	<b>(7 307)</b>	<b>38 697</b>	<b>726,0</b>	<b>Déc 2016 – mai 2017</b>
24 octobre 2013	<b>74 049</b>	–	<b>(1 679)</b>	<b>(5 938)</b>	<b>66 432</b>	<b>726,0</b>	<b>Déc 2018 – mai 2019</b>
23 octobre 2014	<b>212 754</b>	–	<b>(13 956)</b>	<b>(25 372)</b>	<b>173 426</b>	<b>792,0</b>	<b>Déc 2017 – mai 2018</b>
23 octobre 2014	<b>108 512</b>	–	<b>(2 679)</b>	<b>(10 500)</b>	<b>95 333</b>	<b>792,0</b>	<b>Déc 2019 – mai 2020</b>

	Nombre d'actions			31 décembre 2015	Prix d'exercice (pence)	Période d'exercice	
	1 <sup>er</sup> janvier 2015	Options octroyées	Options exercées				Options expirées
29 octobre 2009	8 182	–	(8 182)	–	323,0	Déc 2014 – mai 2015	
27 octobre 2011	10 810	–	(10 189)	(621)	–	347,0	Déc 2014 – mai 2015
27 octobre 2011	88 927	–	(5 171)	(4 856)	78 900	347,0	Déc 2016 – mai 2017
24 octobre 2013	185 245	–	(2 936)	(20 875)	161 434	726,0	Déc 2016 – mai 2017
24 octobre 2013	82 515	–	(335)	(8 131)	74 049	726,0	Déc 2018 – mai 2019
23 octobre 2014	239 045	–	(405)	(25 886)	212 754	792,0	Déc 2017 – mai 2018
23 octobre 2014	123 503	–	–	(14 991)	108 512	792,0	Déc 2019 – mai 2020

## Attribution d'actions gratuites (détails)

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2016, le Groupe Berendsen possédait 17 plans d'attribution d'actions gratuites au bénéfice de ses dirigeants et salariés. Ces plans ont un dénouement en actions et sont résumés ci-dessous :

	Nombre d'options à l'origine du plan	Durée contractuelle du plan	Cours de l'action à la date de l'octroi	Nombre de salariés concernés	Volatilité attendue	Corrélation moyenne	Durée résiduelle estimée du plan	Taux sans risque	Taux de dividende attendu	Juste valeur par option (pence)
<b>Performance Share Plan</b>										
Date d'octroi										
7 mars 2013	319 494	3 ans	712,0	7	24 %	n/a	3 ans	0,4 %	–	712,0
6 mars 2014	222 004	3 ans	1035,0	7	23 %	n/a	3 ans	1,1 %	–	1035,0
9 mars 2015	212 392	3 ans	1110,0	7	19 %	n/a	3 ans	1,0 %	–	1110,0
6 août 2015	50 700	3 ans	1035,5	1	19 %	n/a	3 ans	1,0 %	–	1035,5
3 juin 2016	458 720	3 ans	1220,3	11	19 %	n/a	3 ans	0,4 %	–	1220,3
<b>Deferred Bonus Share Plan</b>										
Date d'octroi										
7 mars 2013	92 726	3 ans	712,0	7	24 %	n/a	3 ans	0,4 %	–	712,0
6 mars 2014	57 645	3 ans	1035,0	7	23 %	n/a	3 ans	1,1 %	–	1035,0
9 mars 2015	51 548	3 ans	1110,0	7	19 %	n/a	3 ans	1,0 %	–	1110,0
3 juin 2016	34 898	3 ans	1220,3	5	19 %	n/a	3 ans	0,4 %	–	1220,3
<b>Co-Investment Plan</b>										
Date d'octroi										
9 avril 2013	447 292	3 ans	768,0	7	24 %	n/a	3 ans	0,3 %	–	768,0
7 avril 2014	310 816	3 ans	1035,0	7	23 %	n/a	3 ans	1,1 %	–	1035,0
7 avril 2015	297 352	3 ans	1124,0	7	19 %	n/a	3 ans	0,7 %	–	1124,0
<b>Berendsen Long-Term Incentive Plan</b>										
Date d'octroi										
7 mars 2013	143 894	3 ans	712,0	11	24 %	n/a	3 ans	0,4 %	5,8 %	598,16
6 mars 2014	93 500	3 ans	1035,0	11	23 %	n/a	3 ans	1,1 %	4,4 %	907,07
6 mars 2014	191 400	2 ans	1035,0	94	19 %	n/a	2 ans	0,7 %	4,4 %	948,07
9 mars 2015	76 500	3 ans	1110,0	9	19 %	n/a	3 ans	1,0 %	4,5 %	971,27
9 mars 2015	230 700	2 ans	1110,0	98	19 %	n/a	2 ans	0,6 %	4,5 %	1015,5

Le *Performance Share Plan* (PSP) prévoit l'octroi d'actions gratuites ou d'options portant sur des actions sans prix d'exercice. Les actions seront octroyées aux bénéficiaires, le cas échéant, au terme d'une période de performance de trois ans, en fonction du degré de réalisation des conditions de performance applicables (résultat ajusté par action et retour sur capital investi).

Le *Co-Investment Plan* (CIP) prévoit l'octroi d'options portant sur des actions sans prix d'exercice. Au titre de ce plan, certains dirigeants exécutifs sont éligibles à investir en actions, chaque année, jusqu'à 35 % de leur rémunération, qui est alors adaptée sur une base brute avec les options attribuées. Les options sont définitivement attribuées à son bénéficiaire au terme d'une période de performance de trois ans, en fonction du degré de réalisation des conditions de performance applicables (résultat ajusté par action et retour sur capital investi). Avant 2013, une partie des options octroyées n'était pas conditionnée à des conditions de performance. Aucun nouveau droit n'est plus accordé dans le cadre de ce plan.

Le *Deferred Bonus Share Plan* (DBSP) prévoit l'octroi d'actions gratuites, à hauteur du quart de la prime annuelle d'un directeur exécutif, sous condition d'emploi d'une durée de trois ans à compter de la date de leur octroi.

Le *Berendsen Long-Term Incentive Plan* (BLTIP) prévoit l'octroi d'options portant sur des actions sans prix d'exercice dont l'exercice est conditionné à la réalisation par le salarié de conditions de performance spécifiques à une entité et s'échelonnant sur deux ou trois ans.

Le Groupe Berendsen a valorisé les actions gratuites attribuées sur la base du modèle Black & Scholes.

La volatilité, mesurée sur la base de l'écart type de rendements continûment composés de l'action, reflète l'analyse statistique des cours quotidiens de l'action sur la durée de la période d'exercice des options.

L'évolution du nombre d'actions gratuites attribuées par le Groupe Berendsen peut être récapitulée comme suit :

### Performance Share Plan

	Nombre d'actions				31 décembre 2016	Période d'acquisition des droits
	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Options octroyées	Droits acquis	Options expirées		
7 mars 2013	<b>319 494</b>	–	<b>(165 248)</b>	<b>(154 246)</b>	–	<b>7 mars 2016 – 7 mars 2020</b>
6 mars 2014	<b>222 004</b>	–	–	<b>(31 810)</b>	<b>190 194</b>	<b>6 mars 2017 – 6 mars 2021</b>
9 mars 2015	<b>161 492</b>	–	–	<b>(30 256)</b>	<b>131 236</b>	<b>9 mars 2018 – 9 mars 2022</b>
6 août 2015	<b>50 700</b>	–	–	–	<b>50 700</b>	<b>6 août 2018 – 6 août 2022</b>
3 juin 2016	–	<b>458 720</b>	–	<b>(74 934)</b>	<b>383 786</b>	<b>3 mars 2019 – 3 mars 2023</b>

	Nombre d'actions				31 décembre 2015	Période d'acquisition des droits
	1 <sup>er</sup> janvier 2015	Options octroyées	Droits acquis	Options expirées		
7 mars 2012	450 639	–	<b>(357 807)</b>	(92 832)	–	7 mars 2015 – 7 mars 2019
7 mars 2013	319 494	–	–	–	319 494	7 mars 2016 – 7 mars 2020
6 mars 2014	222 004	–	–	–	222 004	6 mars 2017 – 6 mars 2021
9 mars 2015	–	212 392	–	(50 900)	161 492	9 mars 2018 – 9 mars 2022
6 août 2015	–	50 700	–	–	50 700	6 août 2018 – 6 août 2022

### Co-Investment Plan

	Nombre d'actions				31 décembre 2016	Période d'acquisition des droits
	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Options octroyées	Droits acquis	Options expirées		
9 avril 2013	<b>447 292</b>	–	<b>(231 347)</b>	<b>(215 945)</b>	–	<b>9 avril 2016 – 9 avril 2020</b>
7 avril 2014	<b>310 816</b>	–	–	<b>(44 536)</b>	<b>266 280</b>	<b>7 avril 2017 – 7 avril 2021</b>
7 avril 2015	<b>226 092</b>	–	–	<b>(42 360)</b>	<b>183 732</b>	<b>7 avril 2018 – 7 avril 2022</b>

	Nombre d'actions				31 décembre 2015	Période d'acquisition des droits
	1 <sup>er</sup> janvier 2015	Options octroyées	Droits acquis	Options expirées		
10 avril 2012	707 572	–	<b>(597 750)</b>	(109 822)	–	10 avril 2015 – 10 avril 2019
9 avril 2013	447 292	–	–	–	447 292	9 avril 2016 – 9 avril 2020
7 avril 2014	310 816	–	–	–	310 816	7 avril 2017 – 7 avril 2021
7 avril 2015	–	297 352	–	(71 260)	226 092	7 avril 2018 – 7 avril 2022

### Deferred Bonus Share Plan

	Nombre d'actions				31 décembre 2016	Période d'acquisition des droits
	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Options octroyées	Droits acquis	Options expirées		
7 mars 2013	<b>92 726</b>	–	<b>(92 726)</b>	–	–	<b>7 mars 2016</b>
6 mars 2014	<b>57 645</b>	–	<b>(25 074)</b>	<b>(7 880)</b>	<b>24 691</b>	<b>7 mars 2017</b>
9 mars 2015	<b>51 548</b>	–	<b>(24 092)</b>	<b>(7 451)</b>	<b>20 005</b>	<b>9 mars 2018</b>
3 juin 2016	–	<b>34 898</b>	–	<b>(7 658)</b>	<b>27 240</b>	<b>3 mars 2019</b>

	Nombre d'actions				31 décembre 2015	Période d'acquisition des droits
	1 <sup>er</sup> janvier 2015	Options octroyées	Droits acquis	Options expirées		
7 mars 2012	84 208	–	<b>(84 208)</b>	–	–	7 mars 2015
7 mars 2013	92 726	–	–	–	92 726	7 mars 2016
6 mars 2014	57 645	–	–	–	57 645	7 mars 2017
9 mars 2015	–	51 548	–	–	51 548	9 mars 2018

## Berendsen Long-Term Incentive Plan

	Nombre d'actions				31 décembre 2016	Période d'acquisition des droits
	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Options octroyées	Droits acquis	Options expirées		
7 mars 2013	143 894	–	(57 827)	(86 067)	–	7 mars 2016
6 mars 2014	93 500	–	–	(8 500)	85 000	6 mars 2017
6 mars 2014	174 800	–	(75 270)	(99 530)	–	6 mars 2016
9 mars 2015	76 500	–	–	(8 500)	68 000	9 mars 2018
9 mars 2015	218 500	–	–	(13 600)	204 900	9 mars 2017

	Nombre d'actions				31 décembre 2015	Période d'acquisition des droits
	1 <sup>er</sup> janvier 2015	Options octroyées	Droits acquis	Options expirées		
7 mars 2012	186 356	–	(116 791)	(69 565)	–	7 mars 2015
7 mars 2013	143 894	–	–	–	143 894	7 mars 2016
6 mars 2013	309 821	–	(115 750)	(194 071)	–	7 mars 2015
6 mars 2014	93 500	–	–	–	93 500	6 mars 2017
6 mars 2014	186 400	–	–	(11 600)	174 800	6 mars 2016
9 mars 2015	–	76 500	–	–	76 500	9 mars 2018
9 mars 2015	–	230 700	–	(12 200)	218 500	9 mars 2017

### 5.2.3. Répartition du capital et des droits de vote

Le tableau ci-dessous présente les participations dans le capital social de Berendsen ayant été rendues publiques conformément à la *Rule 8.3 du UK City Code on Takeovers and Merger* au 25 juillet 2017 et qui auraient été notifiées selon les directives en matière de divulgation de l'information et des règles de transparence (*Disclosure Guidance and Transparency Rules*) édictées par la *Financial Conduct Authority* au Royaume-Uni. Les informations ci-dessous sont exactes à la date de leur publication. Il convient de préciser que ces participations sont susceptibles d'avoir évolué depuis la date de leur publication. Cependant, toute évolution sera rendue publique conformément à la *Rule 8.3 du UK City Code on Takeovers and Mergers*.

Actionnaires	Au 25 juillet 2017	
	Nombre d'actions (en millions)	% du capital
Prudential plc / M&G IM	13 254 504	7,67 %
FMR LLC	10 212 897	5,91 %
Davidson Kempner Cap Mgmt LLC	8 286 524	4,80 %
Wellington Mgmt Group	8 203 710	4,75 %
Silchester International Investors	6 327 609	3,67 %
Blackrock Group	6 339 439	3,67 %
Norges Bank	5 464 024	3,17 %
Carlson Capital, L.P.	5 345 262	3,10 %
Actionnaires détenant chacun moins de 3 %	–	63,26 %

### 5.3. Renseignements relatifs à l'activité de Berendsen

#### 5.3.1. Description des principales activités de Berendsen et du Groupe Berendsen avec mention des principales catégories de produits et/ou de services rendus

Berendsen est une entreprise européenne spécialisée en solutions de services en matière d'articles textiles, d'hygiène et de protection. Berendsen fournit à ses clients des solutions de services comprenant la conception, la fourniture, la location, le nettoyage et l'entretien d'articles textiles, médicaux et de bien-être. La mise à disposition de ses services par Berendsen implique un

investissement dans des stocks d'articles, la gestion de ces stocks d'articles, le ramassage des articles usagés et la livraison de ces mêmes articles après que ceux-ci ont été nettoyés, réparés et fait l'objet d'un contrôle qualité par des professionnels.

Berendsen fournit une expertise professionnelle dans la conception de vêtements de travail, l'approvisionnement et l'achat d'articles textiles, l'entretien des articles textiles, la décontamination et la stérilisation de dispositifs médicaux et de bien-être, et un service optimisé pour chaque client. L'externalisation de ces fonctions à Berendsen par les clients de Berendsen offre des avantages importants à ces derniers qui économisent ainsi des coûts et libèrent du temps, de l'espace, du personnel et des capacités d'investissement, ce qui leur permet de se concentrer sur leur cœur de métier.

En 2016, Berendsen a mis en place une nouvelle structure opérationnelle avec quatre divisions axées sur le client: (i) *Workwear*; (ii) *Facility*; (iii) *Healthcare*; et (iv) *Hospitality*, afin de pouvoir répondre au mieux aux besoins directs de ses clients.

## ***Business Lines***

### ***Workwear***

Berendsen fournit des services externalisés de vêtements de travail prévisibles, pratiques et rentables au profit d'organisations publiques et privées. Le Groupe Berendsen fournit 80 000 clients dans 12 pays. Berendsen assiste ses clients dans la gestion du risque et gère les complexités administratives en fournissant des vêtements de travail et des protections adaptés à chaque situation.

### ***Facility***

Berendsen fournit des solutions et des services leaders sur leur marché au travers de trois unités opérationnelles : *Cleanroom*, *Mats* et *Washroom*. Pour chacune de ces trois unités opérationnelles, Berendsen dispose d'une position de leader sur les marchés sur lesquels il opère, avec une part de marché significative sur ces marchés. Les offres de produits et services de Berendsen favorisent la maintenance des sites de ses clients et, s'agissant en particulier de l'unité *Cleanroom*, concernent des locaux opérationnels spécifiques, notamment dans les entreprises de haute technologie, dans les laboratoires et les entreprises pharmaceutiques.

### ***Healthcare***

Berendsen propose des solutions orientées vers les patients pour les hôpitaux, les blocs opératoires et les maisons de retraite en Irlande, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Suède et au Danemark. Cette nouvelle ligne de métier rassemble l'ensemble de ses activités dans le domaine de la santé. Les produits et services de Berendsen comprennent la location et l'entretien d'articles textiles, la location d'articles textiles stérilisés, la mise à disposition de consommables et la décontamination d'instruments médicaux.

### ***Hospitality***

Berendsen fournit des solutions textiles, leaders sur le marché, consistant en la location et l'entretien d'articles textiles au profit principalement de clients exerçant leur activité dans le secteur de l'hôtellerie, de la restauration ou fournissant des services de *catering*. Son offre de services porte notamment sur du linge de lit, des serviettes, du linge de table et du linge de cuisine. Ses services sont fournis par le biais de contrats généralement conclus pour une durée de 2 ou 3 ans. Les services à valeur ajoutée de Berendsen permettent à ses clients de réduire leurs coûts totaux en facilitant les processus d'entretien et de nettoyage.

Berendsen emploie environ 16 000 salariés dans 16 pays européens différents. Son siège social est à Londres, tandis que ses bureaux opérationnels sont à Basingstoke et à Copenhague.

### 5.3.2. Montant net du chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices par branche d'activité et marché géographique

#### Chiffre d'affaires net par branche d'activité

A la suite de la modification de la stratégie intervenue en novembre 2015, le Conseil de Berendsen gère désormais l'activité de la société à travers les branches d'activités Workwear, Facility, Healthcare et Hospitality qui représentent tous les segments opérationnels. La structure de reporting interne du groupe est alignée sur la même base et les informations sectorielles sont présentées en cohérence avec cette structure de reporting.

En conséquence, les résultats sectoriels de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été retraités pour être alignés sur la nouvelle structure des branches d'activités.

Les résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2016 dans le cadre de la nouvelle structure opérationnelle sont les suivants:

	Workwear m£	Facility m£	Healthcare m£	Hospitality m£	Non-affecté m£	Group m£
Chiffre d'affaires sectoriel total	349,3	260,2	322,9	188,7	0,2	1 121,3
Chiffre d'affaires intersectoriel	(2,3)	(1,3)	(6,3)	(1,4)	-	(11,3)
<b>Chiffre d'affaires provenant des clients externes</b>	<b>347,0</b>	<b>258,9</b>	<b>316,6</b>	<b>187,3</b>	<b>0,2</b>	<b>1 110,0</b>

Les résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2015 selon la nouvelle structure opérationnelle sont les suivants:

	Workwear m£	Facility m£	Healthcare m£	Hospitality m£	Non-affecté m£	Group m£
Chiffre d'affaires sectoriel total	315,8	226,5	303,6	180,9	-	1 026,8
Chiffre d'affaires intersectoriel	(1,7)	(0,9)	(4,5)	(1,6)	-	(8,7)
<b>Chiffre d'affaires provenant des clients externes</b>	<b>314,1</b>	<b>225,6</b>	<b>299,1</b>	<b>179,3</b>	-	<b>1 018,1</b>

## Chiffre d'affaires net par marché géographique

Analyse du chiffre d'affaires externes par pays	Retraité		
	Exercice clos le 31 décembre 2016 m€	Exercice clos le 31 décembre 2015 m€	Exercice clos le 31 décembre 2014 m€
Royaume-Uni	392,3	396,9	391,8
Suède	177,0	151,9	159,1
Allemagne	157,7	134,3	135,2
Danemark	146,8	126,4	133,2
Pays-Bas	91,0	78,3	83,3
Norvège	50,1	47,8	57,2
Autres	95,1	82,5	78,8
<b>Total</b>	<b>1 110,0</b>	<b>1 018,1</b>	<b>1 038,6</b>

### 5.3.3. Evolution des effectifs de la société absorbée et de son groupe au cours des trois derniers exercices

Nombre mensuel moyen d'employés (administrateurs compris)	2016	2015	2014
	Nombre	Nombre	Nombre
Groupe	15 700	15 667	14 632

### 5.3.4. Données caractéristiques sur l'activité des sociétés filiales ou sous-filiales dont l'importance est significative au niveau des actifs ou des résultats de Berendsen

Name	Pays d'immatriculation	Pourcentage des actions détenues	Nature des activités	Données 2016, m€	
				Chiffre d'affaires	Actif net
Berendsen Finance Ltd (i)	Angleterre	100 %	Holding d'investissement	-	766,3
Berendsen Finance Ireland (Euro) Limited (ii)	Irlande	100 %	Holding d'investissement	-	98,2
Berendsen textile Service A/S	Danemark	100 %	Location de textile	146,8	80,4
Berendsen Textiel Service BV (iii)	Pays-Bas	100 %	Location de textile	91,0	41,3
Berendsen UK Limited	Angleterre	100 %	Location de textile	369,4	236,1
Berendsen Textile Service AB (iv)	Suède	100 %	Location de textile	176,8	133,3

(i) Détient les participations du Groupe Berendsen, dont (ii) et (iv).

(ii) L'actif net comprend un prêt interentreprises avec une autre filiale - éliminé lors de la consolidation.

### **5.3.5. Indication de tout litige ou fait exceptionnel susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière de Berendsen**

Le Groupe Berendsen opère à partir d'un certain nombre de blanchisseries industrielles localisées à travers l'Europe. Certains sites ont fonctionné comme des sites de blanchisserie industrielle pendant de nombreuses années et des responsabilités environnementales historiques peuvent exister, bien que le groupe Berendsen ait perçu des indemnités de la part de tiers pour plusieurs sites. Berendsen est actuellement partie à un arbitrage concernant des indemnités reçues couvrant tout préjudice environnemental qui aurait pu exister quand la société a acheté des sites de blanchisserie industrielle en Suède en 1991. Berendsen espère obtenir gain de cause dans cet arbitrage. Berendsen ne s'attend pas à subir de perte financière significative en ce qui concerne ces sites ou tout autre site.

La *Competition and Markets Authority* a allégué que la division « Clean room » de Berendsen UK aurait participé à un partage de marché au travers d'une joint-venture qui a été acquise dans le cadre de l'acquisition de Newbury en 2014. Au 31 décembre 2016, Berendsen a passé une provision des coûts associés, à la meilleure estimation du conseil d'administration, incluse dans les frais d'acquisition et de fusion.

## 5.4. Renseignements financiers

### 5.4.1. Information financière consolidée résumée de Berendsen sur les 3 derniers exercices

#### 5.4.1.1 Compte de résultat consolidé pour les exercices 2016, 2015 et 2014

	Exercice clos le 31 décembre 2016 £m	Retraité <sup>60</sup> Exercice clos le 31 décembre 2015 £m	Exercice clos le 31 décembre 2014 £m
Produits de l'activité ordinaire	1 110,0	1 018,1	1 038,6
Coût des ventes	(565,8)	(516,1)	(517,7)
<b>Marge brute</b>	<b>544,2</b>	<b>502,0</b>	<b>520,9</b>
Autres produits opérationnels	2,8	4,6	4,3
Coûts de distribution	(208,3)	(187,0)	(193,3)
Frais administratifs	(172,4)	(161,3)	(168,5)
Autres charges opérationnelles	(25,6)	(26,2)	(26,2)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>140,7</b>	<b>132,1</b>	<b>137,2</b>
<b>Dont :</b>			
Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels & amortissement de contrats clients	161,0	153,8	158,7
Eléments exceptionnels	(12,9)	(7,3)	-
Amortissement de contrats clients	(7,4)	(14,4)	(21,5)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>140,7</b>	<b>132,1</b>	<b>137,2</b>
Charges financières	(21,1)	(20,7)	(23,1)
Produits financiers	0,7	2,0	2,9
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>120,3</b>	<b>113,4</b>	<b>117,0</b>
Charge d'impôt	(28,8)	(24,5)	(27,1)
<b>Résultat net</b>	<b>91,5</b>	<b>88,9</b>	<b>89,9</b>
<b>Dont :</b>			
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0,3	0,2	0,3
Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère	91,2	88,7	89,6
Résultat par action (en <i>pence</i> ) :			
– De base	53,3	51,9	52,6
– Dilué	53,2	51,8	52,4

<sup>60</sup> A la suite de la mise en oeuvre de la nouvelle stratégie *Berendsen Excellence Strategy* en Novembre 2015, le Conseil de Berendsen dirige désormais l'entreprise avec une nouvelle approche fondée sur quatre lignes de métier (*Workwear, Facility, Healthcare* et *Hospitality*). La structure de reporting interne a donc été alignée et l'information par ligne de métier est présentée conformément à la structure de reporting interne. En conséquence, les résultats par ligne de métier pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été ajustés conformément à la nouvelle structure ligne de métier.

### 5.4.1.2 Bilan consolidé pour les exercices 2016, 2015 et 2014

	Au 31 décembre 2016 £m	Retraité <sup>61</sup> Au 31 décembre 2015 £m	Retraité <sup>62</sup> Au 31 décembre 2014 £m
<b>Actif</b>			
Immobilisations incorporelles:			
– Ecarts d’acquisition	407,3	367,0	390,2
– Autres immobilisations incorporelles	30,1	25,9	37,1
Immobilisations corporelles	571,8	477,1	480,8
Actifs d’impôt différé	12,7	6,9	8,1
Instruments financiers dérivés	73,8	51,4	40,4
Excédent de financement du régime de retraite	–	44,6	35,7
<b>Total des actifs non courants</b>	<b>1 095,7</b>	<b>972,9</b>	<b>992,3</b>
Actifs détenus en vue de la vente	–	–	0,2
Stocks	55,7	50,2	49,7
Actifs d’impôt exigible	8,7	3,3	1,3
Instruments financiers dérivés	2,1	16,3	0,1
Clients et autres débiteurs	189,9	169,9	163,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	310,1	157,0	96,9
<b>Total des actifs courants</b>	<b>566,5</b>	<b>396,7</b>	<b>311,7</b>
<b>Passif</b>			
Concours bancaires courants	(226,1)	(30,3)	-
Part des emprunts à moins d’un an	(0,6)	(88,1)	(2,5)
Instruments financiers dérivés	(0,3)	(5,3)	(0,6)
Dettes d’impôt exigible	(25,1)	(16,5)	(12,5)
Fournisseurs et autres créditeurs	(213,5)	(196,8)	(200,3)
Provisions	(7,5)	(2,9)	(3,1)
<b>Total des passifs courants</b>	<b>(473,1)</b>	<b>(339,9)</b>	<b>(219,0)</b>
<b>Actif circulant net</b>	<b>93,4</b>	<b>56,8</b>	<b>92,7</b>
Emprunts et dettes financières	(512,8)	(409,5)	(468,8)
Instruments financiers dérivés	(14,6)	(5,9)	(17,3)
Déficits de financement du régime de retraite	(39,4)	(28,8)	(34,7)
Passifs d’impôt différé	(74,5)	(65,4)	(57,6)
Fournisseurs et autres créditeurs	(0,9)	(1,1)	(1,2)
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>(642,2)</b>	<b>(510,7)</b>	<b>(579,6)</b>
<b>Actif net</b>	<b>546,9</b>	<b>519,0</b>	<b>505,4</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital émis	51,8	51,8	51,8
Primes liées au capital	99,7	99,5	99,4
Autres réserves	(0,9)	1,4	(2,4)
Réserve de rachat du capital	150,9	150,9	150,9
Résultats accumulés non distribués	240,3	211,3	200,5

<sup>61</sup> A la suite de la publication d’une *guidance* du Comité d’interprétation des normes IFRS relative aux dispositifs de *cash pooling*, Berendsen a revu ses dispositifs de *cash pooling* et a modifié sa présentation des concours bancaires courants. Les comparables au 31 décembre 2015 ont été ajustés, augmentant les découverts et les soldes de trésorerie de 30,3 millions de livres sterling. Au 31 décembre 2014, un ajustement équivalent aurait conduit à augmenter les découverts et les soldes de trésorerie de 137,8 millions de livres sterling. Ceci étant considéré comme un changement de méthode comptable, le Groupe Berendsen et Berendsen auraient dû présenter un troisième bilan présentant la position ouverte au 1<sup>er</sup> janvier 2015. Cependant, après analyse de cette *guidance*, le management a décidé de présenter l’impact du *cash pooling* à la note 13 des comptes consolidés pour l’exercice clos le 31 décembre 2016. Les chiffres au 31 décembre 2014, tel que présentés, ne reflètent pas l’ajustement du retraitement aux découverts et à la trésorerie.

<sup>62</sup> Les inventaires 2014 ont été ajustés en raison du reclassement des stocks de vêtements textiles, retirés des actifs corporels et placés dans la catégorie des produits finis, comme indiqué à la note 10 aux comptes consolidés pour l’exercice clos le 31 décembre 2014.

<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>	<b>541,8</b>	514,9	500,2
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>5,1</b>	4,1	5,2
<b>Capitaux propres</b>	<b>546,9</b>	519,0	505,4

### 5.4.1.3 Annexes nécessaires à l'appréciation correcte des données extraites du compte de résultat et du bilan

Tableau des flux de trésorerie consolidés pour les exercices 2016, 2015 et 2014

	Exercice clos le 31 décembre 2016 m£	Exercice clos le 31 décembre 2015 m£	Retraité <sup>63</sup> Exercice clos le 31 décembre 2014 m£
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>			
Excédent brut d'exploitation	322,3	308,9	329,8
Intérêts payés	(19,6)	(19,7)	(22,2)
Intérêts reçus	0,7	2,0	2,9
Impôts versés	(20,6)	(18,0)	(18,2)
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	<b>282,8</b>	<b>273,2</b>	<b>292,3</b>
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>			
Acquisition de filiales, nette de la trésorerie acquise	(6,2)	(9,2)	(12,4)
Cession de filiales	8,0	-	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(233,1)	(181,5)	(180,5)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles	2,0	13,3	10,4
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(4,7)	(6,2)	(4,6)
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>	<b>(234,0)</b>	<b>(183,6)</b>	<b>(187,1)</b>
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>			
Augmentation de capital	0,2	0,1	0,2
Rachat d'actions propres dans le cadre de l'Employee Benefit Trust	(5,0)	(14,2)	(11,2)
Paiement de frais d'émission d'emprunts	(0,2)	(2,1)	-
Nouveaux emprunts	42,4	199,8	130,1
Remboursement d'emprunts	(93,4)	(172,7)	(146,6)
Remboursement de dettes de crédit-bail	(0,2)	(5,7)	(2,7)
Acquisition d'intérêts ne donnant pas le contrôle dans une filiale	-	(0,9)	-
Dividendes versés aux actionnaires de la Société	(54,8)	(52,1)	(48,8)
Dividendes versés aux minoritaires	-	(0,1)	(0,1)
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>(111,0)</b>	<b>(47,9)</b>	<b>(79,1)</b>
<b>Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(62,2)</b>	<b>41,7</b>	<b>26,1</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	126,7	96,9	89,2
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie	19,5	(11,9)	(18,4)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture, nets des concours bancaires</b>	<b>84,0</b>	<b>126,7</b>	<b>96,9</b>
<b>Cash-flow libre</b>	<b>47,0</b>	<b>102,5</b>	<b>122,6</b>

<sup>63</sup> En 2015, le groupe Berendsen a reclassé la valeur comptable des vêtements textiles de location en attente de livraison aux clients, des immobilisations corporelles en produits finis en stocks. Bien que l'impact ne soit pas significatif, ces éléments ont été reclassés en 2014 pour faciliter la comparaison. La trésorerie provenant des activités opérationnelles ((2,7) millions de livres sterling) et les achats d'immobilisations corporelles ((2,7) millions de livres sterling) ont été retraités en 2014 pour refléter ce reclassement au titre des exercices antérieurs. Il n'y a pas d'impact sur le flux total de trésorerie en 2014.

#### **5.4.1.4 Rapports des commissaires aux comptes (*Independent auditors*)**

La version originale en anglais des rapports des auditeurs indépendants (*Independent auditors*) de Berendsen, ainsi que l'intégralité des comptes consolidés annuels de Berendsen, pour les exercices 2016, 2015 et 2014 figurent en Annexe 3 de la présente Note d'Opération.

##### **5.4.1.4.1 *Rapport des auditeurs indépendants au titre de l'exercice 2016***

Ce document est une traduction libre en français d'un rapport initialement publié en anglais, fournie uniquement pour la commodité des lecteurs francophones. Ce rapport a été établi conformément aux normes professionnelles d'audit applicables au Royaume-Uni et en Irlande et peut donc présenter des différences avec les normes professionnelles d'audit applicables en France. En cas de divergences, la version originale de ce rapport en anglais prévaut sur sa traduction libre en français.

## Rapport des Commissaires aux comptes indépendants aux actionnaires de Berendsen plc

### Rapport sur les états financiers du Groupe

#### Opinion

Nous certifions que les états financiers du Groupe Berendsen (ci-après les « états financiers ») :

- ➔ donnent une image fidèle et sincère des activités du Groupe au 31 décembre 2016, de son résultat et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ;
- ➔ ont été correctement établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne ;
- ➔ ont été correctement établis en conformité avec les dispositions du Companies Act de 2006 et avec l'article 4 du Règlement sur les IAS.

#### Ce que nous avons audité

Les états financiers, figurant dans le Rapport et les Comptes (ci-après le « Rapport annuel »), sont composés :

- ➔ du bilan consolidé au 31 décembre 2016 ;
- ➔ du compte de résultat consolidé et de l'état consolidé du résultat global pour l'exercice clos à cette date ;
- ➔ du tableau des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date ;
- ➔ du tableaux de variation des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date ;
- ➔ des méthodes comptables ; et
- ➔ des notes aux états financiers, qui contiennent d'autres informations explicatives.

Certaines informations requises ont été présentées dans d'autres sections du Rapport annuel plutôt que dans les notes aux états financiers. Ces informations font l'objet de références croisées avec les états financiers et sont identifiées comme ayant été auditées.

Les états financiers ont été établis conformément au droit applicable et au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne.

#### Notre approche d'audit

##### Contexte

Berendsen plc est coté à la Bourse de Londres. Le Groupe propose des solutions à valeur ajoutée dans toute l'Europe et la structure de notre audit reflète l'étendue de cette activité, beaucoup de temps ayant été consacré à la gestion, la communication et la rencontre avec des auditeurs locaux. La mise en place d'une nouvelle stratégie au cours de l'année s'est traduite par la présentation d'un certain nombre de charges en éléments exceptionnels.

Elles ont été ajoutées à nos domaines d'audit cette année. L'activité implique un très grand nombre d'éléments de valeur relativement modérée, dont la comptabilisation en immobilisations constitue toujours un domaine d'attention. Nous portons également notre attention sur la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition, et la valeur des provisions ou les besoins de provisions dans le cadre des responsabilités réglementaires et environnementales historiques, ces domaines faisant appel à des jugements.

##### Présentation

Caractère significatif global du Groupe : 6,0 millions de livres sterling (2015 : 5,9 millions de livres sterling) qui représentent 5 % du résultat avant impôts.

Nous avons effectué un audit de l'ensemble des informations financières disponibles de huit unités opérationnelles et de la société mère (la « Société ») soit 87 % du chiffre d'affaires du Groupe (2015 : 86 %) et 88 % du résultat avant impôts du Groupe (2015 : 85%).

##### Eléments exceptionnels

- ➔ Les charges exceptionnelles engagées au cours de l'exercice font l'objet d'une attention particulière en raison de leur montant et de leur nature ainsi que de la présentation et des informations fournies dans le compte de résultat consolidé.

##### Passifs éventuels.

- ➔ Le caractère approprié des provisions comptabilisées et les passifs éventuels indiqués concernant les enquêtes réglementaires et les responsabilités environnementales historiques constituent un domaine d'attention car faisant appel à des jugements.

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

Dépréciation de l'écart d'acquisition.

- ➔ La valeur nette comptable de l'écart d'acquisition constitue un domaine d'attention car faisant appel à des jugements qui entrent en jeu lors de l'évaluation des flux de trésorerie futurs et du recours aux hypothèses adéquates.

Évaluation inappropriée des éléments textiles en immobilisations.

- ➔ La comptabilisation des éléments textiles en immobilisations constitue un domaine d'attention en raison de l'importance des actifs au bilan ainsi que de la difficulté d'examiner chaque élément individuel et de vérifier sa durée de vie utile.

### Notre périmètre et nos domaines d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit internationales (ISA) applicables au Royaume-Uni et en Irlande.

Nous avons fondé notre audit sur la détermination du caractère significatif et l'évaluation des risques d'anomalie significative dans les états financiers. Nous avons notamment examiné les jugements subjectifs formulés par les administrateurs et se rapportant par exemple aux estimations comptables significatives mettant en jeu des hypothèses et la prise en compte d'événements futurs qui sont, de par leur nature, incertains. Comme dans tous nos audits, nous avons également analysé le risque de contournement des contrôles par la direction, en recherchant des éléments probants d'un parti pris de la part des administrateurs, qui ont entraîné un risque d'anomalie significative lié à une fraude.

Les risques d'anomalie significative qui ont eu le plus fort impact dans notre stratégie d'audit (y compris en termes d'affectation des ressources et de répartition des travaux) sont regroupés dans la colonne « Domaines d'audit » dans le tableau ci-après. Nous présentons également la façon dont nous avons conçu l'audit pour analyser ces domaines et ce, afin de fonder une opinion d'audit sur les états financiers pris dans leur ensemble. Tout commentaire sur les résultats de nos procédures doit être interprété dans ce contexte. La liste qui suit ne constitue pas une énumération exhaustive de tous les risques identifiés par notre audit.

Domaines d'audit	Comment notre audit couvre les domaines d'audit
<b>Eléments exceptionnels</b>	
<p>Suite à la présentation de la nouvelle stratégie en novembre 2015, le Groupe a annoncé qu'il prévoyait d'engager des charges exceptionnelles significatives pour les 24 mois à compter de cette date. La direction a comptabilisé ces charges comme exceptionnelles en raison de leur montant et de leur nature uniques (12,9 millions de livres sterling en 2016).</p> <p>Il existe un risque de comptabiliser des charges comme exceptionnelles alors qu'elles sont en réalité imputables au déroulement normal de l'activité afin de renforcer l'apparence de rentabilité sous-jacente du Groupe. Nous avons donc concentré nos procédures d'audit sur la présentation et les informations relatives aux éléments exceptionnels dans les états financiers.</p>	<p>Nous avons obtenu la liste complète de l'ensemble des charges exceptionnelles engagées au cours de l'exercice dans l'ensemble du Groupe et avons compris ce à quoi chaque projet est rattaché grâce à la revue des comptes-rendus du Conseil d'administration, à la participation aux réunions du Comité d'audit, aux échanges avec la direction et à l'examen de documentation externe. Les documentations externes ont été examinées par l'équipe en charge de la mission et par des auditeurs locaux afin d'évaluer la nature des charges engagées.</p> <p>Nous considérons que la comptabilisation de ces éléments est appropriée puisqu'il s'agit de charges exceptionnelles et indispensables à l'activité.</p>
<b>Passifs éventuels</b>	
<b>Enquêtes réglementaires</b>	
<p>La Competition and Markets Authority (CMA) a allégué que la division « Clean room » de Berendsen UK aurait participé à un partage de marché au travers d'une joint-venture qui a été acquise dans le cadre de l'acquisition de Newbury en 2014. La direction a comptabilisé des provisions sur la base des coûts futurs estimés. La probabilité d'une réalisation du passif du fait de l'enquête réglementaire fait appel au jugement afin d'évaluer si la provision doit être comptabilisée. Le cas échéant, le montant de la provision nécessaire à la couverture de toute obligation future doit être déterminé.</p>	<p>Dans ce domaine, notre travail a consisté à comprendre les derniers développements de l'enquête, y compris à passer en revue la correspondance avec la CMA. Nous avons testé les hypothèses et les estimations de la direction en évaluant le niveau des provisions. De plus, nous avons organisé des réunions avec les conseillers juridiques externes du Groupe pour évaluer la probabilité et le montant des pénalités potentielles. À partir des éléments recueillis, nous considérons que le montant des provisions est approprié.</p>
<b>Responsabilités environnementales et garanties</b>	
<p>Le Groupe exploite des laveries dans toute l'Europe, dont certaines peuvent présenter des passifs environnementaux historiques. Bien que le Groupe reçoive des dédommagements de la part de tiers et compte sur la confirmation intégrale de garanties, il est actuellement partie à un arbitrage concernant certains sites précédemment acquis.</p> <p>La probabilité d'une réalisation du passif fait appel au jugement afin d'évaluer si la provision doit être comptabilisée. Le cas échéant, le montant de la provision doit être</p>	<p>En Suède, nous nous sommes assurés que la situation n'avait pas évolué par rapport à l'exercice précédent. Nous en avons eu confirmation par les conseillers juridiques externes du Groupe. Et nous avons déterminé si la comptabilisation d'une potentielle restauration environnementale en passif éventuel était toujours appropriée. Nous avons pris connaissance et nous sommes déclarés satisfaits du niveau d'information de la note 30 aux états financiers.</p> <p>Nous avons examiné l'état d'avancement de poursuites et</p>

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

Domaines d'audit	Comment notre audit couvre les domaines d'audit
déterminé. Le passif potentiel total est incertain et sera affecté par des améliorations apportées à la technologie de restauration de l'environnement et les utilisations futures de ces sites.  En Suède, aucune provision n'a été comptabilisée au bilan en rapport avec une éventuelle responsabilité environnementale future puisque des incertitudes significatives persistent et que le calendrier et le montant des coûts affectant Berendsen ne peuvent toujours pas être déterminés. En conséquence de quoi, des passifs éventuels sont toujours présentés dans les états financiers du Groupe. Voir les notes 18 et 30 aux états financiers, page 83 (rapport du Comité d'audit) et page 135 (estimations comptables déterminantes).	reçu confirmation des conseillers juridiques externes de la probabilité pour le Groupe d'obtenir gain de cause.

### Dépréciation de l'écart d'acquisition

Nous avons porté notre attention sur ce domaine en raison de l'importance du solde de l'écart d'acquisition (407,3 millions de livres sterling au 31 décembre 2016) et parce que l'évaluation proposée par les administrateurs de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe implique un jugement à propos des résultats futurs de l'activité ainsi que des taux d'actualisation appliqués aux prévisions des flux de trésorerie futurs. Nos travaux ont porté sur la façon dont l'écart d'acquisition avait été comptabilisé et sur la base sur laquelle il était distribué entre les UGT sous les nouvelles branches d'activités suite à la restructuration opérée en cours d'exercice.

Voir la note 8 aux états financiers, page 83 (rapport du Comité d'audit) et page 135 (estimations comptables déterminantes).

Nous avons évalué les prévisions des flux de trésorerie futurs des administrateurs et leur méthode de calcul, notamment en les comparant aux derniers budgets approuvés par le Conseil d'administration et en testant les calculs sous-jacents. Nous avons estimé que la méthode appliquée par la direction pour établir ses prévisions des flux de trésorerie futurs était claire, que ces prévisions ont bien été soumises à la supervision des administrateurs et qu'elles étaient cohérentes avec les budgets approuvés par le Conseil d'administration. Nous n'avons identifié aucune anomalie significative dans les calculs effectués.

Nous avons remis en question les hypothèses clés des administrateurs relatives aux taux de croissance à long terme des flux de trésorerie en les comparant aux résultats historiques et aux prévisions économiques. Nous avons comparé les résultats de l'exercice actuel à ceux de 2016 inclus dans les prévisions de l'exercice précédent afin d'estimer, *a posteriori*, si l'une des prévisions incluait une hypothèse optimiste.

Nous avons comparé les prévisions des flux de trésorerie futurs pour les deux structures de branches d'activités (l'ancienne et la nouvelle) puis nous les avons comparés à l'exercice précédent et testé les calculs sous-jacents. Nous confirmons qu'aucune dépréciation n'aurait été nécessaire si l'activité avait été poursuivie avec les anciennes UGT ou les anciens secteurs opérationnels.

Pour le taux d'actualisation, nous avons évalué le coût du capital pour l'entreprise et pour certaines entreprises similaires en procédant à une analyse comparative. Nous avons conclu qu'il était conforme à nos attentes.

Nous avons réalisé une analyse de sensibilité des vecteurs clés des prévisions de flux de trésorerie, à savoir :

- le taux de croissance ;
- le résultat opérationnel utilisé pour les trois premières années ; et
- le taux d'actualisation.

Après avoir constaté l'étendue des changements dans ces hypothèses qui devraient être nécessaires, individuellement ou collectivement, afin de déprécier l'écart d'acquisition dans toutes les UGT, nous avons évalué la probabilité que de tels changements dans les hypothèses clés se produisent.

Sur la base de notre examen des éléments probants, de l'analyse de sensibilité de la direction et de notre propre analyse de sensibilité, nous n'avons identifié aucun problème dans les hypothèses clés de la direction. La direction ayant prévu une marge significative pour la valeur comptable des UGT, nous avons conclu que l'écart d'acquisition ne devait pas être déprécié. Nous avons considéré le caractère approprié des informations s'y rapportant dans la note 8 aux états financiers.

### Évaluation inappropriée des éléments textiles en

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

Domaines d'audit	Comment notre audit couvre les domaines d'audit
<b>immobilisations</b>	
<p>Les éléments textiles et le linge de travail sont vendus par les filiales britanniques et suédoises aux unités opérationnelles du Groupe, comptabilisés en immobilisations et amortis sur leur durée de vie utile.</p> <p>Hormis certaines activités qui ont adopté l'étiquetage individuel des vêtements afin de contrôler leur utilisation quotidienne, les actifs textiles sont amortis de façon homogène par catégorie sur leur durée de vie utile estimée (actuellement entre 20 % et 50 % par an, tel que mentionné dans les méthodes comptables en page 130).</p> <p>Ces éléments textiles sont des actifs significatifs dans le bilan (259,6 millions de livres sterling au 31 décembre 2016).</p> <p>Par conséquent, une estimation trop élevée ou trop faible de leur durée de vie utile pourrait entraîner une anomalie significative des amortissements sur l'exercice et affecter à la fois les charges dans le compte de résultat et la valorisation des actifs dans le bilan.</p>	<p>Dans chacune des huit unités opérationnelles pour lesquelles nous avons examiné l'ensemble des informations financières disponibles, nous avons effectué :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• une comparaison entre la valeur comptable des catégories d'actifs et les dotations aux amortissements pour l'exercice en pourcentage de chiffre d'affaires généré ;</li><li>• une revue analytique substantielle des dotations aux amortissements par catégorie d'actifs (en vérifiant que les amortissements sont conformes à la politique du Groupe) ; et</li><li>• une comparaison des acquisitions de l'exercice avec celles de l'exercice précédent, dans chaque catégorie d'actifs, pour vérifier leur cohérence.</li></ul> <p>Lors des tests sur les acquisitions, nous avons vérifié que les achats de linge étaient alloués à la bonne catégorie d'actifs de linge et amortis conformément à d'autres actifs de même nature et à leur durée de vie utile.</p> <p>Par ailleurs, à l'échelle du Groupe, nous avons apprécié le caractère raisonnable en comparant les acquisitions réalisées entre 2013 et 2016 aux amortissements sur la période afin de comprendre si les actifs sont remplacés à un rythme comparable. Nous avons conclu que les dépenses d'investissement liées aux éléments textiles étaient conformes aux amortissements, lorsque qu'il n'y avait pas de modification significative du périmètre et de la nature de l'activité.</p> <p>Dans leur ensemble, ces procédures nous ont apporté les éléments probants dont nous avons besoin en rapport avec la durée de vie utile et l'amortissement des actifs concernés.</p>

### Conception de notre audit

Nous avons conçu notre audit en veillant à la réalisation des travaux nécessaires pour être en mesure de formuler une opinion sur les états financiers pris dans leur ensemble, en tenant compte de la structure géographique du Groupe, de ses processus et contrôles comptables, et de l'industrie dans laquelle il opère.

Le processus comptable du Groupe est structuré autour d'une fonction finance locale dans chacune des 28 unités opérationnelles dans lesquelles le Groupe opère. Ces fonctions tiennent leur propre registre comptable et de contrôle et rendent compte au siège, à Londres, à travers un système de consolidation intégré.

Selon nous, en raison de leur importance et/ou des risques qu'elles présentent, les informations financières de huit de ces unités opérationnelles devaient être soumises à un audit complet de leur information financière. Nous avons fait appel à des équipes d'audit d'autres firmes du réseau PwC, experts en législation et réglementation locales dans chacun des territoires concernés.

De plus, des procédures d'audit spécifiques ont été mises en œuvre pour l'unité suédoise afin de prendre en compte le risque que représentent l'existence et la valorisation des stocks.

Lorsque les travaux ont été réalisés par des auditeurs locaux, nous avons déterminé notre niveau de participation aux travaux d'audit de ces fonctions nécessaire pour conclure qu'il existait suffisamment de preuves d'audit pour fonder notre opinion sur les états financiers du Groupe pris dans leur ensemble.

L'équipe en charge de la mission rencontre régulièrement, et sur une base rotative, les auditeurs locaux. Au cours de l'année, le responsable de la mission s'est rendu sur les sites opérationnels au Danemark, en Allemagne, en Suède et au Royaume-Uni. De plus, toute l'équipe en charge de la mission s'est déplacée sur le site opérationnel aux Pays-Bas.

La consolidation du Groupe, les informations sur les états financiers et un certain nombre d'éléments complexes ont été audités par l'équipe en charge de la mission, à savoir : la dépréciation de l'écart d'acquisition, les instruments financiers dérivés, la comptabilité de couverture, le régime de retraite à prestations définies de Berendsen plc, la rémunération fondée sur des actions et les aspects fiscaux.

### Caractère significatif

La façon dont nous avons utilisé le caractère significatif a influé sur le périmètre de notre audit. Nous avons défini certains

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

seuils quantitatifs du caractère significatif qui, couplés à des considérations qualitatives, nous ont aidés à déterminer le périmètre de notre audit et la nature, le calendrier et l'étendue de nos procédures menées sur chaque élément et information des états financiers, et à évaluer l'impact des anomalies, tant individuel que sur les états financiers pris dans leur ensemble.

Sur la base de notre jugement professionnel, nous avons fixé comme suit le seuil du caractère significatif pour les états financiers pris dans leur ensemble.

- ➔ caractère significatif global du Groupe de 6,0 millions de livres sterling (2015 : 5,9 millions de livres sterling),
- ➔ représentant 5 % du résultat avant impôts ;
- ➔ le résultat avant impôt est une référence d'audit généralement acceptée en l'absence d'indications qu'une autre référence serait plus adaptée.

Nous sommes convenus avec le Comité d'audit que nous leur indiquerons toute anomalie significative supérieure à 300 000 livres sterling (2015 : 300 000 livres sterling) identifiée durant notre audit, ainsi que les anomalies inférieures à ce montant qui, à notre avis, nécessitent d'être indiquées pour des raisons qualitatives.

### Continuité d'exploitation

En vertu de la réglementation boursière, nous sommes tenus de vérifier la déclaration des administrateurs sur la continuité d'exploitation présentées à la page 114. À ce titre, nous n'avons aucun élément à indiquer à la suite de notre revue.

Conformément aux ISA applicables au Royaume-Uni et en Irlande, nous sommes tenus d'ajouter ou de porter à votre attention tout élément significatif en lien avec la déclaration des administrateurs sur la pertinence de l'hypothèse de continuité d'exploitation pour l'établissement des états financiers. Nous n'avons aucun élément significatif à ajouter ou à porter à votre attention à la suite de notre revue.

Comme indiqué dans leur déclaration, les administrateurs ont conclu qu'il était approprié d'établir les états financiers selon le principe de la continuité d'exploitation. Le principe de la continuité d'exploitation suppose que le Groupe dispose des ressources adéquates pour poursuivre ses activités, et que les administrateurs comptent que ce soit le cas pendant au moins un an à compter de la date d'arrêté des états financiers. Dans le cadre de notre audit, nous avons conclu que l'hypothèse de la continuité d'exploitation utilisée par les administrateurs était appropriée. Toutefois, compte tenu du caractère imprévisible des conditions et des événements futurs, ces déclarations ne garantissent pas la continuité d'exploitation du Groupe.

## Cohérence des autres informations et conformité avec les exigences en vigueur

### Opinions sur le Companies Act de 2006

À notre avis, sur la base des travaux entrepris au cours de notre audit :

- ➔ les informations du Rapport stratégique et du Rapport des administrateurs pour l'exercice objet des états financiers sont cohérentes avec les états financiers ; et
- ➔ le Rapport stratégique et le Rapport des administrateurs ont été établis conformément aux exigences réglementaires en vigueur.

Par ailleurs, compte tenu de la connaissance et de la compréhension du Groupe et de son environnement acquises au cours de nos travaux, nous avons l'obligation de porter à votre connaissance toute anomalie significative identifiée dans le Rapport stratégique et le Rapport des administrateurs. Nous n'avons aucun élément à indiquer à cet égard à la suite de notre revue.

À notre avis, sur la base des travaux entrepris au cours de notre audit :

- ➔ les informations présentées dans la section Gouvernance, aux pages 62 à 87, relatives au contrôle interne et aux systèmes de gestion des risques ainsi qu'à la structure du capital social, sont cohérentes avec les états financiers et ont été établies conformément aux exigences réglementaires en vigueur ;
- ➔ les informations présentées dans la section Gouvernance, aux pages 62 à 87, relatives aux pratiques et codes de gouvernance ainsi qu'à ses organismes de supervision, de gestion et administratifs sont conformes aux règles 7.2.2, 7.2.3 et 7.2.7 du guide sur les règles de publication et de transparence de l'Autorité financière (Financial Conduct Authority).

Par ailleurs, compte tenu de la connaissance et de la compréhension du Groupe et de son environnement acquises au cours de nos travaux, nous avons l'obligation de porter à votre connaissance toute anomalie significative identifiée dans les informations auxquelles il est fait référence ci-dessus dans la déclaration sur le gouvernement d'entreprise. Nous n'avons aucun élément à indiquer à cet égard à la suite de notre revue.

### Obligation de reporting en vertu des ISA applicables au Royaume-Uni et en Irlande

Conformément aux ISA applicables au Royaume-Uni et en Irlande, nous avons l'obligation de vous indiquer si, selon notre opinion :

- ➔ les informations contenues dans le Rapport annuel :
  - présentent des incohérences significatives avec les informations contenues dans les états financiers ; ou
  - présentent des inexactitudes ou des incohérences significatives avec les connaissances du Groupe que nous avons acquises durant notre audit ; ou
  - sont trompeuses.

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

- ➔ La déclaration des administrateurs (page 82) – conformément à la disposition C.1.1 du Code de gouvernance des entreprises du Royaume-Uni (le « Code ») et selon laquelle ils considèrent que le Rapport annuel pris dans son ensemble est sincère, équilibré et compréhensible, et fournit aux actionnaires les informations nécessaires pour évaluer la position et la performance, le modèle économique et la stratégie du Groupe – est incohérente avec les connaissances sur le Groupe que nous avons acquises durant notre audit.
- ➔ La section du Rapport annuel (page 80) décrivant les travaux du Comité d'audit, conformément à la section C.3.8 du Code, ne couvre pas convenablement les points que nous avons communiqués au Comité d'audit.

Nous n'avons pas d'observation à formuler eu égard à ces obligations.

### L'évaluation par les administrateurs des perspectives du Groupe et des principaux risques qui menaceraient la solvabilité ou la liquidité du Groupe

Conformément aux ISA applicables au Royaume-Uni et en Irlande, nous avons l'obligation de vous indiquer si nous voulons attirer votre attention sur tout élément important ou en ajouter, en lien avec :

- ➔ la confirmation des administrateurs (page 56 du Rapport annuel) conformément à la section C.2.1 du Code, selon laquelle ils ont effectué une solide évaluation des principaux risques auxquels le Groupe fait face, y compris ceux qui menaceraient son modèle économique, sa performance future, sa solvabilité et sa liquidité ;
- ➔ les informations contenues dans le Rapport annuel décrivant ces risques et expliquant la façon dont ils sont traités et atténués ;
- ➔ l'explication des administrateurs (page 56 du Rapport annuel) conformément à la section C.2.2 du Code, portant sur la façon dont ils ont évalué les perspectives du Groupe et la période y afférente, ainsi que la raison pour laquelle ils la considèrent appropriée ; la déclaration des administrateurs portant sur leur attente raisonnable selon laquelle le Groupe pourra poursuivre ses activités et faire face aux engagements lui incombant pendant la période de leur évaluation, y compris toute information attirant l'attention sur les qualifications ou hypothèses nécessaires.

Nous n'avons aucun élément significatif à ajouter ou à porter à votre attention à la suite de notre revue.

En vertu de la réglementation boursière, nous sommes tenus de vérifier la déclaration des administrateurs selon laquelle ils ont effectué une solide évaluation des principaux risques auxquels le Groupe fait face et délivré une déclaration des administrateurs sur la viabilité du Groupe à long terme. Notre revue est substantiellement moins étendue qu'un audit et consiste seulement à demander des renseignements ; à examiner la procédure des administrateurs visant à justifier leurs déclarations ; à vérifier que ces dernières sont conformes aux sections concernées du Code ; et, à examiner qu'elles sont cohérentes avec les connaissances acquises durant notre audit. À ce titre, nous n'avons aucun élément à indiquer à la suite de notre revue.

### Adéquation des informations et des explications reçues

Aux termes du Companies Act de 2006, nous avons l'obligation de vous indiquer si, selon notre opinion, nous n'avons pas obtenu toutes les informations et explications jugées nécessaires à notre audit. Nous n'avons pas d'observation à formuler eu égard à ces obligations.

### Rémunération des administrateurs

Aux termes du Companies Act de 2006, nous avons l'obligation de vous indiquer si, selon notre opinion, certaines informations prescrites par la loi concernant la rémunération des administrateurs n'ont pas été fournies. Nous n'avons pas d'observation à formuler eu égard à ces obligations.

### Déclaration sur le gouvernement d'entreprise

Aux termes du Companies Act de 2006, nous avons l'obligation de vous indiquer si, selon notre opinion, une Déclaration sur le gouvernement d'entreprise n'a pas été établie par la Société.

Nous n'avons pas d'observation à formuler eu égard à ces obligations. En vertu de la réglementation boursière, nous sommes tenus de vérifier la déclaration sur le gouvernement d'entreprise relative à dix autres dispositions du Code. À ce titre, nous n'avons aucun élément à indiquer à la suite de notre revue.

### Responsabilités concernant les états financiers et l'audit

#### Nos responsabilités et celles des administrateurs

Comme expliqué plus en détail dans la Responsabilité des administrateurs (page 115), les administrateurs sont responsables de l'établissement des états financiers qui doivent donner une image fidèle et sincère.

Notre responsabilité consiste à auditer et à formuler une opinion sur les états financiers conformément au droit en vigueur et aux ISA applicables au Royaume-Uni et en Irlande. Ces normes nous imposent de respecter les règles éthiques d'audit de l'Auditing Practices Board (APB). Le présent rapport, y compris les opinions que nous y exprimons, a été établi à la seule et unique intention des membres de la Société, conformément au Chapitre 3 de la Partie 16 du Companies Act de 2006, et à aucune autre fin. En formulant nos opinions, nous n'acceptons ni n'assumons aucune responsabilité à tout autre effet ou envers toute autre personne à laquelle le présent rapport pourrait être communiqué ou remis, sauf accord exprès écrit préalable de notre part.

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

### Ce que recouvre un audit d'états financiers

Un audit consiste à vérifier les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les états financiers afin d'obtenir l'assurance raisonnable que ces derniers ne comportent pas d'anomalies significatives provenant d'une fraude ou d'une erreur. Il consiste également à apprécier :

- ➔ si les principes comptables suivis sont appropriés au regard de la situation du Groupe, et s'ils sont appliqués de manière permanente et convenablement présentés ;
- ➔ les estimations significatives retenues par la direction ; et
- ➔ la présentation des états financiers pris dans leur ensemble.

Nous concentrons principalement nos travaux dans ces domaines en appréciant les jugements formulés par les administrateurs au regard des preuves existantes, en formulant nos propres jugements et en évaluant les informations présentées dans les états financiers.

Nous testons et examinons, par le biais de sondages et d'autres techniques d'audit, les informations que nous jugeons nécessaires pour dégager raisonnablement des conclusions. Nous obtenons des éléments probants pour notre audit en testant l'efficacité des contrôles, en effectuant des procédures approfondies, ou les deux.

En outre, nous prenons connaissance de l'ensemble des informations financières et extra-financières contenues dans le Rapport annuel afin d'identifier les anomalies significatives avec les états financiers audités et les informations qui semblent présenter des anomalies ou des incohérences significatives par rapport aux connaissances acquises durant notre audit. Nous examinons également les conséquences sur notre rapport de toute incohérence ou anomalie significative par rapport aux états financiers qui viendrait à notre attention. Concernant le Rapport stratégique, le Rapport des administrateurs et la déclaration sur le gouvernement d'entreprise, nous analysons si ces rapports présentent les informations requises conformément aux exigences en vigueur.

### Autre

Nous avons établi un rapport distinct pour les états financiers de la Société de Berendsen plc au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et pour le rapport sur la rémunération des administrateurs présenté comme ayant été audité.

#### **Matthew Mullins (Commissaire aux comptes senior)**

Pour le compte et au nom de PricewaterhouseCoopers LLP

Chartered Accountants and Statutory Auditors

Londres

Le 2 mars 2017

Notes:

- (a) La maintenance et l'intégrité du site web de Berendsen relève de la responsabilité des administrateurs. Les travaux effectués par les auditeurs ne concernent pas ce sujet, en conséquence de quoi, les auditeurs ne peuvent être tenus responsables des modifications apportées aux états financiers depuis leur publication initiale sur le site web du Groupe.
- (b) Au Royaume-Uni, la législation régissant l'élaboration et la communication des états financiers peut être différente de celle d'autres pays.

**5.4.1.4.2      Rapport des auditeurs indépendants au titre de l'exercice 2015**

Ce document est une traduction libre en français d'un rapport initialement publié en anglais, fournie uniquement pour la commodité des lecteurs francophones. Ce rapport a été établi conformément aux normes professionnelles d'audit applicables au Royaume-Uni et en Irlande et peut donc présenter des différences avec les normes professionnelles d'audit applicables en France. En cas de divergences, la version originale de ce rapport en anglais prévaut sur sa traduction libre en français.

## Rapport des Commissaires aux comptes indépendants aux actionnaires de Berendsen plc

### Rapport sur les états financiers du Groupe

#### Opinion

Nous certifions que les états financiers du Groupe Berendsen (ci-après les « états financiers ») :

- ➔ donnent une image fidèle et sincère des activités du Groupe au 31 décembre 2015, de son résultat et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ;
- ➔ ont été correctement établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne ; et
- ➔ ont été correctement établis en conformité avec les dispositions du Companies Act de 2006 et avec l'article 4 du Règlement sur les IAS.

#### Ce que nous avons audité

Les états financiers de Berendsen sont composés :

- ➔ du bilan consolidé au 31 décembre 2015 ;
- ➔ du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat global pour l'exercice clos à cette date ;
- ➔ du tableau des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date ;
- ➔ du tableau de variation des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date ; et
- ➔ des notes aux états financiers qui contiennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Certaines informations requises ont été présentées dans d'autres sections du Rapport annuel plutôt que dans les notes aux états financiers. Ces informations font l'objet de références croisées avec les états financiers et sont identifiées comme ayant été auditées.

Les états financiers ont été établis conformément au droit applicable et au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne.

#### Notre approche d'audit

##### Contexte

Berendsen plc est coté à la Bourse de Londres. Le Groupe propose des solutions à valeur ajoutée dans toute l'Europe et la structure de notre audit reflète l'étendue de cette activité, beaucoup de temps ayant été consacré à la gestion, la communication et la rencontre avec des auditeurs locaux. L'activité implique un très grand nombre d'éléments de valeur relativement modérée, dont la comptabilisation en stocks et en immobilisations constitue par conséquent un domaine d'audit. En ce qui concerne les évolutions de l'activité qui impactent notre stratégie d'audit, nous avons concentré nos travaux relatifs à la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition sur les performances de l'activité Healthcare en Allemagne et en Autriche.

##### Présentation

Caractère significatif global du Groupe : 5,9 millions de livres sterling représentant 5 % du résultat avant impôts et éléments exceptionnels.

- ➔ Caractère significatif global du Groupe : 5,9 millions de livres sterling (2014 : 5,8 millions de livres sterling) représentant 5 % du résultat avant impôts et éléments exceptionnels.
- ➔ Nous avons effectué un audit de l'ensemble des informations financières de huit unités opérationnelles et des procédures spécifiques à l'unité suédoise, avec l'aide des auditeurs locaux basés à l'étranger.

Dépréciation de l'écart d'acquisition :

- ➔ La valeur nette comptable de l'écart d'acquisition constitue un domaine d'audit, car faisant appel à un jugement qui entre en jeu lors de l'évaluation des flux de trésorerie futurs et du recours aux hypothèses adéquates. Ceci est notamment le cas pour l'unité génératrice de trésorerie Healthcare, en Allemagne et en Autriche, compte tenu de la dépréciation reconnue durant l'exercice.

Erreur dans l'évaluation et l'existence des éléments textiles en immobilisations et des stocks :

- ➔ L'évaluation des éléments textiles en immobilisations constitue un domaine d'audit en raison de l'importance des actifs au bilan ainsi que de la difficulté d'examiner chaque élément à titre individuel et de vérifier sa durée de vie utile.
- ➔ L'existence et l'évaluation des stocks en lien avec le nombre de sites utilisés pour le stockage, notamment les sites de tiers, ainsi que l'absorption des frais de transport et de service impactant la valeur à laquelle les stocks sont conservés.

Responsabilités environnementales :

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

- ➔ Le caractère approprié des provisions comptabilisées et les passifs éventuels indiqués concernant les responsabilités environnementales historiques dans un certains nombre de sites.

### Notre périmètre et nos domaines d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit internationales (ISA) applicables au Royaume-Uni et en Irlande.

Nous avons fondé notre audit sur la détermination du caractère significatif et l'évaluation des risques d'anomalie significative dans les états financiers. Nous avons notamment examiné les jugements subjectifs formulés par les administrateurs et se rapportant par exemple aux estimations comptables significatives mettant en jeu des hypothèses et la prise en compte d'événements futurs qui sont, de par leur nature, incertains. Comme dans tous nos audits, nous avons également analysé le risque de contournement des contrôles internes par la direction, en recherchant des éléments probants d'un parti pris de la part des administrateurs, qui ont entraîné un risque d'anomalie significative lié à une fraude.

Les risques d'anomalie significative qui ont eu le plus fort impact dans notre stratégie d'audit (y compris en termes d'affectation des ressources et de répartition des travaux) sont regroupés dans la colonne « Domaines d'audit » dans le tableau ci-après. Nous présentons également la façon dont nous avons conçu l'audit pour analyser ces domaines et ce, afin de fonder une opinion d'audit sur les états financiers pris dans leur ensemble. Tout commentaire sur les résultats de nos procédures doit être interprété dans ce contexte. La liste qui suit ne constitue pas une énumération exhaustive de tous les risques identifiés par notre audit.

Domaines d'audit	Comment notre audit couvre les domaines d'audit
<b>Dépréciation de l'écart d'acquisition</b>	
<p>Nous avons porté notre attention sur ce domaine en raison de l'importance du solde de l'écart d'acquisition (367 millions de livres sterling au 31 décembre 2015) et parce que l'évaluation proposée par les administrateurs de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe implique un jugement à propos des résultats futurs de l'activité ainsi que des taux d'actualisation appliqués aux prévisions des flux de trésorerie futurs.</p> <p>Nous avons notamment porté notre attention sur l'écart d'acquisition concernant l'UGT Healthcare en Allemagne et en Autriche, en raison de la comptabilisation d'une provision pour dépréciation de 6,4 millions de livres sterling durant l'exercice.</p> <p>Voir la note 8 aux états financiers, page 70 (rapport du Comité d'audit) et page 131 (estimations comptables déterminantes).</p>	<p>Nous avons évalué les prévisions des flux de trésorerie futurs des administrateurs et leur méthode de calcul, notamment en les comparant aux derniers budgets approuvés par le Conseil d'administration et en testant les calculs sous-jacents. Nous avons estimé que la méthode appliquée par la direction pour établir ses prévisions des flux de trésorerie futurs était claire, que ces prévisions ont bien été soumises à la supervision des administrateurs et qu'elles étaient cohérentes avec les budgets approuvés par le Conseil d'administration. Nous n'avons identifié aucune anomalie significative dans les calculs effectués.</p> <p>Nous avons remis en question les hypothèses clés des administrateurs relatives aux taux de croissance à long terme des flux de trésorerie en les comparant aux résultats historiques et aux prévisions économiques. Nous avons comparé les résultats de l'exercice actuel à ceux de 2015 inclus dans les prévisions de l'exercice précédent afin d'estimer, <i>a posteriori</i>, si l'une des prévisions incluait une hypothèse optimiste.</p> <p>Pour le taux d'actualisation, nous avons évalué le coût du capital pour l'entreprise et pour certaines entreprises similaires en procédant à une analyse comparative. Nous avons conclu qu'il était conforme à nos attentes.</p> <p>Nous avons réalisé une analyse de sensibilité des vecteurs clés des prévisions de flux de trésorerie, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le taux de croissance ;</li><li>• le résultat opérationnel utilisé pour les trois premières années ; et</li><li>• le taux d'actualisation.</li></ul> <p>Après avoir constaté l'étendue des changements dans ces hypothèses qui devraient être nécessaires, individuellement ou collectivement, afin de déprécier l'écart d'acquisition dans toutes les UGT. Nous avons évalué la probabilité que de tels changements dans les hypothèses clés se produisent.</p> <p>La direction a réévalué les conditions de marché de l'activité Healthcare en Allemagne et en Autriche, et actualisé les prévisions en conséquence, entraînant une dépréciation du de l'écart d'acquisition pour cette UGT.</p> <p>Nous avons conclu que les hypothèses révisées s'expliquaient par les preuves fournies par la direction, mais que tout changement qui y serait apporté impacterait directement la valeur de la provision pour dépréciation.</p> <p>Nous avons également obtenu suffisamment de preuves pour</p>

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

Domaines d'audit	Comment notre audit couvre les domaines d'audit
	<p>appuyer le point de vue de la direction sur les hypothèses clés concernant les autres UGT où aucune provision pour dépréciation n'a été comptabilisée.</p> <p>Nous avons considéré le caractère approprié des informations s'y rapportant dans la note 8 aux états financiers. Nous avons conclu qu'elles convenaient pour expliquer la dépréciation concernant l'activité Healthcare en Allemagne et en Autriche, et décrire le degré de subjectivité inhérent aux estimations ainsi que l'impact potentiel sur les examens futurs de ces estimations.</p>

### Évaluation inappropriée des éléments textiles en immobilisations

#### Éléments textiles en immobilisations

Les éléments textiles et le linge de travail sont vendus par les filiales britanniques et suédoises aux unités opérationnelles du Groupe, comptabilisés en immobilisations et amortis sur leur durée de vie utile.

Hormis certaines activités qui ont adopté l'étiquetage individuel des vêtements afin de contrôler leur utilisation quotidienne, les actifs textiles sont amortis de façon homogène par catégorie sur leur durée de vie utile estimée (actuellement entre 20 % et 40 % par an, tel que mentionné dans les méthodes comptables en page 126).

Ces éléments textiles sont des actifs significatifs dans le bilan (221,9 millions de livres sterling au 31 décembre 2015). Par conséquent, une estimation trop élevée ou trop faible de leur durée de vie utile pourrait entraîner une anomalie significative des amortissements sur l'exercice et affecter à la fois les charges dans le compte de résultat et la valorisation des actifs dans le bilan.

Dans chacune des huit unités opérationnelles pour lesquelles nous avons examiné l'ensemble des informations financières disponibles, nous avons effectué :

- une comparaison entre la valeur comptable des catégories d'actifs et les dotations aux amortissements pour l'exercice en pourcentage de chiffre d'affaires généré ;
- une revue analytique substantielle des dotations aux amortissements par catégorie d'actifs (en vérifiant que les amortissements sont conformes à la politique du Groupe) ; et
- une comparaison des acquisitions de l'exercice avec celles de l'exercice précédent, dans chaque catégorie d'actifs, pour vérifier leur cohérence.

Lors des tests sur les acquisitions, nous avons vérifié que les achats de linge étaient alloués à la bonne catégorie d'actifs de linge et amortis conformément à d'autres actifs de même nature et à leur durée de vie utile.

Par ailleurs, à l'échelle du Groupe, nous avons apprécié le caractère raisonnable en comparant les acquisitions réalisées entre 2012 et 2015 aux amortissements sur la période afin de comprendre si les actifs sont remplacés à un rythme comparable. Nous avons conclu que les dépenses d'investissement liées aux éléments étaient conformes aux amortissements, lorsque qu'il n'y avait pas de modification significative du périmètre et de la nature de l'activité.

Dans leur ensemble, ces procédures nous ont apporté les éléments probants dont nous avons besoin en rapport avec la durée de vie utile et l'amortissement des actifs concernés.

#### Stocks

Le Groupe conserve des stocks dans de nombreux sites dont plusieurs sont détenus par des tiers. Les quantités en stocks pourraient comporter des anomalies dans un ou plusieurs sites, notamment dans ceux où le Groupe n'exerce pas de contrôle direct sur le stock.

La majorité des stocks du Groupe sont détenus par les filiales britanniques et suédoises. Même si l'allocation des frais de transport et de service dans le système d'évaluation des coûts standard est régulièrement examinée, les coûts liés aux stocks pourraient présenter des anomalies.

Nous avons réalisé les procédures d'audit pour les unités opérationnelles présentant un solde de stocks important.

*Existence* - nous avons assisté à l'inventaire des stocks de fin d'année qui a été effectué par la direction dans six sites, puis nous avons examiné les résultats d'inventaire contre les données du système d'inventaire, vérifiant l'exactitude des données enregistrées dans le solde de stocks de fin d'année.

Nous avons obtenu un échantillon des confirmations des stocks détenus directement par des tiers à la date de clôture, et nous avons rapproché avec succès les données du solde de stocks de fin d'année.

Lorsqu'un inventaire n'a pas été effectué à la date de clôture, nous avons testé les données enregistrées contre le solde de stocks de fin d'année par le biais de documents de suivi des entrées et des sorties d'un échantillon de biens entre la date de l'inventaire et la date de clôture et n'avons pas constaté de problèmes importants.

*Évaluation* - afin de maîtriser le risque d'anomalies dans l'évaluation des stocks, nous avons examiné un échantillon des stocks détenus par le Groupe depuis le système

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

Domaines d'audit	Comment notre audit couvre les domaines d'audit
	d'inventaire jusqu'aux factures d'achat par des tiers. Nous avons également testé l'absorption des frais de transports et de service afin de vérifier s'ils avaient été encourus et alloués de façon appropriée
<b>Responsabilités environnementales</b>	
<p>Le Groupe exploite des laveries dans toute l'Europe, qui peuvent présenter des passifs environnementaux historiques. Bien que le Groupe reçoive des dédommagements de la part de tiers et compte sur la confirmation intégrale de garanties afin de ne pas subir de perte significative, il fait actuellement face à des poursuites concernant certains sites précédemment acquis.</p>	<p>Nous avons examiné l'état d'avancement des poursuites et reçu confirmation des conseillers juridiques externes de la probabilité pour le Groupe d'obtenir gain de cause.</p>
<p>La probabilité d'une réalisation du passif fait appel au jugement afin d'évaluer si la provision doit être comptabilisée. Le cas échéant, le montant de la provision doit être déterminé. Le passif potentiel total est incertain et sera affecté par des améliorations apportées à la technologie de restauration de l'environnement et les utilisations futures de ces sites.</p>	<p>En Suède, nous nous sommes assurés que la situation n'avait pas évolué par rapport à l'exercice précédent et nous avons déterminé si la comptabilisation d'une potentielle restauration environnementale en passif éventuel était toujours appropriée. Nous avons pris connaissance et nous sommes déclarés satisfaits du niveau d'information de la note 30 aux états financiers.</p>
<p>En Suède, aucune provision n'a été comptabilisée au bilan en rapport avec une éventuelle responsabilité environnementale future puisque le calendrier et le montant des coûts affectant Berendsen ne peuvent toujours pas être déterminés. En conséquence de quoi, des passifs éventuels sont toujours présentés dans les états financiers du Groupe.</p>	<p>Aux Pays-Bas, nous avons réévalué et remis en question la décision de la direction de conserver le même niveau de provision que l'exercice précédent pour le nettoyage du site. À l'appui des preuves que nous avons obtenues, nous considérons que le niveau de la provision est acceptable en application des critères du caractère significatif et dans le cas où la situation reste inchangée par rapport à l'exercice précédent.</p>
<p>Aux Pays-Bas, la direction a comptabilisé une provision pour un site spécifique, car soumis à une obligation implicite de s'acquitter de frais liés au nettoyage écologique. Le montant comptabilisé correspond à la meilleure estimation des dépenses qui seront encourues avant tout remboursement.</p>	<p>Nous avons obtenu des confirmations de la part des conseils externes et pris connaissance d'autres pièces justificatives provenant des tiers concernant la recouvrabilité de l'actif comptabilisé aux termes des garanties historiques. À partir des preuves que nous avons obtenues, nous considérons que la valeur actuelle de l'actif comptabilisé est justifiée.</p>
<p>Nous avons porté notre attention sur ce domaine en raison du jugement associé à l'évaluation du niveau de la provision nécessaire pour couvrir l'obligation future. Dans le cadre du contrat de cession d'actions conclu avec un tiers concernant l'acquisition du site, ce montant devrait être remboursé au Groupe selon les termes de ces garanties. En conséquence, le Groupe a comptabilisé, en conséquence, au titre d'une créance estimée à la juste valeur.</p>	
<p>Aucun changement n'est à signaler dans le traitement pendant l'exercice par rapport à l'exercice précédent. Il n'y a donc aucun impact sur le compte de résultat.</p>	
<p>Voir les notes 18 et 30 aux états financiers, page 70 (rapport du Comité d'audit) et page 131 (estimations comptables déterminantes).</p>	

### Conception de notre audit

Nous avons conçu notre audit en veillant à la réalisation des travaux nécessaires pour être en mesure de formuler une opinion sur les états financiers pris dans leur ensemble, en tenant compte de la structure géographique du Groupe, de ses processus et contrôles comptables, et de l'industrie dans laquelle il opère.

Le processus comptable du Groupe est structuré autour d'une fonction finance locale dans chacune des 26 unités opérationnelles dans lesquelles le Groupe opère. Ces fonctions tiennent leur propre registre comptable et de contrôle et rendent compte à la fonction finance du siège, à Londres, à travers un système de consolidation intégré.

Selon nous, en raison de leur importance et/ou des risques qu'elles présentent, les informations financières de huit de ces unités devaient être soumises à un audit complet de leur information financière. Nous avons fait appel à des équipes d'audit d'autres firmes du réseau PwC, experts en législation et réglementation locales dans chacun des territoires concernés.

De plus, des procédures d'audit spécifiques ont été mises en œuvre pour l'unité suédoise afin de prendre en compte le risque que représentent l'existence et la valorisation des stocks.

Lorsque les travaux ont été réalisés des auditeurs locaux, nous avons déterminé notre niveau de participation aux travaux d'audit de ces fonctions nécessaire pour conclure qu'il existait suffisamment de preuves d'audit pour fonder notre opinion sur les états financiers du Groupe pris dans leur ensemble.

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

L'équipe du Groupe en charge de la mission rencontre régulièrement, et sur une base rotative, les auditeurs locaux. Au cours de l'année, le responsable de la mission s'est rendu sur les sites opérationnels au Danemark, en Suède, aux Pays-Bas, en Allemagne et au Royaume-Uni. De plus, toute l'équipe en charge de la mission s'est rendue en Norvège.

La consolidation du Groupe, les informations sur les états financiers et un certain nombre d'éléments complexes ont été audités par l'équipe en charge de la mission, au siège, à savoir : la dépréciation de l'écart d'acquisition, les instruments financiers dérivés, la comptabilité de couverture, le régime de retraite à prestations définies de Berendsen plc et la rémunération fondée sur des actions.

### Caractère significatif

La façon dont nous avons utilisé le caractère significatif a influé sur le périmètre de notre audit. Nous avons défini certains seuils quantitatifs du caractère significatif qui, couplés à des considérations qualitatives, nous ont aidés à déterminer le périmètre de notre audit et la nature, le calendrier et l'étendue de nos procédures menées sur chaque élément et information des états financiers, et à évaluer l'impact des anomalies, tant individuel que sur les états financiers pris dans leur ensemble.

Sur la base de notre jugement professionnel, nous avons fixé comme suit le seuil du caractère significatif pour les états financiers pris dans leur ensemble.

- ➔ caractère significatif global du Groupe de 5,9 millions de livres sterling (2014 : 5,8 millions de livres sterling) ;
- ➔ représentant 5 % du résultat avant impôts et éléments exceptionnels ; et
- ➔ le résultat avant impôts et éléments exceptionnels constitue une référence permettant de fournir une base plus appropriée pour l'audit de chaque exercice.

Nous sommes convenus avec le Comité d'audit que nous leur indiquerons toute anomalie significative supérieure à 0,3 million de livres sterling (2014 : 0,3 million de livres sterling) identifiée durant notre audit, ainsi que les anomalies inférieures à ce montant qui, à notre avis, nécessitent d'être indiquées pour des raisons qualitatives.

### Continuité d'exploitation

En vertu de la réglementation boursière, nous sommes tenus de vérifier la déclaration des administrateurs sur la continuité d'exploitation présentées à la page 108. À ce titre, nous n'avons aucun élément à indiquer.

Conformément aux ISA applicables au Royaume-Uni et en Irlande, nous sommes tenus d'ajouter ou de porter à votre attention tout élément significatif en lien avec la déclaration des administrateurs sur la pertinence de l'hypothèse de continuité d'exploitation pour l'établissement des états financiers. Nous n'avons aucun élément significatif à ajouter ou à porter à votre attention à la suite de notre revue.

Comme indiqué dans leur déclaration, les administrateurs ont conclu qu'il était approprié d'établir les états financiers selon le principe de la continuité d'exploitation. Le principe de la continuité d'exploitation suppose que le Groupe dispose des ressources adéquates pour poursuivre ses activités, et que les administrateurs comptent que ce soit le cas pendant au moins un an à compter de la date d'arrêté des états financiers. Dans le cadre de notre audit, nous avons conclu que l'hypothèse de la continuité d'exploitation utilisée par les administrateurs était appropriée. Toutefois, compte tenu du caractère imprévisible des conditions et des événements futurs, ces déclarations ne garantissent pas la continuité d'exploitation du Groupe.

## Autres informations requises

### Cohérence des autres informations

#### Opinions sur le Companies Act de 2006

Selon notre opinion :

- ➔ les informations du Rapport stratégique et du Rapport des administrateurs pour l'exercice objet des états financiers sont cohérentes avec les états financiers ; et
- ➔ les informations présentées dans la déclaration sur le gouvernement d'entreprise, aux pages 59 à 77, relatives au contrôle interne et aux systèmes de gestion des risques ainsi qu'à la structure du capital social, sont cohérentes avec les états financiers.

### Obligation de reporting en vertu des ISA applicables au Royaume-Uni et en Irlande

Conformément aux ISA applicables au Royaume-Uni et en Irlande, nous avons l'obligation de vous indiquer si, selon notre opinion :

- ➔ les informations contenues dans le Rapport annuel :
  - présentent des incohérences significatives avec les informations contenues dans les états financiers ; ou
  - présentent des inexactitudes ou des incohérences significatives avec les connaissances du Groupe que nous avons acquises durant notre audit ; ou
  - sont trompeuses.

Nous n'avons pas d'observation à formuler eu égard à ces obligations.

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

- ➔ La déclaration des administrateurs (page 77) – conformément à la disposition C.1.1 du Code de gouvernance des entreprises du Royaume-Uni (le « Code ») et selon laquelle ils considèrent que le Rapport annuel pris dans son ensemble est sincère, équilibré et compréhensible, et fournit aux actionnaires les informations nécessaires pour évaluer la position et la performance, le modèle économique et la stratégie du Groupe – est incohérente avec les connaissances sur le Groupe que nous avons acquises durant notre audit.

Nous n'avons pas d'observation à formuler eu égard à ces obligations.

- ➔ La section du Rapport annuel (page 70) décrivant les travaux du Comité d'audit, conformément à la section C.3.8 du Code, ne couvre pas convenablement les points que nous avons communiqués au Comité d'audit.

Nous n'avons pas d'observation à formuler eu égard à ces obligations.

### L'évaluation par les administrateurs des perspectives du Groupe et des principaux risques qui menaceraient la solvabilité ou la liquidité du Groupe

Conformément aux ISA applicables au Royaume-Uni et en Irlande, nous avons l'obligation de vous indiquer si nous voulons attirer votre attention sur tout élément important ou en ajouter, en lien avec :

- ➔ la confirmation des administrateurs (page 26 du Rapport annuel) conformément à la section C.2.1 du Code, selon laquelle ils ont effectué une solide évaluation des principaux risques auxquels le Groupe fait face, y compris ceux qui menaceraient son modèle économique, sa performance future, sa solvabilité et sa liquidité ;

Nous n'avons aucun élément significatif à ajouter ou à porter à votre attention à la suite de notre revue.

- ➔ les informations contenues dans le Rapport annuel décrivant ces risques et expliquant la façon dont ils sont traités et atténués ;

Nous n'avons aucun élément significatif à ajouter ou à porter à votre attention à la suite de notre revue.

- ➔ l'explication des administrateurs (page 27 du Rapport annuel) conformément à la section C.2.2 du Code, portant sur la façon dont ils ont évalué les perspectives du Groupe et la période y afférente, ainsi que la raison pour laquelle ils la considèrent appropriée ; la déclaration des administrateurs portant sur leur attente raisonnable selon laquelle le Groupe pourra poursuivre ses activités et faire face aux engagements lui incombant pendant la période de leur évaluation, y compris toute information attirant l'attention sur les qualifications ou hypothèses nécessaires.

Nous n'avons aucun élément significatif à ajouter ou à porter à votre attention à la suite de notre revue.

En vertu de la réglementation boursière, nous sommes tenus de vérifier la déclaration des administrateurs selon laquelle ils ont effectué une solide évaluation des principaux risques auxquels le Groupe fait face et délivré une déclaration des administrateurs sur la viabilité du Groupe à long terme. Notre revue est substantiellement moins étendue qu'un audit et consiste seulement à demander des renseignements ; à examiner la procédure des administrateurs visant à justifier leurs déclarations ; à vérifier que ces dernières sont conformes aux sections concernées du Code ; et, à examiner qu'elles sont cohérentes avec les connaissances acquises durant notre audit. À ce titre, nous n'avons aucun élément à indiquer.

### Adéquation des informations et des explications reçues

Aux termes du Companies Act de 2006, nous avons l'obligation de vous indiquer si, selon notre opinion, nous n'avons pas obtenu toutes les informations et explications jugées nécessaires à notre audit. Nous n'avons pas d'observation à formuler eu égard à ces obligations.

### Rémunération des administrateurs

Aux termes du Companies Act de 2006, nous avons l'obligation de vous indiquer si, selon notre opinion, certaines informations prescrites par la loi concernant la rémunération des administrateurs n'ont pas été fournies. Nous n'avons pas d'observation à formuler eu égard à ces obligations.

### Déclaration sur le gouvernement d'entreprise

Aux termes du Companies Act de 2006, nous avons l'obligation de vous indiquer si, selon notre opinion, une Déclaration sur le gouvernement d'entreprise n'a pas été établie par la société (la « Société »). Nous n'avons pas d'observation à formuler eu égard à ces obligations.

En vertu de la réglementation boursière, nous sommes tenus de vérifier la déclaration sur le gouvernement d'entreprise relative à dix autres dispositions du Code. À ce titre, nous n'avons aucun élément à indiquer.

### Responsabilités concernant les états financiers et l'audit

#### Nos responsabilités et celles des administrateurs

Comme expliqué plus en détail dans la Responsabilité des administrateurs (page 109), les administrateurs sont responsables de l'établissement des états financiers qui doivent donner une image fidèle et sincère.

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

Notre responsabilité consiste à auditer et à formuler une opinion sur les états financiers conformément au droit en vigueur et aux ISA applicables au Royaume-Uni et en Irlande. Ces normes nous imposent de respecter les règles éthiques d'audit de l'Auditing Practices Board (APB).

Le présent rapport, y compris les opinions que nous y exprimons, a été établi à la seule et unique intention des membres de la Société, conformément au Chapitre 3 de la Partie 16 du Companies Act de 2006, et à aucune autre fin.

En formulant nos opinions, nous n'acceptons ni n'assumons aucune responsabilité à tout autre effet ou envers toute autre personne à laquelle le présent rapport pourrait être communiqué ou remis, sauf accord exprès écrit préalable de notre part.

### Ce que recouvre un audit d'états financiers

Un audit consiste à vérifier les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les états financiers afin d'obtenir l'assurance raisonnable que ces derniers ne comportent pas d'anomalies significatives provenant d'une fraude ou d'une erreur. Il consiste également à apprécier :

- ➔ si les principes comptables suivis sont appropriés au regard de la situation du Groupe, et s'ils sont appliqués de manière permanente et convenablement présentés ;
- ➔ les estimations significatives retenues par la direction ; et
- ➔ la présentation des états financiers pris dans leur ensemble.

Nous concentrons principalement nos travaux dans ces domaines en appréciant les jugements formulés par les administrateurs au regard des preuves existantes, en formulant nos propres jugements et en évaluant les informations présentées dans les états financiers.

Nous testons et examinons, par le biais de sondages et d'autres techniques d'audit, les informations que nous jugeons nécessaires pour dégager raisonnablement des conclusions. Nous obtenons des éléments probants pour notre audit en testant l'efficacité des contrôles, en effectuant des procédures approfondies, ou les deux.

En outre, nous prenons connaissance de l'ensemble des informations financières et extra-financières contenues dans le Rapport annuel afin d'identifier les anomalies significatives avec les états financiers audités et les informations qui semblent présenter des anomalies ou des incohérences significatives par rapport aux connaissances acquises durant notre audit. Nous examinons également les conséquences sur notre rapport de toute incohérence ou anomalie significative par rapport aux états financiers qui viendrait à notre attention.

### Autre

Nous avons établi un rapport distinct pour les états financiers de la société mère Berendsen plc au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et pour le rapport sur la rémunération des administrateurs présenté comme ayant été audité.

#### Matthew Mullins (Commissaire aux comptes senior)

Pour le compte et au nom de PricewaterhouseCoopers LLP

Chartered Accountants and Statutory Auditors

Londres

le 25 février 2016

Notes:

- (a) La maintenance et l'intégrité du site web de Berendsen relève de la responsabilité des administrateurs. Les travaux effectués par les auditeurs ne concernent pas ce sujet, en conséquence de quoi, les auditeurs ne peuvent être tenus responsables des modifications apportées aux états financiers depuis leur publication initiale sur le site web du Groupe.
- (b) Au Royaume-Uni, la législation régissant l'élaboration et la communication des états financiers peut être différente de celle d'autres pays.

**5.4.1.4.3**      ***Rapport des auditeurs indépendants au titre de l'exercice 2014***

Ce document est une traduction libre en français d'un rapport initialement publié en anglais, fournie uniquement pour la commodité des lecteurs francophones. Ce rapport a été établi conformément aux normes professionnelles d'audit applicables au Royaume-Uni et en Irlande et peut donc présenter des différences avec les normes professionnelles d'audit applicables en France. En cas de divergences, la version originale de ce rapport en anglais prévaut sur sa traduction libre en français.

## Rapport des Commissaires aux comptes indépendants aux actionnaires de Berendsen plc

### Rapport sur les états financiers du Groupe

#### Opinion

Nous certifions que les états financiers du groupe Berendsen (ci-après les « états financiers ») :

- ➔ donnent une image fidèle et sincère des activités du Groupe au 31 décembre 2014, de son résultat et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ;
- ➔ ont été correctement établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne ; et
- ➔ ont été correctement établis en conformité avec les dispositions du Companies Act de 2006 et avec l'article 4 du Règlement sur les IAS.

#### Ce que nous avons audité

Les états financiers de Berendsen sont composés :

- ➔ du bilan consolidé au 31 décembre 2014 ;
- ➔ du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat global pour l'exercice clos à cette date ;
- ➔ du tableau des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date ;
- ➔ du tableau de variation des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date ; et
- ➔ les notes aux états financiers qui contiennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Certaines informations requises ont été présentées dans d'autres sections du Rapport annuel plutôt que dans les notes aux états financiers. Ces informations font l'objet de références croisées avec les états financiers et sont identifiées comme ayant été auditées.

Les états financiers ont été établis conformément au droit applicable et au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne.

#### Notre approche d'audit

##### Présentation

Caractère significatif global du Groupe : 5,8 millions de livres sterling (2013 : 6,25 millions de livres sterling) représentant 5 % du résultat avant impôts.

Nous avons effectué un audit de l'ensemble des informations financières de neuf unités opérationnelles :

- ➔ représentant 89 % (2013 : 88 %) du chiffre d'affaires du Groupe et 85 % (2013 : 88 %) du résultat avant impôts du Groupe ;
- ➔ l'existence et l'évaluation des stocks en lien avec le nombre de sites utilisés pour le stockage, ainsi que l'absorption des frais de transport et de service ;
- ➔ l'évaluation des éléments textiles en immobilisations en lien avec la difficulté d'examiner chaque élément à titre individuel et de vérifier sa durée de vie utile ;
- ➔ la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition, notamment pour l'activité Healthcare en Allemagne et en Autriche ;
- ➔ le caractère approprié des provisions comptabilisées ou les passifs éventuels indiqués concernant les responsabilités environnementales historiques dans un certain nombre de sites.

##### Notre périmètre et nos domaines d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit internationales (ISA) applicables au Royaume-Uni et en Irlande.

Nous avons fondé notre audit sur la détermination du caractère significatif et l'évaluation des risques d'anomalie significative dans les états financiers. Nous avons notamment examiné les jugements subjectifs formulés par les administrateurs et se rapportant par exemple aux estimations comptables significatives mettant en jeu des hypothèses et la prise en compte d'événements futurs qui sont, de par leur nature, incertains. Comme dans tous nos audits, nous avons également analysé le risque de contournement des contrôles internes par la direction, en recherchant des éléments probants d'un parti pris de la part des administrateurs, qui ont pu entraîner un risque d'anomalie significative lié à une fraude.

Les risques d'anomalie significative qui ont eu le plus fort impact dans notre stratégie d'audit (y compris en termes d'affectation des ressources et de répartition des travaux) sont regroupés dans la colonne « Domaines d'audit » dans le tableau ci-après. Nous présentons également la façon dont nous avons conçu l'audit pour analyser ces domaines et ce, afin de fonder une opinion d'audit sur les états financiers pris dans leur ensemble. Tout commentaire sur les résultats de nos procédures doit être interprété dans ce contexte. La liste qui suit ne constitue pas une énumération exhaustive de tous les risques identifiés par notre audit.

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

Domaines d'audit	Comment notre audit couvre les domaines d'audit
<b>Existence et évaluation des stocks</b>	
<p>Pendant l'exercice, le recrutement d'une nouvelle équipe chargée des achats et une nouvelle approche du processus d'achat ont modifié les responsabilités internes au sein du Groupe. Les risques majeurs qu'ils induisent de même que les contrôles liés aux stocks de produits textiles, ont été examinés par le Comité d'audit et le directeur financier de la société britannique Flat Linen au cours de l'exercice 2014 (voir page 78 du rapport du Comité d'audit). Nous avons pris en compte les impacts de ces changements dans notre stratégie d'audit et conclu que l'existence et certains aspects de l'évaluation des stocks devraient figurer parmi les domaines d'audit pour cet exercice.</p> <p><i>Existence</i> - Le Groupe conserve des stocks dans de nombreux sites dont plusieurs sont détenus par des tiers. Les quantités en stocks pourraient comporter des anomalies dans un ou plusieurs sites, notamment dans ceux où le Groupe n'exerce pas de contrôle direct sur le stock.</p> <p><i>Évaluation</i> - la majorité des stocks du Groupe est détenu par les filiales britannique et suédoise. Même si l'allocation des frais de transport et des droits dans le système d'évaluation des coûts standard est régulièrement examinée, les coûts liés aux stocks pourraient présenter des anomalies.</p>	<p>Nous avons réalisé les procédures d'audit pour l'ensemble des unités opérationnelles présentant un solde de stocks important.</p> <p><i>Existence</i> - nous avons assisté à l'inventaire des stocks de fin d'année qui a été effectué par la direction dans 14 sites, puis nous avons examiné les résultats d'inventaire contre les données du système d'inventaire, vérifiant l'exactitude des données enregistrées dans le solde de stocks de fin d'année.</p> <p>Nous avons obtenu un échantillon des confirmations des stocks détenus directement par des tiers à la date de clôture, et nous avons rapproché avec succès les données du solde de stocks de fin d'année.</p> <p>Lorsqu'un inventaire n'a pas été effectué à la date de clôture, nous avons testé les données enregistrées contre le solde de stocks de fin d'année par le biais de documents de suivi des entrées et des sorties d'un échantillon de biens entre la date de l'inventaire et la date de clôture et n'avons pas constaté de problèmes importants.</p> <p><i>Évaluation</i> - afin de maîtriser le risque d'anomalies dans l'évaluation des stocks, nous avons examiné un échantillon des stocks détenus par le Groupe depuis le système d'inventaire jusqu'aux factures d'achat par des tiers. Nous avons également obtenu et testé des travaux de la direction portant sur l'absorption de frais de transports et de service afin de vérifier s'ils avaient été alloués de façon appropriée.</p>
<b>Évaluation des éléments textiles en immobilisations</b>	
<p>Les éléments textiles et le linge de travail sont vendus par les filiales britanniques et suédoises aux unités opérationnelles du Groupe, comptabilisés en immobilisations et amortis sur leur durée de vie utile.</p> <p>Hormis certaines activités qui ont adopté l'étiquetage individuel des vêtements afin de contrôler leur utilisation quotidienne, les actifs textiles sont amortis de façon homogène par catégorie sur leur durée de vie utile estimée (actuellement entre 20 % et 40 % par an, tel que mentionné page 122 des méthodes comptables).</p> <p>Ces éléments textiles sont des actifs significatifs dans le bilan (228,6 millions de livres sterling au 31 décembre 2014). Par conséquent, une estimation trop élevée ou trop faible de leur durée de vie utile pourrait entraîner une anomalie significative des amortissements sur l'exercice et affecter à la fois les charges dans le compte de résultat et la valorisation des actifs dans le bilan.</p>	<p>Dans chacune des neuf unités opérationnelles dans lesquelles nous avons effectué un audit de l'ensemble des informations financières, nous avons conduit une revue analytique substantielle des amortissements afin de vérifier leur conformité avec la politique du Groupe. Nous avons conclu que la méthode d'amortissement a été appliquée de façon homogène à travers le Groupe et qu'elle est cohérente avec les informations fournies dans la note sur les méthodes comptables.</p> <p>Nous avons également comparé l'augmentation du niveau des éléments textiles en immobilisations entre 2011 et 2014 avec le niveau des amortissements sur la même période. Nous avons conclu que les dépenses d'investissement liées aux éléments textiles étaient conformes aux amortissements lorsqu'il n'y avait pas de modification significative du périmètre et de la nature de l'activité. Nous avons donc considéré que l'estimation de la durée de vie des éléments textiles en immobilisations était acceptable. s'ils avaient été encourus et alloués de façon appropriée.</p>
<b>Dépréciation de l'écart d'acquisition</b>	
<p>Nous avons porté notre attention sur ce domaine en raison de l'importance du solde de l'écart d'acquisition (390,2 millions de livres sterling au 31 décembre 2014) et parce que l'évaluation proposée par les administrateurs de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe implique un jugement à propos des résultats futurs de l'activité ainsi que des taux d'actualisation appliqués aux prévisions des flux de trésorerie futurs.</p> <p>Bien que, d'après les administrateurs, il existe une différence positive entre la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie et leur valeur comptable, ceci représente toujours pour nous un domaine d'audit compte tenu de l'importance du solde de l'écart d'acquisition afférent.</p> <p>Voir la note 8 aux états financiers, page 78 (rapport du Comité d'audit) et page 126 (hypothèses clés et sources principales d'estimation et d'incertitude).</p>	<p>Nous avons évalué les prévisions des flux de trésorerie futurs des administrateurs et leur méthode de calcul, notamment en les comparant aux derniers budgets approuvés par le Conseil d'administration et en testant les calculs sous-jacents. Nous avons estimé que la méthode appliquée par la direction pour établir ses prévisions des flux de trésorerie futurs était claire, que ces prévisions ont bien été soumises à la supervision des administrateurs et qu'elles étaient cohérentes avec les budgets approuvés par le Conseil d'administration. Nous n'avons identifié aucune anomalie significative dans les calculs effectués.</p> <p>Nous avons remis en question les hypothèses clés des administrateurs relatives aux taux de croissance à long terme des flux de trésorerie en les comparant aux résultats historiques et aux prévisions économiques. Nous avons comparé les résultats de l'exercice actuel à ceux de 2014 inclus dans les prévisions de l'exercice précédent afin</p>

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

Domaines d'audit	Comment notre audit couvre les domaines d'audit
	<p>d'estimer, a posteriori, si l'une des prévisions incluait une hypothèse optimiste. Les performances réelles de l'UGT Healthcare en Allemagne et en Autriche ayant été inférieures aux prévisions, le modèle des flux de trésorerie futurs de l'exercice a été actualisé par la direction dans les prévisions de l'exercice actuel. Nous convenons que ce jugement était approprié étant donné les performances passées de l'activité.</p> <p>Pour le taux d'actualisation, nous avons évalué le coût du capital pour l'entreprise et pour certaines entreprises similaires. Nous avons conclu qu'il était conforme à nos attentes.</p> <p>Nous avons réalisé une analyse de sensibilité des vecteurs clés des prévisions de flux de trésorerie, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le taux de croissance ;</li><li>• la marge bénéficiaire opérationnelle appliquée ; et</li><li>• le taux d'actualisation.</li></ul> <p>Après avoir constaté l'étendue des changements dans ces hypothèses qui devraient être nécessaires, individuellement ou collectivement, afin de déprecier l'écart d'acquisition, nous avons évalué la probabilité que de tels changements dans les hypothèses clés se produisent, rejoignant l'opinion de la direction selon laquelle cette probabilité est faible.</p> <p>Nous avons également considéré le caractère approprié des informations s'y rapportant dans la note 8 des états financiers. Nous avons conclu qu'elles décrivaient convenablement le degré de subjectivité inhérent aux estimations ainsi que l'impact potentiel de la révision de ces estimations sur les périodes futures présentées dans les états financiers.</p>

### Responsabilités environnementales

Le Groupe exploite des laveries dans toute l'Europe, dont certaines peuvent présenter des passifs environnementaux historiques. Bien que le Groupe reçoive des dédommagements de la part de tiers liés à plusieurs de ces sites et compte sur la confirmation intégrale de garanties afin de ne pas subir de perte significative, il fait actuellement face à des poursuites concernant certains sites précédemment acquis.

La probabilité d'une réalisation du passif fait appel au jugement afin d'évaluer si la provision doit être comptabilisée. Le cas échéant, le montant de la provision doit être déterminé. Le passif potentiel total est incertain et sera affecté par des améliorations apportées à la technologie de restauration de l'environnement et les utilisations futures de ces sites.

En Suède, aucune provision n'a été comptabilisée au bilan en rapport avec une éventuelle responsabilité environnementale future puisque le calendrier et le montant des coûts affectant Berendsen ne peuvent toujours pas être déterminés. En conséquence de quoi, des passifs éventuels sont toujours présentés dans les états financiers du Groupe.

Aux Pays-Bas, la direction a comptabilisé une provision pour un site spécifique, car soumis à une obligation implicite de s'acquitter de frais liés au nettoyage écologique. Le montant comptabilisé correspond à la meilleure estimation des dépenses qui seront encourues avant tout remboursement. Nous avons porté notre attention sur ce domaine en raison du jugement associé à l'évaluation du niveau de la provision nécessaire pour couvrir l'obligation future. Dans le cadre du contrat de cession d'actions conclu avec un tiers concernant l'acquisition du site, ce montant devrait être remboursé au Groupe selon les termes de ces garanties. En conséquence, le Groupe a comptabilisé une créance estimée à la juste valeur.

Voir les notes 18 et 30 aux états financiers, page 78 (rapport du Comité d'audit) et page 126 (hypothèses clés et sources

Nous avons examiné l'état d'avancement des poursuites et reçu confirmation des conseillers juridiques externes de la probabilité pour le Groupe d'obtenir gain de cause.

En Suède, nous nous sommes assurés que la situation n'avait pas évolué par rapport à l'exercice précédent et nous avons déterminé si la comptabilisation d'une potentielle restauration environnementale en passif éventuel était toujours appropriée. Nous avons pris connaissance et nous sommes déclarés satisfaits du niveau d'information de la note 30 aux états financiers.

Aux Pays-Bas, nous avons évalué et remis en question la décision de la direction de comptabiliser une provision pour le nettoyage du site. Nous avons obtenu et pris connaissance des conseils de tiers pour estimer ce montant et, à partir des preuves obtenues, nous avons considéré que la provision était acceptable dans le cadre du caractère significatif.

Nous avons également obtenu des confirmations de la part des conseils externes et pris connaissance d'autres pièces justificatives provenant des tiers concernant la recouvrabilité de l'actif comptabilisé aux termes des garanties. À partir des preuves que nous avons obtenues, nous avons considéré que la valeur actuelle de l'actif comptabilisé est justifiée.

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

---

Domaines d'audit  
principales d'estimation et d'incertitude).

Comment notre audit couvre les domaines d'audit

---

### Conception de notre audit

Nous avons conçu notre audit en veillant à la réalisation des travaux nécessaires pour être en mesure de formuler une opinion sur les états financiers pris dans leur ensemble, en tenant compte de la structure géographique du Groupe, de ses processus et contrôles comptables, et de l'industrie dans laquelle il opère.

Le processus comptable du Groupe est structuré autour d'une fonction finance locale dans chacune des 23 unités opérationnelles dans lesquelles le Groupe opère. Ces fonctions tiennent leur propre registre comptable et de contrôle et rendent compte à la fonction finance du siège, à Londres, à travers un système de consolidation intégré. Selon nous, en raison de leur importance et/ou des risques qu'elles présentent, les informations financières de neuf de ces unités opérationnelles devaient être soumises à un audit complet de leur information financière. Nous avons fait appel à des équipes d'audit d'autres firmes du réseau PwC, experts en législation et réglementation locales dans chacun des territoires concernés. De plus, des procédures d'audit propres aux stocks ont été mises en œuvre pour l'unité suédoise afin de prendre en compte le risque que représentent l'existence et la valorisation des stocks.

Lorsque les travaux ont été réalisés par des auditeurs locaux, nous avons déterminé notre niveau de participation aux travaux d'audit de ces fonctions nécessaire pour conclure qu'il existait suffisamment de preuves d'audit pour fonder notre opinion sur les états financiers du Groupe pris dans leur ensemble.

L'équipe en charge de la mission rencontre régulièrement, et sur une base rotative, les auditeurs locaux. Au cours de l'année, le responsable de la mission s'est rendu sur les sites opérationnels au Danemark, en Suède et au Royaume-Uni. Par ailleurs, d'autres membres de l'équipe en charge de la mission se sont rendus sur des sites opérationnels en Norvège, en Allemagne, en Suède et aux Pays-Bas.

La consolidation du Groupe, les informations sur les états financiers et un certain nombre d'éléments complexes sont audités par l'équipe en charge de la mission, au siège, à savoir : la dépréciation de l'écart d'acquisition, les instruments financiers dérivés, la comptabilité de couverture, le régime de retraite à prestations définies de Berendsen plc et la rémunération fondée sur des actions.

Dans leur ensemble, les territoires et les fonctions dans lesquels nous avons mené des procédures d'audit représentaient 89 % du chiffre d'affaires du Groupe et 85 % du résultat avant impôts du Groupe.

### Caractère significatif

La façon dont nous avons utilisé le caractère significatif a influé sur le périmètre de notre audit. Nous avons défini certains seuils quantitatifs du caractère significatif qui, couplés à des considérations qualitatives, nous ont aidés à déterminer le périmètre de notre audit et la nature, le calendrier et l'étendue de nos procédures et à évaluer l'impact des anomalies, tant individuel que sur les états financiers pris dans leur ensemble.

Sur la base de notre jugement professionnel, nous avons fixé comme suit le seuil du caractère significatif pour les états financiers pris dans leur ensemble.

- ➔ caractère significatif global du Groupe : 5,8 millions de livres sterling (2013 : 6,25 millions de livres sterling) ;
- ➔ représentant 5 % du résultat avant impôts (2013 : 5 % du résultat ajusté avant impôts) ; et
- ➔ référence utilisée : nous avons appliqué cette référence, qui constitue une pratique généralement acceptée en matière d'audit en l'absence d'indications qu'une autre référence serait plus adaptée. L'utilisation du résultat avant impôts pour l'exercice plutôt que du résultat ajusté avant impôts auquel nous avons recouru pour l'exercice précédent n'a eu aucun impact, en pratique, ni sur le périmètre de notre audit ni sur l'évaluation de nos conclusions d'audit.

Nous sommes convenus avec le comité d'audit que nous leur indiquerons toute anomalie significative supérieure à 300 000 livres sterling (2013 : 300 000 livres sterling) identifiée durant notre audit, ainsi que les anomalies inférieures à ce montant qui, à notre avis, nécessitent d'être indiquées pour des raisons qualitatives.

### Continuité d'exploitation

En vertu de la réglementation boursière, nous sommes tenus de vérifier la déclaration des administrateurs sur la continuité d'exploitation présentées à la page 106. À ce titre, nous n'avons aucun élément à indiquer.

Comme indiqué dans leur déclaration, les administrateurs ont conclu qu'il était approprié d'établir les états financiers selon le principe de la continuité d'exploitation. Le principe de la continuité d'exploitation suppose que le Groupe dispose des ressources adéquates pour poursuivre ses activités, et que les administrateurs comptent que ce soit le cas pendant au moins un an à compter de la date d'arrêté des états financiers. Dans le cadre de notre audit, nous avons conclu que l'hypothèse de la continuité d'exploitation utilisée par les administrateurs était appropriée.

Toutefois, compte tenu du caractère imprévisible des conditions et des événements futurs, ces déclarations ne garantissent

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

pas la continuité d'exploitation du Groupe.

### Autres informations requises

#### Cohérence des autres informations

##### Opinion sur le Companies Act de 2006

Selon notre opinion :

- ➔ les informations du Rapport stratégique et du Rapport des administrateurs pour l'exercice objet des états financiers sont cohérentes avec les états financiers ; et
- ➔ les informations présentées dans la déclaration sur le gouvernement d'entreprise, aux pages 64 à 81, relatives au contrôle interne et aux systèmes de gestion des risques ainsi qu'à la structure du capital social, sont cohérentes avec les états financiers.

#### Obligation de reporting en vertu des ISA applicables au Royaume-Uni et en Irlande

Conformément aux ISA applicables au Royaume-Uni et en Irlande, nous avons l'obligation de vous indiquer si, selon notre opinion :

- ➔ les informations contenues dans le Rapport annuel :
  - présentent des incohérences significatives avec les informations contenues dans les états financiers ; ou
  - présentent des inexactitudes ou des incohérences significatives avec les connaissances du Groupe que nous avons acquises durant notre audit ; ou
  - sont trompeuses.

Nous n'avons pas d'observation à formuler eu égard à ces obligations.

- ➔ La déclaration des administrateurs (page 107) – conformément à la disposition C.1.1 du Code de gouvernance des entreprises du Royaume-Uni (le « Code ») et selon laquelle ils considèrent que le Rapport annuel pris dans son ensemble est sincère, équilibré et compréhensible, et fournit aux actionnaires les informations nécessaires pour évaluer la performance, le modèle économique et la stratégie du Groupe – est incohérente avec les connaissances sur le Groupe que nous avons acquises durant notre audit.

Nous n'avons pas d'observation à formuler eu égard à ces obligations.

- ➔ La section du Rapport annuel (page 76) décrivant les travaux du Comité d'audit, conformément à la section C.3.8 du Code, ne couvre pas convenablement les points que nous avons communiqués au Comité d'audit.

Nous n'avons pas d'observation à formuler eu égard à ces obligations.

#### Adéquation des informations et des explications reçues

Aux termes du Companies Act de 2006, nous avons l'obligation de vous indiquer si, selon notre opinion, nous n'avons pas obtenu toutes les informations et explications jugées nécessaires à notre audit. Nous n'avons pas d'observation à formuler eu égard à ces obligations.

#### Rémunération des administrateurs

Aux termes du Companies Act de 2006, nous avons l'obligation de vous indiquer si, selon notre opinion, certaines informations prescrites par la loi concernant la rémunération des administrateurs n'ont pas été fournies. Nous n'avons pas d'observation à formuler eu égard à ces obligations.

#### Déclaration sur le gouvernement d'entreprise

Aux termes du Companies Act de 2006, nous avons l'obligation de vous indiquer si, selon notre opinion, une Déclaration sur le gouvernement d'entreprise n'a pas été établie par la société mère (la « Société »). Nous n'avons pas d'observation à formuler eu égard à ces obligations.

En vertu de la réglementation boursière, nous sommes tenus de vérifier la déclaration sur le gouvernement d'entreprise relative à la conformité de la Société avec les dix dispositions du Code de gouvernance des entreprises du Royaume-Uni. À ce titre, nous n'avons aucun élément à indiquer à la suite de notre revue.

#### Responsabilités concernant les états financiers et l'audit

##### Nos responsabilités et celles des administrateurs

Comme expliqué plus en détail dans la Responsabilité des administrateurs (page 107), les administrateurs sont responsables de l'établissement des états financiers qui doivent donner une image fidèle et sincère.

Notre responsabilité consiste à auditer et à formuler une opinion sur les états financiers conformément au droit en vigueur et aux ISA applicables au Royaume-Uni et en Irlande. Ces normes nous imposent de respecter les règles éthiques d'audit de

## Rapport des auditeurs indépendants aux actionnaires de Berendsen plc (suite)

l'Auditing Practices Board (APB).

Le présent rapport, y compris les opinions que nous y exprimons, a été établi à la seule et unique intention des membres de la Société, conformément au Chapitre 3 de la Partie 16 du Companies Act de 2006, et à aucune autre fin. En formulant nos opinions, nous n'acceptons ni n'assumons aucune responsabilité à tout autre effet ou envers toute autre personne à laquelle le présent rapport pourrait être communiqué ou remis, sauf accord exprès écrit préalable de notre part.

### Ce que recouvre un audit d'états financiers

Un audit consiste à vérifier les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les états financiers afin d'obtenir l'assurance raisonnable que ces derniers ne comportent pas d'anomalies significatives provenant d'une fraude ou d'une erreur. Il consiste également à apprécier :

- ➔ si les principes comptables suivis sont appropriés au regard de la situation du Groupe, et s'ils sont appliqués de manière permanente et convenablement présentés ;
- ➔ les estimations significatives retenues par la direction ; et
- ➔ la présentation des états financiers pris dans leur ensemble.

Nous concentrons principalement nos travaux dans ces domaines en appréciant les jugements formulés par les administrateurs au regard des preuves existantes, en formulant nos propres jugements et en évaluant les informations présentées dans les états financiers.

Nous testons et examinons, par le biais de sondages et d'autres techniques d'audit, les informations que nous jugeons nécessaires pour dégager raisonnablement des conclusions. Nous obtenons des éléments probants pour notre audit en testant l'efficacité des contrôles, en effectuant des procédures approfondies, ou les deux.

En outre, nous prenons connaissance de l'ensemble des informations financières et extra-financières contenues dans le Rapport annuel afin d'identifier les anomalies significatives avec les états financiers audités et les informations qui semblent présenter des anomalies ou des incohérences significatives par rapport aux connaissances acquises durant notre audit. Nous examinons également les conséquences sur notre rapport de toute incohérence ou anomalie significative par rapport aux états financiers qui viendrait à notre attention.

### Autre

Nous avons établi un rapport distinct pour les états financiers de la Société Berendsen plc au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et pour le rapport sur la rémunération des administrateurs présenté comme étant audité.

**Christopher Burns (Commissaire aux comptes senior)**  
Pour le compte et au nom de PricewaterhouseCoopers LLP  
Chartered Accountants and Statutory Auditors  
Londres

le 26 février 2015

Notes:

- (a) La maintenance et l'intégrité du site web de Berendsen relève de la responsabilité des administrateurs. Les travaux effectués par les auditeurs ne concernent pas ce sujet, en conséquence de quoi, les auditeurs ne peuvent être tenus responsables des modifications apportées aux états financiers depuis leur publication initiale sur le site web du Groupe.
- (b) Au Royaume-Uni, la législation régissant l'élaboration et la communication des états financiers peut être différente de celle d'autres pays.

## 5.4.2. Tableau des filiales et participations

### 5.4.2.1 Principales filiales

Société	Catégorie d'actions détenues	Pays d'incorporation	Siège social
<b>Royaume-Uni et Irlande</b>			
Berendsen Royaume-Uni Limited <sup>(1)</sup>	Actions ordinaires	Angleterre	1 Knightsbridge, Londres, SW1Z 7LX, Royaume-Uni
Berendsen Ireland Limited	Actions ordinaires	République d'Irlande	Pottery Road, Dun Laoghaire, Co. Dublin, Irlande
Berendsen Berendsenern Irlande Limited	Actions ordinaires	Irlande du Nord	c/o Carson McDowell, Murray House, Murray Street, Belfast, Irlande du Nord, BT1 6DN
IHSS Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1 Knightsbridge, Londres, SW1Z 7LX 7DL, Royaume-Uni
Berendsen Finance Limited <sup>(1)(2)</sup>	Actions ordinaires	Angleterre	1 Knightsbridge, Londres, SW1Z 7LX, Royaume-Uni
Berendsen Cleanroom Services Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1 Knightsbridge, Londres, SW1Z 7LX, Royaume-Uni
<b>Europe continentale</b>			
Berendsen A/S <sup>(1)(2)</sup>	Actions ordinaires	Danemark	Edvard Thomsens Vej 14, 2300, Copenhague, Danemark
Berendsen Textil Service A/S <sup>(1)</sup>	Actions ordinaires	Danemark	Tobaksvejen 22, DK-2860, Søborg, Danemark
Berendsen Textil Service AB	Actions ordinaires	Suède	Box 17143, 200 10, Malmö, Suède
Berendsen Sourcing AB	Actions ordinaires	Suède	Exportgatan 26 , SE-422 46, Hisings Backa, Suède
Berendsen Textil Service AB – Filial I Finland	Actions ordinaires	Suède	Box 17143, 200 10, Malmö, Suède
Berendsen Tekstil Service AS	Actions ordinaires	Norvège	P.O. Box 6650 Etterstad, Oslo, 0609 , Norvège
AS “Berendsen Tekstila Serviss”	Actions ordinaires	Lettonie	9 Bukaišu Street, Riga, LV-1004, Lettonie
“Berendsen Textile Service”, UAB	Actions ordinaires	Lituanie	Jankiškių g. 52, Vilnius, Lituanie
Berendsen Beteiligungs GmbH	Actions ordinaires	Allemagne	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Allemagne
Berendsen GmbH	Actions ordinaires	Autriche	Schäfferhofstraße 17, 6971 Hard, Autriche
Berendsen Textiel Service BV	Actions ordinaires	Pays-Bas	Pieter Calandweg 2, 6827 BK, Arnhem, Pays-Bas
Groene Team B.V.	Actions ordinaires	Pays-Bas	Sluispolderweg 36, 1505HK, Zaandam, Pays-Bas
Berendsen Textile Service Sp.z.o.o.	Actions ordinaires	Pologne	ul. Duńska 1, Żukowo 83-330, Pologne
Berendsen Textile Servis s.r.o.	Actions ordinaires	République Tchèque	Hodonínská 1115/21, Velké Pavlovice, 69106, République Tchèque

Société	Catégorie d'actions détenues	Pays d'incorporation	Siège social
Berendsen Textile Service A/S	Actions ordinaires	Estonie	Lao 10 Nõo, Tartumaa, 61601, Estonie
AS Svarmil	Actions ordinaires	Estonie	Kalevi 6, Kiviõli, 43122, Estonie

<sup>(1)</sup> Filiale directe de Berendsen plc. Toutes les filiales principales sont détenues et consolidées à 100%.

<sup>(2)</sup> Ces sociétés sont pour l'essentiel des holdings. La principale activité des autres sociétés est l'entretien des textiles.

#### 5.4.2.2 Autres filiales et participations

Les entités listées ci-après complète la liste des principales filiales du Groupe Berendsen présentées ci-dessus. Sauf mention contraire, le siège social de ces autres filiales est situé 1 Knightsbridge, Londres, SW1Z 7LX, Royaume-Uni (« **1K** »).

Sauf mention contraire, toutes les filiales sont détenues et consolidées à 100 % :

Société	Catégorie d'actions détenues	Pays d'incorporation	Siège social
<b>Royaume-Uni et Irlande</b>			
Berendsen Workwear Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Berendsen Healthcare Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Berendsen Hospitality Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Acorn Services (Berendsen West) Limited <sup>(ii)</sup>	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Berendsen Finance (DKK) Limited <sup>(i)</sup>	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Berendsen Finance (Euro 2) Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Berendsen Finance (Euro) Limited <sup>(i)</sup>	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Berendsen Nominees Limited <sup>(i)</sup>	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Camborne-Redruth Laundry Company Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Cavendish Laundry Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Charnwood Laundry Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Combined Linen Service Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Davis (BIM) Limited <sup>(i)</sup>	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Davis (FH) Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Davis (JH) Limited <sup>(i)</sup>	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Eamont Vale Laundry and Cleaners Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Fabricare Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Fakenham Laundry Services Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Hall & Letts Limited <sup>(ii)</sup>	Actions ordinaires	Angleterre	1K
IH Decontamination Services (Cardiff) Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Lakeland Pennine Group Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Lakeland Pennine Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Laundrycraft Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Midland Laundry Group Holdings Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Midland Laundry Group Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
National Sunlight Laundries Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K

Société	Catégorie d'actions détenues	Pays d'incorporation	Siège social
M Furnishing (Ireland) Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
M Furnishing Group Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Rociale Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Salop Textile Solutions Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Society Linen Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Spring Grove Services Group Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Spring Grove Services Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
St. Helens Laundry Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Sunlight (72078) Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Sunlight (Lyndale) Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Sunlight (New Era Linen) Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Sunlight (Newbury) Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Sunlight Clinical Solutions Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Sunlight Service Group (Shop Investments) Limited <sup>(ii)</sup>	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Sunlight Services Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Sunlight Textile Services Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
Sunlight Workwear Services Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
The Lizard and District Hygienic Steam Laundry Company Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
The Sunlight Group Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K
West Kent Laundry Limited	Actions ordinaires	Angleterre	1K

Société	Catégorie d'actions détenues	Pays d'incorporation	Siège social
Berendsen Supply Chain (Berendsenern Ireland) Limited	Actions ordinaires	Irlande du Nord	c/o Carson McDowell, Murray House, Murray Street, Belfast, Irlande du Nord, BT1 6DN
Berendsen Finance Ireland (DKK) Limited <sup>(i)</sup>	Actions ordinaires	République d'Irlande	Pottery Road, Dun Laoghaire, Co. Dublin, Irlande
Berendsen Finance Ireland (Euro) Limited <sup>(i)</sup>	Actions ordinaires	République d'Irlande	Pottery Road, Dun Laoghaire, Co. Dublin, Irlande
Berendsen Finance Ireland (PLN) Limited <sup>(i)</sup>	Actions ordinaires	République d'Irlande	Pottery Road, Dun Laoghaire, Co. Dublin, Irlande
Berendsen Ireland Holdings Limited	Actions ordinaires	République d'Irlande	Pottery Road, Dun Laoghaire, Co. Dublin, Irlande
Nanoclean Limited	Actions ordinaires	République d'Irlande	Pottery Road, Dun Laoghaire, Co. Dublin, Irlande
Steri-text Limited	Actions ordinaires	République d'Irlande	Pottery Road, Dun Laoghaire, Co. Dublin, Irlande
BDF Healthcare Ltd	Actions ordinaires	Ecosse	11 Ladywell Avenue, Grangestone, Girvan, Ayrshire, Ecosse, KA26 9PL, Royaume-Uni

Société	Catégorie d'actions détenues	Pays d'incorporation	Siège social
BDF Holdings Limited	Actions ordinaires	Ecosse	11 Ladywell Avenue, Grangestone, Girvan, Ayrshire, Ecosse, KA26 9PL, Royaume-Uni
BDF Limited	Actions ordinaires	Ecosse	11 Ladywell Avenue, Grangestone, Girvan, Ayrshire, Ecosse, KA26 9PL, Royaume-Uni
Dunfermline and West Fife Laundry Limited	Actions ordinaires	Ecosse	16 Randolph Place, Randolph Industrial Estate, Kirkcaldy, Ecosse, KY1 2YX, Royaume-Uni
New Wave Laundries Limited	Actions ordinaires	Ecosse	16 Randolph Place, Randolph Industrial Estate, Kirkcaldy, Ecosse, KY1 2YX, Royaume-Uni
<b>Europe continentale</b>			
Frederiksborg Linnedservice A/S	Actions ordinaires	Danemark	Gydebakken 16, DK-3310, Ølsted, Danemark
Xtra Måtteservice A/S	Actions ordinaires	Danemark	Energivej 10, DK-6670 Holsted, Danemark
Berendsen Textile Service Oy	Actions ordinaires	Finlande	Huurrekuja 5, Tuusuka, 4360, Finlande
Askulta Nord Textilpflege GmbH & Co KG	Actions ordinaires	Allemagne	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Allemagne
Berendsen GmbH	Actions ordinaires	Allemagne	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Allemagne
Berendsen GmbH Füssen	Actions ordinaires	Allemagne	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Allemagne
Berendsen GmbH Glückstadt	Actions ordinaires	Allemagne	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Allemagne
Berendsen GmbH Meßkirch	Actions ordinaires	Allemagne	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Allemagne
Berendsen GmbH Nordost	Actions ordinaires	Allemagne	Lindenstraße 61, 15517, Fürstenwalde, Allemagne
Berendsen GmbH Schleswig	Actions ordinaires	Allemagne	Heinrich-Hertz-Straße 17, 24837, Schleswig, Allemagne
Berendsen GmbH West	Actions ordinaires	Allemagne	Pettenkofersstraße 23, 58097, Hagen, Allemagne
Berendsen Group Services GmbH	Actions ordinaires	Allemagne	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Allemagne
Berendsen Textilservice GmbH	Actions ordinaires	Allemagne	Sachsenkamp 5, 20097 Hambourg, Allemagne
Decontam GmbH	Actions ordinaires	Allemagne	Hofmannstraße 13-19, 91438 Bad Windsheim, Allemagne
Glückstadter Textilservice GmbH & Co oHG	Actions ordinaires	Allemagne	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Allemagne
Klarner-Textilservice GmbH	Actions ordinaires	Allemagne	Auf der Weiß 8, 57074 Worms, Allemagne
PTS Pinneberger Textil-Service GmbH	Actions ordinaires	Allemagne	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Allemagne

Société	Catégorie d'actions détenues	Pays d'incorporation	Siège social
Saniwo Textil-Gesellschaft mbH	Actions ordinaires	Allemagne	Sachsenkamp 5, 20097 Hambourg, Allemagne
TSL Textilservice – und Logistik GmbH	Actions ordinaires	Allemagne	Lindenstraße 61, 15517 Fürstenwalde, Allemagne
S Berendsen (Netherlands) BV	Actions ordinaires	Pays-Bas	Pieter Calandweg 2, 6827 BK, Arnhem, Pays-Bas
S Berendsen AB	Actions ordinaires	Suède	Box 17143, 200 10, Malmö, Suède
Berendsen Textil Servis s.r.o	Actions ordinaires	Slovaquie	Drietoma 920, Drietoma, 913 03, Slovaquie
OOO Berendsen	Actions ordinaires	Fédération de Russie	Volgogradskij Prospect 42 Korpus 5 second étage, 109316, Moscou, Fédération de Russie

Les autres filiales suivantes ne sont pas détenues à 100 % mais, sauf mention contraire, sont incluses dans les résultats consolidés du Groupe Berendsen :

Société	Catégorie d'actions	% des actions détenues	Pays d'incorporation	Siège social
<b>Europe continentale</b>				
Washa ApS	Actions ordinaires	15 %	Danemark	Kirstinehøj 3, 2770, Kastrup, Danemark
Jysk Linnedservice A/S	Actions ordinaires	70 %	Danemark	Fuglemosevej 1E, DK-8620, Kjellerup, Danemark
AKK-Service GmbH	Actions ordinaires	10 %	Allemagne	Bleickenallee 38, 22763 Hambourg, Allemagne
Jentex GmbH	Actions ordinaires	49 %	Allemagne	Bachstraße 18, 07743 Jena, Allemagne

<sup>(i)</sup> Filiale directe de Berendsen plc.

<sup>(ii)</sup> Les sociétés Acorn Services (Berendsen West) Limited, Hall & Letts Limited et Sunlight Service Group (Shop Investments) Limited ont été dissoutes le 17 janvier 2017.

### 5.4.3. Comptes intermédiaires du semestre écoulé

## RÉSULTATS DE BERENDSEN PLC POUR LE SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2017

26 JUILLET 2017

Principales données financières (£m) <sup>3</sup>	1 <sup>er</sup> semestre 2017	1 <sup>er</sup> semestre 2016	Variation	
			Publiée	Organique <sup>2</sup>
Résultats ajustés <sup>1</sup> :				
Chiffre d'affaires	575,1	533,5	7,8 %	2,4 %
Résultat opérationnel	65,9	70,2	(6,1 %)	(13,6 %)
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>11,5 %</i>	<i>13,2 %</i>		
Résultat avant impôt	56,8	60,2	(5,6 %)	
Résultat de base par action	25,6 <i>pence</i>	27,0 <i>pence</i>	(5,2 %)	
Dividende par action	11,0 <i>pence</i>	10,5 <i>pence</i>	5,0 %	
Résultats statutaires :				
Chiffre d'affaires	575,1	533,5		
Résultat opérationnel	45,2	61,7		
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>7,9 %</i>	<i>11,6 %</i>		
Résultat avant impôt	36,1	51,7		
Résultat de base par action	15,7 <i>pence</i>	23,1 <i>pence</i>		

### Notes :

<sup>1</sup> Avant charges exceptionnelles et amortissement des contrats clients.

<sup>2</sup> Croissance ajustée à taux de change et périmètre constants.

<sup>3</sup> Le rapprochement des indicateurs de performance statutaires et ajustés est présenté à la note 21.

### Synthèse

- Le chiffre d'affaires organique augmente de 2,4 % ; le chiffre d'affaires publié s'établit à 575,1 millions de livres sterling, en hausse de 7,8 %.
- Le résultat opérationnel ajusté s'élève à 65,9 millions de livres sterling ; le résultat opérationnel publié ressort à 45,2 millions de livres sterling.
- En Europe continentale, le Groupe poursuit sa progression ; le chiffre d'affaires organique augmente de 5 % et le résultat opérationnel organique ajusté croît de 3,6 %.
- Le Royaume-Uni continue d'être affecté, comme anticipé, par les problèmes opérationnels identifiés au second semestre 2016 ; le chiffre d'affaires organique accuse une baisse de 2 % au Royaume-Uni ; le résultat opérationnel ajusté du segment textile du Workwear, du Healthcare et du Hospitality diminue de 5 millions de livres sterling, soit de 30 %.
- Acompte sur dividende de 11,0 *pence* par action (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 10,5 *pence* par action), comme indiqué le 12 juin lors de l'annonce relative à l'acquisition recommandée de Berendsen par Elis SA.

## **Perspectives**

- Résultat opérationnel ajusté pour 2017 de l'ordre de 150 millions de livres sterling.
- Résultat opérationnel ajusté pour 2018 de l'ordre de 170 millions de livres sterling.

**James Drummond, Directeur général, a déclaré :** « Le Groupe a poursuivi sa progression au premier semestre 2017. Les activités ont continué de mettre en œuvre la stratégie d'excellence de Berendsen, qui pose les bases des progrès opérationnels dans l'optique de mieux servir nos clients existants, et constitue une plateforme de croissance durable qui nous permettra de tirer le meilleur parti des opportunités offertes par nos marchés.

Nous avons continué d'investir dans les capacités de nos collaborateurs, de nos systèmes et de nos équipements et installations, et je constate avec satisfaction que nous commençons désormais à en récolter les fruits. Je suis convaincu que notre stratégie permettra au Groupe de saisir progressivement les importantes opportunités de croissance et de progression des marges. »

## **Contacts :**

### **Berendsen**

Peter Young

Directeur des Relations investisseurs

Tél. : +44 (0) 7825 297 198

E-mail : [young@berendsen.eu](mailto:young@berendsen.eu)

### **FTI Consulting**

Richard Mountain / Susanne Yule

Tél. : +44 (0) 20 3727 1374

## ANNONCE DES RÉSULTATS SEMESTRIELS 2017

1. Résultats
2. Perspectives
3. Offre recommandée d'Elis SA
4. Revue du Directeur général et point sur la stratégie
5. Performance des activités
6. Autres éléments financiers

### 1. RÉSULTATS

Sauf indication contraire, tous les commentaires de cette section concernent les résultats organiques (note 21). Les données sur la croissance organique s'entendent à taux de change constant et excluent l'impact des acquisitions, des cessions et des transferts intragroupe. Le résultat opérationnel ajusté exclut l'impact des éléments exceptionnels et l'amortissement des contrats clients.

Le chiffre d'affaires publié du Groupe augmente de 7,8 % pour s'établir à 575,1 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 533,5 millions de livres sterling). Le chiffre d'affaires organique du Groupe s'inscrit en hausse de 2,4 %, avec une progression pour chacune des quatre activités ; les segments Facility, Workwear, Healthcare et Hospitality augmentent de respectivement 4 %, 3 %, 2 % et 1 %. En dehors du Royaume-Uni, le Groupe a enregistré une croissance plus rapide de 5 % ; en revanche et comme attendu, le Royaume-Uni accuse une baisse de 2 %.

Le résultat opérationnel ajusté avant éléments exceptionnels et amortissement des contrats clients a reculé de 6,1 % pour s'établir à 65,9 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 70,2 millions de livres sterling) ; le résultat opérationnel ajusté baisse de 13,6 % sur une base organique, et la hausse de la rentabilité en Europe a été plus que neutralisée par un recul attendu de 5 millions de livres sterling des segments textiles des activités Workwear, Healthcare et Hospitality ; cette évolution reflète la poursuite des tendances identifiées au second semestre 2016, détaillées dans l'annonce des résultats 2016.

Les charges financières nettes diminuent de 0,9 million de livres sterling à 9,1 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 10,0 millions de livres sterling) grâce à la baisse des charges financières structurelles à l'issue du remboursement partiel du placement privé en 2016. Ainsi, le résultat ajusté avant impôt a diminué de 3,4 millions de livres sterling pour s'établir à 56,8 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 60,2 millions de livres sterling).

Le résultat publié avant impôt, comprenant l'amortissement des contrats clients de 3,8 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 3,6 millions de livres sterling) et les charges exceptionnelles de 16,9 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 4,9 millions de livres sterling), diminue de 15,6 millions de livres sterling pour s'établir à 36,1 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 51,7 millions de livres sterling). Le taux d'imposition effectif appliqué au résultat ajusté avant impôt est de 22,6 % (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 23,1 %). Le taux d'imposition pour l'ensemble de l'exercice devrait être similaire à celui de 2016, soit environ 23 %.

Le résultat de base ajusté par action ressort à 25,6 *pence* (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 27,0 *pence*), et le résultat de base publié par action s'élève à 15,7 *pence* (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 23,1 *pence*). L'acompte sur dividende par action augmente de 5 % pour s'établir à 11,0 *pence* (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 10,5 *pence*),

comme indiqué le 12 juin lors de l'annonce relative à l'acquisition recommandée de Berendsen par Elis SA.

## **2. PERSPECTIVES**

Le 3 mars 2017, le Conseil d'administration de Berendsen a annoncé des prévisions de bénéfices pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, indiquant que le résultat opérationnel ajusté de 2017 devrait être de l'ordre de 150 millions de livres sterling (les « Prévisions de bénéfices 2017 ») et que la rentabilité devrait être plus élevée au second semestre (répartition d'environ 40:60) que durant les exercices précédents (la « Répartition initiale des prévisions de bénéfices »). Aujourd'hui, le Conseil d'administration a réitéré ses prévisions de bénéfices pour 2017 et s'est déclaré confiant quant à leur réalisation. En conséquence, le Conseil d'administration de Berendsen actualise la Répartition initiale des prévisions de bénéfices, car il anticipe que l'importance relative de la rentabilité au second semestre 2017 va changer. Le Conseil d'administration de Berendsen prévoit maintenant que si la rentabilité va rester plus élevée au second semestre 2017, sa répartition sera d'environ 44:56 (la « Répartition actualisée des prévisions de bénéfices »).

En outre, le 24 mai, le Conseil d'administration de Berendsen a annoncé dans la communication intitulée « Déclaration concernant l'offre éventuelle d'Elis » des prévisions de résultat opérationnel ajusté d'environ 170 millions de livres sterling pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (les « Prévisions de bénéfices 2018 »). Aujourd'hui, le Conseil d'administration réitère ses prévisions de bénéfices pour 2018 et se déclare confiant quant à leur réalisation. De plus amples détails sur les Prévisions de bénéfices 2017 et les Prévisions de bénéfices 2018 figurent à l'Annexe 1 de cette annonce.

## **3. OFFRE RECOMMANDÉE D'ELIS SA**

Le 12 juin 2017, le Conseil de surveillance d'Elis SA et le Conseil d'administration de Berendsen plc ont annoncé être parvenus à un accord sur les termes d'une acquisition recommandée, par Elis, de l'intégralité du capital émis et à émettre de Berendsen par Elis (l'« Opération »).

Le Conseil d'administration de Berendsen demeure confiant dans la capacité de la stratégie d'excellence du Groupe Berendsen, la « Berendsen Excellence Strategy », à créer une valeur significative pour les actionnaires de Berendsen, en tant qu'entité indépendante. Toutefois, il estime également que les termes de l'offre d'Elis SA témoignent de la qualité des activités de Berendsen et de la solidité de ses perspectives d'avenir. De surcroît, le Conseil d'administration de Berendsen reconnaît que l'Opération donnera naissance à un leader pan-européen de la location-entretien d'articles textiles avec de bons positionnements dans les marchés sur lesquels il opère, possédant une envergure et une présence permettant d'apporter à ses clients une offre de services des plus efficace et exhaustive sur l'ensemble du continent européen. Dans ce contexte, les administrateurs de Berendsen ont l'intention de recommander de manière unanime aux actionnaires de Berendsen de voter en faveur de l'Opération.

Le « *Scheme Document* » contenant des informations plus détaillées sur l'Opération et les convocations à l'assemblée générale des actionnaires seront envoyés aux actionnaires de Berendsen, avec les formulaires de procuration, au plus tard le 31 juillet 2017. Le *Scheme Document* contiendra également un calendrier prévisionnel des principales étapes de l'Opération. L'Opération devrait être réalisée durant le troisième trimestre 2017, sous réserve de l'approbation des actionnaires et des autorisations réglementaires.

#### **4. REVUE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL ET POINT SUR LA STRATÉGIE**

Le Groupe a bien progressé dans la mise en œuvre de la stratégie d'excellence au premier semestre 2017, notamment en prenant des mesures pour remédier aux trois causes de la détérioration de la performance opérationnelle au Royaume-Uni. Beaucoup reste à faire en 2017, et nous poursuivons la mise en œuvre de la stratégie du Groupe. Nous prévoyons toujours de commencer à en récolter les fruits au second semestre 2017. L'accélération des investissements dans les collaborateurs, les processus, les systèmes, les équipements et les installations permettra au Groupe de démarrer 2018 en capacité de tirer parti des opportunités importantes que nous avons identifiées.

##### **Point sur la stratégie d'excellence de Berendsen**

###### **Focalisation sur le client**

La mise en place de Berendsen Advance, le nouvel outil de gestion des relations clients, a été réalisée dans l'ensemble du Groupe. Au premier semestre, plus de 900 nouveaux utilisateurs ont été formés à son utilisation, et la base de données a été alimentée avec les données actuelles sur les clients et les marchés. Le nouveau système a pour objectif d'aligner les processus et la saisie des données pour toutes les activités et les secteurs géographiques, d'améliorer le ciblage et l'intégration des clients, de contribuer à identifier et à suivre les nouvelles opportunités commerciales et de piloter la planification des ressources opérationnelles et stratégiques à moyen et long terme. Ce nouvel outil étayera la capacité du Groupe à renforcer sa croissance, sur de bonnes bases, dans des marchés attrayants.

Le Groupe a bien progressé dans l'élargissement de son offre de services, notamment dans des marchés nouveaux et adjacents. Dans le Healthcare, l'activité Solutions cliniques a connu un succès important dans le domaine de la stérilisation de matériel médical ; l'activité a développé un service de location pour les principaux instruments chirurgicaux, initialement pour la fourniture de matériel endoscopique. Un premier contrat global de fourniture d'endoscopes a été signé au premier semestre 2017 ; l'activité, qui a développé un vivier attrayant de nouveaux contrats clients, considère que l'élargissement des services à de nouveaux hôpitaux et à un éventail plus important d'instruments médicaux constitue une source de croissance attrayante.

###### **Excellence opérationnelle**

Le Groupe se concentre sur l'amélioration de sa visibilité opérationnelle et financière dans l'ensemble de l'organisation, tout en mettant en place des processus et des contrôles standards dans chaque activité. Le nouvel ensemble d'indicateurs clés de performance a été adopté par l'ensemble des activités au premier semestre, et intégré au processus de reporting de gestion mensuel. La première version du système de gestion de Berendsen, qui capte ces principaux indicateurs, a été lancée en février 2017.

Les nouveaux modèles opérationnels, conçus et testés en 2016, sont actuellement mis en place dans les segments Healthcare et Hospitality au Royaume-Uni ; au premier semestre, trois conversions d'usines existantes ont été réalisées au Royaume-Uni dans le segment Hospitality, et une dans le segment Healthcare. Dans l'ensemble, l'efficacité des usines devrait augmenter de plus de 30 % après sa mise en œuvre. Ces usines font l'objet d'un suivi rigoureux et affichent une performance conforme aux attentes.

Le cadre de gestion de projets conçu en 2016 afin de veiller à l'alignement de tous les projets sur les priorités stratégiques du Groupe et au niveau approprié et homogène de gouvernance est maintenant opérationnel. L'outil en ligne permet de suivre la progression des projets en termes de coûts et de calendrier, et compare les résultats prévus et réels après la mise en œuvre. Le risque inhérent à la mise en œuvre de nouveaux projets d'investissement est ainsi diminué, et le soutien accru, les prévisions plus fines, les processus et les contrôles clairs, un meilleur partage des connaissances dans le Groupe et une meilleure appréhension des difficultés et des avantages, permettent de maximiser les rendements.

## **Collaborateurs**

Le Groupe continue de privilégier la santé et la sécurité et initie un changement et une amélioration de la culture dans l'ensemble de l'organisation. Le nouveau système de reporting des incidents (BIRS) introduit au second semestre 2016 continue de renforcer le niveau d'implication dans l'ensemble du Groupe. Les observations sur la sécurité ont continué de progresser au premier semestre 2017. Le Groupe bénéficie aujourd'hui de données comparatives de l'année passée, qui permettent d'identifier des tendances ; ces tendances, malgré le faible recul, montrent des premiers signes d'amélioration encourageants.

Au premier semestre 2017, le Groupe a achevé la revue de la capacité organisationnelle (« *Organisational Capability Review* ») des collaborateurs, des processus structurels et des systèmes des activités britanniques. Dans le cadre de ce processus, plus de 130 nouveaux collaborateurs ont été embauchés et formés et l'accent a été mis sur le développement des équipes d'encadrement.

Le Groupe a continué à investir dans les capacités de ses collaborateurs au premier semestre 2017 au travers de formations, d'un suivi et de structures de développement formalisées. Un nouveau programme de leadership a été mis en place au Royaume-Uni début 2017, couvrant le développement de plus de 300 cadres expérimentés. Ce programme devrait être déployé dans l'ensemble du Groupe au second semestre 2017.

## **Allocation efficace des ressources**

En mars 2017, le Groupe a élaboré les grandes lignes de plans d'investissement d'environ 450 millions de livres sterling dans des équipements et installations au cours des trois prochaines années : quelque 250 millions de livres sterling devraient être investis en Europe continentale, notamment dans le capital de croissance, afin de répondre à l'augmentation de la demande là où les activités sont déjà bien positionnées ; et environ 200 millions de livres sterling seront investis au Royaume-Uni, principalement pour remplacer des équipements et installations en fin de vie, remédier au coût des problèmes de qualité et créer des capacités de premier plan. Tous les investissements de croissance devraient dégager un rendement avant impôt minimum de 15 % qui permettra au Groupe de réaliser son objectif de rentabilité des capitaux investis (ROIC) durable à deux chiffres.

Le programme d'investissement continue de progresser conformément aux attentes, et les dépenses d'investissement en 2017 devraient être plus importantes au second semestre. Au premier semestre 2017, le Groupe a consacré environ 41 millions de livres sterling à la conversion de sept usines existantes, à la construction de deux nouvelles usines et à la maintenance de l'ensemble des activités. Au second semestre 2017, neuf conversions d'usines existantes et la construction de quatre nouvelles usines devraient être complétées. En outre, le Groupe prévoit de commencer des travaux sur 10 nouvelles usines, qui devraient être achevés en 2018.

## 5. PERFORMANCE DES ACTIVITÉS

Sauf indication contraire, tous les commentaires de cette section sont exprimés en données organiques. Les données sur la croissance organique s'entendent à taux de change et excluent l'impact des acquisitions, des cessions et des transferts intragroupe. Le résultat opérationnel ajusté exclut l'impact des éléments exceptionnels et l'amortissement des contrats clients.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le Groupe présente les activités Workwear en Pologne, en République tchèque et en Slovaquie dans le segment Workwear. Ces activités étaient jusqu'à présent présentées dans le segment Facility, au sein des services Tapis, et en conséquence, les données financières du semestre clos le 30 juin 2016 ont été retraitées.

	1 <sup>er</sup> semestre 2017			1 <sup>er</sup> semestre 2016		
	Chiffre d'affaires (£m)	Résultat opérationnel <sup>1</sup> (£m)	Marge opérationnelle (%)	Chiffre d'affaires (£m)	Résultat opérationnel <sup>1</sup> (£m)	Marge opérationnelle (%)
Workwear <sup>2</sup>	198,5	36,5	18,4 %	179,8	33,7	18,7 %
Facility <sup>2</sup>	128,3	31,2	24,3 %	110,6	26,2	23,7 %
Healthcare	163,5	10,0	6,1 %	153,7	11,5	7,5 %
Hospitality	84,8	(1,5)	-1,8 %	89,4	1,4	1,6 %
Siège	-	(10,3)		-	(2,6)	
<b>Total</b>	<b>575,1</b>	<b>65,9</b>	<b>11,5 %</b>	<b>533,5</b>	<b>70,2</b>	<b>13,2 %</b>

### Notes :

<sup>1</sup> Avant charges exceptionnelles et amortissement des contrats clients.

<sup>2</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le Groupe présente les activités Workwear en Pologne, en République tchèque et en Slovaquie dans le segment Workwear. Précédemment, ces activités étaient présentées dans le segment Facility, au sein des services Tapis, et en conséquence, les données financières du semestre clos le 30 juin 2016 ont été retraitées.

### Workwear

Le chiffre d'affaires du segment Workwear a augmenté de 10,4 % pour s'établir à 198,5 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 179,8 millions de livres sterling) ; la croissance organique du chiffre d'affaires ressort à 3 %, la croissance de 5 % en Europe ayant largement compensé un recul de 4 % au Royaume-Uni. Le résultat opérationnel ajusté s'inscrit en hausse à 36,5 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 33,7 millions de livres sterling), la croissance en Europe étant neutralisée par une baisse au Royaume-Uni. Ainsi, la marge opérationnelle ajustée accuse une légère baisse à 18,4 % (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 18,7 %). Le résultat opérationnel publié ressort à 33,5 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 33,0 millions de livres sterling).

Le Royaume-Uni compte pour un peu moins de 25 % du chiffre d'affaires du segment Workwear et représente individuellement l'activité la plus importante de ce segment. Comme anticipé, le chiffre d'affaires a diminué de 4 % au premier semestre. Cette évolution s'explique principalement par l'impact des mesures prises en 2016 pour réduire le nombre de clients moins rentables, qui s'est poursuivi au premier semestre 2017, ainsi que par les problèmes opérationnels rencontrés en 2016, qui ont eu un certain impact sur le niveau de qualité du service client. Toutefois, l'impact commence à s'atténuer, avec une baisse du taux de perte entre le premier et le deuxième trimestre ; une nouvelle amélioration est attendue au second semestre, comme en témoigne la diminution du nombre de résiliations attendues. Le résultat opérationnel organique ajusté du premier semestre est conforme aux prévisions, en baisse d'environ 1 million de livres sterling par rapport à la même période de 2016. Au

premier semestre, les activités ont été affectées par le recul du chiffre d'affaires et par la poursuite des tendances défavorables observées au second semestre 2016 ; cette évolution a toutefois été partiellement compensée par l'amélioration constante de l'efficacité opérationnelle.

Au sein des activités en dehors du Royaume-Uni, qui comptent pour un peu plus de 75 % du chiffre d'affaires du segment Workwear, le chiffre d'affaires organique a augmenté de 5 % dans chacun des pays d'Europe. L'Allemagne et les Pays-Bas, qui représentent plus de 40 % du chiffre d'affaires en dehors du Royaume-Uni, marquent tous deux une hausse de plus de 5 %. Le résultat opérationnel a progressé comparativement au premier semestre 2016, tant en termes de données publiées qu'à taux de change constant. Toutefois, les marges accusent une légère baisse, la solide croissance du chiffre d'affaires au premier semestre nécessitant une hausse des investissements textiles, notamment en Allemagne et en Suède.

Dans le cadre de la stratégie d'excellence de Berendsen, les dépenses d'investissement ont augmenté dans le segment Workwear. Le programme d'investissement continue de progresser conformément aux attentes. Au premier semestre, la construction d'une nouvelle usine a été réalisée au Danemark et la conversion d'une usine existante a été achevée en Suède. La construction de deux nouvelles usines en Allemagne et aux Pays-Bas, ainsi que la conversion d'une usine existante au Royaume-Uni, devraient être achevées au second semestre 2017.

## **Facility**

Le chiffre d'affaires publié du segment Facility a augmenté de 16 % pour s'établir à 128,3 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 110,6 millions de livres sterling) ; le chiffre d'affaires organique enregistre une hausse de 4 %, principalement grâce au dynamisme des salles blanches. Le résultat opérationnel ajusté augmente de 5,0 millions de livres sterling pour s'établir à 31,2 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 26,2 millions de livres sterling). Ainsi, la marge opérationnelle ajustée marque une hausse à 24,3 % comparativement à l'année dernière (2016 : 23,7 %). Le résultat opérationnel publié ressort à 28,0 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 23,5 millions de livres sterling).

Le segment Facility compte trois services distincts : Salle blanche, Tapis et Équipements sanitaires.

Les services de Salle blanche offrent des solutions textiles d'une intégrité très élevée, principalement destinées aux sites pharmaceutiques ou technologiques soumis à une réglementation contraignante. Les Salles blanches sont configurées selon le mode opérationnel CL2000, à l'instar des Workwear, ce qui permet le traitement efficace de flux de travail variables associés à des intrants directs moins importants. Le chiffre d'affaires des Salles blanches, qui représentent environ 25 % du chiffre d'affaires du segment Facility, est resté élevé. Le chiffre d'affaires organique a augmenté de 8 % dans chaque pays, avec une croissance particulièrement robuste en Allemagne. Le résultat opérationnel organique ajusté progresse en ligne avec les produits de l'activité ordinaire. Les marges de l'activité Salle blanche ont progressé dans chacun de ses principaux pays, à savoir le Danemark et les Pays-Bas, ainsi qu'au Royaume-Uni.

Le chiffre d'affaires des Tapis, qui représentent plus de 50 % du chiffre d'affaires du segment Facility, augmente de 1 %, avec une croissance en Norvège et en Suède, les deux principaux pays des services de Tapis, ainsi qu'une croissance robuste dans les pays baltes. Le résultat opérationnel organique ajusté est globalement stable par rapport au premier semestre 2016.

Le chiffre d'affaires des Équipements sanitaires, qui compte pour un peu moins de 20 % du chiffre d'affaires du segment Facility, s'inscrit en hausse d'environ 3 %. Le résultat opérationnel a fortement augmenté, car les Équipements sanitaires récoltent aujourd'hui les fruits des mesures prises en 2016 pour accroître ses capacités de ventes directes, élargir sa chaîne d'approvisionnement direct afin

d'accroître l'utilisation de produits exclusifs, et diminuer sa dépendance envers des revendeurs. Ainsi, la marge opérationnelle organique ajustée a progressé de plus de 600 points de base.

Dans le cadre de la stratégie d'excellence, les dépenses d'investissement ont augmenté dans le segment Facility. Le programme d'investissement continue de progresser conformément aux attentes. Au premier semestre, deux conversions d'usines existantes ont été réalisées : une en Allemagne et une en Suède. Quatre nouvelles conversions d'usines existantes devraient être achevées au second semestre 2017, deux au Danemark, une aux Pays-Bas et une en Finlande.

## **Healthcare**

Le chiffre d'affaires publié, y compris l'impact des variations de change, augmente de 6,4 % pour s'établir à 163,5 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 153,7 millions de livres sterling) ; la croissance organique du chiffre d'affaires ressort à 2 %, la croissance solide en Europe ayant largement compensé un repli au Royaume-Uni. Le résultat opérationnel ajusté recule de 1,5 million de livres sterling pour s'établir à 10,0 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 11,5 millions de livres sterling), le repli au Royaume-Uni ayant plus que neutralisé la bonne performance en Europe. Ainsi, la marge opérationnelle ajustée accuse une baisse à 6,1 % (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 7,5 %). Le résultat opérationnel publié ressort à 7,5 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 11,0 millions de livres sterling).

Le chiffre d'affaires des textiles du segment du Healthcare au Royaume-Uni, qui compte pour un peu moins de 30 % du total du chiffre d'affaires du Healthcare, accuse une baisse de 3 % due principalement à la perte de clients en 2016, en particulier au second semestre. Toutefois, le taux de succès des nouveaux appels d'offres et les reconductions de contrats ont sensiblement progressé par rapport à l'exercice précédent grâce aux progrès réalisés au second semestre 2016 et au premier semestre 2017 pour améliorer la proposition de valeur pour le client, notamment les capacités en matière commerciale et de service client. L'activité est donc bien positionnée pour croître au cours des années à venir. La rentabilité a continué d'être affectée par les tendances défavorables identifiées au second semestre 2016, comme indiqué lors de l'annonce des résultats annuels 2016. Toutefois, l'activité a réalisé des progrès satisfaisants dans l'identification, la mise en œuvre et le suivi de domaines où les coûts et l'efficacité peuvent être améliorés. Ainsi, le résultat opérationnel organique ajusté a baissé d'environ 2 millions de livres sterling par rapport au premier semestre 2016.

Le chiffre d'affaires des textiles du segment Healthcare en dehors du Royaume-Uni, qui compte pour environ 50 % du total du chiffre d'affaires du Healthcare, augmente de 6 % grâce à une croissance robuste en Allemagne, en Suède et en Irlande, qui a largement compensé un léger repli au Danemark. Le résultat opérationnel progresse comparativement à l'exercice précédent, principalement grâce à une meilleure performance en Allemagne en raison de la non-réurrence en 2017 des coûts de fermeture d'une usine à Erbach au premier semestre 2016. L'activité en Allemagne continue de progresser et commence à mettre en œuvre son programme d'amélioration opérationnelle ; celui-ci devrait déboucher sur la finalisation de programmes de dépenses d'investissement au cours des 12 prochains mois.

Le chiffre d'affaires des Solutions cliniques, qui sont basées au Royaume-Uni et représentent un peu plus de 20 % du total du chiffre d'affaires du Healthcare, est en ligne avec celui du premier semestre 2016 ; en revanche, la rentabilité accuse un léger recul principalement dû à l'impact des fluctuations de change sur le coût d'achat des produits. L'activité Solutions cliniques fournit des vêtements à usage unique, des textiles réutilisables, des trousseaux chirurgicales sur-mesure, des trousseaux médicaux jetables, des instruments jetables et des services de nettoyage et de stérilisation d'instruments chirurgicaux et dentaires. En 2016, l'activité a développé un service pilote de location pour les principaux instruments chirurgicaux, initialement pour la fourniture de matériel endoscopique, et a signé son premier contrat global au premier semestre 2017, remportant ainsi un

vrai succès. Elle considère que l'élargissement des services à de nouveaux hôpitaux et à un éventail plus important d'instruments médicaux constitue une source de croissance attrayante.

Dans le cadre de la stratégie d'excellence de Berendsen, les dépenses d'investissement ont augmenté dans le segment Healthcare. Le programme d'investissement continue de progresser conformément aux attentes. Au premier semestre, la conversion d'une usine existante a été réalisée au Royaume-Uni, et un site lié à une maison de santé a été construit en Irlande. Au second semestre 2017, la construction d'une nouvelle usine et la conversion de quatre usines existantes devrait être achevée.

## **Hospitality**

Le chiffre d'affaires organique a augmenté de 1 % grâce à une solide croissance dans les pays scandinaves, notamment en Suède, cette progression ayant été partiellement neutralisée par une baisse au Royaume-Uni et en Irlande. Le chiffre d'affaires publié a diminué de 5 % pour s'établir à 84,8 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 89,4 millions de livres sterling) malgré l'impact positif des variations de change au premier semestre 2017, en raison de l'effet défavorable de la cession au second semestre 2016 de son activité de vente directe au Royaume-Uni. Le résultat opérationnel ajusté recule de 2,9 millions de livres sterling pour s'établir à 1,5 million de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 1,4 million de livres sterling) en raison de la faible performance au Royaume-Uni, la rentabilité dans les autres pays étant globalement stable. Le résultat opérationnel publié ressort à -3,2 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 1,1 million de livres sterling).

Le chiffre d'affaires de l'activité Linge Plat au Royaume-Uni, qui compte pour un peu plus de 60 % du total du chiffre d'affaires du segment Hospitality, s'inscrit en baisse de 2 % par rapport au premier semestre 2016, principalement en raison de la perte de clients l'année passée, tandis que la rentabilité a diminué d'environ 2 millions de livres sterling. Au premier semestre, l'activité a mis en œuvre plusieurs plans d'amélioration visant à remédier aux problèmes opérationnels identifiés au second semestre 2016, tels que le niveau élevé d'immobilisation des machines, l'inefficacité des processus et l'augmentation des travaux devant être repris. Dans ce contexte, la conversion de trois usines à un nouveau modèle opérationnel a été réalisée, et les investissements dans la maintenance des usines historiques ont été augmentés afin de remplacer les machines anciennes non fiables. En outre, les capacités des équipes d'encadrement ont été développées, la formation a été intensifiée et des plans d'action individuels ont été élaborés pour chaque usine. Ces mesures se traduiront par une amélioration sensible de l'efficacité opérationnelle, notamment dans les usines dont la conversion a été réalisée ; ces mesures devraient commencer à porter leurs fruits au second semestre 2017.

Le chiffre d'affaires du segment Hospitality en dehors du Royaume-Uni, qui représente un peu moins de 40 % du total du chiffre d'affaires du total du segment Hospitality, progresse de plus de 7 %, principalement grâce à la croissance soutenue en Suède. La solide performance en Suède, qui compte pour un peu moins de la moitié du chiffre d'affaires en dehors du Royaume-Uni, s'inscrit dans le sillage de la bonne performance de l'année dernière, ce grâce à une focalisation accrue sur le client, aux améliorations opérationnelles réalisées durant les dernières années, et aux conditions de marché favorables. Le résultat opérationnel organique ajusté en dehors du Royaume-Uni est globalement stable par rapport au premier semestre 2016.

En août 2016, l'activité Hospitality a cédé son activité de vente directe. Au premier semestre 2016, cette activité avait contribué au chiffre d'affaires et au résultat opérationnel à hauteur de respectivement 7,5 millions et 1,1 million de livres sterling.

Dans le cadre de la stratégie d'excellence de Berendsen, les dépenses d'investissement ont augmenté dans le segment Hospitality. Le programme d'investissement continue de progresser conformément aux attentes. Au premier semestre, la conversion de trois usines existantes a été achevée au Royaume-

Uni. Une nouvelle usine en Écosse, actuellement en construction, devrait être achevée au second semestre 2017.

### **Frais de siège**

Les frais de siège ont augmenté, comme annoncé dans les résultats de 2016, de 7,7 millions de livres sterling pour s'établir à 10,3 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 2,6 millions de livres sterling), en raison d'une hausse de la provision au titre des paiements fondés sur des actions, à la hausse des charges de retraite et à l'augmentation des coûts liés aux capacités du Groupe, dont environ 2 millions de livres sterling au titre de la mise en œuvre des programmes du Groupe.

## **6. AUTRES ÉLÉMENTS FINANCIERS**

### **Dividendes**

Le Conseil d'administration a annoncé un acompte sur dividende de 11,0 *pence* par action (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 10,5 *pence* par action). Ceci représente une hausse de 5 % par rapport à l'année dernière, et traduit la confiance du Conseil d'administration quant aux perspectives de croissance du Groupe et la solidité de son bilan. L'intention d'annoncer ce dividende a été communiquée le 12 juin lors de l'annonce relative à l'acquisition recommandée de Berendsen par Elis SA. Cet acompte sur dividende sera versé le 25 août aux actionnaires inscrits au registre le 4 août 2017. Voir note 7 pour de plus amples informations.

### **Charges exceptionnelles et amortissement des contrats clients**

Les charges exceptionnelles se sont élevées à 16,9 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 4,9 millions de livres sterling). Voir note 5.

Les charges exceptionnelles sont liées à l'activité de fusion-acquisition et à la mise en œuvre de la stratégie du Groupe. Le Groupe a engagé des dépenses de 9,0 millions de livres sterling dans le cadre de l'acquisition recommandée de Berendsen par Elis SA. En outre, le Groupe a engagé des coûts de 7,9 millions de livres sterling au titre de la mise en œuvre des mesures stratégiques d'excellence, qui comprennent des honoraires professionnels et de conseil liés aux ressources humaines, ainsi que des coûts de restructuration et de licenciement. Environ 5 millions de livres sterling de coûts exceptionnels supplémentaires au titre de la mise en œuvre de ces mesures stratégiques devraient être engagés au second semestre de 2017.

L'amortissement des contrats clients s'élève à 3,8 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 3,6 millions de livres sterling).

### **Flux de trésorerie**

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles ont augmenté de 5,1 millions de livres sterling pour s'établir à 137,6 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 132,5 millions de livres sterling). Les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles, après intérêts financiers nets versés de 8,8 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 9,9 millions de livres sterling) et les

impôts payés de 22,4 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 12,6 millions de livres sterling), diminuent de 3,6 millions de livres sterling pour s'établir à 106,4 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 110,0 millions de livres sterling). Le *cash-flow* libre, soit les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles diminués des dépenses d'investissement nettes de 135,0 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 109,4 millions de livres sterling), s'est détérioré à - 28,6 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : + 0,6 million de livres sterling). Voir note 11.

La baisse du taux de conversion du *cash-flow* libre s'explique principalement par une hausse de 24,9 millions de livres sterling des dépenses d'investissement consacrées aux textiles et aux immobilisations corporelles, qui se sont élevées à 133,9 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 108,6 millions de livres sterling) ; les dépenses d'investissement sont supérieures de 35,1 millions de livres sterling aux amortissements de 98,8 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 87,7 millions de livres sterling). Ce montant comprend un investissement dans les textiles de 91,8 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 80,4 millions de livres sterling). Les investissements en immobilisations corporelles, y compris les terrains et constructions, ont augmenté de 13,9 millions de livres sterling pour s'établir à 42,1 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 28,2 millions de livres sterling), le Groupe ayant intensifié ses investissements dans les usines au Royaume-Uni et en Europe. Le Groupe anticipe d'accroître ses dépenses d'investissement dans ses immobilisations corporelles au second semestre du fait de l'achèvement de plusieurs projets au second semestre, et du démarrage de projets qui ne seront finalisés qu'en 2018.

Les autres éléments ayant un impact sur la trésorerie comprennent les dividendes versés aux actionnaires, d'un montant de 38,5 millions de livres sterling (1<sup>er</sup> semestre 2016 : 36,8 millions de livres sterling).

## **Bilan**

Au 30 juin 2017, la dette nette, définie comme les emprunts diminués des dépôts en numéraire, s'établit à 488 millions de livres sterling (31 décembre 2016 : 429,4 millions de livres sterling), et traduit la neutralisation du taux de conversion des flux de trésorerie par une hausse des dépenses d'investissement et le versement des dividendes.

Le bilan reste robuste et le Groupe dispose de la flexibilité financière nécessaire à sa croissance future avec un ratio d'endettement (dette nette / EBITDA), calculé selon les clauses financières de ses emprunts (*covenants*), de 1,2x (31 décembre 2016 : 1,0x), comparativement au ratio maximum de 3x prévu par les clauses financières des emprunts du Groupe. Le total de trésorerie disponible dont dispose le Groupe dans le cadre de sa facilité de crédit renouvelable et de son placement privé, à échéance 2025, avoisine 895 millions de livres sterling.

## **Déclarations prospectives**

Ce document contient des déclarations prospectives sur l'activité, la performance financière et les résultats de la Société et du secteur dans lequel la Société exerce ses activités. Ces déclarations peuvent être identifiées par des termes tels que « anticipe », « croit », « estime », « projette », « cible », ou « prévoit », par d'autres expressions similaires ou leur contraire ; ou bien par la nature prospective de l'analyse de la stratégie, des plans ou des intentions, ou leur contexte. Rien ne garantit que ces déclarations ou prévisions se concrétiseront, ni que les prévisions de résultat seront réalisées. Toutes les déclarations concernant l'avenir sont sujettes à des risques et des incertitudes, et du fait de différents facteurs de risque, les résultats, la performance ou les événements futurs pourraient présenter des différences significatives par rapport à ceux décrits ou mentionnés dans ces déclarations. Ces déclarations prospectives sont fondées sur de nombreuses hypothèses sur les stratégies actuelles

et futures de la Société, l'environnement dans lequel elle exercera ses activités à l'avenir et les événements futurs, qui pourraient s'avérer inexacts. La Société, ses filiales, sociétés affiliées, agents ou conseils ou leurs administrateurs, dirigeants, collaborateurs ou agents respectifs ou aucune autre personne ne peuvent être tenus responsable de l'exactitude des opinions exprimées dans ce document ou des hypothèses sous-jacentes. Les performances passées ne sont pas représentatives des résultats futurs et il ne peut être considéré que les performances passées sont représentatives de tendances ou d'activités sous-jacentes de performances passées qui se poursuivront à l'avenir. Les déclarations prospectives dans ce document sont valides uniquement à la date de cette annonce, et la Société, ses filiales, sociétés affiliées, agents et conseils, ou leurs administrateurs, dirigeants, collaborateurs ou agents respectifs ou aucune autre personne ne sont en aucun cas tenus d'actualiser ou de revoir ces déclarations prospectives à la lumière des évolutions des anticipations de la Société ou des événements, des conditions ou des circonstances sur lesquelles sont fondées ces déclarations après la date de cette annonce, ni d'actualiser ou de mettre à jour toute autre informations contenue dans cette annonce ou de fournir des informations supplémentaires liées à ces déclarations prospectives. Le lecteur est donc invité à ne pas accorder une importance inconsidérée à ces déclarations prospectives.

## Annexe 1

### PRÉVISIONS DE BÉNÉFICES DE BERENDSEN

#### 1. Prévisions de bénéfices pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

Dans l'annonce intitulée « Résultats de Berendsen plc pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 » (« *Berendsen plc Results for the Full Year ended 31 December 2016* ») en date du 3 mars 2017, Berendsen annonçait que « nous anticipons que le résultat opérationnel ajusté<sup>64</sup> de 2017 sera de l'ordre de 150 millions de livres sterling » (les « **Prévisions de bénéfices 2017** ») et que « la rentabilité devrait être plus élevée au second semestre » (répartition d'environ 40:60) que durant les exercices précédents (la « **Répartition initiale des prévisions de bénéfices** »).

Berendsen annonce aujourd'hui un résultat opérationnel ajusté de 65,9 millions de livres sterling pour le semestre clos le 30 juin 2017. Berendsen confirme par ailleurs que ses Prévisions de bénéfices 2017 sont inchangées. En conséquence, les administrateurs de Berendsen confirment que la Répartition initiale des prévisions de bénéfices 2017 doit être revue, car ils anticipent que l'importance relative de la rentabilité au second semestre 2017 va changer. Les administrateurs de Berendsen prévoient maintenant que si la rentabilité va rester plus élevée au second semestre 2017, sa répartition sera d'environ 44:56 (la « **Répartition actualisée des prévisions de bénéfices** », et, avec les Prévisions de bénéfices 2017, les « **Prévisions de bénéfices 2017 de Berendsen** »).

Les Prévisions de bénéfices 2017 et la Répartition initiale des prévisions de bénéfices ont été publiées avant qu'Elis n'approche Berendsen en vue d'une offre éventuelle, et par conséquent, la Règle 28.1(c) du City Code on Takeovers and Mergers (code sur les rachats et les fusions, le « **Code des fusions** ») s'applique aux Prévisions de bénéfices 2017 et à la Répartition initiale des prévisions de bénéfices.

En outre, les administrateurs de Berendsen confirment que les Prévisions de bénéfices 2017 de Berendsen s'inscrivent dans le cadre habituel de sa communication aux actionnaires (*ordinary course profit forecast*) et par conséquent, conformément à la note 2(b) de la Règle 28.1 du Code des fusions, avec l'accord d'Elis, le panel a dispensé Berendsen de l'obligation de fournir les rapports des experts comptables et des conseils financiers de Berendsen au titre des Prévisions de bénéfices 2017 de Berendsen. Toutefois, les dispositions de la Règle 28.1(c)(i) s'appliquent aux Prévisions de bénéfices 2017 de Berendsen.

Conformément à la Règle 28.1(c)(i) du Code des fusions, les administrateurs de Berendsen confirment que les Prévisions de bénéfices 2017 de Berendsen sont valides, et confirment par ailleurs que les Prévisions de bénéfices 2017 de Berendsen ont été correctement calculées en se fondant sur les hypothèses indiquées ci-après, et que les méthodes comptables utilisées sont homogènes avec les principes comptables de Berendsen.

Les Prévisions de bénéfices 2017 de Berendsen ne tiennent pas compte de l'impact de l'Opération.

Les administrateurs de Berendsen ont établi les Prévisions de bénéfices 2017 de Berendsen en se fondant sur les hypothèses suivantes, qui pourraient s'avérer incorrectes et donc affecter la réalisation des Prévisions de bénéfices 2017 de Berendsen.

#### *Facteurs échappant à l'influence et au contrôle du Conseil d'administration de Berendsen*

- (a) l'absence de changement important dans l'environnement politique et/ou économique susceptible d'avoir un impact significatif sur Berendsen ;

<sup>64</sup>

Berendsen se base sur le résultat opérationnel ajusté pour calculer le résultat par action ajusté. Le résultat opérationnel ajusté est présenté pour éliminer l'impact des éléments exceptionnels, l'amortissement des contrats clients et les éléments fiscaux non récurrents et pour permettre ainsi une comparaison plus transparente de la performance du Groupe d'un exercice à l'autre.

- (b) l'absence de changement significatif dans les conditions de marché ayant un impact sur la demande des clients ou l'environnement concurrentiel ;
- (c) l'absence de changement significatif sur le plan de la législation ou de la réglementation qui affecterait les activités du Groupe Berendsen ou ses principes comptables ;
- (d) l'absence de litige ou d'investigations réglementaires significatifs, ou d'évolutions significatives imprévues de litiges ou d'investigations réglementaires existants, se rapportant aux activités, produits ou services de Berendsen ;
- (e) l'absence de perturbations de l'activité ayant un impact important sur Berendsen, ses clients, ses activités, sa chaîne d'approvisionnement, l'offre de main-d'œuvre, notamment des catastrophes naturelles, des attentats terroristes, des cyber-attaques et/ou des problèmes technologiques ;
- (f) le maintien du taux de change moyen GBP/EUR à 1,16 ; et
- (g) l'absence de changement significatif de direction ou du contrôle de Berendsen.

*Facteurs entrant dans le champ de l'influence et du contrôle du Conseil d'administration de Berendsen*

- (a) l'absence d'acquisitions ou de cessions significatives ;
- (b) l'absence de modification significative de la stratégie opérationnelle de Berendsen ; et
- (c) l'absence d'investissements stratégiques ou de dépenses d'investissement importantes qui s'ajouteraient à ceux déjà prévus.

## 2. **Prévisions de bénéfices pour l'exercice clos le 31 décembre 2018**

Dans la communication intitulée « Déclaration concernant l'offre éventuelle d'Elis » (« *Statement regarding Elis' Possible Offer* ») en date du 24 mai 2017, Berendsen annonçait « des prévisions de résultat opérationnel ajusté<sup>65</sup> de l'ordre de 170 millions de livres sterling pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 » (les « **Prévisions de bénéfices 2018 de Berendsen** »).

Conformément à la Règle 28.2 du Code des fusions, le panel a dispensé Berendsen de l'obligation de fournir les rapports des experts comptables et des conseils financiers de Berendsen au titre des Prévisions de bénéfices 2018 de Berendsen, car elles portaient sur une période clôturant plus de 15 mois après la date de l'annonce dans laquelle elles avaient été initialement publiées. Toutefois, les dispositions de la Règle 28.1(c)(i) s'appliquent aux Prévisions de bénéfices 2018 de Berendsen.

Conformément à la Règle 28.1(c) les administrateurs de Berendsen confirment que les Prévisions de bénéfices 2018 de Berendsen sont valides, et confirment par ailleurs que les Prévisions de bénéfices 2018 de Berendsen ont été correctement calculées en se fondant sur les hypothèses indiquées ci-après, et que les méthodes comptables utilisées sont homogènes avec les principes comptables de Berendsen.

Les Prévisions de bénéfices 2018 de Berendsen ne tiennent pas compte de l'impact de l'Opération.

<sup>65</sup>

Berendsen se base sur le résultat opérationnel ajusté pour calculer le résultat par action ajusté. Le résultat opérationnel ajusté est présenté pour éliminer l'impact des éléments exceptionnels, l'amortissement des contrats clients et les éléments fiscaux non récurrents et pour permettre ainsi une comparaison plus transparente de la performance du Groupe d'un exercice à l'autre.

Les administrateurs de Berendsen ont établi les Prévisions de bénéfices 2018 de Berendsen en se fondant sur les hypothèses suivantes, qui pourraient s'avérer incorrectes et donc affecter la réalisation des Prévisions de bénéfices 2018 de Berendsen.

*Facteurs échappant à l'influence et au contrôle du Conseil d'administration de Berendsen*

- (a) l'absence de changement important dans l'environnement politique et/ou économique susceptible d'avoir un impact significatif sur Berendsen ;
- (b) l'absence de changement significatif dans les conditions de marché ayant un impact sur la demande des clients ou l'environnement concurrentiel ;
- (c) l'absence de changement significatif sur le plan de la législation ou de la réglementation qui affecteraient les activités du Groupe Berendsen ou ses principes comptables ;
- (d) l'absence de litige ou d'investigations réglementaires significatifs, ou d'évolutions significatives imprévues de litiges ou d'investigations réglementaires existants, se rapportant aux activités, produits ou services de Berendsen ;
- (e) l'absence de perturbations de l'activité ayant un impact important sur Berendsen, ses clients, ses activités, sa chaîne d'approvisionnement, l'offre de main-d'œuvre, notamment des catastrophes naturelles, des attentats terroristes, des cyber-attaques et/ou des problèmes technologiques ;
- (f) le maintien du taux de change moyen GBP/EUR à 1,16 ; et
- (g) l'absence de changement significatif de direction ou du contrôle de Berendsen.

*Facteurs entrant dans le champ de l'influence et du contrôle du Conseil d'administration de Berendsen*

- (a) l'absence d'acquisitions ou de cessions significatives ;
- (b) l'absence de modification significative de la stratégie opérationnelle de Berendsen ;  
et
- (c) l'absence d'investissements stratégiques ou de dépenses d'investissement importantes qui s'ajouteraient à ceux déjà prévus.

**COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SEMESTRIEL**  
**pour le semestre clos le 30 juin 2017**

	Notes	<b>Non audité</b> <b>Semestre clos</b> <b>le</b> <b>30 juin 2017</b> <b>£m</b>	Non audité Semestre clos le 30 juin 2016 £m	Audité Exercice clos le 31 décembre 2016 £m
Produits de l'activité ordinaire	3	<b>575,1</b>	533,5	1 110,0
Coût des ventes		<b>(295,1)</b>	(272,1)	(565,8)
<b>Marge brute</b>		<b>280,0</b>	261,4	544,2
Autres produits opérationnels		<b>1,4</b>	1,8	2,8
Coûts de distribution		<b>(111,8)</b>	(100,6)	(208,3)
Frais administratifs		<b>(101,1)</b>	(89,7)	(172,4)
Autres charges opérationnelles		<b>(23,3)</b>	(11,2)	(25,6)
<b>Résultat opérationnel</b>	3	<b>45,2</b>	61,7	140,7
<b>Dont :</b>				
Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels et amortissement des contrats clients	3	<b>65,9</b>	70,2	161,0
�l�ments exceptionnels	5	<b>(16,9)</b>	(4,9)	(12,9)
Amortissement des contrats clients	3	<b>(3,8)</b>	(3,6)	(7,4)
<b>Résultat opérationnel</b>	3	<b>45,2</b>	61,7	140,7
Charges financières		<b>(9,2)</b>	(10,4)	(21,1)
Produits financiers		<b>0,1</b>	0,4	0,7
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>36,1</b>	51,7	120,3
Charge d'impôt	6	<b>(9,0)</b>	(12,1)	(28,8)
<b>Résultat net</b>		<b>27,1</b>	39,6	91,5
<b>Dont :</b>				
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		<b>0,2</b>	0,1	0,3
Résultat attribuable aux actionnaires de la Société	8	<b>26,9</b>	39,5	91,2
Résultat par action (en <i>pence</i> ) :				
- de base	8	<b>15,7</b>	23,1	53,3
- dilué	8	<b>15,7</b>	23,1	53,2

Les notes en pages 21 à 45 de l'annonce des résultats semestriels 2017 de Berendsen (et en pages 212 à 241 de la Note d'Opération) font partie intégrante de ces informations financières consolidées résumées semestrielles.

Toutes les activités sont des activités poursuivies.



**ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ SEMESTRIEL**  
**pour le semestre clos le 30 juin 2017**

	<b>Non audité</b> <b>Semestre clos le</b> <b>30 juin 2017</b> <b>£m</b>	Non audité Semestre clos le 30 juin 2016 £m	Audité Exercice clos le 31 décembre 2016 £m
<b>Résultat net</b>	<b>27,1</b>	39,6	91,5
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<i>Éléments pouvant être reclassés en résultat net :</i>			
Écarts de conversion	<b>13,4</b>	35,3	45,2
Profit/(perte) sur couvertures de flux de trésorerie	<b>0,1</b>	5,3	(2,3)
	<b>13,5</b>	40,6	42,9
<i>Éléments ne pouvant pas être reclassés en résultat net :</i>			
Gains/(pertes) actuariels	<b>6,0</b>	(34,7)	(47,1)
<b>Autres éléments du résultat global de la période, nets d'impôt</b>	<b>19,5</b>	5,9	(4,2)
<b>Total du résultat global de la période</b>	<b>46,6</b>	45,5	87,3
Attribuable aux :			
Participations ne donnant pas le contrôle	<b>0,4</b>	0,7	1,0
Actionnaires de la Société	<b>46,2</b>	44,8	86,3

Les éléments de l'état ci-dessus sont présentés nets d'impôt.

**BILAN CONSOLIDÉ SEMESTRIEL**  
pour le semestre clos le 30 juin 2017

	Notes	Non audité Semestre clos le 30 juin 2017 £m	Non audité Semestre clos le 30 juin 2016 £m	Audité Exercice clos le 31 décembre 2016 £m
<b>Actif</b>				
Immobilisations incorporelles :				
– Écart d'acquisition		417,3	404,3	407,3
– Autres immobilisations incorporelles		27,4	23,5	30,1
Immobilisations corporelles	9	617,5	534,1	571,8
Actifs d'impôt différé		8,5	13,1	12,7
Instruments financiers dérivés	15	37,2	64,9	73,8
Excédent de financement du régime de retraite	14	1,1	6,8	-
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>1 109,0</b>	<b>1 046,7</b>	<b>1 095,7</b>
Stocks		56,1	58,5	55,7
Actifs d'impôt exigible		15,2	4,4	8,7
Instruments financiers dérivés	15	19,7	8,0	2,1
Clients et autres débiteurs		203,5	193,5	189,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie		221,2	224,2	310,1
<b>Total des actifs courants</b>		<b>515,7</b>	<b>488,6</b>	<b>566,5</b>
<b>Passif</b>				
Concours bancaires courants		(144,9)	(155,7)	(226,1)
Part des emprunts à moins d'un an		(77,5)	(22,8)	(0,6)
Instruments financiers dérivés	15	(16,8)	(0,3)	(0,3)
Dettes d'impôt exigible		(18,1)	(17,8)	(25,1)
Fournisseurs et autres créditeurs		(212,8)	(197,5)	(213,5)
Provisions	10	(6,8)	(3,7)	(7,5)
<b>Total des passifs courants</b>		<b>(476,9)</b>	<b>(397,8)</b>	<b>(473,1)</b>
<b>Actif circulant net</b>		<b>38,8</b>	<b>90,8</b>	<b>93,4</b>
Part des emprunts à moins d'un an		(486,8)	(487,5)	(512,8)
Instruments financiers dérivés	15	-	(14,2)	(14,6)
Déficits de financement du régime de retraite	14	(34,0)	(36,1)	(39,4)
Passifs d'impôt différé		(69,9)	(67,3)	(74,5)
Fournisseurs et autres créditeurs		(1,1)	(1,1)	(0,9)
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>(591,8)</b>	<b>(606,2)</b>	<b>(642,2)</b>
<b>Actif net</b>		<b>556,0</b>	<b>531,3</b>	<b>546,9</b>
<b>Capitaux propres</b>				
Capital émis		51,8	51,8	51,8
Primes liées au capital		99,8	99,5	99,7
Autres réserves		(0,8)	6,7	(0,9)
Réserve de rachat du capital		150,9	150,9	150,9
Résultats accumulés non distribués		248,6	217,6	240,3
<b>Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société</b>		<b>550,3</b>	<b>526,5</b>	<b>541,8</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>5,7</b>	<b>4,8</b>	<b>5,1</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>556,0</b>	<b>531,3</b>	<b>546,9</b>

**TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS SEMESTRIEL**  
**pour le semestre clos le 30 juin 2017**

		<b>Non audité</b> <b>Semestre clos</b> <b>le</b> <b>30 juin 2017</b> <b>£m</b>	Non audité Semestre clos le 30 juin 2016 £m	Audité Exercice clos le 31 décembre 2016 £m
	Notes			
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>				
Excédent brut d'exploitation	11	<b>137,6</b>	132,5	322,3
Intérêts payés		<b>(8,9)</b>	(10,3)	(19,6)
Intérêts reçus		<b>0,1</b>	0,4	0,7
Impôts versés		<b>(22,4)</b>	(12,6)	(20,6)
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>		<b>106,4</b>	110,0	282,8
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>				
Acquisition de filiales, nette de la trésorerie acquise	13	-	(0,1)	(6,2)
Cession de filiales		-	-	8,0
Acquisition d'immobilisations corporelles		<b>(133,9)</b>	(108,6)	(233,1)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles	11	<b>1,3</b>	0,9	2,0
Acquisition d'immobilisations incorporelles		<b>(2,4)</b>	(1,7)	(4,7)
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>		<b>(135,0)</b>	(109,5)	(234,0)
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>				
Augmentation de capital		<b>0,1</b>	-	0,2
Rachat d'actions propres dans le cadre de l'Employee Benefit Trust		<b>(0,4)</b>	(4,8)	(5,0)
Paiement de frais d'émission d'emprunts		<b>(0,1)</b>	(0,2)	(0,2)
Nouveaux emprunts		<b>58,0</b>	32,2	42,4
Remboursement d'emprunts		-	(63,9)	(93,4)
Remboursement de dettes de crédit-bail		<b>(0,2)</b>	(0,3)	(0,2)
Dividendes versés aux actionnaires de la Société	7	<b>(38,5)</b>	(36,8)	(54,8)
Dividendes versés aux minoritaires		-	-	-
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>		<b>18,9</b>	(73,8)	(111,0)
<b>Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	12	<b>(9,7)</b>	(73,3)	(62,2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		<b>84,0</b>	126,7	126,7
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie		<b>2,0</b>	15,1	19,5
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>		<b>76,3</b>	68,5	84,0
<b>Cash-flow libre</b>	11	<b>(28,6)</b>	0,6	47,0

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(Non audité)	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société							
	Capital émis £m	Primes liées au capital £m	Autres réserves £m	Réserve de rachat du capital £m	Résultats accumulés non distribués £m	Total £m	Participations ne donnant pas le contrôle £m	Capitaux propres £m
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	51,8	99,5	1,4	150,9	211,3	514,9	4,1	519,0
Résultat global :								
Résultat net	-	-	-	-	39,5	39,5	0,1	39,6
Autres éléments du résultat global :								
Gains actuariels	-	-	-	-	(42,6)	(42,6)	-	(42,6)
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	6,4	-	-	6,4	-	6,4
Écarts de conversion	-	-	-	-	33,5	33,5	0,6	34,1
Effet d'impôt des éléments comptabilisés en capitaux propres	-	-	(1,1)	-	9,1	8,0	-	8,0
Total des autres éléments du résultat global	-	-	5,3	-	-	5,3	0,6	5,9
Total du résultat global	-	-	5,3	-	39,5	44,8	0,7	45,5
Transactions avec les actionnaires :								
Rachat d'actions propres dans le cadre de l'Employee Benefit Trust	-	-	-	-	(4,8)	(4,8)	-	(4,8)
Dividendes (note 7)	-	-	-	-	(36,8)	(36,8)	-	(36,8)
Juste valeur des services rendus dans le cadre de plans d'options d'actions et d'attribution d'actions	-	-	-	-	8,4	8,4	-	8,4
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	-	-	(33,2)	(33,2)	-	(33,2)
<b>Au 30 juin 2016</b>	<b>51,8</b>	<b>99,5</b>	<b>6,7</b>	<b>150,9</b>	<b>217,6</b>	<b>526,5</b>	<b>4,8</b>	<b>531,3</b>
Résultat global :								
Résultat net	-	-	-	-	51,7	51,7	0,2	51,9
Autres éléments du résultat global :								
Pertes actuarielles	-	-	-	-	(14,9)	(14,9)	-	(14,9)
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	(7,6)	-	-	(7,6)	-	(7,6)
Écarts de conversion	-	-	-	-	11,2	11,2	0,1	11,3
Effet d'impôt des éléments comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	1,1	1,1	-	1,1
Total des autres éléments du résultat global	-	-	(7,6)	-	49,1	41,5	0,3	41,8
Total du résultat global	-	-	(7,6)	-	49,1	41,5	0,3	41,8
Transactions avec les actionnaires :								
Émission d'actions dans le cadre de plans d'options d'actions	-	0,2	-	-	-	0,2	-	0,2
Rachat d'actions propres dans le cadre de l'Employee Benefit Trust	-	-	-	-	1,2	1,2	-	1,2
Dividendes	-	-	-	-	(18)	(18)	-	(18)
Juste valeur des services rendus dans le cadre de plans d'options d'actions et d'attribution d'actions	-	-	-	-	(9,6)	(9,6)	-	(9,6)
Acquisition d'une participation minoritaire dans une filiale	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des transactions avec les actionnaires	-	0,2	-	-	(26,4)	(26,2)	-	(26,2)
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>51,8</b>	<b>99,7</b>	<b>(0,9)</b>	<b>150,9</b>	<b>240,3</b>	<b>541,8</b>	<b>5,1</b>	<b>546,9</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (suite)

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société							
	Capital émis £m	Primes liées au capital £m	Autres réserves £m	Réserve de rachat du capital £m	Résultats accumulés non distribués £m	Total £m	Participations ne donnant pas le contrôle £m	Capitaux propres £m
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	51,8	99,7	(0,9)	150,9	240,3	541,8	5,1	546,9
Résultat global :								
Résultat net	-	-	-	-	26,9	26,9	0,2	27,1
Autres éléments du résultat global :								
Gains actuariels (note 14)	-	-	-	-	7,3	7,3	-	7,3
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	0,1	-	-	0,1	-	0,1
Écarts de conversion	-	-	-	-	10,0	10,0	0,4	10,4
Effet d'impôt des éléments comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	1,7	1,7	-	1,7
Total des autres éléments du résultat global	-	-	0,1	-	19,0	19,1	0,4	19,5
Total du résultat global	-	-	0,1	-	45,9	46,0	0,6	46,6
Transactions avec les actionnaires :								
Émission d'actions dans le cadre de plans d'options d'actions	-	0,1	-	-	-	0,1	-	0,1
Rachat d'actions propres dans le cadre de l'Employee Benefit Trust	-	-	-	-	(0,1)	(0,1)	-	(0,1)
Dividendes (note 7)	-	-	-	-	(38,5)	(38,5)	-	(38,5)
Juste valeur des services rendus dans le cadre de plans d'options d'actions et d'attribution d'actions	-	-	-	-	1,0	1,0	-	1,0
Total des transactions avec les actionnaires	-	0,1	-	-	(37,6)	(37,5)	-	(37,5)
<b>Au 30 juin 2017</b>	<b>51,8</b>	<b>99,8</b>	<b>(0,8)</b>	<b>150,9</b>	<b>248,6</b>	<b>550,3</b>	<b>5,7</b>	<b>556,0</b>

Le Groupe a créé une fiducie, dénommée l'Employee Benefit Trust, pour administrer les plans d'actions et d'acquérir des actions de la Société, au moyen de fonds contribués par le Groupe, afin d'honorer ses engagements envers les salariés du Groupe. Au 30 juin 2017, la fiducie détenait 1 291 621 actions (30 juin 2016 : 1 514 115 actions ; 31 décembre 2016 : 1 390 393 actions).

## NOTES AUX INFORMATIONS FINANCIÈRES SEMESTRIELLES

### 1 Base de préparation

Ces informations financières consolidées résumées semestrielles ne comprennent pas les comptes sociaux au sens de la Section 434 du Companies Act 2006 (loi britannique sur les sociétés). Les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 2 mars 2017 et déposés au registre du commerce et des sociétés. Les auditeurs ont émis un rapport sur ces comptes sans réserve, sans paragraphe d'observation et sans déclaration prévue par la Section 498 du Companies Act 2006.

Ces informations financières consolidées résumées semestrielles ont fait l'objet d'un examen limité, et non d'un audit.

Ces informations financières consolidées résumées pour le semestre clos le 30 juin 2017 ont été préparées conformément aux règles de présentation et de transparence préconisées par la Financial Conduct Authority (régulateur du secteur financier britannique) et à IAS 34, Information financière intermédiaire, telle qu'adoptée par l'Union européenne. Les informations financières consolidées résumées semestrielles doivent être lues conjointement avec les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016, qui ont été préparés conformément aux IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne et à la législation en vigueur.

#### 1.1 Continuité d'exploitation

Le Groupe satisfait son besoin de fonds de roulement au travers de ses lignes de crédit. Bien que la conjoncture économique actuelle, notamment au Royaume-Uni à l'issue du référendum, reste source d'incertitude, en particulier concernant le niveau de la demande de produits du Groupe, les prévisions et les projections du Groupe montrent que son exploitation devrait se poursuivre dans les limites des lignes de crédit actuelles, compte tenu des évolutions possibles de la performance commerciale. En conséquence, et après avoir réapprécié les principaux risques, les administrateurs ont considéré approprié de retenir l'hypothèse de la continuité d'exploitation pour la préparation des informations financières semestrielles.

## 2 Principes comptables

Sauf indication contraire, les principes comptables, les principales hypothèses et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations ont été appliqués de façon permanente avec ceux des états financiers annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016, comme indiqué dans ces états financiers annuels.

L'impôt sur le résultat des périodes intermédiaires est provisionné en utilisant le taux d'imposition qui serait applicable au total du résultat annuel attendu.

Les nouvelles normes, les amendements aux normes et les interprétations suivants sont d'application obligatoire pour la première fois pour l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2017, mais n'ont pas d'impact significatif sur le Groupe :

- Amendements à IAS 12 - Impôts sur le résultat - Comptabilisation des actifs d'impôt différé pour les pertes non réalisées, soumis à l'adoption par l'Union européenne

Les nouvelles normes, les amendements aux normes et les interprétations suivants sont d'application obligatoire pour la première fois pour l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2017, et ont été appliqués dans le cadre de la préparation des présentes informations financières.

- Amendements à IAS 7 - État des flux de trésorerie, soumis à l'adoption par l'Union européenne et aux termes desquels des informations additionnelles doivent être fournies concernant les variations des passifs liés aux opérations de financement en distinguant notamment les variations des flux avec et sans effet de trésorerie (voir note 12)

Un certain nombre de nouvelles normes, d'amendements aux normes et d'interprétations ne sont applicables que pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et n'ont donc pas été appliqués dans le cadre de la préparation des présentes informations financières consolidées. Aucune de ces normes et interprétations, ni aucun de ces amendements ne devrait avoir d'impact significatif sur les informations financières consolidées du Groupe, à l'exception de ceux précisés ci-après :

- IFRS 9, « Instruments financiers », porte sur la classification, l'évaluation et la comptabilisation des actifs financiers et des passifs financiers. La norme a été publiée en novembre 2009 et octobre 2010 et a été adoptée par l'UE en novembre 2016. Elle remplace les parties de la norme IAS 39 traitant de la classification et de l'évaluation des instruments financiers et prend effet au titre des exercices comptables commençant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018. La norme IFRS 9 impose la classification des actifs financiers en deux catégories d'évaluation : ceux mesurés en juste valeur et ceux mesurés en coût amorti. La classification doit être faite au moment de la comptabilisation initiale. Elle est fonction du modèle économique de l'entité pour la gestion de ses instruments financiers et des caractéristiques contractuelles de l'instrument en termes de flux de trésorerie. Pour les passifs financiers, la norme reste très proche de la norme IAS 39. Le principal changement est que dès lors que l'option juste valeur est retenue pour la valorisation des passifs financiers, la partie de tout ajustement de valeur imputable au risque crédit propre à l'entité est comptabilisée en autres éléments du résultat global plutôt que dans le compte de résultat, à moins que cela n'entraîne une distorsion comptable. Le Groupe ne s'attend pas à ce que la norme IFRS 9 ait un impact significatif sur ses principes comptables actuels en matière d'instruments financiers, étant donné que les nouvelles règles auront un impact plus direct pour le traitement comptable des actifs financiers peu présents dans le Groupe en dehors des comptes clients. Le principal domaine d'impact pour le Groupe sera au plan de l'introduction de l'examen prospectif des pertes sur créances futures prévues.

## 2 Principes comptables (suite)

De la même manière, la comptabilité de couverture du Groupe ne sera pas impactée de façon significative par l'adoption d'IFRS 9, en dehors de la fourniture d'une information plus complète au titre de la stratégie de gestion des risques de l'entité et de l'optimisation de l'impact de la comptabilité de couverture pour les informations financières.

- La norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients, traite de la reconnaissance du chiffre d'affaires et détermine des principes pour la communication d'informations utiles aux utilisateurs d'informations financières sur la nature, le montant, l'échéance et le degré d'incertitude des produits et des flux de trésorerie futurs associés avec les contrats conclus par l'entité avec ses clients. Un produit est reconnu dès lors que le client obtient le contrôle d'un bien ou d'un service et est donc en mesure d'en déterminer l'utilisation et d'en recueillir les avantages économiques. Elle remplace la norme IAS 18, Produits des activités ordinaires, et la norme IAS 11, Contrats de construction et les interprétations s'y rapportant. Approuvée par l'Union européenne en septembre 2016, cette norme est applicable aux exercices commençant à partir ou à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Son application anticipée est autorisée. Le Groupe ne s'attend pas à ce que la norme IFRS 15 ait un impact significatif sur ses principes comptables actuels en matière de reconnaissance du chiffre d'affaires. S'agissant de ses produits textiles, le Groupe s'attend à ce que son obligation de performance corresponde à la prestation du service de location textile, de sorte que les produits correspondants seront reconnus à l'avancement. S'agissant des ventes directes, le Groupe s'attend à ce que son obligation de performance corresponde à la livraison des biens, laquelle entraînera donc la reconnaissance du produit correspondant à un moment précis.

La norme inclut des commentaires détaillés, relatifs à l'application, qui sont cours de revue au titre de toutes ses branches d'activités en prévision de l'adoption de la norme à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Un certain nombre de nouvelles normes, d'amendements aux normes et d'interprétations ne sont applicables que pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et n'ont donc pas été appliqués dans le cadre de la préparation des présentes informations financières consolidées. Aucune de ces normes et interprétations, ni aucun de ces amendements ne devrait avoir d'impact significatif sur les informations financières consolidées du Groupe, à l'exception de ceux précisés ci-après :

- En janvier 2016 la norme IFRS 16, Contrats de location, a été publiée. L'examen par le Conseil d'administration de l'impact de cette norme pour les principes comptables du Groupe est en cours. À titre indicatif, étant donné que les règles de comptabilisation des bailleurs restent largement inchangées, il est peu probable que le Groupe ait à changer son traitement comptable actuel des actifs de location de textiles inclus dans son bilan. Tous les produits afférents aux textiles et autres actifs de location du Groupe sont en effet considérés comme des produits de location simple. Cela ne changera pas à moins que des contrats futurs ne soient qualifiés de location-financement.

À présent, le Groupe loue des locaux et des véhicules en vertu de contrats de location simple destinés à être impactés par la nouvelle norme, de sorte que ces contrats feront peut-être l'objet d'une comptabilisation au bilan des actifs loués avec effet à compter de la date d'adoption de la nouvelle norme. En conséquence, la structure du compte de résultat du Groupe pourra être affectée avec substitution de charges d'amortissement et d'intérêts à la place des actuelles redevances de location.

Le Groupe n'anticipe pas d'impact matériel résultant de la première application d'autres normes ou interprétations IFRS.

### 3 Information sectorielle

Les résultats par branches d'activités du Groupe pour le semestre clos le 30 juin 2017 sont présentés ci-après :

	Workwear £m	Facility £m	Healthcare £m	Hospitality £m	Non Groupe affecté £m	Non Groupe £m
Chiffre d'affaires sectoriel total	199,9	128,6	166,4	85,0	-	579,9
Chiffre d'affaires intersectoriel	(1,4)	(0,3)	(2,9)	(0,2)	-	(4,8)
<b>Chiffre d'affaires provenant des clients externes</b>	<b>198,5</b>	<b>128,3</b>	<b>163,5</b>	<b>84,8</b>	-	<b>575,1</b>
Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels et amortissement des contrats clients	36,5	31,2	10,0	(1,5)	(10,3)	65,9
Éléments exceptionnels (note 5)	(2,3)	(0,3)	(2,4)	(1,7)	(10,2)	(16,9)
Amortissement des contrats clients	(0,7)	(2,9)	(0,1)	-	(0,1)	(3,8)
<b>Résultat sectoriel</b>	<b>33,5</b>	<b>28,0</b>	<b>7,5</b>	<b>(3,2)</b>	<b>(20,6)</b>	<b>45,2</b>
Coût de l'endettement financier net						(9,1)
<b>Résultat avant impôt</b>						<b>36,1</b>
Charge d'impôt						(9,0)
<b>Résultat de la période</b>						<b>27,1</b>
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle						(0,2)
<b>Résultat attribuable aux actionnaires de la Société</b>						<b>26,9</b>
Dépenses d'investissement	58,1	18,7	32,0	28,2	(0,7)	136,3
Amortissement des immobilisations corporelles (note 11)	45,1	13,3	26,2	16,8	(2,6)	98,8
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 11)	1,4	3,2	0,7	0,3	0,3	5,9

Les coûts non affectés incluent les fonctions de marketing groupe, achats centraux et communication.

Les dépenses d'investissement comprennent les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, y compris celles provenant de regroupement d'entreprises.

Dans le cadre de la nouvelle structure par branche d'activités figurant dans les états financiers de l'exercice 2016, les résultats retraités pour le premier semestre clos le 30 juin 2016 sont présentés ci-après :

	Workwear £m	Facility £m	Healthcare £m	Hospitality £m	Non Groupe affecté £m	Non Groupe Retraité £m
Chiffre d'affaires sectoriel total	181,0	111,1	156,2	90,3	-	538,6
Chiffre d'affaires intersectoriel	(1,2)	(0,5)	(2,5)	(0,9)	-	(5,1)
Chiffre d'affaires provenant des clients externes	179,8	110,6	153,7	89,4	-	533,5
Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels et amortissement des contrats clients	33,7	26,2	11,5	1,4	(2,6)	70,2
Éléments exceptionnels (note 5)	-	-	(0,4)	(0,3)	(4,2)	(4,9)
Amortissement des contrats clients	(0,7)	(2,7)	(0,1)	-	(0,1)	(3,6)
<b>Résultat sectoriel</b>	<b>33,0</b>	<b>23,5</b>	<b>11,0</b>	<b>1,1</b>	<b>(6,9)</b>	<b>61,7</b>
Coût de l'endettement financier net						(10,0)
<b>Résultat avant impôt</b>						<b>51,7</b>
Charge d'impôt						(12,1)
<b>Résultat de la période</b>						<b>39,6</b>
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle						(0,1)
<b>Résultat attribuable aux actionnaires de la Société</b>						<b>39,5</b>
Dépenses d'investissement	53,3	16,5	23,3	20,4	(2,8)	110,7
Amortissement des immobilisations corporelles (note 11)	38,9	11,3	23,7	16,3	(2,5)	87,7
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 11)	1,2	3,3	0,6	0,4	0,2	5,7

Les ventes intersectorielles sont réalisées dans des conditions normales de concurrence.

### 3 Information sectorielle (suite)

Les actifs et passifs sectoriels au 30 juin 2017, dans la structure par branches d'activités, sont les suivants :

	Workwear £m	Facility £m	Healthcare £m	Hospitality £m	Non affecté £m	Groupe £m
Actifs d'exploitation	<b>496,4</b>	<b>354,1</b>	<b>311,7</b>	<b>170,5</b>	<b>(10,9)</b>	<b>1 321,8</b>
Dettes d'exploitation	<b>(67,3)</b>	<b>(37,6)</b>	<b>(53,8)</b>	<b>(28,4)</b>	<b>(33,5)</b>	<b>(220,6)</b>

Les actifs et passifs sectoriels au 30 juin 2016, dans la nouvelle structure par branches d'activités, sont les suivants :

	Workwear £m	Facility £m	Healthcare £m	Hospitality £m	Non affecté £m	Groupe £m
Actifs d'exploitation	433,2	343,5	287,4	164,6	(14,8)	1 213,9
Dettes d'exploitation	(66,7)	(45,0)	(39,2)	(38,8)	(12,6)	(202,3)

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le Groupe présente les informations relatives aux opérations réalisées par l'activité Workwear en Pologne, en République Tchèque et en Slovaquie dans la branche d'activités Workwear. Celles-ci étant précédemment reconnues dans la branche d'activités Facility, les informations financières pour l'exercice clos au 31 décembre 2016 ont été retraitées le cas échéant, à des fins de comparaison.

Les actifs et passifs sectoriels retraités au 31 décembre 2016, dans la nouvelle structure par branches d'activités, sont les suivants :

	Workwear £m	Facility £m	Healthcare £m	Hospitality £m	Non affecté £m	Groupe £m
Actifs d'exploitation	436,4	373,0	278,9	147,3	19,2	1 254,8
Réaffectation	30,0	(30,0)	-	-	-	-
Actifs d'exploitation retraités	466,4	343,0	278,9	147,3	19,2	1 254,8
Dettes d'exploitation	(74,7)	(53,7)	(32,9)	(37,5)	(22,9)	(221,7)
Réaffectation	(2,6)	2,6	-	-	-	-
Dettes d'exploitation retraitées	(77,3)	(51,1)	(32,9)	(37,5)	(22,9)	(221,7)

Les actifs sectoriels comprennent pour l'essentiel les immobilisations corporelles et incorporelles, les stocks et les clients et autres débiteurs.

Les passifs sectoriels comprennent pour l'essentiel les fournisseurs et autres créditeurs et les provisions.

Les actifs non affectés incluent les actifs d'exploitation afférents aux fonctions groupe.

Les passifs non affectés incluent les dettes d'exploitation afférentes aux fonctions groupe.

Le chiffre d'affaires du Groupe par principaux marchés géographiques peut être synthétisé comme suit :

	<b>Semestre clos le 30 juin 2017</b>	Semestre clos le 30 juin 2016
	<b>£m</b>	£m
Royaume-Uni	<b>187,5</b>	195,3
Suède	<b>95,4</b>	84,9
Allemagne	<b>87,1</b>	74,1
Danemark	<b>79,5</b>	68,2
Pays-Bas	<b>49,5</b>	43,1
Norvège	<b>27,2</b>	23,4
Autre	<b>48,9</b>	44,5
<b>Total</b>	<b>575,1</b>	533,5

#### 4 Saisonnalité

Les marchés de l'hôtellerie et la restauration sont sujets à des fluctuations saisonnières. Les produits et les résultats opérationnels devraient être plus élevés aux deuxième et troisième trimestres de l'année en raison du regain de la demande en période de vacances. Sinon, les résultats opérationnels ne sont pas affectés de façon significative par la saisonnalité ou le caractère cyclique des activités.

#### 5 Éléments exceptionnels

Le résultat opérationnel est présenté sous déduction des éléments suivants jugés par le Groupe comme revêtant un caractère exceptionnel :

	<b>Semestre clos le 30 juin 2017</b>	Semestre clos le 30 juin 2016	Exercice clos le 31 décembre 2016
	<b>£m</b>	£m	£m
Coûts relatifs aux opérations de fusion-acquisition	<b>9,0</b>	-	8,3
Cession de filiales	-	-	(0,8)
Gain sur réduction de régime de retraite	-	-	(5,1)
Coûts de mise en œuvre de la nouvelle stratégie :			
Honoraires et frais professionnels	<b>0,3</b>	4,4	4,7
Coûts de restructuration et licenciement	<b>7,6</b>	0,5	5,8
	<b>16,9</b>	4,9	12,9

Durant le semestre, le Groupe a encouru 16,9 millions de livres sterling de charges exceptionnelles, dont :

- 9 millions de livres sterling au titre de frais juridiques et d'honoraires professionnels concernant l'acquisition recommandée de Berendsen par Elis SA (« l'Opération »). Le crédit d'impôt correspondant s'élève à 1,6 million de livres sterling.
- 7,6 millions de livres sterling au titre de frais liés à l'importante réorganisation du Groupe et la revue de sa capacité opérationnelle principalement au Royaume-Uni. Le crédit d'impôt correspondant s'élève à 1,4 million de livres sterling.
- 0,3 million de livres sterling au titre de la mise en œuvre du nouveau plan stratégique du Groupe. Le crédit d'impôt correspondant s'élève à 0,1 million de livres sterling.

De nouveaux frais s'élevant à 23 millions de livres sterling seraient exigibles si l'Opération était réalisée. Les autres conséquences de l'Opération comprennent l'impact du remboursement des emprunts et le dénouement des instruments dérivés associés, ainsi que le coût de l'acquisition anticipée des attributions d'actions non acquises. De plus amples informations sur l'Opération seront intégrées dans le *Scheme of Arrangement*.

## **6 Charge d'impôt**

La charge d'impôt est basée sur un taux d'imposition effectif annuel estimé individuellement pour chaque juridiction fiscale dans laquelle le Groupe exerce ses activités, qui est appliqué au résultat avant impôt, hors éléments exceptionnels, de l'entité concernée. Le taux d'imposition effectif appliqué au résultat ajusté avant impôt est de 22,6 % (30 juin 2016 : 23,1 %).

## **7 Dividendes**

Un solde du dividende d'un montant de 38,5 millions de livres sterling au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 a été versé en mai 2017 (2016 : 36,8 millions de livres sterling), représentant 22,5 *pence* par action (2015 : 21,5 *pence*).

En outre, le Conseil d'administration a annoncé un acompte sur dividende de 11 *pence* par action ordinaire au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017. Cet acompte sur dividende sera versé le 25 août 2017 aux actionnaires inscrits au registre le 4 août 2017. Cet acompte sur dividende d'environ 19,0 millions de livres sterling n'est pas inscrit dans ces informations financières puisqu'il ne constitue pas un passif au 30 juin 2017. Il sera comptabilisé dans les capitaux propres durant l'exercice clos le 31 décembre 2017.

## 8 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, soit 171 293 223 (2016 : 170 969 519).

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, ajusté comme suit :

	<b>30 juin 2017</b>	30 juin 2016	31 décembre 2016
	<b>Nombre d'actions</b>	Nombre d'actions	Nombre d'actions
En circulation	<b>171 293 223</b>	170 969 519	171 095 601
Actions ordinaires potentielles dilutives attribuables aux options sur actions non exercées	<b>161 003</b>	345 322	256 845
	<b>171 454 226</b>	171 314 841	171 352 446

Le résultat opérationnel et le résultat par action ordinaire présentés ont été ajustés afin d'éliminer l'impact des éléments exceptionnels, de l'amortissement des contrats clients et des impôts non récurrents. Les administrateurs estiment que cette présentation apporte des informations complémentaires utiles aux utilisateurs des informations financières semestrielles en donnant des informations sur les activités sous-jacentes.

La réconciliation entre les montants de base et ajustés pour le Groupe est la suivante :

	<b>Semestre clos le 30 juin 2017</b>		Semestre clos le 30 juin 2016		Exercice clos le 31 décembre 2016	
	<b>£m</b>	<b>Résultat par action (pence)</b>	£m	Résultat par action (pence)	£m	Résultat par action (pence)
Résultat attribuable aux actionnaires de la société utilisé pour le calcul du résultat de base par action	<b>26,9</b>	<b>15,7</b>	39,5	23,1	91,2	53,3
Éléments exceptionnels (après impôt)	<b>13,8</b>	<b>8,1</b>	3,9	2,3	11,3	6,6
Amortissement des contrats clients (après impôt)	<b>3,0</b>	<b>1,8</b>	2,8	1,6	5,8	3,4
Impact de la réduction des taux légaux d'impôt – Royaume-Uni et autres éléments fiscaux	-	-	-	-	(0,4)	(0,2)
Résultat attribuable aux actionnaires de la Société utilisé pour le calcul du résultat ajusté par action	<b>43,7</b>	<b>25,6</b>	46,2	27,0	107,9	63,1
Résultat dilué par action - non ajusté		<b>15,7</b>		23,1		53,2
Résultat dilué par action - ajusté		<b>25,6</b>		27,0		63,0

## 9 Immobilisations corporelles

Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, le Groupe a acquis des actifs (hors immobilisations corporelles acquises à travers des regroupements d'entreprises), dont des nouveaux contrats de location, pour un montant de 134 millions de livres sterling (30 juin 2016 : 109 millions de livres sterling).

Le Groupe a cédé des actifs d'une valeur nette comptable de 1,7 million de livres sterling durant le semestre clos le 30 juin 2017 (30 juin 2016 : 1,4 million de livres sterling), ce qui a entraîné une perte nette de cession de 0,4 million de livres sterling (30 juin 2016 : perte de 0,5 million de livres sterling).

Les engagements du Groupe au titre des dépenses d'investissement s'élevaient à 48,3 millions de livres sterling au 30 juin 2017 (30 juin 2016 : 23,2 millions de livres sterling).

## 10 Provisions

	Restructuration £m	Obligations légales et réglementaires £m	Total £m
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	0,6	6,9	7,5
Dotations de l'exercice	0,1	-	0,1
Utilisations de la période	(0,1)	(0,7)	(0,8)
Au 30 juin 2017	0,6	6,2	6,8
Échéances estimées :			
Courants	0,6	6,2	6,8

### *Restructuration*

Les provisions de restructuration sont essentiellement composées d'indemnités de licenciement. Elles ne sont pas comptabilisées au titre de pertes d'exploitation futures.

### *Obligations légales et réglementaires*

En tant que groupe international, Berendsen est confronté de temps à autre à des réclamations. Celles-ci peuvent être imputables à des litiges impliquant des sociétés du Groupe, à des investigations conduites par les autorités de la concurrence ou l'administration fiscale, ou à des exigences réglementaires, y compris environnementales. Des provisions ont été comptabilisées au titre d'un certain nombre de ces éléments dans les présentes informations financières consolidées, susceptibles d'occasionner, de l'avis de la direction, des charges financières significatives.

## 11 Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Le résultat opérationnel peut être rapproché avec les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles comme suit :

	Semestre clos le 30 juin 2017 £m	Semestre clos le 30 juin 2016 £m	Exercice clos le 31 décembre 2016 £m
Résultat net	27,1	39,6	91,5
Ajustements :			
Charge d'impôt	9,0	12,1	28,8
Amortissement des immobilisations incorporelles	5,9	5,7	11,4
Amortissement des immobilisations corporelles	98,8	87,7	183,6
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	0,4	0,5	1,0
Gain sur cession d'une filiale	-	-	(0,8)
Produits financiers	(0,1)	(0,4)	(0,7)
Charges financières	9,2	10,4	21,1
Gain sur réduction de régime de retraite	-	-	(5,1)
Autres mouvements	1,3	(2,1)	(3,7)
Variations du besoin en fonds de roulement (sauf impacts d'acquisitions, cessions sans incidence sur la trésorerie, écarts de conversion) :			
Stocks	0,5	(4,7)	(3,1)
Clients et autres débiteurs	(9,9)	(5,5)	(7,3)
Fournisseurs et autres créditeurs	(3,9)	(11,2)	3,0
Provisions	(0,7)	0,4	2,6
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>137,6</b>	<b>132,5</b>	<b>322,3</b>

## 11 Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (suite)

Dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, les encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles (y compris les actifs détenus en vue de la vente) comprennent :

	Semestre clos le 30 juin 2017 £m	Semestre clos le 30 juin 2016 £m	Exercice clos le 31 décembre 2016 £m
Valeur nette comptable	1,7	1,4	3,0
Gain sur cession d'immobilisations corporelles	(0,4)	(0,5)	(1,0)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles	1,3	0,9	2,0

	Semestre clos le 30 juin 2017 £m	Semestre clos le 30 juin 2016 £m	Exercice clos le 31 décembre 2016 £m
<b>Cash-flow libre</b>	<b>(28,6)</b>	0,6	47,0
<b>Ventilation</b>			
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	106,4	110,0	282,8
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(133,9)	(108,6)	(233,1)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles	1,3	0,9	2,0
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(2,4)	(1,7)	(4,7)
<b>Cash-flow libre</b>	<b>(28,6)</b>	0,6	47,0

## 12 Rapprochement des flux nets de trésorerie au mouvement dans la dette nette

	Semestre clos le 30 juin 2017 £m	Semestre clos le 30 juin 2016 £m	Exercice clos le 31 décembre 2016 £m
Variation de trésorerie	(9,7)	(73,3)	(62,2)
Incidence des mouvements dans la dette nette et les passifs de location financement	(57,7)	32,2	51,5
Variation la dette nette résultant des flux de trésorerie	(67,4)	(41,1)	(10,7)
Nouveaux contrats de location financement	-	(0,5)	(0,6)
Emprunts bancaires et contrats de location financement liés à l'acquisition de filiales	-	-	(2,8)
Écarts de conversion	8,8	(29,3)	(44,4)
Mouvement dans la dette nette	(58,6)	(70,9)	(58,5)
Dette nette en début de période	(429,4)	(370,9)	(370,9)
Dette nette en fin de période	(488,0)	(441,8)	(429,4)

## Rapprochement des passifs liés aux opérations de financement

	Part des emprunts à moins d'un an £m	Part des emprunts à plus d'un an £m	Dettes de location financement à court terme £m	Dettes de location financement à long terme £m	Total £m
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	-	(511,8)	(0,6)	(1,0)	(513,4)
Flux de trésorerie	-	(57,9)	0,1	0,1	(57,7)
<b>Flux sans effet sur la trésorerie</b>					
Nouveaux contrats de location financement	-	-	-	-	-
Reclassement en passif courant	(77,0)	77,0	-	-	-
Écarts de conversion	(0,3)	6,8	0,3	-	6,8
<b>Au 30 juin 2017</b>	<b>(77,3)</b>	<b>(485,9)</b>	<b>(0,2)</b>	<b>(0,9)</b>	<b>(564,3)</b>

### 13 Acquisitions

Le Groupe n'a réalisé aucune acquisition au cours du semestre clos le 30 juin 2017. Durant la même période, le Groupe n'a rien payé au titre d'acquisitions antérieures.

### 14 Régimes de retraite

Les soldes comptabilisés au bilan sont déterminés comme suit :

	<b>Au 30 juin 2017 £m</b>	Au 31 décembre 2016 £m
Valeur actuelle des engagements	<b>(399,2)</b>	(395,8)
Juste valeur des actifs des régimes	<b>366,3</b>	356,4
Passif net au bilan	<b>(32,9)</b>	(39,4)
Dont :		
– Excédent de financement	<b>1,1</b>	-
– Déficit de financement et régimes sans actifs de couverture	<b>(34,0)</b>	(39,4)
	<b>(32,9)</b>	(39,4)

## Analyse des mouvements des actifs nets inscrits au bilan :

	Semestre clos le 30 juin 2017 £m
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	(39,4)
Coût des services rendus	(0,7)
Charge de financement	(5,2)
Rendement des actifs de couverture	4,7
Perte actuarielle comptabilisée dans les autres éléments du résultat global	7,3
Prestations versées	0,5
Contributions payées	0,8
Écarts de conversion	(0,9)
Au 30 juin 2017	(32,9)

La variation des engagements de retraite durant le semestre clos le 30 juin 2017 s'explique principalement par une baisse du rendement de l'obligation d'entreprise au cours de la période et par l'impact de cette baisse sur les engagements de retraite actualisés.

## 15 Gestion du risque financier et instruments financiers

### 15.1 Facteurs de risque financier

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risque de marché (comprenant le risque de change, le risque de juste valeur sur taux d'intérêt, le risque de variation des flux de trésorerie due à l'évolution des taux d'intérêt et le risque de prix), risque de crédit et risque de liquidité.

Les informations financières consolidées résumées semestrielles ne comprennent pas toutes les informations sur la gestion du risque financier devant être présentées dans les états financiers annuels ; ils doivent donc être lus conjointement avec les états financiers annuels du Groupe au 31 décembre 2016. Aucun changement n'est intervenu à l'échelle du département de gestion des risques et les politiques de gestion des risques n'ont pas été modifiées depuis la clôture.

### 15.2 Risque de liquidité

Comparativement à l'année dernière, les sorties de trésorerie contractuelles non actualisées au titre des passifs financiers n'ont pas enregistré de variation significative. Durant le semestre, le Groupe a effectué un tirage supplémentaire de 58 millions de livres sterling sur la facilité de crédit renouvelable.

## 15 Gestion du risque financier et instruments financiers suite

### 15.3 Estimation de la juste valeur

Le tableau ci-après présente les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, en fonction des données d'entrée utilisées dans la technique d'évaluation. Les différents niveaux sont définis ainsi :

- Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1).
- Utilisation de données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (prix) soit indirectement (extrapolées à partir des prix) (niveau 2).
- Utilisation de données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (niveau 3).

Le tableau suivant présente les actifs et passifs financiers du Groupe qui sont évalués à la juste valeur au 30 juin 2017 :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs</b>				
<b>Dérivés de couverture</b>				
Swaps croisés taux-devises	-	56,9	-	56,9
Contrats à terme sur devises	-	-	-	-
<b>Total des actifs</b>	<b>-</b>	<b>56,9</b>	<b>-</b>	<b>56,9</b>
<b>Passifs</b>				
<b>Dérivés de couverture</b>				
Swaps croisés taux-devises	-	(16,1)	-	(16,1)
Contrats à terme sur devises	-	(0,7)	-	(0,7)
<b>Total des passifs</b>	<b>-</b>	<b>(16,8)</b>	<b>-</b>	<b>(16,8)</b>

Le tableau suivant présente les actifs et passifs financiers du Groupe qui sont évalués à la juste valeur au 30 juin 2016 :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs</b>				
<b>Dérivés de couverture</b>				
Swaps croisés taux-devises	-	70,6	-	70,6
Contrats à terme sur devises	-	2,3	-	2,3
<b>Total des actifs</b>	<b>-</b>	<b>72,9</b>	<b>-</b>	<b>72,9</b>
<b>Passifs</b>				
<b>Dérivés de couverture</b>				
Swaps croisés taux-devises	-	(14,5)	-	(14,5)
<b>Total des passifs</b>	<b>-</b>	<b>(14,5)</b>	<b>-</b>	<b>(14,5)</b>

Le tableau suivant présente les actifs et passifs financiers du Groupe qui sont mesurés à leur juste valeur au 31 décembre 2016 :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs</b>				
<b>Dérivés de couverture</b>				
Swaps croisés taux-devises	-	73,6	-	73,6
Contrats à terme sur devises	-	2,3	-	2,3
<b>Total des actifs</b>	<b>-</b>	<b>75,9</b>	<b>-</b>	<b>75,9</b>
<b>Passifs</b>				
<b>Dérivés de couverture</b>				
Swaps croisés taux-devises	-	(14,9)	-	(14,9)
Contrats à terme sur devises	-	-	-	-
<b>Total des passifs</b>	<b>-</b>	<b>(14,9)</b>	<b>-</b>	<b>(14,9)</b>

## 15 Gestion du risque de juste valeur et instruments financiers (suite)

### 15.4 Évaluation de la juste valeur

Conformément à IFRS 13, le Groupe doit fournir des informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur dans le bilan.

Les techniques d'évaluation et les hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur de chaque catégorie d'actif ou de passif sont identiques à celles utilisées au 31 décembre 2016, et tiennent compte des conditions économiques actuelles. Tous les dérivés sont positionnés au niveau 2 de la hiérarchie d'estimation de juste valeur établie par la norme IFRS 13.

Les justes valeurs pour chaque catégorie d'instruments de couverture sont les suivantes :

	Semestre clos le 30 juin 2017		Semestre clos le 30 juin 2016		Exercice clos le 31 décembre 2016	
	Juste valeur des actifs £m	Juste valeur des passifs £m	Juste valeur des actifs £m	Juste valeur des passifs £m	Juste valeur des actifs £m	Juste valeur des passifs £m
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>						
Swaps croisés taux-devises	55,4	-	60,9	-	68,9	-
Contrats à terme sur devises	-	(0,7)	2,3	-	2,3	-
	55,4	(0,7)	63,2	-	71,2	-
<b>Couvertures d'investissements nets</b>						
Swaps croisés taux-devises	1,5	(16,1)	9,7	(14,5)	4,7	(14,9)
	1,5	(16,1)	9,7	(14,5)	4,7	(14,9)
<b>Total</b>	<b>56,9</b>	<b>(16,8)</b>	<b>72,9</b>	<b>(14,5)</b>	<b>75,9</b>	<b>(14,9)</b>

## **16 Entreprises liées**

La nature des parties liées telle que présentée dans les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2016 et pour l'exercice clos à cette date n'a pas changé. En outre, aucune transaction significative avec une partie liée n'est intervenue durant le semestre clos le 30 juin 2017.

## **17 Passifs éventuels**

Le Groupe opère des blanchisseries dans toute l'Europe. Certains de ces sites fonctionnent en tant que blanchisseries depuis de nombreuses années et pourraient à ce titre faire l'objet de passifs environnementaux historiques même si le Groupe dispose à ce sujet de garanties de la part de tiers pour plusieurs de ces sites. L'étendue des passifs éventuels, et la couverture offerte par les garanties correspondantes, sont examinées, le cas échéant, de concert avec les tiers concernés. La Société fait actuellement l'objet de poursuites judiciaires concernant certaines garanties contractuelles reçues au titre des dommages environnementaux qui auraient pu exister lors de l'acquisition de certaines blanchisseries en Suède. La Société anticipe que les garanties, reçues de façon contractuelle et non équivoque, soient intégralement confirmées. La Société ne s'attend pas à subir de perte significative au titre de ces sites ou d'autres sites.

En tant que groupe international, Berendsen est confronté de temps à autre à des réclamations indépendamment de celles évoquées ci-dessus. Celles-ci peuvent être imputables à des litiges impliquant des sociétés du Groupe découlant d'investigations conduites par l'administration fiscale, ou à des exigences réglementaires. Des provisions ont été comptabilisées au titre de certains de ces éléments susceptibles d'occasionner, de l'avis de la direction, des passifs financiers importants. Les administrateurs estiment qu'aucun passif éventuel ne nécessite de fournir des informations autres que celles présentées dans les présentes informations financières semestrielles.

## **18 Politique relative au site Internet**

Les administrateurs sont responsables de la maintenance et de l'intégrité du site Internet de la Société. Les informations publiées sur le site Internet sont accessibles dans de nombreux pays où la législation est différente. Au Royaume-Uni, la législation régissant l'élaboration et la communication des informations financières peut être différente de celle en vigueur dans d'autres pays.

## **19 Événements postérieurs à la clôture**

Le 12 juin 2017, le Conseil de surveillance d'Elis SA et le Conseil d'administration de Berendsen plc ont annoncé être parvenus à un accord sur les termes d'une acquisition recommandée, par Elis, de l'intégralité du capital émis et à émettre de Berendsen par Elis (l'« Opération »).

Le Conseil d'administration de Berendsen demeure confiant dans la capacité de la stratégie d'excellence du Groupe Berendsen, la « Berendsen Excellence Strategy », à créer une valeur significative pour les actionnaires de Berendsen, en tant qu'entité indépendante. Toutefois, il estime également que les termes de l'offre d'Elis SA témoignent de la qualité des activités de Berendsen et de la solidité de ses perspectives d'avenir. En outre, le Conseil de Berendsen considère que l'Opération donnera naissance à un leader pan-européen de la location-entretien d'articles textiles, doté de positions stratégiques sur les marchés dans lesquels il exerce ses activités et d'une envergure et implantation suffisantes pour fournir à ses clients l'offre de services textiles la plus complète et la plus efficace sur le continent européen. Dans ce contexte, les administrateurs de Berendsen ont l'intention

de recommander de manière unanime aux actionnaires de Berendsen de voter en faveur de l'Opération.

Le « *Scheme Document* » contenant des informations plus détaillées sur l'Opération et les convocations à l'assemblée générale des actionnaires seront envoyés aux actionnaires de Berendsen, avec les formulaires de procuration, au plus tard le 31 juillet 2017. Le *Scheme Document* contiendra également un calendrier prévisionnel des principales étapes de l'Opération. L'Opération devrait être réalisée durant le troisième trimestre 2017, sous réserve de l'approbation des actionnaires et des autorisations réglementaires.

## 20 Principaux risques et incertitudes

Risque	Impact potentiel	Évolution depuis janvier 2017	Mesures d'atténuation des risques existantes	Mesures d'atténuation des risques à venir en 2017
<b>1 Perturbation des activités et manque d'attention résultant de changements stratégiques dans l'organisation</b>	Baisse de la rentabilité future et impact sur les indicateurs clés de performance	<b>Aucun changement</b>	Examen mensuel du Conseil relatif à l'évolution de la mise en œuvre de la stratégie et de la performance des activités par rapport aux objectifs arrêtés	Mesures actuelles maintenues
Domaine d'intérêt stratégique	Croissance du chiffre d'affaires		Définition et validation de nouveaux indicateurs clés de performance	
Excellence opérationnelle	Résultat par action		Contrôle du système de suivi de projets pour les actions du Groupe	
	Flux de trésorerie		Mise en place d'un bureau de gestion de projets (PMO) dédié aux projets majeurs et au système de gestion de projets utilisé	
	Dettes nette/EBITDA			
	Retour sur capitaux investis			
	Dividende par action			
<b>2 Absence des compétences en technologies de l'information et en services partagés nécessaires pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie</b>	Soutien insuffisant à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du Groupe et impact sur les indicateurs clés de performance	<b>Aucun changement</b>	Recrutement d'un nouveau directeur des systèmes d'information pour définir et appliquer une stratégie en la matière	Mesures actuelles maintenues
Domaine d'intérêt stratégique	Croissance du chiffre d'affaires		Projet de services partagés en cours d'élaboration pour renforcer leur utilisation et leur portée – projet appuyé par un cabinet de conseil, spécialisé dans le domaine	
Base des quatre secteurs stratégiques	Résultat par action			
	Retour sur capitaux investis			
<b>3 Absence d'intégration des compétences en lean management nécessaires pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie dans les branches d'activités</b>	Soutien insuffisant à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du Groupe et impact sur les indicateurs clés de performance	<b>Aucun changement</b>	Mise en place de programmes de formation au <i>lean management</i> , exécution de projets et développement de modèles opérationnels plus appropriés	Mesures actuelles maintenues
Domaine d'intérêt stratégique	Croissance du chiffre d'affaires		Examen des sites par rapport au modèle stratégique appliqué ( <i>Berendsen Excellence</i> )	
Base des quatre secteurs stratégiques	Résultat par action			
	Taux d'accidents majeurs			
	Émissions de CO <sub>2</sub>			
	Taux de fidélisation des collaborateurs seniors			
	Retour sur capitaux investis			

Risque	Impact potentiel	Évolution depuis janvier 2017	Mesures d'atténuation des risques existantes	Mesures d'atténuation des risques à venir en 2017
<b>4 Manque de compétences et d'alignement à l'appui de la mise en œuvre de la stratégie et de la poursuite des performances antérieures</b> Domaine d'intérêt stratégique Base des quatre secteurs stratégiques	Soutien insuffisant à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du Groupe et impact sur les indicateurs clés de performance Croissance du chiffre d'affaires Résultat par action Taux d'accidents majeurs Émissions de CO <sub>2</sub> Taux de fidélisation des collaborateurs seniors Retour sur capitaux investis	<b>Baisse</b> Finalisation de l'examen de la capacité organisationnelle au Royaume-Uni et mise en place d'une équipe de direction plus compétente	Formation accélérée en leadership actuellement dispensée aux nouveaux membres de la direction au Royaume-Uni	Examen de la capacité organisationnelle à venir dans les autres pays européens
<b>5 Incapacité à exécuter les projets de fusions et d'acquisitions en cours</b> Domaine d'intérêt stratégique Croissance marché/relation client	Baisse de la rentabilité future et impact sur les indicateurs clés de performance Croissance du chiffre d'affaires Flux de trésorerie	<b>Aucun changement</b>	Mise en place d'une équipe dédiée au développement de l'activité pour soutenir la réalisation des acquisitions Mise en place d'un cadre et d'un processus définis en vue d'acquisitions et d'intégrations	Mesures actuelles maintenues
<b>6 Absence d'intégration des capacités nécessaires pour renforcer l'engagement client et garantir la réussite de l'offre et le renforcement de la fidélisation client dans l'entreprise</b> Domaine d'intérêt stratégique Croissance marché/relation client	Baisse de la rentabilité future et impact sur les indicateurs clés de performance Croissance du chiffre d'affaires Flux de trésorerie	<b>Aucun changement</b>	Application d'un référentiel de normes pour gagner des parts de marché avec Microsoft Dynamics dans toutes les activités afin d'aider leur management Attention accrue sur la fidélisation client – utilisation de Microsoft Dynamics comme système de gestion des clients dans toutes les activités	Mesures actuelles maintenues
<b>7 Brexit</b> Domaine d'intérêt stratégique Base des quatre secteurs stratégiques	Incapacité à exécuter la stratégie et impact sur les indicateurs clés de performance Croissance du chiffre d'affaires Résultat par action Flux de trésorerie Taux de fidélisation des collaborateurs seniors Dettes nette/EBITDA Retour sur capitaux investis Dividende par action	<b>Aucun changement</b>	Réalisation d'une évaluation détaillée des risques liés au Brexit pour comprendre l'impact potentiel sur le modèle économique et la stratégie du Groupe Élaboration d'options générales pour atténuer chaque risque identifié Mise en place d'un contrôle permanent par la direction du Groupe sur l'évolution du Brexit.	Mesures actuelles maintenues

Risque	Impact potentiel	Évolution depuis janvier 2017	Mesures d'atténuation des risques existantes	Mesures d'atténuation des risques à venir en 2017
<b>8 Impossibilité de proposer un dispositif de santé et de sécurité pour réduire les accidents et améliorer la sécurité</b>	Préjudice pour la réputation du Groupe et/ou perte de licence d'exploitation et impact sur les indicateurs clés de performance	<b>Aucun changement</b>	Mise en œuvre de la politique de santé et de sécurité du Groupe Mise en place des dispositifs locaux de santé, de sécurité et de gestion des incendies Mise à jour et suivi réguliers des programmes de maintenance et d'entretien Maintien des procédures de signalement des incidents Examen régulier par le Conseil des accidents majeurs et des statistiques Définition précise de la stratégie en matière de santé et de sécurité	Poursuite de l'application de la stratégie en matière de santé et de sécurité
Domaine d'intérêt stratégique Excellence opérationnelle inégalée	Croissance du chiffre d'affaires Taux d'accidents majeurs			
<b>9 Adoption par les fournisseurs de produits textiles de pratiques inappropriées en matière de droit de l'homme et d'emploi</b>	Préjudice pour la réputation du Groupe et/ou perte de licence d'exploitation Préoccupation pour les actionnaires Impact sur les indicateurs clés de performance	<b>Aucun changement</b>	Organisation par des collaborateurs compétents et des prestataires externes de visites chez les principaux fournisseurs afin d'évaluer la conformité avec des pratiques appropriées en matière d'emploi	Mesures actuelles maintenues
Domaine d'intérêt stratégique Excellence opérationnelle	Résultat par action			
<b>10 Gestion des talents inadéquate et incapacité à recruter et fidéliser suffisamment de collaborateurs seniors qualifiés et expérimentés</b>	Manque d'opportunités d'évolution interne aux postes clés de la direction Perturbation à court/moyen terme en cas de départ soudain en raison du manque de compétences aux postes de direction Impact sur les indicateurs clés de performance	<b>Aucun changement</b>	Attention portée sur l'examen de la capacité organisationnelle et la formation accélérée en leadership Examen de la <i>Berendsen Academy</i> en cours	Mesures actuelles maintenues
Domaine d'intérêt stratégique Efficacité des collaborateurs	Taux de fidélisation des collaborateurs seniors			

Risque	Impact potentiel	Évolution depuis janvier 2017	Mesures d'atténuation des risques existantes	Mesures d'atténuation des risques à venir en 2017
<b>11 Incapacité de la fonction commerciale à remporter les nouveaux contrats nécessaires pour stimuler la croissance organique prévue</b> Domaine d'intérêt stratégique Croissance marché/relation client	Baisse de la rentabilité future et impact sur les indicateurs clés de performance Croissance du chiffre d'affaires	<b>Aucun changement</b>	Mise en place d'une structure organisationnelle par branche d'activités permettant de se focaliser sur les secteurs de croissance Informations sur l'évolution des branches d'activités par rapport aux prévisions mensuelles du système de reporting, y compris les indicateurs clés de performance Comptes de gestion communiqués chaque mois au Conseil, comprenant les indicateurs clés de performance relatifs à la croissance organique, les contrats remportés et les clients perdus	Poursuite de l'intégration et renforcement du système de la gestion des relations clients, <i>Berendsen Advance</i>
<b>12 Évolution importante de la situation politique résultant des politiques des gouvernements ou du niveau des dépenses publiques</b> Domaine d'intérêt stratégique Croissance marché/relation client et excellence opérationnelle	Baisse de la rentabilité future et impact sur les indicateurs clés de performance Croissance du chiffre d'affaires Résultat par action Flux de trésorerie	<b>Aucun changement</b>	Suivi rigoureux et perspectives sur les évolutions politiques Compréhension approfondie des marchés nationaux et des environnements politiques des pays dans lesquels le Groupe opère	Mesures actuelles maintenues

Risque	Impact potentiel	Évolution depuis janvier 2017	Mesures d'atténuation des risques existantes	Mesures d'atténuation des risques à venir en 2017
<b>13 Non-respect des lois et réglementations</b> Domaine d'intérêt stratégique Excellence opérationnelle	Préjudice pour la réputation du Groupe et/ou perte de licence d'exploitation Impact sur les indicateurs clés de performance Croissance du chiffre d'affaires Résultat par action	<b>Hausse</b> Adoption imminente de nouvelles réglementations impactant le Groupe de façon significative (Règlement général sur la protection des données, règlement sur le signalement des disparités salariales entre hommes et femmes)	Politique, procédures et directives du Groupe maintenues et régulièrement examinées pour garantir le respect des lois et réglementations impactant le Groupe de façon significative Élaboration de nouvelles politiques, traduites en langues locales, le cas échéant	Examen et actualisation des politiques, des procédures et des formations en place relatives à loi sur la concurrence Développement et mise en œuvre des politiques, des procédures et des formations relatives au Règlement général sur la protection des données
<b>14 Questions environnementales liées aux laveries</b> Domaine d'intérêt stratégique Excellence opérationnelle et utilisation efficace du capital	Émergence d'une responsabilité dont le Groupe n'avait pas connaissance, ayant un impact négatif sur sa réputation, les résultats non distribués et les indicateurs clés de performance Flux de trésorerie	<b>Aucun changement</b>	Mise en place d'une politique environnementale et d'un suivi régulier de la conformité Établissement de procédures de signalement d'accidents à la direction et du suivi en découlant	Mesures actuelles maintenues
<b>15 Perte imprévue de capacités (indisponibilité d'un dispositif important ou lié à un système d'information important pour l'activité)</b> Domaine d'intérêt stratégique Excellence opérationnelle	Incapacité à satisfaire les exigences client portant préjudice à la réputation et aux indicateurs clés de performance Croissance du chiffre d'affaires Résultat par action	<b>Aucun changement</b>	Mise en œuvre de la politique du Groupe en matière de continuité d'activité, prévoyant des plans de continuité documentés et évalués pour tous les dispositifs importants afin de garantir l'absence d'impact significatif sur le service client pendant l'interruption ; et des plans de reprises d'activité documentés à la suite d'un sinistre informatique Réalisation de tests réguliers des plans de continuité d'activité à partir de scénarios virtuels	Poursuite de la réalisation de tests relatifs à la politique du Groupe en matière de continuité d'activité Poursuite de l'exécution d'évaluations relatives aux actifs

Risque	Impact potentiel	Évolution depuis janvier 2017	Mesures d'atténuation des risques existantes	Mesures d'atténuation des risques à venir en 2017
<b>16 Fluctuations des taux de change affectant la conversion des résultats du Groupe en livres sterling</b> Domaine d'intérêt stratégique Utilisation efficace du capital	Évolutions imprévues du résultat net du Groupe Indicateurs clés de performance Résultat par action	<b>Aucun changement</b>	Maintien et contrôle régulier d'un haut niveau de couverture du bilan Communication régulière avec le marché concernant l'impact sur le résultat	Mesures actuelles maintenues
<b>17 Nouveau ralentissement économique (croissance faible ou négative du PIB en Europe)</b> Domaine d'intérêt stratégique Utilisation efficace du capital et croissance marché/relation client	Baisse de la rentabilité future, pression défavorable sur les prix et les marges, et impact sur les indicateurs clés de performance Flux de trésorerie Dette nette/EBITDA Retour sur capitaux investis	<b>Aucun changement</b>	Préparation de plans à horizon 2019 pour les branches d'activités Mise en place de contrôles rigoureux sur les dépenses d'investissements et le besoin en fonds de roulement	Mesures actuelles maintenues

## **21 Indicateurs de performance réglementaires et alternatifs**

### Indicateurs de performance alternatifs

#### Chiffre d'affaires organique et croissance du chiffre d'affaires organique

La croissance annuelle du chiffre d'affaires hors impact de la conversion des devises étrangères et acquisitions ou cessions, qui indique si nous saisissons les opportunités qui nous sont offertes sur nos marchés existants.

#### Résultat opérationnel ajusté, marge opérationnelle ajustée, résultat ajusté avant impôt

Le Groupe se base sur le résultat opérationnel ajusté pour calculer le résultat par action ajusté. Le résultat opérationnel ajusté est présenté pour éliminer l'impact des éléments exceptionnels, l'amortissement des contrats clients et les éléments fiscaux non récurrents, et permettre ainsi une comparaison plus transparente de la performance du Groupe d'un exercice à l'autre. L'amortissement des contrats clients découlant d'acquisitions est exclu du résultat opérationnel organique afin d'éviter un éventuel double comptage de ces coûts dans ces indicateurs.

#### Croissance du résultat organique ajusté

Elle se définit comme la croissance annuelle du résultat opérationnel ajusté, déduction faite de l'impact de la conversion des devises étrangères ainsi que des acquisitions et des cessions. Ce chiffre est un indicateur approprié de la croissance organique des activités du Groupe.

#### Résultat ajusté par action

Il s'agit du résultat ajusté par action basé sur le résultat opérationnel ajusté. Les administrateurs estiment que cette présentation apporte des informations complémentaires utiles aux utilisateurs des informations financières semestrielles en donnant des informations sur les activités sous-jacentes.

#### Ratio dette nette/EBITDA ajusté

Ce ratio ajusté est présenté conformément aux termes de la facilité de crédit renouvelable du Groupe. À notre avis, ce ratio capte correctement le caractère pérenne et la bonne santé de notre situation financière. Il correspond à la dette nette et les emprunts diminués des dépôts liquides rapportés au résultat avant éléments exceptionnels, intérêts, impôts et dotation aux amortissements (EBITDA).

## Indicateurs financiers clés

	2017	2016
	£m	£m
<b>Indicateurs réglementaires</b>		
Produits de l'activité ordinaire	575,1	533,5
Croissance du chiffre d'affaires		7,8 %
Résultat opérationnel	45,2	61,7
Marge opérationnelle	7,9 %	11,6 %
Croissance du résultat opérationnel		(26,7 %)
Résultat opérationnel avant impôt	36,1	51,7
Résultat de base par action	15,7	23,1
Dette nette/EBITDA	1,48	1,38
A		
<b>Indicateurs alternatifs</b>		
Croissance organique du chiffre d'affaires		2,4 %
Résultat opérationnel ajusté	65,9	70,2
Marge opérationnelle ajustée	11,5 %	13,2 %
Croissance du résultat opérationnel ajusté		(6,1 %)
Résultat ajusté avant impôt	56,8	60,2
Croissance du résultat organique ajusté		(13,6 %)
Résultat ajusté par action	25,6	27
Ratio dette nette/EBITDA ajusté	1,2	1,1

## Rapprochement des indicateurs de performance réglementaires et alternatifs – chiffres consolidés

### Produits de l'activité ordinaire

	2017	2016
<b>Indicateurs réglementaires</b>		
Chiffre d'affaires statutaire	575,1	533,5
Croissance du chiffre d'affaires statutaire		7,8 %
A		
<b>Indicateurs alternatifs</b>		
Chiffre d'affaires statutaire	575,1	533,5
Ajustement lié aux acquisitions/cessions et transferts internes, le cas échéant	(2,3)	(7,5)
Impact des fluctuations de change	-	33,4
Chiffre d'affaires organique	572,8	559,4
Croissance organique du chiffre d'affaires		2,4 %

### Résultat opérationnel

	2017	2016
<b>Indicateurs réglementaires</b>		
Résultat opérationnel	45,2	61,7
Croissance du résultat opérationnel		(26,7 %)
Marge bénéficiaire opérationnelle	7,9 %	11,6 %
Croissance de la marge bénéficiaire opérationnelle		(370) bps
Résultat avant impôt	36,1	51,7
a		
<b>Indicateurs alternatifs</b>		
Résultat opérationnel	45,2	61,7
Amortissement des immobilisations incorporelles	3,8	3,6
Éléments exceptionnels	16,9	4,9
Résultat opérationnel ajusté	65,9	70,2
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	11,5 %	13,2 %
Croissance du résultat opérationnel ajusté		(6,1 %)
Croissance de la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée		(170) bps
Résultat ajusté avant impôt	56,8	60,2
Impôt sur le résultat opérationnel ajusté	(12,9)	(13,9)
Taux d'imposition effectif appliqué au résultat opérationnel ajusté	22,6 %	23,1 %
Résultat opérationnel ajusté	65,9	70,2
Impact des acquisitions et cessions	(1,1)	(1,1)
Impact des écarts de conversion	-	6,0
Résultat opérationnel ajusté organique	64,8	75,1
Marge bénéficiaire opérationnelle organique ajustée	11,3 %	13,4 %
Croissance organique du résultat		(13,6 %)

## Résultat par action

	2017	2016
<b>Indicateurs réglementaires</b>		
Résultat de base par action	15,7	23,1
a		
<b>Indicateurs alternatifs</b>		
Résultat de base par action	15,7	23,1
Éléments exceptionnels	8,1	2,3
Amortissement des immobilisations incorporelles	1,8	1,6
Impact du changement de taux d'imposition	-	-
Résultat ajusté par action	25,6	27,0

## Dettes nette/EBITDA

	2017	2016
<b>Indicateurs réglementaires</b>		
Dettes nette/EBITDA	1,48	1,38
a		
<b>Indicateurs alternatifs</b>		
Dettes financière nette	488,0	441,8
Dettes ajustée au titre de la valeur sous-jacente des swaps aux taux de change moyens	(53,6)	(75,2)
EBITDA ajusté après amortissement des immobilisations incorporelles et charges exceptionnelles	355,4	333,0
Ratio dettes nette/EBITDA ajusté	1,2	1,10

## Rapprochement des indicateurs de performance réglementaires et alternatifs – branches d'activité

### Workwear

	2017	2016
<b>Indicateurs réglementaires</b>		
Chiffre d'affaires statutaire	198,5	179,8
Croissance du chiffre d'affaires statutaire		10,4 %
<b>Indicateurs alternatifs</b>		
Chiffre d'affaires statutaire	198,5	179,8
Impact des fluctuations de change	-	12,9
Chiffre d'affaires organique	198,5	192,7
Croissance organique du chiffre d'affaires		3,1 %
a		
<b>Indicateurs réglementaires</b>		
Résultat opérationnel	33,5	33,0
Croissance du résultat opérationnel		1,5 %
Marge bénéficiaire opérationnelle	16,9 %	18,4 %
Croissance de la marge bénéficiaire opérationnelle		(150) bps
<b>Indicateurs alternatifs</b>		
Résultat opérationnel	33,5	33,0
Amortissement des contrats clients	0,7	0,7
Éléments exceptionnels	2,3	-
Résultat opérationnel ajusté	36,5	33,7
Croissance du résultat opérationnel ajusté		8,3 %
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	18,4 %	18,7 %

## Facility

	2017	2016
<b>Indicateurs réglementaires</b>		
Chiffre d'affaires statutaire	128,3	110,6
Croissance du chiffre d'affaires statutaire		16 %
<b>Indicateurs alternatifs</b>		
Chiffre d'affaires statutaire	128,3	110,6
Ajustement lié aux acquisitions/cessions et transferts internes, le cas échéant	(2,3)	-
Impact des fluctuations de change	-	11,1
Chiffre d'affaires organique	126,0	121,7
Croissance organique du chiffre d'affaires		3,5 %
A		
<b>Indicateurs réglementaires</b>		
Résultat opérationnel	28,0	23,5
Croissance du résultat opérationnel		19,1 %
Marge bénéficiaire opérationnelle	21,8 %	21,2 %
Croissance de la marge bénéficiaire opérationnelle		(60) bps
<b>Indicateurs alternatifs</b>		
Résultat opérationnel	28,0	23,5
Amortissement des contrats clients	2,9	2,7
Éléments exceptionnels	0,3	-
Résultat opérationnel ajusté	31,2	26,2
Croissance du résultat opérationnel ajusté		19,1 %
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	24,3 %	23,7 %

## Healthcare

	2017	2016
<b>Indicateurs réglementaires</b>		
Chiffre d'affaires statutaire	163,5	153,7
Croissance du chiffre d'affaires statutaire		6,4 %
<b>Indicateurs alternatifs</b>		
Chiffre d'affaires statutaire	163,5	153,7
Impact des fluctuations de change	-	6,9
Chiffre d'affaires organique	163,5	160,6
Croissance organique du chiffre d'affaires		1,8 %
A		
<b>Indicateurs réglementaires</b>		
Résultat opérationnel	7,5	11,0
Croissance du résultat opérationnel		(31,8 %)
Marge bénéficiaire opérationnelle	4,6 %	7,2 %
Croissance de la marge bénéficiaire opérationnelle		(260) bps
<b>Indicateurs alternatifs</b>		
Résultat opérationnel	7,5	11,0
Amortissement des contrats clients	0,1	0,1
Éléments exceptionnels	2,4	0,4
Résultat opérationnel ajusté	10,0	11,5
Croissance du résultat opérationnel ajusté		(13 %)
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	6,1 %	7,5 %

## Hospitality

	2017	2016
<b>Indicateurs réglementaires</b>		
Chiffre d'affaires statutaire	84,8	89,4
Croissance du chiffre d'affaires statutaire		(5,1 %)
<b>Indicateurs alternatifs</b>		
Chiffre d'affaires statutaire	84,8	89,4
Ajustement lié aux acquisitions/cessions et transferts internes, le cas échéant	-	(7,5)
Impact des fluctuations de change	-	2,5
Chiffre d'affaires organique	84,8	84,4
Croissance organique du chiffre d'affaires		0,5 %
A		
<b>Indicateurs réglementaires</b>		
Résultat opérationnel	(3,2)	1,1
Croissance du résultat opérationnel		N/A
Marge bénéficiaire opérationnelle	(3,8 %)	1,2 %
Croissance de la marge bénéficiaire opérationnelle		(500) bps
<b>Indicateurs alternatifs</b>		
Résultat opérationnel	(3,2)	1,1
Amortissement des contrats clients	-	-
Éléments exceptionnels	1,7	0,3
Résultat opérationnel ajusté	(1,5)	1,4
Croissance du résultat opérationnel ajusté		N/A
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	(1,8 %)	1,6 %

## **Déclaration de responsabilité des administrateurs**

Les administrateurs confirment que ces informations financières consolidées résumées semestrielles ont été préparées conformément à la norme IAS 34 telle qu'adoptée par l'Union européenne, et que le rapport financier semestriel comprend une revue de l'exactitude des informations requise par les règles britanniques sur la communication et la transparence des informations financières (*Disclosure Guidance and Transparency Rules*, sections 4.2.7 et 4.2.8) :

- une indication des événements importants survenus au cours des six premiers mois et de leur impact sur les informations financières résumées semestrielles, et une description des principaux risques et incertitudes pour le second semestre de l'exercice ; et
- les transactions significatives avec des parties liées au cours des six premiers mois, ainsi que tout changement significatif dans les transactions avec des parties liées détaillées dans le dernier rapport annuel.

Une liste des administrateurs de Berendsen plc figure dans le rapport annuel de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Au nom et pour le compte du Conseil d'administration :

**James Drummond**

26 juillet 2017

Directeur général

**Kevin Quinn**

26 juillet 2017

Directeur financier

## ***Rapport sur l'examen limité à l'intention de Berendsen plc***

### **Rapport sur les informations financières consolidées résumées semestrielles**

*Ce document est une traduction libre en français d'un rapport initialement publié en anglais, fournie uniquement pour la commodité des lecteurs francophones. Ce rapport a été établi conformément aux normes professionnelles d'audit applicables au Royaume-Uni et en Irlande et peut donc présenter des différences avec les normes professionnelles d'audit applicables en France. En cas de divergences, la version originale de ce rapport en anglais prévaut sur sa traduction libre en français.*

#### **Conclusion**

Nous avons effectué un examen limité des informations financières consolidées résumées semestrielles de Berendsen plc (les « informations financières semestrielles ») contenues dans les résultats semestriels de Berendsen pour le semestre clos le 30 juin 2017. Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des informations financières semestrielles avec la norme IAS 34, Information financière intermédiaire, telle qu'adoptée par l'Union européenne et les règles britanniques de communication et de transparence (Disclosure Guidance and Transparency Rules) préconisées par la Financial Conduct Authority.

#### **Ce que nous avons examiné**

Ces informations financières semestrielles comprennent :

- le bilan consolidé semestriel au 30 juin 2017 ;
- le compte de résultat consolidé semestriel et l'état consolidé semestriel du résultat global pour la période close à cette date ;
- du tableau des flux de trésorerie consolidés semestriel pour la période close à cette date ;
- le tableau de variation des capitaux propres consolidés pour la période close à cette date ; et
- les notes aux informations financières semestrielles.

Les informations financières semestrielles incluses dans l'annonce des résultats semestriels ont été préparées conformément à la norme IAS 34, Information financière intermédiaire, telle qu'adoptée par l'Union européenne, et aux règles britanniques de communication et de transparence préconisées par la Financial Conduct Authority. Comme indiqué à la note 1 des informations financières semestrielles, le cadre de reporting financier appliqué pour la préparation des états financiers annuels du Groupe est celui de la législation en vigueur et le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne.

## **Responsabilités concernant les informations financières semestrielles et l'examen limité**

### **Nos responsabilités et celles des administrateurs**

Les résultats semestriels, y compris les informations financières semestrielles, relèvent de la responsabilité des administrateurs, qui les ont approuvés. Les administrateurs sont responsables de l'établissement des résultats semestriels conformément aux règles britanniques de communication et de transparence préconisées par la Financial Conduct Authority.

Notre responsabilité consiste à exprimer une conclusion sur les informations financières semestrielles figurant dans les résultats semestriels sur la base de notre examen limité. Ce rapport, y compris la conclusion, a été préparé à l'intention exclusive de la Société afin de respecter les règles britanniques de communication et de transparence préconisées par la Financial Conduct Authority, et à aucune autre fin. En formulant cette conclusion, nous n'acceptons ni n'assumons aucune responsabilité à tout autre effet ou envers toute autre personne à laquelle le présent rapport pourrait être communiqué ou remis, sauf accord exprès écrit préalable de notre part.

### **Ce que recouvre un examen limité des informations financières semestrielles**

Nous avons effectué notre examen limité conformément à la norme internationale ISRE 2410 relative aux informations financières intermédiaires publiée par l'Auditing Practices Board, applicable au Royaume-Uni. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects financiers et comptables et à mettre en œuvre des procédures analytiques.

Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes internationales d'audit applicables au Royaume-Uni et, en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Nous avons lu les autres informations contenues dans les résultats semestriels et apprécié s'ils contiennent des anomalies apparentes ou des incohérences significatives avec les informations financières semestrielles.

PricewaterhouseCoopers LLP

Experts-comptables

Londres

26 juillet 2017

- a) La maintenance et l'intégrité du site web de Berendsen relève de la responsabilité des administrateurs. Les travaux effectués par les auditeurs ne concernent pas ce sujet, en conséquence de quoi, les auditeurs ne peuvent être tenus responsables des modifications apportées aux informations financières semestrielles depuis leur publication initiale sur le site web du Groupe.

Au Royaume-Uni, la législation régissant l'élaboration et la communication des informations financières peut être différente de celle en vigueur dans d'autres pays.

## **5.5. Renseignements concernant l'évolution récente de Berendsen**

Ces informations sont présentées dans la section 5.4.3 « Comptes intermédiaires du semestre écoulé » de la Note d'Opération.

**ANNEXE 1**  
**TABLE DE CONCORDANCE**

Figurent dans le présent tableau de concordance, en regard de chacune des rubriques prévues par l'Annexe III du Règlement (CE) numéro 809/2004 de la Commission Européenne du 29 avril 2004 (le « **Règlement** »), les numéros du ou des paragraphes et de la ou des pages auxquelles sont mentionnées les informations relatives à chacune de ces rubriques dans le présent document.

N°	Règlement	Prospectus
<b>1</b>	<b>PERSONNES RESPONSABLES</b>	
<b>1.1</b>	Déclarer toutes les personnes responsables des informations contenues dans le prospectus et, le cas échéant, de certaines parties de celui-ci – auquel cas ces parties doivent être indiquées. Lorsque les personnes responsables sont des personnes physiques, y compris des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de l'émetteur, indiquer leur nom et leur fonction ; lorsqu'il s'agit de personnes morales, indiquer leur dénomination et leur siège statutaire.	1.1 1.2
<b>1.2</b>	Fournir une déclaration des personnes responsables du prospectus attestant que, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, les informations continues dans le prospectus sont, à leur connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée. Le cas échéant, fournir une déclaration des personnes responsables de certaines parties du prospectus attestant que, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, les informations contenues dans la partie du prospectus dont elles sont responsables sont, à leur connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.	1.1.2 1.2.2
<b>2</b>	<b>FACTEURS DE RISQUE</b>	
	Mettre en évidence, dans une section intitulée « Facteurs de risque », les facteurs de risque influant sensiblement sur les valeurs mobilières offertes et/ou admises à la négociation, aux fins de l'évaluation du risque de marché lié à ces valeurs mobilières.	3.1 3.5
<b>3</b>	<b>INFORMATIONS DE BASE</b>	
<b>3.1</b>	<b>Déclaration sur le fonds de roulement net</b> Fournir une déclaration de l'émetteur attestant que, de son point de vue, son fonds de roulement net est suffisant au regard de ses obligations actuelles ou, dans la négative, expliquant comment il se propose d'apporter le complément nécessaire.	3.6
<b>3.2</b>	<b>Capitaux propres et endettement</b> Fournir une déclaration sur le niveau des capitaux propres et de l'endettement (qui distingue les dettes cautionnées ou non et les dettes garanties ou non) à une date ne remontant pas à plus de 90 jours avant la date d'établissement du document. L'endettement inclut aussi les dettes indirectes et les dettes éventuelles.	3.7
<b>3.3</b>	<b>Intérêt des personnes physiques et morales participant à l'émission/l'offre</b> Décrire tout intérêt, y compris les intérêts conflictuels, pouvant influencer sensiblement sur l'émission/l'offre, en identifiant chacune des personnes concernées et en indiquant la nature de cet intérêt.	3.8

3.4	<p><b>Raisons de l'offre et utilisation du produit</b></p> <p>Mentionner les raisons de l'offre et, le cas échéant, le montant net estimé du produit, ventilé selon les principales utilisations prévues, par ordre décroissant de priorité. Si l'émetteur a conscience que le produit estimé ne suffira pas à financer toutes les utilisations envisagées, indiquer le montant et la source du complément nécessaire. Des informations détaillées sur l'emploi du produit doivent être fournies, notamment lorsque celui-ci sert à acquérir des actifs autrement que dans le cadre normal des affaires, à financer l'acquisition annoncée d'autres entreprises ou à rembourser, réduire ou racheter des dettes.</p>	2.1 2.2
4	<p><b>INFORMATION SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DEVANT ÊTRE OFFERTES/ADMISES À LA NÉGOCIATION</b></p>	
4.1	<p>Décrire la nature et la catégorie des valeurs mobilières offertes et/ou admises à la négociation, et donner le code ISIN (numéro international d'identification des valeurs mobilières) ou tout autre code d'identification.</p>	2.2.1 2.2.5
4.2	<p>Mentionner la législation en vertu de laquelle les valeurs mobilières ont été créées.</p>	2.4
4.3	<p>Indiquer si les valeurs mobilières ont été émises sous la forme de titres nominatifs ou au porteur, physiques ou dématérialisés. Dans le dernier cas, donner le nom et l'adresse de l'entité chargée des écritures nécessaires.</p>	2.2.5
4.4	<p>Indiquer dans quelle monnaie l'émission a eu lieu.</p>	2.2.5
4.5	<p>Décrire les droits attachés aux valeurs mobilières, y compris toute restriction qui leur est applicable, et les modalités d'exercice de ces droits : droit à dividendes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• date(s) fixe(s) à laquelle (auxquelles) le droit prend naissance ;</li> </ul>	2.2.5 2.2.6
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• délai de prescription et mention de la personne au profit de qui cette prescription opère ;</li> </ul>	Non applicable
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• restrictions sur les dividendes et procédures applicables aux détenteurs de titres non résidents ;</li> </ul>	2.2.5
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• taux ou mode de calcul du dividende, périodicité et nature cumulative ou non du paiement ; droit de vote ; droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie ; droit de participation au bénéfice de l'émetteur ; droit de participation à tout excédent en cas de liquidation ; clauses de rachat ; clauses de conversion.</li> </ul>	2.2.5
4.6	<p>Dans le cas d'une nouvelle émission, fournir une déclaration contenant les résolutions, les autorisations et les approbations en vertu desquelles les valeurs mobilières ont été ou seront créées et/ou émises.</p>	2.5
4.7	<p>Dans le cas d'une nouvelle émission, indiquer la date prévue de cette émission.</p>	2.2.1
4.8	<p>Décrire toute restriction imposée à la libre négociabilité des valeurs mobilières.</p>	2.2.5
4.9	<p>Indiquer l'existence de toute règle relative aux offres publiques d'achat obligatoires ainsi qu'au retrait obligatoire et au rachat</p>	2.6

	obligatoire applicable aux valeurs mobilières.	
<b>4.10</b>	Mentionner les offres publiques d'achat lancées par des tiers sur le capital de l'émetteur durant le dernier exercice et l'exercice en cours. Le prix ou les conditions d'échange et le résultat de ces offres doivent aussi être indiqués.	2.2.5
<b>4.11</b>	Pour le pays où l'émetteur a son siège statutaire et le ou les pays où l'offre est faite ou l'admission à la négociation recherchée : <ul style="list-style-type: none"> <li>• fournir des informations sur toute retenue à la source applicable au revenu des valeurs mobilières ;</li> <li>• indiquer si l'émetteur prend éventuellement en charge cette retenue à la source.</li> </ul>	2.3
<b>5</b>	<b>CONDITIONS DE L'OFFRE</b>	
<b>5.1</b>	Conditions, statistiques de l'offre, calendrier prévisionnel et modalités d'une demande de souscription	2.2
<b>5.1.1</b>	Énoncer les conditions auxquelles l'offre est soumise.	2.2
<b>5.1.2</b>	Indiquer le montant total de l'émission/de l'offre, en distinguant celles des valeurs mobilières qui sont proposées à la vente et celles qui sont proposées à la souscription. Si le montant n'est pas fixé, décrire les modalités et le délai selon lesquels le montant définitif sera annoncé au public.	2.2.1
<b>5.1.3</b>	Indiquer le délai, en mentionnant toute modification possible, durant lequel l'offre sera ouverte et décrire la procédure de souscription.	2.2.1
<b>5.1.4</b>	Indiquer quand, et dans quelles circonstances, l'offre peut être révoquée ou suspendue et si cette révocation peut survenir après le début de la négociation.	2.2.1
<b>5.1.5</b>	Décrire toute possibilité de réduire la souscription et le mode de remboursement des sommes excédentaires versées par les souscripteurs.	Non applicable
<b>5.1.6</b>	Indiquer le montant minimum et/ou maximum d'une souscription (exprimé soit en nombre de valeurs mobilières, soit en somme globale à investir).	Non applicable
<b>5.1.7</b>	Indiquer le délai durant lequel une demande de souscription peut être retirée, sous réserve que les investisseurs soient autorisés à retirer leur souscription.	Non applicable
<b>5.1.8</b>	Décrire la méthode et indiquer les dates-limites de libération et de livraison des valeurs mobilières.	2.2
<b>5.1.9</b>	Décrire intégralement les modalités de publication des résultats de l'offre et indiquer la date de cette publication.	2.2
<b>5.1.10</b>	Décrire la procédure d'exercice de tout droit préférentiel de souscription, la négociabilité des droits de souscription et le traitement réservé aux droits de souscription non exercés.	2.2.5
<b>5.2</b>	Plan de distribution et allocation des valeurs mobilières	Non applicable
<b>5.2.1</b>	Mentionner les diverses catégories d'investisseurs potentiels auxquels les valeurs mobilières sont offertes. Si l'offre est faite simultanément sur les marchés de plusieurs pays, et si une tranche a été ou est réservée à certains d'entre eux, indiquer quelle est cette tranche.	2.2.1
<b>5.2.2</b>	Dans la mesure où cette information est connue de l'émetteur, indiquer si ses principaux actionnaires ou des membres de ses	Non applicable

	organes d'administration, de direction ou de surveillance entendent souscrire à l'offre, ou si quiconque entend prendre une souscription de plus de 5 %.	
<b>5.2.3</b>	Information pré-allocation	
	(a) Indiquer la division de l'offre par tranche : tranches respectivement réservées aux investisseurs institutionnels, aux petits investisseurs et aux salariés de l'émetteur et toute autre tranche.	Non applicable
	(b) Indiquer les conditions dans lesquelles le droit de reprise peut être exercé, la taille maximum d'une telle reprise et tout pourcentage minimum applicable aux diverses tranches.	Non applicable
	(c) Indiquer la méthode d'allocation ou les méthodes applicables à la tranche des petits investisseurs et à celle des salariés de l'émetteur, en cas de sursouscription de ces tranches.	Non applicable
	(d) Décrire tout traitement préférentiel prédéterminé qui doit être accordé, lors de l'allocation, à certaines catégories d'investisseurs ou à certains groupes (y compris les programmes concernant les amis ou les membres de la famille) ainsi que le pourcentage de l'offre réservé à cette fin et les critères d'inclusion dans ces catégories ou ces groupes.	Non applicable
	(e) Indiquer si le traitement réservé aux souscriptions ou aux demandes de souscription, lors de l'allocation, peut dépendre de l'entreprise par laquelle ou via laquelle elles sont faites.	Non applicable
	(f) Le cas échéant, indiquer le montant-cible minimum de chaque allocation dans la tranche des petits investisseurs.	Non applicable
	(g) Indiquer les conditions de clôture de l'offre et la date à laquelle celle-ci pourrait être close au plus tôt.	Non applicable
	(h) Indiquer si les souscriptions multiples sont admises ou non et, lorsqu'elles ne le sont pas, quel traitement leur sera réservé.	Non applicable
<b>5.2.4</b>	Décrire la procédure de notification aux souscripteurs du montant qui leur a été alloué et indiquer si la négociation peut commencer avant cette notification.	2.2.1
<b>5.2.5</b>	Surallocation et rallonge	
	(a) Mentionner l'existence éventuelle et la taille de tout dispositif de surallocation et/ou de rallonge.	Non applicable
	(b) Indiquer la durée de vie du dispositif de surallocation et/ou de rallonge.	Non applicable
	(c) Indiquer toute condition régissant l'emploi du dispositif de surallocation ou de rallonge.	Non applicable
<b>5.3</b>	Fixation du prix	
<b>5.3.1</b>	Indiquer le prix auquel les valeurs mobilières seront offertes. Si le prix n'est pas connu ou s'il n'existe pas de marché établi et/ou liquide pour les valeurs mobilières, indiquer la méthode de fixation du prix de l'offre, en mentionnant qui a en a défini les critères ou en est officiellement responsable. Indiquer le montant de toute charge et de toute taxe spécifiquement imputées au souscripteur ou à l'acheteur.	2.2.1 2.2.5
<b>5.3.2</b>	Décrire la procédure de publication du prix de l'offre.	Non applicable
<b>5.3.3</b>	Si les actionnaires de l'émetteur jouissent d'un droit préférentiel de souscription et que ce droit se voit restreint ou supprimé,	2.2.5

	indiquer la base sur laquelle le prix de l'émission est fixé si les actions doivent être libérées en espèces ainsi que les raisons et les bénéficiaires de cette restriction ou suppression.	
5.3.4	Lorsqu'il existe ou pourrait exister une disparité importante entre le prix de l'offre au public et le coût réellement supporté en espèces par des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance, ou des membres de la direction générale, ou des apparentés, pour des valeurs mobilières qu'ils ont acquises lors de transactions effectuées au dernier exercice, ou qu'ils ont le droit d'acquérir, inclure une comparaison entre la contrepartie exigée du public dans le cadre de l'offre au public et la contrepartie en espèces effectivement versée par ces personnes.	Non applicable
5.4	Placement et prise ferme	
5.4.1	Donner le nom et l'adresse du ou des coordinateur(s) de l'ensemble de l'offre et de ses différentes parties et, dans la mesure où cette information est connue de l'émetteur ou de l'offreur, sur les placeurs concernés dans les différents pays où l'offre a lieu.	Non applicable
5.4.2	Donner le nom et l'adresse des intermédiaires chargés du service financier et ceux des dépositaires dans chaque pays concerné.	2.2.5
5.4.3	Donner le nom et l'adresse des entités qui ont convenu d'une prise ferme et de celles qui ont convenu de placer les valeurs mobilières sans prise ferme ou en vertu d'une convention de placement pour compte. Indiquer les principales caractéristiques des accords passés, y compris les quotas. Si la prise ferme ne porte pas sur la totalité de l'émission, indiquer la quote-part non couverte. Indiquer le montant global de la commission de placement et de la commission de garantie (pour la prise ferme).	Non applicable
5.4.4	Indiquer quand la convention de prise ferme a été ou sera honorée.	Non applicable
6	<b>ADMISSION À LA NÉGOCIATION ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION</b>	
6.1	Indiquer si les valeurs mobilières offertes font ou feront l'objet d'une demande d'admission à la négociation, en vue de leur distribution sur un marché réglementé ou sur des marchés équivalents – les marchés en question devant alors être nommés. Cette circonstance doit être mentionnée sans donner pour autant l'impression que l'admission à la négociation sera nécessairement approuvée. Si elles sont connues, les dates les plus proches auxquelles les valeurs mobilières seront admises à la négociation doivent être indiquées.	2.2.1 2.2.5
6.2	Mentionner tous les marchés réglementés ou tous les marchés équivalents sur lesquels, à la connaissance de l'émetteur, sont déjà négociées des valeurs mobilières de la même catégorie que celles qui doivent être offertes ou admises à la négociation.	2.2.5
6.3	Si, simultanément ou presque simultanément à la création des valeurs mobilières pour lesquelles l'admission sur un marché réglementé est demandée, des valeurs mobilières de même catégorie sont souscrites ou placées de manière privée, ou si des valeurs mobilières d'autres catégories sont créées en vue de leur placement public ou privé, indiquer la nature de ces opérations ainsi que le nombre et les caractéristiques des valeurs mobilières sur lesquelles elles portent.	Non applicable
6.4	Fournir des informations détaillées sur les entités qui ont pris	Non applicable

	l'engagement ferme d'agir en qualité d'intermédiaires sur les marchés secondaires et d'en garantir la liquidité en se portant acheteurs et vendeurs ; décrire les principales conditions de leur engagement.	
<b>6.5</b>	Stabilisation : lorsqu'un émetteur ou un actionnaire souhaitant vendre a octroyé une option de surallocation, ou qu'il est autrement proposé d'engager éventuellement des actions de stabilisation du prix en relation avec une offre.	Non applicable
<b>6.5.1</b>	Mentionner le fait que la stabilisation pourrait être engagée, qu'il n'existe aucune assurance qu'elle le sera effectivement et qu'elle peut être stoppée à tout moment ;	Non applicable
<b>6.5.2</b>	Indiquer le début et la fin de la période durant laquelle la stabilisation peut avoir lieu ;	Non applicable
<b>6.5.3</b>	Communiquer l'identité du responsable de la stabilisation dans chaque pays concerné, à moins que cette information ne soit pas connue au moment de la publication ;	Non applicable
<b>6.5.4</b>	Mentionner le fait que les activités de stabilisation peuvent aboutir à la fixation d'un prix de marché plus élevé que celui qui prévaudrait autrement.	Non applicable
<b>7</b>	<b>DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE</b>	
<b>7.1</b>	Donner le nom et l'adresse professionnelle de toute personne ou entité offrant de vendre ses valeurs mobilières ; indiquer la nature de toute fonction ou autre relation importante par laquelle les vendeurs potentiels ont été liés à l'émetteur ou l'un quelconque de ses prédécesseurs ou apparentés durant les trois dernières années.	Non applicable
<b>7.2</b>	Indiquer le nombre et la catégorie des valeurs mobilières offertes par chacun des détenteurs souhaitant vendre.	Non applicable
<b>7.3</b>	Convention de blocage : identifier les parties concernées ; décrire le contenu de la convention et les exceptions qu'elle contient ; indiquer la durée de la période de blocage.	Non applicable
<b>8</b>	<b>DÉPENSES LIÉES À L'ÉMISSION/À L'OFFRE</b>	
	Indiquer le montant total net du produit de l'émission/de l'offre et donner une estimation des dépenses totales liées à l'émission/à l'offre.	3.9
<b>9</b>	<b>DILUTION</b>	
<b>9.1</b>	Indiquer le montant et le pourcentage de la dilution résultant immédiatement de l'offre.	3.10
<b>9.2</b>	En cas d'offre de souscription à des actionnaires existants, indiquer le montant et le pourcentage de la dilution résultant immédiatement de leur éventuel refus de souscrire.	Non applicable
<b>10</b>	<b>INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES</b>	
<b>10.1</b>	Si des conseillers ayant un lien avec l'offre sont mentionnés dans la note relative aux valeurs mobilières, inclure une déclaration précisant la qualité en laquelle ils ont agi.	Non applicable
<b>10.2</b>	Préciser quelles autres informations contenues dans la note relative aux valeurs mobilières ont été vérifiées ou examinées par des contrôleurs légaux et quand ceux-ci ont établi un rapport. Reproduire ce rapport ou, avec l'autorisation de l'autorité	3.1 3.2

	compétente, en fournir un résumé.	
<b>10.3</b>	Lorsqu'une déclaration ou un rapport attribué(e) à une personne intervenant en qualité d'expert est inclus(e) dans la note relative aux valeurs mobilières, indiquer le nom de cette personne, son adresse professionnelle, ses qualifications et, le cas échéant, tout intérêt important qu'elle a dans l'émetteur. Si cette déclaration ou ce rapport a été produit à la demande de l'émetteur, joindre une déclaration précisant que ce document a été inclus ainsi que la forme et le contexte dans lesquels il a été inclus, avec mention du consentement de la personne ayant avalisé le contenu de cette partie de la note relative aux valeurs mobilières.	Non applicable
<b>10.4</b>	Lorsque des informations proviennent d'une tierce partie, fournir une attestation confirmant que ces informations ont été fidèlement reproduites et que, pour autant que l'émetteur le sache et soit en mesure de l'assurer à la lumière des données publiées par cette tierce partie, aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexactes ou trompeuses. En outre, identifier la ou les source(s) d'information.	Non applicable

**ANNEXE 2**  
**RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX APPORTS**

**Olivier PERONNET**  
**FINEXSI**  
14 Rue de Bassano  
75116 PARIS

**Dominique MAHIAS**  
**Didier Kling & Associés**  
28 avenue Hoche  
75008 PARIS

**ELIS SA**

Société anonyme au capital de 140.167.049 euros  
5 boulevard Louis Loucheur  
92210 Saint-Cloud  
RCS de Nanterre n° 499 668 440

**Rapport des Commissaires aux apports  
sur la valeur des titres BERENDSEN PLC devant être  
apportés à la société ELIS SA**

*Ordonnance de Monsieur le Président  
du Tribunal de Commerce de Nanterre  
du 28 juin 2017*

**Rapport des Commissaires aux apports  
sur la valeur des titres BERENDSEN PLC devant être  
apportés à la société ELIS SA**

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Nanterre en date du 28 juin 2017 concernant l'apport de titres de la société de droit anglais BERENDSEN PLC à la société ELIS SA, nous avons établi le présent rapport sur la valeur des apports prévu par l'article L. 225-147 du Code de Commerce.

Dès lors que les titres de votre société sont admis aux négociations sur un marché réglementé et que l'opération intéresse son capital social, nous devons émettre un avis sur la rémunération prévue pour les apports, selon la position - recommandation n°2011-11 de l'Autorité des Marchés Financiers dans un tel contexte. Cet avis fait l'objet d'un rapport distinct.

La valeur des apports ressort des modalités de l'Opération (telle que définie ci-après) décrites dans le projet de note d'opération du 26 juillet 2017. Cette Opération porte sur l'acquisition des titres BERENDSEN PLC par ELIS SA (ci-après l'Opération), par voie d'échange de titres et numéraire.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports, augmentée de la prime d'émission.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature. Nos rapports sont prévus par les dispositions du Code de commerce sur la mission du commissaire aux apports et sont à destination des personnes visées par la loi française. Ils répondent aux exigences de cette réglementation mais pas à celles de la réglementation anglaise, quand bien même nos rapports seraient portés à la connaissance de parties concernées par l'Opération.

Par ailleurs, nos rapports ne dispensent pas de la lecture de l'ensemble de la documentation publique d'ores et déjà disponible ou qui sera mise à disposition dans le cadre de cette Opération.

A aucun moment nous ne nous sommes trouvés dans l'un des cas d'incompatibilité, d'interdiction ou de déchéance prévus par la loi.

Nos constatations et conclusions sont présentées ci-après selon le plan suivant :

- 1. Présentation de l'opération et description des apports**
- 2. Diligences et appréciations de la valeur des apports**
- 3. Synthèse – Points clés**
- 4. Conclusion**

## 1. Présentation de l'opération et description des apports

### 1.1 Contexte de l'opération

L'opération d'apport s'inscrit dans le cadre du rapprochement entre ELIS SA (ci-après « ELIS ») et BERENDSEN PLC (ci-après « BERENDSEN »).

Le 28 avril 2017, ELIS a adressé une première offre confidentielle au Conseil d'administration de BERENDSEN portant sur l'acquisition de chaque action composant le capital de cette dernière, contre la remise de 4,40 £ et 0,411 action nouvelle ELIS pour chaque action BERENDSEN, soit une valorisation de l'action BERENDSEN de 11,00 £. Le 12 mai 2017, cette première offre a été rejetée par BERENDSEN qui a également refusé d'entamer des discussions avec ELIS.

Le 18 mai 2017, ELIS a communiqué avoir transmis, le 16 mai 2017, une offre révisée au Conseil d'administration de BERENDSEN, portant sur l'acquisition de chaque action composant le capital de cette dernière, contre la remise de 4,40 £ et 0,426 action nouvelle ELIS, soit une valorisation de l'action BERENDSEN de 11,75 £. Cette nouvelle offre a été rejetée par le biais d'un communiqué de presse publié le jour même par le Conseil d'administration de BERENDSEN.

Le 12 juin 2017, à l'issue de nouvelles discussions, les deux groupes ont publié conjointement un communiqué signifiant leur accord sur les conditions d'une acquisition de titres émis et à émettre de BERENDSEN (« l'Offre » ou « l'Offre finale »).

Selon les termes de l'Opération qui reprennent à cet égard, ceux de l'Offre, le prix de l'Opération a été fixé à 12,45 £ par action<sup>1</sup> BERENDSEN, payé en numéraire à hauteur de 5,40 £ et en actions nouvelles ELIS à hauteur de 7,05 £, sur la base d'un ratio d'échange de 0,403 action ELIS par action BERENDSEN. En outre, les actionnaires de BERENDSEN percevront un acompte sur dividende de 0,11 £ par action au titre de la période de 6 mois close au 30 juin 2017.

L'opération envisagée est basée sur un *Scheme of Arrangement*, soumis aux règles et procédures applicables au Royaume-Uni, qui prévoit que les actionnaires de BERENDSEN auront le choix d'échanger leurs titres BERENDSEN contre du numéraire et des actions ELIS.

---

<sup>1</sup> Sur la base de cours de bourse d'ELIS de 19,90€ et du taux de change euro/livre de 1,138 au 9 juin 2017.

Afin de mieux répondre aux attentes des actionnaires de BERENDSEN qui souhaiteraient bénéficier d'une proportion différente d'actions ELIS et de numéraire, le *Scheme of Arrangement* est assorti d'une option « mix and match » (« l'Option Mix and Match ») qui permettra aux actionnaires de BERENDSEN qui le choisissent expressément, de faire varier les proportions dans lesquelles ils recevront des actions ELIS et du numéraire dans la mesure où des choix réciproques seraient exprimés par d'autres actionnaires de BERENDSEN, et dans le respect d'une proportion globale fixée, pour l'opération, à 43,4% en numéraire et 56,6% en actions (selon le projet de note d'opération du 26 juillet 2017).

En droit français, l'opération s'analyse comme (i) une acquisition de titres payée en numéraire et (ii) un apport rémunéré par des titres. Un prospectus intégrant la note d'opération sera visé par l'AMF le moment venu.

A l'issue de cette opération, ELIS devrait détenir la totalité des actions et des droits de vote de la société BERENDSEN à l'exception des actions détenues par « *l'Employee Benefit Trust* » de BERENDSEN.

A la suite de la réalisation de (i) l'Opération et (ii) de l'augmentation de capital réservée à Canada Pension Plan Investment Board (ci-après, « CPPIB »), les actionnaires d'ELIS et les anciens actionnaires de BERENDSEN détiendraient respectivement environ 68% et 32%<sup>2</sup> du capital d'ELIS.

## **1.2 Présentation des sociétés en présence**

### **1.2.1 BERENDSEN PLC, Société dont les titres doivent faire l'objet d'un apport**

BERENDSEN PRIVATE LIMITED COMPANY est une société anonyme de droit anglais immatriculée au Registre des sociétés anglaises (*Companie House*) n° 01480047, dont le siège social est situé au 1 Knightsbridge, (London, England, SW1X 7LX).

Au 26 juillet 2017, son capital social s'élevait à 51.791.073,90 livres sterling, divisé en 172.636.913 actions ordinaires de 30 pence de valeur nominale chacune, toutes entièrement libérées.

BERENDSEN a par ailleurs consenti au bénéfice de ses dirigeants et salariés des options d'achats d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites représentant, au 25 juillet 2017, une émission potentielle maximale de 2.085.089<sup>3</sup> actions complémentaires.

La société n'a émis aucun autre instrument dilutif porté à notre connaissance.

---

<sup>2</sup> Communication 2.7 des sociétés du 12 juin 2017

<sup>3</sup> Sur la base des informations communiquées par BERENDSEN

Ses actions sont admises aux négociations sur le marché réglementé du London Stock Exchange, sous le code ISIN GB00B0F99717.

BERENDSEN est la société de tête du groupe BERENDSEN, l'un des leaders européens du secteur de la location-entretien et la blanchisserie d'entreprise, qui emploie près de 16.000 salariés dans une quinzaine de pays d'Europe (Royaume-Uni, Baltiques et Europe de l'Est).

Son activité est organisée autour de 4 principaux segments : (i) le pôle *Workwear* qui regroupe les activités de location-entretien et de fourniture de vêtements de travail pour une clientèle publique ou privée, (ii) le pôle *Healthcare* qui fournit à des acteurs publics du secteur de la Santé (NHS<sup>4</sup> et hôpitaux principalement) des prestations de location-entretien de linge plat et la fourniture de service de blanchisserie, (iii) le pôle *Facility* qui assure la commercialisation et la maintenance de produits et appareils hygiéniques : lave et sèche-mains, et de consommables (essuie main, papier toilette...) et (iv) le pôle *Hospitality* qui assure la location-entretien de linge de maison et de linge plat auprès de clients du secteur de l'hôtellerie et de la restauration.

BERENDSEN clôture ses comptes au 31 décembre de chaque année et publie des comptes consolidés établis conformément au référentiel IFRS applicable dans l'Union Européenne.

### **1.2.2 ELIS SA, société initiatrice bénéficiaire de l'apport**

ELIS est une société anonyme dont le siège social est situé 5 boulevard Louis Loucheur, 92210 Saint-Cloud. Elle est inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 499 668 440.

Au 30 juin 2017, son capital social s'élève à 140.167.049 euros, divisé en 140.167.049 actions d'un euro de valeur nominale chacune, toutes entièrement libérées.

A la même date, 19.659.876 actions d'ELIS bénéficiaient d'un droit de vote double, représentant environ 14% du capital et 12,3% des droits de vote théoriques.

ELIS a également consenti au bénéfice de ses dirigeants et salariés des plans d'attribution d'actions gratuites représentant, sous réserve des conditions de présence et de l'atteinte de certains objectifs de performance financière, une émission potentielle maximale d'environ 1.689.216 actions complémentaires au 30 juin 2017.

La société n'a émis aucun autre instrument dilutif porté à notre connaissance.

---

<sup>4</sup> Le National Health Service est le système de santé publique du Royaume-Uni

Ses actions sont admises aux négociations sur le compartiment A du marché Euronext Paris, sous le code ISIN FR0012435121.

Le 7 juin 2017, afin notamment de maintenir un niveau d'endettement stable, ELIS s'est engagée, auprès de CPPIB, à émettre 10.131.713 actions Elis dans le cadre d'une augmentation de capital réservée, à un prix de souscription 19,74 € par action nouvelle, soit un financement total d'environ 200 millions d'euros (ci-après le « Financement CPPIB »).

Le Financement CPPIB est conditionné notamment à l'approbation du *Scheme of Arrangement* par les actionnaires de Berendsen et par la Cour, et à l'approbation des résolutions autorisant l'émission des actions nouvelles ELIS émises en rémunération de l'apport dans le cadre de l'Opération par l'assemblée générale d'ELIS convoquée à cet effet.

EURAZEO SE, LEGENDRE HOLDING 27 SAS et PREDICA, actionnaires d'ELIS, se sont engagés à voter en faveur de l'augmentation de capital réservée à CPPIB, à hauteur de 37 626 694 actions ELIS représentant 56.884.361 droits de vote, soit environ 35,6 % des droits de vote théoriques d'ELIS (au 30 juin 2017).

La Société a pour objet, « *directement ou indirectement, en France et à l'étranger :*

- *la prise de participation, par voie d'apport, d'achat, de souscription ou autrement, dans toutes sociétés, quels qu'en soient la forme et l'objet;*
- *toutes prestations de services au profit des entreprises en matière de gestion, et notamment dans les domaines administratif, comptable, financier, informatique et commercial ;*
- *l'exploitation de tous brevets et marques, notamment par voie de licence ;*
- *la location de tous matériels et équipements de quelque nature qu'il soit ;*
- *la propriété, par voie d'acquisition, ou autrement, et la gestion, notamment sous forme de location, de tous immeubles et biens ou droits immobiliers ;*
- *la participation directe ou indirecte à toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social par la création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation et par tous autres moyens et sous toutes formes utilisées en France et à l'étranger ;*

- *et plus généralement, toutes les opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social précité et à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en favoriser la réalisation. »*

ELIS SA est la société de tête du groupe ELIS, leader français et l'un des leaders européens du marché de la location-entretien de produits textiles et d'hygiène. Le groupe emploie plus de 23.000 personnes au sein de ses filiales en Europe de l'Ouest et du Sud ainsi qu'en Amérique Latine.

Ses activités sont organisées autour de quatre principaux segments : (i) le pôle « *Linge Plat* », principale activité du groupe, qui fournit des prestations de services de location-entretien de linge plat, principalement pour des clients du secteur de l'hôtellerie-restauration ; (ii) le pôle « *Vêtements de travail* » qui regroupe les services de location-entretien et personnalisation de vêtements de travail pour l'industrie ou l'hôtellerie-restauration ; (iii) le pôle « *Hygiène et Bien être* » qui commercialise les services de location-entretien et d'installation d'équipements d'hygiène, de lavage et d'essuyage des mains ainsi que des consommables associés à ces équipements ; (iv) Les activités « *manufacturières* », activité minoritaire réalisée par deux entités spécifiques au groupe, correspondant à la conception et à la production d'appareils sanitaires, constitue la dernière activité du Groupe ELIS.

ELIS clôture ses comptes au 31 décembre de chaque année et publie des comptes consolidés présentés selon les normes européennes IFRS.

### **1.2.3 Liens entre les sociétés**

A la date du présent rapport, il n'existe aucun lien de capital entre ELIS (société bénéficiaire) et BERENDSEN (société dont les titres sont apportés).

### **1.3 Description de l'opération**

#### **1.3.1 Nature et objectif de l'opération**

Comme indiqué précédemment, la présente Opération d'apport de titres BERENDSEN s'inscrit dans le cadre du rapprochement des sociétés ELIS et BERENDSEN qui sera formalisé dans un *Scheme of Arrangement*, devant permettre l'acquisition des titres de BERENDSEN par ELIS.

Compte tenu de la forte complémentarité géographique des deux groupes, ce rapprochement doit permettre la création d'un leader pan-européen de la location-entretien d'articles de textile et d'hygiène. Le groupe combiné bénéficiera de positions favorables couvrant l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, une exposition à des marchés en forte croissance en Amérique latine, et une présence consolidée en Allemagne.

Par ailleurs, cette opération doit permettre de réaliser progressivement des synergies de coûts estimés par le management d'ELIS, à hauteur de 40 millions d'euros annuels en année pleine, dont 35 millions de coûts opérationnels et 5 millions de dépenses d'investissement.

#### **1.3.2 Caractéristiques essentielles de l'apport**

##### Régime juridique

L'apport sera soumis aux dispositions de l'article L.225-147 du Code de commerce.

##### Régime fiscal

En matière de droits d'enregistrement, et dans la mesure où le *Scheme of Arrangement* est soumis au droit anglais, l'apport entraînera le paiement par ELIS d'un droit fixe de 500 euros par application de l'article 810-I du Code général des impôts.

##### Date d'effet de l'opération

Conformément au *Companies Act de 2006*, le *Scheme of Arrangement* deviendra « effective » dès qu'une copie de l'ordonnance de la Cour statuant sur l'approbation du *Scheme of Arrangement* aura été déposée au *Registrar of Companies*.

ELIS aura la propriété des titres apportés, à compter de la date de réalisation définitive de l'apport à intervenir dès l'admission des titres nouvellement émis venant rémunérer l'apport.

## **1.4 Description et évaluation des apports**

### **1.4.1 Méthode d'évaluation retenue**

Les actions BERENDSEN apportées ont été évaluées à leur valeur réelle par référence au prix de transaction correspondant au prix de l'Offre d'ELIS, soit 12,45 £ par action, sur la base du cours de bourse d'ELIS de 19,90€ et d'un taux de change £/€ de 1,138 à la date de l'Offre<sup>5</sup>.

### **1.4.2 Description des apports**

Selon les termes de l'Opération, les apports seraient constitués de 56,6% du capital de BERENDSEN, lequel sera composé de 171.345.292<sup>6</sup> actions à la date de Réalisation de l'apport.

Les apports sont donc constitués de 96.981.435 actions BERENDSEN au prix unitaire de 12.45 £, soit une valeur globale des apports de 1.207.418.866 £. Pour convertir la valeur globale des apports en euros, il a été retenu un taux de change déterminé par référence au taux des couvertures de change souscrites par ELIS pour les besoins du règlement de la part en numéraire, soit 1,1346 euros pour une livre sterling. Le montant total des apports ressort ainsi à 1.369.937.445 €.

## **1.5 Rémunération des apports et rapport d'échange**

Selon les termes de l'Opération, la rémunération proposée par ELIS pour une action BERENDSEN apportée s'élève ainsi à 0,403 action nouvelle ELIS et une part en numéraire de 5,40 £.

Le *Scheme of Arrangement* est assorti d'une option *Mix and Match*, permettant aux actionnaires de BERENDSEN de faire varier la proportion de titres ELIS et le montant en numéraire reçus en rémunération de leur apport, dans le respect d'une proportion globale fixée, pour l'opération, à 43,4% en numéraire et 56,6% en actions (selon le projet de note d'opération du 26 juillet 2017).

---

<sup>5</sup> Cours de bourse et taux de change du 9 juin 2017, dernier jour ouvré avant le communiqué 2.7 arrêtant les conditions de l'Offre

<sup>6</sup> Capital social de BERENDSEN composé de 172.636.913 actions, desquelles sont déduites 1.291.621 actions (soit le nombre d'actions détenues par « *l'Employee Benefit Trust* », qui sont exclues du *Scheme of Arrangement*), au 26 juillet 2017. 171.345.292 actions BERENDSEN seront ainsi acquises par ELIS.

L'Opération conduira à une émission de 69.052.152 Actions Nouvelles, soit un montant nominal d'augmentation de capital de 69.052.152 euros.

La prime d'émission sera déterminée par différence entre la valeur des apports et la valeur nominale de l'augmentation de capital d'ELIS visant à rémunérer l'apport. Sur la base du taux de change £/€ de 1,1346, le montant de la prime d'émission s'élève à un total 1.300.885.293 €.

## **1.6 Conditions suspensives**

Sur la base du projet de note d'opération du 26 juillet 2017 dont nous disposons, l'apport est soumis à la réalisation de conditions suspensives, intégralement présentées dans le *Scheme Document*, dont les conditions suivantes :

- approbation du *Scheme of Arrangement* par une majorité en nombre des actionnaires présents ou représentés, inscrits sur le registre des membres de BERENDSEN à la date d'enregistrement à partir de laquelle sont déterminés les droits de vote lors de l'assemblée générale des actionnaires de BERENDSEN convoquée par la Cour, représentant au moins 75 % des actions BERENDSEN détenues par les actionnaires inscrits sur le registre des membres de BERENDSEN à ladite date d'enregistrement ;
- approbation de toutes les résolutions nécessaires à la mise en œuvre du *Scheme of Arrangement* selon les majorités applicables par l'assemblée générale des actionnaires de BERENDSEN, soit 75 % des votes exprimés par les actionnaires présents (ou représentés) lors de ladite assemblée ;
- approbation du *Scheme of Arrangement* par la Cour et dépôt d'une copie de l'ordonnance de la Cour statuant sur l'approbation du *Scheme of Arrangement* au *Registrar of Companies in England and Wales*.
- approbation des résolutions autorisant l'émission des Actions Nouvelles ELIS dans le cadre de l'Opération par l'assemblée générale d'ELIS spécialement convoquée à cet effet, à la majorité des deux-tiers des votes des actionnaires d'ELIS, présents ou représentés lors de ladite assemblée générale d'ELIS ;
- publication d'un avis confirmant l'admission future aux négociations des Actions Nouvelles, étant précisé que cette admission aux négociations interviendra à la date de publication de l'avis ou peu de temps après.

L'Opération est également soumise à l'obtention de certaines autorisations réglementaires (notamment les autorisations de la *Financial Conduct Authority (FCA)* et les autorisations au titre du contrôle des concentrations en Autriche, Allemagne et Pologne). L'autorisation de la FCA et des autorités de la concurrence allemande et polonaise ont été obtenues. Compte tenu du calendrier indicatif de l'Opération, l'autorisation au titre du contrôle des concentrations en Autriche ne devrait pas être requise.

## 2. Diligences et appréciations de la valeur des apports

### 2.1 Diligences mise en œuvre

Notre mission, prévue par la loi, ne relève ni d'une mission d'audit ni d'une mission d'examen limité. Elle n'a donc pour objectif ni de nous permettre de formuler une opinion sur les comptes, ni de procéder à des opérations spécifiques concernant le respect du droit des sociétés. Elle ne saurait être assimilée à une mission de « *due diligence* » effectuée pour un prêteur ou un acquéreur et ne comporte pas tous les travaux nécessaires à ce type d'intervention.

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires conformément à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes afin de nous assurer que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

Nous avons en particulier effectué les travaux suivants :

- nous nous sommes entretenus avec les représentants et les conseils des sociétés en présence, tant pour prendre connaissance de l'Opération d'apport envisagée et du contexte dans lequel elle se situe, que pour analyser les modalités comptables, financières et juridiques envisagées ;
- nous avons examiné le projet de *Scheme document* et ses annexes ;
- nous avons examiné les prospectus et projets de prospectus déposés auprès du régulateur des marchés français (AMF) ;
- nous avons pris connaissance du communiqué intitulé « Acquisition recommandée de BERENDSEN plc par ELIS SA en vue de créer un leader pan-européen de la location-entretien d'articles textiles et d'hygiène », publié en vertu de l'article 2.7 du takeover code, publié sur le site d'ELIS le 12 juin 2017 ;
- nous avons examiné les informations juridiques et comptables servant de base à l'Opération ;
- nous avons pris connaissance des documents de référence de l'exercice clos au 31 décembre 2016 d'ELIS et BERENDSEN;
- nous avons analysé et discuté les analyses financières qui figurent en section 2.8 de la note d'opération en date du 26 juillet 2017, établies avec l'assistance de LAZARD FRERES, conseil d'ELIS ;
- nous avons analysé la pertinence des critères retenus, revu les paramètres de leur mise en œuvre, et procédé à différentes analyses de sensibilité, puis mis en œuvre nos propres approches des valeurs telles que nous les avons estimé appropriées ;

- nous avons obtenu une lettre d'affirmation de la part des dirigeants d'ELIS par l'opération confirmant notamment l'absence d'évènements ou de faits susceptibles d'affecter de manière significative, les conditions de l'opération, les valorisations relatives, et la valeur des apports ;
- le management de BERENDSEN nous a confirmé qu'aucun élément non communiqué au marché depuis la communication sur les comptes au 30 juin 2017 n'avait une incidence sur la valorisation du groupe ;
- nous avons retenu comme une hypothèse de travail l'absence d'incidences fiscales significatives propres à l'opération.

## **2.2 Appréciation de la méthode de valorisation des apports au regard de la réglementation comptable**

Les actions BERENDSEN apportées sont retenues pour leur valeur réelle, soit une valeur unitaire de 12,45 £ par action BERENDSEN apportée (soit environ 14,12 € par action sur la base du taux de change de 1 £ pour 1,1346 €).

S'agissant de l'apport de 96.981.435 actions BERENDSEN (soit 56,6% du capital émis de BERENDSEN), l'apport est réalisé à la valeur réelle, ce qui est conforme aux dispositions du Règlement CRC 2004-01.

Nous n'avons donc pas de remarque sur le choix retenu concernant la méthode de valorisation retenue.

## **2.3 Réalité des apports**

Le *Scheme of Arrangement* deviendra « effective » dès qu'une copie de l'Ordonnance de la Cour statuant sur son approbation aura été déposée au *Registrar of Companies*. Il s'imposera à tous les actionnaires de BERENDSEN. Les actionnaires apporteront le moment venu, leurs actions libres de tout engagement, moyennant paiement du prix et remise des actions ELIS à émettre, conformément à l'obligation qui leur en serait faite selon la loi en vigueur au Royaume-Uni.

## **2.4 Appréciation de la valeur des apports**

La valeur d'apport est basée sur les termes de l'Opération qui reprennent, à cet égard, ceux de l'Offre finale d'ELIS et dont les modalités sont détaillées dans le projet de note d'opération du 26 juillet 2017, soit un prix d'Offre de 12,45 £ par action BERENDSEN.

L'apport global représente un montant de 1.207.418.866 £, soit 1.369.937.445€ sur la base du taux de change de 1,1346.

Cette valeur correspond à une valeur réelle puisqu'elle ressort du prix d'Offre de 12,45 £ par action et constituera, en soit, une référence, dès lors que l'Offre sera acceptée par les actionnaires représentant 75% du capital de BERENDSEN.

Pour apprécier la valeur de l'apport, au-delà de la référence au prix de l'Offre, nous avons mis en œuvre une approche d'évaluation multicritères, fondée sur cinq méthodes d'évaluation retenues à titre principal :

- La méthode des cours de Bourse,
- La référence aux objectifs de cours des analystes financiers,
- La méthode des comparables boursiers,
- La méthode des transactions comparables,
- L'actualisation des flux de trésorerie (DCF)<sup>7</sup>

---

<sup>7</sup> Pour chacun de ces critères la valorisation est mise en œuvre sans prendre en compte les synergies attendues du rapprochement.

### 2.4.1 Cours de bourse

La société BERENDSEN, est une société cotée dont le flottant est significatif et dont les titres font l'objet de volumes de transaction suffisants. La référence au cours de bourse nous paraît justifiée et pertinente.

L'analyse a été menée sur la période des 24 mois précédant le 17 mai 2017 (dernier jour ouvré avant le communiqué relatif à l'offre révisée d'ELIS) en retenant les moyennes pondérées par les volumes des cours de bourse 1 mois, 3 mois, 12 mois et 24 mois.

#### **BERENDSEN - Evolution du cours de bourse**

	<b>Berendsen (£)</b>
Spot (17/05/2017)	8,64
CMPV* 1 mois	8,32
CMPV 3 mois	8,17
CMPV 6 mois	8,31
CMPV 12 mois	9,35
CMPV 24 mois	9,76

*\*CMPV = Cours Moyen Pondéré par les Volumes*

*Source: Capital IQ*

Cette méthode aboutit à une valeur de l'action située entre 8,17 £ (moyenne pondérée 3 mois) et 9,76 £ (moyenne pondérée 24 mois). Par rapport au prix d'Offre de 12,45 £, cette fourchette de valorisation fait ressortir une prime située entre 27,5 % et 52,5 %.

### 2.4.2 Objectifs de cours de bourse des analystes financiers

Dans le cadre de nos travaux, nous avons retenu 8 analyses publiées par un panel d'analystes en mars et avril 2017, intéressant la société BERENDSEN.

L'objectif des analystes aboutit à une valorisation de l'action BERENDSEN située entre 6,45 £ et 10,70 £. Le prix d'offre de 12,45 £ fait ressortir une prime induite située entre 16,4 % et 93 %.

### 2.4.3 Multiples boursiers de sociétés comparables

La méthode des comparables boursiers consiste à déterminer la valeur d'une société par application de multiples observés sur un échantillon d'autres sociétés cotées du même secteur d'activité, aux agrégats financiers jugés pertinents.

La mise en œuvre d'une telle approche suppose de pouvoir disposer d'un échantillon de sociétés comparables en termes d'activité, de caractéristiques opérationnelles, de taille et de niveau de rentabilité.

Pour mettre en œuvre la méthode des comparables boursiers, nous avons sélectionné trois sociétés dont le domaine d'activité était proche de l'activité principale de BERENDSEN puis déterminé des multiples moyens d'EBITDA « consensus » 2017 et 2018 de la société.

Le montant de l'endettement financier net consolidé au 31 décembre 2016 a ensuite été déduit des valeurs d'entreprise obtenues pour déterminer les valeurs des capitaux propres de BERENDSEN.

La valorisation par la méthode des comparables boursiers fait ressortir une valeur de l'action BERENDSEN située entre 12,19 £ (EBITDA consensus 2018) et 12,65 £ (EBITDA consensus 2017). Cette fourchette de valorisation fait ressortir une prime induite de 2,1 % (EBITDA consensus 2018) et une décote induite de 1,6 % (EBITDA consensus 2017) par rapport au prix d'Offre de 12,45 £.

#### **2.4.4 Multiples extériorisés lors d'opérations comparables**

La méthode des transactions comparables consiste à déterminer la valeur d'une société par application de multiples extériorisés lors de transactions historiques intervenues sur un même secteur d'activité.

Dans le secteur de la location-entretien, 5 transactions impliquant des sociétés cibles européennes comparables à BERENDSEN ont pu être identifiées. A partir de cet échantillon, nous avons déterminé les multiples implicites d'EBITDA ressortant de ces transactions.

Les valeurs d'entreprises déterminées par l'application de la médiane des multiples d'EBITDA implicites affichés lors des transactions aux agrégats « consensus » 2017 et 2018, retraitées de la dette nette consolidée au 31 décembre 2016, font ressortir des valeurs par action comprises entre 11,30 £ (EBITDA consensus 2017) et 12,15 £ (EBITDA consensus 2018) pour BERENDSEN.

Par rapport au prix d'Offre de 12,45 £, cette fourchette de valorisation fait ressortir une prime induite située entre 2,5 % (EBITDA consensus 2018) et 10,2 % (EBITDA consensus 2017).

#### **2.4.5 Actualisation des flux futurs de trésorerie (DCF)**

La méthode des Discounted Cash-Flow (DCF) consiste à déterminer la valeur d'entreprise d'une société par l'actualisation de flux de trésorerie prévisionnels. La valeur ainsi extériorisée est fortement corrélée aux hypothèses retenues dans le plan d'affaires utilisé pour la valorisation.

##### Construction du plan d'affaires

La société n'ayant pas communiqué de plan d'affaires, pour les besoins de la valorisation relative des sociétés, la construction du plan d'affaires a été réalisée à partir des données prévisionnelles issues d'un consensus d'analystes pour la période 2017-2019 qui ont ensuite été extrapolées par les banques conseils.

Compte tenu d'un échantillon d'analystes analysant la société jugé suffisant et du caractère relativement constant et prévisible des activités du groupe, cette approche nous apparaît pertinente.

##### Appréciation des principales hypothèses d'évaluation par les commissaires aux apports

Conformément à nos diligences, nous avons procédé à la revue des principales hypothèses retenues pour l'estimation des flux futurs de trésorerie et avons mis en œuvre notre propre évaluation dont nous détaillons les analyses de sensibilité ci-après.

A la lumière de la documentation obtenue et des réunions de travail organisées avec les conseils de BERENDSEN, il ne nous a pas semblé nécessaire de procéder à des corrections significatives des données prévisionnelles fournies.

Dans le cadre de la mise en œuvre de notre approche DCF :

- nous avons positionné notre valorisation au 1<sup>er</sup> janvier 2017 considérant que la performance de la société au 30 juin 2017 est conforme aux attentes du marché et au consensus ;
- nous avons procédé à une extrapolation des flux pour les exercices 2020 et 2021 sur la base d'hypothèses prudentes en termes de croissance des revenus et des niveaux de marge à partir de nos échanges avec les sociétés et leur conseil ;

La position de dette nette a été calculée sur la base des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2016 de la société.

Enfin, le nombre d'actions retenu pour le calcul de la valeur par action a été calculé sur la base du nombre d'actions en circulation connu au 30 juin 2017, retraité des actions auto-détenues et des attributions d'actions gratuites dans la monnaie.

Nous avons retenu un coût moyen pondéré du capital de la société de 7% pour actualiser les flux futurs de trésorerie de BERENDSEN et un taux de croissance à l'infini de 2% pour la détermination de la valeur terminale.

Nous avons réalisé des analyses de sensibilité relatives au (i) niveau de croissance à l'infini, (ii) et au taux d'actualisation.

Sur la base de notre évaluation par la méthode des DCF, la valeur de l'action BERENDSEN s'établit dans une fourchette<sup>8</sup> allant de 10,72 £ à 11,92 £ par rapport au prix d'Offre de 12,45 £, soit une prime située dans une fourchette de 4,4 % à 16,1 %.

A titre d'analyse de sensibilités, nous avons également procédé à une méthode DCF sur la base du plan d'affaires BERENDSEN issu du consensus en ajustant l'enveloppe d'investissements, les niveaux de croissance de revenu et de rentabilité, en considérant le caractère exceptionnel et très significatif du plan d'investissements supplémentaires de 450m£ sur 3 ans annoncé par le management. Sur la base de cette méthode, la valeur relative d'une action pour cette dernière s'établirait dans une fourchette comprise entre 12,29 £ et 13,53 £. Cette fourchette de valeur n'est toutefois présentée qu'à titre accessoire.

---

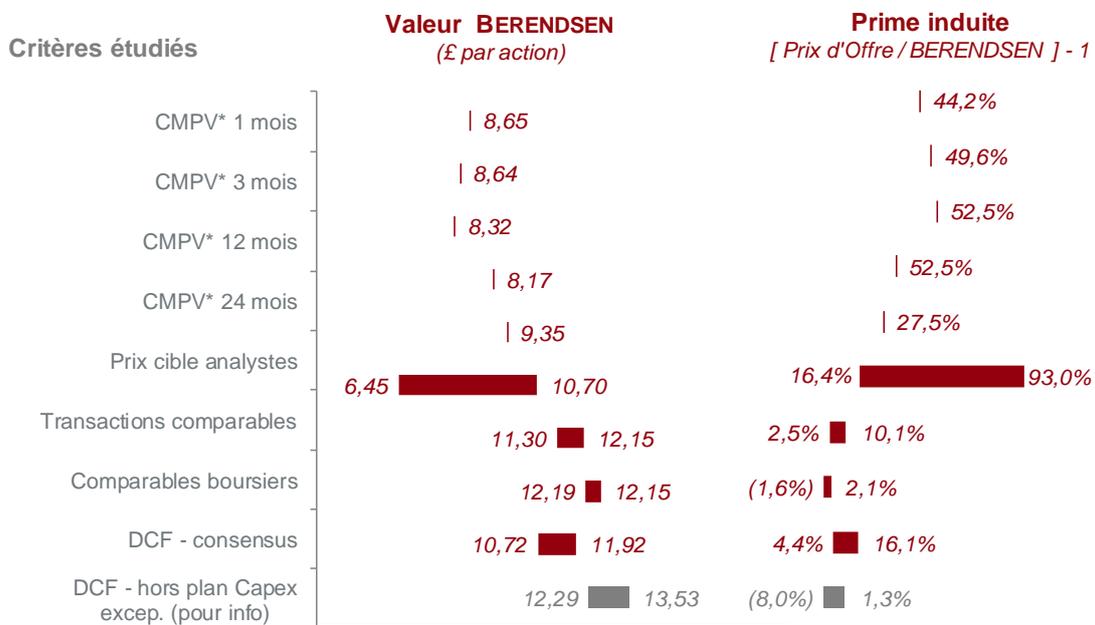
<sup>8</sup> Fourchette basse calculée à partir d'une variation de +0,1% du taux d'actualisation et de -0,1% du taux de croissance à l'infini.

Fourchette haute calculée à partir d'une variation de -0,1% du taux d'actualisation et de +0,1% du taux de croissance à l'infini.

## 2.4.6 Synthèse des valorisations par action BERENDSEN et primes offertes

En synthèse, le prix d'Offre de 12,45 £ fait ressortir une prime/décote variable selon les critères de valorisation qui se résume ainsi :

### Analyse de la prime offerte



\*CMPV = Cours Moyen Pondéré par les Volumes  
Source: Analyse des Commissaires aux apports

L'Opération s'analyse comme une acquisition : dès lors que les actionnaires de BERENDSEN donneront leur accord à l'Offre à plus de 75 %, ELIS obtiendrait 100 % du capital de BERENDSEN.

ELIS serait alors en situation de mettre en œuvre sans délai les synergies qui peuvent être attendues d'un tel rapprochement et qui sont traduites dans les primes induites figurant dans le tableau ci-dessus.

### En ce qui concerne les synergies

Les synergies ont été identifiées par les équipes opérationnelles d'ELIS et ont fait l'objet d'un chiffrage. Ces synergies concernent essentiellement les domaines suivants :

- Synergies commerciales : elles sont liées à l'accès aux marchés et clients existants des deux groupes, ainsi qu'à l'intégration des deux offres respectives qui permettra de toucher de nouveaux marchés et clients.
- Synergies de productivité : elles sont constituées des gains de productivité dont profiteraient les deux groupes grâce à l'optimisation des processus et des économies d'échelle, notamment sur les achats et approvisionnement en linge et équipements sanitaires particulièrement.

- Synergies de coûts de structure : elles sont constituées des économies de coûts de structure liées à la mutualisation de certaines ressources communes et des économies notamment dans l'acquisition de technologies informatiques.
- Synergies négatives : elles sont constituées principalement des coûts d'acquisition et des coûts d'intégration post-fusion et de mise en œuvre des synergies évoquées ci-dessus.

Selon les informations dont nous disposons, la complémentarité des métiers et des zones géographiques couvertes par les deux groupes ne devrait pas, sur la base des analyses préliminaires en cours, poser de difficultés devant les Autorités de concurrence et affecter la mise en œuvre de ces synergies.

Nous relevons que les approches exprimant une valeur intrinsèque ou par analogie affichent des fourchettes de valeur plus élevées que celles extériorisées par les cours, de bourse récents, fortement affectés par les récents avertissements sur résultats<sup>9</sup> de BERENDSEN. Les primes induites par les valeurs intrinsèques ou analogiques apparaissent donc plus faibles que celles induites par les cours de bourse.

En définitive, les valeurs auxquelles conduisent nos analyses de sensibilité sur la valorisation de BERENDSEN ne remettent pas en cause la valeur d'apport retenue à 12,45 £ par action BERENDSEN.

---

<sup>9</sup> En date du 27 octobre 2016 et du 3 mars 2017

### **3. Synthèse – Points clés**

En synthèse de nos appréciations, nous souhaitons attirer votre attention sur les points suivants :

Nous avons travaillé à partir, de données financières publiques que nous présumons fiables et sincères et du consensus des analystes.

Les termes du présent rapport ne présument pas de l'évolution des facteurs pouvant influencer sur les termes de l'Opération (notamment taux de change, marchés financiers et évolution de la cible et de l'initiateur) d'ici sa réalisation.

Sur la base des travaux décrits dans le présent rapport, nous relevons que le prix d'Offre fait ressortir une prime/décote comprise entre (1,6) % et 93 % selon les différents critères de valorisation retenus.

Nous rappelons que cette fourchette de prime importante résulte principalement d'un abaissement significatif de l'objectif de cours de certains analystes à la suite des annonces récentes du management de BERENDSEN.

Cette prime trouve une justification dans son principe par l'acquisition, puisque si l'Offre est approuvée à plus de 75% par les actionnaires de BERENDSEN, ELIS sera alors en position d'obtenir l'intégralité des actions BERENDSEN. Cette situation lui permettra de mettre en œuvre, sans délai, les synergies identifiées et évaluées par ses soins dont le montant est significatif.

#### **4. Conclusion**

Sur la base de nos travaux, et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur des apports s'élevant à 1.207.418.866 £ soit 1.369.937.445 € sur la base d'un taux de change à 1 £ pour 1,1346 €, n'est pas surévaluée et, en conséquence, qu'elle est au moins égale au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire des apports majorée de la prime d'émission.

Fait à Paris, le 27 juillet 2017

Olivier PERONNET

Dominique MAHIAS

Commissaires aux comptes  
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

**Olivier PERONNET**  
**FINEXSI**  
14 Rue de Bassano  
75116 PARIS

**Dominique MAHIAS**  
**Didier Kling & Associés**  
28 avenue Hoche  
75008 PARIS

**ELIS SA**

Société anonyme au capital de 140.167.049 euros  
5 boulevard Louis Loucheur  
92210 Saint-Cloud  
RCS de Nanterre n° 499 668 440

**Rapport des Commissaires aux apports  
sur la rémunération des apports devant être  
effectués à la société ELIS SA conformément à la  
position - recommandation n°2011-11 de l'AMF**

*Ordonnance de Monsieur le Président  
du Tribunal de Commerce de Nanterre  
du 28 juin 2017*

**Rapport des Commissaires aux apports  
sur la rémunération des apports devant être effectués  
à la société ELIS SA conformément à la  
position - recommandation n°2011-11 de l'AMF**

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Nanterre en date du 28 juin 2017 concernant l'apport de titres de la société de droit anglais BERENDSEN PLC à la société ELIS SA, nous avons établi le présent rapport sur la rémunération de l'apport, étant précisé que ce rapport est établi conformément à la demande de l'Autorité des Marchés Financiers. Notre appréciation sur la valeur des apports fait l'objet d'un rapport distinct.

La rémunération des apports résulte des modalités l'Opération (telle que définie ci-après) décrites dans le projet de note d'opération du 26 juillet 2017. Cette Opération porte sur l'acquisition de titres BERENDSEN Plc par ELIS SA (ci-après l'Opération), par voie d'échange et numéraire.

Il nous appartient d'exprimer un avis sur le caractère équitable du rapport d'échange. A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à vérifier que les valeurs relatives attribuées aux apports et aux actions de la société bénéficiaire sont pertinentes et, d'autre part, à analyser le caractère équitable de la rémunération proposée par rapport aux valeurs relatives jugées pertinentes.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature. Nos rapports sont prévus par les dispositions du Code de commerce sur la mission du commissaire aux apports et sont à destination des personnes visées par la loi française. Ils répondent aux exigences de cette réglementation mais pas à celles de la réglementation anglaise, quand bien même nos rapports seraient portés à la connaissance de parties concernées par l'Opération.

Par ailleurs, nos rapports ne dispensent pas de la lecture de l'ensemble de la documentation publique d'ores et déjà disponible ou qui sera mise à disposition dans le cadre de cette Opération.

A aucun moment nous ne nous sommes trouvés dans l'un des cas d'incompatibilité, d'interdiction ou de déchéance prévus par la loi.

Nos constatations et conclusions sont présentées ci-après selon le plan suivant :

- 1. Présentation de l'opération et description des apports**
- 2. Vérification de la pertinence des valeurs relatives attribuées aux actions des sociétés participant à l'opération**
- 3. Appréciation du caractère équitable de la rémunération**
- 4. Synthèse**
- 5. Conclusion**

## 1. Présentation de l'opération et description des apports

### 1.1 Contexte de l'opération

L'opération d'apport s'inscrit dans le cadre du rapprochement entre ELIS SA (ci-après « ELIS ») et BERENDSEN PLC (ci-après « BERENDSEN »).

Le 28 avril 2017, ELIS a adressé une première offre confidentielle au Conseil d'administration de BERENDSEN portant sur l'acquisition de chaque action composant le capital de cette dernière, contre la remise de 4,40 £ et 0,411 action nouvelle ELIS pour chaque action BERENDSEN, soit une valorisation de l'action BERENDSEN de 11,00 £. Le 12 mai 2017, cette première offre a été rejetée par BERENDSEN qui a également refusé d'entamer des discussions avec ELIS.

Le 18 mai 2017, ELIS a communiqué avoir transmis, le 16 mai 2017, une offre révisée au Conseil d'administration de BERENDSEN, portant sur l'acquisition de chaque action composant le capital de cette dernière, contre la remise de 4,40 £ et 0,426 action nouvelle ELIS, soit une valorisation de l'action BERENDSEN de 11,75 £. Cette nouvelle offre a été rejetée par le biais d'un communiqué de presse publié le jour même par le Conseil d'administration de BERENDSEN.

Le 12 juin 2017, à l'issue de nouvelles discussions, les deux groupes ont publié conjointement un communiqué signifiant leur accord sur les conditions d'une acquisition de titres émis et à émettre de BERENDSEN (« l'Offre » ou « l'Offre finale »).

Selon les termes de l'Opération qui reprennent à cet égard, ceux de l'Offre, le prix de l'Opération a été fixé à 12,45 £ par action<sup>1</sup> BERENDSEN, payé en numéraire à hauteur de 5,40 £ et en actions nouvelles ELIS à hauteur de 7,05 £, sur la base d'un ratio d'échange de 0,403 action ELIS par action BERENDSEN. En outre, les actionnaires de BERENDSEN percevront un acompte sur dividende de 0,11 £ par action au titre de la période de 6 mois close au 30 juin 2017.

L'opération envisagée est basée sur un *Scheme of Arrangement*, soumis aux règles et procédures applicables au Royaume-Uni, qui prévoit que les actionnaires de BERENDSEN auront le choix d'échanger leurs titres BERENDSEN contre du numéraire et des actions ELIS.

---

<sup>1</sup> Sur la base de cours de bourse d'ELIS de 19,90€ et du taux de change euro/livre de 1,138 au 9 juin 2017.

Afin de mieux répondre aux attentes des actionnaires de BERENDSEN qui souhaiteraient bénéficier d'une proportion différente d'actions ELIS et de numéraire, le *Scheme of Arrangement* est assorti d'une option « mix and match » (« l'Option Mix and Match ») qui permettra aux actionnaires de BERENDSEN qui le choisissent expressément, de faire varier les proportions dans lesquelles ils recevront des actions ELIS et du numéraire dans la mesure où des choix réciproques seraient exprimés par d'autres actionnaires de BERENDSEN, et dans le respect d'une proportion globale fixée, pour l'opération, à 43,4% en numéraire et 56,6% en actions (selon le projet de note d'opération du 26 juillet 2017).

En droit français, l'opération s'analyse comme (i) une acquisition de titres payée en numéraire et (ii) un apport rémunéré par des titres. Un prospectus intégrant la note d'opération sera visé par l'AMF le moment venu.

A l'issue de cette opération, ELIS devrait détenir la totalité des actions et des droits de vote de la société BERENDSEN à l'exception des actions détenues par « *l'Employee Benefit Trust* » de BERENDSEN.

A la suite de la réalisation de (i) l'Opération et (ii) de l'augmentation de capital réservée à Canada Pension Plan Investment Board (ci-après, « CPPIB »), les actionnaires d'ELIS et les anciens actionnaires de BERENDSEN détiendraient respectivement environ 68% et 32%<sup>2</sup> du capital d'ELIS.

## **1.2 Présentation des sociétés en présence**

### **1.2.1 BERENDSEN PLC, Société dont les titres doivent faire l'objet d'un apport**

BERENDSEN PRIVATE LIMITED COMPANY est une société anonyme de droit anglais immatriculée au Registre des sociétés anglaises (*Companie House*) n° 01480047, dont le siège social est situé au 1 Knightsbridge, (London, England, SW1X 7LX).

Au 26 juillet 2017, son capital social s'élevait à 51.791.073,90 livres sterling, divisé en 172.636.913 actions ordinaires de 30 pence de valeur nominale chacune, toutes entièrement libérées.

BERENDSEN a par ailleurs consenti au bénéfice de ses dirigeants et salariés des options d'achats d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites représentant, au 25 juillet 2017, une émission potentielle maximale de 2.085.089 actions complémentaires.

La société n'a émis aucun autre instrument dilutif porté à notre connaissance.

Ses actions sont admises aux négociations sur le marché réglementé du London Stock Exchange, sous le code ISIN GB00B0F99717.

---

<sup>2</sup> Communication 2.7 des sociétés du 12 juin 2017

BERENDSEN est la société de tête du groupe BERENDSEN, l'un des leaders européen du secteur de la location-entretien et la blanchisserie d'entreprise, qui emploie près de 16.000 salariés dans une quinzaine de pays d'Europe (Royaume-Uni, Baltiques et Europe de l'Est).

Son activité est organisée autour de 4 principaux segments : (i) le pôle *Workwear* qui regroupe les activités de location-entretien et de fourniture de vêtements de travail pour une clientèle publique ou privée, (ii) le pôle *Healthcare* qui fournit à des acteurs publics du secteur de la Santé (NHS<sup>3</sup> et hôpitaux principalement) des prestations de location-entretien de linge plat et la fourniture de service de blanchisserie, (iii) le pôle *Facility* qui assure la commercialisation et la maintenance de produits et appareils hygiéniques : lave et sèche-mains, et de consommables (essuie main, papier toilette...) et (iv) le pôle *Hospitality* qui assure la location-entretien de linge de maison et de linge plat auprès de clients du secteur de l'hôtellerie et de la restauration.

BERENDSEN clôture ses comptes au 31 décembre de chaque année et publie des comptes consolidés établis conformément au référentiel IFRS applicable dans l'Union Européenne.

### **1.2.2 ELIS SA, société initiatrice bénéficiaire de l'apport**

ELIS est une société anonyme dont le siège social est situé 5 boulevard Louis Loucheur, 92210 Saint-Cloud. Elle est inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 499 668 440.

Au 30 juin 2017, son capital social s'élève à 140.167.049 euros, divisé en 140.167.049 actions d'un euro de valeur nominale chacune, toutes entièrement libérées.

A la même date, 19.659.876 actions d'ELIS bénéficiaient d'un droit de vote double, représentant environ 14% du capital et 12,3% des droits de vote théoriques.

ELIS a également consenti au bénéfice de ses dirigeants et salariés des plans d'attribution d'actions gratuites représentant, sous réserve des conditions de présence et de l'atteinte de certains objectifs de performance financière, une émission potentielle maximale d'environ 1.689.216 actions complémentaires au 30 juin 2017.

La société n'a émis aucun autre instrument dilutif porté à notre connaissance.

Ses actions sont admises aux négociations sur le compartiment A du marché Euronext Paris, sous le code ISIN FR0012435121.

---

<sup>3</sup> Le National Health Service est le système de santé publique du Royaume-Uni

Le 7 juin 2017, afin notamment de maintenir un niveau d'endettement stable, ELIS s'est engagée, auprès de CPPIB, à émettre 10.131.713 actions Elis dans le cadre d'une augmentation de capital réservée, à un prix de souscription 19,74 € par action nouvelle, soit un financement total d'environ 200 millions d'euros (ci-après le « Financement CPPIB »).

Le Financement CPPIB est conditionné notamment à l'approbation du *Scheme of Arrangement* par les actionnaires de Berendsen et par la Cour, et à l'approbation des résolutions autorisant l'émission des actions nouvelles ELIS émises en rémunération de l'apport dans le cadre de l'Opération par l'assemblée générale d'ELIS convoquée à cet effet.

EURAZEO SE, LEGENDRE HOLDING 27 SAS et PREDICA, actionnaires d'ELIS, se sont engagés à voter en faveur de l'augmentation de capital réservée à CPPIB, à hauteur de 37 626 694 actions ELIS représentant 56.884.361 droits de vote, soit environ 35,6 % des droits de vote théoriques d'ELIS (au 30 juin 2017).

La Société a pour objet, « *directement ou indirectement, en France et à l'étranger :*

- *la prise de participation, par voie d'apport, d'achat, de souscription ou autrement, dans toutes sociétés, quels qu'en soient la forme et l'objet;*
- *toutes prestations de services au profit des entreprises en matière de gestion, et notamment dans les domaines administratif, comptable, financier, informatique et commercial ;*
- *l'exploitation de tous brevets et marques, notamment par voie de licence ;*
- *la location de tous matériels et équipements de quelque nature qu'il soit ;*
- *la propriété, par voie d'acquisition, ou autrement, et la gestion, notamment sous forme de location, de tous immeubles et biens ou droits immobiliers ;*
- *la participation directe ou indirecte à toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social par la création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation et par tous autres moyens et sous toutes formes utilisées en France et à l'étranger ;*
- *et plus généralement, toutes les opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social précité et à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en favoriser la réalisation. »*

ELIS SA est la société de tête du groupe ELIS, leader français et l'un des leaders européen du marché de la location-entretien de produits textiles et d'hygiène. Le groupe emploie plus de 23.000 personnes au sein de ses filiales en Europe de l'Ouest et du Sud ainsi qu'en Amérique Latine.

Ses activités sont organisées autour de quatre principaux segments : (i) le pôle « *Linge Plat* », principale activité du groupe, qui fournit des prestations de services de location-entretien de linge plat, principalement pour des clients du secteur de l'hôtellerie-restauration ; (ii) le pôle « *Vêtements de travail* » qui regroupe les services de location-entretien et personnalisation de vêtements de travail pour l'industrie ou l'hôtellerie-restauration ; (iii) le pôle « *Hygiène et Bien être* » qui commercialise les services de location-entretien et d'installation d'équipements d'hygiène, de lavage et d'essuyage des mains ainsi que des consommables associés à ces équipements ; (iv) Les activités « *manufacturières* », activité minoritaire réalisée par deux entités spécifiques au groupe, correspondant à la conception et à la production d'appareils sanitaires, constitue la dernière activité du Groupe ELIS.

ELIS clôture ses comptes au 31 décembre de chaque année et publie des comptes consolidés présentés selon les normes européennes IFRS.

### **1.2.3 Liens entre les sociétés**

A la date du présent rapport, il n'existe aucun lien de capital entre ELIS (société bénéficiaire) et BERENDSEN (société dont les titres sont apportés).

## **1.3 Description de l'opération**

### **1.3.1 Nature et objectif de l'opération**

Comme indiqué précédemment, la présente Opération d'apport de titres BERENDSEN s'inscrit dans le cadre du rapprochement des sociétés ELIS et BERENDSEN qui sera formalisé dans un *Scheme of Arrangement*, devant permettre l'acquisition des titres de BERENDSEN par ELIS.

Compte tenu de la forte complémentarité géographique des deux groupes, ce rapprochement doit permettre la création d'un leader pan-européen de la location-entretien d'articles de textile et d'hygiène. Le groupe combiné bénéficiera de positions favorables couvrant l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, une exposition à des marchés en forte croissance en Amérique latine, et une présence consolidée en Allemagne.

Par ailleurs, cette opération doit permettre de réaliser progressivement des synergies de coûts estimés par le management d'ELIS, à hauteur de 40 millions d'euros annuels en année pleine, dont 35 millions de coûts opérationnels et 5 millions de dépenses d'investissement.

### **1.3.2 Caractéristiques essentielles de l'apport**

#### Régime juridique

L'apport sera soumis aux dispositions de l'article L.225-147 du Code de Commerce.

#### Régime fiscal

En matière de droits d'enregistrement, et dans la mesure où le *Scheme of Arrangement* est soumis au droit anglais, l'apport entraînera le paiement par ELIS d'un droit fixe de 500 euros par application de l'article 810-I du Code général des impôts.

#### Date d'effet de l'opération

Conformément au *Companies Act de 2006*, le *Scheme of Arrangement* deviendra « effective » dès qu'une copie de l'ordonnance de la Cour statuant sur l'approbation du *Scheme of Arrangement* aura été déposée au *Registrar of Companies*.

ELIS aura la propriété des titres apportés, à compter de la date de réalisation définitive de l'apport à intervenir dès l'admission des titres nouvellement émis venant rémunérer l'apport.

## **1.4 Description et évaluation des apports**

### **1.4.1 Méthode d'évaluation retenue**

Les actions BERENDSEN apportées ont été évaluées à leur valeur réelle par référence au prix de transaction correspondant au prix de l'Offre d'ELIS, soit 12,45 £ par action, sur la base du cours de bourse d'ELIS de 19,90€ et d'un taux de change £/€ de 1,138 à la date de l'Offre<sup>4</sup>.

### **1.4.2 Description des apports**

Selon les termes de l'Opération, les apports seraient constitués de 56,6% du capital de BERENDSEN, lequel sera composé de 171.345.292<sup>5</sup> actions à la date de Réalisation de l'apport.

Les apports sont donc constitués de 96.981.435 actions BERENDSEN au prix unitaire de 12.45 £, soit une valeur globale des apports de 1.207.418.866 £. Pour convertir la valeur globale des apports en euros, il a été retenu un taux de change déterminé par référence au taux des couvertures de change souscrites par ELIS pour les besoins du règlement de la part en numéraire, soit 1,1346 euros pour une livre sterling. Le montant total des apports ressort ainsi à 1.369.937.445 €.

## **1.5 Rémunération des apports et rapport d'échange**

Selon les termes de l'Opération, la rémunération proposée par ELIS pour une action BERENDSEN apportée s'élève ainsi à 0,403 action nouvelle ELIS et une part en numéraire de 5,40 £.

Le *Scheme of Arrangement* est assorti d'une option *Mix and Match*, permettant aux actionnaires de BERENDSEN de faire varier la proportion de titres ELIS et le montant en numéraire reçus en rémunération de leur apport, dans le respect d'une proportion globale fixée, pour l'opération, à 43,4% en numéraire et 56,6% en actions (selon le projet de note d'opération du 26 juillet 2017).

---

<sup>4</sup> Cours de bourse et taux de change du 9 juin 2017, dernier jour ouvré avant le communiqué 2.7 arrêtant les conditions de l'Offre

<sup>5</sup> Capital social de BERENDSEN composé de 172.636.913 actions, desquelles sont déduites 1.291.621 actions (soit le nombre d'actions détenues par « l'Employee Benefit Trust », qui sont exclues du *Scheme of Arrangement*), au 26 juillet 2017. 171.345.292 actions BERENDSEN seront ainsi acquises par ELIS.

L'Opération conduira à une émission de 69.052.152 Actions Nouvelles, soit un montant nominal d'augmentation de capital de 69.052.152 euros.

La prime d'émission sera déterminée par différence entre la valeur des apports et la valeur nominale de l'augmentation de capital d'ELIS visant à rémunérer l'apport. Sur la base du taux de change £/€ de 1,1346, le montant de la prime d'émission s'élève à un total 1.300.885.293 €.

## **1.6 Conditions suspensives**

Sur la base du projet de note d'opération du 26 juillet 2017 dont nous disposons, l'apport est soumis à la réalisation de conditions suspensives, intégralement présentées dans le *Scheme Document*, dont les conditions suivantes :

- approbation du *Scheme of Arrangement* par une majorité en nombre des actionnaires présents ou représentés, inscrits sur le registre des membres de BERENDSEN à la date d'enregistrement à partir de laquelle sont déterminés les droits de vote lors de l'assemblée générale des actionnaires de BERENDSEN convoquée par la Cour, représentant au moins 75 % des actions BERENDSEN détenues par les actionnaires inscrits sur le registre des membres de BERENDSEN à ladite date d'enregistrement ;
- approbation de toutes les résolutions nécessaires à la mise en œuvre du *Scheme of Arrangement* selon les majorités applicables par l'assemblée générale des actionnaires de BERENDSEN, soit 75 % des votes exprimés par les actionnaires présents (ou représentés) lors de ladite assemblée ;
- approbation du *Scheme of Arrangement* par la Cour et dépôt d'une copie de l'ordonnance de la Cour statuant sur l'approbation du *Scheme of Arrangement* au *Registrar of Companies in England and Wales*.
- approbation des résolutions autorisant l'émission des Actions Nouvelles ELIS dans le cadre de l'Opération par l'assemblée générale d'ELIS spécialement convoquée à cet effet, à la majorité des deux-tiers des votes des actionnaires d'ELIS, présents ou représentés lors de ladite assemblée générale d'ELIS ;
- publication d'un avis confirmant l'admission future aux négociations des Actions Nouvelles, étant précisé que cette admission aux négociations interviendra à la date de publication de l'avis ou peu de temps après.

L'Opération est également soumise à l'obtention de certaines autorisations réglementaires (notamment les autorisations de la *Financial Conduct Authority (FCA)* et les autorisations au titre du contrôle des concentrations en Autriche, Allemagne et Pologne). L'autorisation de la FCA et des autorités de la concurrence allemande et polonaise ont été obtenues. Compte tenu du calendrier indicatif de l'Opération, l'autorisation au titre du contrôle des concentrations en Autriche ne devrait pas être requise.

## **2. Vérification de la pertinence des valeurs relatives attribuées aux actions des sociétés participant à l'opération**

### **2.1 Diligences mise en œuvre**

Notre mission, prévue par la loi, ne relève ni d'une mission d'audit ni d'une mission d'examen limité. Elle n'a donc pour objectif ni de nous permettre de formuler une opinion sur les comptes, ni de procéder à des opérations spécifiques concernant le respect du droit des sociétés. Elle ne saurait être assimilée à une mission de « *due diligence* » effectuée pour un prêteur ou un acquéreur et ne comporte pas tous les travaux nécessaires à ce type d'intervention.

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires conformément à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes afin de nous assurer que les valeurs relatives attribuées aux titres BERENDSEN apportés et aux actions ELIS sont pertinentes.

Nous avons en particulier effectué les travaux suivants :

- nous nous sommes entretenus avec les représentants et les conseils des sociétés en présence, tant pour prendre connaissance de l'opération d'apport envisagée et du contexte dans lequel elle se situe, que pour analyser les modalités comptables, financières et juridiques envisagées;
- nous avons examiné le projet de *Scheme document* et ses annexes ;
- nous avons examiné les prospectus et projets de prospectus déposés auprès du régulateur des marchés français (AMF) ;
- nous avons pris connaissance du communiqué intitulé « *Acquisition recommandée de BERENDSEN plc par ELIS SA en vue de créer un leader pan-européen de la location-entretien d'articles textiles et d'hygiène* », publié en vertu de l'article 2.7 du takeover code, publié sur le site d'ELIS le 12 juin 2017 ;
- nous avons examiné les informations juridiques et comptables servant de base à l'opération ;
- nous avons pris connaissance des documents de référence de l'exercice clos au 31 décembre 2016 d'ELIS et BERENDSEN;
- nous avons pris connaissance de l'ensemble de l'information publique de BERENDSEN, société cotée à la Bourse de Londres, ainsi que des notes d'analystes et du consensus sur son titre ;

- nous avons analysé et discuté les analyses financières qui figurent en section 2.8 de la note d'opération en date du 26 juillet 2017, établies avec l'assistance de LAZARD FRERES, conseil d'ELIS ;
- nous avons analysé la pertinence des critères retenus, revu les paramètres de leur mise en œuvre, et procédé à différentes analyses de sensibilité, puis mis en œuvre nos propres approches des valeurs telles que nous les avons estimé appropriées ;
- nous avons obtenu une lettre d'affirmation de la part des dirigeants d'ELIS confirmant notamment l'absence d'évènements ou de faits susceptibles d'affecter de manière significative, les conditions de l'opération, les valorisations relatives, et la valeur des apports ;
- le management de BERENDSEN nous a confirmé qu'aucun élément non communiqué au marché depuis la communication sur les comptes au 30 juin 2017 n'avait une incidence sur la valorisation du groupe ;
- nous avons retenu comme une hypothèse de travail l'absence d'incidences fiscales significatives propres à l'opération.

Enfin, nous avons accompli des diligences spécifiques au contrôle des apports dont nous rendons compte dans un rapport distinct.

## 2.2 Méthodes d'évaluation et valeurs relatives attribuées à l'apport et aux actions de la société ELIS

Nous reprenons ci-après les approches présentées par les banques conseils dans la note d'opération :

### 2.2.1 Valeurs relatives attribuées à l'action BERENDSEN

Les valeurs relatives de l'action BERENDSEN telles que présentées dans la note d'opération se présentent comme suit :

<b>BERENDSEN</b>	<b>(Pence)</b>
<b>Cours de bourse<sup>6</sup></b>	1215
<i>Le 09 juin 2017</i>	<b>1215</b>
<i>Le 17 mai 2017</i>	<b>864</b>
<i>Moyenne 1 mois</i>	<b>831</b>
<i>Moyenne 2 mois</i>	<b>798</b>
<i>Moyenne 3 mois</i>	<b>811</b>
<i>Moyenne 6 mois</i>	<b>828</b>
<hr/>	
<b>Objectifs de course de bourse des analystes</b>	
<i>Moyenne retenue (hors banques conseils)</i>	<b>765</b>
<i>Moyenne</i>	<b>826</b>

La valeur relative des actions BERENDSEN a été estimée sur la base des critères du cours de bourse et des objectifs de cours des analystes.

### 2.2.2 Valeurs relatives attribuées à l'action ELIS

Les valeurs relatives attribuées à l'action ELIS telles que présentées dans la note d'opération se présentent comme suit :

<b>ELIS</b>	<b>(Euro)</b>
<b>Cours de bourse<sup>7</sup></b>	
<i>Au 17 mai 2017</i>	<b>20,0</b>
<i>Moyenne 1 mois</i>	<b>19,0</b>
<i>Moyenne 2 mois</i>	<b>18,7</b>
<i>Moyenne 3 mois</i>	<b>18,3</b>
<i>Moyenne 6 mois</i>	<b>16,9</b>
<hr/>	
<b>Objectifs de cours de bourse des analystes</b>	
<i>Moyenne</i>	<b>20,7</b>

<sup>6</sup> Les moyennes sont pondérées des volumes échangés pour chaque jour de cotation

<sup>7</sup> Les moyennes sont pondérées des volumes échangés pour chaque jour de cotation

La valeur relative des actions ELIS a été estimée sur la base des critères du cours de bourse et des objectifs de cours des analystes.

### 2.2.3 Autres éléments d'appréciation

L'analyse a été complétée par le Rapport d'échange implicite<sup>8</sup> ainsi que la Prime ou décote extériorisés par les différentes valeurs relatives attribuées aux actions ELIS et BERENDSEN par ELIS et ses conseils :

<b>BERENDSEN / ELIS</b>	<b>BERENDSEN (p)</b>	<b>ELIS (€)</b>	<b>Taux de change €/£</b>	<b>Rapport d'échange implicite</b>	<b>Rapport d'échange de l'offre en titres</b>	<b>Prime / (Décote)</b>
<b>Cours de bourse</b>						
<i>le 9 juin 2017</i>	864	19,9	0,8787	0,494x	0,712x	44,1%
<i>le 17 mai 2017</i>	864	20,0	0,8611	0,502x	0,712x	41,9%
<i>Moyenne 1 mois</i>	831	19,0	0,8452	0,517x	0,712x	37,7%
<i>Moyenne 2 mois</i>	798	18,7	0,8513	0,502x	0,712x	41,9%
<i>Moyenne 3 mois</i>	811	18,3	0,8543	0,520x	0,712x	36,8%
<i>Moyenne 6 mois</i>	828	16,9	0,8537	0,575x	0,712x	23,9%
<b>Objectifs de course de bourse</b>						
<i>Moyenne</i>	789	20,7	0,8611	0,444x	0,712x	60,5%

### 2.2.4 Critères d'évaluation écartés

Comme indiqué dans le projet de note d'opération, les critères suivants n'ont pas été retenus :

#### Actif net comptable :

La référence à l'actif net comptable ne paraît pas pertinente au cas présent, dans la mesure où elle correspond à l'application des conventions comptables auxquelles se réfère la société, qui ne reflètent pas sa véritable valeur et son potentiel de développement futur.

#### Actif net réévalué :

Cette approche consiste à retraiter l'actif net comptable des plus ou moins-values latentes identifiées à l'actif et au passif du bilan. Cette méthode est généralement usitée pour l'évaluation de sociétés *holding* dont les actifs correspondent principalement à des titres de participations. ELIS et BERENDSEN étant tous deux des actifs d'exploitation, ce critère a été écarté.

<sup>8</sup> La parité d'échange implicite de l'offre en titres correspond au rapport entre la valeur de 12,45 £ de l'action Berendsen extériorisée par l'offre, divisée par la valeur de l'action Elis au 09 juin 2017, convertie au taux de change €/£ du même jour (1,138)

### Actualisation des dividendes :

Cette approche a été écartée compte tenu de stratégies de croissance différentes entre les deux sociétés : ELIS a multiplié les opérations de croissance externe au cours des derniers exercices et prévoit de continuer à le faire limitant à court terme la capacité à distribuer des dividendes, contrairement à BERENDSEN dont le périmètre est resté relativement stable ainsi que sa politique de distribution de dividendes.

### Parité des bénéfices nets par action :

Le bénéfice net par action chez ELIS pour les exercices 2014 et 2015 étant négatifs, il n'apparaît pas pertinent de mettre en œuvre cette méthode.

### Parité des dividendes par action :

La méthode de la parité des dividendes par action a été écartée pour les mêmes motifs que la méthode de l'actualisation des dividendes.

## **2.3 Commentaires et observations sur les évaluations exposées dans le projet de note d'opération**

### **2.3.1 Sur les valeurs relatives attribuées à l'action BERENDSEN**

S'agissant d'une société cotée dont le flottant est significatif, le critère du cours de bourse nous paraît incontournable. La référence aux objectifs de cours de bourse des analystes nous semble également une référence pertinente dans la mesure où ce critère reflète les prévisions d'évolution des cours des actions BERENDSEN, au regard notamment des importants projets d'investissement annoncés par le management de la société.

Toutefois, il nous a paru nécessaire de compléter l'étude avec d'autres critères qui permettent d'apprécier la valeur du groupe et qui ont d'ailleurs été mis en œuvre à titre principal pour la détermination de la valeur d'apport :

- l'approche par les comparables boursiers ;
- l'approche par les multiples implicites résultant d'opérations comparables ;
- le critère de l'actualisation des flux futurs de trésorerie (*Discounted cash-flow* ou « DCF »).

L'approche par les multiples de comparables boursiers doit être examinée car elle permet d'appréhender la valeur de l'action BERENDSEN par comparaison avec des échantillons de sociétés comparables.

Le critère des multiples implicites résultant d'opérations d'acquisitions comparables nous semble pertinent afin d'extérioriser une valeur de l'action BERENDSEN par analogie avec des transactions comparables intervenues récemment sur le marché du textile et de l'hygiène.

La méthode par actualisation des flux de trésorerie futurs nous paraît particulièrement appropriée pour apprécier le potentiel du groupe BERENDSEN, notamment dans un contexte de réorganisation industrielle et managériale des activités britanniques de la société.

L'offre par ELIS de 12,45 £ par action BERENDSEN (sur la base du cours de bourse d'ELIS et du taux de change euro/livre au 9 juin 2017) constitue également une référence. Les actionnaires de BERENDSEN auront le choix, dans les conditions fixées par les modalités de l'option *Mix and Match*, entre un versement en titre ELIS et/ou en numéraire sur la base de 12,45 £ par action. Il apparaît ainsi particulièrement adapté dans le cas présent de considérer également la référence au prix d'offre pour apprécier la valeur relative de BERENDSEN.

Ce prix extériorise une prime significative qui se justifie par la complémentarité géographique des deux groupes, le prix historique de l'action BERENDSEN ainsi que par les synergies attendues du rapprochement.

### **2.3.2 Sur les valeurs relatives attribuées à l'action ELIS**

La valeur de l'action ELIS a été évaluée en retenant une approche par référence aux cours de bourse et aux objectifs de cours des analystes.

Dans le contexte de la présente opération qui ne consiste pas en une fusion entre égaux mais en une acquisition de BERENDSEN par ELIS, cette approche nous paraît pertinente en ce qui concerne les critères principaux qui sont ceux d'ELIS et sa banque conseil. Nous rappelons que la rémunération de l'apport représentera environ 32% du capital d'ELIS post opération et augmentation de capital réservée à CPPIB.

Le critère du cours de bourse nous paraît pertinent pour l'actionnaire qui va recevoir en échange de ses actions BERENDSEN des actions de la société ELIS, laquelle dispose d'un flottant et d'une liquidité qui rendent la référence à son cours de bourse incontournable.

La référence aux objectifs de cours de bourse par les analystes traduit également une appréciation pertinente du point de vue de l'actionnaire minoritaire.

L'absence de mise en œuvre d'un DCF par ELIS nous paraît acceptable dans le contexte de l'opération, le groupe ne communiquant pas, en outre, de prévisions. Il nous a semblé utile pour l'information de l'actionnaire de présenter une base consensus du DCF d'ELIS.

La valorisation de l'action ELIS méritait également d'être examinée, de manière complémentaire, par la méthode analogique des multiples des comparables boursiers ou des multiples extériorisés lors de transactions comparables.

## **2.4 Appréciation des valeurs relatives**

### **2.4.1 Propos liminaire**

Nous allons successivement examiner la parité résultant des 5 méthodes qui nous semblent les plus pertinentes dans le cadre de ce projet d'apport, telles que nous les avons mises en œuvre:

- la méthode des cours de bourse ;
- la référence aux objectifs de cours de bourse des analystes ;
- les multiples boursiers des sociétés comparables ;
- les multiples payés lors d'opérations comparables ;
- l'approche directe par comparaison des agrégats et leur poids dans l'ensemble combiné ;
- l'actualisation des flux futurs de trésorerie (DCF).

Les deux sociétés en présence appartenant à la même industrie, l'appréciation d'une parité d'échange suppose d'utiliser des méthodes de valorisation identiques et de mettre en œuvre des hypothèses homogènes, en particulier dans le cas de la méthode des flux de trésorerie futurs, étant précisé que ces calculs de valeurs relatives n'intègrent pas les synergies attendues du rapprochement.

L'option *Mix and Match* prévoit que les composantes numéraire et actions nouvelles ELIS de l'Offre varient selon les souhaits de chaque actionnaire, à condition que des choix réciproques soient exprimés par d'autres actionnaires afin d'arriver en toute hypothèse à la proportion globale inchangée entre la part cash et la part titres. Il en résulte que les proportions de chaque composante pourront varier pour chaque actionnaire mais resteront stables pour l'Offre analysée dans son ensemble.

Afin d’appréhender la situation prise dans son ensemble sans considération du mix individuel pour chaque actionnaire, nous présenterons les parités d’échange implicites et éventuelles primes ou décotes déterminées pour chacun des critères étudiés sur une base ajustée de la composante numéraire de 5,40 £. Cette présentation exprime, pour chaque critère, le nombre d’actions ELIS qui devrait être émis afin de rémunérer une action BERENDSEN diminuée de la part numéraire reçue par ailleurs.

Le calcul de la parité implicite pour les critères hors cours de bourse a été réalisé à partir de valeurs par action et composante numéraire converties sur la base d’un taux de change £/€ moyen de 1,16 calculé sur une période de 6 mois, du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 30 juin 2017.

Pour le cours de bourse, les prix moyens pondérés par les volumes et composante numéraire ont été convertis au taux de change moyen sur la période concernée.

## 2.4.2 Cours de bourse

S’agissant de sociétés cotées dont le flottant est significatif et dont les titres font l’objet de volumes de transaction suffisants, la référence au cours de bourse nous paraît justifiée et pertinente.

### **BERENDSEN / ELIS - Evolution du rapport d'échange**

	<b>Elis (€)</b>	<b>Berendsen (£)</b>	<b>Taux de change utilisé (£/€)</b>	<b>Rapport d'échange ajusté du numéraire</b>
Spot (09/06/17)	19,90	12,15	1,14	<b>0,386x</b>
Spot (17/05/2017)	19,99	8,64	1,17	<b>0,189x</b>
CMPV* 1 mois	19,08	8,32	1,18	<b>0,181x</b>
CMPV 3 mois	18,26	8,17	1,17	<b>0,177x</b>
CMPV 6 mois	17,20	8,31	1,17	<b>0,198x</b>
CMPV 12 mois	16,52	9,35	1,18	<b>0,282x</b>
CMPV 24 mois	16,06	9,76	1,27	<b>0,344x</b>

\*CMPV = Cours Moyen Pondéré par les Volumes

Source: Capital IQ

La parité d’échange à la veille de l’annonce de la première offre par ELIS, soit le 17 mai 2017, était de 0,189x, soit 0,189 action ELIS pour 1 action BERENDSEN diminuée de la composante numéraire.

L’analyse de l’historique de la parité d’échange fait ressortir une fourchette comprise entre 0,177x (CMPV 3 mois) et 0,344x (CMPV 24 mois).

### **2.4.3 Objectifs de cours de bourse des analystes financiers**

ELIS et BERENDSEN sont suivies par près d'une dizaine d'analystes, soit un échantillon jugé suffisant pour la mise en œuvre du critère des objectifs de cours de bourse.

Nous avons retenu les dernières notes d'analystes publiées entre l'annonce des résultats annuels 2016 des sociétés et la date de publication du communiqué 2.4 par ELIS qui extériorisent des valeurs comprises entre 17,30 € et 22 € pour ELIS et entre 6,45 £ et 10,70 £<sup>9</sup> pour BERENDSEN.

La parité d'échange ainsi extériorisée est comprise entre 0,071 et 0,375 action ELIS pour 1 action BERENDSEN ajustée de la composante numéraire.

### **2.4.4 Multiples boursiers de sociétés comparables**

La méthode des comparables boursiers consiste à déterminer la valeur d'une société par application de multiples observés sur un échantillon d'autres sociétés cotées du même secteur d'activité, aux agrégats financiers jugés pertinents.

La mise en œuvre d'une telle approche suppose de pouvoir disposer d'un échantillon de sociétés comparables en termes d'activité, de caractéristiques opérationnelles, de taille et de niveau de rentabilité.

Compte tenu de la part croissante de l'activité sud-américaine d'ELIS, l'exposition géographique est différente pour chacune des deux sociétés, l'analyse a donc été mise en œuvre à partir d'échantillons différenciés pour ELIS et BERENDSEN :

Les sociétés suivantes ont été retenues :

- Pour ELIS: Rentokil Initial, Johnson Service Group, Berendsen, Unifirst Corporation (Etats-Unis);
- Pour BERENDSEN: Rentokil Initial, Johnson Service Group, Elis.

L'analyse a été mise en œuvre sur la base de la médiane des multiples d'EBITDA extériorisés de ces échantillons qui ont été appliqués aux agrégats 2017 et 2018 d'ELIS et BERENDSEN. Nous précisons que nous n'avons pas identifié pour ces comparables de différence de méthode comptable qui induirait un problème de comparabilité de cet agrégat.

---

<sup>9</sup> La note du 27 avril 2017 de JPMorgan, banque conseil de la société BERENDSEN qui extériorise un prix cible de 12.49 £ n'a pas été retenue pour l'analyse.

Sur cette base, la valeur relative de l'action ELIS s'établit dans une fourchette comprise entre 19,1 € et 20,0 €, celle de BERENDSEN dans une fourchette allant de 12,2 £ à 12,6 £. Le ratio d'échange extériorisé s'inscrirait dans une fourchette comprise entre 0,412 et 0,422 action ELIS contre 1 action BERENDSEN ajustée de la composante numéraire.

#### **2.4.5 Multiples extériorisés lors d'opérations comparables**

La méthode des transactions comparables consiste à déterminer la valeur d'une société par application de multiples extériorisés lors de transactions historiques intervenues sur un même secteur d'activité.

Dans le secteur de la location-entretien, 5 transactions impliquant des sociétés cibles européennes et 2 transactions impliquant des sociétés cibles internationales comparables à ELIS et BERENDSEN ont pu être identifiées.

Par ailleurs, il convient de rappeler que les résultats extériorisés par cette méthode doivent être appréhendés avec prudence compte tenu des particularités de chaque opération (contexte historique des opérations, primes ou décotes liés au pourcentage de capital acquis, synergies attendues, etc...)

Comme pour le critère des multiples des sociétés cotées comparables, des échantillons distincts ont été retenus pour chacune des sociétés. L'application aux agrégats « consensus » 2017 et 2018, de la médiane des multiples d'EBITDA affichés lors des transactions retenues, fait ressortir des valeurs relatives comprises entre 17,5 € et 20,1 € pour ELIS et entre 11,3 £ et 12,1 £ pour BERENDSEN.

La fourchette de parité ainsi déterminée est comprise entre 0,390 et 0,392 action ELIS contre 1 action BERENDSEN.

#### **2.4.6 Actualisation des flux futurs de trésorerie**

La méthode des Discounted Cash-Flow (DCF) consiste à déterminer la valeur d'entreprise d'une société par l'actualisation de flux de trésorerie prévisionnels. La valeur ainsi extériorisée est fortement corrélée aux hypothèses retenues dans le plan d'affaires utilisé pour la valorisation.

##### Construction des plans d'affaires

Les sociétés n'ayant pas communiqué de plan d'affaires, pour les besoins de la valorisation relative des sociétés, la construction des plans d'affaires a été réalisée à partir des données prévisionnelles issues d'un consensus d'analystes pour la période 2017-2019 qui ont ensuite été extrapolées par les banques conseils.

Compte tenu d'un échantillon d'analystes jugé suffisant et du caractère relativement constant et prévisible des activités des deux groupes, cette approche nous apparaît pertinente.

*Appréciation des principales hypothèses d'évaluation par les commissaires aux apports*

Conformément à nos diligences, nous avons procédé à la revue des principales hypothèses retenues pour l'estimation des flux futurs de trésorerie et avons mis en œuvre notre propre évaluation dont nous détaillons les analyses de sensibilité ci-après.

A la lumière de la documentation obtenue et des réunions de travail organisées avec les conseils respectifs d'ELIS et BERENDSEN, il ne nous a pas semblé nécessaire de procéder à des corrections significatives des données prévisionnelles fournies.

Dans le cadre de la mise en œuvre de notre approche DCF :

- nous avons positionné nos valorisations au 1<sup>er</sup> janvier 2017 considérant que la performance des deux sociétés au 30 juin 2017 est conforme aux attentes du marché et au consensus, ce qui nous a été confirmé par le management des deux sociétés;
- nous avons procédé à une extrapolation des flux pour les exercices 2020 et 2021 sur la base d'hypothèses prudentes en termes de croissance des revenus et des niveaux de marge à partir de nos échanges avec les sociétés;

La position de dette nette pour ELIS et BERENDSEN a été calculée sur la base des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2016 des deux sociétés.

Enfin, le nombre d'actions retenu pour le calcul de la valeur par action a été calculé sur la base du nombre d'actions en circulation connu au 30 juin 2017, retraité des actions auto-détenues et des attributions d'actions gratuites dans la monnaie.

Nous avons retenu le coût moyen pondéré du capital des sociétés pour actualiser les flux futurs de trésorerie, qui ressortent à 5,9% et 7% pour ELIS et BERENDSEN.

Nous avons réalisé des analyses de sensibilité relatives au (i) niveau de croissance à l'infini, (ii) au taux d'actualisation.

Sur la base de notre évaluation par la méthode des DCF les valeurs relatives des actions ELIS et BERENDSEN, s'établissent respectivement dans des fourchettes<sup>10</sup> allant de 18,4 € et 22,1 € et de 10,7 £ à 11,9 £.

---

<sup>10</sup> Fourchettes basses calculées à partir d'une variation de +0,1% du taux d'actualisation et de -0,1% du taux de croissance à l'infini.

La parité d'échange ainsi extériorisée s'inscrit dans une fourchette comprise entre 0,336 et 0,343 action ELIS pour 1 action BERENDSEN ajustée de la composante numéraire.

A titre d'analyse de sensibilités, nous avons également procédé à une méthode DCF sur la base du plan d'affaires BERENDSEN issu du consensus en ajustant l'enveloppe d'investissements, les niveaux de croissance de revenu et de rentabilité, en considérant le caractère exceptionnel et très significatif du plan d'investissements supplémentaires de 450m£ sur 3 ans annoncé par le management. Sur la base de cette méthode, la valeur relative d'une action pour cette dernière s'établirait dans une fourchette comprise entre 12,3 £ et 13,5 £, soit une parité comprise entre 0,428 et 0,435 action ELIS pour 1 action BERENDSEN ajustée de la composante numéraire. Cette fourchette de parité n'est toutefois présentée qu'à titre accessoire.

## 2.4.7 Synthèse des valeurs relatives et parité d'échange implicite

En définitive, les critères pertinents qui nous semblent devoir être retenus pour apprécier la rémunération sont les suivants, selon nos propres analyses :

### Synthèse

Critères étudiés	BERENDSEN valeur par action (£)	ELIS valeur par action (€)	Rapport d'échange ajusté (BRSN - Cash) / ELIS
Spot (09/06/17)	12,2	19,9	0,380
Spot (17/05/17)	8,6	20,0	0,190
CMPV* 1 mois	8,3	19,1	0,188
CMPV* 3 mois	8,2	18,3	0,180
CMPV* 12 mois	9,4	16,5	0,289
CMPV* 24 mois	9,8	16,1	0,344
Prix cible analystes	6,5 ■ 10,7	17,3 ■ 22,0	0,071 ■ 0,280
Transactions comparables	11,3 ■ 12,1	17,5 ■ 20,1	0,390   0,392
Comparables boursiers	12,2 ■ 12,6	19,1   20,0	0,412   0,422
DCF - consensus	10,7 ■ 11,9	18,4 ■ 22,1	0,336   0,343
DCF - hors plan Capex excep. (pour info)	12,3 ■ 13,5		0,428   0,435
	Prix d'offre: 12,45 £		Parité d'offre ajustée: x0,403

Source: Analyse des Commissaires aux apports

Fourchettes hautes calculées à partir d'une variation de -0,1% du taux d'actualisation et de +0,1% du taux de croissance à l'infini.

Les valeurs relatives des actions d'ELIS et de BERENDSEN sont ainsi appréciées sur la base d'une approche multicritères. Les critères que nous avons retenus nous semblent complémentaires et permettent de refléter la valeur des entités en présence, avec une pertinence relative différente pour chacun d'entre eux dans le contexte de l'opération et en fonction des modalités de leur mise en œuvre.

Sur la base des taux de change (€/£) décrit ci-dessus, il en découle des rapports d'échange implicites pour 1 action BERENDSEN dans une fourchette allant de 0,071 à 0,343 action ELIS.

Il convient de relever notamment que les approches exprimant une valeur intrinsèque ou par analogie affichent des fourchettes de rapport d'échange plus élevées que celles extériorisées par les cours de bourse récents, fortement affectés par les récents avertissements sur résultats<sup>11</sup> de BERENDSEN.

Le rapport d'échange implicite de l'Offre de 0,403 action ELIS pour 1 action BERENDSEN apparaît dans la partie haute des fourchettes de rapport d'échange déterminées par notre approche multicritère.

---

<sup>11</sup> En date du 27 octobre 2016 et du 3 mars 2017

### 3. Appréciation du caractère équitable du rapport d'échange proposé

#### 3.1 Diligences mises en œuvre

Nous avons mis en œuvre les principales diligences suivantes :

- nous avons analysé le positionnement de la rémunération par rapport aux valeurs jugées pertinentes ;
- nous avons également appréhendé l'incidence de la rémunération sur la situation future des actionnaires d'ELIS.

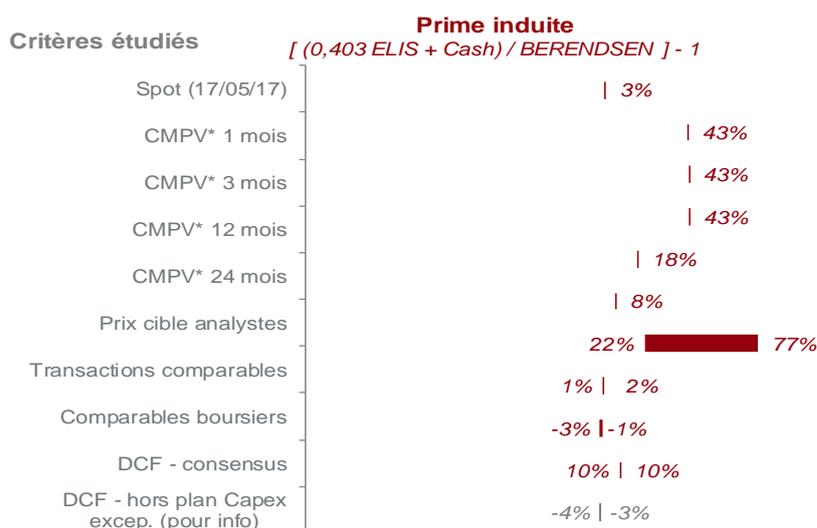
#### 3.2 Appréciation de la rémunération

Sur la base de l'Offre avec une rémunération en titres pour 56,6% du capital de BERENDSEN, les valeurs relatives déterminées à partir des critères que nous considérons pertinents, conduiraient à émettre un nombre de titres ELIS compris entre 49,5 et 75,3 millions.

Selon les éléments d'appréciation de l'Offre, le rapport d'échange ressort à 1 action BERENDSEN contre 0,403 action ELIS augmenté de la composante en numéraire de 5,40 £.

Ce rapport d'échange fait ressortir les primes ou décotes suivantes par référence aux valeurs relatives déterminées par chacun des critères ci-dessus :

##### Analyse de la prime offerte



\*CMPV = Cours Moyen Pondéré par les Volumes  
Source: Analyse des Commissaires aux apports

Dans le cadre de l'appréciation de l'équité de cette rémunération, il convient de rappeler l'intérêt et l'incidence de cette opération pour les différents groupes d'actionnaires :

Pour les actionnaires de BERENDSEN, la valorisation retenue pour l'action BERENDSEN fait ressortir une prime significative selon les critères de valorisation retenus. La composante en numéraire leur permet d'accéder à la liquidité avec une prime significative en particulier sur le dernier cours de bourse. Les actionnaires bénéficieront par ailleurs du détachement d'un dividende intérimaire de 0,11 £ par action détaché le 3 août 2017.

La composante en titres permettra aux actionnaires de BERENDSEN de détenir des actions d'un groupe international parmi les leaders dans ses marchés. Ils bénéficieront ainsi des synergies générées par l'Opération et des perspectives favorables d'ELIS. Dans le cadre de la présente Opération, la composante en titres représente environ 32% du nombre total d'actions émises d'ELIS, qui jouissent d'une forte liquidité, et dont la valeur pourrait s'apprécier dans un futur proche compte tenu du statut de leader du nouvel ensemble combiné.

Pour les actionnaires d'ELIS, la contrepartie de la prime de contrôle consentie réside dans l'opportunité de devenir le leader pan-européen dans le secteur de la location-entretien d'articles textiles et d'hygiène et d'accroître la présence du groupe en Allemagne, marché jugé à fort potentiel.

Cette opération constitue une opportunité de création de valeur pour ELIS, s'appuyant notamment sur la complémentarité géographique des deux groupes et les positions favorables sur les marchés où ils opèrent, leur permettant d'accélérer la croissance de leurs activités, moteur de l'amélioration des niveaux de marge dans ce secteur.

Des synergies de coûts opérationnels à hauteur de 35 M€ et de dépenses d'investissement à hauteur de 5 M€ ont été identifiées par les équipes opérationnelles d'ELIS. Les hypothèses et la détermination du montant de ces synergies ont ensuite fait l'objet d'une validation par le cabinet DELOITTE, conformément à la Règle 28.1 du *City Code*.

Ces synergies concernent essentiellement les domaines suivants :

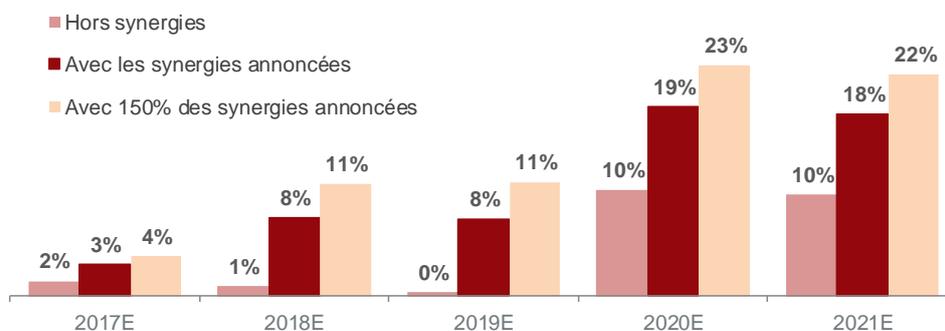
- Synergies de productivité : elles sont constituées des gains de productivité dont profiteraient les deux groupes grâce à l'optimisation des processus et des économies d'échelle, notamment sur les achats et approvisionnements ;
- Synergies de coûts administratifs et de gouvernance/direction : elles sont constituées des économies de coûts de structure liées à la mutualisation de certaines ressources communes ;
- Synergies négatives : elles sont constituées principalement des coûts d'acquisition et des coûts d'intégration post-fusion et de mise en œuvre des synergies évoquées ci-dessus.

La complémentarité des métiers et des zones géographiques couvertes par les deux groupes ne devrait pas, sur la base des analyses préliminaires en cours, poser de difficultés devant les Autorités de concurrence et affecter la mise en œuvre des synergies.

### 3.3 Bénéfice par action pour l'actionnaire d'ELIS

Il apparaît que grâce aux synergies annoncées, en retenant les coûts de mise en œuvre à hauteur de 40 M€ comme annoncés par les sociétés, la présente opération devrait être relative sur le Bénéfice par Action pour l'actionnaire d'ELIS dès 2017.

**Analyse de l'effet de l'opération sur le Bénéfice par Action pour l'actionnaire ELIS (BPA "standalone" est agrégé selon les Commissaires aux apports - pleines synergies en 2020)**



Source: Analyse des Commissaires aux apports

Ce niveau de synergies étant considéré comme « conservateur » par certains analystes<sup>12</sup> au regard des économies réalisées par le groupe ELIS lors de précédentes intégrations, nous avons également simulé un scénario alternatif sur la base d'un niveau de synergies supérieur.

A titre d'information, bien que cela soit considéré par le management d'ELIS comme hautement improbable, nous avons également présenté l'impact sur le Bénéfice par Action pour l'actionnaire ELIS, d'un scénario où aucune des synergies chiffrées n'est générée.

<sup>12</sup> Société Générale (02/06/17) ; Midcap Partners (13/06/17)

### 3.4 Analyse de la création de valeur par action

Compte tenu de la part numéraire prévue par l'Offre, l'analyse du bénéfice par action pour l'actionnaire BERENDSEN est peu pertinente puisque la quote-part du résultat combiné dont bénéficieront les actionnaires BERENDSEN est inférieure à la contribution de la société au nouvel ensemble combiné.

Ainsi, pour chaque groupe d'actionnaires, il apparaît pertinent de procéder à une analyse de création de valeur par comparaison entre le cours de bourse au 17 mai 2017 des titres des sociétés et la valeur de l'action du nouvel ensemble, déterminée par l'application d'un multiple de Valeur d'Entreprise / EBITDA compris entre 5,6x et 9,6x<sup>13</sup>.

Il apparaît ainsi que l'actionnaire d'ELIS bénéficierait d'une création de valeur si le cours de bourse du nouveau groupe extériorisait un multiple de Valeur d'Entreprise / EBITDA 2018 supérieur à 7,0x. A titre d'exemple, sur la base de l'EBITDA 2020 qui intègre les pleines synergies opérationnelles de 35 M€, et d'un multiple de 7,1x, la création de valeur serait de 21% par rapport au cours de bourse du 17 mai 2017 pour l'actionnaire d'ELIS.

Compte tenu de la part numéraire reçue en rémunération par l'actionnaire BERENDSEN, la création de valeur serait immédiate même si le marché valorisait le nouvel ensemble sur la base d'un multiple de Valeur d'Entreprise / EBITDA 5,6x (multiple affiché par le cours de bourse de BERENDSEN en date du 17/05/17)

---

<sup>13</sup> 5,6x et 9,6x correspondants respectivement aux multiples de Valeur d'Entreprise / EBITDA extériorisés par les cours de bourse de BERENDSEN et ELIS au 17 mai 2017 (jour précédant l'annonce de la première offre d'ELIS).

#### 4. Synthèse

La présente acquisition est une opération stratégique qui vise à créer un leader pan-européen sur la base de la forte complémentarité géographique des deux groupes, ainsi qu'à consolider le positionnement du groupe ELIS en Allemagne, marché attractif pour les groupes de location-entretien de textile et d'hygiène.

La parité retenue de 0,403 action ELIS et numéraire de 5,40 £ pour 1 action BERENDSEN résulte de l'Offre finale d'ELIS pour l'acquisition de 100% des titres de BERENDSEN et extériorise des primes significatives par rapport au cours de bourse avant annonce de l'Offre par ELIS.

A l'issue de l'opération et de l'augmentation de capital réservée au fonds CPPIB, les actionnaires d'ELIS seront dilués au capital du nouvel ensemble à hauteur de 32% environ.

Ces termes financiers appellent les remarques suivantes :

- Le ratio d'échange retenu apparaît supérieur à la parité extériorisée par les cours de bourse récents des deux sociétés, fortement affectés par les récentes annonces du management de BERENDSEN sur les résultats de la société et sur le plan d'investissements supplémentaires ;
- Les niveaux de primes significatives communiqués ont été déterminés par référence au seul cours de bourse ;
- Les analyses intrinsèques ou les approches analogiques aboutissent à des parités d'échange proches du ratio d'échange retenu ;

Ces critères reflètent de façon pertinente selon nous les perspectives des deux groupes en présence.

Sur la base des seules synergies de coûts telles qu'identifiées et chiffrées par le management des deux sociétés, l'opération serait relative en termes de bénéfice par action dès 2017 pour les deux groupes d'actionnaires. Des synergies de revenus, non chiffrées à ce jour et non prises en compte dans nos analyses, pourraient également contribuer à une amélioration sensible des résultats futurs du nouvel ensemble.

Du fait des écarts de multiples de valorisation entre les deux groupes, l'opération pourrait avoir une incidence négative sur la création de valeur pour l'actionnaire d'ELIS si le nouvel ensemble venait à être valorisé sur la base du multiple actuel de BERENDSEN, ce qui paraît peu probable au regard des synergies dans cette opération.

Ce constat ne remet pas en cause selon nous le caractère équitable du rapport d'échange retenu, dès lors que les deux groupes d'actionnaires pourraient bénéficier d'une amélioration du multiple de valorisation du fait du profil combiné du nouveau groupe, et de la perception d'une part numéraire de 5,40 £ par les actionnaires de BERENDSEN permettant de compenser leur dilution au sein du nouvel ensemble.

Aussi et compte tenu des développements qui précèdent, nous n'avons pas relevé d'élément susceptible de remettre en cause le rapport d'échange proposé apprécié selon des critères de valorisation adaptés au contexte de la présente Opération.

## **5. Conclusion**

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la rémunération proposée pour l'apport conduisant à émettre 69.052.152 actions ELIS, présente un caractère équitable.

Fait à Paris, le 27 juillet 2017

Olivier PERONNET

Dominique MAHIAS

Commissaires aux comptes  
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

**ANNEXE 3**  
**COMPTES CONSOLIDES DE BERENDSEN**  
**ET RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (*INDEPENDENT AUDITORS*)**  
**AU TITRE DES EXERCICES 2016, 2015, 2014**

**(EXTRAITS DES RAPPORTS ANNUELS DE BERENDSEN**  
**AU TITRE DES EXERCICES 2016, 2015 ET 2014)**

**Comptes consolidés de Berendsen**  
**et rapport des commissaires aux comptes (*Independent Auditors*)**  
**au titre de l'exercice 2016**

**(Pages 112 à 181 du rapport annuel de Berendsen au titre de l'exercice 2016)**

# Directors' report

## The directors present their Annual Report and audited financial statements for the year ended 31 December 2016.

This Annual Report contains forward-looking statements. These forward-looking statements are not guarantees of future performance. Rather they are based on current views and assumptions and involve known and unknown risks, uncertainties and other factors that may cause actual results to differ from any future results or developments expressed in, or implied from, the forward-looking statements. Each forward-looking statement speaks only as of the date of that particular statement.

The Directors' report of the Group for the financial year ended 31 December 2016 is set out on pages 112 to 114 inclusive. Additional information which is incorporated by reference into this Directors' report, including information required in accordance with the Companies Act 2006 and Listing Rule 9.8.4R of the Financial Conduct Authority's Listing Rules, can be located as follows:

Disclosure	Location
Future business developments	Throughout the Strategic report (pages 1 to 59)
Employee involvement	Our people (page 35)
Financial risk management objectives and policies (including hedging policy and use of financial instruments)	Note 17 to the financial statements (pages 154 to 161)
Details of long-term incentive schemes	Note 21 to the financial statements (pages 165 to 168)
Directors' responsibilities statement	Page 115
Greenhouse gas emissions	Corporate responsibility report (page 39)

Both the Directors' report and the Strategic report have been drawn up and presented in accordance with, and in reliance upon, applicable English company law. The liabilities of the directors in connection with that report shall be subject to the limitations and restrictions provided by such law.

### Branches outside the UK

The Group has a branch in Finland.

### Results and dividends

The financial statements set out the results of the Group for the financial year ended 31 December 2016 and are shown on page 136. The directors recommend a final dividend of 22.5 pence per ordinary share which, together with the interim dividend of 10.5 pence per ordinary share paid in October 2016, makes a total dividend for the year of 33.0 pence (2015: 31.5 pence) per ordinary share. Subject to approval by shareholders of the recommended final dividend, the dividend award to shareholders for 2016 will total £54.8 million. If approved, the company will pay the final dividend on 5 May 2017 to shareholders on the register of members at 7 April 2017.

### Directors

The current directors of the company, including their biographical details, are set out on pages 66 and 67. Each director served throughout the financial year ended 31 December 2016.

Copies of Executive Directors' service contracts are available to shareholders for inspection at the company's registered office and at the Annual General Meeting (AGM). Details of the directors' remuneration and service contracts and their interests in the shares of the company are included in the Directors' remuneration report which is set out on pages 88 to 111.

### Powers of the directors

The Board of directors is responsible for the management of the business of the company and may exercise all the powers of the company, subject to the company's Articles of Association (the 'Articles'), the Companies Act 2006 and any directions given by the shareholders by special resolution. The Articles may be amended by a special resolution of the company's shareholders.

### Appointment and replacement of directors

Directors may be appointed by the shareholders by ordinary resolution or by the Board. A director appointed by the Board holds office only until the following AGM of the company and is then eligible for election by the members. The Board or any Committee authorised by the Board may from time to time appoint one or more directors to hold any employment or executive office for such period and on such terms as they may determine and may also unanimously revoke or terminate any such appointment.

The shareholders may, by special resolution, remove any director before the expiration of that director's period of office.

At every AGM of the company, any of the directors who have been appointed by the Board since the last AGM shall seek election by the members. Notwithstanding provisions in the company's Articles in respect of the retirement by rotation of directors, the Board has agreed, in accordance with the UK Corporate Governance Code, and in line with previous years, that all of the directors wishing to continue will offer themselves for re-election by the shareholders at the 2017 AGM.

### Directors' indemnity

Article 131 of the Articles provides, among other things that, insofar as permitted by law, every director of the company or any associated company may be indemnified by the company against any liability.

Deed polls, which include the grant of indemnities constituting qualifying third party indemnity provisions (as defined by Section 234 of the Companies Act 2006), were in force during the year for each of the Chairman, Executive and Non-Executive Directors of the company and its wholly-owned subsidiaries.

In addition, the company has arranged appropriate insurance cover in respect of legal action against its directors and officers.

## Share capital

As at 2 March 2017, the company's issued share capital equalled an amount of £51,785,326 divided into 172,617,754 ordinary shares of 30 pence each (no shares are held in treasury). Details of the movements in the company's issued share capital in the year are set out in note 20 to the financial statements.

## Rights and obligations attaching to shares

Subject to the Articles, the Companies Act 2006 and other shareholders' rights: shares in the company may be issued with such rights and restrictions as the shareholders may by ordinary resolution decide, or if there is no such resolution, as the Board may decide provided it does not conflict with any resolution passed by the shareholders.

The rights attached to any class of shares can be amended if approved, either by 75% of shareholders holding the issued shares in that class by amount, or by special resolution passed at a separate meeting of the holders of the relevant class of shares.

Every member and every duly appointed proxy present at a general meeting or class meeting has, upon a show of hands, one vote and every member present in person or by proxy has, upon a poll, one vote for every share held by him or her.

No person holds securities in the company carrying special rights with regard to control of the company.

## Substantial shareholdings

The table below shows the holdings in the company's issued share capital which had been notified to the company pursuant to the Financial Conduct Authority's Disclosure Guidance and Transparency Rules. The information below was correct at the date of notification. It should be noted that these holdings are likely to have changed since the company was notified. However, notification of any change is not required until the next notifiable threshold is crossed.

	31 December 2016			2 March 2017*		
	Direct/indirect	No. of shares (m)	%	Direct/indirect	No. of shares (m)	%
Prudential plc	Direct	14.4	8.33	Direct	14.4	8.33
Ameriprise Financial Inc and its group	Direct	8.67	5.03	Direct	8.67	5.03
Fidelity Management & Research Company (FMR)	Direct	8.65	5.01	Direct	8.65	5.01
BlackRock	Direct	8.64	5.00	Direct	8.64	5.00
Royal London Asset Management	Direct	5.18	3.00	Direct	5.18	3.00

\* Being the latest practicable date prior to publication of the Annual Report.

## Restrictions on transfer of securities in the company

There are no restrictions on the transfer of securities in the company, except:

- That certain restrictions may from time to time be imposed by laws and regulations (for example, insider trading laws)
- Pursuant to the Listing Rules of the Financial Conduct Authority, whereby certain employees of the company require the approval of the company to deal in the company's ordinary shares

The directors are not aware of any agreements between holders of securities that may result in restrictions on the transfer of securities.

## Restrictions on voting

No shareholder shall be entitled to vote at any general meeting or upon a poll or exercise any other right conferred by membership (unless the directors decide otherwise) in respect of any share held by him or her if any call or other sum then payable by him or her in respect of that share remains unpaid or if a shareholder has been served with a restriction notice (as defined in the Articles) after failure to provide the company with information concerning interests in those shares required to be provided under the Financial Conduct Authority's Listing Rules.

The directors are not aware of any agreements between holders of securities that may result in restrictions on voting rights.

## Rights under the employee share scheme

As at 31 December 2016, Estera Trust (Jersey) Limited ('Estera'), as trustee of the Barendsen Employee Benefit Trust, held 1,390,393 shares in trust for the benefit of the Executive Directors and employees of the Group. A dividend waiver is in place in respect of Estera's shareholding and Estera currently abstains from voting but Estera may, upon the recommendation of the company and having taken into account all relevant matters including the interests of beneficiaries, accept or reject any offer relating to the shares in any way it sees fit, without incurring any liability and without being required to give reasons for its decision.

## Authority to purchase own shares

At the AGM held on 28 April 2016, shareholders authorised the company to purchase in the market up to 10% of its issued share capital (17,257,992 ordinary shares) and, as at 31 December 2016, the full extent of this authority remained in force and unused. This authority is renewable annually, and a special resolution will be proposed at the 2017 AGM to renew it. The directors will only purchase the company's shares in the market if they believe it is in the best interests of shareholders generally.

## Directors' report (continued)

### Significant agreements

There are a number of agreements that take effect, alter or terminate upon a change of control of the company, such as commercial contracts, bank loan agreements, property lease arrangements and employees' share plans. None of these are deemed to be significant in terms of their potential impact on the business of the Group as a whole, except for the following: US Private Placement Note Agreements US\$100 million dated 25 May 2006, US\$229 million and £25 million dated 24 November 2009, €80 million and DKK655 million dated 15 December 2015 and the €510 million Multicurrency Revolving Credit Facility dated 19 March 2016. These agreements contain change of control provisions which, if triggered, could limit future utilisations, require the repayment of existing utilisations or lead to a renegotiation of terms.

### Employees

The Board recognises the importance of attracting, developing and retaining the right people, as well as maintaining a safe working environment for our existing employees. Please refer to page 35 for further details about Group policies and procedures on how employees' skills, communication and engagement are strengthened; go to page 36 for health and safety policies and procedures.

In accordance with best practice, the company has employment policies in place which provide equal opportunities for all employees, irrespective of sex, age, race, colour, disability, sexual orientation, religious beliefs or marital status, educational and professional background. The company gives full and fair consideration to applications for employment from applicants with disabilities where they have the appropriate skills and potential.

Appropriate arrangements are made for the continued employment and training, career development and promotion of persons with disabilities employed by the Group. If there were to be any instance of an employee becoming disabled during their employment with us, every effort would be made to make sure that their employment with us continues and that, where needed, appropriate retraining is arranged.

### Political donations

There were no political donations during 2016 (2015: nil).

### Auditors and disclosure of information to auditors

The company's auditors, PricewaterhouseCoopers LLP, have indicated their willingness to continue in office and a resolution to reappoint them will be proposed at the AGM.

As far as each director is aware, there is no relevant audit information of which the company's auditors are unaware. Each director has taken all the steps that they ought to have taken as a director in order to make themselves aware of any relevant audit information and to establish that the company's auditors are aware of that information.

### Going concern

The Group's business activities, together with the factors likely to affect its future development, performance and position are set out in the Strategic report on pages 1 to 59. The financial position of the Group, its cash flows, liquidity position and borrowing facilities are described in the Financial review on pages 42 to 51. In addition, note 17 to the financial statements includes the Group's objectives, policies and processes for managing its capital; its financial risk management objectives and policies; details of its financial instruments and hedging activities; and its exposures to price, credit, liquidity and cash flow risk.

The Group has considerable financial resources together with long-term contracts with a number of customers and suppliers across different geographic areas and industries. As a consequence, the directors believe that the Group is well placed to manage its business risks successfully.

Having assessed the principal risks, and other matters discussed in connection with the viability statement, the directors consider it appropriate to adopt the going concern basis of accounting in preparing the financial statements.

### Annual General Meeting

The Notice of the AGM to be held at 11.00 am on Thursday 27 April 2017 is being sent separately to shareholders with this report. The venue for the meeting is The Athenaeum Hotel at 116 Piccadilly, Mayfair, London, W1J 7BJ.

The Directors' report has been approved by the Board of directors and is signed on its behalf by:

**David Lawler**  
Company Secretary  
2 March 2017

# Directors' responsibilities for the financial statements

## The directors are responsible for preparing the Annual Report and Accounts, the report on directors' remuneration and the audited financial statements in accordance with applicable law and regulations.

Company law requires the directors to prepare financial statements for each financial year. Under that law, the directors have prepared the Group financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRSs) as adopted by the European Union, and the company financial statements in accordance with applicable law and United Kingdom Accounting Standards (United Kingdom Generally Accepted Accounting Practice), including Financial Reporting Standard 101 Reduced Disclosure Framework (FRS 101).

Under company law, the directors must not approve the financial statements unless they are satisfied that they give a true and fair view of the state of affairs of the Group and the company and of the profit or loss of the Group and the company for that period.

In preparing these financial statements, the directors are required to:

- Select suitable accounting policies and then apply them consistently
- Make judgements and accounting estimates that are reasonable and prudent
- State whether applicable IFRSs as adopted by the European Union have been followed, subject to any material departures disclosed and explained in the financial statements
- For the parent company financial statements, state whether applicable UK Accounting Standards have been followed, subject to any material departures disclosed and explained in the parent company financial statements
- Notify its shareholders in writing about the use of disclosure exemptions, if any, of FRS 101 used in the preparation of financial statements
- Prepare the financial statements on a going concern basis unless it is inappropriate to presume that the company will continue in business

The directors are responsible for ensuring that the company keeps adequate accounting records which are sufficient to show and explain the company's and the Group's transactions, disclose with reasonable accuracy, at any time, the financial position of the company and the Group and enable them to ensure that the financial statements and the report on directors' remuneration comply with the Companies Act 2006 and, as regards to the Group financial statements, Article 4 of the International Financial Reporting Standards (IFRS). The directors also have a general responsibility for taking such steps as are reasonably open to them to safeguard the assets of the Group and company and hence to prevent and detect fraud and other irregularities.

This statement, which should be read in conjunction with the auditors' report, is made with a view to distinguishing for shareholders the respective responsibilities of the directors and the auditors in relation to the financial statements.

A copy of the Annual Report and the financial statements of the company are on the company's website at [www.berendsen.com](http://www.berendsen.com). The directors are responsible for the maintenance and integrity of the corporate and financial information included on the company's website; the work carried out by the auditors does not involve consideration of these matters. Accordingly, the auditors accept no responsibility for any changes that may have occurred to the financial statements since they were placed on the website. Information published on the internet is accessible in many countries with different legal requirements. Legislation in the UK governing the preparation and dissemination of financial statements may differ from legislation in other jurisdictions.

In accordance with DTR 4.1.12, each of the directors confirms that, to the best of their knowledge:

- i) The financial statements of the Group, prepared in accordance with IFRS as adopted by the EU, give a true and fair view of the assets, liabilities, financial position and profit or loss of the Group
- ii) The Strategic report (on pages 1 to 59) and the Directors' report contained in this Annual Report, include a fair review of the development and performance of the business and the position of the Group, together with a description of the principal risks and uncertainties they face

In accordance with the provisions of the UK Corporate Governance Code, the directors confirm that, to the best of their knowledge, the Annual Report and Accounts, taken as a whole, are fair, balanced and understandable and provide the information necessary for shareholders to assess the performance, business model and strategy of the company and the Group.

Each director who holds office at the date of approval of this Directors' report confirms that:

- (a) so far as each such director is aware, there is no relevant audit information of which the Company's auditors are unaware; and
- (b) the directors have taken all the steps that they ought to have taken as directors to make themselves aware of any relevant audit information and to establish that the auditor is aware of that information.

The current directors and their responsibilities are listed on pages 66 and 67.

This statement has been approved by the Board of directors and signed on its behalf by:

**David Lawler**  
Company Secretary  
2 March 2017

# Independent auditors' report to the members of Berendsen plc

## Report on the group financial statements

### Our opinion

In our opinion, Berendsen plc's group financial statements (the 'financial statements'):

- give a true and fair view of the state of the group's affairs as at 31 December 2016 and of its profit and cash flows for the year then ended;
- have been properly prepared in accordance with International Financial Reporting Standards ('IFRSs') as adopted by the European Union; and
- have been prepared in accordance with the requirements of the Companies Act 2006 and Article 4 of the IAS Regulation.

### What we have audited

The financial statements, included within the Report and Accounts (the 'Annual Report'), comprise:

- the consolidated balance sheet as at 31 December 2016;
- the consolidated income statement and consolidated statement of comprehensive income for the year then ended
- the consolidated cash flow statement for the year then ended;
- the consolidated statement of changes in equity for the year then ended;
- the accounting policies; and
- the notes to the financial statements, which include other explanatory information.

Certain required disclosures have been presented elsewhere in the Annual Report, rather than in the notes to the financial statements. These are cross-referenced from the financial statements and are identified as audited.

The financial reporting framework that has been applied in the preparation of the financial statements is IFRSs as adopted by the European Union, and applicable law.

### Our audit approach

#### Context

Berendsen plc is listed on the London Stock Exchange. The Group provides services across Europe and the structure of our audit continues to reflect this, with a considerable amount of time spent directing, communicating with and visiting component audit teams. The implementation of the new strategy during the year has resulted in a number of costs classified as exceptional. Therefore this has been added on as an area of audit focus this year. The business involves a very large number of relatively low value items, and the accounting for these in fixed assets remains an area of focus. We continue to focus our audit work on the carrying value of goodwill and the value of or requirements for provisions in respect of environmental and regulatory liabilities due to the judgemental nature of these areas.

#### Overview

Overall group materiality: £6.0 million (2015: £5.9 million) which represents 5% of profit before tax.

We performed an audit of the complete financial information of eight operating reporting units and the parent company which accounted for 87% (2015: 86%) of group revenues and 88% (2015: 85%) of group profit before tax.



#### Exceptional items.

- Exceptional costs incurred during the year are an area of focus due to the quantum and nature of the items and the presentation and disclosure of these on the face of the Consolidated Income Statement.

#### Contingent liabilities.

- The appropriateness of provisions recognised and the contingent liabilities disclosed in relation to the regulatory investigations and historical environmental liabilities was an area of focus due to the judgements involved.

#### Goodwill impairment assessment.

- The carrying value of goodwill is deemed to be an area of focus due to the judgements involved in estimating future cash flows and applying appropriate assumptions.

#### Misstatement in textile fixed asset valuation.

- The valuation of textile fixed assets is deemed to be an area of focus due to the size of the asset on the balance sheet and the difficulty in tracking individual items and verifying their useful economic lives.

### The scope of our audit and our areas of focus

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (UK and Ireland) ('ISAs (UK & Ireland)').

We designed our audit by determining materiality and assessing the risks of material misstatement in the financial statements. In particular, we looked at where the directors made subjective judgements, for example in respect of significant accounting estimates that involved making assumptions and considering future events that are inherently uncertain. As in all of our audits we also addressed the risk of management override of controls, including evaluating whether there was evidence of bias by the directors that represented a risk of material misstatement due to fraud.

The risks of material misstatement that had the greatest effect on our audit, including the allocation of our resources and effort, are identified as 'areas of focus' in the table below. We have also set out how we tailored our audit to address these specific areas in order to provide an opinion on the financial statements as a whole, and any comments we make on the results of our procedures should be read in this context. This is not a complete list of all risks identified by our audit.

Area of focus	How our audit addressed the area of focus
<p><b>Exceptional items</b></p> <p>Following the announcement of the new strategy in November 2015, the Group disclosed that it expected to incur significant one off costs in implementing the new strategy over the next 24 months from that date. Management have classified these costs as exceptional due to their quantum and one-off nature (£12.9 million in 2016).</p> <p>There is a risk that costs are classified as exceptional when they are in fact incurred in the normal course of business, in order to improve the appearance of the underlying profitability of the group.</p> <p>We have therefore focused our audit procedures relating to the presentation and disclosure of the exceptional items in the financial statements.</p>	<p>We have obtained a full listing of all the exceptional costs incurred during the year across the Group and gained an understanding of what each project relates to through a review of Board meeting minutes, attendance at Audit Committee meetings, discussions with management and a review of third party support.</p> <p>Third party support has been examined by the Group and component audit teams in order to assess the nature of the costs incurred.</p> <p>We consider the items classified as exceptional to be appropriate given these costs are one-off and material to the business.</p>
<p><b>Contingent liabilities</b></p> <p><b>Regulatory investigations</b></p> <p>The Competition and Markets Authority (CMA) have alleged that Barendsen's UK Cleanroom business has participated in market sharing through a joint venture which was purchased along with the Newbury acquisition in 2014. Management have recognised a provision in relation to estimated future costs. The likelihood of a liability crystallising as a result of the investigation requires judgement in order to assess whether a provision should be recognised and, if so, the amount of the provision required to cover any future obligation.</p> <p><b>Environmental liabilities and warranties</b></p> <p>The Group operates from laundries across Europe, at which historic environmental liabilities may exist. Though the Group has indemnities from third parties and expects to have the warranties confirmed in full, it is currently defending a legal claim in respect of certain sites acquired.</p> <p>Judgement is required to assess the likelihood of these liabilities crystallising, in order to assess whether a provision should be recognised and, if so, the amount of that provision. The total potential liability is uncertain and would be affected by improvements in environmental clean-up technology and the future use of the sites.</p> <p>In Sweden, no amounts have been provided in the balance sheet with respect to any future environmental liability as there are significant uncertainties and the value and timing of any cost to Barendsen is still unable to be determined. As such, a contingent liability continues to be disclosed within the financial statements of the group.</p> <p>Refer also to notes 18 and 30 to the financial statements, page 83 (Audit Committee report) and page 135 (critical accounting estimates).</p>	<p><b>Regulatory investigations</b></p> <p>Our audit work in this area focused on gaining an understanding of the latest status of the investigation, including a review of the correspondence with the CMA. We performed testing over management's assumptions and estimates in assessing the level of provision. In addition, we held meetings with the group's external legal advisors to assess the likelihood and the quantum of any potential penalties involved. Based on the evidence obtained, we consider the level of provision to be appropriate.</p> <p><b>Environmental liabilities and warranties</b></p> <p>In Sweden we checked that the situation remains unchanged from the prior year, including confirming this with the group's external environmental advisors, and determined that the accounting for any potential environmental remediation as a contingent liability remains appropriate. We read and were satisfied with the level of disclosure in note 30 to the financial statements.</p> <p>We examined the group's latest assessment of the status of the legal claims and obtained confirmation from their external legal advisors of the likelihood of the group successfully defending its position.</p>

# Independent auditors' report to the members of Berendsen plc (continued)

Area of focus	How our audit addressed the area of focus
<p><b>Goodwill impairment</b></p>	
<p>We focused on this area due to the size of the goodwill balance (£407.3 million as at 31 December 2016) and because the directors' assessment of the 'value in use' of the Group's cash generating units (CGUs) involves judgement about the future results of the business and the discount rates applied to future cash flow forecasts.</p> <p>Our audit work focused on how goodwill was recognised and the basis on which it was allocated across the CGUs under the new business lines following the restructuring during the current year.</p> <p>Refer also to note 8 to the financial statements, page 83 (Audit Committee Report) and page 135 (critical accounting estimates).</p>	<p>We evaluated the directors' future cash flow forecasts, and the process by which they were drawn up, including comparing them to the latest Board approved budgets and testing the underlying calculations. We found that management had followed a clear process for drawing up the future cash flow forecasts, which were subject to timely oversight and challenge by the directors and which were consistent with the Board approved budgets. We found no material misstatements in the calculations performed.</p> <p>We challenged the directors' key assumptions for long term growth rates in the cash flows by comparing them to historical results and economic forecasts. We compared the current year actual results to the 2016 figures included in the prior year forecasts to consider whether any forecasts included assumptions that, with hindsight, had been optimistic.</p> <p>We compared future cash flow forecasts under the old and new business line structure and compared these to prior year and tested the underlying calculations. We have confirmed that no impairment would have been required had the business continued to operate under the old CGUs or operating segments.</p> <p>For the discount rate we assessed the cost of capital for the company and comparable organisations by performing a benchmark analysis and found it to be in line with our expectations.</p> <p>We performed sensitivity analysis around the key drivers of the cash flow forecasts, being:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ the growth rates;</li> <li>→ the operating profit applied for the first three years; and</li> <li>→ the discount rate.</li> </ul> <p>Having ascertained the extent of change in those assumptions that either individually or collectively would be required for the goodwill to be impaired for all CGUs, we considered the likelihood of such a movement in those key assumptions arising.</p> <p>We did not identify any issues with management's key assumptions based on our review of supporting evidence, management's and our own sensitivity analysis performed. There was significant headroom calculated by management over the carrying value of the CGUs, and therefore we were satisfied that the goodwill is not impaired. We considered the appropriateness of the related disclosures in note 8 to the financial statements.</p>
<p><b>Misstatement in textile fixed asset valuation</b></p>	
<p>Linen and workwear textiles are sold by the UK and Sweden Sourcing businesses to the operating units within the Group as textile fixed assets and depreciated over their useful economic lives.</p> <p>Other than in certain businesses which have introduced the individual tagging of garments in order to trace their day-to-day use, textile assets are homogeneously depreciated by textile category over their estimated useful economic lives (currently between 20% and 50% per annum as stated in the accounting policies on page 130).</p> <p>These textiles are significant assets on the balance sheet (£259.6 million as at 31 December 2016).</p> <p>Therefore, an over or understatement of the useful economic lives could lead to a material misstatement of depreciation for the year, affecting both the charge to the income statement and the valuation of the assets on the balance sheet.</p>	<p>In each of the eight operating units where an audit of the complete financial information was performed, we carried out:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ a comparison between asset classes of the carrying value and depreciation charge for the year as a percentage of the revenue they generate;</li> <li>→ a substantive analytical review of the depreciation charge by asset class (ensuring depreciation is in line with group policy); and</li> <li>→ a comparison of additions in the year to additions in the prior year, within each asset class to check they were reasonably consistent.</li> </ul> <p>Within the additions testing, we also tested that linen asset additions were allocated to the correct linen asset class and depreciated in line with other assets of a similar nature and in line with their useful life expectancy.</p> <p>Additionally, at group level, we performed a reasonableness test by comparing additions between 2013 and 2016 to depreciation over the period to understand whether the assets are being replaced over a similar timeframe. We found that capital expenditure on textile assets was materially in line with depreciation where there had been no major change in the scale and nature of the business.</p> <p>Taken together, these procedures gave us the evidence we needed in relation to the economic lives and depreciation of the relevant assets.</p>

## How we tailored the audit scope

We tailored the scope of our audit to ensure that we performed enough work to be able to give an opinion on the financial statements as a whole, taking into account the geographic structure of the group, the accounting processes and controls, and the industry in which the group operates.

The Group's accounting process is structured around a local finance function in each of the 28 operating reporting units under which the Group operates. These functions maintain their own accounting records and controls and report to the head office function team in London through an integrated consolidation system.

In our view, due to their significance and/or risk characteristics, eight of these units required an audit of their complete financial information and we used component auditors from PwC network firms who are familiar with the local laws and regulations in each of the territories to perform this audit work.

In addition, specific audit procedures were performed at the Sweden Sourcing reporting unit to address the risk identified in the existence and valuation of inventory area of focus.

Where the work was performed by component auditors, we determined the level of involvement we needed to have in the audit work at those functions to be able to conclude whether sufficient appropriate audit evidence had been obtained as a basis for our opinion on the group financial statements as a whole.

The group engagement team visits the component teams on a rotational basis. In the current year the group engagement leader visited the Denmark, Germany, Sweden and United Kingdom operating locations. In addition, the group engagement team visited the Netherlands operating location.

The group consolidation, financial statement disclosures and a number of complex items are audited by the group engagement team at the head office. These include goodwill impairment, derivative financial instruments, hedge accounting, the Barendsen plc defined benefit pension scheme, share based payments and taxation.

## Materiality

The scope of our audit was influenced by our application of materiality. We set certain quantitative thresholds for materiality. These, together with qualitative considerations, helped us to determine the scope of our audit and the nature, timing and extent of our audit procedures on the individual financial statement line items and disclosures and in evaluating the effect of misstatements, both individually and on the financial statements as a whole.

Based on our professional judgement, we determined materiality for the financial statements as a whole as follows:

- Overall group materiality £6.0 million (2015: £5.9 million);
- How we determined it 5% of profit before tax
- Rationale for benchmark applied Profit before tax is a generally accepted auditing benchmark in the absence of indicators that an alternative benchmark would be appropriate.

We agreed with the Audit Committee that we would report to them misstatements identified during our audit above £300,000 (2015: £300,000) as well as misstatements below that amount that, in our view, warranted reporting for qualitative reasons.

## Going concern

Under the Listing Rules we are required to review the directors' statement, set out on page 114, in relation to going concern. We have nothing to report having performed our review.

Under ISAs (UK & Ireland) we are required to report to you if we have anything material to add or to draw attention to in relation to the directors' statement about whether they considered it appropriate to adopt the going concern basis in preparing the financial statements. We have nothing material to add or to draw attention to.

As noted in the directors' statement, the directors have concluded that it is appropriate to adopt the going concern basis in preparing the financial statements. The going concern basis presumes that the group has adequate resources to remain in operation, and that the directors intend it to do so, for at least one year from the date the financial statements were signed. As part of our audit we have concluded that the directors' use of the going concern basis is appropriate. However, because not all future events or conditions can be predicted, these statements are not a guarantee as to the group's ability to continue as a going concern.

# Independent auditors' report to the members of Berendsen plc (continued)

## Consistency of other information and compliance with applicable requirements

### Companies Act 2006 reporting

In our opinion, based on the work undertaken in the course of the audit:

- the information given in the Strategic Report and the Directors' Report for the financial year for which the financial statements are prepared is consistent with the financial statements; and
- the Strategic Report and the Directors' Report have been prepared in accordance with applicable legal requirements.

In addition, in light of the knowledge and understanding of the group and its environment obtained in the course of the audit, we are required to report if we have identified any material misstatements in the Strategic Report and the Directors' Report. We have nothing to report in this respect.

In our opinion, based on the work undertaken in the course of the audit:

- the information given in the Governance section set out on pages 62 to 87 with respect to internal control and risk management systems and about share capital structures is consistent with the financial statements and has been prepared in accordance with applicable legal requirements; and
- the information given in the Governance section set out on pages 62 to 87 with respect to the company's corporate governance code and practices and about its administrative, management and supervisory bodies complies with rules 7.2.2, 7.2.3 and 7.2.7 of the Disclosure Guidance and Transparency Rules sourcebook of the Financial Conduct Authority.

In addition, in light of the knowledge and understanding of the group and its environment obtained in the course of the audit, we are required to report if we have identified any material misstatements in the information referred to above in the Corporate Governance Statement. We have nothing to report in this respect.

### ISAs (UK & Ireland) reporting

Under ISAs (UK & Ireland) we are required to report to you if, in our opinion:

- information in the Annual Report is:
  - materially inconsistent with the information in the audited financial statements; or
  - apparently materially incorrect based on, or materially inconsistent with, our knowledge of the group acquired in the course of performing our audit; or
  - otherwise misleading
- the statement given by the directors on page 82, in accordance with provision C.1.1 of the UK Corporate Governance Code (the 'Code'), that they consider the Annual Report taken as a whole to be fair, balanced and understandable and provides the information necessary for members to assess the group's position and performance, business model and strategy is materially inconsistent with our knowledge of the group acquired in the course of performing our audit.

- the section of the Annual Report on page 80, as required by provision C.3.8 of the Code, describing the work of the Audit Committee does not appropriately address matters communicated by us to the Audit Committee.

We have no exceptions to report.

### The directors' assessment of the principal risks that would threaten the solvency or liquidity of the group

Under ISAs (UK & Ireland) we are required to report to you if we have anything material to add or to draw attention to in relation to:

- the directors' confirmation on page 56 of the Annual Report, in accordance with provision C.2.1 of the Code, that they have carried out a robust assessment of the principal risks facing the group, including those that would threaten its business model, future performance, solvency or liquidity.
- the disclosures in the Annual Report that describe those risks and explain how they are being managed or mitigated.

- the directors' explanation on page 56 of the Annual Report, in accordance with provision C.2.2 of the Code, as to how they have assessed the prospects of the group, over what period they have done so and why they consider that period to be appropriate, and their statement as to whether they have a reasonable expectation that the group will be able to continue in operation and meet its liabilities as they fall due over the period of their assessment, including any related disclosures drawing attention to any necessary qualifications or assumptions.

We have nothing material to add or to draw attention to.

Under the Listing Rules we are required to review the directors' statement that they have carried out a robust assessment of the principal risks facing the group and the directors' statement in relation to the longer-term viability of the group. Our review was substantially less in scope than an audit and only consisted of making inquiries and considering the directors' process supporting their statements; checking that the statements are in alignment with the relevant provisions of the Code; and considering whether the statements are consistent with the knowledge acquired by us in the course of performing our audit. We have nothing to report having performed our review.

## Adequacy of information and explanations received

Under the Companies Act 2006 we are required to report to you if, in our opinion, we have not received all the information and explanations we require for our audit. We have no exceptions to report arising from this responsibility.

### Directors' remuneration

Under the Companies Act 2006 we are required to report to you if, in our opinion, certain disclosures of directors' remuneration specified by law are not made. We have no exceptions to report arising from this responsibility.

### Corporate governance statement

Under the Companies Act 2006 we are required to report to you if, in our opinion, a corporate governance statement has not been prepared by the parent company. We have no exceptions to report arising from this responsibility.

Under the Listing Rules we are required to review the part of the Corporate Governance Statement relating to ten further provisions of the Code. We have nothing to report having performed our review.

## Responsibilities for the financial statements and the audit

### Our responsibilities and those of the directors

As explained more fully in the Directors' Responsibilities for the financial statements set out on page 115, the directors are responsible for the preparation of the financial statements and for being satisfied that they give a true and fair view.

Our responsibility is to audit and express an opinion on the financial statements in accordance with applicable law and ISAs (UK & Ireland). Those standards require us to comply with the Auditing Practices Board's Ethical Standards for Auditors.

This report, including the opinions, has been prepared for and only for the parent company's members as a body in accordance with Chapter 3 of Part 16 of the Companies Act 2006 and for no other purpose. We do not, in giving these opinions, accept or assume responsibility for any other purpose or to any other person to whom this report is shown or into whose hands it may come save where expressly agreed by our prior consent in writing.

### What an audit of financial statements involves

An audit involves obtaining evidence about the amounts and disclosures in the financial statements sufficient to give reasonable assurance that the financial statements are free from material misstatement, whether caused by fraud or error. This includes an assessment of:

- whether the accounting policies are appropriate to the group's circumstances and have been consistently applied and adequately disclosed;
- the reasonableness of significant accounting estimates made by the directors; and
- the overall presentation of the financial statements.

We primarily focus our work in these areas by assessing the directors' judgements against available evidence, forming our own judgements, and evaluating the disclosures in the financial statements.

We test and examine information, using sampling and other auditing techniques, to the extent we consider necessary to provide a reasonable basis for us to draw conclusions. We obtain audit evidence through testing the effectiveness of controls, substantive procedures or a combination of both.

In addition, we read all the financial and non-financial information in the Annual Report to identify material inconsistencies with the audited financial statements and to identify any information that is apparently materially incorrect based on, or materially inconsistent with, the knowledge acquired by us in the course of performing the audit. If we become aware of any apparent material misstatements or inconsistencies we consider the implications for our report. With respect to the Strategic Report, Directors' Report and Corporate Governance Statement, we consider whether those reports include the disclosures required by applicable legal requirements.

### Other matter

We have reported separately on the parent company financial statements of Berendsen plc for the year ended 31 December 2016 and on the information in the Directors' Remuneration Report that is described as having been audited.

**Matthew Mullins (Senior Statutory Auditor)**  
for and on behalf of PricewaterhouseCoopers LLP  
Chartered Accountants and Statutory Auditors  
London

2 March 2017

Notes:

- (a) The maintenance and integrity of the Berendsen plc website is the responsibility of the directors; the work carried out by the auditors does not involve consideration of these matters and, accordingly, the auditors accept no responsibility for any changes that may have occurred to the financial statements since they were initially presented on the website.
- (b) Legislation in the United Kingdom governing the preparation and dissemination of financial statements may differ from legislation in other jurisdictions.

# Consolidated income statement

For the year ended 31 December 2016	Note	Year to 31 December 2016 £m	Restated (Note 1) Year to 31 December 2015 £m
Revenue	1	<b>1,110.0</b>	1,018.1
Cost of sales		<b>(565.8)</b>	(516.1)
<b>Gross profit</b>		<b>544.2</b>	502.0
Other income		<b>2.8</b>	4.6
Distribution costs		<b>(208.3)</b>	(187.0)
Administrative expenses		<b>(172.4)</b>	(161.3)
Other operating expenses		<b>(25.6)</b>	(26.2)
<b>Operating profit</b>	1	<b>140.7</b>	132.1
<b>Analysed as:</b>			
Operating profit before exceptional items and amortisation of customer contracts	1	<b>161.0</b>	153.8
Exceptional items	4	<b>(12.9)</b>	(7.3)
Amortisation of customer contracts	9	<b>(7.4)</b>	(14.4)
<b>Operating profit</b>	1	<b>140.7</b>	132.1
Finance costs	2	<b>(21.1)</b>	(20.7)
Finance income	2	<b>0.7</b>	2.0
<b>Profit before taxation</b>	3	<b>120.3</b>	113.4
Taxation	5	<b>(28.8)</b>	(24.5)
<b>Profit for the year</b>		<b>91.5</b>	88.9
<b>Analysed as:</b>			
Profit attributable to non-controlling interest		<b>0.3</b>	0.2
Profit attributable to owners of parent company		<b>91.2</b>	88.7
Earnings per share expressed in pence per share			
- Basic	7	<b>53.3</b>	51.9
- Diluted	7	<b>53.2</b>	51.8

The notes on pages 136 to 181 are an integral part of these consolidated financial statements.

# Consolidated statement of comprehensive income

For the year ended 31 December 2016	Note	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
<b>Profit for the year</b>		<b>91.5</b>	88.9
<b>Other comprehensive income/(expense):</b>			
Items that may be subsequently reclassified into profit or loss:			
Currency translation differences		<b>45.2</b>	(24.1)
(Loss)/gain on cash flow hedges	16	<b>(2.3)</b>	3.5
		<b>42.9</b>	(20.6)
Items that cannot be subsequently reclassified into profit or loss:			
Actuarial (losses)/gains		<b>(47.1)</b>	7.7
<b>Other comprehensive expense for the year, net of tax</b>		<b>(4.2)</b>	(12.9)
<b>Total comprehensive income for the year</b>		<b>87.3</b>	76.0
Attributable to:			
Non-controlling interest		<b>1.0</b>	0.2
Owners of parent company		<b>86.3</b>	75.8

Items in the statement above are disclosed net of tax. The tax relating to each component of other comprehensive income is disclosed in note 5.

# Consolidated balance sheet

As at 31 December 2016	Note	As at 31 December 2016 £m	Restated note 13 As at 31 December 2015 £m
<b>Assets</b>			
Intangible assets:			
- Goodwill	8	407.3	367.0
- Other intangible assets	9	30.1	25.9
Property, plant and equipment	10	571.8	477.1
Deferred tax assets	19	12.7	6.9
Derivative financial instruments	16	73.8	51.4
Pension scheme surplus	27	-	44.6
<b>Total non-current assets</b>		<b>1,095.7</b>	972.9
Assets classified as held for sale		-	-
Inventories	11	55.7	50.2
Income tax receivable		8.7	3.3
Derivative financial instruments		2.1	16.3
Trade and other receivables	12	189.9	169.9
Cash and cash equivalents	13	310.1	157.0
<b>Total current assets</b>		<b>566.5</b>	396.7
<b>Liabilities</b>			
Bank overdraft		(226.1)	(30.3)
Borrowings	15	(0.6)	(88.1)
Derivative financial instruments	16	(0.3)	(5.3)
Income tax payable		(25.1)	(16.5)
Trade and other payables	14	(213.5)	(196.8)
Provisions	18	(7.5)	(2.9)
<b>Total current liabilities</b>		<b>(473.1)</b>	(339.9)
<b>Net current assets</b>		<b>93.4</b>	56.8
Borrowings	15	(512.8)	(409.5)
Derivative financial instruments	16	(14.6)	(5.9)
Pension scheme deficits	27	(39.4)	(28.8)
Deferred tax liabilities	19	(74.5)	(65.4)
Trade and other payables	14	(0.9)	(1.1)
<b>Total non-current liabilities</b>		<b>(642.2)</b>	(510.7)
<b>Net assets</b>		<b>546.9</b>	519.0
<b>Equity</b>			
Share capital	20	51.8	51.8
Share premium		99.7	99.5
Other reserves		(0.9)	1.4
Capital redemption reserve		150.9	150.9
Retained earnings		240.3	211.3
<b>Total equity attributable to owners of parent company</b>		<b>541.8</b>	514.9
<b>Non-controlling interest</b>		<b>5.1</b>	4.1
<b>Total equity</b>		<b>546.9</b>	519.0

The financial statements on pages 122 to 181 were approved by the board and signed on its behalf by:

**James Drummond**      **Kevin Quinn**  
Chief Executive Officer      Chief Financial Officer

2 March 2017

# Consolidated cash flow statement

For the year ended 31 December 2016	Note	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
<b>Cash flows from operating activities</b>			
Cash generated from operations	23	<b>322.3</b>	308.9
Interest paid		<b>(19.6)</b>	(19.7)
Interest received		<b>0.7</b>	2.0
Income tax paid		<b>(20.6)</b>	(18.0)
Net cash generated from operating activities		<b>282.8</b>	273.2
<b>Cash flows from investing activities</b>			
Acquisition of subsidiaries, net of cash acquired	25	<b>(6.2)</b>	(9.2)
Disposal of subsidiary undertaking	25	<b>8.0</b>	-
Purchases of property, plant and equipment	10	<b>(233.1)</b>	(181.5)
Proceeds from the sale of property, plant and equipment	23	<b>2.0</b>	13.3
Purchases of intangible assets	9	<b>(4.7)</b>	(6.2)
Net cash used in investing activities		<b>(234.0)</b>	(183.6)
<b>Cash flows from financing activities</b>			
Net proceeds from issue of ordinary share capital		<b>0.2</b>	0.1
Purchase of own shares by the Employee Benefit Trust		<b>(5.0)</b>	(14.2)
Payment of loan issue costs		<b>(0.2)</b>	(2.1)
Drawdown of borrowings		<b>42.4</b>	199.8
Repayment of borrowings		<b>(93.4)</b>	(172.7)
Repayment of finance leases/hire purchase liabilities		<b>(0.2)</b>	(5.7)
Acquisition of minority interest in a subsidiary	25	<b>-</b>	(0.9)
Dividends paid to owners of parent company	6	<b>(54.8)</b>	(52.1)
Dividends paid to non-controlling interest		<b>-</b>	(0.1)
Net cash used in financing activities		<b>(111.0)</b>	(47.9)
<b>Net (decrease)/increase in cash</b>	24	<b>(62.2)</b>	41.7
Cash and cash equivalents at beginning of year	13	<b>126.7</b>	96.9
Exchange gains/(losses) on cash		<b>19.5</b>	(11.9)
<b>Cash and cash equivalents at end of year net of overdrafts</b>	13	<b>84.0</b>	126.7
<b>Free cash flow</b>	23	<b>47.0</b>	102.5

## Consolidated statement of changes in equity

	Attributable to shareholders of the company							
	Share capital £m	Share premium £m	Other reserves £m	Capital redemption reserve £m	Retained earnings £m	Total £m	Non-controlling interest £m	Total equity £m
For the year ended 31 December 2015								
At 1 January 2015	51.8	99.4	(2.4)	150.9	200.5	500.2	5.2	505.4
Comprehensive income:								
Profit for the year	-	-	-	-	88.7	88.7	0.2	88.9
Other comprehensive income/(expense):								
Actuarial gains (note 27)	-	-	-	-	8.9	8.9	-	8.9
Cash flow hedges	-	-	4.3	-	-	4.3	-	4.3
Currency translation	-	-	-	-	(19.7)	(19.7)	-	(19.7)
Tax on items taken to equity (note 5)	-	-	(0.8)	-	(5.6)	(6.4)	-	(6.4)
Total other comprehensive income/(expense)	-	-	3.5	-	(16.4)	(12.9)	-	(12.9)
Total comprehensive income	-	-	3.5	-	72.3	75.8	0.2	76.0
Transactions with owners:								
Issue of share capital in respect of share option schemes	-	0.1	-	-	-	0.1	-	0.1
Purchase of own shares by the Employee Benefit Trust	-	-	-	-	(14.2)	(14.2)	-	(14.2)
Dividends (note 6)	-	-	-	-	(52.1)	(52.1)	(0.1)	(52.2)
Value of employee service in respect of share option schemes and share awards (note 21)	-	-	-	-	4.8	4.8	-	4.8
Acquisition of non-controlling interest	-	-	0.3	-	-	0.3	(1.2)	(0.9)
<b>Total transactions with owners</b>	-	0.1	0.3	-	(61.5)	(61.1)	(1.3)	(62.4)
<b>At 31 December 2015</b>	51.8	99.5	1.4	150.9	211.3	514.9	4.1	519.0

	Attributable to shareholders of the company							
	Share capital £m	Share premium £m	Other reserves £m	Capital redemption reserve £m	Retained earnings £m	Total £m	Non-controlling interest £m	Total equity £m
For the year ended 31 December 2016								
At 1 January 2016	51.8	99.5	1.4	150.9	211.3	514.9	4.1	519.0
<b>Comprehensive income:</b>								
Profit for the year	-	-	-	-	91.2	91.2	0.3	91.5
<b>Other comprehensive income/(expense):</b>								
Actuarial losses (note 27)	-	-	-	-	(57.5)	(57.5)	-	(57.5)
Cash flow hedges	-	-	(2.3)	-	-	(2.3)	-	(2.3)
Currency translation	-	-	-	-	44.7	44.7	0.7	45.4
Tax on items taken to equity (note 5)	-	-	-	-	10.2	10.2	-	10.2
<b>Total other comprehensive (expense)/income</b>	-	-	(2.3)	-	(2.6)	(4.9)	0.7	(4.2)
<b>Total comprehensive income</b>	-	-	(2.3)	-	88.6	86.3	1.0	87.3
<b>Transactions with owners:</b>								
Issue of share capital in respect of share option schemes	-	0.2	-	-	-	0.2	-	0.2
Purchase of own shares by the Employee Benefit Trust	-	-	-	-	(3.6)	(3.6)	-	(3.6)
Dividends (note 6)	-	-	-	-	(54.8)	(54.8)	-	(54.8)
Value of employee service in respect of share option schemes and share awards (note 21)	-	-	-	-	(1.2)	(1.2)	-	(1.2)
<b>Total transactions with owners</b>	-	0.2	-	-	(59.6)	(59.4)	-	(59.4)
<b>At 31 December 2016</b>	<b>51.8</b>	<b>99.7</b>	<b>(0.9)</b>	<b>150.9</b>	<b>240.3</b>	<b>541.8</b>	<b>5.1</b>	<b>546.9</b>

The group has an Employee Benefit Trust to administer share plans and to acquire company shares, using funds contributed by the group, to meet commitments to group employees. At 31 December 2016, the Trust held 1,390,393 (2015: 1,715,142) shares.

Included within retained earnings is an amount of £6.8 million gain (2015: £37.6 million loss) which relates to currency translation.

# Accounting policies to the consolidated financial statements

## Basis of preparation

The consolidated financial statements have been prepared on a going concern basis in accordance with International Financial Reporting Standards as adopted by the European Union (IFRSs as adopted by the EU), IFRSIC Interpretations and the Companies Act 2006 applicable to companies reporting under IFRS. The consolidated financial statements have been prepared under the historical cost convention, as modified by financial assets and financial liabilities (including derivative instruments) at fair value through the income statement. These policies have been consistently applied.

The preparation of financial statements in conformity with IFRS requires the use of certain critical accounting estimates. It also requires management to exercise its judgement in the process of applying the group's accounting policies. The areas involving a higher degree of judgement or complexity, or areas where assumptions and estimates are significant to the consolidated financial statements are disclosed on page 129.

In 2016 the group standardised its accounting policy, across the group, in respect of residual value income, arising on the termination of rental contracts, to ensure that all of this income is accounted for within revenue. Previously a portion of this income was shown as part of cost of sales. Accordingly revenue for the year ended 31 December 2015, £12.1 million, has been re-presented to reflect the position had this policy been in operation during that year. There is no overall impact on operating profit in 2015 as a result of this change.

## Going concern

The group meets its day-to-day working capital requirements through its bank facilities. The current economic conditions continue to create uncertainty particularly over (a) the level of demand for the group's products; and (b) the availability of bank finance. However, the group's forecasts and projections, taking account of reasonably possible changes in trading performance, show that the group should be able to operate within the level of its current facilities. Having assessed the principal risks and other matters discussed in connection with the viability statement, the directors consider it appropriate to adopt the going concern basis in preparing the consolidated financial statements. Further information on the group's borrowings is given in note 15.

## Changes in accounting policies and disclosures

The following standards have been adopted by the group for the first time for the financial year beginning on or after 1 January 2016:

- Annual Improvements to IFRS 2012
- Annual Improvements to IFRS 2014

Adoption of the above has not led to any changes in accounting policies or had any material impact on the financial statements.

A number of new standards and amendments to standards and interpretations are effective for annual periods beginning after 1 January 2016 and have not been applied in preparing these consolidated financial statements. None of these are expected to have a significant effect on the consolidated financial statements of the group, except the following set out below:

IFRS 9, 'Financial instruments', addresses the classification, measurement and recognition of financial assets and financial liabilities. IFRS 9 was issued in November 2009 and October 2010 and endorsed by the EU in November 2016. It replaces the parts of IAS 39 that relate to the classification and measurement of financial instruments and is effective for accounting periods commencing 1 January 2018. IFRS 9 requires financial assets to be classified into two measurement categories: those measured as at fair value and those measured at amortised cost. The determination is made at initial recognition. The classification depends on the entity's business model for managing its financial instruments and the contractual cash flow characteristics of the instrument. For financial liabilities, the standard retains most of the IAS 39 requirements. The main change is that, in cases where the fair value option is taken for financial liabilities, the part of a fair value change due to an entity's own credit risk is recorded in other comprehensive income rather than the income statement, unless this creates an accounting mismatch. At this time the group does not expect IFRS 9 will have a significant impact on its existing accounting policies for financial instruments, because the new rules have a more direct impact on the accounting treatment of financial assets to which the group has limited exposure except trade receivables. The key area of impact for the group will be as a result of the introduction of the forward looking expected credit loss model.

Similarly the way that the group currently deals with its hedge accounting transactions will not be significantly impacted by the move to IFRS 9. However it is likely that disclosures around the entity's risk management strategy and the impact of hedge accounting on the financial statements will be enhanced.

As outlined above, the key area of impact for the group will be as a result of the introduction of the forward looking expected credit loss model. During 2017 the board will complete its detailed assessment the impact of IFRS 9 ahead of adopting the standard from 1 January 2018.

IFRS 15, 'Revenue from contracts with customers' deals with revenue recognition and establishes principles for reporting useful information to users of financial statements about the nature, amount, timing and uncertainty of revenue and cash flows arising from an entity's contracts with customers. Revenue is recognised when a customer obtains control of a good or service and thus has the ability to direct the use and obtain the benefits from the good or service. The standard replaces IAS 18 'Revenue' and IAS 11 'Construction contracts' and related interpretations. The standard is effective for annual periods beginning on or after 1 January 2018 and earlier application is permitted subject to EU endorsement. At this time the group does not expect there to be any significant impact of the standard on revenue recognition within the group which will continue to recognise revenue in line with current reporting. For the group's textile revenue income it is expected that the performance obligation will be the provision of the textile rental service and hence revenue will continue to be recognised over time. Revenue from direct sales is expected to be recognised at a point in time where the performance obligation is the provision of the direct goods.

The standard includes detailed application guidance which will be considered across all business lines as part of the group's detailed review and implementation plan ahead of the implementation of the standard from 1 January 2018.

In January 2016 IFRS 16 - Leases was issued. The board is still in the process of reviewing the impact of IFRS 16 on the group's accounting policies.

However, indicatively, because the accounting rules for lessors are largely unchanged the group is unlikely to have to change its current method of accounting for the textile rental assets held on its own balance sheet. All income arising from its textile and other rental assets are treated in effect as operating lease income and this will not change unless any future contracts result in the assets rented to third parties qualifying as finance leases rather than operating leases. Traditional textile rental contracts are likely to be exempt from the changes to IFRS16 because on an item by item basis all textiles are likely to fall below the low cost threshold per item. The group may have to evaluate contracts not covered by the low cost threshold.

The group currently leases both properties and vehicles under a series of operating lease contracts which will be impacted by the new standard and these types of leases may need to be brought onto the group's balance sheet from the date of adoption of the new standard. As a consequence of this there is likely to be an impact on the make-up of the group's income statement where operating leases are likely to be replaced by a depreciation charge and related interest charge.

There are no other IFRSs or IFRIC interpretations that are not yet effective that would be expected to have a material impact on the group.

## Consolidation

The group financial statements consolidate the financial statements of the company and all its subsidiaries. Subsidiaries are all entities over which the group has the power to govern the financial and operating policies generally accompanying a shareholding of more than one half of the voting rights. Subsidiaries are fully consolidated from the date on which control is transferred to the group and are de-consolidated from the date on which control ceases. All intra-group transactions are eliminated as part of the consolidation process. Accounting policies of subsidiaries have been changed where necessary to ensure consistency with the policies adopted by the group.

## Business combinations

The group uses the acquisition method of accounting to account for business combinations. The consideration transferred for the acquisition of a subsidiary is the fair values of the assets transferred, the liabilities incurred and the equity interests issued by the group. The consideration transferred includes the fair value of any asset or liability resulting from a contingent consideration arrangement. Acquisition-related costs are expensed as incurred and disclosed as exceptional items where significant. Identifiable assets acquired and liabilities and contingent liabilities assumed in a business combination are measured initially at their fair values at the acquisition date. The excess of the consideration transferred, the amount of any non-controlling interest in the acquiree and the acquisition date fair value of any previous equity interest in the acquiree over the fair value of the group's share of the identifiable net assets acquired is recorded as goodwill. If this is less than the fair value of the net assets of the subsidiary acquired in the case of a bargain purchase, the difference is recognised directly in the consolidated income statement.

## Current assets held for sale

Current assets (and disposal groups) classified as held for sale are measured at the lower of carrying amount and fair values less costs to sell.

Current assets (and disposal groups) are classified as held for sale if their carrying amount will be recovered through a sale transaction rather than through continuing use. This condition is regarded as met only when the sale is highly probable and the asset (or disposal group) is available for immediate sale in its present condition. Management must be committed to the sale which should be expected to qualify for recognition as a completed sale within one year from the date of classification.

## Segment reporting

Operating segments are reported in a manner consistent with the internal reporting provided to the chief operating decision-maker. The chief operating decision-maker, who is responsible for allocating resources and assessing performance of the operating segments, has been identified as the Berendsen plc Executive Board.

Following the strategy review in November 2015 The Berendsen plc Executive Board now manages the business under the business lines of Workwear, Facility, Healthcare and Hospitality. The group's internal reporting structure is aligned on the same basis and segmental information is presented on a basis consistent with this reporting structure.

## Foreign currency translation

### (a) Functional and presentation currency

Items included in the financial statements of each of the group's entities are measured using the currency of the primary economic environment in which the entity operates (the functional currency). The consolidated financial statements are presented in sterling, which is the company's functional and presentation currency.

### (b) Transactions and balances

Foreign currency transactions are translated into the functional currency using the exchange rates prevailing at the dates of the transactions. Foreign exchange gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the translation at year end exchange rates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognised in the income statement, except when deferred in equity as qualifying cash flow hedges and qualifying net investment hedges.

Foreign exchange gains and losses that relate to borrowings and cash and cash equivalents are presented in the income statement within 'finance income or cost'. All other foreign exchange gains and losses are presented in the income statement within operating expenses.

# Accounting policies to the consolidated financial statements (continued)

Translation differences on non-monetary financial assets and liabilities are reported as part of the fair value gain or loss.

Translation differences on non-monetary financial assets and liabilities such as equities held at fair value through the income statement are recognised in profit or loss as part of the fair value gain or loss. Translation differences on non-monetary financial assets such as equities classified as available for sale are included in other reserves.

## (c) Group companies

The results and financial position of all the group entities that have a functional currency different from the presentation currency are translated into the presentation currency as follows:

- assets and liabilities for each balance sheet presented are translated at the closing rate at the date of that balance sheet;
- income and expenses for each income statement are translated at average exchange rates (unless this average is not a reasonable approximation of the cumulative effect of the rates prevailing on the transaction dates, in which case income and expenses are translated at the rate on the dates of the transactions); and
- all resulting exchange differences are recognised as a separate component of equity.

On consolidation, exchange differences arising from the translation of the net investment in foreign operations, and of borrowings and other currency instruments designated as hedges of such investments, are taken to shareholders' equity. When a foreign operation is partially disposed of or sold, exchange differences that were recorded in equity are recognised in the income statement as part of the gain or loss on sale.

Goodwill and fair value adjustments arising on the acquisition of a foreign entity are treated as assets and liabilities of the foreign entity and translated at the closing rate.

## Pre-contract/bid costs

Pre-contract costs are expensed as incurred until the group is appointed preferred bidder. Preferred bidder status provides sufficient confidence that the conclusion of the contract is probable, the outcome can be reliably measured and is expected to generate sufficient net cash inflows to enable recovery.

Pre-contract costs incurred subsequent to appointment as preferred bidder are capitalised onto the balance sheet under prepayments and accrued income. The prepayment is expensed to the income statement over the period of the contract. Costs, which have been expensed, are not subsequently reinstated when a contract award is achieved.

## Property, plant and equipment

Land and buildings comprise mainly factories and offices. All property, plant and equipment are shown at cost less accumulated depreciation. Cost includes expenditure that is directly attributable to the acquisition of the items.

Textile assets such as garments and linen and washroom equipment which are owned by the group entities where substantially all the risks and rewards of ownership of such equipment is retained by group entities are capitalised as non-current assets and depreciated over their estimated useful lives.

Depreciation of assets is calculated using the straight-line method to allocate the cost of each asset to its residual value over its estimated useful life, as follows:

### (a) Land and buildings

Depreciated at a rate of 2.5% per annum on an estimate of the buildings value of freehold properties and leasehold properties with 40 or more years unexpired at the balance sheet date. This rate has been determined having regard to the group's practice to maintain these assets in a continual state of sound repair and to extend and make improvements from time to time. Freehold land is not depreciated. Short leasehold land and buildings are depreciated by equal instalments over the period of the lease.

Major renovations are depreciated over the remaining useful life of the related asset or to the scheduled date of the next major renovation, whichever is sooner.

### (b) Plant and machinery

Depreciated at rates of 10% to 20% per annum, depending on the class of the asset.

### (c) Textile assets and washroom equipment

Depreciated at rates of 20% to 50% per annum, depending on the class of the asset, and augmented where necessary by amounts to cover wastage, obsolescence and loss.

When properties, plant or equipment are sold, the difference between the sales proceeds and net book value is included in the income statement.

Residual values and useful lives of assets are reviewed annually and amended where necessary.

## Intangible assets

### (a) Goodwill

Goodwill represents the excess of the cost of an acquisition over the fair value of the group's share of the net identifiable assets of the acquired subsidiary at the date of acquisition. Goodwill net of amortisation prior to 1 January 2005 in respect of business combinations made since 1 January 1998 is included within intangible assets. Goodwill in respect of business combinations made on or before 31 December 1997 was previously eliminated against reserves.

Goodwill has an indefinite useful life.

Goodwill is tested annually for impairment or if there is an indication of impairment. Goodwill is allocated to groups of cash-generating units for the purpose of impairment testing. Gains and losses on the disposal of an entity include the carrying amount of goodwill relating to the entity sold except for goodwill eliminated against reserves.

### (b) Computer software

Acquired computer software licences are capitalised on the basis of the costs incurred to acquire and bring to use the specific software. These costs are amortised over their estimated useful lives (not exceeding three years).

Costs associated with maintaining computer software programmes are recognised as an expense as incurred. Development costs that are directly attributable to the design and testing of identifiable and unique software products controlled by the group are recognised as intangible assets when the following criteria are met:

- it is technically feasible to complete the software product so that it will be available for use;
- management intends to complete the software product and use or sell it;
- there is an ability to use or sell the software product;
- it can be demonstrated how the software product will generate probable future economic benefits;
- adequate technical, financial and other resources to complete the development and to use or sell the software product are available; and
- the expenditure attributable to the software product during its development can be reliably measured.

Directly attributable costs that are capitalised as part of the software product include the software development employee costs and an appropriate portion of relevant overheads.

Other development expenditures that do not meet these criteria are recognised as an expense as incurred. Development costs previously recognised as an expense are not recognised as an asset in a subsequent period.

Computer software development costs recognised as assets are amortised over their estimated useful lives, which does not exceed five years.

### (c) Other intangible assets

Other intangible assets includes the cost associated with the internal development of textile related products for future sale. Development costs that are directly attributable to the testing of identifiable and products controlled by the group are recognised as intangible assets when the following criteria are met:

- it is technically feasible to complete the product so that it will be available for use;
- management intends to complete the product and use or sell it;
- there is an ability to use or sell the product;
- it can be demonstrated how the product will generate probable future economic benefits;
- adequate technical, financial and other resources to complete the development and to sell the product are available; and
- the expenditure attributable to product during its development can be reliably measured.

Directly attributable costs that are capitalised as part of the product include the product development employee costs and an appropriate portion of relevant overheads.

Other development expenditures that do not meet these criteria are recognised as an expense as incurred. Development costs previously recognised as an expense are not recognised as an asset in a subsequent period.

Other intangible assets development costs recognised as assets are amortised over their estimated useful lives, which does not exceed five years.

### (d) Customer contracts

Intangible assets arising either from legal or contractual rights which have been purchased are required to be separately identified from goodwill and are stated at historical cost, or in the case of intangible assets acquired as part of a business combination, at fair value. The fair value attributable to the customer contracts is determined by discounting the expected future cash flows to be generated from that asset at the risk adjusted weighted average cost of capital for the entity. This amount is amortised over the period in which the company is expected to benefit from the contracts acquired, over periods ranging from two to five years.

### Impairment of non-financial assets

Assets that have an indefinite useful life – for example, goodwill – are not subject to amortisation and are tested annually for impairment.

Assets that are subject to amortisation or depreciation are reviewed for impairment whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount may not be recoverable. An impairment loss is recognised for the amount by which the asset's carrying amount exceeds its recoverable amount. The recoverable amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell and value in use. For the purposes of assessing impairment, assets are grouped at the lowest levels for which there are separately identifiable cash flows (cash-generating units). Non-financial assets other than goodwill that suffered impairment are reviewed for possible reversal of the impairment at each reporting date.

# Accounting policies to the consolidated financial statements (continued)

## Financial assets

The group classifies its non-derivative financial assets as loans and receivables. The classification depends on the purpose for which the financial assets were acquired. Management determines the classification of its financial assets at initial recognition.

Loans and receivables are non-derivative financial assets with fixed or determinable payments that are not quoted in an active market.

## Derivative financial instruments and hedging activities

Derivatives are initially recognised at fair value on the date a derivative contract is entered into and are subsequently remeasured at their fair value at each balance sheet date. The method of recognising the resulting gain or loss depends on whether the derivative is designated as a hedging instrument, and if so, the nature of the item being hedged.

The group designates certain derivatives as either (i) hedges of the fair value of recognised assets or liabilities (fair value hedge); or (ii) hedges of a particular risk associated with a recognised asset or liability, or a highly probable forecast transaction (cash flow hedge); or (iii) hedges of net investments in foreign operations (net investment hedge).

The group documents at the inception of the transaction the relationship between hedging instruments and hedged items and its assessment, both at hedge inception and on an ongoing basis, of whether the derivatives that are used in the hedging transactions are highly effective in offsetting changes in fair values of hedged items.

The fair values of various derivative instruments used for hedging purposes are shown in note 16. Movements on the hedging reserve are shown within the statement of changes in equity as part of other reserves. The group holds no trading derivatives.

### (a) Fair value hedge

Changes in the fair value of the derivatives that are fully designated and qualify as fair value hedges are recorded in the income statement, together with any changes in the fair value of the hedged asset or liability that are attributable to the hedged risk.

The group has no fair value hedges at 31 December 2016 (2015: nil).

### (b) Net investment hedge

Any gain or loss on the hedging instrument relating to the effective portion of the hedge is recognised directly against reserves. The gain or loss relating to any ineffective portion is recognised immediately in the income statement.

Gains and losses accumulated in equity are included in the income statement when the foreign operation is partially disposed of or sold.

### (c) Cash flow hedge

The effective portion of changes in the fair value of derivatives that are designated to qualify as cash flow hedges are recognised in equity. The group's cash flow hedges which are in respect of cross-currency interest rate swaps and forward foreign exchange contracts result in recognition in either profit and loss, reflecting the foreign currency translation element, or in the hedging reserve which forms part of other reserves.

When a hedging instrument expires or is sold, or when the hedge no longer meets the criteria for hedge accounting, any cumulative gain or loss in equity at that time remains in equity and is recognised when the forecast transaction ultimately occurs. When a forecast transaction is no longer expected to occur, the cumulative gain or loss that was reported in equity will be transferred to the income statement.

### (d) Derivatives that do not qualify for hedge accounting

Changes in the fair value of any derivative instruments that do not qualify for hedge accounting are recognised immediately in the income statement.

### (e) Energy contracts and textile procurement

The group occasionally takes out energy contracts in relation to the supply of gas and electricity. In addition, from time to time, the group may enter into forward contracts to buy cotton based textiles at a future date. Such contracts are not recognised as derivative financial instruments as they are held with the purpose of the receipt or delivery of a non-financial item in accordance with the entity's expected purchase, sale or usage requirements.

## Inventories

Inventories are stated at the lower of cost and net realisable value. Cost is determined using the first in, first out (FIFO) method. The cost of finished goods comprises of raw materials, direct labour, other direct costs and related production overheads. Net realisable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less applicable variable selling expenses. Full provision is made for obsolete, defective and slow moving stock.

## Trade and other receivables

Trade receivables are recognised initially at fair value less provision for impairment. They are subsequently held at amortised cost less provision for impairment. A provision for impairment of trade receivables is established when there is objective evidence that the group will not be able to collect all amounts due according to the original terms of the receivables. The amount of the change in provision is recognised in the income statement.

## Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are stated net of bank overdrafts, where the group has a legal right of set off and includes cash in hand, deposits held at call with banks and other short-term highly liquid investments with original maturities of three months or less. In March 2016, the IFRS Interpretations Committee (IFRS IC) issued an agenda decision regarding the treatment of offsetting and cash-pooling arrangements in accordance with IAS 32: 'Financial instruments: Presentation'. This provided additional guidance on when bank overdrafts in cash-pooling arrangements would meet the requirements for offsetting in accordance with IAS 32. Following this additional guidance, the Group has reviewed its cash-pooling arrangements and has revised its presentation of bank overdrafts. Comparatives at 31 December 2015 have been restated, increasing overdrafts and increasing cash balances by £30.3 million. At 31 December 2014 the comparative restatement would have been to increase overdrafts and increase cash in hand by £137.8 million. As this is considered a change in accounting policy the group and company should present a third balance sheet to capture the opening position at 1 January 2015. However having reviewed the guidance management has opted instead to present the impact of cash pooling in Note 13, on the basis of materiality, as there is no impact on net assets.

## Share capital

Ordinary shares are classified as equity and are recorded at par value of proceeds received, net of direct issue costs. Where shares are issued above par value, the proceeds in excess of par value are recorded in the share premium account.

Where any group company purchases the company's equity share capital, the consideration paid, including any directly attributable incremental costs, is deducted from equity attributable to the company's shareholders until the shares are cancelled, reissued or disposed of. Where such shares are subsequently sold or reissued, any consideration received, net of any directly attributable incremental costs, is included in equity attributable to the company's shareholders.

## Trade payables

Trade payables are obligations to pay for goods or services that have been acquired in the ordinary course of business from suppliers. Accounts payable are classified as current liabilities if payment is due

within one year or less (or in the normal operating cycle of the business if longer). If not, they are presented as non-current liabilities.

Trade payables are recognised initially at fair value and subsequently measured at amortised cost using the effective interest method.

## Borrowings

Borrowings are recognised initially at fair value, net of transaction costs incurred. Any difference between the amount initially recognised (net of transaction costs) and the redemption value is recognised in the income statement over the period of the borrowings using the effective interest method.

Borrowing costs which are directly attributable to the acquisition, construction or production of a qualifying asset (one that takes a substantial period of time to get ready for use or sale) are capitalised as part of the cost of that asset, until such time as the assets are ready for their intended use or sale.

Commitment and borrowing fees are capitalised as part of the loan and amortised over the life of the relevant agreement. All other borrowing costs are recognised in the income statement in the period in which they are incurred.

Borrowings are classified as non-current liabilities where the group has an unconditional right to defer settlement of the liability for at least 12 months after the balance sheet date.

## Current and deferred income tax

The current income tax charge is calculated on the basis of the tax laws enacted or substantively enacted at the balance sheet date in the countries where the group's subsidiaries operate and generate taxable income.

Deferred income tax is recognised, using the liability method, on temporary differences arising between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amounts in the consolidated financial statements. However, the deferred income tax is not accounted for, if it arises from initial recognition of an asset or liability in a transaction other than a business combination that at the time of the transaction affects neither accounting nor taxable profit or loss. Deferred income tax is determined using tax rates (and laws) that have been enacted or substantively enacted by the balance sheet date and are expected to apply when the related deferred income tax asset is realised or the deferred income tax liability is settled.

Deferred income tax assets are recognised to the extent that it is probable that future taxable profit will be available against which the temporary differences can be utilised.

Deferred income tax is provided on temporary differences arising on investments in subsidiaries and associates, except where the timing of the reversal of the temporary difference is controlled by the group and it is probable that the temporary difference will not reverse in the foreseeable future.

Deferred income tax assets and liabilities are offset when there is a legally enforceable right to offset current tax assets against current tax liabilities and when the deferred income taxes assets and liabilities relate to income taxes levied by the same taxation authority on either the taxable entity or different taxable entities where there is an intention to settle the balances on a net basis.

Tax is recognised in the income statement except to the extent that it relates to items recognised directly in equity, in which case it is recognised in equity.

## Employee benefits

### (a) Pension obligations

The group operates various pension schemes. The schemes are funded through payments to insurance companies or a trustee administered fund, determined by periodic actuarial calculations. The group has both defined benefit and defined contribution plans. A defined benefit plan is a pension plan that defines an amount of pension benefit that an employee will receive on retirement, usually dependent on one or more factors such as age, years of service and compensation. A defined contribution plan is a pension plan under which the group pays fixed contributions into a separate entity. The group has no legal or constructive obligations to pay further contributions if the fund does not hold sufficient assets to pay all employees the benefits relating to employee service in the current and prior periods.

## Accounting policies to the consolidated financial statements (continued)

The net liability recognised in the balance sheet in respect of defined benefit pension plans is the present value of the defined benefit obligation at the balance sheet date less the fair value of plan assets, together with adjustments for unrecognised actuarial gains or losses and past service costs. The defined benefit obligation is calculated annually by independent actuaries using the projected unit credit method. The present value of the defined benefit obligation is determined by discounting the estimated future cash outflows using interest rates of high quality corporate bonds that are denominated in the currency in which the benefits will be paid, and that have terms to maturity approximating to the terms of the related pension liability.

The group recognises any surplus arising on its deferred benefit schemes to the extent that it has a legal right to do so under the scheme rules.

Current and past service costs, to the extent they have vested, are recognised in operating costs in the income statement together with interest costs on plan liabilities and the expected return on plan assets.

Cumulative actuarial gains and losses arising from experience adjustments and change in actuarial assumptions are credited or charged to the statement of comprehensive income and expense net of deferred tax.

For defined contribution plans, the group pays contributions to publicly or privately administered pension insurance or trustee administered plans on a mandatory, contractual or voluntary basis. The group has no further payment obligations once the contributions have been paid. The contributions are recognised as employee benefit expense when they are due. Prepaid contributions are recognised as an asset to the extent that a cash refund or a reduction in the future payments is available.

### (b) Share-based payment plans

The group's management awards employees share options, from time to time, both on a discretionary and non-discretionary basis which are subject to vesting conditions. The economic cost of awarding the share options to its employees is recognised as an employee benefit expense in the income statement equivalent to the fair value of the benefit awarded. The fair value is determined by reference to the Black-Scholes option pricing model. The charge is recognised in the income statement over the vesting period of the award.

The proceeds received are credited to share capital (nominal value) and share premium when the options are exercised.

### (c) Termination benefits

Termination benefits are payable when an employment is terminated before the normal retirement date, or whenever an employee accepts voluntary redundancy in exchange for these benefits. The group recognises termination benefits when it is shown to be committed to either: terminating the employment of current employees according to a detailed formal plan without possibility of withdrawal; or providing termination benefits as a result of an offer made to encourage voluntary redundancy.

### (d) Holiday pay

Paid holidays are regarded as an employee benefit and as such are charged to the income statement as the benefits are earned. An accrual is made at the balance sheet date to reflect the fair value of holidays earned but not yet taken.

### Provisions

Provisions for vacant properties, restructuring costs, legal and environmental claims are recognised when the group has a present legal or constructive obligation as a result of past events and it is more likely than not that an outflow of resources will be required to settle the obligation; and the amount has been reliably estimated.

A provision for onerous contracts is recognised when the expected benefits to be derived by the group from a contract are lower than the unavoidable cost of meeting its obligations under the contract.

In an international group, a variety of claims arise from time to time. Such claims may arise due to litigation against group companies, as a result of investigations by competition and fiscal authorities, or under regulatory requirements. Provisions are made against those claims which the directors consider are likely to be result in significant liabilities.

### Revenue recognition

Group revenue comprises the fair value for the rendering of services, net of value added tax and other similar sales based taxes, rebates and discounts and after eliminating sales within the group. Revenue is recognised as follows:

#### (a) Service income

Income received or receivable in respect of service income is credited to revenue as and when services are rendered in respect of mats, linen, washroom and decontamination services. Revenue is recognised on a per item basis for delivery of laundered textiles to hotels and hospitals. Revenue for supply and laundering of workwear is recognised on a regular, periodic basis in accordance with the terms of the contract.

#### (b) Sale of goods revenue

For non-contract based business, revenue represents the value of goods delivered.

Accrued income comprises revenue contractually earned for services performed that are invoiced to the customer primarily in the following month.

### Leases

Leases of property, plant and equipment where the group has substantially all the risks and rewards of ownership are classified as finance leases. Finance leases are capitalised at the lease's commencement at the lower of the fair value of the leased property and the present value of the minimum lease payments. Each lease payment is allocated between the liability and finance charges so as to achieve a constant rate on the finance balance outstanding. The corresponding lease obligations, net of finance charges, are included in other long-term payables. The interest element of the finance cost is charged to the income statement over the lease period so as to produce a constant periodic rate of interest on the remaining balance of the liability for each period. Property, plant and equipment acquired under finance leases are depreciated over the shorter of the asset's useful life and the lease term.

Leases where the lessor retains substantially all the risks and rewards of ownership are classified as operating leases. Payments made under operating leases (net of any incentives received from the lessor) are charged to the income statement on a straight-line basis over the period of the lease.

## Dividend distribution

Final dividend distribution to the company's shareholders is recognised as a liability in the group's financial statements in the period in which the dividends are approved by the company's shareholders. Interim dividends are recognised when paid.

## Income statement presentation

### (a) Exceptional items

Items that are non-recurring and material in size or non-operating in nature are presented as exceptional items in the income statement. The directors are of the opinion that separate recording of exceptional items provides helpful information about the group's underlying business performance. Examples of events, which may give rise to the classification of items as exceptional include, inter alia, restructuring of businesses, strategy related costs, acquisition related costs, impairment of goodwill and non-recurring income.

### (b) Amortisation of customer contracts

These are presented separately in the income statement as they arise from acquisitions. The group incurs costs each year maintaining customer contracts and relationships. The group excludes amortisation of customer contracts arising from acquisitions from underlying profit to avoid potential double counting of these costs within such measures.

### (c) Other operating expenses

These comprise the group's intangible asset amortisation and exceptional items.

## Key assumptions and sources of estimation uncertainty

The preparation of the consolidated financial statements in conformity with IFRS requires management to make estimates and assumptions that affect the application of policies and reported amounts of assets, liabilities, income, expenses and related disclosures. The estimates and underlying assumptions are based on historical experience and other relevant factors. This approach forms the basis of making the judgements about carrying values of assets and liabilities that are not readily apparent from other sources. Actual results may differ from these estimates.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. Changes in accounting estimates may be necessary if there are changes in the circumstances on which the estimate was based, or as a result of new information. Such changes are recognised in the period in which the estimate is revised.

The key assumptions about the future and key sources of estimation uncertainty that have a risk of causing a material adjustment to the carrying value of assets and liabilities within the next 12 months are described below.

### (a) Property, plant and equipment and intangible assets, including goodwill

The group has property, plant and equipment with a carrying value of £571.8 million (note 10), goodwill with a carrying value of £407.3 million (note 8) and intangible assets with a carrying value of £30.1 million (note 9). These assets are reviewed annually for impairment by comparing the carrying value of the assets with the higher of the value in use or the sales values less costs of disposal. Under the value in use method estimates are made of the future cash flows expected to result from the use. If the carrying value of the assets exceeds the higher of the value in use or fair value less costs of disposal then any impairment is taken to the income statement. Actual outcomes could vary from such estimates of discounted future cash flows. Factors such as changes in the planned use of buildings, machinery or equipment, or closure of facilities, the presence of competition, or lower than anticipated sales could result in shortened useful lives or impairment.

### (b) Pensions and other post-employment benefits

The group operates a number of defined benefit schemes within the UK and Europe (note 27). As at 31 December 2016 the present value of the group's defined benefit obligation for funded plans was a deficit of £7.1 million and a deficit of £32.3 million for unfunded plans. The calculations of the recognised assets and liabilities from such plans are based upon statistical and actuarial calculations. In particular the present value of the defined benefit obligation is impacted by assumptions on discount rates used to arrive at the present value of future pension liabilities, and assumptions on future increases in salaries and benefits. Furthermore, the group's independent actuaries use statistically based assumptions covering areas such as future withdrawals of participants from the plan and estimates on life expectancy. The actuarial assumptions used may differ materially

from actual results due to changes in market and economic conditions, higher or lower withdrawal rates or longer or shorter life spans of participants and other changes in the factors being assessed. These differences could impact the assets or liabilities recognised in the balance sheet in future periods. The last triennial valuation of the main UK pension scheme took place in February 2016 at which time it was concluded that no further additional funding through special contributions was required. The next valuation is due in February 2019.

In 2016 the group has taken the opportunity to reduce its exposure to its ongoing pension deficit in Sweden by freezing the existing liability and funding future accruals through a multi-employer insurance plan linked to the scheme.

### (c) Income taxes

At 31 December 2016, the net liability for current income taxes is £16.4 million and the net liability for deferred income taxes is £61.8 million (note 19). Estimates may be required in determining the level of current and deferred income tax assets and liabilities, which management believes are reasonable and adequately recognises any income tax related uncertainties.

Various factors may have favourable or unfavourable effects on the income tax assets and liabilities. These include changes in tax laws in the jurisdiction we operate in, tax rates, interpretations of existing tax laws, future levels of spending and in overall levels of future earnings.

### (d) Share-based payments

The economic cost of awarding shares and share options to employees is reflected by recording a charge in the income statement equivalent to the fair value of the benefit awarded over the vesting period. The fair values of the awards are determined by use of the Black-Scholes model.

### (e) Provisions

Provisions for vacant properties, restructuring costs, legal, regulatory and environmental claims are recognised when the group has a present legal or constructive obligation as a result of past events and it is more likely than not that an outflow of resources will be required to settle the obligation, and the amount can be reliably estimated.

# Notes to the consolidated financial statements

## 1 Segmental information

Operating segments are reported in a manner consistent with the internal reporting provided to the chief operating decision-maker. The chief operating decision-maker, who is responsible for allocating resources and assessing performance of the operating segments, has been identified as the Berendsen plc Executive Board.

Following the strategy review in November 2015 The Berendsen plc Executive Board now manages the business under the Business Lines of Workwear, Facility, Healthcare and Hospitality which are all operating segments. The group's internal reporting structure is aligned on the same basis and segmental information is presented on a basis consistent with this reporting structure.

As a consequence the segmental results for the year ended 31 December 2015 have been restated in line with the revised Business Line structure.

The results for the year ended 31 December 2016 under the business line structure are as follows:

	Workwear £m	Facility £m	Healthcare £m	Hospitality £m	Unallocated £m	Group £m
Total segment revenue	349.3	260.2	322.9	188.7	0.2	1,121.3
Inter-segment revenue	(2.3)	(1.3)	(6.3)	(1.4)	-	(11.3)
<b>Revenue from external customers</b>	<b>347.0</b>	<b>258.9</b>	<b>316.6</b>	<b>187.3</b>	<b>0.2</b>	<b>1,110.0</b>
Operating profit before exceptional items and amortisation of customer contracts	66.9	65.1	27.6	9.5	(8.1)	161.0
Exceptional items (note 4)	(2.3)	(0.7)	(3.1)	(1.5)	(5.3)	(12.9)
Amortisation of customer contracts	(0.6)	(6.2)	(0.3)	-	(0.3)	(7.4)
<b>Segment result</b>	<b>64.0</b>	<b>58.2</b>	<b>24.2</b>	<b>8.0</b>	<b>(13.7)</b>	<b>140.7</b>
Net finance costs						(20.4)
<b>Profit before taxation</b>						<b>120.3</b>
Taxation						(28.8)
<b>Profit for the year</b>						<b>91.5</b>
Profit attributable to non-controlling interest						0.3
<b>Profit attributable to owners of parent company</b>						<b>91.2</b>
Capital expenditure	99.3	62.3	58.2	35.0	(5.3)	249.5
Depreciation (note 10)	73.5	32.4	49.0	33.9	(5.2)	183.6
Amortisation (note 9)	2.3	6.8	1.2	0.7	0.4	11.4

Unallocated costs includes group marketing, central procurement and communication functions.

Capital expenditure comprises additions to property, plant and equipment and intangible assets, including additions resulting from acquisitions through business combinations.

## 1 Segmental information (continued)

The results for the year ended 31 December 2015 under the new Business Line structure are as follows:

	Workwear £m	Facility £m	Healthcare £m	Hospitality £m	Unallocated £m	Group Restated* £m
Total segment revenue	315.8	226.5	303.6	180.9	-	1,026.8
Inter-segment revenue	(1.7)	(0.9)	(4.5)	(1.6)	-	(8.7)
Revenue from external customers	314.1	225.6	299.1	179.3	-	1,018.1
Operating profit before exceptional items and amortisation of customer contracts	65.3	58.1	29.8	11.9	(11.3)	153.8
Exceptional items	(0.2)	-	(6.4)	-	(0.7)	(7.3)
Amortisation of customer contracts	(0.5)	(13.7)	(0.2)	-	-	(14.4)
Segment result	64.6	44.4	23.2	11.9	(12.0)	132.1
Net finance costs						(18.7)
Profit before taxation						113.4
Taxation						(24.5)
Profit for the year						88.9
Profit attributable to non-controlling interest						0.2
Profit attributable to owners of parent company						88.7
Capital expenditure	77.3	34.9	51.2	38.5	(3.9)	198.0
Depreciation (note 10)	62.9	28.3	46.1	31.9	(3.8)	165.4
Amortisation (note 9)	2.3	14.1	1.0	1.2	0.1	18.7

\* In 2016 the group standardised its accounting policy, across the group, in respect of residual value income, arising on the termination of rental contracts, to ensure that all of this income is accounted for within revenue. Previously a portion of this income was shown as part of cost of sales. Accordingly revenue for the year ended 31 December 2015, £12.1 million has been re-presented to reflect the position had this policy been in operation during that year. There is no overall impact on operating profit in 2015 as a result of this change.

Sales between business line segments are carried out at arms-length.

The segment assets and liabilities at 31 December 2016 under the new Business Line structure are as follows:

	Workwear £m	Facility £m	Healthcare £m	Hospitality £m	Unallocated £m	Group £m
Operating assets	<b>436.4</b>	<b>373.0</b>	<b>278.9</b>	<b>147.3</b>	<b>19.2</b>	<b>1,254.8</b>
Operating liabilities	<b>(74.7)</b>	<b>(53.7)</b>	<b>(32.9)</b>	<b>(37.5)</b>	<b>(23.1)</b>	<b>(221.9)</b>

The segment assets and liabilities at 31 December 2015 restated under the new Business Line structure are as follows:

	Workwear £m	Facility £m	Healthcare £m	Hospitality £m	Unallocated £m	Group £m
Operating assets	364.9	299.3	264.9	143.2	17.8	1,090.1
Operating liabilities	(64.8)	(39.4)	(46.4)	(33.8)	(16.4)	(200.8)

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 1 Segmental information (continued)

Business line operating assets consist primarily of property, plant and equipment, intangible assets, inventories and trade and other receivables.

Business line operating liabilities consist primarily of trade and other payables and provisions.

Unallocated assets include operating assets relating to corporate segments.

Unallocated liabilities include operating liabilities for corporate segments.

	Year to 31 December 2016 £m	Restated Year to 31 December 2015 £m
Analysis of external revenue by category:		
Sale of goods	40.6	42.8
Provision of services	1,069.4	975.3
	<b>1,110.0</b>	1,018.1
Analysis of external revenue by country:		
UK	392.3	396.9
Sweden	177.0	151.9
Germany	157.7	134.3
Denmark	146.8	126.4
Holland	91.0	78.3
Norway	50.1	47.8
Other	95.1	82.5
	<b>1,110.0</b>	1,018.1
Analysis of non-current assets other than financial instruments, deferred tax assets and retirement benefit assets by country are:		
UK	226.1	220.2
Sweden	129.0	116.0
Germany	174.7	135.2
Denmark	128.1	93.1
Holland	40.3	35.3
Norway	24.3	19.4
Other	286.7	250.8
	<b>1,009.2</b>	870.0

## 2 Net finance costs

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
Interest payable on bank borrowings	(18.3)	(19.1)
Other interest payable	(2.3)	(0.6)
Amortisation of issue costs of bank loans (note i)	(0.5)	(1.0)
Finance costs	(21.1)	(20.7)
Finance income	0.7	2.0
<b>Net finance costs</b>	<b>(20.4)</b>	<b>(18.7)</b>

(i) This relates to loan issue costs arising on the 2015 €510 million Revolving Credit Facility and on the 2009 \$259 million and £25 million US Private Placements and 2015 DKK 654.8 million and €79.7 million US Private Placements. The costs have been capitalised and are being amortised over the shortest period of the loans being four years, seven years and ten years respectively. During 2016 the revolving credit facility was extended for a further year until March 2021.

## 3 Expenses by nature

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
The following items have been included in arriving at operating profit before exceptional items:		
Staff costs (note 26)	413.9	390.1
Depreciation of property, plant and equipment (note 10):		
- Owned assets	182.9	163.9
- Under finance leases	0.7	1.5
Amortisation of intangible assets (included within other operating expenses) (note 9):		
- Customer contracts	7.4	14.4
- Computer software	4.0	4.3
Loss on sale of property, plant and equipment (note 23)	1.0	(2.8)
Cost of inventories recognised as an expense in 'cost of sales'	7.1	8.8
Net cost of inventories written off	0.1	0.1
Other operating lease rentals payable:		
- Plant and machinery	18.1	16.5
- Property	8.4	8.1
<b>Services provided by the company's auditors and its associates</b>		
Fees payable to the company's auditors' for the audit of the parent company and consolidated financial statements	0.2	0.2
Fees payable to the company's auditors and its associates for other services:		
- The audit of the company's subsidiaries	0.8	0.7
- Tax advisory services	0.2	0.2
- Tax compliance services	0.1	0.1
<b>Total services</b>	<b>1.3</b>	<b>1.2</b>

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

**4 Exceptional items**

Included within operating profit are the following items which the group considers to be exceptional:

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
<b>Strategy implementation costs:</b>		
Professional fees and consultancy costs	4.7	0.7
Restructure and redundancy costs	5.8	0.2
<b>Other exceptional costs/(income):</b>		
Costs relating to merger and acquisition activity	8.3	-
Disposal of subsidiary	(0.8)	-
Goodwill impairment (note 8)	-	6.4
Curtailment gain (note 27)	(5.1)	-
<b>Total</b>	<b>12.9</b>	<b>7.3</b>

The group incurred net exceptional costs during the year of year of £12.9 million.

£4.7 million of exceptional costs were incurred relating to HR, legal and operational consultancy costs relating to the implementation of the group's strategic plans. The tax credit associated with these costs is £1.1 million.

£5.8 million of exceptional costs were incurred in respect of both reorganisation and organisational capability review costs, principally within the UK. The tax credit associated with these costs was £1.0 million

Included within merger and acquisition costs are the board's best estimate of the costs associated with the group's ongoing CMA investigation. The tax credit associated with these merger and acquisition costs is £0.6 million.

In August 2016 the group disposed of its direct sale business, Mitre, for net proceeds of £8 million (note 25). The tax charge associated with this sale was £nil.

During the year the group decided to freeze the liability in respect of its pension scheme in Sweden, see also note 27. The resulting curtailment gain under IAS 19 is shown as part of exceptional items above. The resulting tax charge associated with this gain is £1 million.

**5 Taxation**

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
<b>Analysis of tax charge for the year</b>		
Current tax:		
Tax on profits for the current year	21.5	22.6
Adjustments in respect of previous years	1.6	(0.2)
	<b>23.1</b>	22.4
Deferred tax (note 19):		
Origination and reversal of temporary differences	7.8	4.0
Changes in statutory tax rates	(0.4)	(1.7)
Adjustments in respect of previous years	(1.7)	(0.2)
	<b>5.7</b>	2.1
<b>Total tax charge</b>	<b>28.8</b>	24.5

The amount of overseas tax included in the total tax charge is £29.2 million (2015: £22.4 million).

## 5 Taxation (continued)

The tax charge for the year is different from the effective UK statutory rate of 20.00% (2015: 20.25%). The difference is explained below:

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
Profit before taxation	120.3	113.4
Multiplied by the effective rate of corporation tax in the UK of 20.00% (2015: 20.25%)	24.0	23.0
Effects of:		
Items not deductible for tax purposes	1.5	0.7
Non-taxable income	(1.2)	(0.9)
Taxable profit different to profit on disposal of assets	-	(0.1)
Overseas tax rate differences	4.6	2.6
Changes in statutory tax rates	(0.4)	(1.7)
Other	0.4	1.3
Adjustments in respect of prior years	(0.1)	(0.4)
<b>Total tax charge</b>	<b>28.8</b>	<b>24.5</b>

The main rate of corporation tax as at 31 December 2016 was 20%. Legislation to reduce the main rate of corporation tax by 1% to 19% from 1 April 2017 was substantively enacted on 26 October 2015, and by a further 2% to 17% from 1 April 2020 was substantively enacted on 6 September 2016.

The tax (charge) relating to components of other comprehensive income and equity is as follows:

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
Revaluation of assets	(0.2)	-
Currency translation differences	-	(4.4)
Actuarial losses/(gains)	10.4	(1.2)
Cash flow hedges	-	(0.8)
<b>Total credited/(charged) to comprehensive income</b>	<b>10.2</b>	<b>(6.4)</b>
Tax (charge)/credit relating to share-based payments	(0.2)	0.2
<b>Total credited/(charged) to equity</b>	<b>10.0</b>	<b>(6.2)</b>
Analysed as:		
Current tax	0.7	2.1
Deferred tax (note 19)	9.3	(8.3)
	10.0	(6.2)

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

**6 Dividends**

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
<b>Equity dividends paid during the year</b>		
Final dividend for the year ended 31 December 2015 of 21.5 pence per share (2014: 20.5 pence)	<b>36.8</b>	35.0
Interim dividend for the year ended 31 December 2016 of 10.5 pence per share (2015: 10.0 pence)	<b>18.0</b>	17.1
	<b>54.8</b>	52.1
<b>Proposed final equity dividend for approval at the AGM</b>		
Proposed final dividend for the year ended 31 December 2016 of 22.5 pence per share (2015: 21.5 pence)	<b>38.5</b>	36.7

The directors recommend a final dividend for the financial year ended 31 December 2016 of 22.5 pence per ordinary share to be paid on 5 May 2017 to shareholders who are on the register at 7 April 2017. This dividend is not reflected in these financial statements as it does not represent a liability at 31 December 2016.

**7 Earnings per share**

Basic earnings per ordinary share are based on the group profit for the year and a weighted average of 171,095,601 (2015: 170,852,995) ordinary shares in issue during the year.

Diluted earnings per share are based on the group profit for the year and a weighted average of ordinary shares in issue during the year calculated as follows:

	31 December 2016 Number of shares	31 December 2015 Number of shares
In issue	<b>171,095,601</b>	170,852,995
Dilutive potential ordinary shares arising from unexercised share options	<b>256,845</b>	429,842
	<b>171,352,446</b>	171,282,837

An adjusted earnings per ordinary share figure has been presented to eliminate the effects of exceptional items, amortisation of customer contracts and non-recurring tax items. This presentation shows the trend in earnings per ordinary share that is attributable to the underlying trading activities of the total group.

The reconciliation between the basic and adjusted figures for the group is as follows:

	Year to 31 December 2016		Year to 31 December 2015	
	£m	Earnings per share pence	£m	Earnings per share pence
Profit attributable to owners of parent company for basic earnings per share calculation	<b>91.2</b>	<b>53.3</b>	88.7	51.9
Exceptional items – goodwill impairment (after taxation)	-	-	4.5	2.6
Exceptional operating costs (after taxation)	<b>11.3</b>	<b>6.6</b>	0.7	0.4
Amortisation of customer contracts (after taxation)	<b>5.8</b>	<b>3.4</b>	11.1	6.5
Impact of tax rate reductions: UK, Sweden and other tax items	<b>(0.4)</b>	<b>(0.2)</b>	(1.7)	(1.0)
Adjusted earnings	<b>107.9</b>	<b>63.1</b>	103.3	60.4
Diluted basic earnings		<b>53.2</b>		51.8
Diluted adjusted earnings		<b>63.0</b>		60.3

## 8 Goodwill

	2016 £m	2015 £m
Cost		
At 1 January	441.3	460.0
Acquisitions (note 25)	-	0.8
Disposals (note 25)	(12.1)	-
Currency translation	51.1	(19.5)
<b>At 31 December</b>	<b>480.3</b>	<b>441.3</b>
Accumulated amortisation and impairment		
At 1 January	74.3	69.8
Impairment	-	6.4
Disposals (note 25)	(7.6)	-
Currency translation	6.3	(1.9)
<b>At 31 December</b>	<b>73.0</b>	<b>74.3</b>
<b>Net book amount at 31 December</b>	<b>407.3</b>	<b>367.0</b>

### Composition of CGUs

Changes in composition of CGU's under the new Business Line structure.

With effect from 1 January 2016, the group's structure was reorganised into four Business Lines resulting in a change to the number of operating segments and the composition of the cash generating units (CGU's). The Business Lines are managed and controlled at the operating segment level and each of the operating segments has their own dedicated management team. The internal group reporting structure was also changed to align with this new Business Line structure. Going forward, management will monitor goodwill at this operating segment level and as a consequence goodwill has been reallocated on this basis. Goodwill that can be identified as specific to an operating segment has been included in the operating segment directly.

Under the new Business Line structure we have 46 CGU's which represent the smallest identifiable group of assets that generate independent cash flows from other groups of assets. In 2015 we had 23 CGU's under the previous Core and Manage for Value Business Line structure. For the purposes of goodwill impairment review, acquired goodwill has been allocated to 4 groups of CGU's being the operating segments. The operating segments are Workwear, Facilities, Hospitality and Healthcare. The operating segments identified in 2015 were Workwear, Facility, UK Flat Linen, Scandinavian Flat Linen, Germany and Austria Healthcare, Ireland, Direct Sales, Clinical Solutions and Decontamination. In 2016, Germany and Austria Healthcare and Clinical Solutions have been reallocated to Healthcare along with the proportion of Scandinavian Flat Linen that relates to Healthcare. The balance of Scandinavian Flat Linen has been reallocated to Hospitality whilst Ireland is now split across Hospitality, Healthcare and Workwear. UK Flat Linen has now been reallocated to Healthcare and Hospitality. The Direct Sale operating segment, reflecting the group's interest in Mitre was disposed of during the year (note 25).

For reporting purposes, the goodwill has been allocated to the operating segments as outlined below:

	2016		2015	
	Impairment charge £m	Net book amount of goodwill £m	Impairment charge £m	Restated Net book amount of goodwill £m
Core Growth:				
Workwear	-	151.5	-	132.3
Facility	-	173.2	-	152.4
Hospitality	-	28.1		30.8
Healthcare	-	54.5	(6.4)	51.5
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>407.3</b>	<b>(6.4)</b>	<b>367.0</b>

# Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 8 Goodwill (continued)

### Impairment testing of goodwill

The group reviews at each reporting date whether there is an indication that any of the CGUs that contain the operating assets may be impaired in accordance with IAS 36 'Impairment of assets'. An annual goodwill impairment test is then carried out by comparing the carrying amount of the operating segments, being the group of CGU's, to which the goodwill relates to its recoverable amount. The recoverable amount of each operating segment is based on value-in-use calculations which management develop from forecast cash flows based on past performance, market data and its expectation of future market development. These calculations require the use of estimates and the pre-tax cash flow projections are based on the group's current three-year strategic plan. The key target assumptions within the strategic plan for each of the CGU's may be summarised as follows:

- 
- Sustainable revenue growth, prior to currency impacts, of at least GDP +3%;

---

  - Continued margin improvement; and

---

  - Targeted investment in plant and machinery for stability and growth in operations

---

Cash flows beyond the three-year period have been extrapolated using an estimated growth rate of 2% (2015: 2%) and are appropriate because these are long-term businesses. The growth rate of 2% (2015: 2%) is broadly in line with long-term GDP estimates for countries that the group operates within. Projected cash flows have been discounted using pre-tax discount rates of 11% (2015: 11%). The discount rates reflect market assumptions for the Risk Free-rates and Equity Risk Premiums and also take into account the net cost of debt. No reasonably foreseeable change in these assumptions would cause an impairment.

The annual impairment test carried out in the current year showed that the recoverable amount for all groups of CGU's to which goodwill is allocated exceeded the carrying amounts of the groups of CGU's. At the time of the reallocation of the goodwill an impairment test was carried out which showed that no impairment was required under the old Business Line structure.

## 9 Other intangible assets

	Computer software £m	Other intangible assets £m	Customer contracts £m	Total £m
<b>Cost</b>				
At 1 January 2016	46.4	2.5	178.1	227.0
Acquisitions (note 25)	-	-	8.6	8.6
Additions at cost	4.5	-	0.2	4.7
Disposals	(0.1)	-	(1.3)	(1.4)
Currency translation	4.3	-	23.1	27.4
<b>At 31 December 2016</b>	<b>55.1</b>	<b>2.5</b>	<b>208.7</b>	<b>266.3</b>
<b>Accumulated depreciation</b>				
At 1 January 2016	36.2	1.4	163.5	201.1
Charge for the year	4.0	-	7.4	11.4
Disposals	(0.1)	-	(1.3)	(1.4)
Currency translation	3.6	-	21.5	25.1
<b>At 31 December 2016</b>	<b>43.7</b>	<b>1.4</b>	<b>191.1</b>	<b>236.2</b>
<b>Net book amount at 31 December 2016</b>	<b>11.4</b>	<b>1.1</b>	<b>17.6</b>	<b>30.1</b>
Net book amount at 31 December 2015	10.2	1.1	14.6	25.9
<b>Cost</b>				
At 1 January 2015	42.9	1.4	184.8	229.1
Acquisitions (note 25)	-	-	2.8	2.8
Additions at cost	5.1	1.1	-	6.2
Disposals	(0.1)	-	-	(0.1)
Currency translation	(1.5)	-	(9.5)	(11.0)
<b>At 31 December 2015</b>	<b>46.4</b>	<b>2.5</b>	<b>178.1</b>	<b>227.0</b>
<b>Accumulated depreciation</b>				
At 1 January 2015	33.2	1.4	157.4	192.0
Charge for the year	4.3	-	14.4	18.7
Disposals	-	-	-	-
Currency translation	(1.3)	-	(8.3)	(9.6)
<b>At 31 December 2015</b>	<b>36.2</b>	<b>1.4</b>	<b>163.5</b>	<b>201.1</b>
<b>Net book amount at 31 December 2015</b>	<b>10.2</b>	<b>1.1</b>	<b>14.6</b>	<b>25.9</b>
Net book amount at 31 December 2014	9.7	-	27.4	37.1

All amortisation charges have been charged through other operating expenses.

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

**10 Property, plant and equipment**

	Land and buildings £m	Plant and machinery £m	Textile assets and washroom equipment £m	Total £m
<b>Cost</b>				
At 1 January 2016	228.3	447.6	534.2	1,210.1
Additions at cost	21.2	46.8	165.7	233.7
Acquisitions (note 25)	0.6	0.7	1.2	2.5
Reclassification within fixed assets	2.0	(2.0)	-	-
Disposals	(0.8)	(32.2)	(109.9)	(142.9)
Disposal of subsidiary undertaking	(1.1)	(0.1)	-	(1.2)
Currency translation	27.0	42.9	61.9	131.8
<b>At 31 December 2016</b>	<b>277.2</b>	<b>503.7</b>	<b>653.1</b>	<b>1,434.0</b>
<b>Accumulated depreciation</b>				
At 1 January 2016	100.7	320.0	312.3	733.0
Charge for the year	5.2	29.6	148.8	183.6
Reclassification within fixed assets	0.8	(0.8)	-	-
Disposals	(0.3)	(31.6)	(108.0)	(139.9)
Disposal of subsidiary undertaking	(0.2)	-	-	(0.2)
Currency translation	13.1	32.2	40.4	85.7
<b>At 31 December 2016</b>	<b>119.3</b>	<b>349.4</b>	<b>393.5</b>	<b>862.2</b>
<b>Net book amount at 31 December 2016</b>	<b>157.9</b>	<b>154.3</b>	<b>259.6</b>	<b>571.8</b>
Net book amount at 31 December 2015	127.6	127.6	221.9	477.1
			2016 £m	2015 £m
Plant and machinery net book amount includes:				
Assets held under finance leases			1.5	1.2
Finance lease additions			0.6	1.5
Split of depreciation:				
Owned assets			182.9	163.9
Leased assets			0.7	1.5
			<b>183.6</b>	165.4

## 10 Property, plant and equipment (continued)

	Land and buildings £m	Plant and machinery £m	Textile assets and washroom equipment £m	Total £m
<b>Cost</b>				
At 1 January 2015	238.7	462.8	674.6	1,376.1
Additions at cost	6.2	32.7	144.5	183.4
Acquisitions (note 25)	2.0	3.6	-	5.6
Disposals	(8.0)	(34.7)	(253.2)	(295.9)
Reclassified to inventory	-	-	(0.4)	(0.4)
Currency translation	(10.6)	(16.8)	(31.3)	(58.7)
<b>At 31 December 2015</b>	<b>228.3</b>	<b>447.6</b>	<b>534.2</b>	<b>1,210.1</b>
<b>Accumulated depreciation</b>				
At 1 January 2015	105.3	333.6	456.4	895.3
Charge for the year	6.8	28.1	130.5	165.4
Disposals	(6.2)	(28.7)	(250.7)	(285.6)
Currency translation	(5.2)	(13.0)	(23.9)	(42.1)
<b>At 31 December 2015</b>	<b>100.7</b>	<b>320.0</b>	<b>312.3</b>	<b>733.0</b>
<b>Net book amount at 31 December 2015</b>	<b>127.6</b>	<b>127.6</b>	<b>221.9</b>	<b>477.1</b>
Net book amount at 31 December 2014	133.4	129.2	218.2	480.8

## 11 Inventories

	<b>As at 31 December 2016 £m</b>	As at 31 December 2015 £m
Raw materials	<b>3.8</b>	4.0
Work in progress	<b>7.5</b>	8.0
Finished goods	<b>44.4</b>	38.2
	<b>55.7</b>	50.2

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

**12 Trade and other receivables**

	As at 31 December 2016 £m	As at 31 December 2015 £m
<b>Current:</b>		
Trade receivables	<b>149.1</b>	129.9
Less: Provision for impairment of trade receivables	<b>(3.9)</b>	(3.2)
	<b>145.2</b>	126.7
Other receivables	<b>7.1</b>	3.9
Prepayments and accrued income	<b>37.6</b>	39.3
	<b>189.9</b>	169.9

Trade receivables are non-interest bearing and generally have a 30-day term. Due to their short maturities, the fair value of trade and other receivables approximate to their book value. All other receivables are recorded at amortised cost.

The carrying amounts of trade and other receivables for financial assets are denominated in the following currencies, which in most instances are the functional currencies of the respective subsidiaries. We do not have any significant exposure to currency risk on these amounts.

	As at 31 December 2016 £m	As at 31 December 2015 £m
Sterling	<b>39.6</b>	37.7
Euro	<b>44.7</b>	37.1
Swedish krona	<b>31.8</b>	27.5
Danish krone	<b>21.7</b>	16.8
Other	<b>14.5</b>	11.5
	<b>152.3</b>	130.6

**Provision for impairment of trade receivables**

	As at 31 December 2016 £m	As at 31 December 2015 £m
At 1 January	<b>3.2</b>	3.4
Currency translation	<b>0.3</b>	(0.1)
Charge for the year	<b>0.6</b>	0.4
Uncollectable amounts written off, net of recoveries	<b>(0.2)</b>	(0.5)
<b>At 31 December</b>	<b>3.9</b>	3.2

The charge for the year is recognised as an expense in administrative expenses.

As at 31 December 2016, trade receivables of £43.7 million (2015: £46.4 million) were past due but not impaired. The ageing analysis of these trade receivables is as follows:

	As at 31 December 2016 £m	As at 31 December 2015 £m
Up to one month	<b>32.5</b>	36.7
One to three months	<b>8.2</b>	7.7
Over three months	<b>3.0</b>	2.0
	<b>43.7</b>	46.4

The other classes within trade and other receivables do not contain impaired assets.

## 13 Cash and cash equivalents

	As at 31 December 2016 £m	Restated As at 31 December 2015 £m
Cash at bank and in hand	310.1	157.0
	<b>310.1</b>	157.0

Cash at bank and in hand earns interest at floating rates based on bank deposit rates.

In March 2016, the IFRS Interpretations Committee (IFRS IC) issued an agenda decision regarding the treatment of offsetting and cash-pooling arrangements in accordance with IAS 32: 'Financial instruments: Presentation'. This provided additional guidance on when bank overdrafts in cash-pooling arrangements would meet the requirements for offsetting in accordance with IAS 32. Following this additional guidance, the Group has reviewed its cash-pooling arrangements and has revised its presentation of bank overdrafts. Comparatives at 31 December 2015 have been restated, increasing overdrafts and increasing cash balances by £30.3 million. At 31 December 2014 the comparative restatement would have been to increase overdrafts and increase cash in hand by £137.8 million. As this is considered a change in accounting policy the group and Company should present a third balance sheet to capture the opening position at 1 January 2015. However, having reviewed the guidance management has opted instead to present the impact of cash pooling in this note only, on the basis of materiality, as there is no impact on net assets.

## 14 Trade and other payables

	As at 31 December 2016 £m	As at 31 December 2015 £m
<b>Non-current:</b>		
Accruals and deferred income	0.9	1.1
	<b>0.9</b>	1.1
<b>Current:</b>		
Trade payables	69.9	61.3
Other tax and social security payable	32.1	29.9
Other payables	6.9	8.7
Deferred consideration payable on acquisitions	-	0.1
Accruals and deferred income	104.6	96.8
	<b>213.5</b>	196.8

## 15 Borrowings

	As at 31 December 2016 £m	As at 31 December 2015 £m
<b>Current</b>		
Private placement notes - unsecured	-	87.7
Bank loans - secured	0.2	-
	<b>0.2</b>	87.7
Finance lease obligations	0.4	0.4
	<b>0.6</b>	88.1
<b>Non-current</b>		
Private placement notes - unsecured	433.9	370.1
Bank loans - unsecured	77.9	38.7
	<b>511.8</b>	408.8
Finance lease obligations	1.0	0.7
	<b>512.8</b>	409.5

Bank loans are denominated in a number of currencies and bear interest based on LIBOR or foreign equivalents appropriate to the currency in which the borrowing is incurred together with a margin as appropriate.

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 15 Borrowings (continued)

The effective interest rates (EIR) for the group's bank borrowings (including interest rate swaps) by currency at the balance sheet date were as follows:

	As at 31 December 2016		As at 31 December 2015	
	£m	EIR %	£m	EIR %
<b>Borrowings under the revolving credit facilities</b>				
Euro	-	-	-	-
Danish krone	-	-	-	-
Swedish krona	79.0	0.04	40.1	0.18
	<b>79.0</b>	<b>0.04</b>	40.1	0.18
<b>Borrowings under the private placement (2006)</b>				
Euro	28.4	4.45	55.3	4.52
Danish krone	14.2	4.63	12.2	4.63
Swedish krona	27.8	4.40	56.5	4.49
Currency translation	10.7	-	11.1	-
	<b>81.1</b>	<b>4.46</b>	135.1	4.52
<b>Borrowings under the private placement (2009)</b>				
Sterling	25.0	5.74	25.0	5.74
Euro	130.2	5.28	127.3	5.22
Currency translation	55.3	-	47.6	-
	<b>210.5</b>	<b>5.35</b>	199.9	5.30
<b>Borrowings under the private placement (2015)</b>				
Euro	67.9	2.03	58.7	2.03
Danish krone	75.0	2.21	64.6	2.21
	<b>142.9</b>	<b>2.12</b>	123.3	2.12
<b>Unamortised loan costs</b>	<b>(1.7)</b>	-	(1.9)	-
<b>Other bank borrowings</b>				
Danish krone	0.2	-	-	-
Euro	-	-	-	-
Sterling	-	-	-	-
	<b>512.0</b>	<b>3.24</b>	496.5	3.72

On 19 March 2015, the group refinanced its existing revolving credit facility for €535 million to a new revolving credit facility for €510 million. During 2016, this facility was extended for a further year and expires on 19 March 2021.

On 19 February 2015, the group issued further private placement notes to existing US investors for DKK654.8 million and €79.7 million repayable in 2025 at fixed coupon rate.

In December 2009, the group issued private placement notes of US\$259 million and £25 million. The US\$259 million was immediately swapped into euros. In 2016, US\$30 million and the equivalent Euro swaps were repaid.

In May 2006, the group issued private placement notes of US\$250 million which were immediately swapped into a basket of Danish krone, Swedish krona and euros. In 2014, US\$50 million private placement notes and the associated Danish krone swap were repaid, and a further US\$100 million and associated Euro and Swedish krona swaps repaid in 2016.

For further details of the group's derivative financial instruments against its borrowings see note 16.

As underlying currencies have been swapped from US dollars via derivative contracts, the group has a gain on financial instruments (see note 16) which is offset by the currency translation loss on the underlying borrowings noted above. The borrowing under the US private placements (2006 and 2009) of £291.6 million reflects the £25 million and the US\$329 million translated at the year end sterling to dollar rate.

## 15 Borrowings (continued)

**Fair value of financial assets and liabilities**

	As at 31 December 2016		As at 31 December 2015	
	Book value £m	Fair value £m	Book value £m	Fair value (restated) £m
Long-term borrowings	(512.8)	(558.8)	(409.5)	(471.1)
Fair value of other financial assets and liabilities:				
Short-term borrowings	(0.6)	(0.6)	(88.1)	(88.1)
Trade and other payables (note 14)	(76.8)	(76.8)	(70.1)	(70.1)
Trade and other receivables (note 12)	152.3	152.3	130.6	130.6
Cash at bank and in hand (note 13) including overdrafts	84.0	84.0	126.7	126.7

The fair value of the group's fixed rate loans are based on available market information at the balance sheet date and are calculated by discounting expected future cash flows using the appropriate yield curve. The book values of floating rate borrowings approximate their fair value.

The fair value of the borrowings has been restated for 2015 to present the comparative balance for updated assumptions in the year that management considers a more accurate reflection of the balance.

All financial instruments are in level 2 of the IFRS 13 fair value hierarchy. Fair value for financial instruments held at amortised cost has been estimated by discounting cash flows at prevailing interest rates and by applying year end exchange rates.

**Maturity of financial liabilities**

	As at 31 December 2016			As at 31 December 2015		
	Borrowings £m	Finance leases £m	Total £m	Borrowings £m	Finance leases £m	Total £m
Within one year	0.2	0.4	0.6	87.7	0.4	88.1
In more than one year but not more than two years	81.0	0.8	81.8	-	0.3	0.3
Over two years but not more than five years	288.3	0.2	288.5	218.4	0.4	218.8
Over five years	142.5	-	142.5	190.4	-	190.4
	<b>512.0</b>	<b>1.4</b>	<b>513.4</b>	496.5	1.1	497.6

**Borrowing facilities**

The group has the following undrawn committed borrowing facilities available at 31 December and on which it incurs commitment fees at market rates:

	As at 31 December 2016 £m	As at 31 December 2015 £m
Expiring in more than one year but not more than two years	-	-
Expiring in over two years but not more than five years	355.6	335.6
	<b>355.6</b>	335.6

The minimum lease payments under finance leases fall due as follows:

	As at 31 December 2016 £m	As at 31 December 2015 £m
Not later than one year	0.4	0.5
Later than one year but not more than five	1.0	0.7
	<b>1.4</b>	1.2
Future finance charges on finance leases	-	(0.1)
<b>Present value of finance lease liabilities</b>	<b>1.4</b>	1.1

# Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 16 Derivative financial instruments

The derivatives the group has used qualify for one or more hedge type designations under IAS 39. The fair values of the group's derivatives have been determined based on available market information at the balance sheet date and the following methodologies:

- the fair value of forward foreign exchange contracts are calculated by discounting the contracted forward values and translating at the balance sheet rates; and
- the fair value of cross-currency interest rate swaps are calculated by discounting expected future principal and interest cash flows derived from appropriate yield curves.

The fair value measurements of the derivatives are classified as Level 2 in the fair value hierarchy as defined by IFRS 13 'Fair value measurement':

The fair value and the notional amounts by designated hedge type are as follows:

	As at 31 December 2016			As at 31 December 2015		
	Assets fair value £m	Liabilities fair value £m	Notional £m	Assets fair value £m	Liabilities fair value £m	Notional £m
<b>Cash flow hedges</b>						
Cross-currency interest rate swaps	68.9	-	266.5	38.9	-	310.0
Forward foreign exchange contracts	2.3	-	31.0	0.6	-	31.7
	71.2	-	-	39.5	-	-
<b>Net investment hedges</b>						
Cross-currency interest rate swaps	4.7	(14.9)	266.5	28.2	(11.2)	310.8
	4.7	(14.9)	-	28.2	(11.2)	-
<b>Total</b>	<b>75.9</b>	<b>(14.9)</b>	<b>-</b>	<b>67.7</b>	<b>(11.2)</b>	<b>-</b>

The maturity of all derivative financial instruments is as follows (excluding break clauses):

	As at 31 December 2016							As at 31 December 2015						
	In one year or less £m	1-2 years £m	2-3 years £m	3-4 years £m	4-5 years £m	Over 5 years £m	Total £m	In one year or less £m	1-2 years £m	2-3 years £m	3-4 years £m	4-5 years £m	Over 5 years £m	Total £m
<b>Cash flow hedges</b>														
Asset	2.3	24.6	25.4	-	18.9	-	71.2	13.1	-	11.6	8.3	-	6.5	39.5
Liability	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Net investment hedges</b>														
Asset	(0.2)	-	3.2	-	1.7	-	4.7	3.2	-	-	14.2	-	10.8	28.2
Liability	(0.3)	(14.6)	-	-	-	-	(14.9)	(5.3)	-	(5.9)	-	-	-	(11.2)
<b>Total</b>														
Asset	2.1	24.6	28.6	-	20.6	-	75.9	16.3	-	11.6	22.5	-	17.4	67.8
Liability	(0.3)	(14.6)	-	-	-	-	(14.9)	(5.3)	-	(5.9)	-	-	-	(11.2)

## 16 Derivative financial instruments (continued)

The group's derivative financial instrument contracts include break clauses which may be exercised at the discretion of the group's counterparties ahead of maturity. Were these break clauses to be enforced then the maturity of derivative financial instruments existing at the balance sheet date would be as follows:

	As at 31 December 2016							As at 31 December 2015						
	In one year or less £m	1-2 years £m	2-3 years £m	3-4 years £m	4-5 years £m	Over 5 years £m	Total £m	In one year or less £m	1-2 years £m	2-3 years £m	3-4 years £m	4-5 years £m	Over 5 years £m	Total £m
<b>Cash flow hedges</b>														
Asset	12.0	24.6	34.6	-	-	-	71.2	24.8	3.1	-	11.1	-	0.5	39.5
Liability	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Net investment hedges</b>														
Asset	0.8	-	3.9	-	-	-	4.7	3.2	5.4	-	19.1	-	0.5	28.2
Liability	(0.3)	(14.6)	-	-	-	-	(14.9)	(11.2)	-	-	-	-	-	(11.2)
<b>Total</b>														
Asset	12.8	24.6	38.5	-	-	-	75.9	28.0	8.5	-	30.2	-	1.0	67.7
Liability	(0.3)	(14.6)	-	-	-	-	(14.9)	(11.2)	-	-	-	-	-	(11.2)

### Background

At 31 December 2016 the group has in issue US\$329 million long-term senior guarantee notes under private placements in the US which have been swapped into other currencies: Danish krone, Swedish krona and euro. In May 2006 the group placed US\$250 million at fixed rates for periods between eight and twelve years, in 2014 US\$50 million of this debt was repaid, and a further US\$100 million repaid in 2016. In December 2009 the group undertook a further placement of US\$259 million at fixed rates for periods between seven and twelve years. In 2016, US\$30 million of this debt was repaid. In both placements the foreign currency amounts were immediately swapped into other currencies: Danish krone, Swedish krona and euros. This is to offset the foreign exchange rate exposure arising on the group's foreign currency assets.

The conversion from US dollars into currency was achieved in two stages. In the first stage swaps were taken out to convert US dollars to sterling. All of these swaps have been designated as cash flow hedges, with the exception of one swap from the 2006 placement, which has been designated as a fair value hedge, this swap was repaid in 2014. In the second stage further swaps were taken out to convert sterling to the required currencies. These have been designated as hedges of net investment in foreign subsidiaries.

The fixed interest rate cross-currency contracts entered into have options exercisable by either party to terminate after five years and ten years if relevant. The value of the swap at the time would then be cash settled.

During the year in accordance with group policy, the group entered into several forward foreign exchange contracts for the purchase of US dollars in the future at fixed rates. These forward contracts reduce the foreign exchange exposure on the procurement of textiles and capital equipment from Far East suppliers.

### Cash flow hedges

The derivative asset recognised on these 12 instruments is £68.9 million. During the year there was a gain of £44.3 million, which has been accounted for within the statement of comprehensive income, and a loss of £1.7 million taken to the hedging reserve. The fair value will be continuously released to the income statement until the repayment of the private placement.

During the year, a gain of £4.8 million was recognised in the income statement in respect of maturing cash flow hedges.

The forward foreign exchange contracts have resulted in the recognition of a derivative asset of £2.3 million (2015: derivative asset of £0.6 million). During the year a net gain of £1.7 million (2015: gain of £0.2 million) was recognised in equity. Of this balance, a gain of £1.3 million was recycled in the income statement and a gain of £2.6 million was taken as a basis adjustment against inventory.

# Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 16 Derivative financial instruments (continued)

### Net investment hedges

The second stage of the US private placement swaps results in sterling being exchanged into Danish krone, Swedish krona and euros. At 31 December 2016 the fixed rate borrowings vary between rates of 4.45% and 5.57% on the fixed European swaps.

These swaps are accounted for as hedges of the group's assets in the relevant countries. The movement on the derivative asset arising has been accounted for as a component part of currency translation (£28.8 million loss). During the year, a loss of £6.2 million was recognised within currency translation in retained earnings in respect of maturing net investment hedges.

The group's borrowings under its revolving credit facilities are designated as a hedge of its European operations. The carrying value of the borrowings as at 31 December 2016 was £79.0 million (2015: £40.1 million). The foreign exchange loss of £6.7 million on translation is taken to reserves as a component part of currency translation.

The further issue of US private placement notes in February 2015 for DKK654.8 million and €79.7 million are also designated as a hedge of its European operations. The carrying value of the borrowings as at 31 December 2016 was £142.9 million. The foreign exchange loss of £19.6 million on translation is taken to reserves as a component part of currency translation.

## 17 Financial risk management

### 17.1 Financial risk factors

The group's activities expose it to a variety of financial risks: market risk (including currency risk; fair value interest rate risk; cash flow interest rate risk and price risk); credit risk and liquidity risk. The group's overall risk management programmes focus on the unpredictability of financial markets and seek to minimise potential adverse effects on the group's financial performance. The group uses derivative financial instruments to hedge certain risk exposures.

Risk management is carried out by the group finance team under the supervision of the Chief Financial Officer under policies approved by the board of directors. The Chief Financial Officer identifies, evaluates and hedges financial risks in close co-operation with the group's operating units. The board approves written principles for foreign exchange risk, interest rate risk and credit risk, and the use of derivative financial instruments and non-derivative financial instruments, and receives regular reports on such matters.

#### a) Market risk

##### i) Foreign exchange risk

The group operates internationally and is exposed to foreign exchange risk arising from various currency exposures, primarily with respect to the euro, Swedish krona and Danish krone. Foreign exchange risk arises from future commercial transactions, recognised assets and liabilities and net investments in foreign operations.

The majority of operations in the group bill their revenues and incur their costs in the same functional currency. The group faces some currency exposure in respect of the procurement of textiles and capital equipment from Far East suppliers. The group policy is to enter forward contracts to purchase US dollars based upon the expected purchases. These derivatives are classified as cash flow hedges.

## 17.1 Financial risk factors (continued)

The group's policy is not to hedge foreign currency exposures on the translation of its overseas profit to sterling. Where appropriate, borrowings are effectively arranged in currencies so as to provide a natural hedge against the investment in overseas net assets.

During 2016 and 2015, derivative financial instruments were used to manage foreign currency risk as follows:

	As at 31 December 2016						
	Sterling £m	Euro £m	US dollar £m	Danish krone £m	Swedish krona £m	Other £m	Total £m
Cash and cash equivalents (note 13)	143.4	70.5	0.7	19.8	55.3	20.4	310.1
Bank overdrafts	(189.9)	(7.2)	-	(22.5)	(4.3)	(2.2)	(226.1)
Net cash and cash equivalents	(46.5)	63.3	0.7	(2.7)	51.0	18.2	84.0
Borrowings, excluding finance lease liabilities (note 15)	(23.3)	(67.9)	(266.6)	(75.2)	(79.0)	-	(512.0)
Finance lease liabilities (note 15)	(0.2)	(0.3)	-	-	(0.9)	-	(1.4)
<b>Pre-derivative net debt position</b>	<b>(70.0)</b>	<b>(4.9)</b>	<b>(265.9)</b>	<b>(77.9)</b>	<b>(28.9)</b>	<b>18.2</b>	<b>(429.4)</b>
Derivative effect (note 16)	1.7	(165.3)	266.6	(14.4)	(27.6)	-	61.0
<b>Post-derivative net debt position</b>	<b>(68.3)</b>	<b>(170.2)</b>	<b>0.7</b>	<b>(92.3)</b>	<b>(56.5)</b>	<b>18.2</b>	<b>(368.4)</b>

	As at 31 December 2015 (restated)						
	Sterling £m	Euro £m	US dollar £m	Danish krone £m	Swedish krona £m	Other £m	Total £m
Cash and cash equivalents (note 13)	2.6	70.2	-	12.6	54.0	17.6	157.0
Bank overdrafts	(23.4)	(1.0)	-	-	(2.9)	(3.0)	(30.3)
Net cash and cash equivalents	(20.8)	69.2	-	12.6	51.1	14.6	126.7
Borrowings, excluding finance lease liabilities (note 15)	(23.1)	(64.6)	(310.0)	(58.7)	(40.1)	-	(496.5)
Finance lease liabilities (note 15)	(0.2)	(0.2)	-	-	(0.7)	-	(1.1)
Pre-derivative net debt position	(44.1)	4.4	(310.0)	(46.1)	10.3	14.6	(370.9)
Derivative effect (note 16)	0.6	(185.1)	310.0	(12.3)	(56.7)	-	56.5
Post-derivative net debt position	(43.5)	(180.7)	-	(58.4)	(46.4)	14.6	(314.4)

The exposure to euro, Swedish krona and Danish krone largely relate to our net investment hedge activities as described and shown in note 16.

### ii) Price risk

The group is not exposed to any equity securities price risk. The group may from time to time be exposed to changes in the price of cotton. To mitigate against this risk the group may enter into forward contracts to buy cotton based textiles at a future date. Such contracts are not recognised as derivative financial instruments as they are held with the purpose of the receipt or delivery of a non-financial item in accordance with the entity's expected purchase, sale or usage requirements.

### iii) Cash flow and fair value interest rate risk

The group's interest bearing assets include cash and cash equivalents which earn interest at floating rates. The group's income and operating cash flows are substantially independent of changes in market interest rates.

The group's interest rate risk arises from long-term borrowings. Borrowings issued at variable rates expose the group to cash flow interest rate risk. Borrowings issued at fixed rates expose the group to fair value interest rate risk. Group policy is to maintain a majority of its borrowings at fixed rate using interest rate swaps to achieve this when necessary. During 2016 and 2015, the group's borrowings at variable rate were denominated in sterling, euro, Swedish krona and Danish krone.

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 17.1 Financial risk factors (continued)

The following table sets out the carrying amount, by contractual repricing date (or maturity where there is no repricing), of fixed rate borrowings that are exposed to interest rate risk before taking into account interest rate swaps:

	As at 31 December 2016 £m	As at 31 December 2015 £m
<b>Fixed interest rate borrowings</b>		
In one year or less	0.6	88.1
In more than one year, but not more than two years	81.8	0.3
In more than two years but not more than five years	209.5	178.7
In more than five years	142.5	190.4
	<b>434.4</b>	457.5
<b>Floating interest rate borrowings</b>	<b>79.0</b>	40.1
<b>Total borrowings</b>	<b>513.4</b>	497.6

During 2016 and 2015, net debt was managed using derivative instruments to hedge interest rate risk as follows:

	As at 31 December 2016			As at 31 December 2015		
	Fixed-rate £m	Floating-rate £m	Total £m	Fixed-rate £m	Floating-rate £m	Total £m
Cash and cash equivalents including overdrafts	-	84.0	84.0	-	126.7	126.7
Borrowings	(434.4)	(79.0)	(513.4)	(457.5)	(40.1)	(497.6)
<b>Pre-derivative net debt position</b>	<b>(434.4)</b>	<b>5.0</b>	<b>(429.4)</b>	(457.5)	86.6	(370.9)
Derivative effect (i)	58.7	-	58.7	55.9	-	55.9
<b>Post-derivative net debt position</b>	<b>(375.7)</b>	<b>5.0</b>	<b>(370.7)</b>	(401.6)	86.6	(315.0)

(i) Excludes the forward foreign exchange contract derivatives.

**b) Credit risk**

Credit risk is managed on a group or local basis as appropriate. Credit risk arises from cash and cash equivalents, derivative financial instruments and deposits with banks and financial institutions, as well as credit exposures to customers, including outstanding receivables and committed transactions.

For banks and financial institutions, only independently rated parties with a strong credit rating are accepted. Trade receivables consist of a large number of customers spread across geographical areas. If there is no independent rating, management assesses the credit quality of the customer taking into account its financial position, past experience and other factors. Individual risk limits are set based on internal ratings. Management monitors the utilisation of credit limits regularly.

Management believes there is no further credit risk provision required in excess of the normal provision for doubtful debts.

**Treasury related credit risk**

Counterparty risk arises from the investment of surplus funds and from use of derivative instruments.

As at 31 December 2016 and 31 December 2015, we had a number of exposures to individual counterparties. In accordance with our treasury policies and exposure management practices, counterparty credit exposure limits are continually monitored and no individual exposure is considered significant in the ordinary course of treasury management activity. Management does not expect any significant losses from non-performance by these counterparties.

The counterparty exposure under all financial assets including trade and other receivables, cash and cash equivalents and derivative financial contracts were £312.2 million (2015: £325.0 million). The group does not hold any collateral as security.

**c) Liquidity risk**

Cash flow forecasting is performed in the operating entities of the group and is aggregated by group finance. Group finance monitors rolling forecasts of the group's liquidity requirements to ensure it has sufficient cash to meet operational needs while maintaining sufficient headroom on its undrawn committed borrowing facilities (note 15) at all times so that the group does not breach borrowing limits or covenants (where applicable) on any of its borrowing facilities. Such forecasting takes into consideration the group's debt financing plans, covenant compliance, and compliance with internal balance sheet ratio targets.

## 17.1 Financial risk factors (continued)

The table below analyses the group's financial liabilities, excluding break clauses, which will be settled on a net basis into relative maturity groupings based on the remaining period at the balance sheet to the contract maturity date. The amounts disclosed in the table are contractual undiscounted cash flows using spot interest and foreign exchange rates at 31 December 2016. Balances due within 12 months equal their carrying balances as the impact of the discount is not significant.

	As at 31 December 2016				
	Due within one year £m	Due between one and two years £m	Due between two and five years £m	Due five years and beyond £m	Total £m
<b>Non-derivative financial liabilities</b>					
Borrowings, excluding finance lease liabilities	0.2	70.3	234.2	142.9	447.6
Interest payments on borrowings	4.5	4.5	10.6	10.6	30.2
Finance lease liabilities	0.4	0.8	0.2	-	1.4
Other non-interest bearing liabilities	180.6	-	-	-	180.6
<b>Derivative financial liabilities</b>					
Derivative contracts - payments	10.0	8.4	12.9	-	31.3
<b>Total at 31 December 2016</b>	<b>195.7</b>	<b>84.0</b>	<b>257.9</b>	<b>153.5</b>	<b>691.1</b>

	As at 31 December 2015 (restated)				
	Due within one year £m	Due between one and two years £m	Due between two and five years £m	Due five years and beyond £m	Total £m
<b>Non-derivative financial liabilities</b>					
Borrowings, excluding finance lease liabilities	76.8	-	190.4	172.5	439.7
Interest payments on borrowings	4.1	4.1	10.9	10.8	29.9
Finance lease liabilities	0.4	0.3	0.4	-	1.1
Other non-interest bearing liabilities	165.4	-	-	-	165.4
<b>Derivative financial liabilities</b>					
Derivative contracts - payments	10.5	8.7	15.6	2.6	37.4
<b>Total at 31 December 2015</b>	<b>257.2</b>	<b>13.1</b>	<b>217.3</b>	<b>185.9</b>	<b>673.5</b>

The analysis in 2015 has been restated to show the notional amounts of borrowings net of any cross-currency interest rate swaps.

### d) Sensitivity analysis

Financial instruments affected by market risk include borrowings, deposits and derivative financial instruments. The following analysis is intended to illustrate the sensitivity to changes in market variables, being UK, euro, Swedish krona and Danish krone interest rates and sterling exchange rate on our financial instruments. We have excluded from this analysis the impact of movements in market variables on the carrying values of trade receivables and payables, since these are not exposed to risk from the market variables.

This analysis excludes the impact of movements in market variables on the carrying value of pension and other post-retirement obligations, provisions and on the non-financial assets and liabilities of overseas subsidiaries.

The sensitivity analysis has been prepared on the basis that the amount of net debt, the ratio of fixed to floating interest rates of the debt and derivatives portfolio and the proportion of financial instruments in foreign currencies are all constant and on the basis of the hedge designations in place at 31 December 2016 and 31 December 2015. As a consequence, this sensitivity analysis relates to the positions at those dates and is not representative of the years then ended, as all of these varied.

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 17.1 Financial risk factors (continued)

The following assumptions were made in calculating the sensitivity analysis:

- financial derivatives in net investment hedging relationship will not influence interest or foreign exchange sensitivity analysis;
- the sensitivity of accrued interest to movements in interest rates is calculated on net floating rate exposures on debt, deposits and derivative instruments;
- the sensitivity of accrued interest to movements in interest rates is recorded fully within the income statement; and
- changes in the carrying value of financial instruments from movements in exchange rates are recorded fully within equity.

The following table shows the group's exposure to foreign exchange risk as at 31 December 2016 and 31 December 2015, which is a result of increase/decrease of 10% movement in foreign exchange gains/losses on translation of foreign currency denominated borrowings. The foreign exchange risk is naturally hedged against the net assets of our operations in Continental Europe. All foreign exchange on both the borrowings and net assets is taken to reserves where it will offset.

	<b>As at 31 December 2016 Equity £m</b>	As at 31 December 2015 Equity £m
Euro exchange rate + 10%	<b>15.5</b>	16.5
Euro exchange rate -10%	<b>(18.9)</b>	(20.2)
Danish krone exchange rate +10%	<b>8.4</b>	5.3
Danish krone exchange rate -10%	<b>(10.3)</b>	(6.5)
Swedish krona exchange rate +10%	<b>5.1</b>	4.2
Swedish krona exchange rate -10%	<b>(6.3)</b>	(5.2)

The table below shows the sensitivity of post-tax profit to interest rates as at 31 December 2016 and 31 December 2015, due to an increase/decrease in interest rates of 100 basis points (bp) with all other variables held constant. Post-tax profit for the year would have been mainly affected through interest expense on floating rate cash and cash equivalents and borrowings.

	<b>As at 31 December 2016 Income statement £m</b>	As at 31 December 2015 Income statement £m
UK interest rates +100bp	<b>(0.5)</b>	(0.2)
UK interest rates -100bp	<b>0.5</b>	0.2
Euro interest rates +100bp	<b>0.6</b>	0.7
Euro interest rates -100bp	<b>(0.6)</b>	(0.7)
Danish krone interest rates +100bp	<b>-</b>	0.1
Danish krone interest rates -100bp	<b>-</b>	(0.1)
Swedish krona interest rates +100bp	<b>(0.3)</b>	0.1
Swedish krona interest rates -100bp	<b>0.3</b>	(0.1)

## 17.2 Capital management

The group's objectives when managing its capital structure are to safeguard the group's ability to continue as a going concern, to provide appropriate returns for shareholders and benefits for other stakeholders.

In order to maintain or adjust the capital structure, the group may adjust the amount of dividends paid to shareholders, return capital to shareholders, issue new shares or take other steps to increase share capital or reduce debt.

The group manages its capital structure using a number of measures and taking into account its future strategic plans. Such measures include its net interest cover and leverage ratios, which are included in its banking covenants. The group continues to remain compliant with all its banking covenants.

Total capital is calculated as 'equity' as shown in the consolidated balance sheet plus net debt. Net debt is calculated as total borrowings (including 'current and non-current borrowings' as shown in the consolidated balance sheet) less cash and cash equivalents.

	As at 31 December 2016 £m	As at 31 December 2015 £m
Total borrowings	513.4	497.6
Add overdrafts	226.1	30.3
Less cash and cash equivalents	(310.1)	(157.0)
Net debt	429.4	370.9
Total equity	546.9	519.0
Total capital	976.3	889.9

## 17.3 Fair value estimation

The table below analyses financial instruments carried at fair value, by valuation method (see notes 15 and 16). The different levels have been defined as follows:

- Quoted prices (unadjusted) in active markets for identical assets or liabilities (Level 1);
- Inputs other than quoted prices included within level 1 that are observable for the asset or liability, either directly (that is, as prices) or indirectly (that is, derived from prices) (Level 2); and
- Inputs for the asset or liability that are not based on observable market data (that is, unobservable inputs) (Level 3).

The following table presents the group's financial assets and liabilities that are measured at fair value at 31 December 2016:

	Level 1 £m	Level 2 £m	Level 3 £m	Total £m
<b>Assets</b>				
<b>Derivatives used for hedging</b>				
Cross-currency interest rate swaps	-	73.6	-	73.6
Forward foreign exchange contracts	-	2.3	-	2.3
<b>Total assets</b>	-	75.9	-	75.9
<b>Liabilities</b>				
<b>Derivatives used for hedging</b>				
Cross-currency interest rate swaps	-	(14.9)	-	(14.9)
Forward foreign exchange contracts	-	-	-	-
<b>Total liabilities</b>	-	(14.9)	-	(14.9)

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 17.3 Fair value estimation (continued)

The following table presents the group's assets and liabilities that are measured at fair value at 31 December 2015:

	Level 1 £m	Level 2 £m	Level 3 £m	Total £m
<b>Assets</b>				
<b>Derivatives used for hedging</b>				
Cross-currency interest rate swaps	-	67.1	-	67.1
Forward foreign exchange contracts	-	0.6	-	0.6
<b>Total assets</b>	<b>-</b>	<b>67.7</b>	<b>-</b>	<b>67.7</b>
<b>Liabilities</b>				
<b>Derivatives used for hedging</b>				
Cross-currency interest rate swaps	-	(11.2)	-	(11.2)
Forward foreign exchange contracts	-	-	-	-
<b>Total liabilities</b>	<b>-</b>	<b>(11.2)</b>	<b>-</b>	<b>(11.2)</b>

The fair value of financial instruments that are not traded in an active market (for example, over-the-counter derivatives) is determined by using valuation techniques. The valuation techniques maximise the use of observable market data where it is available and rely as little as possible on entity specific estimates. If all significant inputs required to fair value an instrument are observable, the instrument is included in level 2.

Specific techniques used to value financial instruments include:

- quoted market prices or dealer quotes for similar instruments;
- the fair value of interest rate swaps is calculated as the present value of the estimated future cash flows based on observable yield curves;
- the fair value of forward foreign exchange contracts is determined using forward exchange rates at the balance sheet date, with the resulting value discounted back to present value; and
- other techniques, such as discounted cash flow analysis, are used to determine fair value for the remaining financial instruments.

## 17.4 Offsetting financial assets and financial liabilities

## a) Financial assets

The following financial assets are subject to offsetting, enforceable master netting arrangements and similar agreements:

	Related amounts not set off in the balance sheet		
	Gross amounts of recognised financial assets	Financial instruments	Net amount
At 31 December 2016	£m	£m	£m
<b>Derivative financial assets</b>	<b>75.9</b>	<b>(14.9)</b>	<b>61.0</b>
Related amounts not set off in the balance sheet			
At 31 December 2015	Gross amounts of recognised financial assets	Financial instruments	Net amount
Derivative financial assets	67.7	(11.2)	56.5

## 17.4 Offsetting financial assets and financial liabilities (continued)

### b) Financial liabilities

The following financial liabilities are subject to offsetting, enforceable master netting arrangements and similar agreements:

	Related amounts not set off in the balance sheet		
	Gross amounts of recognised financial liabilities	Financial instruments	Net amount
At 31 December 2016	£m	£m	£m
<b>Derivative financial liabilities</b>	<b>(14.9)</b>	<b>14.9</b>	<b>-</b>

	Related amounts not set off in the balance sheet		
	Gross amounts of recognised financial liabilities	Financial instruments	Net amount
At 31 December 2015			
Derivative financial liabilities	(11.2)	11.2	-

For the financial assets and liabilities subject to enforceable master netting arrangements or similar arrangements above, each agreement between the group and the counterparty allows for net settlement of the relevant financial assets and liabilities when both elect to settle on a net basis. In the absence of such an election, financial assets and liabilities will be settled on a gross basis, however, each party to the master netting agreement or similar agreement will have the option to settle all such amounts on a net basis in the event of default of the other party. Per the terms of each agreement, an event of default includes failure by a party to make payment when due; failure by a party to perform any obligation required by the agreement (other than payment) if such failure is not remedied within a period of 30 to 60 days after notice of such failure is given to the party; or bankruptcy.

## 18 Provisions

	Restructuring £m	Regulatory and legal £m	Total £m
At 1 January 2016	1.1	1.8	2.9
Charged in the year	1.9	4.8	6.7
Utilised in the year	(2.5)	-	(2.5)
Currency translation	0.1	0.3	0.4
<b>At 31 December 2016</b>	<b>0.6</b>	<b>6.9</b>	<b>7.5</b>
<b>Represented by:</b>			
<b>Non-current</b>	-	-	-
<b>Current</b>	<b>0.6</b>	<b>6.9</b>	<b>7.5</b>
	<b>0.6</b>	<b>6.9</b>	<b>7.5</b>

### Restructuring

Restructuring provisions comprise largely of employee termination payments and are not recognised for future operating losses.

### Regulatory and legal

In an international group, a variety of claims arise from time to time. Such claims may arise due to litigation against group companies, as a result of investigations by fiscal and competition authorities, or under regulatory requirements including environmental. Provision against a number of such items has been made in these consolidated financial statements against those claims which the directors consider are likely to result in significant liabilities.

# Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 19 Deferred tax

Deferred tax is calculated in full on temporary differences under the liability method using the tax rate applicable to the territory in which the difference arises.

(a) The movement on the net deferred tax account is as shown below:

	2016 £m	2015 £m
At 1 January	(58.5)	(49.5)
Acquisitions (note 25)	(1.8)	(0.2)
(Charged) to income (note 5)	(5.7)	(2.1)
Credited/ (charged) to equity (note 5)	9.3	(8.3)
Currency translation	(5.1)	1.6
<b>At 31 December</b>	<b>(61.8)</b>	<b>(58.5)</b>

The balance sheet presentation shown below is after the offsetting of deferred tax balances within the same tax jurisdiction. Deferred tax assets and liabilities are only offset where there is a legally enforceable right of offset and there is an intention to settle the balances net.

### Balance sheet presentation

	As at 31 December 2016 £m	As at 31 December 2015 £m
Deferred tax assets		
- due after more than one year	12.7	6.9
Deferred tax liabilities		
- due after more than one year	(74.5)	(65.4)
	<b>(61.8)</b>	<b>(58.5)</b>

(b) The individual movements in deferred tax assets and deferred tax liabilities, before the offsetting of balances within the same jurisdiction, are shown below:

### Deferred tax liabilities

	Accelerated tax depreciation £m	Pensions £m	Derivatives £m	Other £m	Total £m
At 1 January 2016	(51.4)	(8.0)	(9.5)	(8.4)	(77.3)
Acquisition of subsidiary	(1.8)	-	-	-	(1.8)
(Charged)/credited to income	(5.5)	0.1	-	(0.2)	(5.6)
Credited/(charged) to equity	-	8.7	-	(0.2)	8.5
Transfer (to) deferred tax assets	-	(3.3)	-	(0.2)	(3.5)
Reclassification between categories	1.0	-	-	(0.4)	0.6
Currency translation	(7.2)	-	(0.3)	(0.4)	(7.9)
<b>At 31 December 2016</b>	<b>(64.9)</b>	<b>(2.5)</b>	<b>(9.8)</b>	<b>(9.8)</b>	<b>(87.0)</b>

## 19 Deferred tax (continued)

## Deferred tax assets

	Provisions £m	Pensions £m	Tax losses £m	Derivatives £m	Other £m	Total £m
At 1 January 2016	1.1	2.4	4.6	-	10.7	18.8
(Charged)/credited to income	(0.1)	0.2	0.9	-	(1.1)	(0.1)
Credited/(charged) to equity	-	1.3	-	-	(0.5)	0.8
Transfer from deferred tax liabilities	-	3.3	0.2	-	-	3.5
Reclassification between categories	-	-	-	-	(0.6)	(0.6)
Currency translation	0.1	0.3	0.8	-	1.6	2.8
<b>At 31 December 2016</b>	<b>1.1</b>	<b>7.5</b>	<b>6.5</b>	<b>-</b>	<b>10.1</b>	<b>25.2</b>

Deferred tax assets have been recognised in respect of tax losses and other temporary differences giving rise to deferred tax assets where it is considered probable that these assets will be recovered.

Deferred tax assets have not been recognised as follows:

	As at 31 December 2016 £m	As at 31 December 2015 £m
Unused tax losses	1.6	1.4

Included in unused tax losses is an amount of £0.5 million (2015: £0.4 million) which will expire between 2017 and 2025 if the relevant losses are not used.

No deferred tax is recognised on unremitted earnings from overseas subsidiaries.

## 20 Share capital

	Ordinary shares millions	Ordinary shares £m
<b>Allotted and fully paid</b>		
At 1 January 2016	172.6	51.8
Allotted in respect of share option schemes	-	-
<b>At 31 December 2016</b>	<b>172.6</b>	<b>51.8</b>

Fully paid ordinary shares have a par value of 30 pence.

## Potential issues of ordinary shares

## Share options

Options on 198,739 shares were exercised in 2016 (64,995 at an exercise price of £3.47 and 117,109 at an exercise price of £7.26 and 16,635 at an exercise price of £7.92). For arrangements granted since October 2002, which were exercised in the year, the weighted average market price at the time of exercise was £9.19. The number of shares subject to options is given below:

	Not exercised at 31 December 2016	Not exercised at 31 December 2015	Price per share pence
<b>Berendsen Sharesave Plan 2006</b>			
Date of grant 27 October 2011	13,305	78,900	347.0
24 October 2013	105,129	235,483	726.0
23 October 2014	268,759	321,266	792.0
	<b>387,193</b>	635,649	

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 20 Share capital (continued)

## Share awards

As at 31 December 2016, the following conditional share awards granted to directors and staff remain outstanding:

		31 December 2016	31 December 2015
<b>Performance Share Plan</b>			
Date of grant	7 March 2013	-	319,494
	6 March 2014	<b>190,194</b>	222,004
	9 March 2015	<b>131,236</b>	161,492
	6 August 2015	<b>50,700</b>	50,700
	3 June 2016	<b>383,786</b>	-
<b>Co-Investment Plan</b>			
Date of grant	9 April 2013	-	447,292
	7 April 2014	<b>266,280</b>	310,816
	7 April 2015	<b>183,732</b>	226,092
<b>Deferred Bonus Share Plan</b>			
Date of grant	7 March 2013	-	92,726
	6 March 2014	<b>24,691</b>	57,645
	9 March 2015	<b>20,005</b>	51,548
	3 June 2016	<b>27,240</b>	-
<b>Berendsen Long-term Incentive Plan (three years)</b>			
Date of grant	7 March 2013	-	143,894
	6 March 2014	<b>85,000</b>	93,500
	9 March 2015	<b>68,000</b>	76,500
<b>Berendsen Long-term Incentive Plan (two years)</b>			
Date of grant	6 March 2014	-	174,800
	9 March 2015	<b>204,900</b>	218,500
		<b>1,635,764</b>	2,647,003

## 21 Share-based payments

The following share-based expenses charged in the year are included within administration expenses:

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
Performance share plans	0.3	1.2
Co-Investment plan	(1.1)	1.5
Barendsen Long-term Incentive Plans	(0.4)	1.5
Executive and Sharesave option schemes	0.2	0.4
	<b>(1.0)</b>	4.6

### Share options

During the year the group had five share-based payment arrangements granted since October 2011, outstanding with employees to grant share options. The schemes are equity settled. The details of the arrangements are set out below:

	Number of options originally granted	Contractual life	Exercise price (pence)	Share price at date of grant	Number of employees at grant	Expected volatility	Expected remaining life	Risk free rate	Expected dividend yield	Fair value per option (pence)
<b>Barendsen Sharesave Plan 2006</b>										
27 October 2011	118,964	5.5 years	347.0	433.2	92	27%	0.5 years	1.2%	4.2%	74.02
24 October 2013	225,323	3.5 years	726.0	907.0	585	23%	0.5 years	0.8%	4.3%	1.70
24 October 2013	98,475	5.5 years	726.0	907.0	140	25%	2.5 years	1.5%	4.3%	1.89
23 October 2014	242,528	3.5 years	792.0	990.0	573	20%	1.5 years	1.0%	4.8%	1.64
23 October 2014	124,268	5.5 years	792.0	990.0	121	22%	3.5 years	1.5%	4.8%	1.70

The group has used the Black-Scholes model to value its share option awards.

The volatility measured at the standard deviation of continuously compounded share returns is based on statistical analysis of daily share prices over the length of the option period.

The options granted under the Sharesave Plan are available to all permanent UK employees. The exercise price of the granted options is equal to the average market price of the shares less 20% at the date of invitation. Options are conditional on the employee completing three or five years service (the vesting period). There are no other conditions. The options are exercisable for a period of six months after vesting.

A reconciliation of movements in the number of share options for the group can be summarised as follows:

### Barendsen Sharesave Plan 2006

	1 January 2016	Number of shares			31 December 2016	Exercise price (pence)	Exercise period
		Granted	Exercised	Lapsed			
27 October 2011	78,900	-	(64,995)	(600)	13,305	347.0	Dec 2016 – May 2017
24 October 2013	161,434	-	(115,430)	(7,307)	38,697	726.0	Dec 2016 – May 2017
24 October 2013	74,049	-	(1,679)	(5,938)	66,432	726.0	Dec 2018 – May 2019
23 October 2014	212,754	-	(13,956)	(25,372)	173,426	792.0	Dec 2017 – May 2018
23 October 2014	108,512	-	(2,679)	(10,500)	95,333	792.0	Dec 2019 – May 2020

	1 January 2015	Number of shares			31 December 2015	Exercise price (pence)	Exercise period
		Granted	Exercised	Lapsed			
29 October 2009	8,182	-	(8,182)	-	-	323.0	Dec 2014 – May 2015
27 October 2011	10,810	-	(10,189)	(621)	-	347.0	Dec 2014 – May 2015
27 October 2011	88,927	-	(5,171)	(4,856)	78,900	347.0	Dec 2016 – May 2017
24 October 2013	185,245	-	(2,936)	(20,875)	161,434	726.0	Dec 2016 – May 2017
24 October 2013	82,515	-	(335)	(8,131)	74,049	726.0	Dec 2018 – May 2019
23 October 2014	239,045	-	(405)	(25,886)	212,754	792.0	Dec 2017 – May 2018
23 October 2014	123,503	-	-	(14,991)	108,512	792.0	Dec 2019 – May 2020

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 21 Share-based payments (continued)

**Share awards**

During the year the group had 17 conditional share awards granted to directors and staff. The schemes are equity settled. The details of the arrangements are set out below:

	Number of options originally granted	Contractual life	Share price at date of grant	Number of employees at grant	Expected volatility	Average correlation	Expected life	Risk free rate	Expected dividend yield	Fair value per option (pence)
<b>Performance Share Plan</b>										
Date of grant										
7 March 2013	319,494	3 years	712.0	7	24%	n/a	3 years	0.4%	-	712.0
6 March 2014	222,004	3 years	1035.0	7	23%	n/a	3 years	1.1%	-	1035.0
9 March 2015	212,392	3 years	1110.0	7	19%	n/a	3 years	1.0%	-	1110.0
6 August 2015	50,700	3 years	1035.5	1	19%	n/a	3 years	1.0%	-	1035.5
3 June 2016	458,720	3 years	1220.3	11	19%	n/a	3 years	0.4%	-	1220.3
<b>Deferred Bonus Share Plan</b>										
Date of grant										
7 March 2013	92,726	3 years	712.0	7	24%	n/a	3 years	0.4%	-	712.0
6 March 2014	57,645	3 years	1035.0	7	23%	n/a	3 years	1.1%	-	1035.0
9 March 2015	51,548	3 years	1110.0	7	19%	n/a	3 years	1.0%	-	1110.0
3 June 2016	34,898	3 years	1220.3	5	19%	n/a	3 years	0.4%	-	1220.3
<b>Co-Investment Plan</b>										
Date of grant										
9 April 2013	447,292	3 years	768.0	7	24%	n/a	3 years	0.3%	-	768.0
7 April 2014	310,816	3 years	1035.0	7	23%	n/a	3 years	1.1%	-	1035.0
7 April 2015	297,352	3 years	1124.0	7	19%	n/a	3 years	0.7%	-	1124.0
<b>Berendsen Long-term Incentive Plan</b>										
Date of grant										
7 March 2013	143,894	3 years	712.0	11	24%	n/a	3 years	0.4%	5.8%	598.16
6 March 2014	93,500	3 years	1035.0	11	23%	n/a	3 years	1.1%	4.4%	907.07
6 March 2014	191,400	2 years	1035.0	94	19%	n/a	2 years	0.7%	4.4%	948.07
9 March 2015	76,500	3 years	1110.0	9	19%	n/a	3 years	1.0%	4.5%	971.27
9 March 2015	230,700	2 years	1110.0	98	19%	n/a	2 years	0.6%	4.5%	1015.5

The Performance Share Plan (PSP) provides for the grant of awards in the form of conditional free shares or nil costs options. Shares in relation to the award will be released to participants at the end of a three-year performance period, dependent upon the extent to which the performance conditions (adjusted EPS and ROIC) have been satisfied.

The Co-Investment Plan (CIP) provides for the grant of awards in the form of nil cost options. Under this scheme, certain senior executives can invest up to 35% of their salary in shares annually, which is then matched on a gross basis with a granted award. The awards will be released to participants at the end of a three-year performance period, dependent upon the extent to which the performance conditions (adjusted EPS and ROIC) have been satisfied. Awards granted before 2013 had a guaranteed match, where a proportion of the awards granted were not dependent upon performance conditions. Awards are no longer granted under this scheme.

The Deferred Bonus Share Plan (DBSP) provides for the grant of awards that equal a quarter of an executive director's annual bonus. Awards are conditional free shares which are dependent on the employee completing three years' service from the date of the grant.

The Berendsen Long-Term Incentive Plan (BLTIP) provides for the grant of awards in the form of nil cost options which are conditional on the employee achieving relevant, stretching three or two-year performance targets which are business unit specific.

The group has used the Black-Scholes model to value its share awards.

The volatility at the standard deviation of continuously compounded share returns is based on statistical analysis of daily share prices over the length of the award period.

## 21 Share-based payments (continued)

A reconciliation of movements in the number of share awards for the group can be summarised as follows:

### Performance Share Plan

	1 January 2016	Number of shares			31 December 2016	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
7 March 2013	319,494	-	(165,248)	(154,246)	-	7 March 2016 – 7 March 2020
6 March 2014	222,004	-	-	(31,810)	190,194	6 March 2017 – 6 March 2021
9 March 2015	161,492	-	-	(30,256)	131,236	9 March 2018 – 9 March 2022
6 August 2015	50,700	-	-	-	50,700	6 August 2018 – 6 August 2022
3 June 2016	-	458,720	-	(74,934)	383,786	3 March 2019 – 3 March 2023

	1 January 2015	Number of shares			31 December 2015	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
7 March 2012	450,639	-	(357,807)	(92,832)	-	7 March 2015 – 7 March 2019
7 March 2013	319,494	-	-	-	319,494	7 March 2016 – 7 March 2020
6 March 2014	222,004	-	-	-	222,004	6 March 2017 – 6 March 2021
9 March 2015	-	212,392	-	(50,900)	161,492	9 March 2018 – 9 March 2022
6 August 2015	-	50,700	-	-	50,700	6 August 2018 – 6 August 2022

### Co-Investment Plan

	1 January 2016	Number of shares			31 December 2016	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
9 April 2013	447,292	-	(231,347)	(215,945)	-	9 April 2016 – 9 April 2020
7 April 2014	310,816	-	-	(44,536)	266,280	7 April 2017 – 7 April 2021
7 April 2015	226,092	-	-	(42,360)	183,732	7 April 2018 – 7 April 2022

	1 January 2015	Number of shares			31 December 2015	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
10 April 2012	707,572	-	(597,750)	(109,822)	-	10 April 2015 – 10 April 2019
9 April 2013	447,292	-	-	-	447,292	9 April 2016 – 9 April 2020
7 April 2014	310,816	-	-	-	310,816	7 April 2017 – 7 April 2021
7 April 2015	-	297,352	-	(71,260)	226,092	7 April 2018 – 7 April 2022

### Deferred Bonus Share Plan

	1 January 2016	Number of shares			31 December 2016	Vesting date
		Granted	Vested	Lapsed		
7 March 2013	92,726	-	(92,726)	-	-	7 March 2016
6 March 2014	57,645	-	(25,074)	(7,880)	24,691	7 March 2017
9 March 2015	51,548	-	(24,092)	(7,451)	20,005	9 March 2018
3 June 2016	-	34,898	-	(7,658)	27,240	3 March 2019

	1 January 2015	Number of shares			31 December 2015	Vesting date
		Granted	Vested	Lapsed		
7 March 2012	84,208	-	(84,208)	-	-	7 March 2015
7 March 2013	92,726	-	-	-	92,726	7 March 2016
6 March 2014	57,645	-	-	-	57,645	7 March 2017
9 March 2015	-	51,548	-	-	51,548	9 March 2018

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 21 Share-based payments (continued)

**Berendsen Long-term Incentive Plan**

	1 January 2016	Number of shares			31 December 2016	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
7 March 2013	<b>143,894</b>	-	<b>(57,827)</b>	<b>(86,067)</b>	-	<b>7 March 2016</b>
6 March 2014	<b>93,500</b>	-	-	<b>(8,500)</b>	<b>85,000</b>	<b>6 March 2017</b>
6 March 2014	<b>174,800</b>	-	<b>(75,270)</b>	<b>(99,530)</b>	-	<b>6 March 2016</b>
9 March 2015	<b>76,500</b>	-	-	<b>(8,500)</b>	<b>68,000</b>	<b>9 March 2018</b>
9 March 2015	<b>218,500</b>	-	-	<b>(13,600)</b>	<b>204,900</b>	<b>9 March 2017</b>

	1 January 2015	Number of shares			31 December 2015	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
7 March 2012	186,356	-	(116,791)	(69,565)	-	7 March 2015
7 March 2013	143,894	-	-	-	143,894	7 March 2016
6 March 2013	309,821	-	(115,750)	(194,071)	-	7 March 2015
6 March 2014	93,500	-	-	-	93,500	6 March 2017
6 March 2014	186,400	-	-	(11,600)	174,800	6 March 2016
9 March 2015	-	76,500	-	-	76,500	9 March 2018
9 March 2015	-	230,700	-	(12,200)	218,500	9 March 2017

## 22 Principal subsidiary undertakings

Company	Class of shares held	Country of incorporation	Registered office
<b>UK and Ireland</b>			
Barendsen UK Limited <sup>1</sup>	Ordinary	England	4 Grosvenor Place, London, SW1X 7DL, United Kingdom
Barendsen Ireland Limited	Ordinary	Republic of Ireland	Pottery Road, Dun Laoghaire, Co. Dublin, Ireland
Barendsen Northern Ireland Limited	Ordinary	Northern Ireland	c/o Carson McDowell, Murray House, Murray Street, Belfast, Northern Ireland, BT1 6DN
IHSS Limited	Ordinary	England	4 Grosvenor Place, London, SW1X 7DL, United Kingdom
Barendsen Finance Limited <sup>1,2</sup>	Ordinary	England	4 Grosvenor Place, London, SW1X 7DL, United Kingdom
Barendsen Cleanroom Services Limited	Ordinary	England	4 Grosvenor Place, London, SW1X 7DL, United Kingdom
<b>Continental Europe</b>			
Barendsen A/S <sup>1,2</sup>	Ordinary	Denmark	Edvard Thomsens Vej 14, 2300, Copenhagen, Denmark
Barendsen Textil Service A/S <sup>1</sup>	Ordinary	Denmark	Tobaksvejen 22, DK-2860, Søborg, Denmark
Barendsen Textil Service AB	Ordinary	Sweden	Box 17143, 200 10, Malmö, Sweden
Barendsen Sourcing AB	Ordinary	Sweden	Exportgatan 26, SE-422 46, HISINGS BACKA, Sweden
Barendsen Textil Service AB - Filial I Finland	Ordinary	Sweden	Box 17143, 200 10, Malmö, Sweden
Barendsen Tekstil Service AS	Ordinary	Norway	P.O. Box 6650 Etterstad, Oslo, 0609, Norway
AS 'Barendsen Tekstila Serviss'	Ordinary	Latvia	9 Bukaišu Street, Riga, , LV-1004, Latvia
'Barendsen Textile Service', UAB	Ordinary	Lithuania	Jankiškių g. 52, Vilnius, Lithuania
Barendsen Beteiligungs GmbH	Ordinary	Germany	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Germany
Barendsen GmbH	Ordinary	Austria	Schäfferhofstraße 17, 6971 Hard, Austria
Barendsen Textiel Service BV	Ordinary	Holland	Pieter Calandweg 2, 6827 BK, Arnhem, Netherlands
Groene Team B.V.	Ordinary	Holland	Sluispolderweg 36, 1505HK, Zaandam, Netherlands
Barendsen Textile Service Sp.z.o.o.	Ordinary	Poland	ul. Duńska 1, Żukowo 83-330, Poland
Barendsen Textile Servis s.r.o.	Ordinary	Czech Republic	Hodonínská 1115/21, Velké Pavlovice, 69106, Czech Republic
Barendsen Textile Service A/S	Ordinary	Estonia	Lao 10 Nõo, Tartumaa, 61601, Estonia
AS Svarmil	Ordinary	Estonia	Kalevi 6, Kiviõli, 43122, Estonia

<sup>1</sup> Owned directly by Barendsen plc. All principal subsidiary undertakings are 100% owned and consolidated.

<sup>2</sup> The principal activity of these companies is that of a holding company. The principal activity of all other companies is that of textile maintenance.

Details of non-principal group undertakings are set out in note 32.

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

**23 Cash flow from operating activities**

Reconciliation of operating profit to net cash inflow from operating activities:

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
<b>Cash generated from operations</b>		
Profit for the year	91.5	88.9
Adjustments for:		
Taxation	28.8	24.5
Goodwill impairment	-	6.4
Amortisation of intangible assets	11.4	18.7
Depreciation of property, plant and equipment	183.6	165.4
Loss/(profit) on sale of property, plant and equipment	1.0	(2.8)
Profit on sale of subsidiary	(0.8)	-
Finance income	(0.7)	(2.0)
Finance costs	21.1	20.7
Special pension contribution payments (note 27)	-	(3.7)
Curtailment gain	(5.1)	-
Other movements	(3.7)	3.7
Changes in working capital (excluding effect of acquisitions, disposals and exchange differences on consolidation):		
Inventories	(3.1)	(1.9)
Trade and other receivables	(7.3)	(11.5)
Trade and other payables	3.0	2.5
Provisions	2.6	-
<b>Cash generated from operations</b>	<b>322.3</b>	<b>308.9</b>

In the cash flow statement, proceeds from sale of property, plant and equipment (including assets held for sale) comprise:

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
Net book amount	3.0	10.5
Loss on sale of property, plant and equipment	(1.0)	2.8
Proceeds from sale of property, plant and equipment	2.0	13.3

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
<b>Free cash flow</b>	<b>47.0</b>	<b>102.5</b>
<b>Analysis of free cash flow</b>		
Net cash generated from operating activities	282.8	273.2
Add back special pension contribution payments	-	3.7
Purchases of property, plant and equipment	(233.1)	(181.5)
Proceeds from the sale of property, plant and equipment	2.0	13.3
Purchases of intangible assets	(4.7)	(6.2)
<b>Free cash flow</b>	<b>47.0</b>	<b>102.5</b>

## 24 Reconciliation of net cash flow to movement in net debt

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
Net (decrease)/increase in cash	<b>(62.2)</b>	41.7
Cash outflow/(inflow) from movement in debt and lease financing	<b>51.5</b>	(19.3)
(Increase)/decrease in net debt resulting from cash flows	<b>(10.7)</b>	22.4
Net finance leases	<b>(0.6)</b>	(1.5)
Bank loans and lease obligations acquired with subsidiaries	<b>(2.8)</b>	-
Currency translation	<b>(44.4)</b>	(17.4)
(Increase)/decrease in net debt during the year	<b>(58.5)</b>	3.5
Net debt at beginning of year	<b>(370.9)</b>	(374.4)
Net debt at end of year	<b>(429.4)</b>	(370.9)

## 25 Acquisitions and disposals

### a) Acquisitions

During the year the group made a small acquisition, HOLSTED – Express Måtte Service, a Facilities business in Denmark.

Details of the provisional fair values of the assets and liabilities are set out below:

	Total Provisional fair values £m
Intangible assets (note 9)	<b>8.6</b>
Property, plant and equipment (note 10)	<b>2.5</b>
Trade and other receivables	<b>0.2</b>
Trade and other payables	<b>(0.7)</b>
Bank loans	<b>(2.8)</b>
Deferred tax liabilities (note 19)	<b>(1.8)</b>
Net assets acquired	<b>6.0</b>
Consideration	<b>6.0</b>
Consideration satisfied by:	
Cash	<b>6.0</b>

Acquisition related costs of £0.3 million are included in the income statement.

Shown below is the revenue and profit for the year after tax as if the above acquisitions had been made at the beginning of the period. The information may not be indicative of the results of operations that would have occurred had the purchase been made at the beginning of the period presented or the future results of the combined operations.

	2016 £m
Revenue	<b>4.2</b>
Profit after tax	<b>1.0</b>

From the date of acquisition to 31 December 2016, the above acquisition contributed £1 million to revenue and £0.1 million to profit after tax for the year.

During the year the group paid deferred consideration on previous acquisitions. A reconciliation of the total net cash paid for acquisitions is provided:

	£m
Cash consideration, net of cash acquired	<b>6.0</b>
Deferred consideration paid for previous acquisitions	<b>0.2</b>
	<b>6.2</b>

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 25 Acquisitions and disposals (continued)

**b) Disposal of a subsidiary****Financial performance and cash flow information up until date of disposal of Mitre, a UK subsidiary**

	2016 £m
Revenue	10.0
Expenses	(8.5)
Profit before income tax	1.5
Income tax expense	(0.3)
Profit after income tax of discontinued operations	1.2
Gain on sale of subsidiary after income tax	0.3
<b>Profit up to date of disposal</b>	<b>1.5</b>
Net cash inflow from operating activities	1.6
Net cash inflow/(outflow) from investing activities	-
Net cash (outflow) from financing activities	-
<b>Net increase in cash generated by the subsidiary</b>	<b>1.6</b>

**(c) Details of the sale of the subsidiary**

	2016 £m
Consideration received or receivable:	
Cash	8.0
Total disposal consideration	8.0
Carrying amount of net assets sold	7.2
<b>Gain on sale before income tax</b>	<b>0.8</b>
Income tax expense on gain	-
<b>Gain on sale after income tax</b>	<b>0.8</b>

The carrying amounts of assets and liabilities as at the date of sale (31 August 2016) were:

	31 August 2016 £m
Goodwill	4.5
Property, plant and equipment	1.0
Inventories	2.0
Trade and other receivables	1.2
<b>Total assets</b>	<b>8.7</b>
Trade and other payables	(1.5)
<b>Total liabilities</b>	<b>(1.5)</b>
<b>Net assets</b>	<b>7.2</b>

## 26 Employees and directors

Staff costs for the group during the year:

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
Wages and salaries	355.9	328.1
Social security costs	49.1	44.0
Other pension costs	9.9	13.4
Share-based payment (credit)/charge (note 21)	(1.0)	4.6
	<b>413.9</b>	390.1

### Average monthly number of people (including directors) employed

	2016 Number	2015 Number
<b>By business line:</b>		
Workwear	3,509	3,479
Facility	2,318	2,251
Hospitality	3,916	3,990
Healthcare	5,228	5,280
Total Core	14,971	15,000
Central	729	667
Group	15,700	15,667

### Key management compensation

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
Salaries and short-term employee benefits	4.9	5.6
Post-employment benefit contributions	0.7	0.6
Compensation for loss of office	1.3	-
Share-based payments	(1.1)	2.8
	<b>5.8</b>	9.0

The key management compensation above includes eight (2015: eight) Berendsen plc directors and 11 (2015: five) Executive Board members who are not Berendsen plc directors.

### Directors

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
Salaries and short-term employee benefits	1.8	2.6
Share-based payments	(0.3)	0.9
	<b>1.5</b>	3.5

Further details of the directors' emoluments, including benefits received by the highest paid director, are disclosed in the Remuneration report on page 91.

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

**27 Pension commitments****Defined contribution schemes**

Pension costs for defined contribution schemes are as follows:

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
Defined contribution schemes (note i)	<b>14.0</b>	12.2

i Total included within staff costs (note 26).

**Defined benefit plans**

The Group operates a number of defined benefit schemes and unfunded schemes. Of these, the principal schemes are the defined benefit plans in the UK and the unfunded scheme in Sweden. In 2016 the group has taken the opportunity to reduce its exposure to its ongoing pension deficit in Sweden by freezing the existing liability and funding future accruals through a multi-employer insurance plan linked to the scheme. This has resulted in a curtailment gain in relation to this scheme of £5.1 million, before a tax charge of £1 million, which is included within the group's exceptional costs for 2016 (see note 4).

Within the United Kingdom, the group now operates only one registered defined benefit pension scheme across its UK entities, the (Berendsen DB (UK) Retirement Benefits Scheme. A triennial valuation was carried out at 1 February 2016 and signed off by the Pension Scheme's Trustees in December 2016. As at the triennial date (1 February 2016) the Scheme was fully funded (on an ongoing basis) so there was no requirement for additional contributions relating to a recovery plan to be paid into the Scheme. The next valuation is due in February 2019.

The level of benefits provided under this scheme depends on each member's length of scheme membership and salary in the final years leading up to retirement. In the UK plan, the pensions in payment are generally increased by 5% in respect of pre-1 February 1999 membership, and by the retail price index for membership from that date. Benefit payments are made from trustee administered funds. Plan assets are governed by regulations in the UK, as is the nature of the relationship between the group and the trustees and their composition. Responsibility for governance of the plan, including investment decisions and contribution schedules, lies jointly with the company and the trustees. The trustees must comprise of representatives of the company and plan members in accordance with legislation. Overseas, there is a comparatively small defined benefit scheme operated in Ireland.

Along with the scheme in Sweden, further unfunded schemes exist within Germany, Norway and Poland. Under all unfunded schemes the group discharges its pension obligations through schemes administered by insurance companies or government agencies.

The overall deficit on the plans is £39.4 million of which £5.1 million is in respect of the UK. There is a deficit of £34.3 million on other funded and unfunded plans, of which £28.6 million relates to Sweden.

Where a defined benefit scheme is administered by an insurance company with a collective of other companies and the insurance company is unable to assess the share of the group's pension obligation, the pension scheme has been accounted for as a defined contribution pension scheme.

At the last valuation date the present value of the defined benefit obligation was comprised of 250 active employees, 1850 deferred members and 1395 members in retirement.

Expected contributions, including special contributions, to post employment benefit schemes for the year ended 31 December 2017 are £0.8 million (2016: £1.0 million).

The weighted average duration of the defined benefit obligation across all schemes is 19.0 years (2015: 17.6 years).

The actuarial valuations of the UK scheme, together with the other defined benefit schemes operated by the group have been updated as at 31 December 2016 by qualified actuaries using revised assumptions that are consistent with the requirements of IAS19. The principal assumptions made by the actuaries were:

	2016 %	2015 %
Rate of increase in pensionable salaries	<b>2.8</b>	2.8
Rate of increase in pensions in payment and deferred pensions	<b>3.0</b>	2.8
Discount rate	<b>2.6</b>	3.8
Inflation rate - RPI	<b>3.0</b>	2.8
Inflation rate - CPI	<b>2.0</b>	1.8

## 27 Pension commitments (continued)

### Mortality rate

Assumptions regarding future mortality experience are set based on advice, published statistics and experience in each territory. The average life expectancy in years of a pensioner retiring at age 65 on the balance sheet date is as follows:

	2016	2015
Male	22.7	23.3
Female	25.2	24.3

The average life expectancy in years of a pensioner retiring at age 65, 20 years after the balance sheet date, is as follows:

	2016	2015
Male	23.9	23.6
Female	26.8	26.2

	As at 31 December 2016 £m	As at 31 December 2015 £m
--	------------------------------------	------------------------------------

### The amounts recognised in the balance sheet are determined as follows:

Present value of obligations	(395.8)	(319.2)
Fair value of plan assets	356.4	335.0
Net (liability)/asset recognised in balance sheet	(39.4)	15.8

### Analysed as:

Pension scheme surplus	-	44.6
Pension scheme deficit and unfunded schemes	(39.4)	(28.8)
	(39.4)	15.8

The major categories of plan assets as a percentage of total plan assets are as follows:

	2016 %	2015 %
European equities	14	13
North American equities	5	5
Asia Pacific equities	5	5
European bonds	44	42
European gilts	3	3
Other	29	32
	100	100

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 27 Pension commitments (continued)

Other assets consist principally of investments in managed multi-asset growth funds. In the case of the funded plans, the group ensures that the investment position is managed within a framework that considers the Scheme's liability profile, funding position, expected return of the various asset classes and the need for diversification. Within this framework, the group's objective is to ensure that sufficiently liquid assets are available to meet benefit payments and the Scheme's assets achieve a return that is consistent with the assumptions made by the Trustees in determining the funding of the Scheme.

A large portion of assets in 2016 consists of equities and bonds, although the Scheme also invests in diversified growth funds and a small amount of cash. The majority of equities are invested in a globally diversified portfolio of international blue chip entities with a target of 35% UK and 65% overseas. The other growth assets are the diversified growth funds which have a target of 33% of the overall portfolio. The remainder of the Scheme's assets are invested in corporated bonds.

The trustees sought the employer's agreement to implement a Liability Driven Investment portfolio. This will use specialist assets that employ leverage, to match more of the Scheme's liabilities, for a given asset value, than a conventional bond. This portfolio will be implemented when market conditions become more favourable.

Funding levels are monitored on a quarterly basis and the current agreed contribution rate in respect of active members is 35% of pensionable salaries. These contribution rates were set following the completion of the latest triennial valuation of the scheme as at 1 February 2016. The next triennial valuation is due in 2019 after which further contribution rates will be assessed.

	Year to 31 December 2016 £m	Year to 31 December 2015 £m
<b>The amounts recognised in the income statement are as follows:</b>		
Current service cost	1.8	1.7
Interest cost	11.9	11.6
Return on plan assets	(12.7)	(12.1)
Curtailment gain	(5.1)	-
Total (credit)/charge included within staff costs (note 26)	(4.1)	1.2
	2016 £m	2015 £m
<b>Changes in the present value of the defined benefit obligation are as follows:</b>		
Present value of obligations as at 1 January	319.2	338.1
Current service cost	1.8	1.7
Interest cost	11.9	11.6
Actuarial loss/(gain)	75.8	(17.9)
Benefits paid	(14.3)	(11.8)
Contributions by members	0.1	0.1
Currency translation	6.4	(2.6)
Curtailment gain	(5.1)	-
Present value of obligations as at 31 December	395.8	319.2
	2016 £m	2015 £m
<b>Changes in the fair value of the plan assets are as follows:</b>		
Fair value of plan assets as at 1 January	335.0	339.1
Return on plan assets	12.7	12.1
Employer special contributions	-	3.7
Contributions - employee and employer	0.8	1.1
Benefits paid	(13.4)	(10.9)
Actuarial gain/(loss)	18.3	(9.0)
Currency translation	3.0	(1.1)
Fair value of plan assets as at 31 December	356.4	335.0

## 27 Pension commitments (continued)

Actuarial gains and losses in the year may be further analysed as follows:

	2016 £m	2015 £m
Return on plan assets	18.3	(9.0)
Loss from changes in demographic assumptions	(6.5)	-
(Loss)/gain from changes in financial assumptions	(76.1)	16.5
Experience gain	6.8	1.4
Net actuarial (loss)/gain recognised in the year	(57.5)	8.9

### Cumulative actuarial gains and losses recognised in equity

	2016 £m	2015 £m
1 January	(112.3)	(121.2)
Net actuarial (loss)/gain recognised in the year	(57.5)	8.9
31 December	(169.8)	(112.3)

The actual return on plan assets was a gain of £31 million (2015: gain of £3.1 million).

### Sensitivities

The sensitivity of the defined benefit obligation to changes in the weighted principal assumptions is set out below for the defined benefit schemes and unfunded schemes. The tables set out the impact on the benefit obligation due to an increase or decrease in the key assumptions.

#### Defined benefit schemes

	Change in assumption	Increase in assumption	Decrease in assumption
Discount rate	0.5%	(9)%	10%
Salary growth rate	0.5%	-	-
Pension growth rate	0.5%	2%	(3)%
Life expectancy	Change by 1 year	4%	(4)%

#### Unfunded schemes

	Change in assumption	Increase in assumption	Decrease in assumption
Discount rate	0.5%	(8)%	9%
Salary growth rate	0.5%	-	-
Pension growth rate	0.5%	9%	(8)%
Life expectancy	Change by 1 year	4%	(4)%

The above sensitivity analysis are based on a change in an assumption while holding all other assumptions constant. In practice, this is unlikely to occur and changes in some of the assumptions may be correlated. When calculating the sensitivity of the defined benefit to significant actuarial assumptions the same method has been applied when calculating the pension liability recognised within the statement of financial position.

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

**28 Operating lease commitments – minimum lease payments**

The future aggregate minimum lease payments under non-cancellable operating leases are as follows:

	2016		2015	
	Property £m	Vehicles, plant and equipment £m	Property £m	Vehicles, plant and equipment £m
Within one year	6.6	13.4	5.9	11.0
Later than one year and less than five years	21.3	27.0	18.4	19.6
After five years	12.7	1.2	10.0	0.5
	<b>40.6</b>	<b>41.6</b>	34.3	31.1

The group leases various offices and warehouses under non-cancellable operating lease agreements. The leases have various terms, escalation clauses and renewal rights.

**29 Capital commitments**

	As at 31 December 2016 £m	As at 31 December 2015 £m
Contracts placed for future capital expenditure not provided in the financial statements:		
Property, plant and equipment	<b>15.2</b>	31.7

**30 Contingent liabilities**

The group operates from a number of laundries across Europe. Some of the sites have operated as laundry sites for many years, and historic environmental liabilities may exist, although the group has indemnities from third parties in respect of a number of sites. The extent of these liabilities and the cover provided by the indemnities are reviewed where appropriate with the relevant third party. The company is currently defending a legal claim to the warranties received for any environmental damage that might have existed when it purchased laundry sites in Sweden. The company expects to have its warranties, which were contractually received, to be confirmed in full. The company does not expect to incur any significant loss in respect of these or any other sites.

In an international group, a variety of claims arise from time to time in addition to those in respect of environmental obligations discussed above. Such claims may arise due to litigation against group companies, as a result of investigations by fiscal and competition authorities, or under regulatory requirements. Provision has been made in these consolidated financial statements against those claims which the directors consider are likely to result in significant liabilities. There are no contingent liabilities which the directors consider require disclosure.

**31 Related parties**

There have been no material related party transactions in the year ended 31 December 2016 (2015: nil), except for key management compensation as set out in note 26.

### 32 Non-principal subsidiary undertakings

The following entities complete the full list of the company's subsidiary undertakings. See also note 22.

The following subsidiaries represent the company's non-principal subsidiary undertakings. The registered office of these subsidiaries is 4 Grosvenor Place, London, SW1X 7DL, United Kingdom ('4GP'), unless otherwise stated.

All subsidiaries are 100% owned and consolidated, unless otherwise stated.

Company	Class of shares held	Country of incorporation	Registered office
<b>UK and Ireland</b>			
Berendsen Workwear Limited	Ordinary	England	4GP
Berendsen Healthcare Limited	Ordinary	England	4GP
Berendsen Hospitality Limited	Ordinary	England	4GP
Acorn Services (North West) Limited <sup>(ii)</sup>	Ordinary	England	4GP
Berendsen Finance (DKK) Limited <sup>(i)</sup>	Ordinary	England	4GP
Berendsen Finance (Euro 2) Limited	Ordinary	England	4GP
Berendsen Finance (Euro) Limited <sup>(i)</sup>	Ordinary	England	4GP
Berendsen Nominees Limited <sup>(i)</sup>	Ordinary	England	4GP
Camborne-Redruth Laundry Company Limited	Ordinary	England	4GP
Cavendish Laundry Limited	Ordinary	England	4GP
Charnwood Laundry Limited	Ordinary	England	4GP
Combined Linen Service Limited	Ordinary	England	4GP
Davis (BIM) Limited <sup>(i)</sup>	Ordinary	England	4GP
Davis (FH) Limited	Ordinary	England	4GP
Davis (JH) Limited <sup>(i)</sup>	Ordinary	England	4GP
Eamont Vale Laundry and Cleaners Limited	Ordinary	England	4GP
Fabricare Limited	Ordinary	England	4GP
Fakenham Laundry Services Limited	Ordinary	England	4GP
Hall & Letts Limited <sup>(ii)</sup>	Ordinary	England	4GP
IH Decontamination Services (Cardiff) Limited	Ordinary	England	4GP
Lakeland Pennine Group Limited	Ordinary	England	4GP
Lakeland Pennine Limited	Ordinary	England	4GP
Laundrycraft Limited	Ordinary	England	4GP
Midland Laundry Group Holdings Limited	Ordinary	England	4GP
Midland Laundry Group Limited	Ordinary	England	4GP
National Sunlight Laundries Limited	Ordinary	England	4GP
M Furnishing (Ireland) Limited	Ordinary	England	4GP
M Furnishing Group Limited	Ordinary	England	4GP
Rociale Limited	Ordinary	England	4GP
Salop Textile Solutions Limited	Ordinary	England	4GP
Society Linen Limited	Ordinary	England	4GP
Spring Grove Services Group Limited	Ordinary	England	4GP
Spring Grove Services Limited	Ordinary	England	4GP
St. Helens Laundry Limited	Ordinary	England	4GP
Sunlight (72078) Limited	Ordinary	England	4GP
Sunlight (Lyndale) Limited	Ordinary	England	4GP
Sunlight (New Era Linen) Limited	Ordinary	England	4GP
Sunlight (Newbury) Limited	Ordinary	England	4GP
Sunlight Clinical Solutions Limited	Ordinary	England	4GP
Sunlight Service Group (Shop Investments) Limited <sup>(ii)</sup>	Ordinary	England	4GP
Sunlight Services Limited	Ordinary	England	4GP
Sunlight Textile Services Limited	Ordinary	England	4GP

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 32 Non-principal subsidiary undertakings (continued)

Company	Class of shares held	Country of incorporation	Registered office
Sunlight Workwear Services Limited	Ordinary	England	4GP
The Lizard and District Hygienic Steam Laundry Company Limited	Ordinary	England	4GP
The Sunlight Group Limited	Ordinary	England	4GP
The Sunlight Service Group Limited	Ordinary	England	4GP
West Kent Laundry Limited	Ordinary	England	4GP
Berendsen Supply Chain (Northern Ireland) Limited	Ordinary	Northern Ireland	c/o Carson McDowell, Murray House, Murray Street, Belfast, Northern Ireland, BT1 6DN
Berendsen Finance Ireland (DKK) Limited <sup>(1)</sup>	Ordinary	Republic of Ireland	Pottery Road, Dun Laoghaire, Co. Dublin, Ireland
Berendsen Finance Ireland (Euro) Limited <sup>(1)</sup>	Ordinary	Republic of Ireland	Pottery Road, Dun Laoghaire, Co. Dublin, Ireland
Berendsen Finance Ireland (PLN) Limited <sup>(1)</sup>	Ordinary	Republic of Ireland	Pottery Road, Dun Laoghaire, Co. Dublin, Ireland
Berendsen Ireland Holdings Limited	Ordinary	Republic of Ireland	Pottery Road, Dun Laoghaire, Co. Dublin, Ireland
Nanoclean Limited	Ordinary	Republic of Ireland	Pottery Road, Dun Laoghaire, Co. Dublin, Ireland
Steri-tex Limited	Ordinary	Republic of Ireland	Pottery Road, Dun Laoghaire, Co. Dublin, Ireland
BDF Healthcare Ltd	Ordinary	Scotland	11 Ladywell Avenue, Grangestone, Girvan, Ayrshire, Scotland, KA26 9PL, United Kingdom
BDF Holdings Limited	Ordinary	Scotland	11 Ladywell Avenue, Grangestone, Girvan, Ayrshire, Scotland, KA26 9PL, United Kingdom
BDF Limited	Ordinary	Scotland	11 Ladywell Avenue, Grangestone, Girvan, Ayrshire, Scotland, KA26 9PL, United Kingdom
Dunfermline and West Fife Laundry Limited	Ordinary	Scotland	16 Randolph Place, Randolph Industrial Estate, Kirkcaldy, Scotland, KY1 2YX, United Kingdom
New Wave Laundries Limited	Ordinary	Scotland	16 Randolph Place, Randolph Industrial Estate, Kirkcaldy, Scotland, KY1 2YX, United Kingdom
<b>Continental Europe</b>			
Frederiksborg Linnedservice A/S	Ordinary	Denmark	Gydebakken 16, DK-3310, Ølsted, Denmark
Xtra Måttedservice A/S	Ordinary	Denmark	Energivej 10, DK-6670 Holsted, Denmark
Berendsen Textile Service Oy	Ordinary	Finland	Huurrekuja 5, Tuusuka, 4360, Finland
Askulta Nord Textilpflege GmbH & Co KG	Ordinary	Germany	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Germany
Berendsen GmbH	Ordinary	Germany	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Germany
Berendsen GmbH Füssen	Ordinary	Germany	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Germany
Berendsen GmbH Glückstadt	Ordinary	Germany	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Germany
Berendsen GmbH Meßkirch	Ordinary	Germany	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Germany
Berendsen GmbH Nordost	Ordinary	Germany	Lindenstraße 61, 15517, Fürstenwalde, Germany
Berendsen GmbH Schleswig	Ordinary	Germany	Heinrich-Hertz-Straße 17, 24837, Schleswig, Germany
Berendsen GmbH West	Ordinary	Germany	Pettenkoferstraße 23, 58097, Hagen, Germany
Berendsen Group Services GmbH	Ordinary	Germany	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Germany
Berendsen Textilservice GmbH	Ordinary	Germany	Sachsenkamp 5, 20097 Hamburg, Germany
Decontam GmbH	Ordinary	Germany	Hofmannstraße 13-19, 91438 Bad Windsheim, Germany

## 32 Non-principal subsidiary undertakings (continued)

Company	Class of shares held	Country of incorporation	Registered office
Glückstadter Textilservice GmbH & Co oHG	Ordinary	Germany	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Germany
Klarner-Textilservice GmbH	Ordinary	Germany	Auf der Weiß 8, 57074 Worms, Germany
PTS Pinneberger Textil-Service GmbH	Ordinary	Germany	Stadtstraße 3-7, 25349 Glückstadt, Germany
Saniwo Textil-Gesellschaft mbH	Ordinary	Germany	Sachsenkamp 5, 20097 Hamburg, Germany
TSL Textilservice – und Logistik GmbH	Ordinary	Germany	Lindenstraße 61, 15517 Fürstenwalde, Germany
S Berendsen (Netherlands) BV	Ordinary	Holland	Pieter Calandweg 2, 6827 BK, Arnhem, Netherlands
S Berendsen AB	Ordinary	Sweden	Box 17143, 200 10, Malmö, Sweden
Berendsen Textil Servis s.r.o	Ordinary	Slovakia	Drietoma 920, Drietoma, 913 03, Slovakia
OOO Berendsen	Ordinary	Russian Federation	Volgogradskij Prospect 42 Korpus 5 second floor, 109316, Moscow, Russian Federation

The following non-principal undertakings are not owned 100% but are included within the group's consolidated results unless otherwise stated.

Company	Class of shares held	% of shares held	Country of incorporation	Registered office
<b>Continental Europe</b>				
Washa ApS	Ordinary	15%	Denmark	Kirstinehøj 3, 2770, Kastrup, Denmark
Jysk Linnedservice A/S	Ordinary	70%	Denmark	Fuglemosevej 1E, DK-8620, Kjellerup, Denmark
AKK-Service GmbH	Ordinary	10%	Germany	Bleickenallee 38, 22763 Hamburg, Germany
Jentex GmbH	Ordinary	49%	Germany	Bachstraße 18, 07743 Jena, Germany

## Notes:

(i) Owned directly by Berendsen plc.

(ii) Acorn Services (North West) Limited, Hall & Letts Limited and Sunlight Service Group (Shop Investments) Limited were dissolved on 17 January 2017.

**Comptes consolidés de Berendsen**  
**et rapport des commissaires aux comptes (*Independent Auditors*)**  
**au titre de l'exercice 2015**

**(Pages 105 à 181 du rapport annuel de Berendsen au titre de l'exercice 2015)**

## The directors present their Annual Report and audited financial statements for the year ended 31 December 2015.

This Annual Report contains forward-looking statements. These forward-looking statements are not guarantees of future performance. Rather they are based on current views and assumptions and involve known and unknown risks, uncertainties and other factors that may cause actual results to differ from any future results or developments expressed in, or implied from, the forward-looking statements. Each forward-looking statement speaks only as of the date of that particular statement.

The Directors' report of the group for the year ended 31 December 2015 is set out on pages 105 to 108 inclusive. Additional information which is incorporated by reference into this Directors' report, including information required in accordance with the Companies Act 2006 and the Listing Rule 9.8.4R of the UK Financial Conduct Authority's Listing Rules, can be located as follows:

Disclosure	Location
Future business developments	Throughout the Strategic report (pages 01 to 51)
Employee involvement	Our people (page 47)
Financial risk management objectives and policies (including hedging policy and use of financial instruments)	Note 17 to the financial statements (pages 151 to 159)
Details of long-term incentive schemes	Note 21 to the financial statements (pages 163 to 169)
Directors' responsibilities statement	Page 109

Both the Directors' report and the Strategic report have been drawn up and presented in accordance with, and in reliance upon, applicable English company law. The liabilities of the directors in connection with that report shall be subject to the limitations and restrictions provided by such law.

### Branches outside the UK

The group has branches in Finland.

### Results and dividends

The financial statements set out the results of the group for the year ended 31 December 2015 and are shown on page 118. The directors recommend a final dividend of 21.5 pence per ordinary share which, together with the interim dividend of 10.0 pence per ordinary share paid in October 2015, makes a total dividend for the year of 31.5 pence (2014: 30 pence) per ordinary share. Subject to approval by shareholders of the recommended final dividend, the dividend award to shareholders for 2015 will total £53.8 million. If approved, the company will pay the final dividend on 6 May 2016 to shareholders on the register at 8 April 2016.

### Changes in composition of the group

During the year, the group acquired a number of textile maintenance businesses. The total consideration including net financial liabilities assumed and deferred consideration payable for these acquisitions was £8.9 million.

Details of the fair value of net assets acquired and consideration paid are set out in note 25 to the financial statements.

### Directors

The current directors of the company, including their biographical details, are set out on pages 56 and 57. Each served throughout the year ended 31 December 2015 except James Drummond who was appointed to the board on 1 August 2015 and Peter Ventress who resigned from the board on 31 July 2015.

In accordance with the UK Corporate Governance Code, the company is continuing to follow the recommendation that all directors seek their election or re-election, as relevant, at the AGM this year.

Copies of executive directors' service contracts are available to shareholders for inspection at the company's registered office and at the AGM. Details of the directors' remuneration and service contracts and their interests in the shares of the company are included in the Directors' remuneration report which is set out on pages 78 to 104.

### Directors' indemnity

Article 133 of the company's Articles of Association (the "Articles") provides, among other things that, insofar as permitted by law, every director of the company or any associated company may be indemnified by the company against any liability.

Deed polls, which include the grant of indemnities constituting qualifying third party indemnity provisions (as defined by Section 234 of the Companies Act 2006), were updated during the year and were in force for each of the Chairman, executive and non-executive directors of the company and its wholly-owned subsidiaries.

In addition, the company has arranged appropriate insurance cover in respect of legal action against its directors and officers.

### Share capital

As at 25 February 2016, the company's issued share capital consisted of £51,773,561 divided into 172,578,539 ordinary shares of 30 pence each (no shares are held in treasury).

During the 12 months to 31 December 2015, 12,695 ordinary shares of 30 pence each in the company were issued in satisfaction of the exercise of employee share options under the terms of the Berendsen Sharesave Plan 2006 for a total consideration of £57,650.

The share price on 31 December 2015 was 1,079 pence. Details of the movements in the year are set out in note 20 to the financial statements.

## Rights and obligations attaching to shares

Subject to the Articles, the Companies Act 2006 and other shareholders' rights: (i) shares in the company may be issued with such rights and restrictions as the shareholders may by ordinary resolution decide or, if there is no such resolution or so far as it does not make specific provision, as the board may decide; and (ii) unissued shares in the company are at the disposal of the board.

## Variation of rights

Subject to the Companies Act 2006, rights attached to any class of shares may be varied with the written consent of the holders of not less than three-fourths in nominal value of the issued shares of that class (calculated excluding any shares held as treasury shares), or with the sanction of a special resolution passed at a separate general meeting of the holders of those shares.

## Securities carrying special rights

No person holds securities in the company carrying special rights with regard to control of the company.

## Restrictions on transfer of securities in the company

There are no restrictions on the transfer of securities in the company, except:

- that certain restrictions may from time to time be imposed by laws and regulations (for example, insider trading laws); and
- pursuant to the Listing Rules of the Financial Conduct Authority, whereby certain employees of the company require the approval of the company to deal in the company's ordinary shares.

The company is not aware of any agreements between holders of securities that may result in restrictions on the transfer of securities.

## Voting

Every member and every duly appointed proxy present at a general meeting or class meeting has, upon a show of hands, one vote and every member present in person or by proxy has, upon a poll, one vote for every share held by him or her. In the case of joint holders of a share, the vote of the senior who tenders a vote, whether in person or by proxy, shall be accepted to the exclusion of the vote(s) of the other joint holder(s) and, for this purpose, seniority shall be determined by the order in which the names stand in the register in respect of the joint holding.

## Restrictions on voting

No member shall be entitled to vote at any general meeting or class meeting in respect of any share held by him or her if any call or other sum then payable by him or her in respect of that share remains unpaid or if a member has been served with a restriction notice (as defined in the Articles) after failure to provide the company with information concerning interests in those shares required to be provided under the Companies Act 2006.

The company is not aware of any agreements between holders of securities that may result in restrictions on voting rights.

## Authority to allot new shares, disapply pre-emption rights and purchase own shares

At the AGM held on 30 April 2015, shareholders authorised the company to purchase in the market up to 10% of its issued share capital (17,256,784 ordinary shares) and, as at 31 December 2015, the full extent of this authority remained in force and unused. This authority is renewable annually, and a special resolution will be proposed at the 2016 AGM to renew it. The directors will only purchase the company's shares in the market if they believe it is in the best interests of shareholders generally.

The directors were also granted authority at the 2015 AGM to allot shares up to approximately two-thirds of the company's issued ordinary share capital (in accordance with guidelines issued by the ABI on 31 December 2012). The additional one-third authority, above the one-third authority which can be used for general purposes, may only be used for rights issues.

At 25 February 2016, the company had an unexpired authority to allot up to 115,045,226 shares with a nominal value of £34,513,568. The authority granted at the 2015 AGM will apply until the conclusion of the 2016 AGM, at which shareholders will be asked to grant the directors renewed authority to allot shares up to approximately two-thirds of the company's issued ordinary share capital. The renewed authority will apply until the conclusion of the 2017 AGM. The directors have no present intention to exercise this authority, and no issue will be made which would effectively alter the control of the company without the prior approval of shareholders in general meeting.

A special resolution will be proposed at the 2016 AGM to authorise the directors to allot ordinary shares (or sell any ordinary shares which the company elects to hold in treasury), representing up to 5% of the company's issued ordinary share capital, for cash on a non-pre-emptive basis. The directors confirm that, in any rolling three-year period, the company will not issue non-pre-emptively for cash equity securities that represent more than 7.5% of the company's issued ordinary share capital, in accordance with the Pre-Emption Group Statement of Principles. The directors have decided not to seek the authority to issue non-pre-emptively for cash equity securities representing an additional 5% of the company's issued share capital for use only in connection with an acquisition or a specified capital investment, in accordance with the Pre-Emption Group Statement of Principles, as updated in March 2015. The directors will keep this under review during 2016.

## Substantial shareholdings

The table below shows the holdings in the company's issued share capital which had been notified to the company pursuant to the Financial Conduct Authority's Disclosure and Transparency Rules. The information below was correct at the date of notification; however, the date received may not have been within the current financial year. It should be noted that these holdings are likely to have changed since the company was notified. However, notification of any change is not required until the next notifiable threshold is crossed.

	31 December 2015			25 February 2016*		
	Direct/ indirect	No. of shares (m)	%	Direct/ indirect	No. of shares (m)	%
Prudential plc	Direct	16.41	9.51	Direct	14.39	8.33
Fidelity Management & Research Company (FMR)	Direct	8.65	5.01	Direct	8.65	5.01
BlackRock, Inc	-	-	-	Direct	8.64	5.00

\* Being the latest practicable date prior to publication of the Annual Report.

Notifications were also received from Silchester International Investors Limited and Sanderson Asset Management Limited during the year to disclose that they no longer held a notifiable interest.

## Rights under the employee share scheme

As at 31 December 2015, Appleby Trust (Jersey) Limited, as trustee of the Berendsen Employee Benefit Trust, held 1,715,142 shares in trust for the benefit of the executive directors and employees of the group. A dividend waiver is in place in respect of Appleby's shareholding and Appleby currently abstains from voting the shares but it may, upon the recommendation of the company and having taken into account all relevant matters including the interests of beneficiaries, accept or reject any offer relating to the shares in any way it sees fit, without incurring any liability and without being required to give reasons for its decision.

## Amendment of Articles of Association

Unless expressly specified to the contrary in the Articles, the Articles may be amended by a special resolution of the company's shareholders.

## Appointment and replacement of directors

Directors may be appointed by the shareholders by ordinary resolution or by the board. A director appointed by the board holds office only until the following AGM of the company and is then eligible for election by the members. The board or any committee authorised by the board may from time to time appoint one or more directors to hold any employment or executive office for such period and on such terms as they may determine and may also revoke or terminate any such appointment.

At every AGM of the company, any of the directors who have been appointed by the board since the last AGM shall seek their re-election by the members. Notwithstanding provisions in the company's Articles in respect of the retirement by rotation of directors, the

board has agreed, in accordance with the UK Corporate Governance Code, and in line with previous years, that all of the directors wishing to continue will offer themselves for re-election by the shareholders at the 2016 AGM.

The shareholders may, by special resolution, remove any director before the expiration of that director's period of office.

## Powers of the directors

Subject to the Articles, the Companies Act 2006 and any directions given by the shareholders by special resolution, the business of the company will be managed by the board who may exercise all the powers of the company, whether relating to the management of the business of the company or not. In particular, the board may exercise all the powers of the company to borrow money, to mortgage or charge any of its undertakings, property, assets (present and future) and uncalled capital, to issue debentures and other securities and to give security for any debt, liability or obligation of the company or of any third party.

## Significant agreements

There are a number of agreements that take effect, alter or terminate upon a change of control of the company, such as commercial contracts, bank loan agreements, property lease arrangements and employees' share plans. None of these are deemed to be significant in terms of their potential impact on the business of the group as a whole, except for the following: US Private Placement Note Purchase Agreements US\$200 million dated 25 May 2006, US\$259 million and £25 million dated 24 November 2009, €80 million and DKK655 million dated 15 December 2014 and the €510 million Multicurrency Revolving Credit Facility dated 19 March 2015. These agreements contain change of control provisions

which, if triggered, could limit future utilisations, require the repayment of existing utilisations or lead to a renegotiation of terms.

## Employees

The board recognises the importance of attracting, developing and retaining the right people, as well as maintaining a safe working environment for our existing employees. Please refer to page 47 for further details about group policies and procedures on how employee's skills, communication and engagement are strengthened; and to pages 48 to 50 for health and safety policies and procedures.

In accordance with best practice, we have employment policies in place which provide equal opportunities for all employees, irrespective of sex, race, colour, disability, sexual orientation, religious beliefs or marital status. We give full and fair consideration to applications for employment from applicants with disabilities where they have the appropriate skills and potential. Appropriate arrangements are made for the continued employment and training, career development and promotion of persons with disabilities employed by the group. If there were to be any instance of an employee becoming disabled during their employment with us, every effort would be made to make sure that their employment with us continues and that, where needed, appropriate retraining is arranged.

## Greenhouse gas emissions

Disclosures concerning the group's greenhouse gas emissions are contained within the Corporate responsibility report, which forms part of the Strategic report, on page 51.

### Political donations

There were no political donations during 2015 (2014: nil).

### Auditors and disclosure of information to auditors

The company's auditors, PricewaterhouseCoopers LLP, have indicated their willingness to continue in office and a resolution that they may be reappointed will be proposed at the AGM.

As far as each director is aware, there is no relevant audit information of which the company's auditors are unaware. Each director has taken all the steps that they ought to have taken as a director in order to make themselves aware of any relevant audit information and to establish that the company's auditors are aware of that information.

### Going concern

The group's business activities, together with the factors likely to affect its future development, performance and position are set out in the Strategic report on pages 1 to 51. The financial position of the group, its cash flows, liquidity position and borrowing facilities are described in the Financial Director's review on pages 36 to 43. In addition, note 17 to the financial statements includes the group's objectives, policies and processes for managing its capital; its financial risk management objectives and policies; details of its financial instruments and hedging activities; and its exposures to price, credit, liquidity and cash flow risk.

The group has considerable financial resources together with long-term contracts with a number of customers and suppliers across different geographic areas and industries. As a consequence, the directors believe that the group is well placed to manage its business risks successfully.

Having assessed the principal risks, and other matters discussed in connection with the viability statement, the directors consider it appropriate to adopt the going concern basis of accounting in preparing the financial statements.

### Annual General Meeting

The notice of the AGM to be held at 11.00 am on Thursday 28 April 2016 is being sent separately to shareholders with this report. The venue for the meeting is the Royal Aeronautical Society, 4 Hamilton Place, London W1J 7BQ.

**David Lawler**  
Company Secretary  
25 February 2016

The directors are responsible for preparing the Annual Report and Accounts, the report on directors' remuneration and the financial statements in accordance with applicable law and regulations.

Company law requires the directors to prepare financial statements for each financial year. Under that law, the directors have prepared the group and parent company financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRSs) as adopted by the European Union. Under Company law, the directors must not approve the financial statements unless they are satisfied that they give a true and fair view of the state of affairs of the group and the company and of the profit or loss of the group and the company for that period.

In preparing these financial statements, the directors are required to:

- select suitable accounting policies and then apply them consistently;
- make judgements and accounting estimates that are reasonable and prudent;
- state whether applicable IFRSs as adopted by the European Union have been followed, subject to any material departures disclosed and explained in the financial statements; and
- prepare the financial statements on a going concern basis unless it is inappropriate to presume that the company will continue in business.

The directors are responsible for ensuring that the company keeps adequate accounting records which are sufficient to show and explain the company's and the group's transactions, disclose with reasonable accuracy, at any time, the financial position of the company and the group and enable them to ensure that the financial statements and the report on directors' remuneration comply with the Companies Act 2006 and, as regards the group financial statements, Article 4 of the IAS Regulation. The directors also have a general responsibility for taking such steps as are reasonably open to them to safeguard the assets of the group and company and hence to prevent and detect fraud and other irregularities.

This statement, which should be read in conjunction with the auditors' report, is made with a view to distinguishing for members the respective responsibilities of the directors and the auditors in relation to the financial statements.

A copy of the Annual Report and the financial statements of the company are on the company's website at [www.berendsen.com](http://www.berendsen.com). The directors are responsible for the maintenance and integrity of the corporate and financial information included on the company's website; the work carried out by the auditors does not involve consideration of these matters. Accordingly, the auditors accept no responsibility for any changes that may have occurred to the financial statements since they were placed on the website. Information published on the internet is accessible in many countries with different legal requirements. Legislation in the UK governing the preparation and dissemination of financial statements may differ from legislation in other jurisdictions.

In accordance with DTR 4.1.12, each of the directors confirms that, to the best of their knowledge:

- i) The financial statements of the group and the company, prepared in accordance with International Financial Reporting Standards as adopted by the EU, give a true and fair view of the assets, liabilities, financial position and profit or loss of the group; and
- ii) The Strategic report and the Directors' report contained in this Annual Report, include a fair review of the development and performance of the business and the position of the group, together with a description of the principal risks and uncertainties they face.

In accordance with the provisions of the UK Corporate Governance Code, the directors confirm that, to the best of their knowledge, the Annual Report and Accounts, taken as a whole, are fair, balanced and understandable and provide the information necessary for shareholders to assess the performance, business model and strategy of the company and the group.

The current directors and their functions are listed on pages 56 and 57.

By order of the board,

**David Lawler**  
Company Secretary  
25 February 2016

## Independent auditors' report on the group financial statements

### Our opinion

In our opinion, Berendsen plc's Group financial statements (the "financial statements"):

- give a true and fair view of the state of the Group's affairs as at 31 December 2015 and of its profit and cash flows for the year then ended;
- have been properly prepared in accordance with International Financial Reporting Standards ("IFRSs") as adopted by the European Union; and
- have been prepared in accordance with the requirements of the Companies Act 2006 and Article 4 of the IAS Regulation.

### What we have audited

The financial statements, included within the Report and Accounts (the "Annual Report"), comprise:

- the Consolidated balance sheet as at 31 December 2015;
- the Consolidated income statement and Consolidated statement of comprehensive income for the year then ended;
- the Consolidated cash flow statement for the year then ended;
- the Consolidated statement of changes in equity for the year then ended;
- the accounting policies; and
- the notes to the financial statements, which include other explanatory information.

Certain required disclosures have been presented elsewhere in the Annual Report, rather than in the notes to the financial statements. These are cross-referenced from the financial statements and are identified as audited.

The financial reporting framework that has been applied in the preparation of the financial statements is applicable law and IFRSs as adopted by the European Union.

### Our audit approach

#### Context

Berendsen plc is listed on the London Stock Exchange. The Group provides services across Europe and the structure of our audit continues to reflect this, with a considerable amount of time spent directing, communicating with and visiting component audit teams. The business involves a very large number of relatively low value items, and the accounting for these in inventory and fixed assets is an area of focus as a result. In terms of developments in the business affecting our audit, the performance of the German and Austrian Healthcare business was a focus of our work on the carrying value of goodwill.

## Overview

Overall group materiality: £5.9 million which represents 5% of profit before tax and exceptional items.

### Materiality

### Audit scope

### Areas of focus

→ Overall group materiality: £5.9 million (2014:£5.8 million) which represents 5% of profit before tax and exceptional items.

→ We performed an audit of the complete financial information of eight operating reporting units and specified procedures at Sweden Sourcing, using a number of overseas component audit teams.

Goodwill impairment assessment:

→ The carrying value of goodwill is deemed to be an area of focus due to the judgements involved in estimating future cash flows and applying appropriate assumptions. This is particularly relevant to the German and Austrian Healthcare cash generating unit given the impairment taken in the year.

Misstatement in textile fixed asset and inventory valuation and existence:

→ The valuation of textile fixed assets is deemed to be an area of focus due to the size of the asset on the balance sheet and the difficulty in tracking individual items and verifying their useful economic lives; and

→ The existence and valuation of inventory due to the number of locations where inventory is held, especially at third party locations and the absorption of freight costs and duty affecting the value at which the inventory is held.

Environmental liabilities:

→ The appropriateness of provisions recognised and the contingent liabilities disclosed in relation to historical environmental liabilities in a number of locations.

## The scope of our audit and our areas of focus

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (UK and Ireland) (“ISAs (UK & Ireland)”).

We designed our audit by determining materiality and assessing the risks of material misstatement in the financial statements. In particular, we looked at where the directors made subjective judgements, for example in respect of significant accounting estimates that involved making assumptions and considering future events that are inherently uncertain. As in all of our audits we also addressed the risk of management override of internal controls, including evaluating whether there was evidence of bias by the directors that represented a risk of material misstatement due to fraud.

The risks of material misstatement that had the greatest effect on our audit, including the allocation of our resources and effort, are identified as “areas of focus” in the table below. We have also set out how we tailored our audit to address these specific areas in order to provide an opinion on the financial statements as a whole, and any comments we make on the results of our procedures should be read in this context. This is not a complete list of all risks identified by our audit.

Area of focus	How our audit addressed the area of focus
<b>Goodwill impairment assessment</b>	
<p>We focused on this area due to the size of the goodwill balance (£367m as at 31 December 2015) and because the directors' assessment of the "value in use" of the Group's cash generating units (CGUs) involves judgement about the future results of the business and the discount rates applied to future cash flow forecasts.</p>	<p>We evaluated the directors' future cash flow forecasts, and the process by which they were drawn up, including comparing them to the latest Board approved budgets and testing the underlying calculations. We found that management had followed a clear process for drawing up the future cash flow forecasts, which were subject to timely oversight and challenge by the directors and which were consistent with the Board approved budgets. We found no material misstatements in the calculations performed.</p>
<p>In particular we focused our audit effort on the goodwill recognised in relation to the German and Austrian Healthcare CGU due to the impairment charge of £6.4m recognised in the current year.</p>	<p>We challenged the directors' key assumptions for long term growth rates in the cash flows by comparing them to historical results and economic forecasts. We compared the current year actual results to the FY15 figures included in the prior year forecasts to consider whether any forecasts included assumptions that, with hindsight, had been optimistic.</p>
<p>Refer also to note 8 to the financial statements, page 70 (Audit Committee report) and page 131 (critical accounting estimates).</p>	<p>For the discount rate we assessed the cost of capital for the company and comparable organisations by performing a benchmark analysis and found it to be in line with our expectations.</p>
	<p>We performed sensitivity analysis around the key drivers of the cash flow forecasts, being:</p>
	<p>→ the growth rates;</p>
	<p>→ the operating profit applied for the first three years; and</p>
	<p>→ the discount rate.</p>
	<p>Having ascertained the extent of change in those assumptions that either individually or collectively would be required for the goodwill to be impaired for all CGUs, we considered the likelihood of such a movement in those key assumptions arising.</p>
	<p>Management reassessed the market conditions in German and Austrian Healthcare and updated the forecasts accordingly, leading to an impairment of the goodwill for this CGU.</p>
	<p>We found the revised assumptions to be supported by the evidence management provided, although note that any change in these assumptions would have a direct impact on the value of the impairment charge.</p>
	<p>We were also able to obtain sufficient evidence to support management's views on the key assumptions in the other CGUs, where no impairment charge was recognised.</p>
	<p>We considered the appropriateness of the related disclosures in note 8 to the financial statements. We found that they appropriately explain the impairment in German and Austrian Healthcare and describe the inherent degree of subjectivity in the estimates and the potential impact on future periods of revisions to these estimates.</p>

Area of focus	How our audit addressed the area of focus
<b>Misstatement in textile fixed asset and inventory</b>	
<b>Textile fixed asset</b>	
<p>Linen and workwear textiles are sold by the UK and Sweden Sourcing businesses to the operating units within the Group as textile fixed assets and depreciated over their useful economic lives.</p> <p>Other than in certain businesses which have introduced the individual tagging of garments in order to trace their day-to-day use, textile assets are homogeneously depreciated by textile category over their estimated useful economic lives (currently between 20% and 40% per annum as stated in the accounting policies on page 126).</p> <p>These textiles are significant assets on the balance sheet (£221.9 million as at 31 December 2015). Therefore, an over or understatement of the useful economic lives could lead to a material misstatement of depreciation for the year, affecting both the charge to the income statement and the valuation of the assets on the balance sheet.</p>	<p>In each of the eight operating units where an audit of the complete financial information was performed, we carried out:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ a comparison between asset classes of the carrying value and depreciation charge for the year as a percentage of the revenue they generate;</li> <li>→ a substantive analytical review of the depreciation charge by asset class (ensuring depreciation is in line with group policy); and</li> <li>→ a comparison of additions in the year to additions in the prior year, within each asset class to check they were reasonably consistent.</li> </ul> <p>Within the additions testing, we also tested that linen asset additions were allocated to the correct linen asset class and depreciated in line with other assets of a similar nature and in line with their useful life expectancy.</p> <p>Additionally, at group level, we performed a reasonableness test by comparing additions between 2012 and 2015 to depreciation over the period to understand whether the assets are being replaced over a similar timeframe. We found that capital expenditure on textile assets was materially in line with depreciation where there had been no major change in the scale and nature of the business.</p> <p>Taken together, these procedures gave us the evidence we needed in relation to the economic lives and depreciation of the relevant assets.</p>
<b>Inventory</b>	
<p>The group holds inventory at many locations, including a number that are owned by third parties. There is a risk that inventory quantities will be misstated at one or more locations, particularly where inventory is not under the direct control of the group.</p> <p>Inventory largely comes into the group through the UK and Sweden Sourcing businesses. The allocations of freight and duty costs in the standard costing system are reviewed regularly but there is a risk that the standard cost of inventory items could be misstated.</p>	<p>We performed audit procedures for operating reporting units with material inventory balances.</p> <p><i>Existence</i> – we attended the year-end stock counts that were performed by management at six locations and traced the stock count results to the inventory system, checking that these were accurately recorded in the year-end inventory balance.</p> <p>We obtained a sample of confirmations of inventory held directly by third parties at the balance sheet date and successfully reconciled these to the year-end inventory balance.</p> <p>Where stock counts were not performed at the balance sheet date, we tested the records of these counts to the year-end inventory balance via a sample of goods in/outwards reports between the date of the count and the balance sheet date without noting any significant issues.</p> <p><i>Valuation</i> – to address the risk of misstatement in the valuation of inventory, a sample of stock items held by the group was traced from the inventory system to third party purchase invoices. We also tested the absorption of freight and duty costs to check they were incurred and appropriately allocated.</p>

Area of focus	How our audit addressed the area of focus
<p><b>Environmental liabilities</b></p> <p>The group operates from laundries across Europe, at which historic environmental liabilities may exist. Though the group has indemnities from third parties and expects to have the warranties confirmed in full so as to incur no significant loss, it is currently defending legal claims in respect of certain sites acquired.</p> <p>Judgement is required to assess the likelihood of these liabilities crystallising, in order to assess whether a provision should be recognised and, if so, the amount of that provision. The total potential liability is uncertain and would be affected by improvements in environmental clean-up technology and the future use of the sites.</p> <p>In Sweden, no amounts have been provided in the balance sheet with respect to any future environmental liability as the value and the timing of any cost to Berendsen is still unable to be determined. As such, a contingent liability continues to be disclosed within the financial statements of the group.</p> <p>In the Netherlands, management have recognised a provision on a specific site that is subject to a constructive obligation to incur environmental clean-up costs. The amount recognised is the best estimate of the expenditure that will be incurred before any related recovery.</p> <p>We focused on this area due to the judgement associated with assessing the level of provision to cover the future obligation. Under the terms of its share purchase agreement with a third party on the acquisition of the site, the company expects to have this amount reimbursed under the terms of its warranties and has consequently accounted for the estimated receivable at fair value.</p> <p>There is no change to the treatment in the current year compared to the prior year and therefore there has been no impact to the income statement.</p> <p>Refer also to notes 18 and 30 to the financial statements, page 70 (Audit Committee report) and page 131 (critical accounting estimates).</p>	<p>We examined the group's latest assessment of the status of the legal claims and obtained confirmation from their external legal advisors of the likelihood of the group successfully defending its position.</p> <p>In Sweden we checked that the situation remains unchanged from the prior year and determined that the accounting for any potential environmental remediation as a contingent liability remains appropriate. We read and were satisfied with the level of disclosure in note 30 to the financial statements.</p> <p>In the Netherlands, we re-evaluated and challenged management's rationale for maintaining the level of provision consistent with the prior year with respect to clean up of the site. From the evidence obtained we consider the level of provision to be acceptable in the context of materiality and on the basis that the situation remains consistent with the prior year.</p> <p>We obtained confirmations from external legal counsel and read other correspondence supporting the recoverability of the asset recognised from third parties under historical warranties. From the evidence obtained, we consider the current value of the asset recognised to be supportable.</p>

### How we tailored the audit scope

We tailored the scope of our audit to ensure that we performed enough work to be able to give an opinion on the financial statements as a whole, taking into account the geographic structure of the Group, the accounting processes and controls, and the industry in which the Group operates.

The Group's accounting process is structured around a local finance function in each of the 26 operating reporting units under which the Group operates. These functions maintain their own accounting records and controls and report to the head office finance function in London through an integrated consolidation system.

In our view, due to their significance and/or risk characteristics, eight of these units required an audit of their complete financial information and we used component auditors from PwC network firms who are familiar with the local laws and regulations in each of the territories to perform this audit work.

In addition, specific audit procedures were performed at the Sweden Sourcing reporting unit to address the risk identified in the existence and valuation of inventory area of focus.

Where the work was performed by component auditors, we determined the level of involvement we needed to have in the audit work at those functions to be able to conclude whether sufficient appropriate audit evidence had been obtained as a basis for our opinion on the group financial statements as a whole.

The Group engagement team visits the component teams on a rotational basis. In the current year the group engagement leader visited the Denmark, Sweden, Netherlands, Germany and United Kingdom operating locations. In addition, the group engagement team visited Norway.

The group consolidation, financial statement disclosures and a number of complex items were audited by the group engagement team at the head office. These include goodwill impairment, derivative financial instruments, hedge accounting, the Berendsen plc defined benefit pension scheme and share based payments.

### Materiality

The scope of our audit was influenced by our application of materiality. We set certain quantitative thresholds for materiality. These, together with qualitative considerations, helped us to determine the scope of our audit and the nature, timing and extent of our audit procedures on the individual financial statement line items and disclosures and in evaluating the effect of misstatements, both individually and on the financial statements as a whole.

Based on our professional judgement, we determined materiality for the financial statements as a whole as follows:

- Overall group materiality £5.9 million (2014: £5.8 million);
- How we determined it 5% of profit before tax and exceptional items; and
- Rationale for benchmark applied Profit before tax and exceptional items provides a more consistent basis for the audit year on year.

We agreed with the audit committee that we would report to them misstatements identified during our audit above £0.3 million (2014: £0.3 million) as well as misstatements below that amount that, in our view, warranted reporting for qualitative reasons.

### Going concern

Under the Listing Rules we are required to review the directors' statement, set out on page 108, in relation to going concern. We have nothing to report having performed our review.

Under ISAs (UK & Ireland) we are required to report to you if we have anything material to add or to draw attention to in relation to the directors' statement about whether they considered it appropriate to adopt the going concern basis in preparing the financial statements. We have nothing material to add or to draw attention to.

As noted in the directors' statement, the directors have concluded that it is appropriate to adopt the going concern basis in preparing the financial statements. The going concern basis presumes that the Group has adequate resources to remain in operation, and that the directors intend it to do so, for at least one year from the date the financial statements were signed. As part of our audit we have concluded that the directors' use of the going concern basis is appropriate. However, because not all future events or conditions can be predicted, these statements are not a guarantee as to the Group's ability to continue as a going concern.

## Other required reporting

### Consistency of other information

#### Companies Act 2006 opinions

In our opinion:

- the information given in the Strategic report and the Directors' report for the financial year for which the financial statements are prepared is consistent with the financial statements; and
- the information given in the Corporate governance statement set out on pages 59 to 77 with respect to internal control and risk management systems and about share capital structures is consistent with the financial statements.

### ISAs (UK & Ireland) reporting

Under ISAs (UK & Ireland) we are required to report to you if, in our opinion:

- information in the Annual Report is:
  - materially inconsistent with the information in the audited financial statements; or
  - apparently materially incorrect based on, or materially inconsistent with, our knowledge of the Group acquired in the course of performing our audit; or
  - otherwise misleading.

We have no exceptions to report.

- the statement given by the directors on page 77, in accordance with provision C.1.1 of the UK Corporate Governance Code (the "Code"), that they consider the Annual Report taken as a whole to be fair, balanced and understandable and provides the information necessary for members to assess the Group's position and performance, business model and strategy is materially inconsistent with our knowledge of the Group acquired in the course of performing our audit.

We have no exceptions to report.

- the section of the Annual Report on page 70, as required by provision C.3.8 of the Code, describing the work of the audit committee does not appropriately address matters communicated by us to the audit committee.

We have no exceptions to report.

### The directors' assessment of the prospects of the Group and of the principal risks that would threaten the solvency or liquidity of the Group

Under ISAs (UK & Ireland) we are required to report to you if we have anything material to add or to draw attention to in relation to:

- the directors' confirmation on page 26 of the Annual Report, in accordance with provision C.2.1 of the Code, that they have carried out a robust assessment of the principal risks facing the Group, including those that would threaten its business model, future performance, solvency or liquidity.

We have nothing material to add or to draw attention to.

- the disclosures in the Annual Report that describe those risks and explain how they are being managed or mitigated.

We have nothing material to add or to draw attention to.

- the directors' explanation on page 27 of the Annual Report, in accordance with provision C.2.2 of the Code, as to how they have assessed the prospects of the Group, over what period they have done so and why they consider that period to be appropriate, and their statement as to whether they have a reasonable expectation that the Group will be able to continue in operation and meet its liabilities as they fall due over the period of their assessment, including any related disclosures drawing attention to any necessary qualifications or assumptions.

We have nothing material to add or to draw attention to.

Under the Listing Rules we are required to review the directors' statement that they have carried out a robust assessment of the principal risks facing the Group and the directors' statement in relation to the longer-term viability of the Group. Our review was substantially less in scope than an audit and only consisted of making inquiries and considering the directors' process supporting their statements; checking that the statements are in alignment with the relevant provisions of the Code; and considering whether the statements are consistent with the knowledge acquired by us in the course of performing our audit. We have nothing to report having performed our review.

## Adequacy of information and explanations received

Under the Companies Act 2006 we are required to report to you if, in our opinion, we have not received all the information and explanations we require for our audit. We have no exceptions to report arising from this responsibility.

### Directors' remuneration

Under the Companies Act 2006 we are required to report to you if, in our opinion, certain disclosures of directors' remuneration specified by law are not made. We have no exceptions to report arising from this responsibility.

### Corporate governance statement

Under the Companies Act 2006 we are required to report to you if, in our opinion, a corporate governance statement has not been prepared by the parent company. We have no exceptions to report arising from this responsibility.

Under the Listing Rules we are required to review the part of the Corporate governance statement relating to ten further provisions of the Code. We have nothing to report having performed our review.

## Responsibilities for the financial statements and the audit

### Our responsibilities and those of the directors

As explained more fully in the Directors' responsibilities for the financial statements set out on page 109, the directors are responsible for the preparation of the financial statements and for being satisfied that they give a true and fair view.

Our responsibility is to audit and express an opinion on the financial statements in accordance with applicable law and ISAs (UK & Ireland). Those standards require us to comply with the Auditing Practices Board's Ethical Standards for Auditors.

This report, including the opinions, has been prepared for and only for the parent company's members as a body in accordance with Chapter 3 of Part 16 of the Companies Act 2006 and for no other purpose.

We do not, in giving these opinions, accept or assume responsibility for any other purpose or to any other person to whom this report is shown or into whose hands it may come save where expressly agreed by our prior consent in writing.

### What an audit of financial statements involves

An audit involves obtaining evidence about the amounts and disclosures in the financial statements sufficient to give reasonable assurance that the financial statements are free from material misstatement, whether caused by fraud or error. This includes an assessment of:

- whether the accounting policies are appropriate to the Group's circumstances and have been consistently applied and adequately disclosed;
- the reasonableness of significant accounting estimates made by the directors; and
- the overall presentation of the financial statements.

We primarily focus our work in these areas by assessing the directors' judgements against available evidence, forming our own judgements, and evaluating the disclosures in the financial statements.

We test and examine information, using sampling and other auditing techniques, to the extent we consider necessary to provide a reasonable basis for us to draw conclusions. We obtain audit evidence through testing the effectiveness of controls, substantive procedures or a combination of both.

In addition, we read all the financial and non-financial information in the Annual Report to identify material inconsistencies with the audited financial statements and to identify any information that is apparently materially incorrect based on, or materially inconsistent with, the knowledge acquired by us in the course of performing the audit. If we become aware of any apparent material misstatements or inconsistencies we consider the implications for our report.

### Other matter

We have reported separately on the parent company financial statements of Berendsen plc for the year ended 31 December 2015 and on the information in the Directors' remuneration report that is described as having been audited.

**Matthew Mullins (Senior Statutory Auditor)** for and on behalf of PricewaterhouseCoopers LLP Chartered Accountants and Statutory Auditors London

25 February 2016

Notes:

- (a) The maintenance and integrity of the Berendsen plc website is the responsibility of the directors; the work carried out by the auditors does not involve consideration of these matters and, accordingly, the auditors accept no responsibility for any changes that may have occurred to the financial statements since they were initially presented on the website.
- (b) Legislation in the United Kingdom governing the preparation and dissemination of financial statements may differ from legislation in other jurisdictions

## Consolidated income statement

For the year ended 31 December 2015	Notes	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
Revenue	1	1,006.0	1,038.6
Cost of sales		(504.0)	(517.7)
Gross profit		502.0	520.9
Other income		4.6	4.3
Distribution costs		(187.0)	(193.3)
Administrative expenses		(161.3)	(168.5)
Other operating expenses		(26.2)	(26.2)
Operating profit	1	132.1	137.2
Analysed as:			
Operating profit before exceptional items and amortisation of customer contracts	1	153.8	158.7
Exceptional items	4	(7.3)	-
Amortisation of customer contracts	9	(14.4)	(21.5)
Operating profit	1	132.1	137.2
Finance costs	2	(20.7)	(23.1)
Finance income	2	2.0	2.9
Profit before taxation	3	113.4	117.0
Taxation	5	(24.5)	(27.1)
Profit for the year		88.9	89.9
Analysed as:			
Profit attributable to non-controlling interest		0.2	0.3
Profit attributable to owners of parent company		88.7	89.6
Earnings per share expressed in pence per share			
- Basic	7	51.9	52.6
- Diluted	7	51.8	52.4

The notes on pages 124 to 181 are an integral part of these consolidated financial statements.

For the year ended 31 December 2015	Notes	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
<b>Profit for the year</b>		88.9	89.9
<b>Other comprehensive income /(expense):</b>			
Items that may be subsequently reclassified into profit or loss:			
Currency translation differences		(24.1)	(46.9)
Gain/(loss) on cash flow hedges	16	3.5	(4.9)
		(20.6)	(51.8)
Items that cannot be subsequently reclassified into profit or loss:			
Actuarial gains/(losses)		7.7	(12.5)
Other comprehensive (expense) for the year, net of tax		(12.9)	(64.3)
<b>Total comprehensive income for the year</b>		76.0	25.6
Attributable to:			
Non-controlling interest		0.2	-
Owners of parent company		75.8	25.6

Items in the statement above are disclosed net of tax. The tax relating to each component of other comprehensive income is disclosed in note 5.

## Consolidated balance sheet

As at 31 December 2015	Notes	As at 31 December 2015 £m	As at 31 December 2014 Restated (notes 10,11) £m
<b>Assets</b>			
Intangible assets:			
- Goodwill	8	367.0	390.2
- Other intangible assets	9	25.9	37.1
Property, plant and equipment	10	477.1	480.8
Deferred tax assets	19	6.9	8.1
Derivative financial instruments	16	51.4	40.4
Pension scheme surplus	27	44.6	35.7
<b>Total non-current assets</b>		<b>972.9</b>	<b>992.3</b>
Assets classified as held for sale		-	0.2
Inventories	11	50.2	49.7
Income tax receivable		3.3	1.3
Derivative financial instruments	16	16.3	0.1
Trade and other receivables	12	169.9	163.5
Cash and cash equivalents	13	126.7	96.9
<b>Total current assets</b>		<b>366.4</b>	<b>311.7</b>
<b>Liabilities</b>			
Borrowings	15	(88.1)	(2.5)
Derivative financial instruments	16	(5.3)	(0.6)
Income tax payable		(16.5)	(12.5)
Trade and other payables	14	(196.8)	(200.3)
Provisions	18	(2.9)	(3.1)
<b>Total current liabilities</b>		<b>(309.6)</b>	<b>(219.0)</b>
<b>Net current assets</b>		<b>56.8</b>	<b>92.7</b>
Borrowings	15	(409.5)	(468.8)
Derivative financial instruments	16	(5.9)	(17.3)
Pension scheme deficits	27	(28.8)	(34.7)
Deferred tax liabilities	19	(65.4)	(57.6)
Trade and other payables	14	(1.1)	(1.2)
<b>Total non-current liabilities</b>		<b>(510.7)</b>	<b>(579.6)</b>
<b>Net assets</b>		<b>519.0</b>	<b>505.4</b>
<b>Equity</b>			
Share capital	20	51.8	51.8
Share premium		99.5	99.4
Other reserves		1.4	(2.4)
Capital redemption reserve		150.9	150.9
Retained earnings		211.3	200.5
<b>Total equity attributable to owners of parent company</b>		<b>514.9</b>	<b>500.2</b>
Non-controlling interest		4.1	5.2
<b>Total equity</b>		<b>519.0</b>	<b>505.4</b>

The financial statements on pages 118 to 181 were approved by the board and signed on its behalf by:

**James Drummond**      **Kevin Quinn**  
 Chief Executive Officer    Chief Financial Officer  
 25 February 2016

## Consolidated cash flow statement

121

Strategic report

Governance

Financial statements

For the year ended 31 December 2015	Notes	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 Restated (note 23) £m
<b>Cash flows from operating activities</b>			
Cash generated from operations	23	308.9	329.8
Interest paid		(19.7)	(22.2)
Interest received		2.0	2.9
Income tax paid		(18.0)	(18.2)
<b>Net cash generated from operating activities</b>		<b>273.2</b>	<b>292.3</b>
<b>Cash flows from investing activities</b>			
Acquisition of subsidiaries, net of cash acquired	25	(9.2)	(12.4)
Purchases of property, plant and equipment	10	(181.5)	(180.5)
Proceeds from the sale of property, plant and equipment	23	13.3	10.4
Purchases of intangible assets	9	(6.2)	(4.6)
<b>Net cash used in investing activities</b>		<b>(183.6)</b>	<b>(187.1)</b>
<b>Cash flows from financing activities</b>			
Net proceeds from issue of ordinary share capital		0.1	0.2
Purchase of own shares by the Employee Benefit Trust		(14.2)	(11.2)
Payment of loan issue costs		(2.1)	-
Drawdown of borrowings		199.8	130.1
Repayment of borrowings		(172.7)	(146.6)
Repayment of finance leases/hire purchase liabilities		(5.7)	(2.7)
Acquisition of minority interest in a subsidiary	25	(0.9)	-
Dividends paid to owners of parent company	6	(52.1)	(48.8)
Dividends paid to non-controlling interest		(0.1)	(0.1)
<b>Net cash used in financing activities</b>		<b>(47.9)</b>	<b>(79.1)</b>
<b>Net increase in cash</b>	<b>24</b>	<b>41.7</b>	<b>26.1</b>
Cash and cash equivalents at beginning of year	13	96.9	89.2
Exchange losses on cash		(11.9)	(18.4)
<b>Cash and cash equivalents at end of year</b>	<b>13</b>	<b>126.7</b>	<b>96.9</b>
<b>Free cash flow</b>	<b>23</b>	<b>102.5</b>	<b>122.6</b>

## Consolidated statement of changes in equity

	Attributable to shareholders of the company							Non-controlling interest £m	Total equity £m
	Share capital £m	Share premium £m	Other reserves £m	Capital redemption reserve £m	Retained earnings £m	Total £m			
At 1 January 2014	51.8	99.2	2.5	150.9	221.8	526.2	5.3	531.5	
Comprehensive income:									
Profit for the year	-	-	-	-	89.6	89.6	0.3	89.9	
Other comprehensive income:									
Actuarial losses (note 27)	-	-	-	-	(16.5)	(16.5)	-	(16.5)	
Cash flow hedges	-	-	(6.2)	-	-	(6.2)	-	(6.2)	
Currency translation	-	-	-	-	(36.7)	(36.7)	(0.3)	(37.0)	
Tax on items taken to equity (note 5)	-	-	1.3	-	(5.9)	(4.6)	-	(4.6)	
Total other comprehensive income	-	-	(4.9)	-	(59.1)	(64.0)	(0.3)	(64.3)	
Total comprehensive income/(expense)	-	-	(4.9)	-	30.5	25.6	-	25.6	
Transactions with owners:									
Issue of share capital in respect of share option schemes	-	0.2	-	-	-	0.2	-	0.2	
Purchase of own shares by the Employee Benefit Trust	-	-	-	-	(10.5)	(10.5)	-	(10.5)	
Dividends (note 6)	-	-	-	-	(48.8)	(48.8)	(0.1)	(48.9)	
Value of employee service in respect of share option schemes and share awards (note 21)	-	-	-	-	7.5	7.5	-	7.5	
Total transactions with owners	-	0.2	-	-	(51.8)	(51.6)	(0.1)	(51.7)	
At 31 December 2014	51.8	99.4	(2.4)	150.9	200.5	500.2	5.2	505.4	

	Attributable to shareholders of the company							
	Share capital £m	Share premium £m	Other reserves £m	Capital redemption reserve £m	Retained earnings £m	Total £m	Non-controlling interest £m	Total equity £m
At 1 January 2015	51.8	99.4	(2.4)	150.9	200.5	500.2	5.2	505.4
Comprehensive income:								
Profit for the year	-	-	-	-	88.7	88.7	0.2	88.9
Other comprehensive income/(expense):								
Actuarial gains (note 27)	-	-	-	-	8.9	8.9	-	8.9
Cash flow hedges	-	-	4.3	-	-	4.3	-	4.3
Currency translation	-	-	-	-	(19.7)	(19.7)	-	(19.7)
Tax on items taken to equity (note 5)	-	-	(0.8)	-	(5.6)	(6.4)	-	(6.4)
Total other comprehensive income/(expense)	-	-	3.5	-	(16.4)	(12.9)	-	(12.9)
Total comprehensive income	-	-	3.5	-	72.3	75.8	0.2	76.0
Transactions with owners:								
Issue of share capital in respect of share option schemes	-	0.1	-	-	-	0.1	-	0.1
Purchase of own shares by the Employee Benefit Trust	-	-	-	-	(14.2)	(14.2)	-	(14.2)
Dividends (note 6)	-	-	-	-	(52.1)	(52.1)	(0.1)	(52.2)
Value of employee service in respect of share option schemes and share awards (note 21)	-	-	-	-	4.8	4.8	-	4.8
Acquisition of non-controlling interest (note 25b)	-	-	0.3	-	-	0.3	(1.2)	(0.9)
Total transactions with owners	-	0.1	0.3	-	(61.5)	(61.1)	(1.3)	(62.4)
At 31 December 2015	51.8	99.5	1.4	150.9	211.3	514.9	4.1	519.0

The group has an Employee Benefit Trust to administer share plans and to acquire company shares, using funds contributed by the group, to meet commitments to group employees. At 31 December 2015, the Trust held 1,715,142 (2014: 1,870,186) shares.

Included within retained earnings is an amount of £37.6 million loss (2014: £17.9 million loss) which relates to currency translation.

## Basis of preparation

The consolidated financial statements have been prepared on a going concern basis in accordance with International Financial Reporting Standards as adopted by the European Union (IFRSs as adopted by the EU), IFRSIC Interpretations and the Companies Act 2006 applicable to companies reporting under IFRS. The consolidated financial statements have been prepared under the historical cost convention, as modified by financial assets and financial liabilities (including derivative instruments) at fair value through the income statement. These policies have been consistently applied

The preparation of financial statements in conformity with IFRS requires the use of certain critical accounting estimates. It also requires management to exercise its judgement in the process of applying the group's accounting policies.

The areas involving a higher degree of judgement or complexity, or areas where assumptions and estimates are significant to the consolidated financial statements are disclosed on page 131.

During the year the group reclassified stocks of textile rental garments awaiting delivery to customers from property, plant and equipment to inventories. Textile asset additions at cost include purchases of textile garments held at central warehouse reclassified to finished goods inventories of £0.4 million in 2015. 2014 comparatives have been restated to reflect the same position; £10.4 million has been reclassified from property, plant and equipment to inventories. Of this balance £2.7 million related to purchases in 2014.

## Going concern

The group meets its day-to-day working capital requirements through its bank facilities. The current economic conditions continue to create uncertainty particularly over (a) the level of demand for the group's products; and (b) the availability of bank finance. The group's forecasts and projections, taking account of reasonably possible changes in trading performance, show that the group should be able to operate within the level of its current facilities. Having assessed the principal risks and other matters discussed in connection

with the viability statement, the directors consider it appropriate to adopt the going concern basis in preparing the consolidated financial statements. Further information on the group's borrowings is given in note 15.

## Changes in accounting policies and disclosures

The following standards have been adopted by the group for the first time for the financial year beginning on or after 1 January 2015:

- Annual Improvements to IFRS 2010-2012 cycle
- Annual Improvements to IFRS 2011-2013 cycle

Adoption of the above has not led to any changes in accounting policies or had any material impact on the financial statements.

A number of new standards and amendments to standards and interpretations are effective for annual periods beginning after 1 January 2015, and have not been applied in preparing these consolidated financial statements. None of these are expected to have a significant effect on the consolidated financial statements of the group, except the following set out below:

IFRS 9, 'Financial instruments', addresses the classification, measurement and recognition of financial assets and financial liabilities. IFRS 9 was issued in November 2009 and October 2010 and it is not yet endorsed by the EU. It replaces the parts of IAS 39 that relate to the classification and measurement of financial instruments and is effective for accounting periods commencing 1 January 2018. IFRS 9 requires financial assets to be classified into two measurement categories: those measured as at fair value and those measured at amortised cost. The determination is made at initial recognition. The classification depends on the entity's business model for managing its financial instruments and the contractual cash flow characteristics of the instrument. For financial liabilities, the standard retains most of the IAS 39 requirements. The main change is that, in cases where the fair value option is taken for financial liabilities, the part of a fair value change due to an entity's

own credit risk is recorded in other comprehensive income rather than the income statement, unless this creates an accounting mismatch. The group is yet to assess IFRS 9's full impact and the group will also consider the impact of the remaining phases of IFRS 9 when this assessment has been completed by the board.

IFRS 15, 'Revenue from contracts with customers' deals with revenue recognition and establishes principles for reporting useful information to users of financial statements about the nature, amount, timing and uncertainty of revenue and cash flows arising from an entity's contracts with customers. Revenue is recognised when a customer obtains control of a good or service and thus has the ability to direct the use and obtain the benefits from the good or service. The standard replaces IAS 18 'Revenue' and IAS 11 'Construction contracts' and related interpretations. The standard is effective for annual periods beginning on or after 1 January 2018 and earlier application is permitted subject to EU endorsement. The group is assessing the impact of IFRS 15.

In January 2016 IFRS 16 - Leases was issued. The group is assessing the impact of this IFRS which is mandatory for accounting periods commencing 1 January 2019.

There are no other IFRSs or IFRIC interpretations that are not yet effective that would be expected to have a material impact on the group.

## Consolidation

The group financial statements consolidate the financial statements of the company and all its subsidiaries. Subsidiaries are all entities over which the group has the power to govern the financial and operating policies generally accompanying a shareholding of more than one half of the voting rights. Subsidiaries are fully consolidated from the date on which control is transferred to the group and are de-consolidated from the date on which control ceases. All intra-group transactions are eliminated as part of the consolidation process. Accounting policies of subsidiaries have been changed where necessary to ensure consistency with the policies adopted by the group.

## Business combinations

The group uses the acquisition method of accounting to account for business combinations. The consideration transferred for the acquisition of a subsidiary is the fair values of the assets transferred, the liabilities incurred and the equity interests issued by the group. The consideration transferred includes the fair value of any asset or liability resulting from a contingent consideration arrangement. Acquisition-related costs are expensed as incurred and disclosed as exceptional items where significant. Identifiable assets acquired and liabilities and contingent liabilities assumed in a business combination are measured initially at their fair values at the acquisition date. The excess of the consideration transferred, the amount of any non-controlling interest in the acquiree and the acquisition date fair value of any previous equity interest in the acquiree over the fair value of the group's share of the identifiable net assets acquired is recorded as goodwill. If this is less than the fair value of the net assets of the subsidiary acquired in the case of a bargain purchase, the difference is recognised directly in the consolidated income statement.

## Current assets held for sale

Current assets (and disposal groups) classified as held for sale are measured at the lower of carrying amount and fair values less costs to sell.

Current assets (and disposal groups) are classified as held for sale if their carrying amount will be recovered through a sale transaction rather than through continuing use. This condition is regarded as met only when the sale is highly probable and the asset (or disposal group) is available for immediate sale in its present condition. Management must be committed to the sale which should be expected to qualify for recognition as a completed sale within one year from the date of classification.

## Segment reporting

Operating segments are reported in a manner consistent with the internal reporting provided to the chief operating decision-maker. The chief operating decision-maker, who is responsible

for allocating resources and assessing performance of the operating segments, has been identified as the Berendsen plc Executive Board.

The Berendsen plc Executive Board manages the business under the business lines of Workwear, Facility, UK Flat Linen, Flat Linen outside the UK, and Clinical Solutions and Decontamination. The group's internal reporting structure is aligned on the same basis and segmental information is presented on a basis consistent with this reporting structure.

## Foreign currency translation

### (a) Functional and presentation currency

Items included in the financial statements of each of the group's entities are measured using the currency of the primary economic environment in which the entity operates (the functional currency). The consolidated financial statements are presented in sterling, which is the company's functional and presentation currency.

### (b) Transactions and balances

Foreign currency transactions are translated into the functional currency using the exchange rates prevailing at the dates of the transactions. Foreign exchange gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the translation at year end exchange rates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognised in the income statement, except when deferred in equity as qualifying cash flow hedges and qualifying net investment hedges.

Foreign exchange gains and losses that relate to borrowings and cash and cash equivalents are presented in the income statement within 'finance income or cost'. All other foreign exchange gains and losses are presented in the income statement within operating expenses.

Translation differences on non-monetary financial assets and liabilities are reported as part of the fair value gain or loss.

Translation differences on non-monetary financial assets and liabilities such as equities held at fair value through the income statement are recognised in profit or loss as part of the fair value

gain or loss. Translation differences on non-monetary financial assets such as equities classified as available for sale are included in other reserves.

### (c) Group companies

The results and financial position of all the group entities that have a functional currency different from the presentation currency are translated into the presentation currency as follows:

- assets and liabilities for each balance sheet presented are translated at the closing rate at the date of that balance sheet;
- income and expenses for each income statement are translated at average exchange rates (unless this average is not a reasonable approximation of the cumulative effect of the rates prevailing on the transaction dates, in which case income and expenses are translated at the rate on the dates of the transactions); and
- all resulting exchange differences are recognised as a separate component of equity.

On consolidation, exchange differences arising from the translation of the net investment in foreign operations, and of borrowings and other currency instruments designated as hedges of such investments, are taken to shareholders' equity. When a foreign operation is partially disposed of or sold, exchange differences that were recorded in equity are recognised in the income statement as part of the gain or loss on sale.

Goodwill and fair value adjustments arising on the acquisition of a foreign entity are treated as assets and liabilities of the foreign entity and translated at the closing rate.

### Pre-contract/bid costs

Pre-contract costs are expensed as incurred until the group is appointed preferred bidder. Preferred bidder status provides sufficient confidence that the conclusion of the contract is probable, the outcome can be reliably measured and is expected to generate sufficient net cash inflows to enable recovery.

Pre-contract costs incurred subsequent to appointment as preferred bidder are capitalised onto the balance sheet

under prepayments and accrued income. The prepayment is expensed to the income statement over the period of the contract. Costs, which have been expensed, are not subsequently reinstated when a contract award is achieved.

### Property, plant and equipment

Land and buildings comprise mainly factories and offices. All property, plant and equipment are shown at cost less accumulated depreciation. Cost includes expenditure that is directly attributable to the acquisition of the items.

Textile assets such as garments and linen and washroom equipment which are owned by the group entities where substantially all the risks and rewards of ownership of such equipment is retained by group entities are capitalised as non-current assets and depreciated over their estimated useful lives.

Depreciation of assets is calculated using the straight-line method to allocate the cost of each asset to its residual value over its estimated useful life, as follows:

#### (a) Land and buildings

Depreciated at a rate of 2% per annum on an estimate of the buildings value of freehold properties and leasehold properties with 50 or more years unexpired at the balance sheet date. This rate has been determined having regard to the group's practice to maintain these assets in a continual state of sound repair and to extend and make improvements from time to time. Freehold land is not depreciated. Short leasehold land and buildings are depreciated by equal instalments over the period of the lease.

Major renovations are depreciated over the remaining useful life of the related asset or to the scheduled date of the next major renovation, whichever is sooner.

#### (b) Plant and machinery

Depreciated at rates of 10% to 50% per annum, depending on the class of the asset.

#### (c) Textile assets and washroom equipment

Depreciated at rates of 20% to 40% per annum, depending on the class of the asset, and augmented where necessary by amounts to cover wastage, obsolescence and loss.

When properties, plant or equipment are sold, the difference between the sales proceeds and net book value is included in the income statement.

Residual values and useful lives of assets are reviewed annually and amended where necessary.

### Intangible assets

#### (a) Goodwill

Goodwill represents the excess of the cost of an acquisition over the fair value of the group's share of the net identifiable assets of the acquired subsidiary at the date of acquisition. Goodwill net of amortisation prior to 1 January 2005 in respect of business combinations made since 1 January 1998 is included within intangible assets. Goodwill in respect of business combinations made on or before 31 December 1997 remains eliminated against reserves.

Goodwill has an indefinite useful life.

Goodwill is tested annually for impairment or if there is an indication of impairment. Goodwill is allocated to groups of cash-generating units for the purpose of impairment testing. Gains and losses on the disposal of an entity include the carrying amount of goodwill relating to the entity sold except for goodwill eliminated against reserves.

#### (b) Computer software

Acquired computer software licences are capitalised on the basis of the costs incurred to acquire and bring to use the specific software. These costs are amortised over their estimated useful lives (not exceeding three years).

Costs associated with maintaining computer software programmes are recognised as an expense as incurred. Development costs that are directly attributable to the design and testing of identifiable and unique software products controlled by the group are recognised as intangible assets when the following criteria are met:

- it is technically feasible to complete the software product so that it will be available for use;
- management intends to complete the software product and use or sell it;
- there is an ability to use or sell the software product;
- it can be demonstrated how the software product will generate probable future economic benefits;
- adequate technical, financial and other resources to complete the development and to use or sell the software product are available; and
- the expenditure attributable to the software product during its development can be reliably measured.

Directly attributable costs that are capitalised as part of the software product include the software development employee costs and an appropriate portion of relevant overheads.

Other development expenditures that do not meet these criteria are recognised as an expense as incurred. Development costs previously recognised as an expense are not recognised as an asset in a subsequent period.

Computer software development costs recognised as assets are amortised over their estimated useful lives, which does not exceed five years.

### (c) Other intangible assets

Other intangible assets includes the cost associated with the internal development of textile related products for future sale. Development costs that are directly attributable to the testing of identifiable and products controlled by the group are recognised as intangible assets when the following criteria are met:

- it is technically feasible to complete the product so that it will be available for use;
- management intends to complete the product and use or sell it;
- there is an ability to use or sell the product;
- it can be demonstrated how the product will generate probable future economic benefits;
- adequate technical, financial and other resources to complete the development and to sell the product are available; and
- the expenditure attributable to product during its development can be reliably measured.

Directly attributable costs that are capitalised as part of the product include the product development employee costs and an appropriate portion of relevant overheads.

Other development expenditures that do not meet these criteria are recognised as an expense as incurred. Development costs previously recognised as an expense are not recognised as an asset in a subsequent period.

Other intangible assets development costs recognised as assets are amortised over their estimated useful lives, which does not exceed five years.

### (d) Customer contracts

Intangible assets arising either from legal or contractual rights which have been purchased are required to be separately identified from goodwill and are stated at historical cost, or in the case of intangible assets acquired as part of a business combination, at fair value. The fair value attributable to the customer contracts is determined by discounting the expected future cash flows to be generated from that asset at the risk adjusted weighted average cost of capital for the entity. This amount is amortised over the period in which the company is expected to benefit from the contracts acquired, over periods ranging from two to five years.

### Impairment of non-financial assets

Assets that have an indefinite useful life – for example, goodwill – are not subject to amortisation and are tested annually for impairment.

Assets that are subject to amortisation or depreciation are reviewed for impairment whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount may not be recoverable. An impairment loss is recognised for the amount by which the asset's carrying amount exceeds its recoverable amount. The recoverable amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell and value in use. For the purposes of assessing impairment, assets are grouped at the lowest levels for which there are separately identifiable cash flows (cash-generating units). Non-financial assets other than goodwill that suffered impairment are reviewed for possible reversal of the impairment at each reporting date.

### Financial assets

The group classifies its non-derivative financial assets as loans and receivables. The classification depends on the purpose for which the financial assets were acquired. Management determines the classification of its financial assets at initial recognition.

Loans and receivables are non-derivative financial assets with fixed or determinable payments that are not quoted in an active market.

### Derivative financial instruments and hedging activities

Derivatives are initially recognised at fair value on the date a derivative contract is entered into and are subsequently remeasured at their fair value at each balance sheet date. The method of recognising the resulting gain or loss depends on whether the derivative is designated as a hedging instrument, and if so, the nature of the item being hedged.

The group designates certain derivatives as either (i) hedges of the fair value of recognised assets or liabilities (fair value hedge); or (ii) hedges of a particular risk associated with a recognised asset or liability, or a highly probable forecast transaction (cash flow hedge); or (iii) hedges of net investments in foreign operations (net investment hedge).

The group documents at the inception of the transaction the relationship between hedging instruments and hedged items and its assessment, both at hedge inception and on an ongoing basis, of whether the derivatives that are used in the hedging transactions are highly effective in offsetting changes in fair values of hedged items.

The fair values of various derivative instruments used for hedging purposes are shown in note 16. Movements on the hedging reserve are shown within the statement of changes in equity as part of other reserves. The group holds no trading derivatives.

**(a) Fair value hedge**

Changes in the fair value of the derivatives that are fully designated and qualify as fair value hedges are recorded in the income statement, together with any changes in the fair value of the hedged asset or liability that are attributable to the hedged risk.

The group has no fair value hedges at 31 December 2015 (2014: nil).

**(b) Net investment hedge**

Any gain or loss on the hedging instrument relating to the effective portion of the hedge is recognised directly against reserves. The gain or loss relating to any ineffective portion is recognised immediately in the income statement.

Gains and losses accumulated in equity are included in the income statement when the foreign operation is partially disposed of or sold.

**(c) Cash flow hedge**

The effective portion of changes in the fair value of derivatives that are designated to qualify as cash flow hedges are recognised in equity. The group's cash flow hedges which are in respect of cross-currency interest rate swaps, interest rate swaps and forward foreign exchange contracts result in recognition in either profit and loss reserve, reflecting the foreign currency translation element, or in the hedging reserve which forms part of other reserves.

When a hedging instrument expires or is sold, or when the hedge no longer meets the criteria for hedge accounting, any cumulative gain or loss in equity at that time remains in equity and is recognised when the forecast transaction ultimately occurs. When a forecast transaction is no longer expected to occur, the cumulative gain or loss that was reported in equity will be transferred to the income statement.

**(d) Derivatives that do not qualify for hedge accounting**

Changes in the fair value of any derivative instruments that do not qualify for hedge accounting are recognised immediately in the income statement.

**(e) Energy contracts and textile procurement**

The group occasionally takes out energy contracts in relation to the supply of gas and electricity. In addition, from time to time, the group may enter into forward contracts to buy cotton based textiles at a future date. Such contracts are not recognised as derivative financial instruments as they are held with the purpose of the receipt or delivery of a non-financial item in accordance with the entity's expected purchase, sale or usage requirements.

**Inventories**

Inventories are stated at the lower of cost and net realisable value. Cost is determined using the first in, first out (FIFO) method. The cost of finished goods comprises of raw materials, direct labour, other direct costs and related production overheads. Net realisable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less applicable variable selling expenses. Full provision is made for obsolete, defective and slow moving stock. During the year the group reclassified stocks of textile rental garments awaiting delivery to customers from property, plant and equipment to inventories. (See note 10).

**Trade and other receivables**

Trade receivables are recognised initially at fair value less provision for impairment. They are subsequently held at amortised cost less provision for impairment. A provision for impairment of trade receivables is established when there is objective evidence that the group will not be able to collect all amounts due according to the original terms of the receivables. The amount of the change in provision is recognised in the income statement.

**Cash and cash equivalents**

Cash and cash equivalents are stated net of bank overdrafts, where the group has a legal right of set off and includes cash in hand, deposits held at call with banks and other short-term highly liquid investments with original maturities of three months or less.

**Share capital**

Ordinary shares are classified as equity and are recorded at par value of proceeds received, net of direct issue costs. Where shares are issued above par value, the proceeds in excess of par value are recorded in the share premium account.

Where any group company purchases the company's equity share capital, the consideration paid, including any directly attributable incremental costs, is deducted from equity attributable to the company's shareholders until the shares are cancelled, reissued or disposed of. Where such shares are subsequently sold or reissued, any consideration received, net of any directly attributable incremental costs, is included in equity attributable to the company's shareholders.

**Trade payables**

Trade payables are obligations to pay for goods or services that have been acquired in the ordinary course of business from suppliers. Accounts payable are classified as current liabilities if payment is due within one year or less (or in the normal operating cycle of the business if longer). If not, they are presented as non-current liabilities.

Trade payables are recognised initially at fair value and subsequently measured at amortised cost using the effective interest method.

## Borrowings

Borrowings are recognised initially at fair value, net of transaction costs incurred. Any difference between the amount initially recognised (net of transaction costs) and the redemption value is recognised in the income statement over the period of the borrowings using the effective interest method.

Borrowing costs which are directly attributable to the acquisition, construction or production of a qualifying asset (one that takes a substantial period of time to get ready for use or sale) are capitalised as part of the cost of that asset, until such time as the assets are ready for their intended use or sale.

Commitment and borrowing fees are capitalised as part of the loan and amortised over the life of the relevant agreement. All other borrowing costs are recognised in the income statement in the period in which they are incurred.

Borrowings are classified as non-current liabilities where the group has an unconditional right to defer settlement of the liability for at least 12 months after the balance sheet date.

## Current and deferred income tax

The current income tax charge is calculated on the basis of the tax laws enacted or substantively enacted at the balance sheet date in the countries where the group's subsidiaries operate and generate taxable income.

Deferred income tax is recognised, using the liability method, on temporary differences arising between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amounts in the consolidated financial statements. However, the deferred income tax is not accounted for, if it arises from initial recognition of an asset or liability in a transaction other than a business combination that at the time of the transaction affects neither accounting nor taxable profit or loss. Deferred income tax is determined using tax rates (and laws) that have been enacted or substantively enacted by the balance sheet date and are expected to apply when the related deferred income tax asset is realised or the deferred income tax liability is settled.

Deferred income tax assets are recognised to the extent that it is probable that future taxable profit will be available against which the temporary differences can be utilised.

Deferred income tax is provided on temporary differences arising on investments in subsidiaries and associates, except where the timing of the reversal of the temporary difference is controlled by the group and it is probable that the temporary difference will not reverse in the foreseeable future.

Deferred income tax assets and liabilities are offset when there is a legally enforceable right to offset current tax assets against current tax liabilities and when the deferred income taxes assets and liabilities relate to income taxes levied by the same taxation authority on either the taxable entity or different taxable entities where there is an intention to settle the balances on a net basis.

Tax is recognised in the income statement except to the extent that it relates to items recognised directly in equity, in which case it is recognised in equity.

## Employee benefits

### (a) Pension obligations

The group operates various pension schemes. The schemes are funded through payments to insurance companies or a trustee administered fund, determined by periodic actuarial calculations. The group has both defined benefit and defined contribution plans. A defined benefit plan is a pension plan that defines an amount of pension benefit that an employee will receive on retirement, usually dependent on one or more factors such as age, years of service and compensation. A defined contribution plan is a pension plan under which the group pays fixed contributions into a separate entity. The group has no legal or constructive obligations to pay further contributions if the fund does not hold sufficient assets to pay all employees the benefits relating to employee service in the current and prior periods.

The net asset recognised in the balance sheet in respect of defined benefit pension plans is the present value of the defined benefit obligation at the balance sheet date less the fair value of plan assets, together with adjustments for unrecognised actuarial gains or losses and past service costs. The defined benefit obligation is calculated annually by independent actuaries using the projected unit credit method. The present value of the defined benefit obligation is determined by discounting the estimated future cash outflows using interest rates of high quality corporate bonds that are denominated in the currency in which the benefits will be paid, and that have terms to maturity approximating to the terms of the related pension liability.

The group recognises the surplus arising on its deferred benefit schemes to the extent that it has a legal right to do so under the scheme rules.

Current and past service costs, to the extent they have vested, are recognised in operating costs in the income statement together with interest costs on plan liabilities and the expected return on plan assets.

Cumulative actuarial gains and losses arising from experience adjustments and change in actuarial assumptions are credited or charged to the statement of comprehensive income and expense net of deferred tax.

For defined contribution plans, the group pays contributions to publicly or privately administered pension insurance or trustee administered plans on a mandatory, contractual or voluntary basis. The group has no further payment obligations once the contributions have been paid. The contributions are recognised as employee benefit expense when they are due. Prepaid contributions are recognised as an asset to the extent that a cash refund or a reduction in the future payments is available.

**(b) Share-based payment plans**

The group's management awards employees share options, from time to time, both on a discretionary and non-discretionary basis which are subject to vesting conditions. The economic cost of awarding the share options to its employees is recognised as an employee benefit expense in the income statement equivalent to the fair value of the benefit awarded. The fair value is determined by reference to the Black-Scholes option pricing model. The charge is recognised in the income statement over the vesting period of the award.

The proceeds received are credited to share capital (nominal value) and share premium when the options are exercised.

**(c) Termination benefits**

Termination benefits are payable when an employment is terminated before the normal retirement date, or whenever an employee accepts voluntary redundancy in exchange for these benefits. The group recognises termination benefits when it is shown to be committed to either: terminating the employment of current employees according to a detailed formal plan without possibility of withdrawal; or providing termination benefits as a result of an offer made to encourage voluntary redundancy.

**(d) Holiday pay**

Paid holidays are regarded as an employee benefit and as such are charged to the income statement as the benefits are earned. An accrual is made at the balance sheet date to reflect the fair value of holidays earned but not yet taken.

**Provisions**

Provisions for vacant properties, restructuring costs, legal and environmental claims are recognised when the group has a present legal or constructive obligation as a result of past events and it is more likely than not that an outflow of resources will be required to settle the obligation; and the amount has been reliably estimated.

A provision for onerous contracts is recognised when the expected benefits to be derived by the group from a contract are lower than the unavoidable cost of meeting its obligations under the contract.

**Revenue recognition**

Group revenue comprises the fair value for the rendering of services, net of value added tax and other similar sales based taxes, rebates and discounts and after eliminating sales within the group. Revenue is recognised as follows:

**(a) Service income**

Income received or receivable in respect of service income is credited to revenue as and when services are rendered in respect of mats, linen, washroom and decontamination services. Revenue is recognised on a per item basis for delivery of laundered textiles to hotels and hospitals. Revenue for supply and laundering of workwear is recognised on a regular, periodic basis in accordance with the terms of the contract.

**(b) Sale of goods revenue**

For non-contract based business, revenue represents the value of goods delivered.

Accrued income comprises revenue contractually earned for services performed that are invoiced to the customer primarily in the following month.

**Leases**

Leases of property, plant and equipment where the group has substantially all the risks and rewards of ownership are classified as finance leases. Finance leases are capitalised at the lease's commencement at the lower of the fair value of the leased property and the present value of the minimum lease payments. Each lease payment is allocated between the liability and finance charges so as to achieve a constant rate on the finance balance outstanding. The corresponding lease obligations, net of finance charges, are included in other long-term payables. The interest element of the finance cost is charged to the income statement over the lease period so as to produce

a constant periodic rate of interest on the remaining balance of the liability for each period. Property, plant and equipment acquired under finance leases are depreciated over the shorter of the asset's useful life and the lease term.

Leases where the lessor retains substantially all the risks and rewards of ownership are classified as operating leases. Payments made under operating leases (net of any incentives received from the lessor) are charged to the income statement on a straight-line basis over the period of the lease.

**Dividend distribution**

Final dividend distribution to the company's shareholders is recognised as a liability in the group's financial statements in the period in which the dividends are approved by the company's shareholders. Interim dividends are recognised when paid.

**Income statement presentation****(a) Exceptional items**

Items that are non-recurring and material in size or non-operating in nature are presented as exceptional items in the income statement. The directors are of the opinion that separate recording of exceptional items provides helpful information about the group's underlying business performance. Examples of events, which may give rise to the classification of items as exceptional include, inter alia, restructuring of businesses, gains and losses on disposal of properties, strategy related costs, acquisition costs, impairment of goodwill and non-recurring income.

**(b) Amortisation of customer contracts**

These are presented separately in the income statement as they arise from acquisitions.

**(c) Other operating expenses**

These comprise the group's intangible asset amortisation and exceptional items.

## Key assumptions and sources of estimation uncertainty

The preparation of the consolidated financial statements in conformity with IFRS requires management to make estimates and assumptions that affect the application of policies and reported amounts of assets, liabilities, income, expenses and related disclosures. The estimates and underlying assumptions are based on historical experience and other relevant factors. This approach forms the basis of making the judgements about carrying values of assets and liabilities that are not readily apparent from other sources. Actual results may differ from these estimates.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. Changes in accounting estimates may be necessary if there are changes in the circumstances on which the estimate was based, or as a result of new information. Such changes are recognised in the period in which the estimate is revised.

The key assumptions about the future and key sources of estimation uncertainty that have a risk of causing a material adjustment to the carrying value of assets and liabilities within the next 12 months are described below.

### (a) Property, plant and equipment and intangible assets, including goodwill

The group has property, plant and equipment with a carrying value of £477.1 million (note 10), goodwill with a carrying value of £367.0 million (note 8) and intangible assets with a carrying value of £25.9 million (note 9). These assets are reviewed annually for impairment by comparing the carrying value of the assets with the higher of the value in use or the sales values less costs of disposal. Under the value in use method estimates are made of the future cash flows expected to result from the use. If the carrying value of the assets exceeds the higher of the value in use or fair value less costs of disposal then any impairment is taken to the income statement. Actual outcomes could vary from such estimates of discounted future cash flows. Factors such as changes in the planned use of buildings, machinery or equipment, or closure of facilities,

the presence of competition, or lower than anticipated sales could result in shortened useful lives or impairment.

### (b) Pensions and other post-employment benefits

The group operates a number of defined benefit schemes within the UK and Europe (note 27). As at 31 December 2015 the present value of the group's defined benefit obligation for funded plans was a surplus of £44.6 million and a deficit of £28.8 million for unfunded plans. The calculations of the recognised assets and liabilities from such plans are based upon statistical and actuarial calculations. In particular the present value of the defined benefit obligation is impacted by assumptions on discount rates used to arrive at the present value of future pension liabilities, and assumptions on future increases in salaries and benefits. Furthermore, the group's independent actuaries use statistically based assumptions covering areas such as future withdrawals of participants from the plan and estimates on life expectancy. The actuarial assumptions used may differ materially from actual results due to changes in market and economic conditions, higher or lower withdrawal rates or longer or shorter life spans of participants and other changes in the factors being assessed. These differences could impact the assets or liabilities recognised in the balance sheet in future periods. The last triennial valuation of the main UK pension scheme took place in February 2013 and a further valuation will be carried out during 2016.

### (c) Income taxes

At 31 December 2015, the net liability for current income taxes is £13.2 million and the net liability for deferred income taxes is £58.5 million (note 19). Estimates may be required in determining the level of current and deferred income tax assets and liabilities, which management believes are reasonable and adequately recognises any income tax related uncertainties.

Various factors may have favourable or unfavourable effects on the income tax assets and liabilities. These include changes in tax laws in the jurisdiction we operate in, tax rates, interpretations of existing tax laws, future levels of spending and in overall levels of future earnings.

### (d) Share-based payments

The economic cost of awarding shares and share options to employees is reflected by recording a charge in the income statement equivalent to the fair value of the benefit awarded over the vesting period. The fair values of the awards are determined by use of the Black-Scholes model.

### (e) Provisions

Provisions for vacant properties, restructuring costs, legal and environmental claims are recognised when the group has a present legal or constructive obligation as a result of past events and it is more likely than not that an outflow of resources will be required to settle the obligation, and the amount has been reliably estimated.

## 1 Segmental information

The results for the year ended 31 December 2015 under the business line structure are as follows:

	Core Growth				Manage for Value			Unallocated £m	Group £m
	Workwear £m	Facility £m	UK Flat Linen £m	Total Core Growth £m	Flat Linen outside UK £m	Clinical Solutions and Decontamination £m	Total Manage for Value £m		
Total segment revenue	306.3	225.2	210.1	741.6	197.3	75.8	273.1	-	1,014.7
Inter-segment revenue	(1.7)	(0.9)	-	(2.6)	(2.3)	(3.8)	(6.1)	-	(8.7)
Revenue from external customers	304.6	224.3	210.1	739.0	195.0	72.0	267.0	-	1,006.0
Operating profit before exceptional items and amortisation of customer contracts	65.3	58.1	22.8	146.2	13.7	5.2	18.9	(11.3)	153.8
Exceptional items	(0.2)	-	-	(0.2)	(6.4)	-	(6.4)	(0.7)	(7.3)
Amortisation of customer contracts	(0.5)	(13.7)	-	(14.2)	(0.2)	-	(0.2)	-	(14.4)
Segment result	64.6	44.4	22.8	131.8	7.1	5.2	12.3	(12.0)	132.1
Net finance costs									(18.7)
Profit before taxation									113.4
Taxation									(24.5)
Profit for the year									88.9
Profit attributable to non-controlling interest									0.2
Profit attributable to owners of parent company									88.7
Capital expenditure	77.3	34.9	44.4	156.6	42.0	3.3	45.3	(3.9)	198.0
Depreciation (note 10)	63.0	28.3	38.9	130.2	34.8	4.2	39.0	(3.8)	165.4
Amortisation (note 9)	2.3	14.1	1.5	17.9	0.6	0.1	0.7	0.1	18.7

From 1 January 2015 the Workwear element of the group's Irish Manage for Value businesses is reported under the core Workwear Business Line. In addition, from 1 January 2015 the group's internally focused procurement activities have been reported within central operations. Central operations also include the cost of the group's marketing and communication functions. Consequently, in accordance with IFRS 8, the 2015 segmental analysis, as set out below, has been adjusted to reflect the position had these changes been in place throughout the year ended 31 December 2014.

Unallocated costs includes group marketing, central procurement and communication functions.

Capital expenditure comprises additions to property, plant and equipment and intangible assets, including additions resulting from acquisitions through business combinations.

Sales between business line segments are carried out at arms-length. The company is domiciled in the UK.

Flat linen outside the UK comprises, Germany and Austria Healthcare, Direct sale, Scandinavia flat linen and Ireland excluding workwear.

## 1 Segmental information (continued)

The results for the year ended 31 December 2014 under the business line structure are as follows:

	Core Growth				Manage for Value				Group £m
	Workwear £m	Facility £m	UK Flat Linen £m	Total Core Growth £m	Flat Linen outside UK £m	Clinical Solutions and Decontamination £m	Total Manage for Value £m	Unallocated £m	
Total segment revenue	342.6	238.4	207.5	788.5	209.8	75.0	284.8	0.3	1,073.6
Inter-segment revenue	(28.2)	(0.7)	-	(28.9)	(2.6)	(3.5)	(6.1)	-	(35.0)
Revenue from external customers	314.4	237.7	207.5	759.6	207.2	71.5	278.7	0.3	1,038.6
Operating profit before exceptional items and amortisation of customer contracts	65.7	61.6	26.5	153.8	13.1	5.5	18.6	(13.7)	158.7
Exceptional items	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortisation of customer contracts	(1.1)	(20.1)	-	(21.2)	(0.1)	(0.1)	(0.2)	(0.1)	(21.5)
Segment result	64.6	41.5	26.5	132.6	13.0	5.4	18.4	(13.8)	137.2
Net finance costs									(20.2)
Profit before taxation									117.0
Taxation									(27.1)
Profit for the year									89.9
Profit attributable to non-controlling interest									0.3
Profit attributable to owners of parent company									89.6
Capital expenditure	65.0	49.2	41.3	155.5	50.1	3.5	53.6	(4.7)	204.4
Depreciation (note 10)	58.6	29.2	38.5	126.3	45.1	4.5	49.6	(3.3)	172.6
Amortisation (note 9)	2.9	20.8	1.4	25.1	0.7	0.3	1.0	0.2	26.3

## 1 Segmental information (continued)

The changes by business line, to the disclosures previously made for the year ended 31 December 2014 may be summarised as follows:

	Core Growth				Manage for Value			Unallocated £m	Group £m
	Workwear £m	Facility £m	UK Flat Linen £m	Total Core Growth £m	Flat Linen outside UK £m	Clinical Solutions and Decontamination £m	Total Manage for Value £m		
Total segment revenue	19.1	-	-	19.1	(19.4)	-	(19.4)	0.3	-
Revenue from external customers	19.1	-	-	19.1	(19.4)	-	(19.4)	0.3	-
Operating profit before exceptional items and amortisation of customer contracts	3.4	-	-	3.4	(2.6)	-	(2.6)	(0.8)	-
Segment result	3.4	-	-	3.4	(2.6)	-	(2.6)	(0.8)	-
Capital expenditure	1.4	-	-	1.4	3.8	-	3.8	(5.2)	-
Depreciation	0.3	-	-	0.3	3.3	-	3.3	(3.6)	-

The segment assets and liabilities at 31 December 2015 under the business line structure are as follows:

	Core Growth				Manage for Value			Unallocated £m	Group £m
	Workwear £m	Facility £m	UK Flat Linen £m	Total Core Growth £m	Flat Linen outside UK £m	Clinical Solutions and Decontamination £m	Total Manage for Value £m		
Operating assets	368.6	301.6	156.8	827.0	185.6	61.4	247.0	16.1	1,090.1
Operating liabilities	(65.3)	(39.4)	(38.1)	(142.8)	(28.0)	(15.5)	(43.5)	(14.5)	(200.8)

The segment assets and liabilities at 31 December 2014 under the business line structure are as follows:

	Core Growth				Manage for Value			Unallocated £m	Group £m
	Workwear £m	Facility £m	UK Flat Linen £m	Total Core Growth £m	Flat Linen outside UK £m	Clinical Solutions and Decontamination £m	Total Manage for Value £m		
Operating assets	364.1	345.3	146.2	855.6	190.6	59.7	250.3	15.4	1,121.3
Operating liabilities	(62.5)	(38.8)	(39.7)	(141.0)	(34.2)	(14.9)	(49.1)	(14.5)	(204.6)

The changes by business line, to the disclosures previously made for the year ended 31 December 2014 may be summarised as follows:

	Core Growth				Manage for Value			Unallocated £m	Group £m
	Workwear £m	Facility £m	UK Flat Linen £m	Total Core Growth £m	Flat Linen outside UK £m	Clinical Solutions and Decontamination £m	Total Manage for Value £m		
Operating assets	11.9	-	(6.8)	5.1	(18.2)	(0.4)	(18.6)	13.5	-
Operating liabilities	(1.3)	-	0.5	(0.8)	4.5	-	4.5	(3.7)	-

## 1 Segmental information (continued)

Business line operating assets consist primarily of property, plant and equipment, intangible assets, inventories and trade and other receivables.

Business line operating liabilities consist primarily of trade and other payables and provisions.

Unallocated assets include operating assets relating to corporate segments.

Unallocated liabilities include operating liabilities for corporate segments.

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 Restated (note 10) £m
Analysis of external revenue by category:		
Sale of goods	42.8	41.8
Provision of services	963.2	996.8
	1,006.0	1,038.6
Analysis of external revenue by country:		
UK	396.9	391.8
Sweden	148.6	159.1
Germany	131.6	135.2
Denmark	125.4	133.2
Holland	75.9	83.3
Norway	47.4	57.2
Other	80.2	78.8
	1,006.0	1,038.6
Analysis of non-current assets other than financial instruments, deferred tax assets and retirement benefit assets by country are:		
UK	220.2	216.9
Sweden	116.0	120.0
Germany	135.2	149.0
Denmark	93.1	93.5
Holland	35.3	39.2
Norway	19.4	24.3
Other	250.8	265.2
	870.0	908.1

## 2 Net finance costs

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
Interest payable on bank borrowings	(19.1)	(20.7)
Interest payable on finance leases	-	(0.1)
Interest payable on other borrowings	(0.6)	(1.3)
Amortisation of issue costs of bank loans (note i)	(1.0)	(1.0)
Fair value loss on interest rate swaps (fair value hedge)	-	(0.5)
Fair value adjustment of bank borrowings attributable to interest rate risk	-	0.5
Finance costs	(20.7)	(23.1)
Finance income	2.0	2.9
Net finance costs	(18.7)	(20.2)

(i) This relates to loan issue costs arising on the 2015 €510 million Revolving Credit Facility and on the 2009 \$259 million and £25 million US Private Placements and 2015 DKK 654.8 million and €79.7 million US Private Placements. The costs have been capitalised and are being amortised over the shortest period of the loans being four years, seven years and ten years respectively.

## 3 Expenses by nature

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
The following items have been included in arriving at operating profit before exceptional items:		
Staff costs (note 26)	390.1	399.5
Depreciation of property, plant and equipment (note 10):		
- Owned assets	163.9	170.0
- Under finance leases	1.5	2.6
Amortisation of intangible assets (included within other operating expenses) (note 9):		
- Customer contracts	14.4	21.5
- Computer software	4.3	4.8
Profit on sale of property, plant and equipment	(2.8)	(3.3)
Cost of inventories recognised as an expense in 'cost of sales'	8.8	7.9
Net cost of inventories written off/(back)	0.1	(0.2)
Other operating lease rentals payable:		
- Plant and machinery	16.5	13.4
- Property	8.1	7.6
Services provided by the company's auditors and its associates		
Fees payable to the company's auditors' for the audit of the parent company and consolidated financial statements	0.2	0.2
Fees payable to the company's auditors' and its associates for other services:		
- The audit of the company's subsidiaries	0.7	0.7
- Tax advisory services	0.2	0.2
- Tax compliance services	0.1	0.2
Total services	1.2	1.3

## 4 Exceptional items

Included within operating profit are the following items which the group consider to be exceptional:

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
Goodwill impairment (note 8)	6.4	-
Strategy implementation costs	0.9	-
Total	7.3	-

The goodwill impairment charge is in relation to the German Healthcare business. The tax credit on this is £1.9 million (See note 8).

The group incurred £0.9 million costs associated with the implementation of its strategic review announced in November 2015. This includes £0.2 million restructuring costs incurred in the Swedish Workwear business to realign with the new strategic priorities. The tax credit on these costs is £0.2 million.

## 5 Taxation

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
Analysis of tax charge for the year		
Current tax:		
Tax on profits for the current year	22.6	23.5
Adjustments in respect of previous years	(0.2)	0.7
	22.4	24.2
Deferred tax (note 19):		
Origination and reversal of temporary differences	4.0	4.5
Changes in statutory tax rates	(1.7)	(0.5)
Adjustments in respect of previous years	(0.2)	(1.1)
	2.1	2.9
<b>Total tax charge</b>	<b>24.5</b>	<b>27.1</b>

The amount of overseas tax included in the total tax charge is £22.4 million (2014: £23.8 million).

The tax charge for the year is different from the effective UK statutory rate of 20.25% (2014: 21.5%). The difference is explained below:

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
Profit before taxation	113.4	117.0
Multiplied by the effective rate of corporation tax in the UK of 20.25% (2014: 21.5%)	23.0	25.2
Effects of:		
Items not deductible for tax purposes	0.7	0.7
Non-taxable income	(0.9)	(1.0)
Taxable profit different to profit on disposal of assets	(0.1)	(0.2)
Overseas tax rate differences	2.6	2.2
Changes in statutory tax rates	(1.7)	(0.5)
Unrecognised tax gains/(losses)	-	0.2
Other	1.3	0.9
Adjustments in respect of prior years	(0.4)	(0.4)
<b>Total tax charge</b>	<b>24.5</b>	<b>27.1</b>

## 5 Taxation (continued)

The main rate of corporation tax as at 31 December 2015 was 20%. Legislation to reduce the main rate of corporation tax by 1% to 19% from 1 April 2017, and by a further 1% to 18% from 1 April 2020 was substantively enacted on 26 October 2015.

The tax (charge) relating to components of other comprehensive income and equity is as follows:

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
Currency translation differences	(4.4)	(9.9)
Actuarial (gains)/losses	(1.2)	4.0
Cash flow hedges	(0.8)	1.3
<b>Total (charged) to comprehensive income</b>	<b>(6.4)</b>	<b>(4.6)</b>
Tax credit relating to share-based payments	0.2	1.9
<b>Total (charged) to equity</b>	<b>(6.2)</b>	<b>(2.7)</b>
Analysed as:		
Current tax	2.1	3.3
Deferred tax (note 19)	(8.3)	(6.0)
	(6.2)	(2.7)

## 6 Dividends

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
Equity dividends paid during the year		
Final dividend for the year ended 31 December 2014 of 20.5 pence per share (2013: 19.2 pence)	35.0	32.6
Interim dividend for the year ended 31 December 2015 of 10.0 pence per share (2014: 9.5 pence)	17.1	16.2
	52.1	48.8
Proposed final equity dividend for approval at the AGM		
Proposed final dividend for the year ended 31 December 2015 of 21.5 pence per share (2014: 20.5 pence)	36.7	35.0

The directors recommend a final dividend for the financial year ended 31 December 2015 of 21.5 pence per ordinary share to be paid on 6 May 2016 to shareholders who are on the register at 8 April 2016. This dividend is not reflected in these financial statements as it does not represent a liability at 31 December 2015.

## 7 Earnings per share

Basic earnings per ordinary share are based on the group profit for the year and a weighted average of 170,852,995 (2014: 170,250,581) ordinary shares in issue during the year.

Diluted earnings per share are based on the group profit for the year and a weighted average of ordinary shares in issue during the year calculated as follows:

	31 December 2015 Number of shares	31 December 2014 Number of shares
In issue	170,852,995	170,250,581
Dilutive potential ordinary shares arising from unexercised share options	429,842	588,063
	171,282,837	170,838,644

An adjusted earnings per ordinary share figure has been presented to eliminate the effects of exceptional items, amortisation of customer contracts and non-recurring tax items. This presentation shows the trend in earnings per ordinary share that is attributable to the underlying trading activities of the total group.

The reconciliation between the basic and adjusted figures for the group is as follows:

	Year to 31 December 2015		Year to 31 December 2014	
	£m	Earnings per share pence	£m	Earnings per share pence
Profit attributable to owners of parent company for basic earnings per share calculation	88.7	51.9	89.6	52.6
Exceptional items – goodwill impairment (after taxation)	4.5	2.6	-	-
Exceptional items – strategy costs (after taxation)	0.7	0.4	-	-
Amortisation of customer contracts (after taxation)	11.1	6.5	16.6	9.8
Impact of tax rate reductions: UK, Sweden and other tax items	(1.7)	(1.0)	(0.5)	(0.3)
Adjusted earnings	103.3	60.4	105.7	62.1
Diluted basic earnings		51.8		52.4
Diluted adjusted earnings		60.3		61.9

## 8 Goodwill

	2015 £m	2014 £m
Cost		
At 1 January	460.0	496.4
Acquisitions (note 25)	0.8	-
Currency translation	(19.5)	(36.4)
At 31 December	441.3	460.0
Accumulated amortisation and impairment		
At 1 January	69.8	73.0
Impairment	6.4	-
Currency translation	(1.9)	(3.2)
At 31 December	74.3	69.8
Net book amount at 31 December	367.0	390.2

### Composition of CGUs

The group's business lines are managed and controlled at the operating segment level and each of the operating segments has their own dedicated management team. The internal group reporting reflects this business line structure. Management monitors goodwill at operating segment level and goodwill has been allocated on this basis. Goodwill that is specific to a particular operating segment has been included in the operating segment directly. All other goodwill has been reallocated to the appropriate operating segments prospectively using the three-year average forecast operating cash flow of the time of the change of composition of CGUs in 2012.

Under the existing business line structure, we have 23 CGUs which represent the smallest identifiable group of assets that generate independent cash flows from other groups of assets. For the purpose of a goodwill impairment review, acquired goodwill has been allocated to nine groups of CGUs being the operating segments. The operating segments are Workwear, Facility, UK Flat Linen, Scandinavian Flat Linen, Germany & Austria Healthcare, Ireland, Direct Sales, Clinical Solutions and Decontamination.

For reporting purposes, the goodwill has been allocated to the operating segments as outlined below:

	2015		2014	
	Impairment charge £m	Net book amount of goodwill £m	Impairment charge £m	Net book amount of goodwill £m
Core Growth:	-			
Workwear	-	137.6	-	144.9
Facility	-	152.4	-	160.4
UK Flat Linen	-	19.9	-	19.9
Manage for Value:				
Scandinavian Flat Linen	-	36.5	-	37.5
Germany and Austria Healthcare	(6.4)	-	-	6.8
Ireland	-	2.1	-	2.2
Direct Sales	-	4.5	-	4.5
Clinical Solutions	-	14.0	-	14.0
Decontamination	-	-	-	-
Total	(6.4)	367.0	-	390.2

## 8 Goodwill (continued)

### Impairment testing of goodwill

The group reviews at each reporting date whether there is an indication that any of the CGU that contains the operating assets may be impaired in accordance with IAS 36 'Impairment of assets'. An annual goodwill impairment test is then carried out by comparing the carrying amount of the group of CGUs to which the goodwill relates to its recoverable amount. The recoverable amount of each operating segment is based on value-in-use calculations which management develop from forecast cash flows based on past performance, market data and its expectation of future market development. These calculations require the use of estimates and the pre-tax cash flow projections are based on the group's current three-year strategic plan. The key target assumptions within the strategic plan for each of the CGU's may be summarised as follows:

- Sustainable revenue growth, prior to currency impacts, of at least GDP +2%;
- Continued margin improvement; and
- Strong underlying cash flow reflecting the group target range of 75%-90% cash conversion after targeted investments.

Cash flows beyond the three-year period have been extrapolated using an estimated growth rate of 2% (2014: 2%) and are appropriate because these are long-term businesses. The growth rate of 2% (2014: 2%) does not exceed long-term GDP estimates for countries that the group operates within. Projected cash flows have been discounted using pre-tax discount rates of 11% (2014: 11%) except in respect of Germany and Austria Healthcare as referred to below where a rate of 13.75% has been used. The discount rates reflect market assumptions for the Risk Free-rates and Equity Risk Premiums and also take into account the net cost of debt. No reasonably foreseeable change in these assumptions would cause an impairment except as set out below because the remaining CGU's have clear headroom under the modelling assumptions.

Impairment tests are carried out annually or when indicators show that assets may be impaired. As part of our Strategy Update we reviewed the market structure of each of our businesses and the opportunities for growth and profit improvement. We characterised the market structure in Germany Healthcare to be aggressively competitive and, while we have a good management and are making significant progress in our growth and profit improvement plans, there remains substantial free capacity within our plants, which we believe will take some time to fill. Following this review we announced at the beginning of 2016, the closure of one of our German Healthcare plants where the services provided did not meet the requirements of our core portfolio and profit improvement agenda. Accordingly, in evaluating the goodwill related to this business for impairment for 2015, we applied a higher risk factor, via an increased discount rate resulting in an impairment charge of £6.4 million, after which the goodwill in this part of the business has been fully written down. No other class of assets has been impaired as their value is supported by their value in use calculation. The key assumptions used for the value in use calculation are:

- Modest revenue growth on a like-for-like basis in excess of the long-term growth rate, 2%, for each of the next three years;
- Continued margin improvement to higher single digits over the next three years; and
- More than 75% of profit converting to operating cash flow over the next three years.

If the above revenue and margin assumptions are not achieved then an impairment of other assets may become necessary.

The value of the goodwill impairment in the year is £6.4 million (2014:£nil) and is shown within the income statement as part of exceptional items – see note 4.

## 9 Other intangible assets

	Computer software £m	Other intangible assets £m	Customer contracts £m	Total £m
<b>Cost</b>				
At 1 January 2015	42.9	1.4	184.8	229.1
Acquisitions (note 25)	-	-	2.8	2.8
Additions at cost	5.1	1.1	-	6.2
Disposals	(0.1)	-	-	(0.1)
Currency translation	(1.5)	-	(9.5)	(11.0)
<b>At 31 December 2015</b>	<b>46.4</b>	<b>2.5</b>	<b>178.1</b>	<b>227.0</b>
<b>Accumulated depreciation</b>				
At 1 January 2015	33.2	1.4	157.4	192.0
Charge for the year	4.3	-	14.4	18.7
Disposals	-	-	-	-
Currency translation	(1.3)	-	(8.3)	(9.6)
<b>At 31 December 2015</b>	<b>36.2</b>	<b>1.4</b>	<b>163.5</b>	<b>201.1</b>
<b>Net book amount at 31 December 2015</b>	<b>10.2</b>	<b>1.1</b>	<b>14.6</b>	<b>25.9</b>
<b>Net book amount at 31 December 2014</b>	<b>9.7</b>	<b>-</b>	<b>27.4</b>	<b>37.1</b>
<b>Cost</b>				
At 1 January 2014	40.3	1.4	189.0	230.7
Acquisitions	-	-	11.0	11.0
Additions at cost	4.5	-	0.1	4.6
Disposals	(0.1)	-	-	(0.1)
Reclassified from plant and machinery	0.2	-	-	0.2
Currency translation	(2.0)	-	(15.3)	(17.3)
<b>At 31 December 2014</b>	<b>42.9</b>	<b>1.4</b>	<b>184.8</b>	<b>229.1</b>
<b>Accumulated depreciation</b>				
At 1 January 2014	30.2	1.4	148.6	180.2
Charge for the year	4.8	-	21.5	26.3
Disposals	(0.1)	-	-	(0.1)
Currency translation	(1.7)	-	(12.7)	(14.4)
<b>At 31 December 2014</b>	<b>33.2</b>	<b>1.4</b>	<b>157.4</b>	<b>192.0</b>
<b>Net book amount at 31 December 2014</b>	<b>9.7</b>	<b>-</b>	<b>27.4</b>	<b>37.1</b>
<b>Net book amount at 31 December 2013</b>	<b>10.1</b>	<b>-</b>	<b>40.4</b>	<b>50.5</b>

All amortisation charges have been charged through other operating expenses.

## 10 Property, plant and equipment

	Land and buildings £m	Plant and machinery £m	Textile assets and washroom equipment Restated* £m	Total £m
Cost				
At 1 January 2015	238.7	462.8	674.6	1,376.1
Additions at cost	6.2	32.7	144.5	183.4
Acquisitions (note 25)	2.0	3.6	-	5.6
Disposals	(8.0)	(34.7)	(253.2)	(295.9)
Reclassified to inventories*	-	-	(0.4)	(0.4)
Currency translation	(10.6)	(16.8)	(31.3)	(58.7)
At 31 December 2015	228.3	447.6	534.2	1,210.1
Accumulated depreciation				
At 1 January 2015	105.3	333.6	456.4	895.3
Charge for the year	6.8	28.1	130.5	165.4
Disposals	(6.2)	(28.7)	(250.7)	(285.6)
Currency translation	(5.2)	(13.0)	(23.9)	(42.1)
At 31 December 2015	100.7	320.0	312.3	733.0
Net book amount at 31 December 2015	127.6	127.6	221.9	477.1
Net book amount at 31 December 2014	133.4	129.2	218.2	480.8

	2015 £m	2014 £m
Plant and machinery net book amount includes:		
Assets held under finance leases	1.2	5.3
Finance lease additions	1.5	2.2
Split of depreciation:		
Owned assets	(163.9)	(170.0)
Leased assets	(1.5)	(2.6)
	(165.4)	(172.6)

\* As set out in the Accounting policies - Basis of preparation, during the year the group reclassified stocks of textile rental garments awaiting delivery to customers from property, plant and equipment to inventories. Textile asset additions at cost include purchase of textile garments held at central warehouse reclassified to finished goods inventories of £0.4 million in 2015. In 2014, £10.4 million was reclassified from property, plant and equipment to inventories, of this balance £2.7 million related to purchases in 2014.

## 10 Property, plant and equipment (continued)

	Land and buildings £m	Plant and machinery £m	Textile assets and washroom equipment Restated* £m	Total £m
<b>Cost</b>				
At 1 January 2014	249.1	482.1	660.8	1,392.0
Additions at cost	4.8	30.7	149.9	185.4
Acquisitions	1.7	0.1	1.6	3.4
Disposals	(1.6)	(21.8)	(86.8)	(110.2)
Reclassified to computer software	-	(0.2)	-	(0.2)
Reclassified to inventories*	-	-	(10.4)	(10.4)
Currency translation	(15.3)	(28.1)	(40.5)	(83.9)
At 31 December 2014	238.7	462.8	674.6	1,376.1
<b>Accumulated depreciation</b>				
At 1 January 2014	105.9	341.5	436.6	884.0
Charge for the year	7.4	31.1	134.1	172.6
Disposals	(0.5)	(18.6)	(86.1)	(105.2)
Currency translation	(7.5)	(20.4)	(28.2)	(56.1)
At 31 December 2014	105.3	333.6	456.4	895.3
Net book amount at 31 December 2014	133.4	129.2	218.2	480.8
Net book amount at 31 December 2013	143.2	140.6	224.2	508.0

## 11 Inventories

	As at 31 December 2015 £m	As at 31 December 2014 Restated* £m
Raw materials	12.0	12.3
Finished goods*	38.2	37.4
	50.2	49.7

The cost of inventories recognised as an expense in 'cost of sales' during the year amounted to £8.8 million (2014: £7.9 million). During the year a net cost of £0.1 million of inventories was written off (2014: £0.2 million written back).

\* 2014 inventories have been restated for the reclassification of textile garment stocks from property, plant and equipment to finished goods as set out in note 10 and Accounting policies – Basis of preparation.

## 12 Trade and other receivables

	As at 31 December 2015 £m	As at 31 December 2014 £m
Current:		
Trade receivables	129.9	127.1
Less: Provision for impairment of trade receivables	(3.2)	(3.4)
	126.7	123.7
Other receivables	3.9	5.5
Prepayments	13.5	12.7
Accrued income	25.8	21.6
	169.9	163.5

Trade receivables are non-interest bearing and generally have a 30-day term. Due to their short maturities, the fair value of trade and other receivables approximate to their book value. All other receivables are recorded at amortised cost.

The carrying amounts of trade and other receivables for financial assets are denominated in the following currencies, which in most instances are the functional currencies of the respective subsidiaries. We do not have any significant exposure to currency risk on these amounts.

	As at 31 December 2015 £m	As at 31 December 2014 £m
Sterling	37.7	30.5
Euro	37.1	40.5
Swedish krona	27.5	28.6
Danish krone	16.8	17.2
Other	11.5	12.4
	130.6	129.2

### Provision for impairment of trade receivables

	As at 31 December 2015 £m	As at 31 December 2014 £m
At 1 January	3.4	4.2
Currency translation	(0.1)	(0.2)
Charge for the year	0.4	0.9
Uncollectable amounts written off, net of recoveries	(0.5)	(1.5)
At 31 December	3.2	3.4

The charge for the year is recognised as an expense in administrative expenses.

## 12 Trade and other receivables (continued)

As at 31 December 2015, trade receivables of £46.4 million (2014: £45.2 million) were past due but not impaired. The ageing analysis of these trade receivables is as follows:

	As at 31 December 2015 £m	As at 31 December 2014 £m
Up to one month	36.7	35.4
One to three months	7.7	5.9
Over three months	2.0	3.9
	46.4	45.2

The other classes within trade and other receivables do not contain impaired assets.

## 13 Cash and cash equivalents

	As at 31 December 2015 £m	As at 31 December 2014 £m
Cash at bank and in hand	126.7	96.9
	126.7	96.9

Cash at bank and in hand earns interest at floating rates based on bank deposit rates.

## 14 Trade and other payables

	As at 31 December 2015 £m	As at 31 December 2014 £m
Non-current:		
Accruals	1.1	1.2
	1.1	1.2
Current:		
Trade payables	61.3	64.0
Other tax and social security payable	29.9	28.6
Other payables	8.7	8.8
Deferred consideration payable on acquisitions	0.1	0.5
Accruals	89.6	91.0
Deferred income	7.2	7.4
	196.8	200.3

## 15 Borrowings

	As at 31 December 2015 £m	As at 31 December 2014 £m
<b>Current</b>		
Private placement notes - unsecured	87.7	-
Bank loans - unsecured	-	1.2
	87.7	1.2
Finance lease obligations	0.4	1.3
	88.1	2.5
<b>Non-current</b>		
Private placement notes - unsecured	370.1	320.5
Bank loans - unsecured	38.7	144.0
	408.8	464.5
Finance lease obligations	0.7	4.3
	409.5	468.8

Bank loans are denominated in a number of currencies and bear interest based on LIBOR or foreign equivalents appropriate to the currency in which the borrowing is incurred together with a margin as appropriate.

The effective interest rates (EIR) for the group's bank borrowings (including interest rate swaps) by currency at the balance sheet date were as follows:

	As at 31 December 2015		As at 31 December 2014	
	£m	EIR %	£m	EIR %
<b>Borrowings under the revolving credit facilities</b>				
Euro	-	-	11.0	0.94
Danish krone	-	-	52.5	1.14
Swedish krona	40.1	0.18	79.8	1.11
	40.1	0.18	143.3	1.11
<b>Borrowings under the private placement (2006)</b>				
Euro	55.3	4.52	58.7	4.52
Danish krone	12.2	4.63	13.0	4.63
Swedish krona	56.5	4.49	58.1	4.49
Currency translation	11.1	-	(1.0)	-
	135.1	4.52	128.8	4.52
<b>Borrowings under the private placement (2009)</b>				
Sterling	25.0	5.74	25.0	5.74
Euro	127.3	5.22	135.2	5.22
Currency translation	47.6	-	31.5	-
	199.9	5.30	191.7	5.30
<b>Borrowings under the private placement (2015)</b>				
Euro	58.7	2.03	-	-
Danish krone	64.6	2.21	-	-
	123.3	2.12	-	-
Unamortised loan costs	(1.9)	-	(0.8)	-
<b>Other bank borrowings</b>				
Danish krone	-	-	0.6	3.45
Euro	-	-	0.8	5.25
Sterling	-	-	1.3	1.88
	496.5	3.72	465.7	3.68

## 15 Borrowings (continued)

On 19 March 2015, the group refinanced its existing revolving credit facility for €535 million to a new revolving credit facility for €510 million. This facility expires on 19 March 2020.

On 19 February 2015, the group issued further private placement notes to existing US investors for DKK654.8 million and €79.7 million repayable in 2025 at fixed coupon rate.

In December 2009, the group issued private placement notes of US\$259 million and £25 million. The US\$259 million was immediately swapped into euros.

In May 2006, the group issued private placement notes of US\$250 million which were immediately swapped into a basket of Danish krone, Swedish krona and euros. In 2014, US\$50 million private placement notes and the associated Danish krone swap were repaid.

For further details of the group's derivative financial instruments against its borrowings see note 16.

As underlying currencies have been swapped from US dollars via derivative contracts, the group has a gain on financial instruments (see note 16) which is offset by the currency translation loss on the underlying borrowings noted above.

The borrowing under the US private placements (2006 and 2009) of £335.0 million reflects the £25 million and the US\$459 million translated at the year end sterling to dollar rate.

### Fair value of financial assets and liabilities

	As at 31 December 2015		As at 31 December 2014	
	Book value £m	Fair value £m	Book value £m	Fair value £m
Long-term borrowings	(409.5)	(434.2)	(468.8)	(496.1)
Fair value of other financial assets and liabilities:				
Short-term borrowings	(88.1)	(88.1)	(2.5)	(2.5)
Trade and other payables (note 14)	(70.1)	(70.1)	(73.3)	(73.3)
Trade and other receivables (note 12)	130.6	130.6	129.2	129.2
Cash at bank and in hand (note 13)	126.7	126.7	96.9	96.9

The fair value of the group's fixed rate loans are based on available market information at the balance sheet date and are calculated by discounting expected future cash flows using the appropriate yield curve. The book values of floating rate borrowings approximate their fair value.

All financial instruments are in level 2 of the IFRS 13 fair value hierarchy. Fair value for financial instruments held at amortised cost has been estimated by discounting cash flows at prevailing interest rates and by applying year end exchange rates.

### Maturity of financial liabilities

	As at 31 December 2015			As at 31 December 2014		
	Borrowings £m	Finance leases £m	Total £m	Borrowings £m	Finance leases £m	Total £m
Within one year	87.7	0.4	88.1	1.2	1.3	2.5
In more than one year but not more than two years	-	0.3	0.3	226.3	1.5	227.8
Over two years but not more than five years	218.4	0.4	218.8	173.1	2.8	175.9
Over five years	190.4	-	190.4	65.1	-	65.1
	496.5	1.1	497.6	465.7	5.6	471.3

## 15 Borrowings (continued)

### Borrowing facilities

The group has the following undrawn committed borrowing facilities available at 31 December and on which it incurs commitment fees at market rates:

	As at 31 December 2015 £m	As at 31 December 2014 £m
Expiring in more than one year but not more than two years	-	255.7
Expiring in over two years but not more than five years	335.6	-
	335.6	255.7

The minimum lease payments under finance leases fall due as follows:

	As at 31 December 2015 £m	As at 31 December 2014 £m
Not later than one year	0.5	1.5
Later than one year but not more than five	0.7	4.4
	1.2	5.9
Future finance charges on finance leases	(0.1)	(0.3)
Present value of finance lease liabilities	1.1	5.6

## 16 Derivative financial instruments

The derivatives the group has used qualify for one or more hedge type designations under IAS 39. The fair values of the group's derivatives have been determined based on available market information at the balance sheet date and the following methodologies:

- the fair value of forward foreign exchange contracts are calculated by discounting the contracted forward values and translating at the balance sheet rates; and
- the fair value of both interest rate swaps and cross-currency interest rate swaps are calculated by discounting expected future principal and interest cash flows derived from appropriate yield curves.

The fair value measurements of the derivatives are classified as Level 2 in the fair value hierarchy as defined by IFRS 13 'Fair value measurement':

The fair value and the notional amounts by designated hedge type are as follows:

	As at 31 December 2015			As at 31 December 2014		
	Assets fair value £m	Liabilities fair value £m	Notional £m	Assets fair value £m	Liabilities fair value £m	Notional £m
<b>Cash flow hedges</b>						
Cross-currency interest rate swaps	38.9	-	310.0	20.1	-	295.5
Forward foreign exchange contracts	0.6	-	31.7	0.4	-	21.9
	39.5	-		20.5	-	
<b>Net investment hedges</b>						
Cross-currency interest rate swaps	28.2	(11.2)	310.8	20.0	(17.9)	328.5
	28.2	(11.2)		20.0	(17.9)	
<b>Total</b>	<b>67.7</b>	<b>(11.2)</b>		<b>40.5</b>	<b>(17.9)</b>	

## 16 Derivative financial instruments (continued)

The maturity of all derivative financial instruments is as follows (excluding break clauses):

	As at 31 December 2015						As at 31 December 2014					
	In one year or less	1-2 years	2-3 years	3-4 years	4-5 years	Over 5 years	In one year or less	1-2 years	2-3 years	3-4 years	4-5 years	Over 5 years
<b>Cash flow hedges</b>												
Asset	13.1	-	11.6	8.3	-	6.5	0.4	8.7	-	8.3	2.2	0.9
Liability	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Net investment hedges</b>												
Asset	3.2	-	-	14.2	-	10.8	(0.3)	2.6	-	-	10.1	7.6
Liability	(5.3)	-	(5.9)	-	-	-	(0.6)	(8.2)	-	(9.1)	-	-
<b>Total</b>												
Asset	16.3	-	11.6	22.5	-	17.3	0.1	11.3	-	8.3	12.3	8.5
Liability	(5.3)	-	(5.9)	-	-	-	(0.6)	(8.2)	-	(9.1)	-	-

The group's derivative financial instrument contracts include break clauses which may be exercised at the discretion of the group's counterparties ahead of maturity. Were these break clauses to be enforced then the maturity of derivative financial instruments existing at the balance sheet date would be as follows:

	As at 31 December 2015						As at 31 December 2014					
	In one year or less	1-2 years	2-3 years	3-4 years	4-5 years	Over 5 years	In one year or less	1-2 years	2-3 years	3-4 years	4-5 years	Over 5 years
<b>Cash flow hedges</b>												
Asset	24.8	3.1	-	11.1	-	0.5	0.4	16.9	0.6	-	2.1	0.5
Liability	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Net investment hedges</b>												
Asset	3.2	5.4	-	19.1	-	0.5	(0.3)	2.6	3.8	-	13.4	0.5
Liability	(11.2)	-	-	-	-	-	(0.6)	(17.3)	-	-	-	-
<b>Total</b>												
Asset	28.0	8.5	-	30.2	-	1.0	0.1	19.5	4.4	-	15.5	1.0
Liability	(11.2)	-	-	-	-	-	(0.6)	(17.3)	-	-	-	-

### Background

At 31 December 2015, the group has in issue US\$459 million long-term senior guarantee notes under private placements in the US which have been swapped into other currencies: Danish krone, Swedish krona and euro. In May 2006 the group placed US\$250 million at fixed rates for periods between eight and twelve years, in 2014 US\$50 million of this debt was repaid. In December 2009 the group undertook a further placement of US\$259 million at fixed rates for periods between seven and twelve years. In both placements the foreign currency amounts were immediately swapped into other currencies: Danish krone, Swedish krona and euros. This is to offset the foreign exchange rate exposure arising on the group's foreign currency assets.

The conversion from US dollars into currency was achieved in two stages. In the first stage swaps were taken out to convert US dollars to sterling. All of these swaps have been designated as cash flow hedges, with the exception of one swap from the 2006 placement, which has been designated as a fair value hedge, this swap was repaid in 2014. In the second stage further swaps were taken out to convert sterling to the required currencies. These have been designated as hedges of net investment in foreign subsidiaries.

The fixed interest rate cross-currency contracts entered into have options exercisable by either party to terminate after five years and ten years if relevant. The value of the swap at the time would then be cash settled.

## 16 Derivative financial instruments (continued)

During the year in accordance with group policy, the group entered into several forward foreign exchange contracts for the purchase of US dollars in the future at fixed rates. These forward contracts reduce the foreign exchange exposure on the procurement of textiles and capital equipment from Far East suppliers.

### Cash flow hedges

The derivative asset recognised on these 15 instruments is £38.9 million, of which the currency component is a gain of £14.5 million and a gain of £4.3 million taken to the hedging reserve.

The total exchange component of the cash flow hedge derivatives movement has been accounted for within the statement of comprehensive income (£14.5 million gain). The £4.3 million gain has been taken to the hedging reserve and will be continuously released to the income statement until the repayment of the private placement.

The forward foreign exchange contracts have resulted in the recognition of a derivative asset of £0.6 million (2014: derivative asset of £0.4 million). During the year a gain of £0.2 million (2014: gain of £1.1 million) was recognised in equity. This equity transfer will then be recognised in the income statement in line with the hedged transaction.

### Net investment hedges

The second stage of the US private placement swaps results in sterling being exchanged into Danish krone, Swedish krona and euros. At 31 December 2015 the fixed rate borrowings vary between rates of 4.45% and 5.57% on the fixed European swaps.

These swaps are accounted for as hedges of the group's assets in the relevant countries. The movement on the derivative asset arising has been accounted for as a component part of currency translation (£14.9 million gain).

The group's borrowings under its revolving credit facilities are designated as a hedge of its European operations. The carrying value of the borrowings as at 31 December 2015 was £40.1 million (2014: £143.3 million). The foreign exchange gain of £8.9 million on translation is taken to reserves as a component part of currency translation.

The further issue of US private placement notes in February 2015 for DKK654.8 million and €79.7 million are also designated as a hedge of its European operations. The carrying value of the borrowings as at 31 December 2015 was £123.3 million. The foreign exchange gain of £0.7 million on translation from inception is taken to reserves as a component part of currency translation.

### Fair value hedges

The group had no fair value hedges in 2015.

## 17 Financial risk management

### 17.1 Financial risk factors

The group's activities expose it to a variety of financial risks: market risk (including currency risk; fair value interest rate risk; cash flow interest rate risk and price risk); credit risk and liquidity risk. The group's overall risk management programmes focus on the unpredictability of financial markets and seek to minimise potential adverse effects on the group's financial performance. The group uses derivative financial instruments to hedge certain risk exposures.

Risk management is carried out by the group finance team under the supervision of the Chief Financial Officer under policies approved by the board of directors. The Chief Financial Officer identifies, evaluates and hedges financial risks in close co-operation with the group's operating units. The board approves written principles for foreign exchange risk, interest rate risk and credit risk, and the use of derivative financial instruments and non-derivative financial instruments, and receives regular reports on such matters.

### a) Market risk

#### i) Foreign exchange risk

The group operates internationally and is exposed to foreign exchange risk arising from various currency exposures, primarily with respect to the euro, Swedish krona and Danish krone. Foreign exchange risk arises from future commercial transactions, recognised assets and liabilities and net investments in foreign operations.

The majority of operations in the group bill their revenues and incur their costs in the same functional currency. The group faces some currency exposure in respect of the procurement of textiles and capital equipment from Far East suppliers. The group policy is to enter forward contracts to purchase US dollars based upon the expected purchases. These derivatives are classified as cash flow hedges.

## 17.1 Financial risk factors (continued)

The group's policy is not to hedge foreign currency exposures on the translation of its overseas profit to sterling. Where appropriate, borrowings are effectively arranged in currencies so as to provide a natural hedge against the investment in overseas net assets.

During 2015 and 2014, derivative financial instruments were used to manage foreign currency risk as follows:

	As at 31 December 2015						
	Sterling £m	Euro £m	US dollar £m	Danish krone £m	Swedish krona £m	Other £m	Total £m
Cash and cash equivalents	104.0	70.3	-	12.6	51.1	17.6	255.6
Bank overdrafts	(125.0)	(2.0)	-	-	-	(1.9)	(128.9)
Net cash and cash equivalents (note 13)	(21.0)	68.3	-	12.6	51.1	15.7	126.7
Borrowings, excluding finance lease liabilities (note 15)	(23.1)	(64.6)	(310.0)	(58.7)	(40.1)	-	(496.5)
Finance lease liabilities (note 15)	(0.2)	(0.2)	-	-	(0.7)	-	(1.1)
Pre-derivative net debt position	(44.3)	3.5	(310.0)	(46.1)	10.3	15.7	(370.9)
Derivative effect (note 16)	0.6	(185.1)	310.0	(12.3)	(56.7)	-	56.5
Post-derivative net debt position	(43.7)	(181.6)	-	(58.4)	(46.4)	15.7	(314.4)

	As at 31 December 2014						
	Sterling £m	Euro £m	US dollar £m	Danish krone £m	Swedish krona £m	Other £m	Total £m
Cash and cash equivalents	37.4	72.5	-	19.1	95.2	38.1	262.3
Bank overdrafts	(120.4)	(43.6)	-	-	-	(1.4)	(165.4)
Net cash and cash equivalents (note 13)	(83.0)	28.9	-	19.1	95.2	36.7	96.9
Borrowings, excluding finance lease liabilities (note 15)	(25.5)	(11.8)	(295.5)	(53.1)	(79.8)	-	(465.7)
Finance lease liabilities (note 15)	(0.6)	(0.2)	-	-	(4.6)	(0.2)	(5.6)
Pre-derivative net debt position	(109.1)	16.9	(295.5)	(34.0)	10.8	36.5	(374.4)
Derivative effect (note 16)	0.3	(201.6)	295.5	(13.1)	(58.5)	-	22.6
Post-derivative net debt position	(108.8)	(184.7)	-	(47.1)	(47.7)	36.5	(351.8)

The exposure to euro, Swedish krona and Danish krone largely relate to our net investment hedge activities as described and shown in note 16.

### ii) Price risk

The group is not exposed to any equity securities price risk. The group may from time to time be exposed to changes in the price of cotton. To mitigate against this risk the group may enter into forward contracts to buy cotton based textiles at a future date. Such contracts are not recognised as derivative financial instruments as they are held with the purpose of the receipt or delivery of a non-financial item in accordance with the entity's expected purchase, sale or usage requirements.

### iii) Cash flow and fair value interest rate risk

The group's interest bearing assets include cash and cash equivalents which earn interest at floating rates. The group's income and operating cash flows are substantially independent of changes in market interest rates.

The group's interest rate risk arises from long-term borrowings. Borrowings issued at variable rates expose the group to cash flow interest rate risk. Borrowings issued at fixed rates expose the group to fair value interest rate risk. Group policy is to maintain a majority of its borrowings at fixed rate using interest rate swaps to achieve this when necessary. During 2015 and 2014, the group's borrowings at variable rate were denominated in sterling, euro, Swedish krona and Danish krone.

## 17.1 Financial risk factors (continued)

The following table sets out the carrying amount, by contractual repricing date (or maturity where there is no repricing), of fixed rate borrowings that are exposed to interest rate risk before taking into account interest rate swaps:

	As at 31 December 2015 £m	As at 31 December 2014 £m
Fixed interest rate borrowings		
In one year or less	88.1	2.5
In more than one year, but not more than two years	0.3	84.5
In more than two years but not more than five years	178.7	175.9
In more than five years	190.4	65.1
	457.5	328.0
Floating interest rate borrowings	40.1	143.3
Total borrowings	497.6	471.3

During 2015 and 2014, net debt was managed using derivative instruments to hedge interest rate risk as follows:

	As at 31 December 2015			As at 31 December 2014		
	Fixed-rate £m	Floating-rate £m	Total £m	Fixed-rate £m	Floating-rate £m	Total £m
Cash and cash equivalents	-	126.7	126.7	-	96.9	96.9
Borrowings	(457.5)	(40.1)	(497.6)	(328.0)	(143.3)	(471.3)
Pre-derivative net debt position	(457.5)	86.6	(370.9)	(328.0)	(46.4)	(374.4)
Derivative effect (note i)	55.9	-	55.9	22.2	-	22.2
Post-derivative net debt position	(401.6)	86.6	(315.0)	(305.8)	(46.4)	(352.2)

(i) Excludes the forward foreign exchange contract derivatives.

### b) Credit risk

Credit risk is managed on a group or local basis as appropriate. Credit risk arises from cash and cash equivalents, derivative financial instruments and deposits with banks and financial institutions, as well as credit exposures to customers, including outstanding receivables and committed transactions.

The majority of banks and financial institutions accepted are independently rated parties with a minimum rating of 'A'. Trade receivables consist of a large number of customers spread across geographical areas. If there is no independent rating, management assesses the credit quality of the customer taking into account its financial position, past experience and other factors. Individual risk limits are set based on internal ratings. Management monitors the utilisation of credit limits regularly.

Management believes there is no further credit risk provision required in excess of the normal provision for doubtful debts.

#### Treasury related credit risk

Counterparty risk arises from the investment of surplus funds and from use of derivative instruments.

As at 31 December 2015 and 31 December 2014, we had a number of exposures to individual counterparties. In accordance with our treasury policies and exposure management practices, counterparty credit exposure limits are continually monitored and no individual exposure is considered significant in the ordinary course of treasury management activity. Management does not expect any significant losses from non-performance by these counterparties.

The counterparty exposure under all financial assets including trade and other receivables, cash and cash equivalents and derivative financial contracts were £325.0 million (2014: £266.6 million). The group does not hold any collateral as security.

### c) Liquidity risk

Cash flow forecasting is performed in the operating entities of the group and is aggregated by group finance. Group finance monitors rolling forecasts of the group's liquidity requirements to ensure it has sufficient cash to meet operational needs while maintaining sufficient headroom on its undrawn committed borrowing facilities (note 15) at all times so that the group does not breach borrowing limits or covenants (where applicable) on any of its borrowing facilities. Such forecasting takes into consideration the group's debt financing plans, covenant compliance, and compliance with internal balance sheet ratio targets.

### 17.1 Financial risk factors (continued)

The table below analyses the group's financial liabilities, excluding break clauses, which will be settled on a net basis into relative maturity groupings based on the remaining period at the balance sheet to the contract maturity date. The amounts disclosed in the table are contractual undiscounted cash flows using spot interest and foreign exchange rates at 31 December 2015. Balances due within 12 months equal their carrying balances as the impact of the discount is not significant.

	As at 31 December 2015				
	Due within one year £m	Due between one and two years £m	Due between two and five years £m	Due five years and beyond £m	Total £m
<b>Non-derivative financial liabilities</b>					
Borrowings, excluding finance lease liabilities	87.7	-	218.4	190.4	496.5
Interest payments on borrowings	4.1	4.1	10.9	10.8	29.9
Finance lease liabilities	0.4	0.3	0.4	-	1.1
Other non-interest bearing liabilities	165.4	-	-	-	165.4
<b>Derivative financial liabilities</b>					
Derivative contracts - payments	10.5	8.7	15.6	2.6	37.4
<b>Total at 31 December 2015</b>	<b>268.1</b>	<b>13.1</b>	<b>245.3</b>	<b>203.8</b>	<b>730.3</b>

	As at 31 December 2014				
	Due within one year £m	Due between one and two years £m	Due between two and five years £m	Due five years and beyond £m	Total £m
<b>Non-derivative financial liabilities</b>					
Borrowings, excluding finance lease liabilities	1.2	226.3	173.1	65.1	465.7
Interest payments on borrowings	3.0	2.3	4.3	-	9.6
Finance lease liabilities	1.3	1.5	2.8	-	5.6
Other non-interest bearing liabilities	170.2	-	-	-	170.2
<b>Derivative financial liabilities</b>					
Derivative contracts - payments	12.9	11.1	22.9	5.5	52.4
<b>Total at 31 December 2014</b>	<b>188.6</b>	<b>241.2</b>	<b>203.1</b>	<b>70.6</b>	<b>703.5</b>

### d) Sensitivity analysis

Financial instruments affected by market risk include borrowings, deposits and derivative financial instruments. The following analysis is intended to illustrate the sensitivity to changes in market variables, being UK, euro, Swedish krona and Danish krone interest rates and sterling exchange rate on our financial instruments. We have excluded from this analysis the impact of movements in market variables on the carrying values of trade receivables and payables, since these are not exposed to risk from the market variables.

This analysis excludes the impact of movements in market variables on the carrying value of pension and other post-retirement obligations, provisions and on the non-financial assets and liabilities of overseas subsidiaries.

The sensitivity analysis has been prepared on the basis that the amount of net debt, the ratio of fixed to floating interest rates of the debt and derivatives portfolio and the proportion of financial instruments in foreign currencies are all constant and on the basis of the hedge designations in place at 31 December 2015 and 31 December 2014. As a consequence, this sensitivity analysis relates to the positions at those dates and is not representative of the years then ended, as all of these varied.

## 17.1 Financial risk factors (continued)

The following assumptions were made in calculating the sensitivity analysis:

- financial derivatives in net investment hedging relationship will not influence interest or foreign exchange sensitivity analysis;
- the sensitivity of accrued interest to movements in interest rates is calculated on net floating rate exposures on debt, deposits and derivative instruments;
- the sensitivity of accrued interest to movements in interest rates is recorded fully within the income statement; and
- changes in the carrying value of financial instruments from movements in exchange rates are recorded fully within equity.

The following table shows the group's exposure to foreign exchange risk as at 31 December 2015 and 31 December 2014, which is a result of increase/decrease of 10% movement in foreign exchange gains/losses on translation of foreign currency denominated borrowings. The foreign exchange risk is naturally hedged against the net assets of our operations in Continental Europe. All foreign exchange on both the borrowings and net assets is taken to reserves where it will offset.

	As at 31 December 2015 Equity £m	As at 31 December 2014 Equity £m
Euro exchange rate + 10%	16.5	16.8
Euro exchange rate -10%	(20.2)	(20.5)
Danish krone exchange rate +10%	5.3	4.3
Danish krone exchange rate -10%	(6.5)	(5.2)
Swedish krona exchange rate +10%	4.2	4.3
Swedish krona exchange rate -10%	(5.2)	(5.3)

The table below shows the sensitivity of post-tax profit to interest rates as at 31 December 2015 and 31 December 2014, due to an increase/decrease in interest rates of 100 basis points (bp) with all other variables held constant. Post-tax profit for the year would have been mainly affected through interest expense on floating rate cash and cash equivalents and borrowings.

	As at 31 December 2015 Income statement £m	As at 31 December 2014 Income statement £m
UK interest rates +100bp	(0.2)	(0.8)
UK interest rates -100bp	0.2	0.8
Euro interest rates +100bp	0.7	0.2
Euro interest rates -100bp	(0.7)	(0.2)
Danish krone interest rates +100bp	0.1	(0.3)
Danish krone interest rates -100bp	(0.1)	0.3
Swedish krona interest rates +100bp	0.1	0.2
Swedish krona interest rates -100bp	(0.1)	(0.2)

## 17.2 Capital management

The group's objectives when managing its capital structure are to safeguard the group's ability to continue as a going concern, to provide appropriate returns for shareholders and benefits for other stakeholders.

In order to maintain or adjust the capital structure, the group may adjust the amount of dividends paid to shareholders, return capital to shareholders, issue new shares or take other steps to increase share capital or reduce debt.

The group manages its capital structure using a number of measures and taking into account its future strategic plans. Such measures include its net interest cover and leverage ratios, which are included in its banking covenants. The group continues to remain compliant with all its banking covenants.

Total capital is calculated as 'equity' as shown in the consolidated balance sheet plus net debt. Net debt is calculated as total borrowings (including 'current and non-current borrowings' as shown in the consolidated balance sheet) less cash and cash equivalents.

	As at 31 December 2015 €m	As at 31 December 2014 €m
Total borrowings	497.6	471.3
Less cash and cash equivalents	(126.7)	(96.9)
Net debt	370.9	374.4
Total equity	519.0	505.4
Total capital	889.9	879.8

## 17.3 Fair value estimation

The table below analyses financial instruments carried at fair value, by valuation method (see notes 15 and 16). The different levels have been defined as follows:

- Quoted prices (unadjusted) in active markets for identical assets or liabilities (Level 1);
- Inputs other than quoted prices included within level 1 that are observable for the asset or liability, either directly (that is, as prices) or indirectly (that is, derived from prices) (Level 2); and
- Inputs for the asset or liability that are not based on observable market data (that is, unobservable inputs) (Level 3).

The following table presents the group's financial assets and liabilities that are measured at fair value at 31 December 2015:

	Level 1	Level 2	Level 3	Total
<b>Assets</b>				
<b>Derivatives used for hedging</b>				
Cross-currency interest rate swaps	-	67.1	-	67.1
Forward foreign exchange contracts	-	0.6	-	0.6
Total assets	-	67.7	-	67.7
<b>Liabilities</b>				
<b>Derivatives used for hedging</b>				
Cross-currency interest rate swaps	-	(11.2)	-	(11.2)
Forward foreign exchange contracts	-	-	-	-
Total liabilities	-	(11.2)	-	(11.2)

### 17.3 Fair value estimation (continued)

The following table presents the group's assets and liabilities that are measured at fair value at 31 December 2014:

	Level 1	Level 2	Level 3	Total
<b>Assets</b>				
<b>Derivatives used for hedging</b>				
Cross-currency interest rate swaps	-	40.1	-	40.1
Forward foreign exchange contracts	-	0.4	-	0.4
<b>Total assets</b>	-	40.5	-	40.5
	Level 1	Level 2	Level 3	Total
<b>Liabilities</b>				
<b>Derivatives used for hedging</b>				
Cross-currency interest rate swaps	-	(17.9)	-	(17.9)
Forward foreign exchange contracts	-	-	-	-
<b>Total liabilities</b>	-	(17.9)	-	(17.9)

The fair value of financial instruments that are not traded in an active market (for example, over-the-counter derivatives) is determined by using valuation techniques. The valuation techniques maximise the use of observable market data where it is available and rely as little as possible on entity specific estimates. If all significant inputs required to fair value an instrument are observable, the instrument is included in level 2.

Specific techniques used to value financial instruments include:

- quoted market prices or dealer quotes for similar instruments;
- the fair value of interest rate swaps is calculated as the present value of the estimated future cash flows based on observable yield curves;
- the fair value of forward foreign exchange contracts is determined using forward exchange rates at the balance sheet date, with the resulting value discounted back to present value; and
- other techniques, such as discounted cash flow analysis, are used to determine fair value for the remaining financial instruments.

## 17.4 Offsetting financial assets and financial liabilities

### a) Financial assets

The following financial assets are subject to offsetting, enforceable master netting arrangements and similar agreements:

	Gross amounts of recognised financial assets	Gross amounts of recognised financial liabilities set off in the balance sheet	Net amounts of financial assets presented in the balance sheet	Related amounts not set off in the balance sheet		Net amount
				Financial instruments	Cash collateral received	
At 31 December 2015						
Derivative financial assets	67.7	-	67.7	(11.2)	-	56.5
Cash and cash equivalents	255.6	(128.9)	126.7	-	-	126.7
<b>Total</b>	<b>323.3</b>	<b>(128.9)</b>	<b>194.4</b>	<b>(11.2)</b>	<b>-</b>	<b>183.2</b>

	Gross amounts of recognised financial assets	Gross amounts of recognised financial liabilities set off in the balance sheet	Net amounts of financial assets presented in the balance sheet	Related amounts not set off in the balance sheet		Net amount
				Financial instruments	Cash collateral received	
At 31 December 2014						
Derivative financial assets	40.8	-	40.8	(17.6)	-	23.2
Cash and cash equivalents	262.3	(165.4)	96.9	-	-	96.9
<b>Total</b>	<b>303.1</b>	<b>(165.4)</b>	<b>137.7</b>	<b>(17.6)</b>	<b>-</b>	<b>120.1</b>

### b) Financial liabilities

The following financial liabilities are subject to offsetting, enforceable master netting arrangements and similar agreements:

	Gross amounts of recognised financial liabilities	Gross amounts of recognised financial assets set off in the balance sheet	Net amounts of financial liabilities presented in the balance sheet	Related amounts not set off in the balance sheet		Net amount
				Financial instruments	Cash collateral received	
At 31 December 2015						
Derivative financial liabilities	(11.2)	-	(11.2)	11.2	-	-
Bank overdrafts	(128.9)	128.9	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>(140.1)</b>	<b>128.9</b>	<b>(11.2)</b>	<b>11.2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## 17.4 Offsetting financial assets and financial liabilities (continued)

	Gross amounts of recognised financial liabilities	Gross amounts of recognised financial assets set off in the balance sheet	Net amounts of financial liabilities presented in the balance sheet	Related amounts not set off in the balance sheet		
				Financial instruments	Cash collateral received	Net amount
At 31 December 2014						
Derivative financial liabilities	(17.6)	-	(17.6)	17.6	-	-
Bank overdrafts	(165.4)	165.4	-	-	-	-
Total	(183.0)	165.4	(17.6)	17.6	-	-

For the financial assets and liabilities subject to enforceable master netting arrangements or similar arrangements above, each agreement between the group and the counterparty allows for net settlement of the relevant financial assets and liabilities when both elect to settle on a net basis. In the absence of such an election, financial assets and liabilities will be settled on a gross basis, however, each party to the master netting agreement or similar agreement will have the option to settle all such amounts on a net basis in the event of default of the other party. Per the terms of each agreement, an event of default includes failure by a party to make payment when due; failure by a party to perform any obligation required by the agreement (other than payment) if such failure is not remedied within a period of 30 to 60 days after notice of such failure is given to the party; or bankruptcy.

## 18 Provisions

	Restructuring £m	Onerous contract provision £m	Other £m	Total £m
At 1 January 2015	0.9	0.2	2.0	3.1
Charged in the year	0.5	-	-	0.5
Released in the year	-	(0.2)	-	(0.2)
Utilised in the year	(0.3)	-	-	(0.3)
Currency translation	-	-	(0.2)	(0.2)
At 31 December 2015	1.1	-	1.8	2.9
Represented by:				
Non-current	-	-	-	-
Current	1.1	-	1.8	2.9
	1.1	-	1.8	2.9

### Restructuring

Restructuring provisions comprise largely of employee termination payments and are not recognised for future operating losses.

### Onerous contract provision

The group previously held a provision for future losses on two decontamination contracts which were considered to be onerous. The release of the provision in 2015 is shown as part of administrative expenses within the income statement.

### Other

Other represents a provision for the historic environmental clean-up costs at a plant in Holland (see also note 30) which the group believes is covered by an indemnity from a third party. The company is currently defending a legal claim to the warranties received for any environmental damage that might have existed when it purchased this site. The company expects to have this warranty confirmed in full and consequently has accounted for the receivable, at fair value, within other debtors. The charge and related income are shown within administrative expenses.

## 19 Deferred tax

Deferred tax is calculated in full on temporary differences under the liability method using the tax rate applicable to the territory in which the difference arises.

(a) The movement on the net deferred tax account is as shown below:

	2015 £m	2014 £m
At 1 January	(49.5)	(42.0)
Acquisitions (note 25)	(0.2)	(1.7)
(Charged) to income (note 5)	(2.1)	(2.9)
(Charged) to equity (note 5)	(8.3)	(6.0)
Currency translation	1.6	3.1
At 31 December	(58.5)	(49.5)

The balance sheet presentation shown below is after the offsetting of deferred tax balances within the same tax jurisdiction. Deferred tax assets and liabilities are only offset where there is a legally enforceable right of offset and there is an intention to settle the balances net.

### Balance sheet presentation

	As at 31 December 2015 £m	As at 31 December 2014 £m
Deferred tax assets		
- due after more than one year	6.9	8.1
Deferred tax liabilities		
- due after more than one year	(65.4)	(57.6)
	(58.5)	(49.5)

(b) The individual movements in deferred tax assets and deferred tax liabilities, before the offsetting of balances within the same jurisdiction, are shown below:

### Deferred tax liabilities

	Accelerated tax depreciation £m	Pensions £m	Derivatives £m	Other £m	Total £m
At 1 January 2015	(50.8)	(7.2)	(4.1)	(9.0)	(71.1)
Acquisition of subsidiary	(0.2)	-	-	-	(0.2)
Credited/(charged) to income	(2.9)	(0.5)	0.2	0.4	(2.8)
Credited to equity	-	(0.3)	(5.6)	-	(5.9)
Currency translation	2.5	-	-	0.2	2.7
At 31 December 2015	(51.4)	(8.0)	(9.5)	(8.4)	(77.3)

## 19 Deferred tax (continued)

**Deferred tax assets**

	Provisions £m	Pensions £m	Tax losses £m	Derivatives £m	Other £m	Total £m
At 1 January 2015	1.3	3.6	6.1	-	10.6	21.6
(Charged)/credited to income	(0.1)	(0.1)	(1.2)	-	2.1	0.7
(Charged) to equity	-	(1.0)	-	-	(1.4)	(2.4)
Currency translation	(0.1)	(0.1)	(0.3)	-	(0.6)	(1.1)
At 31 December 2015	1.1	2.4	4.6	-	10.7	18.8

Deferred tax assets have been recognised in respect of tax losses and other temporary differences giving rise to deferred tax assets where it is considered probable that these assets will be recovered.

Deferred tax assets have not been recognised as follows:

	As at 31 December 2015 £m	As at 31 December 2014 £m
Unused tax losses	1.4	1.9

Included in unused tax losses is an amount of £0.4 million (2014: £0.6 million) which will expire between 2016 and 2025 if the relevant losses are not used.

No deferred tax is recognised on unremitted earnings from overseas subsidiaries.

## 20 Share capital

	Ordinary shares millions	Ordinary shares £m
Allotted and fully paid		
At 1 January 2015	172.6	51.8
Allotted in respect of share option schemes	-	-
At 31 December 2015	172.6	51.8

Fully paid ordinary shares have a par value of 30 pence.

### Potential issues of ordinary shares

#### Share options

Options on 27,564 shares were exercised in 2015 (8,528 at an exercise price of £3.23, 15,360 at an exercise price of £3.47 and 3,271 at an exercise price of £7.26 and 405 at an exercise price of £7.92). For arrangements granted since October 2002, which were exercised in the year, the weighted average market price at the time of exercise was £10.38. The number of shares subject to options is given below:

	Not exercised at 31 December 2015	Not exercised at 31 December 2014	Price per share pence
<b>Berendsen Sharesave Plan 2006</b>			
Date of grant 29 October 2009	-	8,182	323.00
27 October 2011	78,900	99,737	347.00
24 October 2013	235,483	267,760	726.00
23 October 2014	321,266	362,548	792.00
<b>Berendsen Irish SAYE Scheme 2009</b>			
Date of grant 29 October 2009	-	346	323.00
	635,649	738,573	

## 20 Share capital (continued)

### Share awards

As at 31 December 2015, the following conditional share awards granted to directors and staff remain outstanding:

	31 December 2015	31 December 2014
<b>Performance Share Plan</b>		
Date of grant 7 March 2012	-	450,639
7 March 2013	319,494	319,494
6 March 2014	222,004	222,004
9 March 2015	161,492	-
6 August 2015	50,700	-
<b>Co-Investment Plan</b>		
Date of grant 10 April 2012	-	707,572
9 April 2013	447,292	447,292
7 April 2014	310,816	310,816
7 April 2015	226,092	-
<b>Deferred Bonus Share Plan</b>		
Date of grant 7 March 2012	-	84,208
7 March 2013	92,726	92,726
6 March 2014	57,645	57,645
9 March 2015	51,548	-
<b>Berendsen Long-term Incentive Plan (three years)</b>		
Date of grant 7 March 2012	-	186,356
7 March 2013	143,894	143,894
6 March 2014	93,500	93,500
9 March 2015	76,500	-
<b>Berendsen Long-term Incentive Plan (two years)</b>		
Date of grant 7 March 2013	-	309,821
6 March 2014	174,800	186,400
9 March 2015	218,500	-
<b>One-off Share award</b>		
Date of grant 2 April 2012	-	19,730
	<b>2,647,003</b>	<b>3,632,097</b>

## 21 Share-based payments

The following share-based expenses charged in the year are included within administration expenses:

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
Performance share plans	1.2	1.7
Executive incentive plan	-	0.1
Co-Investment plan	1.5	2.8
Berendsen Long-term Incentive Plans	1.5	0.6
Executive and Sharesave option schemes	0.4	0.4
	<b>4.6</b>	<b>5.6</b>

## 21 Share-based payments (continued)

### Share options

During the year the group had eight share-based payment arrangements granted since October 2009, outstanding with employees to grant share options. The schemes are equity settled. The details of the arrangements are set out below:

	Number of options originally granted	Contractual life	Exercise price (pence)	Share price at date of grant	Number of employees at grant	Expected volatility	Expected remaining life	Risk free rate	Expected dividend yield	Fair value per option (pence)
<b>Berendsen Sharesave Plan 2006</b>										
29 October 2009	301,044	5.5 years	323.0	402.6	152	27%	0 years	2.0%	4.8%	65.32
27 October 2011	360,278	3.5 years	347.0	433.2	458	29%	0 years	0.6%	4.2%	75.26
27 October 2011	118,964	5.5 years	347.0	433.2	92	27%	1.5 years	1.2%	4.2%	74.02
24 October 2013	225,323	3.5 years	726.0	907.0	585	23%	1.5 years	0.8%	4.3%	1.70
24 October 2013	98,475	5.5 years	726.0	907.0	140	25%	3.5 years	1.5%	4.3%	1.89
23 October 2014	242,528	3.5 years	792.0	990.0	573	20%	2.5 years	1.0%	4.8%	1.64
23 October 2014	124,268	5.5 years	792.0	990.0	121	22%	4.5 years	1.5%	4.8%	1.70
<b>Berendsen Irish SAYE Scheme 2009</b>										
29 October 2009	20,639	5.5 years	323.0	418.0	11	27%	0.5 years	2.0%	4.8%	65.35

The group has used the Black-Scholes model to value its share option awards.

The volatility measured at the standard deviation of continuously compounded share returns is based on statistical analysis of daily share prices over the length of the option period.

The options granted under the Sharesave Plan are available to all UK employees. The options granted under the Irish scheme are available to all Republic of Ireland employees. The exercise price of the granted options is equal to the average market price of the shares less 20% at the date of invitation. Options are conditional on the employee completing three or five years service (the vesting period). There are no other conditions. The options are exercisable for a period of six months after vesting.

## 21 Share-based payments (continued)

A reconciliation of movements in the number of share options for the group can be summarised as follows:

### Berendsen Sharesave Plan 2006

	1 January 2015	Number of shares			31 December 2015	Exercise price (pence)	Exercise period
		Granted	Exercised	Lapsed			
29 October 2009	8,182	-	(8,182)	-	-	323.0	Dec 2014 – May 2015
27 October 2011	10,810	-	(10,189)	(621)	-	347.0	Dec 2014 – May 2015
27 October 2011	88,927	-	(5,171)	(4,856)	78,900	347.0	Dec 2016 – May 2017
24 October 2013	185,245	-	(2,936)	(20,875)	161,434	726.0	Dec 2016 – May 2017
24 October 2013	82,515	-	(335)	(8,131)	74,049	726.0	Dec 2018 – May 2019
23 October 2014	239,045	-	(405)	(25,886)	212,754	792.0	Dec 2017 – May 2018
23 October 2014	123,503	-	-	(14,991)	108,512	792.0	Dec 2019 – May 2020

	1 January 2014	Number of shares			31 December 2014	Exercise price (pence)	Exercise period
		Granted	Exercised	Lapsed			
29 October 2009	230,793	-	(215,468)	(7,143)	8,182	323.0	Dec 2014 – May 2015
27 October 2011	274,907	-	(237,940)	(26,157)	10,810	347.0	Dec 2014 – May 2015
27 October 2011	98,914	-	(1,522)	(8,465)	88,927	347.0	Dec 2016 – May 2017
24 October 2013	223,067	-	(1,740)	(36,082)	185,245	726.0	Dec 2016 – May 2017
24 October 2013	98,475	-	(782)	(15,178)	82,515	726.0	Dec 2018 – May 2019
23 October 2014	-	242,528	-	(3,483)	239,045	792.0	Dec 2017 – May 2018
23 October 2014	-	124,268	-	(765)	123,503	792.0	Dec 2019 – May 2020

### Berendsen Irish SAYE Scheme 2009

	1 January 2015	Number of shares			31 December 2015	Exercise price (pence)	Exercise period
		Granted	Exercised	Lapsed			
29 October 2009	346	-	(346)	-	-	323.0	Dec 2014 – May 2015

	1 January 2014	Number of shares			31 December 2014	Exercise price (pence)	Exercise period
		Granted	Exercised	Lapsed			
29 October 2009	9,810	-	(8,093)	(1,371)	346.0	323.0	Dec 2014 – May 2015

## 21 Share-based payments (continued)

**Share awards**

During the year the group had 21 conditional share awards granted to directors and staff. The schemes are equity settled. The details of the arrangements are set out below:

	Number of options originally granted	Contractual life	Share price at date of grant	Number of employees at grant	Expected volatility	Average correlation	Expected life	Risk free rate	Expected dividend yield	Fair value per option (pence)
<b>Performance Share Plan</b>										
Date of grant										
7 March 2012	450,639	3 years	517.9	7	29%	n/a	3 years	0.6%	7.3%	416.56
7 March 2013	319,494	3 years	712.0	7	24%	n/a	3 years	0.4%	5.8%	598.16
6 March 2014	222,004	3 years	1035.0	7	23%	n/a	3 years	1.1%	4.4%	907.07
9 March 2015	212,392	3 years	1110.0	7	19%	n/a	3 years	1.0%	4.5%	971.27
6 August 2015	50,700	3 years	1035.5	1	19%	n/a	3 years	1.0%	4.8%	896.48
<b>Deferred Bonus Share Plan</b>										
Date of grant										
7 March 2012	84,208	3 years	517.9	7	26%	n/a	3 years	0.6%	7.3%	44.01
7 March 2013	92,726	3 years	712.0	7	24%	n/a	3 years	0.4%	5.8%	60.91
6 March 2014	57,645	3 years	1035.0	7	23%	n/a	3 years	1.1%	4.4%	106.7
9 March 2015	51,548	3 years	1110.0	7	19%	n/a	3 years	1.0%	4.5%	88.22
<b>Co-Investment Plan</b>										
Date of grant										
10 April 2012	707,572	3 years	518.0	11	25%	n/a	3 years	0.5%	7.3%	416.54
9 April 2013	447,292	3 years	768.0	7	24%	n/a	3 years	0.3%	5.4%	653.45
7 April 2014	310,816	3 years	1035.0	7	23%	n/a	3 years	1.1%	4.4%	907.07
7 April 2015	297,352	3 years	1124.0	7	19%	n/a	3 years	0.7%	4.4%	985.15
<b>One-off Share Award</b>										
Date of grant										
2 April 2012	19,730	3 years	523.0	1	25%	n/a	3 years	0.6%	7.3%	421.53
<b>Berendsen Long-term Incentive Plan</b>										
Date of grant										
7 March 2012	209,624	3 years	517.9	11	26%	n/a	3 years	0.6%	7.3%	416.56
7 March 2013	143,894	3 years	712.0	11	24%	n/a	3 years	0.4%	5.8%	598.16
7 March 2013	324,383	2 years	712.0	83	24%	n/a	2 years	0.2%	5.8%	633.92
6 March 2014	93,500	3 years	1035.0	11	23%	n/a	3 years	1.1%	4.4%	907.07
6 March 2014	191,400	2 years	1035.0	94	19%	n/a	2 years	0.7%	4.4%	948.07
9 March 2015	76,500	3 years	1110.0	9	19%	n/a	3 years	1.0%	4.5%	971.27
9 March 2015	230,700	2 years	1110.0	98	19%	n/a	2 years	0.6%	4.5%	1015.5

## 21 Share-based payments (continued)

The Performance Share Plan (PSP) provides for the grant of awards in the form of conditional free shares or nil costs options. Shares in relation to the award will be released to participants at the end of a three-year performance period, dependent upon the extent to which the performance conditions (adjusted EPS and ROIC) have been satisfied.

The Co-Investment Plan (CIP) provides for the grant of awards in the form of nil cost options. Under this scheme, certain senior executives can invest up to 35% of their salary in shares annually, which is then matched on a gross basis with a granted award. The awards will be released to participants at the end of a three-year performance period, dependent upon the extent to which the performance conditions (adjusted EPS and ROIC) have been satisfied. Awards granted before 2013 had a guaranteed match, where a proportion of the awards granted were not dependent upon performance conditions.

The Deferred Bonus Share Plan (DBSP) provides for the grant of awards that equal a quarter of an executive director's annual bonus. Awards are conditional free shares which are dependent on the employee completing three years' service from the date of the grant.

The Berendsen Long-Term Incentive Plan (BLTIP) provides for the grant of awards in the form of nil cost options which are conditional on the employee achieving relevant, stretching three or two-year performance targets which are business unit specific.

The Executive Incentive Plan (EIP) awards are conditional on the employee achieving relevant, stretching, three year performance targets. Awards are no longer granted under this scheme.

A one-off share award was granted on 2 April 2012 following the purchase of the Decontam business in Germany. The award is not performance related and vested on 1 April 2015.

The group has used the Black-Scholes model to value its share awards.

The volatility at the standard deviation of continuously compounded share returns is based on statistical analysis of daily share prices over the length of the award period.

A reconciliation of movements in the number of share awards for the group can be summarised as follows:

### Performance Share Plan

	1 January 2015	Number of shares			31 December 2015	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
7 March 2012	450,639	-	(357,807)	(92,832)	-	7 March 2015 - 7 March 2019
7 March 2013	319,494	-	-	-	319,494	7 March 2016 - 7 March 2020
6 March 2014	222,004	-	-	-	222,004	6 March 2017 - 6 March 2021
9 March 2015	-	212,392	-	(50,900)	161,492	9 March 2018 - 9 March 2022
6 August 2015	-	50,700	-	-	50,700	6 August 2018 - 6 August 2022

	1 January 2014	Number of shares			31 December 2014	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
3 March 2011	435,097	-	(337,197)	(97,900)	-	3 March 2014
7 March 2012	450,639	-	-	-	450,639	7 March 2015 - 7 March 2019
7 March 2013	319,494	-	-	-	319,494	7 March 2016 - 7 March 2020
6 March 2014	-	222,004	-	-	222,004	6 March 2017 - 6 March 2021

## 21 Share-based payments (continued)

**Co-Investment Plan**

	1 January 2015	Number of shares			31 December 2015	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
10 April 2012	707,572	-	(597,750)	(109,822)	-	10 April 2015 – 10 April 2019
9 April 2013	447,292	-	-	-	447,292	9 April 2016 – 9 April 2020
7 April 2014	310,816	-	-	-	310,816	7 April 2017 – 7 April 2021
7 April 2015	-	297,352	-	(71,260)	226,092	7 April 2018 – 7 April 2022

	1 January 2014	Number of shares			31 December 2014	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
12 April 2011	677,912	-	(563,509)	(114,403)	-	12 April 2014
10 April 2012	707,572	-	-	-	707,572	10 April 2015 – 10 April 2019
9 April 2013	447,292	-	-	-	447,292	9 April 2016 – 9 April 2020
7 April 2014	-	310,816	-	-	310,816	7 April 2017 – 7 April 2021

**Deferred Bonus Share Plan**

	1 January 2015	Number of shares			31 December 2015	Vesting date
		Granted	Vested	Lapsed		
7 March 2012	84,208	-	(84,208)	-	-	7 March 2015
7 March 2013	92,726	-	-	-	92,726	7 March 2016
6 March 2014	57,645	-	-	-	57,645	7 March 2017
9 March 2015	-	51,548	-	-	51,548	9 March 2018

	1 January 2014	Number of shares			31 December 2014	Vesting date
		Granted	Vested	Lapsed		
3 March 2011	81,179	-	(81,179)	-	-	3 March 2014
7 March 2012	84,208	-	-	-	84,208	7 March 2015
7 March 2013	92,726	-	-	-	92,726	7 March 2016
6 March 2014	-	57,645	-	-	57,645	6 March 2017

## 21 Share-based payments (continued)

**Berendsen Long-term Incentive Plan**

	1 January 2015	Number of shares			31 December 2015	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
7 March 2012	186,356	-	(116,791)	(69,565)	-	7 March 2015
7 March 2013	143,894	-	-	-	143,894	7 March 2016
6 March 2013	309,821	-	(115,750)	(194,071)	-	7 March 2015
6 March 2014	93,500	-	-	-	93,500	6 March 2017
6 March 2014	186,400	-	-	(11,600)	174,800	6 March 2016
9 March 2015	-	76,500	-	-	76,500	9 March 2018
9 March 2015	-	230,700	-	(12,200)	218,500	9 March 2017

	1 January 2014	Number of shares			31 December 2014	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
7 March 2012	186,356	-	-	-	186,356	7 March 2015
7 March 2012	396,848	-	(220,246)	(176,602)	-	7 March 2014
7 March 2013	143,894	-	-	-	143,894	7 March 2016
7 March 2013	324,383	-	-	(14,562)	309,821	7 March 2015
6 March 2014	-	93,500	-	-	93,500	6 March 2017
6 March 2014	-	191,400	-	(5,000)	186,400	6 March 2016

**Executive Incentive Plan**

	1 January 2014	Number of shares			31 December 2014	Vesting date
		Granted	Vested	Lapsed		
4 March 2011	736,891	-	(415,654)	(321,237)	-	4 March 2014

**One-off Share Award**

	1 January 2015	Number of shares			31 December 2015	Vesting date
		Granted	Vested	Lapsed		
2 April 2012	19,730	-	(19,730)	-	-	1 April 2015

	1 January 2014	Number of shares			31 December 2014	Vesting date
		Granted	Vested	Lapsed		
2 April 2012	19,730	-	-	-	19,730	1 April 2015

## 22 Principal subsidiary undertakings

Company	Class of shares held	Country of incorporation
<b>UK and Ireland</b>		
Berendsen UK Limited <sup>1</sup>	Ordinary	England
Berendsen Ireland Limited	Ordinary	Republic of Ireland
Berendsen Northern Ireland Limited	Ordinary	Northern Ireland
IHSS Limited	Ordinary	England
Berendsen Finance Limited <sup>1,2</sup>	Ordinary	England
Berendsen Cleanroom Services Limited	Ordinary	England
<b>Continental Europe</b>		
Berendsen A/S <sup>1,2</sup>	Ordinary	Denmark
Berendsen Textil Service A/S <sup>1</sup>	Ordinary	Denmark
Berendsen Textil Service AB	Ordinary	Sweden
Berendsen Sourcing AB	Ordinary	Sweden
Berendsen Textil Service AB - Filial I Finland	Ordinary	Sweden
Berendsen Tekstil Service AS	Ordinary	Norway
AS 'Berendsen Tekstila Serviss'	Ordinary	Latvia
'Berendsen Textile Service', UAB	Ordinary	Lithuania
Berendsen Beteiligungs GmbH	Ordinary	Germany
Berendsen GmbH	Ordinary	Austria
Berendsen Textiel Service BV	Ordinary	Holland
Groene Team B.V.	Ordinary	Holland
Berendsen Textile Service Sp.z.o.o.	Ordinary	Poland
Berendsen Textile Servis s.r.o.	Ordinary	Czech Republic
Berendsen Textile Service A/S	Ordinary	Estonia
AS Svarmil	Ordinary	Estonia

1 Owned directly by Berendsen plc. All principal subsidiary undertakings are 100% owned and consolidated.

2 The principal activity of these companies is that of a holding company. The principal activity of all other companies is that of textile maintenance.

Details of non-principal group undertakings are set out in note 32.

## 23 Cash flow from operating activities

Reconciliation of operating profit to net cash inflow from operating activities:

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 Restated* £m
<b>Cash generated from operations</b>		
Profit for the year	88.9	89.9
Adjustments for:		
Taxation	24.5	27.1
Goodwill impairment	6.4	-
Amortisation of intangible assets	18.7	26.3
Depreciation of property, plant and equipment	165.4	172.6
Profit on sale of property, plant and equipment	(2.8)	(3.3)
Finance income	(2.0)	(2.9)
Finance costs	20.7	23.1
Special pension contribution payments (note 27)	(3.7)	(5.0)
Other movements	3.7	4.0
Changes in working capital (excluding effect of acquisitions, disposals and exchange differences on consolidation):		
Inventories*	(1.9)	(8.4)
Trade and other receivables	(11.5)	(5.8)
Trade and other payables	2.5	14.3
Provisions	-	(2.1)
<b>Cash generated from operations*</b>	<b>308.9</b>	<b>329.8</b>

In the cash flow statement, proceeds from sale of property, plant and equipment (including assets held for sale) comprise:

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
Net book amount	10.5	7.1
Profit on sale of property, plant and equipment	2.8	3.3
Proceeds from sale of property, plant and equipment	13.3	10.4

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 Restated £m
<b>Free cash flow</b>	<b>102.5</b>	<b>122.6</b>
Analysis of free cash flow		
Net cash generated from operating activities	273.2	292.3
Add back special pension contribution payments	3.7	5.0
Purchases of property, plant and equipment*	(181.5)	(180.5)
Proceeds from the sale of property, plant and equipment	13.3	10.4
Purchases of intangible assets	(6.2)	(4.6)
<b>Free cash flow</b>	<b>102.5</b>	<b>122.6</b>

\* In 2015, the group reclassified the carrying values of textile rental garments awaiting delivery to customers from property, plant and equipment to finished goods as part of inventory. Although the impact is not significant the following items have been reclassified in 2014 to aid comparison. Cash generated from operations, decrease of £2.7 million, and purchases of property, plant and equipment, reduction of £2.7 million, have been restated in 2014 to reflect this reclassification in the prior years also. There is no impact on total cash flows in 2014.

## 24 Reconciliation of net cash flow to movement in net debt

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
Net increase in cash	41.7	26.1
Cash (inflow)/outflow from movement in debt and lease financing	(19.3)	19.2
Decrease in net debt resulting from cash flows	22.4	45.3
Net finance leases	(1.5)	(2.2)
Bank loans and lease obligations acquired with subsidiaries	-	(1.3)
Currency translation	(17.4)	(27.2)
Decrease in net debt during the year	3.5	14.6
Net debt at beginning of year	(374.4)	(389.0)
Net debt at end of year	(370.9)	(374.4)

## 25 Acquisitions and disposals

### a) Acquisitions

During the year the group made a number of small acquisitions including a UK Flat Linen business in the hospitality sector, DelfinVask a Healthcare business in Denmark and Scott Tvatt AB a Workwear business in Sweden.

Details of the provisional fair values of the assets and liabilities are set out below:

	Total Provisional fair values £m
Intangible assets (note 9)	2.8
Property, plant and equipment (note 10)	5.6
Trade and other receivables	0.8
Cash and cash equivalents	0.3
Trade and other payables	(0.9)
Deferred tax liabilities (note 19)	(0.2)
Net assets acquired	8.4
Goodwill (note 8)	0.8
Consideration	9.2
Consideration satisfied by:	
Cash	9.1
Deferred consideration	0.1
	9.2

Acquisition related costs of £0.5 million (2014: £0.2 million) are included in the income statement.

Shown below are the revenues and profit for the year after tax as if the above acquisitions had been made at the beginning of the period. The information is not indicative of the results of operations that would have occurred had the purchase been made at the beginning of the period presented or the future results of the combined operations.

	2015 £m
Revenue	4.2
Profit after tax	0.5

## 25 Acquisitions and disposals (continued)

From the date of acquisition to 31 December 2015, the above acquisitions contributed £2.0 million to revenue and £0.1 million to profit after tax for the year.

During the year the group paid deferred consideration on previous acquisitions. A reconciliation of the total net cash paid for acquisitions is provided:

	£m
Cash consideration, net of cash acquired	8.8
Deferred consideration paid for previous acquisitions	0.4
	9.2

### b) Acquisition of additional interest in a subsidiary

On 16 July 2015, the company acquired the remaining 10% of the issued shares of Frederiksborg Linnedservice A/S (FLS) for a purchase consideration of £0.9 million. The group now holds 100% of the equity share capital of FLS. The carrying amount of the non-controlling interests in FLS on the date of acquisition was £1.2 million. The group derecognised non-controlling interests of £1.2 million and recorded an increase in equity attributable to owners of the parent of £0.3 million. The effect of changes in the ownership interest of FLS on the equity attributable to owners of the company during the year is summarised as follows:

	2015 £m
Carrying amount of non-controlling interests acquired	1.2
Consideration paid to non-controlling interests	(0.9)
Deficit of consideration paid recognised in parent's equity	0.3

## 26 Employees and directors

Staff costs for the group during the year:

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
Wages and salaries	328.1	334.6
Social security costs	44.0	46.1
Other pension costs	13.4	13.2
Share-based payment charges (note 21)	4.6	5.6
	390.1	399.5

### Average monthly number of people (including directors) employed

	2015 Number	2014 Number
By business line:		
Workwear	3,479	3,497
Facility	2,251	2,116
UK Flat Linen	4,621	4,121
Total Core	10,351	9,734
Clinical Solutions and Decontamination	1,224	1,200
Flat Linen outside UK	3,425	3,308
Total Manage for Value	4,649	4,508
Central	667	390
Group	15,667	14,632

## 26 Employees and directors (continued)

### Key management compensation

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
Salaries and short-term employee benefits	5.6	5.3
Post-employment benefit contributions	0.6	0.5
Share-based payments	2.8	4.3
	9.0	10.1

The key management compensation above includes eight (2014: seven) Berendsen plc directors and five (2014: five) Executive Board members who are not Berendsen plc directors.

### Directors

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
Salaries and short-term employee benefits	2.3	2.2
Post-employment benefit contributions	0.3	0.2
Share-based payments	0.9	1.7
	3.5	4.1

As at 31 December 2015, three (2014: two) directors were accruing retirement benefits under money purchase schemes, in respect of their services to the company.

Further details of the directors' emoluments, including benefits received by the highest paid director, are disclosed in the Remuneration report on page 90.

## 27 Pension commitments

### Defined contribution schemes

Pension costs for defined contribution schemes are as follows:

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
Defined contribution schemes (note i)	12.2	12.5

i Total included within staff costs (note 26).

### Defined benefit plans

The Group operates a number of defined benefit schemes and unfunded schemes. Of these, the principal schemes are the defined benefit plans in the UK and the unfunded scheme in Sweden.

Within the United Kingdom, the group now operates only the one registered defined benefit pension scheme (Berendsen DB (UK) Retirement Benefits Scheme (formerly known as the Davis Service Group Retirement Benefits Scheme)), following a merger with the one other smaller scheme on 1 February 2013. The triennial valuation of the newly merged scheme at that date required that, as well as the employer contributions for the 110 active members of the scheme, Berendsen continue contributions to cover the past service deficit, arising under the technical provisions, of £1.25 million per quarter until August 2015. A further triennial valuation is being carried out at 1 February 2016 and once finalised any further contributions required to be made by the Company will be assessed at that time. This valuation is expected to be completed in late 2016 and no additional contributions are expected to be made by the company in 2016.

## 27 Pension commitments (continued)

The level of benefits provided depends on each member's length of scheme membership and salary in the final years leading up to retirement. In the UK plan, the pensions in payment are generally increased by 5% in respect of pre-1 February 1999 membership, and by the retail price index for membership from that date. Benefit payments are made from trustee administered funds. Plan assets are governed by regulations in the UK, as is the nature of the relationship between the group and the trustees and their composition. Responsibility for governance of the plan, including investment decisions and contribution schedules, lies jointly with the company and the trustees. The trustees must comprise of representatives of the company and plan members in accordance with legislation. Overseas, there is a comparatively small defined benefit scheme operated in Ireland.

Along with the scheme in Sweden, further unfunded schemes exist within Germany, Norway and Poland. Under all unfunded schemes the group discharges its pension obligations through schemes administered by insurance companies or government agencies.

The overall surplus on the plans is £15.8 million of which £44.6 million surplus is in respect of the UK plan. There is a deficit of £28.8 million on other funded and unfunded plans, of which £25.4 million relates to Sweden.

Where a defined benefit scheme is administered by an insurance company with a collective of other companies and the insurance company is unable to assess the share of the group's pension obligation, the pension scheme has been accounted for as a defined contribution pension scheme.

At the last valuation date the present value of the defined benefit obligation was comprised of 588 active employees, 2,516 deferred members and 1,561 members in retirement.

Expected contributions, including special contributions, to post employment benefit schemes for the year ended 31 December 2016 are £1.0 million (2015: £6.4 million).

The weighted average duration of the defined benefit obligation across all schemes is 17.6 years (2014: 18.4 years).

The actuarial valuations of the UK scheme, together with the other defined benefit schemes operated by the group have been updated as at 31 December 2015 by qualified actuaries using revised assumptions that are consistent with the requirements of IAS19. The principal assumptions made by the actuaries were:

	2015 %	2014 %
Rate of increase in pensionable salaries	2.8	2.8
Rate of increase in pensions in payment and deferred pensions	2.8	2.8
Discount rate	3.8	3.5
Inflation rate - RPI	2.8	2.8
Inflation rate - CPI	1.8	2.0

### Mortality rate

Assumptions regarding future mortality experience are set based on advice, published statistics and experience in each territory. The average life expectancy in years of a pensioner retiring at age 65 on the balance sheet date is as follows:

	2015	2014
Male	23.3	23.3
Female	24.3	24.2

The average life expectancy in years of a pensioner retiring at age 65, 20 years after the balance sheet date, is as follows:

	2015	2014
Male	23.6	23.6
Female	26.2	26.1

## 27 Pension commitments (continued)

	As at 31 December 2015 £m	As at 31 December 2014 £m
The amounts recognised in the balance sheet are determined as follows:		
Present value of obligations	(319.2)	(338.1)
Fair value of plan assets	335.0	339.1
Net asset recognised in balance sheet	15.8	1.0
Analysed as:		
Pension scheme surplus	44.6	35.7
Pension scheme deficit and unfunded schemes	(28.8)	(34.7)
	15.8	1.0

The major categories of plan assets as a percentage of total plan assets are as follows:

	2015 %	2014 %
European equities	13	13
North American equities	5	5
Asia Pacific equities	5	5
European bonds	42	43
European gilts	3	3
Other	32	31
	100	100

Other assets consist principally of investments in managed multi-asset growth funds. In the case of the funded plans, the group ensures that the investment position is managed within a framework that considers the Scheme's liability profile, funding position, expected return of the various asset classes and the need for diversification. Within this framework, the group's objective is to ensure that sufficiently liquid assets are available to meet benefit payments and the Scheme's assets achieve a return that is consistent with the assumptions made by the Trustees in determining the funding of the Scheme.

A large portion of assets in 2015 consists of equities and bonds, although the Scheme also invests in diversified growth funds and a small amount of cash. The majority of equities are invested in a globally diversified portfolio of international blue chip entities with a target of 35% UK and 65% overseas. The other growth assets are the diversified growth funds which have a target of 32% of the overall portfolio. The remainder of the Scheme's assets are invested in corporated bonds.

The trustees sought the employer's agreement to implement a Liability Driven Investment portfolio. This will use specialist assets that employ leverage, to match more of the Scheme's liabilities, for a given asset value, than a conventional bond. This portfolio will be implemented when market conditions become more favourable.

The group agreed that it would aim to eliminate the deficit on a technical provisions basis by the end of 2015 and deficit contributions of £1.25 million per quarter have been made to achieve this. Funding levels are monitored on a quarterly basis and the current agreed contribution rate in respect of active members is 29.5% of pensionable salaries. These contribution rates were set following the completion of the latest triennial valuation of the scheme as at 1 February 2013. The next triennial valuation is due later in 2016 after which further contribution rates will be assessed.

	Year to 31 December 2015 £m	Year to 31 December 2014 £m
The amounts recognised in the income statement are as follows:		
Current service cost	1.7	1.8
Interest cost	11.6	12.9
Return on plan assets	(12.1)	(14.0)
Curtailed gain	-	-
Total included within staff costs (note 26)	1.2	0.7

## 27 Pension commitments (continued)

	2015 £m	2014 £m
Changes in the present value of the defined benefit obligation are as follows:		
Present value of obligations as at 1 January	338.1	302.2
Current service cost	1.7	1.8
Interest cost	11.6	12.9
Actuarial (gain)/loss	(17.9)	37.3
Benefits paid	(11.8)	(11.2)
Contributions by members	0.1	0.1
Currency translation	(2.6)	(5.0)
Present value of obligations as at 31 December	319.2	338.1

	2015 £m	2014 £m
Changes in the fair value of the plan assets are as follows:		
Fair value of plan assets as at 1 January	339.1	309.3
Return on plan assets	12.1	14.0
Employer special contributions	3.7	5.0
Contributions – employee and employer	1.1	1.4
Benefits paid	(10.9)	(10.2)
Actuarial (loss)/gain	(9.0)	20.8
Currency translation	(1.1)	(1.2)
Fair value of plan assets as at 31 December	335.0	339.1

Actuarial gains and losses in the year may be further analysed as follows:

	2015 £m	2014 £m
Return on plan assets	(9.0)	20.7
Gain from changes in demographic assumptions	-	9.0
Gain/(loss) from changes in financial assumptions	16.5	(47.1)
Experience gain	1.4	0.9
Net actuarial gain/(loss) recognised in the year	8.9	(16.5)

### Cumulative actuarial gains and losses recognised in equity

	2015 £m	2014 £m
1 January	(121.2)	(104.7)
Net actuarial gain/(loss) recognised in the year	8.9	(16.5)
31 December	(112.3)	(121.2)

The actual return on plan assets was a gain of £3.1 million (2014: gain of £34.7 million).

The pension surplus is recognised in the balance sheet as the company has the right to any surplus after settlement of all liabilities under the terms of the trust deed.

### Sensitivities

The sensitivity of the defined benefit obligation to changes in the weighted principal assumptions is set out below for the defined benefit schemes and unfunded schemes. The tables set out the impact on the benefit obligation due to an increase or decrease in the key assumptions.

## 27 Pension commitments (continued)

**Defined benefit schemes**

	Change in assumption	Increase in assumption	Decrease in assumption
Discount rate	0.5%	(8)%	9%
Salary growth rate	0.5%	-	-
Pension growth rate	0.5%	2%	(2)%
Life expectancy	Change by 1 year	3%	(3)%

**Unfunded schemes**

	Change in assumption	Increase in assumption	Decrease in assumption
Discount rate	0.5%	(8)%	10%
Salary growth rate	0.5%	5%	(4)%
Pension growth rate	0.5%	7%	(7)%
Life expectancy	Change by 1 year	4%	(4)%

The above sensitivity analysis are based on a change in an assumption while holding all other assumptions constant. In practice, this is unlikely to occur and changes in some of the assumptions may be correlated. When calculating the sensitivity of the defined benefit to significant actuarial assumptions the same method has been applied when calculating the pension liability recognised within the statement of financial position.

**28 Operating lease commitments - minimum lease payments**

The future aggregate minimum lease payments under non-cancellable operating leases are as follows:

	2015		2014	
	Property £m	Vehicles, plant and equipment £m	Property £m	Vehicles, plant and equipment £m
Within one year	5.9	11.0	6.7	11.8
Later than one year and less than five years	18.4	19.6	16.9	22.7
After five years	10.0	0.5	10.7	0.9
	34.3	31.1	34.3	35.4

The group leases various offices and warehouses under non-cancellable operating lease agreements. The leases have various terms, escalation clauses and renewal rights.

## 29 Capital commitments

	As at 31 December 2015 £m	As at 31 December 2014 £m
Contracts placed for future capital expenditure not provided in the financial statements:		
Property, plant and equipment	31.7	19.1

## 30 Contingent liabilities

The group operates from a number of laundries across Europe. Some of the sites have operated as laundry sites for many years, and historic environmental liabilities may exist, although the group has indemnities from third parties in respect of a number of sites. The extent of these liabilities and the cover provided by the indemnities are reviewed where appropriate with the relevant third party. The company is currently defending a legal claim to the warranties received for any environmental damage that might have existed when it purchased laundry sites in Sweden. The company expects to have its warranties, which were contractually received in a clear and unequivocal manner, to be confirmed in full. The company does not expect to incur any significant loss in respect of these or any other sites.

## 31 Related parties

There have been no significant related party transactions in the year ended 31 December 2015 (2014: nil), except for key management compensation as set out in note 26.

## 32 Non-principal subsidiary undertakings

The following entities complete the full list of the company's subsidiary undertakings. See also note 22.

The following subsidiaries represent the company's non-principal subsidiary undertakings. All subsidiaries are 100% owned and consolidated, unless otherwise stated.

Company	Class of shares held	Country of incorporation
UK and Ireland		
Acorn Services (North West) Limited	Ordinary	England
Berendsen Finance (DKK) Limited**	Ordinary	England
Berendsen Finance (Euro 2) Limited	Ordinary	England
Berendsen Finance (Euro) Limited**	Ordinary	England
Berendsen Nominees Limited**	Ordinary	England
Camborne-Redruth Laundry Company Limited	Ordinary	England
Cavendish Laundry Limited	Ordinary	England
Charnwood Laundry Limited	Ordinary	England
Combined Linen Service Limited	Ordinary	England
Davis (BIM) Limited**	Ordinary	England
Davis (FH) Limited	Ordinary	England
Davis (JH) Limited**	Ordinary	England
Eamont Vale Laundry and Cleaners Limited	Ordinary	England
Fabricare Limited	Ordinary	England
Fakenham Laundry Services Limited	Ordinary	England
Guardline Newbury Ltd	Ordinary	England
Hall & Letts Limited	Ordinary	England
IH Decontamination Services (Cardiff) Limited	Ordinary	England
Lakeland Pennine Group Limited	Ordinary	England
Lakeland Pennine Limited	Ordinary	England
Laundrycraft Limited	Ordinary	England
Midland Laundry Group Holdings Limited	Ordinary	England

## 32 Non-principal subsidiary undertakings (continued)

Company	Class of shares held	Country of incorporation
<b>UK and Ireland</b>		
Midland Laundry Group Limited	Ordinary	England
Mitre Furnishing (Ireland) Limited	Ordinary	England
Mitre Furnishing Group Limited	Ordinary	England
National Sunlight Laundries Limited	Ordinary	England
Rociale Limited	Ordinary	England
Salop Textile Solutions Limited	Ordinary	England
Society Linen Limited	Ordinary	England
Spring Grove Services Group Limited	Ordinary	England
Spring Grove Services Limited	Ordinary	England
St. Helens Laundry Limited	Ordinary	England
Sunlight (72078) Limited	Ordinary	England
Sunlight (Lyndale) Limited	Ordinary	England
Sunlight (New Era Linen) Limited	Ordinary	England
Sunlight (Newbury) Limited	Ordinary	England
Sunlight Clinical Solutions Limited	Ordinary	England
Sunlight Service Group (Shop Investments) Limited	Ordinary	England
Sunlight Services Limited	Ordinary	England
Sunlight Textile Services Limited	Ordinary	England
Sunlight Workwear Services Limited	Ordinary	England
The Lizard and District Hygienic Steam Laundry Company Limited	Ordinary	England
The Sunlight Group Limited	Ordinary	England
The Sunlight Service Group Limited	Ordinary	England
West Kent Laundry Limited	Ordinary	England
Berendsen Supply Chain (Northern Ireland) Limited	Ordinary	Northern Ireland
Berendsen Finance Ireland (DKK) Limited	Ordinary	Republic of Ireland
Berendsen Finance Ireland (Euro) Limited**	Ordinary	Republic of Ireland
Berendsen Finance Ireland (PLN) Limited**	Ordinary	Republic of Ireland
Berendsen Ireland Holdings Limited	Ordinary	Republic of Ireland
Nanoclean Limited	Ordinary	Republic of Ireland
Steri-tex Limited	Ordinary	Republic of Ireland
BDF Healthcare Ltd	Ordinary	Scotland
BDF Holdings Limited	Ordinary	Scotland
BDF Limited	Ordinary	Scotland
Dunfermline and West Fife Laundry Limited	Ordinary	Scotland
New Wave Laundries Limited	Ordinary	Scotland
<b>Continental Europe</b>		
Frederiksborg Linnedservice A/S	Ordinary	Denmark
Berendsen Textile Service Oy	Ordinary	Finland
Askulta Nord Textilpflege GmbH & Co KG	Ordinary	Germany
Berendsen GmbH	Ordinary	Germany
Berendsen GmbH Füssen	Ordinary	Germany
Berendsen GmbH Glückstadt	Ordinary	Germany

## 32 Non-principal subsidiary undertakings (continued)

Company	Class of shares held	Country of incorporation
<b>Continental Europe</b>		
Berendsen GmbH Meßkirch	Ordinary	Germany
Berendsen GmbH Nordost	Ordinary	Germany
Berendsen GmbH Schleswig	Ordinary	Germany
Berendsen GmbH West	Ordinary	Germany
Berendsen Group Services GmbH	Ordinary	Germany
Berendsen Textilservice GmbH	Ordinary	Germany
Decontam GmbH	Ordinary	Germany
Glückstadter Textilservice GmbH & Co oHG	Ordinary	Germany
Klarner-Textilservice GmbH	Ordinary	Germany
Mietex GmbH Berufsbekleidung und Schmutzmattenleasing	Ordinary	Germany
PTS Pinneberger Textil-Service GmbH	Ordinary	Germany
Saniwo Textil-Gesellschaft mbH	Ordinary	Germany
TSL Textilservice - und Logistik GmbH	Ordinary	Germany
S Berendsen (Netherlands) BV	Ordinary	Holland
S Berendsen AB	Ordinary	Sweden
Berendsen Textil Servis s.r.o	Ordinary	Slovakia
OOO Berendsen	Ordinary	Russian Federation

The following non-principal undertakings are not owned 100% but are included within the group's consolidated results unless otherwise stated.

Company	Class of shares held	% of shares held	Country of incorporation
<b>UK and Ireland</b>			
Guardline Technology Ltd	Ordinary	50%	England
Micronclean Ltd	Ordinary	50%	England
Micronclean Moss Ltd	Ordinary	50%	England
Guardtech Cleanrooms Ltd	Ordinary	15%	England
<b>Continental Europe</b>			
Jysk Linnedservice A/S	Ordinary	70%	Denmark
AKK-Service GmbH	Ordinary	10%	Germany
Jentex GmbH	Ordinary	49%	Germany
RK-Waschereinigung Süd GmbH i.L	Ordinary	50%	Germany
Westtex Textilservice und Logistik GmbH i.L	Ordinary	50%	Germany

\*\* Owned directly by Berendsen Plc.

**Comptes consolidés de Berendsen**  
**et rapport des commissaires aux comptes (*Independent Auditors*)**  
**au titre de l'exercice 2014**

**(Pages 103 à 170 du rapport annuel de Berendsen au titre de l'exercice 2014)**

## Directors' report

# The directors present their Annual Report and audited financial statements for the year ended 31 December 2014.

This Annual Report contains forward-looking statements. These forward-looking statements are not guarantees of future performance. Rather they are based on current views and assumptions and involve known and unknown risks, uncertainties and other factors that may cause actual results to differ from any future results or developments expressed or implied from the forward-looking statements. Each forward-looking statement speaks only as of the date of the particular statement.

The Directors' report of the group for the year ended 31 December 2014 is set out on pages 103 to 106 inclusive and includes the sections of the Annual Report referred to in these pages. As permitted by legislation, some of the disclosures normally included in the Directors' report are instead included in the Strategic report (set out on pages 8 to 58) as follows:

- Future business developments (throughout the Strategic report)
- Employee involvement ('Our people' – pages 36 to 41)

Information on risk management objectives and policies, including the policy for hedging, and exposure of the company in relation to the use of financial instruments is set out in note 17 on pages 145 to 151.

In accordance with the UK Financial Conduct Authority's Listing Rules (LR 9.8.4C), the information to be included in the Annual Report and Accounts, where applicable, under LR 9.8.4, is set out in this Directors' report, with the exception of details of long-term incentive schemes which is set out on pages 155 to 161 (note 21 to the financial statements).

Both the Directors' report and the Strategic report have been drawn up and presented in accordance with, and in reliance upon, applicable UK company law. The liabilities of the directors in connection with that report shall be subject to the limitations and restrictions provided by such law.

### Branches outside the UK

The group has branches in Sweden and China.

### Results and dividends

The financial statements set out the results of the group for the year ended 31 December 2014 and are shown on page 114. The directors recommend a final dividend of 20.5 pence per ordinary share which, together with the interim dividend of 9.5 pence per ordinary share paid in October 2014, makes a total dividend for the year of 30.0 pence (2013: 28 pence) per ordinary share. Subject to approval by shareholders of the recommended final dividend, the dividend award to shareholders for 2014 will total £51.2 million. If approved, the company will pay the final dividend on 8 May 2015 to shareholders on the register at 10 April 2015.

### Changes in composition of the group

During the year the group acquired a cleanroom business in UK. The total consideration including net financial liabilities acquired and deferred consideration payable for the acquisition was £9.4 million.

Details of the fair value of net assets acquired and consideration paid are set out in note 25 to the financial statements.

### Directors

The current directors of the company, including their biographical details, are set out on pages 62 and 63. Each served throughout the year ended 31 December 2014 except Maarit Aarni-Sirviö who was appointed to the board on 1 March 2014.

In accordance with the UK Corporate Governance Code all directors will retire at the 2015 Annual General Meeting and, being eligible, offer themselves for re-election.

Details of the directors' remuneration and service contracts and their interests in the shares of the company are included in the Directors' remuneration report which is set out on pages 84 to 96.

### Directors' indemnity

Article 133 of the company's Articles of Association (the Articles) provides, among other things that, insofar as permitted by law, every director of the company or any associated company may be indemnified by the company against any liability.

Deed polls, which include the grant of indemnities constituting qualifying third party indemnity provisions (as defined by Section 234 of the Companies Act 2006), were in force during the year for each of the Chairman, executive and non-executive directors of the company and its wholly-owned subsidiaries.

In addition, the company has arranged appropriate insurance cover in respect of legal action against its directors and officers.

### Share capital

As at 26 February 2015, the company's issued share capital consisted of 51,769,879 divided into 172,566,264 ordinary shares of 30 pence each (no shares are held in treasury).

During the 12 months to 31 December 2014, 57,839 ordinary shares of 30 pence each in the company were issued in satisfaction of the exercise of employee share options under the terms of the Berendsen Sharesave Plan 2006 for a total consideration of £200,975.

As at 31 December 2014, the authority granted to the company for the purchase of up to 17,250,789 ordinary shares in the company remained in force and unused.

Details of the movements in the year are set out in note 20 to the financial statements.

## Rights and obligations attaching to shares

Subject to applicable statutes (in this Section the Companies Acts), any resolution passed by the company under the Companies Acts and other shareholders' rights, shares may be issued with such rights and restrictions as the company may by ordinary resolution decide, or (if there is no such resolution or so far as it does not make specific provision) as the board may decide. Subject to the Articles, the Companies Acts and other shareholders' rights, unissued shares are at the disposal of the board.

## Variation of rights

Subject to the Companies Acts, rights attached to any class of shares may be varied with the written consent of the holders of not less than three-fourths in nominal value of the issued shares of that class (calculated excluding any shares held as treasury shares), or with the sanction of a special resolution passed at a separate general meeting of the holders of those shares.

## Securities carrying special rights

No person holds securities in the company carrying special rights with regard to control of the company.

## Authority to issue new shares and purchase own shares

At the AGM held on 24 April 2014, shareholders authorised the Company to purchase in the market up to 10% of its issued share capital. No shares have been repurchased by the Company under this authority during the year ended 31 December 2014. This authority is renewable annually, and a special resolution will be proposed at the 2015 AGM to renew it. The directors will only purchase the company's shares in the market if they believe it is in the best interests of shareholders generally.

If the company were to purchase any of its own shares, it may consider holding them as treasury shares as an alternative to cancelling them, provided that the total number of treasury shares does not at any one time exceed 10% of the company's issued share capital. This would allow the company to dispose of or transfer the shares held in treasury quickly and cost-effectively and would provide the company with additional flexibility in the management of its capital base. The share price on 31 December 2014 was 1,100 pence; the company currently holds no shares in treasury.

The directors were granted authority at the 2014 AGM to allot shares up to approximately two-thirds of the company's issued ordinary share capital (in accordance with guidelines issued by the ABI on 31 December 2012). The additional one-third authority, above the one-third authority which can be used for general purposes, may only be used for rights issues. At 26 February 2015, the Company had an unexpired authority to allot up to 115,005,259 shares with a nominal value of £34,501,578. The authority granted at the 2014 AGM will apply until the conclusion of the 2015 AGM, at which shareholders will be asked to grant the directors renewed authority to allot shares up to approximately two-thirds of the company's issued ordinary share capital. The renewed authority will apply until the conclusion of the 2016 AGM. The directors have no present intention of exercising this authority.

## Restrictions on transfer of securities in the company

There are no restrictions on the transfer of securities in the company, except:

- That certain restrictions may from time to time be imposed by laws and regulations (for example, insider trading laws); and
- Pursuant to the Listing Rules of the Financial Conduct Authority, whereby certain employees of the company require the approval of the company to deal in the company's ordinary shares.

The company is not aware of any agreements between holders of securities that may result in restrictions on the transfer of securities.

## Voting

Every member and every duly appointed proxy present at a general meeting or class meeting has, upon a show of hands, one vote and every member present in person or by proxy has, upon a poll, one vote for every share held by him or her. In the case of joint holders of a share, the vote of the senior who tenders a vote, whether in person or by proxy, shall be accepted to the exclusion of the votes of the other joint holder(s) and, for this purpose, seniority shall be determined by the order in which the names stand in the register in respect of the joint holding.

## Restrictions on voting

No member shall be entitled to vote at any general meeting or class meeting in respect of any share held by him or her if any call or other sum then payable by him or her in respect of that share remains unpaid or if a member has been served with a restriction notice (as defined in the Articles) after failure to provide the company with information concerning interests in those shares required to be provided under the Companies Acts.

The company is not aware of any agreements between holders of securities that may result in restrictions on voting rights.

## Substantial shareholdings

The table below shows the holdings in the company's issued share capital which had been notified to the company pursuant to the Financial Conduct Authority's Disclosure and Transparency Rules.

	31 December 2014			26 February 2015		
	Direct/indirect	No. of shares (m)	%	Direct/indirect	No. of shares (m)	%
Silchester International Investors Limited	Direct	17.20	9.97	Direct	8.61	4.99
Prudential plc	Direct	16.41	9.51	Direct	16.41	9.51
Sanderson Asset Management Limited	Direct	10.69	6.20	Direct	10.69	6.20
Royal London Asset Management	Direct	5.2	3.02	Direct	5.2	3.02

## Rights under the employee share scheme

As at 31 December 2014, Appleby Trust (Jersey) Limited, as trustee of the Berendsen Employee Benefit Trust, held 1,909,646 shares in trust for the benefit of the executive directors and employees of the group. A dividend waiver is in place in respect of Appleby's shareholding and Appleby currently abstains from voting the shares but it may, upon the recommendation of the company, accept or reject any offer relating to the shares in any way it sees fit, without incurring any liability and without being required to give reasons for its decision. In exercising its trustee powers, Appleby may take all or any of the following matters into account:

- The long-term interests of beneficiaries;
- The interests of beneficiaries other than financial interests;
- The interests of beneficiaries in their capacity as employees or former employees or their dependants;
- The interests of persons (whether or not identified) who may become beneficiaries in the future; and
- Considerations of a local, moral, ethical, environmental or social nature.

## Amendment of Articles of Association

Unless expressly specified to the contrary in the Articles, the Articles may be amended by a special resolution of the company's shareholders.

## Appointment and replacement of directors

The directors shall be not less than two and there shall be a maximum of 12 directors.

The company may by ordinary resolution vary the minimum and/or maximum number of directors. Directors may be appointed by the company by ordinary resolution or by the board. A director appointed by the board holds office only until the next following Annual General Meeting of the company and is then eligible for reappointment. The board or any committee authorised by the board may from time to time appoint one or more directors to hold any employment or executive office for such period and on such terms as they may determine and may also revoke or terminate any such appointment.

At every Annual General Meeting of the company, any of the directors who have been appointed by the board since the last Annual General Meeting shall retire from office and may offer themselves for reappointment by the members. In addition, under the Articles, any of the directors who held office at the time of the two preceding Annual General Meetings and who did not retire at either of them, or who have held office with the company, other than employment or executive office, for a continuous period of nine years or more at the date of the meeting, shall retire from office and may offer themselves for reappointment by the members. However, the board has agreed, in accordance with the UK Corporate Governance Code, that all of the directors wishing to continue will retire and offer themselves for re-election by the shareholders at the 2015 Annual General Meeting.

The company may, by special resolution remove any director before the expiration of that director's period of office.

## Powers of the directors

Subject to the Articles, the Companies Acts and any directions given by the company by special resolution, the business of the company will be managed by the board who may exercise all the powers of the company, whether relating to the management of the business of the company or not. In particular, the board may exercise all the powers of the company to borrow money, to mortgage or charge any of its undertakings, property, assets (present and future) and uncalled capital and to issue debentures and other securities and to give security for any debt, liability or obligation of the company or of any third party.

Copies of executive directors' service contracts are available to shareholders for inspection at the company's registered office and at the Annual General Meeting. Further details on directors' service contracts are included in the Remuneration policy report on page 101.

## Significant agreements

There are a number of agreements that take effect, alter or terminate upon a change of control of the company, such as commercial contracts, bank loan agreements, property lease arrangements and employees' share plans. None of these are deemed to be significant in terms of their potential impact on the business of the group as a whole except for the following US Private Placement Note Purchase Agreements US\$250 million dated 25 May 2006, US\$259 million and £25 million dated 24 November 2009, €80 million and DKK655 million dated 15 December 2014 and the €510 million Multicurrency Revolving Credit Facility dated 15 July 2011. These agreements contain change of control provisions which, if triggered, could limit future utilisations, require the repayment of existing utilisations or lead to a renegotiation of terms.

## Employees

The board recognises the importance of attracting, developing and retaining the right people, as well as maintaining a safe working environment for our existing employees. Please refer to pages 36 to 40 for further details about group policies and procedures on how employee's skills, communication and engagement are strengthened; and to page 41 for Health & Safety policies and procedures.

In accordance with best practice, we have employment policies in place which provide equal opportunities for all employees, irrespective of sex, race, colour, disability or marital status. We give full and fair consideration to applications for employment from applicants with disabilities where they have the appropriate skills and potential. Appropriate arrangements are made for the continued employment and training, career development and promotion of persons with disabilities employed by the group. If there were to be any instance of an employee becoming disabled during their employment with us, every effort would be made to make sure that their employment with us continues and that, where needed, appropriate retraining is arranged.

## Greenhouse gas emissions

Disclosures concerning the group's greenhouse gas emissions are contained within the Corporate responsibility report which forms part of the Strategic report on page 45.

## Political donations

There were no political donations during the year (2013: nil).

## Auditors and disclosure of information to auditors

The company's auditors, PricewaterhouseCoopers LLP, have indicated their willingness to continue in office and a resolution that they may be reappointed will be proposed at the Annual General Meeting.

As far as each director is aware, there is no relevant audit information of which the company's auditors are unaware. Each director has taken all the steps that they ought to have taken as a director in order to make themselves aware of any relevant audit information and to establish that the company's auditors are aware of that information.

## Going concern

The group's business activities, together with the factors likely to affect its future development, performance and position are set out in the Strategic report on pages 8 to 58. The financial position of the group, its cash flows, liquidity position and borrowing facilities are described in the Financial Director's review on pages 46 to 51. In addition, note 17 to the financial statements includes the group's objectives, policies and processes for managing its capital; its financial risk management objectives and policies; details of its financial instruments and hedging activities; and its exposures to price, credit, liquidity and cash flow risk.

The group has considerable financial resources together with long-term contracts with a number of customers and suppliers across different geographic areas and industries. As a consequence, the directors believe that the group is well placed to manage its business risks successfully.

After reviewing the above and making enquiries, the directors have a reasonable expectation that the company and the group have adequate resources to continue in operational existence for the foreseeable future. Accordingly, they continue to adopt the going concern basis in preparing the Annual Report.

## Directors' responsibilities

The directors' responsibilities for the financial statements contained within this Annual Report and the directors' confirmations required under the FSA Disclosure and Transparency Rules (DTR 4.1.12) are set out on page 107 but are deemed to be included in this Directors' report.

## Annual General Meeting

The notice of the Annual General Meeting to be held at 11.00 am on Thursday 30 April 2015 is being sent separately to shareholders with this report. The venue for the meeting is the Royal Aeronautical Society, 4 Hamilton Place, London W1J 7BQ.

## Electronic communication

In order to continue with our commitment to minimise our impact on the environment, we are offering our shareholders the ability to receive certain shareholder documents via our website (or email) rather than in printed hard copy. By downloading documents, such as our Annual Report and Accounts from our website, we are able to further reduce our impact on the environment, whilst reducing our costs and providing easier and quicker access to our documents.

By order of the board

**David Lawler**  
Company Secretary  
26 February 2015

## Directors' responsibilities for the financial statements

The directors are responsible for preparing the Report and Accounts and the financial statements in accordance with applicable law and regulations.

Company law requires the directors to prepare financial statements for each financial year. Under that law the directors have prepared the group financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRSs) as adopted by the European Union, and the parent company financial statements in accordance with applicable law and United Kingdom Accounting Standards (United Kingdom Generally Accepted Accounting Practice). The group and parent company financial statements are required by law to give a true and fair view of the state of affairs of the company, the group and of the profit or loss of the company and group for that period.

The financial statements on pages 114 to 117 have been prepared on a going concern basis, suitable accounting policies have been used and applied consistently, reasonable and prudent judgements and estimates have been made and applicable accounting standards have been followed.

The directors are responsible for ensuring that the company keeps accounting records which show and explain the company's and the group's transactions, disclose with reasonable accuracy, at any time, the financial position of the group and the company which enable them to ensure that the financial statements and the report on directors' remuneration comply with the Companies Act 2006 and, as regards the group financial statements, Article 4 of the IAS Regulation and the parent company financial statements comply with the Companies Act 2006. The directors have a general responsibility for taking such steps as are reasonably open to them to safeguard the assets of the group and company and to prevent and detect fraud and other irregularities.

This statement, which should be read in conjunction with the auditors' report, is made with a view to distinguishing for members the respective responsibilities of the directors and the auditors in relation to the financial statements.

A copy of the Annual Report and the financial statements of the company are on the company's website at [www.berendsen.com](http://www.berendsen.com). The directors are responsible for the maintenance and integrity of the corporate and financial information included on the company's website; the work carried out by the auditors does not involve consideration of these matters. Accordingly, the auditors accept no responsibility for any changes that may have occurred to the financial statements since they were placed on the website. Information published on the internet is accessible in many countries with different legal requirements. Legislation in the UK governing the preparation and dissemination of financial statements may differ from legislation in other jurisdictions.

In accordance with DTR 4.1.12, each of the directors confirms that, to the best of their knowledge:

- i) The financial statements of the group, prepared in accordance with International Financial Reporting Standards as adopted by the EU, and the financial statements of the company, prepared in accordance with United Kingdom Generally Accepted Accounting Practice, give a true and fair view of the assets, liabilities, financial position and profit or loss of the company and the undertakings included in the consolidation taken as a whole; and
- ii) The management report, which is incorporated into the directors' report, includes a fair review of the development and performance of the business and the position of the company and the undertakings included in the consolidation taken as a whole, together with a description of the principal risks and uncertainties they face.

In accordance with the provisions of the UK Corporate Governance Code, the directors confirm that, to the best of their knowledge, the report and accounts, taken as a whole, are fair, balanced and understandable and provide the information necessary for shareholders to assess the performance, business model and strategy of the company and the group.

The current directors and their functions are listed on pages 62 and 63.

By order of the board

**David Lawler**  
Company Secretary  
26 February 2015

## Independent auditors' report to the members of Berendsen plc

### Report on the group financial statements

#### Our opinion

In our opinion, Berendsen plc's group financial statements (the "financial statements"):

- give a true and fair view of the state of the Group's affairs as at 31 December 2014 and of its profit and cash flows for the year then ended;
- have been properly prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRSs) as adopted by the European Union; and
- have been prepared in accordance with the requirements of the Companies Act 2006 and Article 4 of the IAS Regulation.

#### What we have audited

Berendsen plc's financial statements comprise:

- the consolidated balance sheet as at 31 December 2014;
- the consolidated income statement and statement of comprehensive income for the year then ended;
- the consolidated cash flow statement for the year then ended;
- the consolidated statement of changes in equity for the year then ended; and
- the notes to the financial statements, which include a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Certain required disclosures have been presented elsewhere in the Annual Report rather than in the notes to the financial statements. These are cross-referenced from the financial statements and are identified as audited.

The financial reporting framework that has been applied in the preparation of the financial statements is applicable law and IFRSs as adopted by the European Union.

### Our audit approach

#### Overview

Overall group materiality: £5.8 million (2013: £6.25 million) which represents 5% of profit before tax.



We performed an audit of the complete financial information of nine operating reporting units:

- Which accounted for 89% (2013: 88%) of group revenues and 85% (2013: 88%) of group profit before tax.
- The existence and valuation of inventory due to the number of locations that inventory is held at and the absorption of freight costs and duty.
- The valuation of textile fixed assets due to the difficulty in tracking individual items and verifying their useful economic lives.
- The carrying value of goodwill, particularly in the German and Austrian Healthcare businesses.
- The appropriateness of provisions recognised or contingent liabilities disclosed in relation to historical environmental liabilities in a number of locations.

#### The scope of our audit and our areas of focus

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (UK and Ireland) ("ISAs (UK & Ireland)").

We designed our audit by determining materiality and assessing the risks of material misstatement in the financial statements. In particular, we looked at where the directors made subjective judgements, for example in respect of significant accounting estimates that involved making assumptions and considering future events that are inherently uncertain. As in all of our audits, we also addressed the risk of management override of internal controls, including evaluating whether there was evidence of bias by the directors that may represent a risk of material misstatement due to fraud.

The risks of material misstatement that had the greatest effect on our audit, including the allocation of our resources and effort, are identified as 'areas of focus' in the table below. We have also set out how we tailored our audit to address these specific areas in order to provide an opinion on the financial statements as a whole, and any comments we make on the outcome of our procedures should be read in this context. This is not a complete list of all risks identified by our audit.

Area of focus

How the scope of our audit addressed the area of focus

### Existence and valuation of inventory

During the year, there was a change in the internal responsibilities within the Group, with the recruitment of a new procurement team and a renewed focus on the procurement process. These changes, together with the associated key risks and controls relating to textile inventory, were reviewed by the Audit Committee with the Finance Director of UK Flat Linen during 2014 (refer to page 78 of the Audit Committee report). We considered the implications of these changes for our audit and concluded that the existence and certain aspects of the valuation of inventory should be an area of focus this year.

*Existence* - the Group holds inventory at many locations, including a number that are owned by third parties. There is a risk that inventory quantities will be misstated at one or more locations, particularly where inventory is not under the direct control of the Group.

*Valuation* - inventory largely comes into the Group through the UK and Sweden Sourcing businesses. The allocations of freight and duty costs in the standard costing system are reviewed regularly but there is a risk that the standard cost of inventory items could be misstated for these cost elements.

We performed audit procedures for all operating reporting units with material inventory balances.

*Existence* - we attended the year end inventory counts that were performed by management at 14 locations and traced the inventory count results to the inventory system, checking that they were accurately recorded in the year end inventory balance.

We also obtained a sample of confirmations of inventory held directly by third parties at the balance sheet date and successfully reconciled these to the year end inventory balance.

Where inventory counts were not performed at the balance sheet date, we tested the records of these counts to the year-end inventory balance via a sample of goods in/outwards reports between the date of the count and the balance sheet date without noting any significant issues.

*Valuation* - to address the risk of misstatement in the valuation of inventory, a sample of stock items held by the Group was traced from the inventory system to third party purchase invoices. We also obtained and tested management's workings on the absorption of freight and duty costs to check that they had been accurately allocated.

### Valuation of textile fixed assets

Linen and workwear textiles are sold by the UK and Sweden Sourcing businesses to the operating units within the Group as textile fixed assets and depreciated over their useful economic lives.

Other than in certain businesses which have introduced the individual tagging of garments in order to track their day-to-day use, textile assets are homogeneously depreciated by category over their estimated useful economic lives (currently between 20% and 40% per annum as stated in the accounting policies on page 122).

These textiles are significant assets on the balance sheet (£228.6 million as at 31 December 2014). Therefore, an over or understatement of the useful economic lives could lead to a material misstatement of depreciation for the year, affecting both the charge to the income statement and the valuation of the assets on the balance sheet.

In each of the nine operating units where an audit of the complete financial information was performed, we carried out substantive analytical review over depreciation to test whether it was in line with group policy. We found the depreciation policy to have been applied consistently across the Group and to be in line with that detailed within the accounting policies note.

We also compared the level of textile fixed asset additions between 2011 and 2014 to depreciation over the same period, finding that capital expenditure on textile assets was materially in line with depreciation where there had been no major change in the scale and nature of the business. We therefore considered the estimate of the useful economic lives of textile fixed assets to be acceptable.

## Independent auditors' report to the members of Berendsen plc (continued)

---

### Area of focus

### How the scope of our audit addressed the area of focus

---

#### Goodwill impairment assessment

---

We focused on this area due to the size of the goodwill balance (£390.2m as at 31 December 2014) and because the directors' assessment of the 'value in use' of the Group's cash generating units (CGUs) involves judgement about the future results of the business and the discount rates applied to future cash flows forecasts.

Although the directors believe there is headroom between the value in use of the CGUs and their carrying value, this remained an area of focus for us as a result of the size of the related goodwill balance.

Refer also to note 8 to the financial statements, page 78 (audit committee report) and page 126 (key assumptions and sources of estimation and uncertainty).

We evaluated the directors' future cash flow forecasts, and the process by which they were drawn up, including comparing them to the latest Board approved budgets and testing the underlying calculations. We found that management had followed a clear process for drawing up the future cash flow forecasts, which were subject to timely oversight and challenge by the directors and which were consistent with the Board approved budgets. We found no material misstatements in calculations performed.

We challenged the directors' key assumptions for long-term growth rates in the cash flows by comparing them to historical results and economic forecasts. We compared the current year actual results to the FY14 figures included in the prior year forecasts to consider whether any forecasts included assumptions that, with hindsight, had been optimistic. Actual performance in the German and Austrian Healthcare CGU was below budgeted expectations and therefore management has reflected this in the current year future cash flow model. We agreed that this judgement was appropriate given the past performance of the business.

For the discount rate we assessed the cost of capital for the company and comparable organisations and found it to be in line with our expectations.

We performed a sensitivity analysis around the key drivers of the cash flow forecasts, being:

- the growth rates;
- the operating profit margins applied; and
- the discount rate.

Having ascertained the extent of change in those assumptions that either individually or collectively would be required for the goodwill to be impaired, we considered the likelihood of such a movement in those key assumptions arising, concurring with management's view that the chances of this were low.

We also considered the appropriateness of the related disclosures in note 8 to the financial statements. We found that they appropriately describe the inherent degree of subjectivity in the estimates and the potential impact on future periods of revisions to these estimates.

---

Area of focus

How the scope of our audit addressed the area of focus

**Environmental liabilities**

The Group operates from laundries across Europe, at some of which historic environmental liabilities may exist. Though the Group has indemnities from third parties over a number of these sites and expects to have the warranties confirmed in full so as to incur no significant loss, it is currently defending legal claims in respect of certain acquired sites.

Judgement is required to assess the likelihood of these liabilities crystallising, in order to assess whether a provision should be recognised and, if so, the amount of that provision. The total potential liability is uncertain and would be affected by improvements in environmental clean-up technology and the future use of the sites.

In Sweden, no amounts have been provided in the balance sheet with respect to any future environmental liability as the value and the timing of any cost to the Group is still impossible to determine. As such, a contingent liability continues to be disclosed within the financial statements of the Group.

In the Netherlands, management have recognised a provision on a specific site that is subject to a constructive obligation to incur environmental clean-up costs. The amount recognised is the best estimate of the expenditure that will be incurred before any related recovery. We focused on this area due to the judgement associated with assessing the level of provision to cover the future obligation. Under the terms of its share purchase agreement with a third party on the acquisition of the site, the company expects to have this amount reimbursed under its warranties and has consequently accounted for the estimated receivable at fair value.

Refer also to notes 18 and 30 to the financial statements, page 78 (audit committee report) and page 126 (key assumptions and sources of estimation and uncertainty).

We examined the Group's latest assessment of the status of the legal claims and obtained confirmation from its external legal advisers of the likelihood of the Group successfully defending its position.

In Sweden we checked the situation remains unchanged from the prior year and determined that the accounting for any potential environmental remediation as a contingent liability remains appropriate. We read and were satisfied with the level of disclosure in note 30 to the financial statements.

In the Netherlands, we evaluated and challenged management's rationale for the provision held with respect to clean up of the site. We obtained and read third party advice quantifying the amount provided and from the evidence obtained we considered the level of provision to be acceptable in the context of materiality.

We also obtained confirmations from external legal counsel and read other correspondence supporting the recoverability of the asset recognised from third parties under warranties. From the evidence obtained, we considered the current value of the asset to be supportable.

## Independent auditors' report to the members of Berendsen plc (continued)

### How we tailored the audit scope

We tailored the scope of our audit to ensure that we performed enough work to be able to give an opinion on the financial statements as a whole, taking into account the geographic structure of the Group, the accounting processes and controls, and the industry in which the Group operates.

The Group's accounting process is structured around a local finance function in each of the 23 operating reporting units under which the Group operates. These functions maintain their own accounting records and controls and report to the head office finance team in London through an integrated consolidation system. In our view, due to their significance and/or risk characteristics, nine of these units required an audit of their complete financial information and we used component auditors from PwC network firms who are familiar with the local laws and regulations in each of the territories to perform this audit work. In addition, specific audit procedures on inventory were performed at the Sweden Sourcing reporting unit to address the risk identified in the existence and valuation of inventory area of focus.

Where the work was performed by component auditors, we determined the level of involvement we needed to have in the audit work at those functions to be able to conclude whether sufficient appropriate audit evidence had been obtained as a basis for our opinion on the group financial statements as a whole.

The group engagement team visits the component teams on a rotational basis. In the current year the group engagement leader visited the Denmark, Sweden and United Kingdom operating locations. In addition, other members of the group engagement team visited Norway, Germany, Netherlands and the Sweden Sourcing operating locations.

The group consolidation, financial statement disclosures and a number of complex items were audited by the group engagement team at the head office. These included goodwill impairment, derivative financial instruments, hedge accounting, the Berendsen plc defined benefit pension scheme and share-based payments.

Taken together, the territories and functions where we performed audit procedures accounted for 89% of group revenues and 85% of group profit before tax.

### Materiality

The scope of our audit was influenced by our application of materiality. We set certain quantitative thresholds for materiality. These, together with qualitative considerations, helped us to determine the scope of our audit and the nature, timing and extent of our audit procedures and to evaluate the effect of misstatements, both individually and on the financial statements as a whole.

Based on our professional judgement, we determined materiality for the financial statements as a whole as follows:

- Overall group materiality: £5.8 million (2013: £6.25 million);
- How we determined it: 5% of profit before tax (2013: 5% of adjusted profit before tax); and
- Rationale for benchmark applied: We applied this benchmark, a generally accepted auditing practice, in the absence of indicators that an alternative benchmark would be appropriate. The use of profit before tax this year instead of the adjusted profit before tax measure that we referred to last year had no impact in practice on either the scoping of our audit or the assessment of our audit findings.

We agreed with the audit committee that we would report to them misstatements identified during our audit above £300,000 (2013: £300,000) as well as misstatements below that amount that, in our view, warranted reporting for qualitative reasons.

### Going concern

Under the Listing Rules we are required to review the directors' statement, set out on page 106, in relation to going concern. We have nothing to report having performed our review.

As noted in the directors' statement, the directors have concluded that it is appropriate to prepare the financial statements using the going concern basis of accounting. The going concern basis presumes that the group has adequate resources to remain in operation, and that the directors intend it to do so, for at least one year from the date the financial statements were signed. As part of our audit we have concluded that the directors' use of the going concern basis is appropriate.

However, because not all future events or conditions can be predicted, these statements are not a guarantee as to the group's ability to continue as a going concern.

## Other required reporting

### Consistency of other information

#### Companies Act 2006 opinions

In our opinion:

- the information given in the Strategic Report and the Directors' Report for the financial year for which the financial statements are prepared is consistent with the financial statements; and
- the information given in the Corporate Governance Statement set out on pages 64 to 81 with respect to internal control and risk management systems and about share capital structures is consistent with the financial statements.

#### ISAs (UK & Ireland) reporting

Under ISAs (UK & Ireland) we are required to report to you if, in our opinion:

- information in the Annual Report is:
  - materially inconsistent with the information in the audited financial statements; or
  - apparently materially incorrect based on, or materially inconsistent with, our knowledge of the Group acquired in the course of performing our audit; or
  - is otherwise misleading

We have no exceptions to report arising from this responsibility.

- the statement given by the directors on page 107, in accordance with provision C.1.1 of the UK Corporate Governance Code (the Code), that they consider the Annual Report taken as a whole to be fair, balanced and understandable and provides the information necessary for members to assess the group's performance, business model and strategy is materially inconsistent with our knowledge of the group acquired in the course of performing our audit.

We have no exceptions to report arising from this responsibility.

→ the section of the Annual Report on page 76, as required by provision C.3.8 of the Code, describing the work of the audit committee does not appropriately address matters communicated by us to the audit committee.

We have no exceptions to report arising from this responsibility.

### Adequacy of information and explanations received

Under the Companies Act 2006 we are required to report to you if, in our opinion, we have not received all the information and explanations we require for our audit. We have no exceptions to report arising from this responsibility.

### Directors' remuneration

Under the Companies Act 2006 we are required to report to you if, in our opinion, certain disclosures of directors' remuneration specified by law are not made. We have no exceptions to report arising from this responsibility.

### Corporate governance statement

Under the Companies Act 2006 we are required to report to you if, in our opinion, a corporate governance statement has not been prepared by the parent company. We have no exceptions to report arising from this responsibility.

Under the Listing Rules we are required to review the part of the Corporate Governance Statement relating to the parent company's compliance with ten provisions of the UK Corporate Governance Code. We have nothing to report having performed our review.

## Responsibilities for the financial statements and the audit

### Our responsibilities and those of the directors

As explained more fully in the Directors' Responsibilities Statement set out on page 107, the directors are responsible for the preparation of the financial statements and for being satisfied that they give a true and fair view.

Our responsibility is to audit and express an opinion on the financial statements in accordance with applicable law and ISAs (UK & Ireland). Those standards require us to comply with the Auditing Practices Board's Ethical Standards for Auditors.

This report, including the opinions, has been prepared for and only for the company's members as a body in accordance with Chapter 3 of Part 16 of the Companies Act 2006 and for no other purpose. We do not, in giving these opinions, accept or assume responsibility for any other purpose or to any other person to whom this report is shown or into whose hands it may come save where expressly agreed by our prior consent in writing.

### What an audit of financial statements involves

An audit involves obtaining evidence about the amounts and disclosures in the financial statements sufficient to give reasonable assurance that the financial statements are free from material misstatement, whether caused by fraud or error. This includes an assessment of:

- whether the accounting policies are appropriate to the Group's circumstances and have been consistently applied and adequately disclosed;
- the reasonableness of significant accounting estimates made by the directors; and
- the overall presentation of the financial statements.

We primarily focus our work in these areas by assessing the directors' judgements against available evidence, forming our own judgements, and evaluating the disclosures in the financial statements.

We test and examine information, using sampling and other auditing techniques, to the extent we consider necessary to provide a reasonable basis for us to draw conclusions. We obtain audit evidence through testing the effectiveness of controls, substantive procedures or a combination of both.

In addition, we read all the financial and non-financial information in the Annual Report to identify material inconsistencies with the audited financial statements and to identify any information that is apparently materially incorrect based on, or materially inconsistent with, the knowledge acquired by us in the course of performing the audit. If we become aware of any apparent material misstatements or inconsistencies we consider the implications for our report.

### Other matter

We have reported separately on the company financial statements of Berendsen plc for the year ended 31 December 2014 and on the information in the Directors' Remuneration Report that is described as being audited.

**Christopher Burns (Senior Statutory Auditor)**  
for and on behalf of PricewaterhouseCoopers LLP  
Chartered Accountants and Statutory Auditors  
London

26 February 2015

Notes:

- (a) The maintenance and integrity of the Berendsen plc website is the responsibility of the directors; the work carried out by the auditors does not involve consideration of these matters and, accordingly, the auditors accept no responsibility for any changes that may have occurred to the financial statements since they were initially presented on the website.
- (b) Legislation in the United Kingdom governing the preparation and dissemination of financial statements may differ from legislation in other jurisdictions.

## Consolidated income statement

For the year ended 31 December 2014	Notes	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
Revenue	1	1,038.6	1,054.2
Cost of sales		(517.7)	(523.1)
<b>Gross profit</b>		<b>520.9</b>	<b>531.1</b>
Other income		4.3	3.3
Distribution costs		(193.3)	(195.8)
Administrative expenses		(168.5)	(174.6)
Other operating expenses		(26.2)	(29.0)
<b>Operating profit</b>	<b>1</b>	<b>137.2</b>	<b>135.0</b>
<b>Analysed as:</b>			
Operating profit before exceptional items and amortisation of customer contracts	1	158.7	158.9
Exceptional items	4	-	1.8
Amortisation of customer contracts	9	(21.5)	(25.7)
<b>Operating profit</b>	<b>1</b>	<b>137.2</b>	<b>135.0</b>
Finance costs	2	(23.1)	(25.0)
Finance income	2	2.9	2.4
<b>Profit before taxation</b>	<b>3</b>	<b>117.0</b>	<b>112.4</b>
Taxation	5	(27.1)	(27.2)
<b>Profit for the year</b>		<b>89.9</b>	<b>85.2</b>
<b>Analysed as:</b>			
Profit attributable to non-controlling interest		0.3	0.5
Profit attributable to owners of parent company		89.6	84.7
Earnings per share expressed in pence per share			
- Basic	7	52.6	49.8
- Diluted	7	52.4	49.6

The notes on pages 120 to 170 are an integral part of these consolidated financial statements.

## Consolidated statement of comprehensive income

For the year ended 31 December 2014	Notes	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
Profit for the year		89.9	85.2
Other comprehensive income:			
Items that may be subsequently reclassified into profit or loss:			
Currency translation differences		(46.9)	(15.3)
(Loss)/gain on cash flow hedges	16	(4.9)	2.3
		(51.8)	(13.0)
Items that cannot be subsequently reclassified into profit or loss:			
Actuarial (losses)/gains		(12.5)	16.7
Other comprehensive income for the year, net of tax		(64.3)	3.7
<b>Total comprehensive income for the year</b>		<b>25.6</b>	<b>88.9</b>
Attributable to:			
Non-controlling interest		-	0.7
Owners of parent company		25.6	88.2

Items in the statement above are disclosed net of tax. The tax relating to each component of other comprehensive income is disclosed in note 5.

## Consolidated balance sheet

As at 31 December 2014	Notes	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
<b>Assets</b>			
Intangible assets:			
- Goodwill	8	390.2	423.4
- Other intangible assets	9	37.1	50.5
Property, plant and equipment	10	491.2	508.0
Deferred tax assets	19	8.1	13.6
Derivative financial instruments	16	40.4	21.1
Pension scheme surplus	27	35.7	38.2
<b>Total non-current assets</b>		<b>1,002.7</b>	<b>1,054.8</b>
Assets classified as held for sale		0.2	2.5
Inventories	11	39.3	34.7
Income tax receivable		1.3	3.3
Derivative financial instruments	16	0.1	1.8
Trade and other receivables	12	163.5	165.6
Cash and cash equivalents	13	96.9	89.2
<b>Total current assets</b>		<b>301.3</b>	<b>297.1</b>
<b>Liabilities</b>			
Borrowings	15	(2.5)	(32.7)
Derivative financial instruments	16	(0.6)	(6.9)
Income tax payable		(12.5)	(12.7)
Trade and other payables	14	(200.3)	(195.8)
Provisions	18	(3.1)	(2.9)
<b>Total current liabilities</b>		<b>(219.0)</b>	<b>(251.0)</b>
<b>Net current assets</b>		<b>82.3</b>	<b>46.1</b>
Borrowings	15	(468.8)	(445.5)
Derivative financial instruments	16	(17.3)	(33.2)
Pension scheme deficits	27	(34.7)	(31.1)
Deferred tax liabilities	19	(57.6)	(55.6)
Trade and other payables	14	(1.2)	(1.5)
Provisions	18	-	(2.5)
<b>Total non-current liabilities</b>		<b>(579.6)</b>	<b>(569.4)</b>
<b>Net assets</b>		<b>505.4</b>	<b>531.5</b>
<b>Equity</b>			
Share capital	20	51.8	51.8
Share premium		99.4	99.2
Other reserves		(2.4)	2.5
Capital redemption reserve		150.9	150.9
Retained earnings		200.5	221.8
<b>Total equity attributable to shareholders of the company</b>		<b>500.2</b>	<b>526.2</b>
<b>Non-controlling interest</b>		<b>5.2</b>	<b>5.3</b>
<b>Total equity</b>		<b>505.4</b>	<b>531.5</b>

The financial statements on pages 114 to 170 were approved by the board and signed on its behalf.

**Peter Ventress**  
Chief Executive Officer  
26 February 2015

**Kevin Quinn**  
Chief Financial Officer

## Consolidated cash flow statement

For the year ended 31 December 2014	Notes	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
<b>Cash flows from operating activities</b>			
Cash generated from operations	23	332.5	345.2
Interest paid		(22.2)	(24.4)
Interest received		2.9	2.4
Income tax paid		(18.2)	(21.8)
Net cash generated from operating activities		295.0	301.4
<b>Cash flows from investing activities</b>			
Acquisition of subsidiaries, net of cash acquired	25	(12.4)	(2.7)
Purchases of property, plant and equipment	10	(183.2)	(169.6)
Proceeds from the sale of property, plant and equipment	23	10.4	6.2
Purchases of intangible assets	9	(4.6)	(3.6)
Net cash used in investing activities		(189.8)	(169.7)
<b>Cash flows from financing activities</b>			
Net proceeds from issue of ordinary share capital		0.2	0.9
Purchase of own shares by the Employee Benefit Trust		(11.2)	(12.2)
Drawdown of borrowings		130.1	25.0
Repayment of borrowings		(146.6)	(77.9)
Repayment of finance leases/hire purchase liabilities		(2.7)	(3.4)
Dividends paid to company's shareholders	6	(48.8)	(44.8)
Dividends paid to non-controlling interest		(0.1)	(0.1)
Net cash used in financing activities		(79.1)	(112.5)
<b>Net increase in cash</b>	<b>24</b>	<b>26.1</b>	<b>19.2</b>
Cash and cash equivalents at beginning of year	13	89.2	73.7
Exchange losses on cash		(18.4)	(3.7)
<b>Cash and cash equivalents at end of year</b>	<b>13</b>	<b>96.9</b>	<b>89.2</b>
<b>Free cash flow</b>	<b>23</b>	<b>122.6</b>	<b>139.4</b>

## Consolidated statement of changes in equity

	Attributable to shareholders of the company							
	Share capital £m	Share premium £m	Other reserves £m	Capital redemption reserve £m	Retained earnings £m	Total £m	Non-controlling interest £m	Total equity £m
At 1 January 2013	51.7	98.4	0.2	150.9	188.0	489.2	4.7	493.9
Comprehensive income:								
Profit for the year	-	-	-	-	84.7	84.7	0.5	85.2
Other comprehensive income:								
Actuarial gains (note 27)	-	-	-	-	20.9	20.9	-	20.9
Cash flow hedges	-	-	2.9	-	-	2.9	-	2.9
Currency translation	-	-	-	-	(19.8)	(19.8)	0.2	(19.6)
Tax on items taken to equity (note 5)	-	-	(0.6)	-	0.1	(0.5)	-	(0.5)
Total other comprehensive income	-	-	2.3	-	1.2	3.5	0.2	3.7
Total comprehensive income	-	-	2.3	-	85.9	88.2	0.7	88.9
Transactions with owners:								
Issue of share capital in respect of share option schemes	0.1	0.8	-	-	-	0.9	-	0.9
Purchase of own shares by the Employee Benefit Trust	-	-	-	-	(12.2)	(12.2)	-	(12.2)
Dividends (note 6)	-	-	-	-	(44.8)	(44.8)	(0.1)	(44.9)
Value of employee service in respect of share option schemes and share awards (note 21)	-	-	-	-	4.9	4.9	-	4.9
Total transactions with owners	0.1	0.8	-	-	(52.1)	(51.2)	(0.1)	(51.3)
<b>At 31 December 2013</b>	<b>51.8</b>	<b>99.2</b>	<b>2.5</b>	<b>150.9</b>	<b>221.8</b>	<b>526.2</b>	<b>5.3</b>	<b>531.5</b>

	Attributable to shareholders of the company							
	Share capital £m	Share premium £m	Other reserves £m	Capital redemption reserve £m	Retained earnings £m	Total £m	Non-controlling interest £m	Total equity £m
At 1 January 2014	51.8	99.2	2.5	150.9	221.8	526.2	5.3	531.5
Comprehensive income:								
Profit for the year	-	-	-	-	89.6	89.6	0.3	89.9
Other comprehensive income:								
Actuarial losses (note 27)	-	-	-	-	(16.5)	(16.5)	-	(16.5)
Cash flow hedges	-	-	(6.2)	-	-	(6.2)	-	(6.2)
Currency translation	-	-	-	-	(36.7)	(36.7)	(0.3)	(37.0)
Tax on items taken to equity (note 5)	-	-	1.3	-	(5.9)	(4.6)	-	(4.6)
<b>Total other comprehensive income</b>	-	-	(4.9)	-	(59.1)	(64.0)	(0.3)	(64.3)
Total comprehensive income	-	-	(4.9)	-	30.5	25.6	-	25.6
Transactions with owners:								
Issue of share capital in respect of share option schemes	-	0.2	-	-	-	0.2	-	0.2
Purchase of own shares by the Employee Benefit Trust	-	-	-	-	(10.5)	(10.5)	-	(10.5)
Dividends (note 6)	-	-	-	-	(48.8)	(48.8)	(0.1)	(48.9)
Value of employee service in respect of share option schemes and share awards (note 21)	-	-	-	-	7.5	7.5	-	7.5
<b>Total transactions with owners</b>	-	0.2	-	-	(51.8)	(51.6)	(0.1)	(51.7)
At 31 December 2014	51.8	99.4	(2.4)	150.9	200.5	500.2	5.2	505.4

The group has an Employee Benefit Trust to administer share plans and to acquire company shares, using funds contributed by the group, to meet commitments to group employees. At 31 December 2014, the Trust held 1,870,186 (2013: 2,798,134) shares.

Included within retained earnings is an amount of £17.9 million loss (2013: £18.8 million gain) which relates to currency translation.

## Accounting policies to the consolidated financial statements

### Basis of preparation

The consolidated financial statements have been prepared on a going concern basis in accordance with International Financial Reporting Standards as adopted by the European Union (IFRSs as adopted by the EU), IFRSIC Interpretations and the Companies Act 2006 applicable to companies reporting under IFRS. The consolidated financial statements have been prepared under the historical cost convention, as modified by financial assets and financial liabilities (including derivative instruments) at fair value through the profit and loss account. These policies have been consistently applied to all the years presented.

The preparation of financial statements in conformity with IFRS requires the use of certain critical accounting estimates. It also requires management to exercise its judgement in the process of applying the group's accounting policies. The areas involving a higher degree of judgement or complexity, or areas where assumptions and estimates are significant to the consolidated financial statements are disclosed on page 126.

### Going concern

The group meets its day-to-day working capital requirements through its bank facilities. The current economic conditions continue to create uncertainty particularly over (a) the level of demand for the group's products; and (b) the availability of bank finance for the foreseeable future. The group's forecasts and projections, taking account of reasonably possible changes in trading performance, show that the group should be able to operate within the level of its current facilities. After making enquiries, the directors have a reasonable expectation that the group has adequate resources to continue in operational existence for the foreseeable future. The group therefore continues to adopt the going concern basis in preparing its consolidated financial statements. Further information on the group's borrowings is given in note 15.

### Changes in accounting policies and disclosures

The following standards have been adopted by the group for the first time for the financial year beginning on or after 1 January 2014 and have a material impact on the group:

IFRS10, 'Consolidated financial statements' builds on existing principles by identifying the concept of control as the determining factor in whether an entity should be included within the consolidated financial statements of the parent company. The standard provides additional guidance to assist in the determination of control where this is difficult to assess. Acquisitions during the year are set out in note 25. The standard did not have a significant impact on the group financial statements in the year.

IFRS12, 'Disclosures of interests in other entities' includes the disclosure requirements for all forms of interests in other entities, including joint arrangements, associates, structured entities and other off balance sheet vehicles. The standard did not have a significant impact on the group financial statements.

Amendment to IAS 32, 'Financial instruments: Presentation' on offsetting financial assets and financial liabilities. This amendment clarifies that the right of set-off must not be contingent on a future event. It must also be legally enforceable for all counterparties in the normal course of business, as well as in the event of default, insolvency or bankruptcy. The group's offsetting of financial assets and liabilities are set out in note 17. The amendment did not have a significant effect on the group financial statements.

A number of new standards and amendments to standards and interpretations are effective for annual periods beginning after 1 January 2014, and have not been applied in preparing these consolidated financial statements. None of these are expected to have a significant effect on the consolidated financial statements of the group, except the following set out below:

IFRS 9, 'Financial instruments', addresses the classification, measurement and recognition of financial assets and financial liabilities. IFRS 9 was issued in November 2009 and October 2010. It replaces the parts of IAS 39 that relate to the classification and measurement of financial instruments. IFRS 9 requires financial assets to be classified into two measurement categories: those measured as at fair value and those measured at amortised cost. The determination is made at initial recognition. The classification depends on the entity's business model for managing its financial instruments and

the contractual cash flow characteristics of the instrument. For financial liabilities, the standard retains most of the IAS 39 requirements. The main change is that, in cases where the fair value option is taken for financial liabilities, the part of a fair value change due to an entity's own credit risk is recorded in other comprehensive income rather than the income statement, unless this creates an accounting mismatch. The group is yet to assess IFRS 9's full impact and the group will also consider the impact of the remaining phases of IFRS 9 when completed by the Board.

IFRS 15, 'Revenue from contracts with customers' deals with revenue recognition and establishes principles for reporting useful information to users of financial statements about the nature, amount, timing and uncertainty of revenue and cash flows arising from an entity's contracts with customers. Revenue is recognised when a customer obtains control of a good or service and thus has the ability to direct the use and obtain the benefits from the good or service. The standard replaces IAS 18 'Revenue' and IAS 11 'Construction contracts' and related interpretations. The standard is effective for annual periods beginning on or after 1 January 2017 and earlier application is permitted subject to EU endorsement. The group is assessing the impact of IFRS 15.

There are no other IFRSs or IFRIC interpretations that are not yet effective that would be expected to have a material impact on the group.

### Consolidation

The group financial statements consolidate the financial statements of the company and all its subsidiaries. Subsidiaries are all entities over which the group has the power to govern the financial and operating policies generally accompanying a shareholding of more than one half of the voting rights. Subsidiaries are fully consolidated from the date on which control is transferred to the group and are de-consolidated from the date on which control ceases.

All intra-group transactions are eliminated as part of the consolidation process. Accounting policies of subsidiaries have been changed where necessary to ensure consistency with the policies adopted by the group.

## Business combinations

The group uses the acquisition method of accounting to account for business combinations. The consideration transferred for the acquisition of a subsidiary is the fair values of the assets transferred, the liabilities incurred and the equity interests issued by the group. The consideration transferred includes the fair value of any asset or liability resulting from a contingent consideration arrangement. Acquisition-related costs are expensed as incurred and disclosed as exceptional items where significant. Identifiable assets acquired and liabilities and contingent liabilities assumed in a business combination are measured initially at their fair values at the acquisition date. The excess of the consideration transferred, the amount of any non-controlling interest in the acquiree and the acquisition date fair value of any previous equity interest in the acquiree over the fair value of the group's share of the identifiable net assets acquired is recorded as goodwill. If this is less than the fair value of the net assets of the subsidiary acquired in the case of a bargain purchase, the difference is recognised directly in the consolidated income statement.

## Current assets held for sale

Current assets (and disposal groups) classified as held for sale are measured at the lower of carrying amount and fair values less costs to sell.

Current assets (and disposal groups) are classified as held for sale if their carrying amount will be recovered through a sale transaction rather than through continuing use. This condition is regarded as met only when the sale is highly probable and the asset (or disposal group) is available for immediate sale in its present condition. Management must be committed to the sale which should be expected to qualify for recognition as a completed sale within one year from the date of classification.

## Segment reporting

Operating segments are reported in a manner consistent with the internal reporting provided to the chief operating decision-maker. The chief operating decision-maker, who is responsible for allocating resources and assessing performance of the operating segments, has been identified as the Berendsen plc Executive Board.

The Berendsen plc Executive Board manages the business under the

business lines of Workwear, Facility, UK Flat Linen, Flat Linen outside the UK, and Clinical Solutions and Decontamination. The group's internal reporting structure is aligned on the same basis and segmental information is presented on a basis consistent with this reporting structure.

## Foreign currency translation

### (a) Functional and presentation currency

Items included in the financial statements of each of the group's entities are measured using the currency of the primary economic environment in which the entity operates (the functional currency). The consolidated financial statements are presented in sterling, which is the company's functional and presentation currency.

### (b) Transactions and balances

Foreign currency transactions are translated into the functional currency using the exchange rates prevailing at the dates of the transactions. Foreign exchange gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the translation at year end exchange rates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognised in the income statement, except when deferred in equity as qualifying cash flow hedges and qualifying net investment hedges.

Foreign exchange gains and losses that relate to borrowings and cash and cash equivalents are presented in the income statement within 'finance income or cost'. All other foreign exchange gains and losses are presented in the income statement within operating expenses.

Translation differences on non-monetary financial assets and liabilities are reported as part of the fair value gain or loss. Translation differences on non-monetary financial assets and liabilities such as equities held at fair value through profit or loss are recognised in profit or loss as part of the fair value gain or loss. Translation differences on non-monetary financial assets such as equities classified as available for sale are included in other reserves.

### (c) Group companies

The results and financial position of all the group entities that have a functional currency different from the presentation currency are translated into the presentation currency as follows:

- assets and liabilities for each balance sheet presented are translated at the closing rate at the date of that balance sheet;
- income and expenses for each income statement are translated at average exchange rates (unless this average is not a reasonable approximation of the cumulative effect of the rates prevailing on the transaction dates, in which case income and expenses are translated at the rate on the dates of the transactions); and
- all resulting exchange differences are recognised as a separate component of equity.

On consolidation, exchange differences arising from the translation of the net investment in foreign operations, and of borrowings and other currency instruments designated as hedges of such investments, are taken to shareholders' equity. When a foreign operation is partially disposed of or sold, exchange differences that were recorded in equity are recognised in the income statement as part of the gain or loss on sale.

Goodwill and fair value adjustments arising on the acquisition of a foreign entity are treated as assets and liabilities of the foreign entity and translated at the closing rate.

## Pre-contract/bid costs

Pre-contract costs are expensed as incurred until the group is appointed preferred bidder. Preferred bidder status provides sufficient confidence that the conclusion of the contract is probable, the outcome can be reliably measured and is expected to generate sufficient net cash inflows to enable recovery. Pre-contract costs incurred subsequent to appointment as preferred bidder are capitalised onto the balance sheet under prepayments and accrued income. The prepayment is expensed to the income statement over the period of the contract. Costs, which have been expensed, are not subsequently reinstated when a contract award is achieved.

## Property, plant and equipment

Land and buildings comprise mainly factories and offices. All property, plant and equipment are shown at cost less accumulated depreciation. Cost includes expenditure that is directly attributable to the acquisition of the items.

Textile assets such as garments and linen and washroom equipment which are owned by the group entities where substantially all the risks and rewards of ownership of such equipment is retained by group entities are capitalised as non-current assets and depreciated over their estimated useful lives.

Depreciation of assets is calculated using the straight-line method to allocate the cost of each asset to its residual value over its estimated useful life, as follows:

### (a) Land and buildings

Depreciated at a rate of 2% per annum on an estimate of the buildings value of freehold properties and leasehold properties with 50 or more years unexpired at the balance sheet date. This rate has been determined having regard to the group's practice to maintain these assets in a continual state of sound repair and to extend and make improvements from time to time. Freehold land is not depreciated. Short leasehold land and buildings are depreciated by equal instalments over the period of the lease.

Major renovations are depreciated over the remaining useful life of the related asset or to the scheduled date of the next major renovation, whichever is sooner.

### (b) Plant and machinery

Depreciated at rates of 10% to 50% per annum, depending on the class of the asset.

### (c) Textile assets and washroom equipment

Depreciated at rates of 20% to 40%, depending on class of asset, and augmented where necessary by amounts to cover wastage, obsolescence and loss.

When properties, plant or equipment are sold, the difference between the sales proceeds and net book value is included in the income statement.

Residual values and useful lives of assets are reviewed annually and amended where necessary.

## Intangible assets

### (a) Goodwill

Goodwill represents the excess of the cost of an acquisition over the fair value of the group's share of the net identifiable assets of the acquired subsidiary at the date of acquisition. Goodwill net of amortisation prior to 1 January 2005 in respect of business combinations made since 1 January 1998 is included within intangible assets. Goodwill in respect of business combinations made on or before 31 December 1997 remains eliminated against reserves.

Goodwill has an indefinite useful life.

Goodwill is tested annually for impairment or if there is an indication of impairment. Goodwill is allocated to groups of cash-generating units for the purpose of impairment testing. Gains and losses on the disposal of an entity include the carrying amount of goodwill relating to the entity sold except for goodwill eliminated against reserves.

### (b) Computer software

Acquired computer software licences are capitalised on the basis of the costs incurred to acquire and bring to use the specific software. These costs are amortised over their estimated useful lives (not exceeding three years).

Costs associated with maintaining computer software programmes are recognised as an expense as incurred. Development costs that are directly attributable to the design and testing of identifiable and unique software products controlled by the group are recognised as intangible assets when the following criteria are met:

- it is technically feasible to complete the software product so that it will be available for use;
- management intends to complete the software product and use or sell it;
- there is an ability to use or sell the software product;
- it can be demonstrated how the software product will generate probable future economic benefits;
- adequate technical, financial and other resources to complete the development and to use or sell the software product are available; and
- the expenditure attributable to the software product during its development can be reliably measured.

Directly attributable costs that are capitalised as part of the software product include the software development employee costs and an appropriate portion of relevant overheads.

Other development expenditures that do not meet these criteria are recognised as an expense as incurred. Development costs previously recognised as an expense are not recognised as an asset in a subsequent period.

Computer software development costs recognised as assets are amortised over their estimated useful lives, which does not exceed five years.

### (c) Customer contracts

Intangible assets arising either from legal or contractual rights which have been purchased are required to be separately identified from goodwill and are stated at historical cost, or in the case of intangible assets acquired as part of a business combination, at fair value. The fair value attributable to the customer contracts is determined by discounting the expected future cash flows to be generated from that asset at the risk adjusted weighted average cost of capital for the entity. This amount is amortised over the period in which the company is expected to benefit from the contracts acquired, over periods ranging from two to five years.

## Impairment of non-financial assets

Assets that have an indefinite useful life – for example, goodwill – are not subject to amortisation and are tested annually for impairment.

Assets that are subject to amortisation or depreciation are reviewed for impairment whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount may not be recoverable. An impairment loss is recognised for the amount by which the asset's carrying amount exceeds its recoverable amount. The recoverable amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell and value in use. For the purposes of assessing impairment, assets are grouped at the lowest levels for which there are separately identifiable cash flows (cash-generating units). Non-financial assets other than goodwill that suffered impairment are reviewed for possible reversal of the impairment at each reporting date.

## Financial assets

The group classifies its non-derivative financial assets as loans and receivables. The classification depends on the purpose for which the financial assets were acquired. Management determines the classification of its financial assets at initial recognition.

Loans and receivables are non-derivative financial assets with fixed or determinable payments that are not quoted in an active market.

## Derivative financial instruments and hedging activities

Derivatives are initially recognised at fair value on the date a derivative contract is entered into and are subsequently remeasured at their fair value at each balance sheet date. The method of recognising the resulting gain or loss depends on whether the derivative is designated as a hedging instrument, and if so, the nature of the item being hedged.

The group designates certain derivatives as either (i) hedges of the fair value of recognised assets or liabilities (fair value hedge); or (ii) hedges of a particular risk associated with a recognised asset or liability, or a highly probable forecast transaction (cash flow hedge); or (iii) hedges of net investments in foreign operations (net investment hedge).

The group documents at the inception of the transaction the relationship between hedging instruments and hedged items and its assessment, both at hedge inception and on an ongoing basis, of whether the derivatives that are used in the hedging transactions are highly effective in offsetting changes in fair values of hedged items.

The fair values of various derivative instruments used for hedging purposes are shown in note 16. Movements on the hedging reserve are shown within the statement of changes in equity as part of other reserves. The group holds no trading derivatives.

### (a) Fair value hedge

Changes in the fair value of the derivatives that are fully designated and qualify as fair value hedges are recorded in the income statement, together with any changes in the fair value of the hedged asset or liability that are attributable to the hedged risk.

The group has no (2013: one) fair value hedge in respect of a cross currency fixed to floating interest rate swap. If the hedge no longer meets the criteria for hedge accounting, the exchange component of the derivative will continue to be taken to the income statement as part of operating expenses along with the exchange on the related borrowings. The interest component of the derivative item will be amortised to the income statement over the period to maturity.

### (b) Net investment hedge

Any gain or loss on the hedging instrument relating to the effective portion of the hedge is recognised directly against reserves. The gain or loss relating to any ineffective portion is recognised immediately in the income statement.

Gains and losses accumulated in equity are included in the income statement when the foreign operation is partially disposed of or sold.

### (c) Cash flow hedge

The effective portion of changes in the fair value of derivatives that are designated to qualify as cash flow hedges are recognised in equity. The group's cash flow hedges which are in respect of cross-currency interest rate swaps, interest rate swaps and forward foreign exchange contracts result in recognition in either profit and loss, reflecting the foreign currency translation element, or in the hedging reserve which forms part of other reserves.

When a hedging instrument expires or is sold, or when the hedge no longer meets the criteria for hedge accounting, any cumulative gain or loss in equity at that time remains in equity and is recognised when the forecast transaction ultimately occurs. When a forecast transaction is no longer expected to occur, the cumulative gain or loss that was reported in equity will be transferred to the income statement.

### (d) Derivatives that do not qualify for hedge accounting

Changes in the fair value of any derivative instruments that do not qualify for hedge accounting are recognised immediately in the income statement.

### (e) Energy contracts and textile procurement

The group occasionally takes out energy contracts in relation to the supply of gas and electricity. In addition, from time to time, the group may enter into forward contracts to buy cotton based textiles at a future date. Such contracts are not recognised as derivative financial instruments as they are held with the purpose of the receipt or delivery of a non-financial item in accordance with the entity's expected purchase, sale or usage requirements.

## Inventories

Inventories are stated at the lower of cost and net realisable value. Cost is determined using the first in, first out (FIFO) method. The cost of finished goods comprises of raw materials, direct labour, other direct costs and related production overheads. Net realisable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less applicable variable selling expenses. Full provision is made for obsolete, defective and slow moving stock.

## Trade and other receivables

Trade receivables are recognised initially at fair value less provision for impairment. They are subsequently held at amortised cost less provision for impairment. A provision for impairment of trade receivables is established when there is objective evidence that the group will not be able to collect all amounts due according to the original terms of the receivables. The amount of the change in provision is recognised in the income statement.

## Accounting policies to the consolidated financial statements (continued)

### Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are stated net of bank overdrafts, where the group has a legal right of set off and includes cash in hand, deposits held at call with banks and other short-term highly liquid investments with original maturities of three months or less.

### Share capital

Ordinary shares are classified as equity and are recorded at par value of proceeds received, net of direct issue costs. Where shares are issued above par value, the proceeds in excess of par value are recorded in the share premium account.

Where any group company purchases the company's equity share capital, the consideration paid, including any directly attributable incremental costs, is deducted from equity attributable to the company's shareholders until the shares are cancelled, reissued or disposed of. Where such shares are subsequently sold or reissued, any consideration received, net of any directly attributable incremental costs, is included in equity attributable to the company's shareholders.

### Trade payables

Trade payables are obligations to pay for goods or services that have been acquired in the ordinary course of business from suppliers. Accounts payable are classified as current liabilities if payment is due within one year or less (or in the normal operating cycle of the business if longer). If not, they are presented as non-current liabilities.

Trade payables are recognised initially at fair value and subsequently measured at amortised cost using the effective interest method.

### Borrowings

Borrowings are recognised initially at fair value, net of transaction costs incurred. Any difference between the amount initially recognised (net of transaction costs) and the redemption value is recognised in the income statement over the period of the borrowings using the effective interest method.

Borrowing costs which are directly attributable to the acquisition, construction or production of a qualifying asset (one that takes a substantial period of time to get ready for use or sale) are capitalised as part of the cost of that asset, until such time as

the assets are ready for their intended use or sale.

Commitment and borrowing fees are capitalised as part of the loan and amortised over the life of the relevant agreement. All other borrowing costs are recognised in the income statement in the period in which they are incurred.

Borrowings are classified as non-current liabilities where the group has an unconditional right to defer settlement of the liability for at least 12 months after the balance sheet date.

### Current and deferred income tax

The current income tax charge is calculated on the basis of the tax laws enacted or substantively enacted at the balance sheet date in the countries where the group's subsidiaries operate and generate taxable income.

Deferred income tax is recognised, using the liability method, on temporary differences arising between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amounts in the consolidated financial statements. However, the deferred income tax is not accounted for, if it arises from initial recognition of an asset or liability in a transaction other than a business combination that at the time of the transaction affects neither accounting nor taxable profit or loss. Deferred income tax is determined using tax rates (and laws) that have been enacted or substantively enacted by the balance sheet date and are expected to apply when the related deferred income tax asset is realised or the deferred income tax liability is settled.

Deferred income tax assets are recognised to the extent that it is probable that future taxable profit will be available against which the temporary differences can be utilised.

Deferred income tax is provided on temporary differences arising on investments in subsidiaries and associates, except where the timing of the reversal of the temporary difference is controlled by the group and it is probable that the temporary difference will not reverse in the foreseeable future.

Deferred income tax assets and liabilities are offset when there is a legally enforceable right to offset current tax assets against current tax liabilities and when the deferred income taxes assets and liabilities relate to income taxes levied by the same taxation authority on either the taxable entity or different

taxable entities where there is an intention to settle the balances on a net basis.

Tax is recognised in the income statement except to the extent that it relates to items recognised directly in equity, in which case it is recognised in equity.

### Employee benefits

#### (a) Pension obligations

The group operates various pension schemes. The schemes are funded through payments to insurance companies or a trustee administered fund, determined by periodic actuarial calculations. The group has both defined benefit and defined contribution plans. A defined benefit plan is a pension plan that defines an amount of pension benefit that an employee will receive on retirement, usually dependent on one or more factors such as age, years of service and compensation. A defined contribution plan is a pension plan under which the group pays fixed contributions into a separate entity. The group has no legal or constructive obligations to pay further contributions if the fund does not hold sufficient assets to pay all employees the benefits relating to employee service in the current and prior periods.

The net asset recognised in the balance sheet in respect of defined benefit pension plans is the present value of the defined benefit obligation at the balance sheet date less the fair value of plan assets, together with adjustments for unrecognised actuarial gains or losses and past service costs. The defined benefit obligation is calculated annually by independent actuaries using the projected unit credit method. The present value of the defined benefit obligation is determined by discounting the estimated future cash outflows using interest rates of high quality corporate bonds that are denominated in the currency in which the benefits will be paid, and that have terms to maturity approximating to the terms of the related pension liability.

The group recognises the surplus arising on its deferred benefit schemes to the extent that it has a legal right to do so under the scheme rules.

Current and past service costs, to the extent they have vested, are recognised in operating costs in the income statement together with interest costs on plan liabilities and the expected return on plan assets.

Cumulative actuarial gains and losses arising from experience adjustments and change in actuarial assumptions are credited or charged to the statement of comprehensive income and expense net of deferred tax.

For defined contribution plans, the group pays contributions to publicly or privately administered pension insurance or trustee administered plans on a mandatory, contractual or voluntary basis. The group has no further payment obligations once the contributions have been paid. The contributions are recognised as employee benefit expense when they are due. Prepaid contributions are recognised as an asset to the extent that a cash refund or a reduction in the future payments is available.

#### **(b) Share-based payment plans**

The group's management awards employees share options, from time to time, both on a discretionary and non-discretionary basis which are subject to vesting conditions. The economic cost of awarding the share options to its employees is recognised as an employee benefit expense in the income statement equivalent to the fair value of the benefit awarded. The fair value is determined by reference to the Black-Scholes option pricing model. The charge is recognised in the income statement over the vesting period of the award.

The proceeds received are credited to share capital (nominal value) and share premium when the options are exercised.

#### **(c) Termination benefits**

Termination benefits are payable when an employment is terminated before the normal retirement date, or whenever an employee accepts voluntary redundancy in exchange for these benefits. The group recognises termination benefits when it is shown to be committed to either: terminating the employment of current employees according to a detailed formal plan without possibility of withdrawal; or providing termination benefits as a result of an offer made to encourage voluntary redundancy.

#### **(d) Holiday pay**

Paid holidays are regarded as an employee benefit and as such are charged to the income statement as the benefits are earned. An accrual is made at the balance sheet date to reflect the fair value of holidays earned but not yet taken.

## **Provisions**

Provisions for vacant properties, restructuring costs and legal claims are recognised when the group has a present legal or constructive obligation as a result of past events and it is more likely than not that an outflow of resources will be required to settle the obligation; and the amount has been reliably estimated.

A provision for onerous contracts is recognised when the expected benefits to be derived by the group from a contract are lower than the unavoidable cost of meeting its obligations under the contract.

## **Revenue recognition**

Group revenue comprises the fair value for the rendering of services, net of value added tax and other similar sales based taxes, rebates and discounts and after eliminating sales within the group. Revenue is recognised as follows:

#### **(a) Service income**

Income received or receivable in respect of service income is credited to revenue as and when services are rendered in respect of mats, linen, washroom and decontamination services. Revenue is recognised on a per item basis for delivery of laundered textiles to hotels and hospitals. Revenue for supply and laundering of workwear is recognised on a regular, periodic basis in accordance with the terms of the contract.

#### **(b) Sale of goods revenue**

For non-contract based business, revenue represents the value of goods delivered.

Accrued income comprises revenue contractually earned for services performed that are invoiced to the customer primarily in the following month.

## **Leases**

Leases of property, plant and equipment where the group has substantially all the risks and rewards of ownership are classified as finance leases. Finance leases are capitalised at the lease's commencement at the lower of the fair value of the leased property and the present value of the minimum lease payments. Each lease payment is allocated between the liability and finance charges so as to achieve a constant rate on the finance balance outstanding. The corresponding lease

obligations, net of finance charges, are included in other long-term payables. The interest element of the finance cost is charged to the income statement over the lease period so as to produce a constant periodic rate of interest on the remaining balance of the liability for each period. Property, plant and equipment acquired under finance leases are depreciated over the shorter of the asset's useful life and the lease term.

Leases where the lessor retains substantially all the risks and rewards of ownership are classified as operating leases. Payments made under operating leases (net of any incentives received from the lessor) are charged to the income statement on a straight-line basis over the period of the lease.

## **Dividend distribution**

Final dividend distribution to the company's shareholders is recognised as a liability in the group's financial statements in the period in which the dividends are approved by the company's shareholders. Interim dividends are recognised when paid.

## **Income statement presentation**

#### **(a) Exceptional items**

Items that are material in size or non-operating in nature are presented as exceptional items in the income statement. The directors are of the opinion that separate recording of exceptional items provides helpful information about the group's underlying business performance. Examples of events, which may give rise to the classification of items as exceptional include, inter alia, restructuring of businesses, gains and losses on disposal of properties, acquisition costs, impairment of goodwill and non-recurring income.

#### **(b) Amortisation of customer contracts**

These are presented separately in the income statement as they arise from acquisitions.

#### **(c) Other operating expenses**

These comprise the group's intangible asset amortisation and exceptional items.

## Accounting policies to the consolidated financial statements (continued)

### Key assumptions and sources of estimation uncertainty

The preparation of the consolidated financial statements in conformity with IFRS requires management to make estimates and assumptions that affect the application of policies and reported amounts of assets, liabilities, income, expenses and related disclosures. The estimates and underlying assumptions are based on historical experience and other relevant factors. This approach forms the basis of making the judgements about carrying values of assets and liabilities that are not readily apparent from other sources. Actual results may differ from these estimates.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. Changes in accounting estimates may be necessary if there are changes in the circumstances on which the estimate was based, or as a result of new information. Such changes are recognised in the period in which the estimate is revised.

The key assumptions about the future and key sources of estimation uncertainty that have a risk of causing a material adjustment to the carrying value of assets and liabilities within the next 12 months are described below.

### (a) Property, plant and equipment and intangible assets, including goodwill

The group has property, plant and equipment with a carrying value of £491.2 million (note 10), goodwill with a carrying value of £390.2 million (note 8) and intangible assets with a carrying value of £371 million (note 9). These assets are reviewed annually for impairment as described above. A value in use model is used. To assess if any impairment exists, estimates are made of the future cash flows expected to result from the use of the assets and their eventual disposal. Actual outcomes could vary from such estimates of discounted future cash flows. Factors such as changes in the planned use of buildings, machinery or equipment, or closure of facilities, the presence of competition, or lower than anticipated sales could result in shortened useful lives or impairment.

### (b) Pensions and other post-employment benefits

The group operates a number of defined benefit schemes within the UK and Europe (note 27). As at 31 December 2014 the present value of the group's defined benefit obligation for funded plans was a surplus of £35.7 million and a deficit of £34.7 million for unfunded plans. The calculations of the recognised assets and liabilities from such plans are based upon statistical and actuarial calculations. In particular the present value of the defined benefit obligation is impacted by assumptions on discount rates used to arrive at the present value of future pension liabilities, and assumptions on future increases in salaries and benefits. Furthermore, the group's independent actuaries use statistically based assumptions covering areas such as future withdrawals of participants from the plan and estimates on life expectancy. The actuarial assumptions used may differ materially from actual results due to changes in market and economic conditions, higher or lower withdrawal rates or longer or shorter life spans of participants and other changes in the factors being assessed. These differences could impact the assets or liabilities recognised in the balance sheet in future periods. The last triennial valuation of the main UK pension scheme took place in February 2013.

### (c) Income taxes

At 31 December 2014, the net liability for current income taxes is £11.2 million and the net liability for deferred income taxes is £49.5 million (note 19). Estimates may be required in determining the level of current and deferred income tax assets and liabilities, which management believes are reasonable and adequately recognises any income tax related uncertainties.

Various factors may have favourable or unfavourable effects on the income tax assets and liabilities. These include changes in tax laws in the jurisdiction we operate in, tax rates, interpretations of existing tax laws, future levels of spending and in overall levels of future earnings.

### (d) Share-based payments

The economic cost of awarding shares and share options to employees is reflected by recording a charge in the income statement equivalent to the fair value of the benefit awarded over the vesting period. The fair values of the awards are determined by use of the Black-Scholes model.

### (e) Provisions

Provisions for vacant properties, restructuring costs and legal claims are recognised when the group has a present legal or constructive obligation as a result of past events and it is more likely than not that an outflow of resources will be required to settle the obligation, and the amount has been reliably estimated.

## Notes to the consolidated financial statements

### 1 Segmental information

The results for the year ended 31 December 2014 under the business line structure are as follows:

	Core Growth				Manage for Value			Unallocated £m	Group £m
	Workwear £m	Facility £m	UK Flat Linen £m	Total Core Growth £m	Flat Linen outside UK £m	Clinical Solutions and Decontamination £m	Total Manage for Value £m		
Total segment revenue	323.5	238.4	207.5	769.4	229.2	75.0	304.2	-	1,073.6
Inter-segment revenue	(28.2)	(0.7)	-	(28.9)	(2.6)	(3.5)	(6.1)	-	(35.0)
Revenue from external customers	295.3	237.7	207.5	740.5	226.6	71.5	298.1	-	1,038.6
Operating profit before exceptional items and amortisation of customer contracts	62.3	61.6	26.5	150.4	15.7	5.5	21.2	(12.9)	158.7
Exceptional items	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortisation of customer contracts	(1.1)	(20.1)	-	(21.2)	(0.1)	(0.1)	(0.2)	(0.1)	(21.5)
Segment result	61.2	41.5	26.5	129.2	15.6	5.4	21.0	(13.0)	137.2
Net finance costs									(20.2)
Profit before taxation									117.0
Taxation									(27.1)
Profit for the year									89.9
Profit attributable to non-controlling interest									0.3
Profit attributable to owners of parent company									89.6
Capital expenditure	63.6	49.2	41.3	154.1	46.3	3.5	49.8	0.5	204.4
Depreciation (note 10)	58.3	29.2	38.5	126.0	41.8	4.5	46.3	0.3	172.6
Amortisation (note 9)	2.9	20.8	1.4	25.1	0.7	0.3	1.0	0.2	26.3

Unallocated costs includes group marketing and communication functions.

Capital expenditure comprises additions to property, plant and equipment and intangible assets, including additions resulting from acquisitions through business combinations.

Sales between operating segments are carried out at arms-length. The company is domiciled in the UK.

Notes to the consolidated financial statements (continued)

**1 Segmental information (continued)**

The results for the year ended 31 December 2013 under the business line structure are as follows:

	Core Growth				Manage for Value			Unallocated £m	Group £m
	Workwear £m	Facility £m	UK Flat Linen £m	Total Core Growth £m	Flat Linen outside UK £m	Clinical Solutions and Decontamination £m	Total Manage for Value £m		
Total segment revenue	332.2	243.9	204.6	780.7	233.4	71.9	305.3	-	1,086.0
Inter-segment revenue	(26.4)	(0.6)	-	(27.0)	(2.2)	(2.6)	(4.8)	-	(31.8)
Revenue from external customers	305.8	243.3	204.6	753.7	231.2	69.3	300.5	-	1,054.2
Operating profit before exceptional items and amortisation of customer contracts	60.5	62.5	27.3	150.3	18.2	4.5	22.7	(14.1)	158.9
Exceptional items	-	-	-	-	-	1.8	1.8	-	1.8
Amortisation of customer contracts	(3.1)	(21.9)	(0.1)	(25.1)	(0.1)	(0.3)	(0.4)	(0.2)	(25.7)
Segment result	57.4	40.6	27.2	125.2	18.1	6.0	24.1	(14.3)	135.0
Net finance costs	-	-	-	-	-	-	-	-	(22.6)
Profit before taxation	-	-	-	-	-	-	-	-	112.4
Taxation	-	-	-	-	-	-	-	-	(27.2)
Profit for the year	-	-	-	-	-	-	-	-	85.2
Profit attributable to non-controlling interest	-	-	-	-	-	-	-	-	0.5
Profit attributable to owners of parent company	-	-	-	-	-	-	-	-	84.7
Capital expenditure	60.2	31.6	40.3	132.1	40.6	3.6	44.2	0.5	176.8
Depreciation (note 10)	61.7	30.0	36.2	127.9	40.5	4.2	44.7	0.5	173.1
Amortisation (note 9)	4.7	22.7	1.7	29.1	0.8	0.7	1.5	0.2	30.8

The segment assets and liabilities at 31 December 2014 under the business line structure are as follows:

	Core Growth				Manage for Value			Unallocated £m	Group £m
	Workwear £m	Facility £m	UK Flat Linen £m	Total Core Growth £m	Flat Linen outside UK £m	Clinical Solutions and Decontamination £m	Total Manage for Value £m		
Operating assets	352.2	345.3	153.0	850.5	208.8	60.1	268.9	1.9	1,121.3
Operating liabilities	(61.2)	(38.8)	(40.2)	(140.2)	(38.7)	(14.9)	(53.6)	(10.8)	(204.6)

The segment assets and liabilities at 31 December 2013 under the business line structure are as follows:

	Core Growth				Manage for Value			Unallocated £m	Group £m
	Workwear £m	Facility £m	UK Flat Linen £m	Total Core Growth £m	Flat Linen outside UK £m	Clinical Solutions and Decontamination £m	Total Manage for Value £m		
Operating assets	382.6	353.1	153.5	889.2	230.6	61.1	291.7	1.3	1,182.2
Operating liabilities	(63.5)	(39.4)	(37.1)	(140.0)	(37.1)	(15.3)	(52.4)	(10.3)	(202.7)

## 1 Segmental information (continued)

Business line operating assets consist primarily of property, plant and equipment, intangible assets, inventories and trade and other receivables.

Business line operating liabilities consist primarily of trade and other payables and provisions.

Unallocated assets include operating assets relating to corporate segments.

Unallocated liabilities include operating liabilities for corporate segments.

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
Analysis of external revenue by category:		
Sale of goods	41.8	42.2
Provision of services	996.8	1,012.0
	1,038.6	1,054.2
Analysis of external revenue by country:		
UK	391.8	389.4
Sweden	159.1	163.0
Germany	135.2	140.5
Denmark	133.2	136.3
Holland	83.3	88.1
Norway	57.2	62.0
Other	78.8	74.9
	1,038.6	1,054.2
Analysis of non-current assets other than financial instruments, deferred tax assets and retirement benefit assets by country are:		
UK	216.9	219.1
Sweden	124.5	140.7
Germany	149.0	162.2
Denmark	96.2	104.1
Holland	41.2	47.2
Norway	25.5	35.8
Other	265.2	272.8
	918.5	981.9

## 2 Net finance costs

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
Interest payable on bank borrowings	(20.7)	(23.1)
Interest payable on finance leases	(0.1)	(0.1)
Interest payable on other borrowings	(1.3)	(0.7)
Amortisation of issue costs of bank loans (note i)	(1.0)	(1.1)
Fair value loss on interest rate swaps (fair value hedge)	(0.5)	(1.5)
Fair value adjustment of bank borrowings attributable to interest rate risk	0.5	1.5
Finance costs	(23.1)	(25.0)
Finance income	2.9	2.4
<b>Net finance costs</b>	<b>(20.2)</b>	<b>(22.6)</b>

(i) This relates to loan issue costs arising on the 2011 €510 million Revolving Credit Facility and on the 2006 \$250 million, 2009 \$259 million and £25 million US Private Placements. The costs have been capitalised and are being amortised over the shortest period of the loans being four years, eight years and seven years respectively.

Notes to the consolidated financial statements (continued)

### 3 Expenses by nature

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
The following items have been included in arriving at operating profit:		
Staff costs (note 26)	399.5	408.1
Depreciation of property, plant and equipment (note 10):		
– Owned assets	170.0	170.1
– Under finance leases	2.6	3.0
Amortisation of intangible assets (included within other operating expenses) (note 9):		
– Customer contracts	21.5	25.7
– Computer software	4.8	5.1
Profit on sale of property, plant and equipment	(3.3)	(2.0)
Cost of inventory recognised as an expense in 'cost of sales'	7.9	8.4
Net cost of inventory written (back)	(0.2)	(0.1)
Other operating lease rentals payable:		
– Plant and machinery	13.4	12.5
– Property	7.6	7.7
<b>Services provided by the company's auditors and its associates</b>		
Fees payable to the company's auditors' for the audit of the parent company and consolidated financial statements	0.2	0.2
Fees payable to the company's auditors' and its associates for other services:		
– The audit of the company's subsidiaries	0.7	0.7
– Tax advisory services	0.2	0.2
– Tax compliance services	0.2	0.2
<b>Total services</b>	<b>1.3</b>	<b>1.3</b>

### 4 Exceptional items

Included within operating profit is the following item which the group considers to be exceptional:

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
Release of onerous contract provision	–	1.8
<b>Total</b>	<b>–</b>	<b>1.8</b>

There were no exceptional items in 2014 (2013: income £1.8 million).

## 5 Taxation

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
<b>Analysis of tax charge for the year</b>		
Current tax:		
Tax on profits for the current year	23.5	22.6
Adjustments in respect of previous years	0.7	2.5
	24.2	25.1
Deferred tax (note 19):		
Origination and reversal of temporary differences	4.5	3.6
Changes in statutory tax rates	(0.5)	(0.9)
Adjustments in respect of previous years	(1.1)	(0.6)
	2.9	2.1
<b>Total tax charge</b>	<b>27.1</b>	<b>27.2</b>

The amount of overseas tax included in the total tax charge is £23.8 million (2013: £22.0 million).

The tax charge for the year is different from the effective UK statutory rate of 21.5% (2013: 23.25%). The difference is explained below:

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
Profit before taxation	117.0	112.4
Multiplied by the effective rate of corporation tax in the UK of 21.5% (2013: 23.25%)	25.2	26.1
Effects of:		
Items not deductible for tax purposes	0.7	0.9
Non-taxable income	(1.0)	(0.7)
Taxable profit different to profit on disposal of assets	(0.2)	-
Overseas tax rate differences	2.2	0.4
Changes in statutory tax rates	(0.5)	(0.9)
Unrecognised tax gains/(losses)	0.2	0.1
Other	0.9	0.7
Adjustment in respect of prior years	(0.4)	0.6
<b>Total tax charge</b>	<b>27.1</b>	<b>27.2</b>

The main rate of corporation tax as at 31 December 2014 was 21%. Legislation to reduce the main rate of corporation tax to 20% was substantively enacted on 2 July 2013 and is effective from 1 April 2015.

Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 5 Taxation (continued)

The tax (charge) relating to components of other comprehensive income and equity is as follows:

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
Currency translation differences	(9.9)	4.3
Actuarial losses/(gains)	4.0	(4.2)
Cash flow hedges	1.3	(0.6)
<b>Total (charged) to comprehensive income</b>	<b>(4.6)</b>	<b>(0.5)</b>
Tax credit/(charged) relating to share-based payments	1.9	(0.6)
<b>Total (charged) to equity</b>	<b>(2.7)</b>	<b>(1.1)</b>
Analysed as:		
Current tax	3.3	0.2
Deferred tax (note 19)	(6.0)	(1.3)
	<b>(2.7)</b>	<b>(1.1)</b>

## 6 Dividends

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
<b>Equity dividends paid during the year</b>		
Final dividend for the year ended 31 December 2013 of 19.2 pence per share (2012: 17.5 pence)	32.6	29.8
Interim dividend for the year ended 31 December 2014 of 9.5 pence per share (2013: 8.8 pence)	16.2	15.0
	<b>48.8</b>	<b>44.8</b>
<b>Proposed final equity dividend for approval at the AGM</b>		
Proposed final dividend for the year ended 31 December 2014 of 20.5 pence per share (2013: 19.2 pence)	35.0	32.8

The directors recommend a final dividend for the financial year ended 31 December 2014 of 20.5 pence per ordinary share to be paid on 8 May 2015 to shareholders who are on the register at 10 April 2015. This dividend is not reflected in these financial statements as it does not represent a liability at 31 December 2014.

## 7 Earnings per share

Basic earnings per ordinary share are based on the group profit for the year and a weighted average of 170,250,581 (2013: 170,063,960) ordinary shares in issue during the year.

Diluted earnings per share are based on the group profit for the year and a weighted average of ordinary shares in issue during the year calculated as follows:

	31 December 2014 Number of shares	31 December 2013 Number of shares
In issue	170,250,581	170,063,960
Dilutive potential ordinary shares arising from unexercised share options	588,063	690,404
	170,838,644	170,754,364

An adjusted earnings per ordinary share figure has been presented to eliminate the effects of exceptional items, amortisation of customer contracts and non-recurring tax items. This presentation shows the trend in earnings per ordinary share that is attributable to the underlying trading activities of the total group.

The reconciliation between the basic and adjusted figures for the group is as follows:

	Year to 31 December 2014		Year to 31 December 2013	
	£m	Earnings per share pence	£m	Earnings per share pence
Profit attributable to owners of parent company for basic earnings per share calculation	89.6	52.6	84.7	49.8
Onerous contract provision release (after taxation)	-	-	(1.4)	(0.8)
Amortisation of customer contracts (after taxation)	16.6	9.8	19.3	11.3
Impact of tax rate reductions: UK and Denmark	(0.5)	(0.3)	(0.9)	(0.5)
Adjusted earnings	105.7	62.1	101.7	59.8
Diluted basic earnings		52.4	-	49.6
Diluted adjusted earnings		61.9	-	59.6

Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 8 Goodwill

	2014 £m	2013 £m
Cost		
At 1 January	496.4	496.8
Acquisitions (note 25)	-	0.4
Currency translation	(36.4)	(0.8)
<b>At 31 December</b>	<b>460.0</b>	<b>496.4</b>
Accumulated amortisation and impairment		
At 1 January	73.0	72.8
Currency translation	(3.2)	0.2
<b>At 31 December</b>	<b>69.8</b>	<b>73.0</b>
<b>Net book amount at 31 December</b>	<b>390.2</b>	<b>423.4</b>

### Composition of CGUs

The group's business lines are managed and controlled at the operating segment level and each of the operating segments has their own dedicated management team. The internal group reporting reflects this business line structure. Management monitor goodwill at operating segment level and goodwill has been allocated on this basis. Goodwill that is specific to a particular operating segment has been included in the operating segment directly. All other goodwill has been reallocated to the appropriate operating segments prospectively using the three-year average forecast operating cash flow of the time of the change of composition of CGUs in 2012.

Under the existing business line structure, we have 23 CGUs which represents the smallest identifiable group of assets that generates independent cash flow from other groups of assets. For the purpose of a goodwill impairment review, acquired goodwill has been allocated to nine groups of CGUs being the operating segments. The operating segments are Workwear, Facilities, UK Flat Linen, Scandinavian Flat Linen, Germany & Austria Healthcare, Ireland, Direct Sales, Clinical Solutions and Decontamination.

## 8 Goodwill (continued)

For reporting purposes, the goodwill has been allocated to the operating segments as outlined below.

	2014		2013	
	Impairment charge £m	Net book amount of goodwill £m	Impairment charge £m	Net book amount of goodwill £m
Core Growth:				
Workwear	-	144.9	-	157.7
Facility	-	160.4	-	175.9
UK Flat Linen	-	19.9	-	19.9
Manage for Value:				
Scandinavian Flat Linen	-	37.5	-	41.3
Germany and Austria Healthcare	-	6.8	-	7.8
Ireland	-	2.2	-	2.3
Direct Sales	-	4.5	-	4.5
Clinical Solutions	-	14.0	-	14.0
Decontamination	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>390.2</b>	<b>-</b>	<b>423.4</b>

### Impairment testing of goodwill

The group reviews at each reporting date whether there is an indication that any of the CGU that contains the operating assets may be impaired in accordance with IAS 36 'Impairment of assets'. An annual goodwill impairment test is then carried out by comparing the carrying amount of the group of CGUs to which the goodwill relates to its recoverable amount. The recoverable amount of each operating segment is based on value-in-use calculations which management develop from forecast cash flows based on past performance, market data and its expectation of future market development. These calculations require the use of estimates and the pre-tax cash flow projections are based on the group's current three-year strategic plan. Cash flows beyond the three-year period have been extrapolated using an estimated growth rate of 2% (2013: 2%) and are appropriate because these are long-term businesses. The growth rate of 2% (2013: 2%) does not exceed long-term GDP estimates for countries that the group operates within. The main assumptions on which forecast cash flows have been based are revenue, operating margin and cash growth. Projected cash flows have been discounted using pre-tax discount rates of 11% (2013: 11%). The discount rates reflect market assumptions for the Risk Free-rates and Equity Risk Premiums and also take into account the net cost of debt. No reasonably foreseeable change in these assumptions would cause an impairment.

The annual impairment testing carried out in the current year showed that the recoverable amount for all groups of CGUs to which goodwill is allocated exceeded the carrying amount of the groups of CGUs.

For Germany and Austria Healthcare the recoverable amount calculated based upon value in use exceeded the carrying value of goodwill by 11% (2013: 51%), reflecting the growth and margin pressures that have been faced by this Business Line in 2014 and which are expected to improve only modestly as part of the group's 3 year strategic plan. The key assumptions used for the value in use calculation are:

- Modest revenue growth, on alike for like basis in excess of the long-term growth rate for each of the next 3 years
- Continued margin improvement to higher single digits over the next 3 years
- More than 100% of profit converting to operating cash flow over the 3 year period

If any of the above conditions are not met then impairment of the carrying value of the goodwill within this Business Line may become necessary.

Notes to the consolidated financial statements (continued)

**9 Other intangible assets**

	Computer software £m	Intellectual property rights £m	Customer contracts £m	Total £m
Cost				
At 1 January 2014	40.3	1.4	189.0	230.7
Acquisitions (note 25)	-	-	11.0	11.0
Additions at cost	4.5	-	0.1	4.6
Disposals	(0.1)	-	-	(0.1)
Reclassified from plant and machinery	0.2	-	-	0.2
Currency translation	(2.0)	-	(15.3)	(17.3)
<b>At 31 December 2014</b>	<b>42.9</b>	<b>1.4</b>	<b>184.8</b>	<b>229.1</b>
Accumulated depreciation				
At 1 January 2014	30.2	1.4	148.6	180.2
Charge for the year	4.8	-	21.5	26.3
Disposals	(0.1)	-	-	(0.1)
Currency translation	(1.7)	-	(12.7)	(14.4)
<b>At 31 December 2014</b>	<b>33.2</b>	<b>1.4</b>	<b>157.4</b>	<b>192.0</b>
<b>Net book amount at 31 December 2014</b>	<b>9.7</b>	<b>-</b>	<b>27.4</b>	<b>37.1</b>
Net book amount at 31 December 2013	10.1	-	40.4	50.5

	Computer software £m	Intellectual property rights £m	Customer contracts £m	Total £m
Cost				
At 1 January 2013	40.6	1.4	191.5	233.5
Acquisitions	-	-	1.0	1.0
Additions at cost	3.6	-	-	3.6
Disposals	(4.1)	-	-	(4.1)
Currency translation	0.2	-	(3.5)	(3.3)
At 31 December 2013	40.3	1.4	189.0	230.7
Accumulated depreciation				
At 1 January 2013	29.1	1.4	126.0	156.5
Charge for the year	5.1	-	25.7	30.8
Disposals	(4.1)	-	-	(4.1)
Currency translation	0.1	-	(3.1)	(3.0)
At 31 December 2013	30.2	1.4	148.6	180.2
Net book amount at 31 December 2013	10.1	-	40.4	50.5
Net book amount at 31 December 2012	11.5	-	65.5	77.0

All amortisation charges have been charged through other operating expenses.

## 10 Property, plant and equipment

	Land and buildings £m	Plant and machinery £m	Textile assets and washroom equipment £m	Total £m
Cost				
At 1 January 2014	249.1	482.1	660.8	1,392.0
Additions at cost	4.8	30.7	149.9	185.4
Acquisitions (note 25)	1.7	0.1	1.6	3.4
Disposals	(1.6)	(21.8)	(86.8)	(110.2)
Reclassified to computer software	-	(0.2)	-	(0.2)
Currency translation	(15.3)	(28.1)	(40.5)	(83.9)
At 31 December 2014	238.7	462.8	685.0	1,386.5
Accumulated depreciation				
At 1 January 2014	105.9	341.5	436.6	884.0
Charge for the year	7.4	31.1	134.1	172.6
Disposals	(0.5)	(18.6)	(86.1)	(105.2)
Currency translation	(7.5)	(20.4)	(28.2)	(56.1)
At 31 December 2014	105.3	333.6	456.4	895.3
Net book amount at 31 December 2014	133.4	129.2	228.6	491.2
Net book amount at 31 December 2013	143.2	140.6	224.2	508.0

	2014 £m	2013 £m
Plant and machinery net book value includes:		
Assets held under finance leases	5.3	6.4
Finance lease additions	2.2	2.9
Split of depreciation:		
Owned assets	(170.0)	(170.1)
Leased assets	(2.6)	(3.0)
	(172.6)	(173.1)

Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 10 Property, plant and equipment (continued)

	Land and buildings £m	Plant and machinery £m	Textile assets and washroom equipment £m	Total £m
<b>Cost</b>				
At 1 January 2013	249.0	500.7	626.7	1,376.4
Additions at cost	1.7	28.7	142.1	172.5
Acquisitions	(0.4)*	0.1	-	(0.3)
Disposals	(1.2)	(48.0)	(111.8)	(161.0)
Reclassified to assets held for sale	(1.2)	-	-	(1.2)
Currency translation	1.2	0.6	3.8	5.6
At 31 December 2013	249.1	482.1	660.8	1,392.0
<b>Accumulated depreciation</b>				
At 1 January 2013	97.9	353.5	411.3	862.7
Charge for the year	7.9	34.1	131.1	173.1
Disposals	(0.4)	(47.1)	(109.3)	(156.8)
Reclassified to assets held for sale	(0.1)	-	-	(0.1)
Currency translation	0.6	1.0	3.5	5.1
At 31 December 2013	105.9	341.5	436.6	884.0
Net book amount at 31 December 2013	143.2	140.6	224.2	508.0
Net book amount at 31 December 2012	151.1	147.2	215.4	513.7

\*During the year a revision to the fair value of land and buildings acquired as a result of acquisitions made in 2012 resulted in a reduction in the value of assets acquired by £0.4 million and a related increase in the value of goodwill arising on acquisition.

## 11 Inventories

	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
Raw materials	12.3	11.7
Finished goods	27.0	23.0
	<b>39.3</b>	<b>34.7</b>

The cost of inventories recognised as an expense in 'cost of sales' during the year amounted to £7.9 million (2013: £8.4 million). During the year a net £0.2 million of inventory was written back (2013: £0.1 million written back).

## 12 Trade and other receivables

	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
Current:		
Trade receivables	127.1	129.0
Less: Provision for impairment of receivables	(3.4)	(4.2)
	123.7	124.8
Other receivables	5.5	6.5
Prepayments and accrued income	34.3	34.3
	163.5	165.6

Trade receivables are non-interest bearing and generally have a 30-day term. Due to their short maturities, the fair value of trade and other receivables approximate to their book value. All other receivables are recorded at amortised cost.

The carrying amounts of trade and other receivables for financial assets are denominated in the following currencies, which in most instances are the functional currencies of the respective subsidiaries. We do not have any significant exposure to currency risk on these amounts.

	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
Sterling	30.5	31.7
Euro	40.5	40.2
Swedish krona	28.6	29.4
Danish krone	17.2	16.4
Other	12.4	13.6
	129.2	131.3

### Provision for impairment of trade receivables

	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
At 1 January	4.2	5.0
Exchange adjustments	(0.2)	-
Charge for the year	0.9	0.7
Uncollectable amounts written off, net of recoveries	(1.5)	(1.5)
At 31 December	3.4	4.2

The charge for the year is recognised as an expense in administrative expenses.

Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 12 Trade and other receivables (continued)

As at 31 December 2014, trade receivables of £45.2 million (2013: £47.8 million) were past due but not impaired. The ageing analysis of these trade receivables is as follows:

	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
Up to one month	35.4	37.1
One to three months	5.9	7.5
Over three months	3.9	3.2
	45.2	47.8

The other classes within trade and other receivables do not contain impaired assets.

## 13 Cash and cash equivalents

	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
Cash at bank and in hand	96.9	89.2
	96.9	89.2

Cash at bank and in hand earns interest at floating rates based on bank deposit rates.

## 14 Trade and other payables

	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
<b>Non-current:</b>		
Accruals and deferred income	1.2	1.5
	1.2	1.5
<b>Current:</b>		
Trade payables	64.0	57.8
Other tax and social security payable	28.6	30.8
Other payables	8.8	9.9
Deferred consideration payable on acquisitions	0.5	0.5
Accruals and deferred income	98.4	96.8
	200.3	195.8

## 15 Borrowings

	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
<b>Current</b>		
Bank loans - unsecured	1.2	30.8
Finance lease obligations	1.3	1.9
	2.5	32.7
<b>Non-current</b>		
Private Placement notes - unsecured	320.5	334.2
Bank loans - unsecured	144.0	106.5
	464.5	440.7
Finance lease obligations	4.3	4.8
	468.8	445.5

Bank loans are denominated in a number of currencies and bear interest based on LIBOR or foreign equivalents appropriate to the currency in which the borrowing is incurred together with a margin as appropriate.

The effective interest rates (EIR) for the group's bank borrowings (including interest rate swaps) by currency at the balance sheet date were as follows:

	As at 31 December 2014		As at 31 December 2013	
	£m	EIR %	£m	EIR %
<b>Borrowings under the revolving credit facilities</b>				
Euro	11.0	0.94	30.0	1.19
Danish krone	52.5	1.14	44.8	1.16
Swedish krona	79.8	1.11	61.3	2.05
	143.3	1.11	136.1	1.57
<b>Borrowings under the private placement (2006)</b>				
Euro	58.7	4.52	62.6	4.52
Danish krone	13.0	4.63	49.0	1.95
Swedish krona	58.1	4.49	65.9	4.49
Currency translation	(1.0)	-	(25.4)	-
	128.8	4.52	152.1	3.80
<b>Borrowings under the private placement (2009)</b>				
Sterling	25.0	5.74	25.0	5.74
Euro	135.2	5.22	144.3	5.22
Currency translation	31.5	-	12.8	-
	191.7	5.30	182.1	5.30
<b>Unamortised loan costs</b>	(0.8)	-	(1.8)	-
<b>Other bank borrowings</b>				
Danish krone	0.6	3.45	0.5	3.45
Euro	0.8	5.25	2.5	5.38
Sterling	1.3	1.88	-	-
	465.7	3.68	471.5	3.70

In July 2011, the group refinanced its two existing revolving credit facilities, for £420 million and €200 million to a new revolving credit facility for €535 million. During the year this facility was reduced to €510 million. This facility expires on 15 July 2016.

In December 2009, the group issued private placement notes of US\$259 million and £25 million. The US\$259 million was immediately swapped into euros.

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

### 15 Borrowings (continued)

In May 2006, the group issued private placement notes of US\$250 million which were immediately swapped into a basket of Danish krone, Swedish krona and euros. During the year US\$50 million private placement notes and the associated Danish krone swap were repaid. For further details of the group's derivative financial instruments against its borrowings see note 16.

The private placement amounts in the table above are stated at the year end exchange rates.

As underlying currencies have been swapped from US dollars via derivative contracts, the group has a gain on financial instruments (see note 16) which is offset by the currency translation loss on the underlying borrowing noted above. The borrowing under the US private placements of £334.2 million reflects the £25 million, the US\$459 million translated at the year end sterling to dollar rate and the impact of fair value hedge movement.

As set out in note 32, on 19 February 2015 the group issued further private placement notes to existing US investors.

#### Fair value of financial assets and liabilities

	As at 31 December 2014		As at 31 December 2013	
	Book value £m	Fair value £m	Book value £m	Fair value £m
Long-term borrowings	(468.8)	(496.1)	(445.5)	(475.9)
Fair value of other financial assets and liabilities				
Short-term borrowings	(2.5)	(2.5)	(32.7)	(32.7)
Trade and other payables (note 14)	(73.3)	(73.3)	(68.2)	(68.2)
Trade and other receivables (note 12)	129.2	129.2	131.3	131.3
Cash at bank and in hand (note 13)	96.9	96.9	89.2	89.2

The fair value of the group's fixed rate loans are based on available market information at the balance sheet date and are calculated by discounting expected future cash flows using the appropriate yield curve. The book values of floating rate borrowings approximate their fair value.

All financial instruments are in level 2 of the IFRS13 fair value hierarchy. Fair value for financial instruments held at amortised cost has been estimated by discounting cash flows at prevailing interest rates and by applying year end exchange rates.

#### Maturity of financial liabilities

	As at 31 December 2014			As at 31 December 2013		
	Borrowings £m	Finance leases £m	Total £m	Borrowings £m	Finance leases £m	Total £m
Within one year	1.2	1.3	2.5	30.8	1.9	32.7
In more than one year but not more	226.3	1.5	227.8	2.8	1.8	4.6
Over two years but not more than	173.1	2.8	175.9	274.0	3.0	277.0
Over five years	65.1	-	65.1	163.9	-	163.9
	465.7	5.6	471.3	471.5	6.7	478.2

## 15 Borrowings (continued)

### Borrowing facilities

The group has the following undrawn committed borrowing facilities available at 31 December and on which it incurs commitment fees at market rates:

	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
Expiring in more than one year but not more than two years	255.7	310.5
	255.7	310.5

The minimum lease payments under finance leases fall due as follows:

	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
Not later than one year	1.5	2.0
Later than one year but not more than five	4.4	4.9
	5.9	6.9
Future finance charges on finance leases	(0.3)	(0.2)
Present value of finance lease liabilities	5.6	6.7

## 16 Derivative financial instruments

The derivatives we have used qualify for one or more hedge type designations under IAS 39. The fair values of the group's derivatives have been determined based on available market information at the balance sheet date and the following methodologies:

- the fair value of forward foreign exchange contracts are calculated by discounting the contracted forward values and translating at the balance sheet rates; and
- the fair value of both interest rate swaps and cross-currency interest rate swaps are calculated by discounting expected future principal and interest cash flows derived from appropriate yield curves.

The fair value measurements of the derivatives are classified as Level 2 in the fair value hierarchy as defined by 'Amendments to IFRS 13 Financial Instruments: Disclosure'.

The fair value and the notional amounts by designated hedge type are as follows:

	As at 31 December 2014			As at 31 December 2013		
	Assets fair value £m	Liabilities fair value £m	Notional £m	Assets fair value £m	Liabilities fair value £m	Notional £m
<b>Fair value hedges</b>						
Cross-currency interest rate swaps	-	-	-	2.1	-	30.3
	-	-		2.1	-	
<b>Cash flow hedges</b>						
Cross-currency interest rate swaps	20.1	-	295.5	11.8	(2.6)	278.3
Forward foreign exchange contracts	0.4	-	21.9	-	(0.4)	5.3
	20.5	-		11.8	(3.0)	
<b>Net investment hedges</b>						
Cross-currency interest rate swaps	20.0	(17.9)	328.5	9.0	(37.1)	309.6
	20.0	(17.9)		9.0	(37.1)	
<b>Total</b>	40.5	(17.9)		22.9	(40.1)	

Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 16 Derivative financial instruments (continued)

The ineffective portion arising from fair value hedges was £nil (2013: profit of £156,526).

The maturity of all derivative financial instruments is as follows (excluding break clauses):

	As at 31 December 2014						As at 31 December 2013					
	In one year or less	1-2 years	2-3 years	3-4 years	4-5 years	Over 5 years	In one year or less	1-2 years	2-3 years	3-4 years	4-5 years	Over 5 years
<b>Fair value hedges</b>												
Asset	-	-	-	-	-	-	2.1	-	-	-	-	-
<b>Cash flow hedges</b>												
Asset	0.4	8.7	-	8.3	2.2	0.9	-	-	5.0	-	6.3	0.5
Liability	-	-	-	-	-	-	(0.4)	-	0.1	-	-	(2.7)
<b>Net investment hedges</b>												
Asset	(0.3)	2.6	-	-	10.1	7.6	(0.3)	-	1.4	-	-	7.9
Liability	(0.6)	(8.2)	-	(9.1)	-	-	(6.5)	-	(15.4)	-	(15.2)	-
<b>Total</b>												
Asset	0.1	11.3	-	8.3	12.3	8.5	1.8	-	6.4	-	6.3	8.4
Liability	(0.6)	(8.2)	-	(9.1)	-	-	(6.9)	-	(15.3)	-	(15.2)	(2.7)

The group's derivative financial instrument contracts include break clauses which may be exercised at the discretion of the group's counterparties ahead of maturity. Were these break clauses to be enforced then the maturity of derivative financial instruments existing at the balance sheet date would be as follows:

	As at 31 December 2014						As at 31 December 2013					
	In one year or less	1-2 years	2-3 years	3-4 years	4-5 years	Over 5 years	In one year or less	1-2 years	2-3 years	3-4 years	4-5 years	Over 5 years
<b>Fair value hedges</b>												
Asset	-	-	-	-	-	-	2.1	-	-	-	-	-
<b>Cash flow hedges</b>												
Asset	0.4	16.9	0.6	-	2.1	0.5	-	-	11.3	-	-	0.5
Liability	-	-	-	-	-	-	(2.5)	-	0.1	(0.6)	-	-
<b>Net investment hedges</b>												
Asset	(0.3)	2.6	3.8	-	13.4	0.5	5.4	-	1.4	1.6	-	0.5
Liability	(0.6)	(17.3)	-	-	-	-	(6.5)	-	(30.6)	-	-	-
<b>Total</b>												
Asset	0.1	19.5	4.4	-	15.5	1.0	7.5	-	12.7	1.6	-	1.0
Liability	(0.6)	(17.3)	-	-	-	-	(9.0)	-	(30.5)	(0.6)	-	-

### Background

**At 31 December 2014** the group has in issue US\$459 million and £25 million long-term senior guarantee notes under private placements in the US. In May 2006 the group placed US\$250 million at fixed rates for periods between eight and twelve years, during the year US\$50 million of this debt was repaid. In December 2009 the group undertook a further placement of US\$259 million and £25 million at fixed rates for periods between seven and twelve years. In both placements the foreign currency amounts were immediately swapped into other currencies: Danish krone, Swedish krona and euros. This is to offset the foreign exchange rate exposure arising on the group's foreign currency assets.

The conversion from US dollars into currency was achieved in two stages. In the first stage swaps were taken out to convert US dollars to sterling. All of these swaps have been designated as cash flow hedges, with the exception of one swap from the 2006 placement, which has been designated as a fair value hedge, this swap was repaid in the year. In the second stage further swaps were taken out to convert sterling to the required currencies. These have been designated as hedges of net investment in foreign subsidiaries.

The fixed interest rate cross-currency contracts entered into have options exercisable by either party to terminate after five years and ten years if relevant. The value of the swap at the time would then be cash settled.

## 16 Derivative financial instruments (continued)

During the year in accordance with group policy, the group entered into several forward foreign exchange contracts for the purchase of US dollars in the future at fixed rates. These forward contracts reduce the foreign exchange exposure on the procurement of textiles and capital equipment from Far East suppliers.

### Cash flow hedges

The derivative asset recognised on these 15 instruments is £20.1 million, of which the currency component is a gain of £17.1 million and a loss of £6.2 million taken to the hedging reserve.

The total exchange component of the cash flow hedge derivatives movement has been accounted for within the profit and loss account (£17.1 million gain). The £6.2 million loss has been taken to the hedging reserve and will be continuously released to the income statement until the repayment of the private placement.

The forward foreign exchange contracts have resulted in the recognition of a derivative asset of £0.4 million (2013: derivative liability of £0.4 million). During the year a gain of £1.1 million (2013: loss of £0.5 million) was recognised in equity. This equity transfer will then be recognised in the income statement in line with the hedged transaction.

### Net investment hedges

The second stage of the US private placement swaps results in sterling being exchanged into Danish krone, Swedish krona and euros. At 31 December 2014 the fixed rate borrowings vary between rates of 4.45% and 5.57% on the fixed European swaps. The floating Danish krone swap varies against CIBOR.

These swaps are accounted for as hedges of the group's assets in the relevant countries. The movement on the derivative asset arising has been accounted for as a component part of currency translation (£30.0 million gain).

The group's borrowings under its revolving credit facilities are designated as a hedge of its European operations. The carrying value of the borrowings as at 31 December 2014 was £143.3 million (2013: £136.1 million). The foreign exchange gain of £11.3 million on translation is taken to reserves as a component part of currency translation.

### Fair value hedges

US\$50 million of the 2006 US private placement was swapped into a floating Danish krone 309.1 million, via a sterling swap. The sterling swap was dealt with as a fair value hedge. During the year, the swap has been repaid, therefore there is no ineffective portion of the fair value hedge to be reported (2013: profit £156,526).

The fair value hedge has resulted in the recognition of no derivative asset or liability (2013: £2.1 million).

## 17 Financial risk management

### 17.1 Financial risk factors

The group's activities expose it to a variety of financial risks: market risk (including currency risk; fair value interest rate risk; cash flow interest rate risk and price risk); credit risk and liquidity risk. The group's overall risk management programmes focus on the unpredictability of financial markets and seek to minimise potential adverse effects on the group's financial performance. The group uses derivative financial instruments to hedge certain risk exposures.

Risk management is carried out by the group finance team under the supervision of the Chief Financial Officer under policies approved by the board of directors. The Chief Financial Officer identifies, evaluates and hedges financial risks in close co-operation with the group's operating units. The board approves written principles for foreign exchange risk, interest rate risk and credit risk, and the use of derivative financial instruments and non-derivative financial instruments, and receives regular reports on such matters.

#### a) Market risk

##### i) Foreign exchange risk

The group operates internationally and is exposed to foreign exchange risk arising from various currency exposures, primarily with respect to the euro, Swedish krona and Danish krone. Foreign exchange risk arises from future commercial transactions, recognised assets and liabilities and net investments in foreign operations.

The majority of operations in the group bill their revenues and incur their costs in the same functional currency. The group faces some currency exposure in respect of the procurement of textiles and capital equipment from Far East suppliers. The group policy is to enter forward contracts to purchase US dollars based upon the expected purchases. These derivatives are classified as cash flow hedges.

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

### 17.1 Financial risk factors (continued)

The group's policy is not to hedge foreign currency exposures on the translation of its overseas profit to sterling. Where appropriate, borrowings are effectively arranged in currencies so as to provide a natural hedge against the investment in overseas net assets.

During 2014 and 2013, derivative financial instruments were used to manage foreign currency risk as follows:

	As at 31 December 2014						
	Sterling £m	Euro £m	US dollar £m	Danish krone £m	Swedish krona £m	Other £m	Total £m
Cash and cash equivalents	37.4	72.5	-	19.1	95.2	38.1	262.3
Bank overdrafts	(120.4)	(43.6)	-	-	-	(1.4)	(165.4)
Net cash and cash equivalents (note 13)	(83.0)	28.9	-	19.1	95.2	36.7	96.9
Borrowings, excluding finance lease liabilities (note 15)	(25.5)	(11.8)	(295.5)	(53.1)	(79.8)	-	(465.7)
Finance lease liabilities (note 15)	(0.6)	(0.2)	-	-	(4.6)	(0.2)	(5.6)
Pre-derivative position	(109.1)	16.9	(295.5)	(34.0)	10.8	36.5	(374.4)
Derivative effect (note 16)	0.3	(201.6)	295.5	(13.1)	(58.5)	-	22.6
Post-derivative position	(108.8)	(184.7)	-	(47.1)	(47.7)	36.5	(351.8)

	As at 31 December 2013						
	Sterling £m	Euro £m	US dollar £m	Danish krone £m	Swedish krona £m	Other £m	Total £m
Cash and cash equivalents	24.0	59.9	-	48.7	75.4	32.3	240.3
Bank overdrafts	(132.4)	(17.4)	-	-	-	(1.3)	(151.1)
Net cash and cash equivalents (note 13)	(108.4)	42.5	-	48.7	75.4	31.0	89.2
Borrowings, excluding finance lease liabilities (note 15)	(23.2)	(32.5)	(309.2)	(45.3)	(61.3)	-	(471.5)
Finance lease liabilities (note 15)	(1.4)	(0.2)	-	-	(4.7)	(0.4)	(6.7)
Pre-derivative position	(133.0)	9.8	(309.2)	3.4	9.4	30.6	(389.0)
Derivative effect (note 16)	(0.4)	(212.9)	309.2	(48.2)	(64.9)	-	(17.2)
Post-derivative position	(133.4)	(203.1)	-	(44.8)	(55.5)	30.6	(406.2)

The exposure to euro, Swedish krona and Danish krone largely relate to our net investment hedge activities as described and shown in note 16.

#### ii) Price risk

The group is not exposed to any equity securities price risk. The group may from time to time be exposed to changes in the price of cotton. To mitigate against this risk the group may enter into forward contracts to buy cotton based textiles at a future date. Such contracts are not recognised as derivative financial instruments as they are held with the purpose of the receipt or delivery of a non-financial item in accordance with the entity's expected purchase, sale or usage requirements.

#### iii) Cash flow and fair value interest rate risk

The group's interest bearing assets include cash and cash equivalents which earn interest at floating rates. The group's income and operating cash flows are substantially independent of changes in market interest rates.

The group's interest rate risk arises from long-term borrowings. Borrowings issued at variable rates expose the group to cash flow interest rate risk. Borrowings issued at fixed rates expose the group to fair value interest rate risk. Group policy is to maintain a majority of its borrowings at fixed rate using interest rate swaps to achieve this when necessary. During 2014 and 2013, the group's borrowings at variable rate were denominated in sterling, euro, Swedish krona and Danish krone.

## 17.1 Financial risk factors (continued)

The following table sets out the carrying amount, by contractual repricing date (or maturity where there is no repricing), of fixed rate borrowings that are exposed to interest rate risk before taking into account interest rate swaps:

	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
<b>Fixed interest rate borrowings</b>		
In one year or less	2.5	32.7
In more than one year, but not more than two years	84.5	4.6
In more than two years but not more than five years	175.9	140.9
In more than five years	65.1	163.9
	328.0	342.1
<b>Floating interest rate borrowings</b>	143.3	136.1
<b>Total borrowings</b>	471.3	478.2

During 2014 and 2013, net debt was managed using derivative instruments to hedge interest rate risk as follows:

	As at 31 December 2014			As at 31 December 2013		
	Fixed-rate £m	Floating-rate £m	Total £m	Fixed-rate £m	Floating-rate £m	Total £m
Cash and cash equivalents	-	96.9	96.9	-	89.2	89.2
Borrowings	(328.0)	(143.3)	(471.3)	(342.1)	(136.1)	(478.2)
Pre-derivative net debt position	(328.0)	(46.4)	(374.4)	(342.1)	(46.9)	(389.0)
Derivative effect (note i)	22.2	-	22.2	11.4	(28.2)	(16.8)
Post-derivative net debt position	(305.8)	(46.4)	(352.2)	(330.7)	(75.1)	(405.8)

(i) Excludes the forward foreign exchange contract derivatives.

### b) Credit risk

Credit risk is managed on a group or local basis as appropriate. Credit risk arises from cash and cash equivalents, derivative financial instruments and deposits with banks and financial institutions, as well as credit exposures to customers, including outstanding receivables and committed transactions.

For banks and financial institutions, only independently rated parties with a minimum rating of 'A' are accepted. Trade receivables consist of a large number of customers spread across geographical areas. If there is no independent rating, management assesses the credit quality of the customer taking into account, its financial position, past experience and other factors. Individual risk limits are set based on internal ratings. Management monitors the utilisation of credit limits regularly.

Management believes there is no further credit risk provision required in excess of the normal provision for doubtful debts.

#### Treasury related credit risk

Counterparty risk arises from the investment of surplus funds and from use of derivative instruments.

As at 31 December 2014 and 31 December 2013, we had a number of exposures to individual counterparties. In accordance with our treasury policies and exposure management practices, counterparty credit exposure limits are continually monitored and no individual exposure is considered significant in the ordinary course of treasury management activity. Management does not expect any significant losses from non-performance by these counterparties.

The counterparty exposure under all financial assets including trade and other receivables, cash and cash equivalents and derivative financial contracts were £266.6 million (2013: £243.4 million). The group does not hold any collateral as security.

### c) Liquidity risk

Cash flow forecasting is performed in the operating entities of the group and is aggregated by group finance. Group finance monitors rolling forecasts of the group's liquidity requirements to ensure it has sufficient cash to meet operational needs while maintaining sufficient headroom on its undrawn committed borrowing facilities (note 15) at all times so that the group does not breach borrowing limits or covenants (where applicable) on any of its borrowing facilities. Such forecasting takes into consideration the group's debt financing plans, covenant compliance, and compliance with internal balance sheet ratio targets.

The table below analyses the group's financial liabilities, excluding break clauses, which will be settled on a net basis into relative maturity groupings based on the remaining period at the balance sheet to the contract maturity date. The amounts disclosed in the table are contractual.

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

### 17.1 Financial risk factors (continued)

undiscounted cash flows using spot interest and foreign exchange rates at 31 December 2014. Balances due within 12 months equal their carrying balances as the impact of the discount is not significant.

	As at 31 December 2014				
	Due within one year £m	Due between one and two years £m	Due between two and five years £m	Due five years and beyond £m	Total £m
<b>Non-derivative financial liabilities</b>					
Borrowings, excluding finance lease liabilities	1.2	226.3	173.1	65.1	465.7
Interest payments on borrowings	3.0	2.3	4.3	-	9.6
Finance lease liabilities	1.3	1.5	2.8	-	5.6
Other non-interest bearing liabilities	170.2	-	-	-	170.2
<b>Derivative financial liabilities</b>					
Derivative contracts - payments	12.9	11.1	22.9	5.5	52.4
<b>Total at 31 December 2014</b>	<b>188.6</b>	<b>241.2</b>	<b>203.1</b>	<b>70.6</b>	<b>703.5</b>

	As at 31 December 2013				
	Due within one year £m	Due between one and two years £m	Due between two and five years £m	Due five years and beyond £m	Total £m
<b>Non-derivative financial liabilities</b>					
Borrowings, excluding finance lease liabilities	30.8	2.8	274.0	163.9	471.5
Interest payments on borrowings	3.6	3.6	5.5	1.4	14.1
Finance lease liabilities	2.0	1.8	3.1	-	6.9
Other non-interest bearing liabilities	163.9	-	-	-	163.9
<b>Derivative financial liabilities</b>					
Derivative contracts - payments	14.1	14.0	29.9	12.6	70.6
<b>Total at 31 December 2013</b>	<b>214.4</b>	<b>22.2</b>	<b>312.5</b>	<b>177.9</b>	<b>727.0</b>

### d) Sensitivity analysis

Financial instruments affected by market risk include borrowings, deposits and derivative financial instruments. The following analysis is intended to illustrate the sensitivity to changes in market variables, being UK, euro, Swedish krona and Danish krone interest rates and sterling exchange rate on our financial instruments. We have excluded from this analysis the impact of movements in market variables on the carrying values of trade receivables and payables, since these are not exposed to risk from the market variables.

This analysis excludes the impact of movements in market variables on the carrying value of pension and other post-retirement obligations, provisions and on the non-financial assets and liabilities of overseas subsidiaries.

The sensitivity analysis has been prepared on the basis that the amount of net debt, the ratio of fixed to floating interest rates of the debt and derivatives portfolio and the proportion of financial instruments in foreign currencies are all constant and on the basis of the hedge designations in place at 31 December 2014 and 31 December 2013. As a consequence, this sensitivity analysis relates to the positions at those dates and is not representative of the years then ended, as all of these varied.

The following assumptions were made in calculating the sensitivity analysis:

- financial derivatives in net investment hedging relationship will not influence interest or foreign exchange sensitivity analysis;
- the sensitivity of accrued interest to movements in interest rates is calculated on net floating rate exposures on debt, deposits and derivative instruments;
- the sensitivity of accrued interest to movements in interest rates is recorded fully within the income statement; and
- changes in the carrying value of financial instruments from movements in exchange rates are recorded fully within equity.

The following table shows the group's exposure to foreign exchange risk as at 31 December 2014 and 31 December 2013, which is a result of increase/decrease of 10% movement in foreign exchange gains/losses on translation of foreign currency denominated borrowings. The foreign exchange risk is naturally hedged against the net assets of our operations in Continental Europe. All foreign exchange on both the borrowings and net assets is taken to reserves where it will offset.

## 17.1 Financial risk factors (continued)

	As at 31 December 2014 Equity £m	As at 31 December 2013 Equity £m
Euro exchange rate +10%	16.8	18.5
Euro exchange rate -10%	(20.5)	(22.6)
Danish krone exchange rate +10%	4.3	4.1
Danish krone exchange rate -10%	(5.2)	(5.0)
Swedish krona exchange rate +10%	4.3	5.0
Swedish krona exchange rate -10%	(5.3)	(6.2)

The table below shows the sensitivity of post-tax profit to interest rates as at 31 December 2014 and 31 December 2013, due to an increase/decrease in interest rates of 100 basis points (bp) with all other variables held constant. Post-tax profit for the year would have been mainly affected through interest expense on floating rate cash and cash equivalents and borrowings.

	As at 31 December 2014 Income statement £m	As at 31 December 2013 Income statement £m
UK interest rates +100bp	(0.8)	(1.1)
UK interest rates -100bp	0.8	1.1
Euro interest rates +100bp	0.2	0.1
Euro interest rates -100bp	(0.2)	(0.1)
Danish krone interest rates +100bp	(0.3)	(0.3)
Danish krone interest rates -100bp	0.3	0.3
Swedish krona interest rates +100bp	0.2	0.1
Swedish krona interest rates -100bp	(0.2)	(0.1)

## 17.2 Capital management

The group's objectives when managing its capital structure are to safeguard the group's ability to continue as a going concern, to provide appropriate returns for shareholders and benefits for other stakeholders.

In order to maintain or adjust the capital structure, the group may adjust the amount of dividends paid to shareholders, return capital to shareholders, issue new shares or take other steps to increase share capital or reduce debt.

The group manages its capital structure using a number of measures and taking into account its future strategic plans. Such measures include its net interest cover and leverage ratios, which are included in its banking covenants. The group continues to remain compliant with all its banking covenants.

Total capital is calculated as 'equity' as shown in the consolidated balance sheet plus net debt. Net debt is calculated as total borrowings (including 'current and non-current borrowings' as shown in the consolidated balance sheet) less cash and cash equivalents.

	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
Total borrowings	471.3	478.2
Less cash and cash equivalents	(96.9)	(89.2)
Net debt	374.4	389.0
Total equity	505.4	531.9
Total capital	879.8	920.9

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

### 17.3 Fair value estimation

The table below analyses financial instruments carried at fair value, by valuation method (see notes 15 and 16). The different levels have been defined as follows:

Quoted prices (unadjusted) in active markets for identical assets or liabilities (Level 1).

Inputs other than quoted prices included within level 1 that are observable for the asset or liability, either directly (that is, as prices) or indirectly (that is, derived from prices) (Level 2).

Inputs for the asset or liability that are not based on observable market data (that is, unobservable inputs) (Level 3).

The following table presents the group's financial assets and liabilities that are measured at fair value at 31 December 2014:

	Level 1	Level 2	Level 3	Total
<b>Assets</b>				
<b>Derivatives used for hedging</b>				
Cross-currency interest rate swaps	-	40.1	-	40.1
Forward foreign exchange contracts	-	0.4	-	0.4
Total assets	-	40.5	-	40.5

	Level 1	Level 2	Level 3	Total
<b>Liabilities</b>				
<b>Derivatives used for hedging</b>				
Cross-currency interest rate swaps	-	(17.9)	-	(17.9)
Forward foreign exchange contracts	-	-	-	-
Total liabilities	-	(17.9)	-	(17.9)

The following table presents the group's assets and liabilities that are measured at fair value at 31 December 2013:

	Level 1	Level 2	Level 3	Total
<b>Assets</b>				
<b>Derivatives used for hedging</b>				
Cross-currency interest rate swaps	-	22.9	-	22.9
Total assets	-	22.9	-	22.9
<b>Liabilities</b>				
<b>Derivatives used for hedging</b>				
Cross-currency interest rate swaps	-	(39.7)	-	(39.7)
Forward foreign exchange contracts	-	(0.4)	-	(0.4)
Total liabilities	-	(40.1)	-	(40.1)

The fair value of financial instruments that are not traded in an active market (for example, over-the-counter derivatives) is determined by using valuation techniques. The valuation techniques maximise the use of observable market data where it is available and rely as little as possible on entity specific estimates. If all significant inputs required to fair value an instrument are observable, the instrument is included in level 2.

Specific techniques used to value financial instruments include:

- quoted market prices or dealer quotes for similar instruments;
- the fair value of interest rate swaps is calculated as the present value of the estimated future cash flows based on observable yield curves;
- the fair value of forward foreign exchange contracts is determined using forward exchange rates at the balance sheet date, with the resulting value discounted back to present value; and
- other techniques, such as discounted cash flow analysis, are used to determine fair value for the remaining financial instruments.

## 17.4 Offsetting financial assets and financial liabilities

### (a) Financial assets

The following financial assets are subject to offsetting, enforceable master netting arrangements and similar agreements:

	Gross amounts of recognised financial assets	Gross amounts of recognised financial liabilities set off in the balance sheet	Net amounts of financial assets presented in the balance sheet	Related amounts not set off in the balance sheet		Net amount
				Financial instruments	Cash collateral received	
At 31 December 2014						
Derivative financial assets	40.8	-	40.8	(17.6)	-	23.2
Cash and cash equivalents	262.3	(165.4)	96.9	-	-	96.9
<b>Total</b>	<b>303.1</b>	<b>(165.4)</b>	<b>137.7</b>	<b>(17.6)</b>	<b>-</b>	<b>120.1</b>

	Gross amounts of recognised financial assets	Gross amounts of recognised financial liabilities set off in the balance sheet	Net amounts of financial assets presented in the balance sheet	Related amounts not set off in the balance sheet		Net amount
				Financial instruments	Cash collateral received	
At 31 December 2013						
Derivative financial assets	22.9	-	22.9	(22.9)	-	-
Cash and cash equivalents	240.3	(151.1)	89.2	-	-	89.2
<b>Total</b>	<b>263.2</b>	<b>(151.1)</b>	<b>112.1</b>	<b>(22.9)</b>	<b>-</b>	<b>89.2</b>

### (b) Financial liabilities

The following financial liabilities are subject to offsetting, enforceable master netting arrangements and similar agreements:

	Gross amounts of recognised financial liabilities	Gross amounts of recognised financial assets set off in the balance sheet	Net amounts of financial liabilities presented in the balance sheet	Related amounts not set off in the balance sheet		Net amount
				Financial instruments	Cash collateral received	
At 31 December 2014						
Derivative financial liabilities	(17.6)	-	(17.6)	17.6	-	-
Bank overdrafts	(165.4)	165.4	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>(183.0)</b>	<b>165.4</b>	<b>(17.6)</b>	<b>17.6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

	Gross amounts of recognised financial liabilities	Gross amounts of recognised financial assets set off in the balance sheet	Net amounts of financial liabilities presented in the balance sheet	Related amounts not set off in the balance sheet		Net amount
				Financial instruments	Cash collateral received	
At 31 December 2013						
Derivative financial liabilities	(40.1)	-	(40.1)	22.9	-	(17.2)
Bank overdrafts	(151.1)	(151.1)	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>(191.2)</b>	<b>(151.1)</b>	<b>(40.1)</b>	<b>22.9</b>	<b>-</b>	<b>(17.2)</b>

For the financial assets and liabilities subject to enforceable master netting arrangements or similar arrangements above, each agreement between the group and the counterparty allows for net settlement of the relevant financial assets and liabilities when both elect to settle on a net basis. In the absence of such an election, financial assets and liabilities will be settled on a gross basis, however, each party to the master netting agreement or similar agreement will have the option to settle all such amounts on a net basis in the event of default of the other party. Per the terms of each agreement, an event of default includes failure by a party to make payment when due; failure by a party to perform any obligation required by the agreement (other than payment) if such failure is not remedied within period of 30 to 60 days after notice of such failure is given to the party; or bankruptcy.

## Notes to the consolidated financial statements (continued)

### 18 Provisions

	Restructuring £m	Property disposals £m	Onerous contract provision £m	Other £m	Total £m
At 1 January 2014	1.8	2.5	0.5	0.6	5.4
Charged/(released) in the year	-	(2.0)	(0.3)	1.4	(0.9)
Utilised in the year	(0.8)	(0.4)	-	-	(1.2)
Currency translation	(0.1)	(0.1)	-	-	(0.2)
At 31 December 2014	0.9	-	0.2	2.0	3.1
Represented by:					
<b>Non-current</b>	-	-	-	-	-
<b>Current</b>	0.9	-	0.2	2.0	3.1

#### Restructuring

Restructuring provisions comprise largely of employee termination payments and are not recognised for future operating losses.

#### Property disposals

The group has outstanding warranties, indemnities and guarantees given previously on a number of properties operated by businesses which have been disposed. The group's exposure to these warranties, guarantees and indemnities is dependent on the ability of the previously disposed businesses to meet their contractual liabilities through counter indemnities in full. Following a review during the year, the group no longer anticipates any exposure under these contractual obligations and as a consequence the provision has been released within administrative expenses during the period.

#### Onerous contract provision

The group holds a provision for future losses on two decontamination contracts which are considered to be onerous. The release of the provision in 2014 is shown within administrative expenses within the income statement.

#### Other

Other includes legal provisions arising through legislation of £nil (2013: £0.6 million) and also a provision for the historic environmental clean-up costs at one of its plants in Holland (see also note 30) which the group believes are covered by an indemnity from a third party. The company is currently defending a legal claim to the warranties received for any environmental damage that might have existed when it purchased this site. The company expects to have this warranty confirmed in full and consequently has accounted for the receivable, at fair value, within other debtors. The charge and related income are shown within administrative expenses.

### 19 Deferred tax

Deferred tax is calculated in full on temporary differences under the liability method using the tax rate applicable to the territory in which the difference arises.

(a) The movement on the net deferred tax account is as shown below:

	2014 £m	2013 £m
At 1 January	(42.0)	(38.3)
Acquisitions (note 25)	(1.7)	-
(Charged) to income (note 5)	(2.9)	(2.1)
Other movements	-	0.1
(Charged) to equity (note 5)	(6.0)	(1.3)
Currency translation	3.1	(0.4)
At 31 December	(49.5)	(42.0)

The balance sheet presentation shown below is after the offsetting of deferred tax balances within the same tax jurisdiction. Deferred tax assets and liabilities are only offset where there is a legally enforceable right of offset and there is an intention to settle the balances net.

## 19 Deferred tax (continued)

### Balance sheet presentation

	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
Deferred tax assets		
– due after more than one year	8.1	13.6
Deferred tax liabilities		
– due after more than one year	(57.6)	(55.6)
	(49.5)	(42.0)

(b) The individual movements in deferred tax assets and deferred tax liabilities, before the offsetting of balances within the same jurisdiction, are shown below:

### Deferred tax liabilities

	Accelerated tax depreciation £m	Pensions £m	Derivatives £m	Other £m	Total £m
At 1 January 2014	(56.0)	(8.2)	-	(7.8)	(72.0)
Acquisition of subsidiary	-	-	-	(1.7)	(1.7)
Transfer (from) assets	-	-	(3.9)	-	(3.9)
Credited/(charged) to income	0.2	-	(0.2)	0.8	0.8
Credited to equity	-	1.1	-	-	1.1
Reclassification of asset	0.6	-	-	(0.6)	-
Currency translation	4.4	(0.1)	-	0.3	4.6
At 31 December 2014	(50.8)	(7.2)	(4.1)	(9.0)	(71.1)

### Deferred tax assets

	Provisions £m	Pensions £m	Tax losses £m	Derivatives £m	Other £m	Total £m
At 1 January 2014	1.3	2.4	8.6	4.7	13.0	30.0
Transfer to liabilities	-	-	-	3.9	-	3.9
Credited/(charged) to income	0.1	(0.1)	(1.9)	-	(1.7)	(3.6)
Credited/(charged) to equity	-	1.5	-	(8.6)	-	(7.1)
Reclassification of liability	-	0.1	-	-	(0.1)	-
Currency translation	(0.1)	(0.3)	(0.6)	-	(0.6)	(1.6)
At 31 December 2014	1.3	3.6	6.1	-	10.6	21.6

Deferred tax assets have been recognised in respect of tax losses and other temporary differences giving rise to deferred tax assets where it is considered probable that these assets will be recovered.

Deferred tax assets have not been recognised as follows:

	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
Unused tax losses	1.9	2.0

Included in unused tax losses is an amount of £0.6 million (2013: £0.9 million) which will expire between 2015 and 2019 if the relevant losses are not used.

No deferred tax is recognised on unremitted earnings from overseas subsidiaries.

Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 20 Share capital

	Ordinary shares millions	Ordinary shares £m
Allotted and fully paid		
At 1 January 2014	172.5	51.8
Allotted in respect of share option schemes	0.1	-
At 31 December 2014	172.6	51.8

Fully paid ordinary shares have a par value of 30 pence.

### Potential issues of ordinary shares

#### Share options

Options on 465,545 shares were exercised in 2014 (223,561 at an exercise price of £3.23, 239,462 at an exercise price of £3.47 and 2,522 at an exercise price of £7.26). For arrangements granted since October 2002, which were exercised in the year, the weighted average market price at the time of exercise was £9.92. The number of shares subject to options is given below:

	Not exercised at 31 December 2014	Not exercised at 31 December 2013	Price per share pence
<b>Berendsen Sharesave Plan 2006</b>			
Date of grant 29 October 2009	8,182	230,793	323.00
27 October 2011	99,737	373,821	347.00
24 October 2013	267,760	321,542	726.00
23 October 2014	362,548	-	792.00
<b>Berendsen Irish SAYE Scheme 2009</b>			
Date of grant 29 October 2009	346	9,810	323.00
	738,573	935,966	

## 20 Share capital (continued)

### Share awards

As at 31 December 2014, the following conditional share awards granted to directors and staff remain outstanding:

	31 December 2014	31 December 2013
<b>Performance Share Plan</b>		
Date of grant 3 March 2011	-	435,097
7 March 2012	450,639	450,639
7 March 2013	319,494	319,494
6 March 2014	222,004	-
<b>Co-Investment Plan</b>		
Date of grant 12 April 2011	-	677,912
10 April 2012	707,572	707,572
9 April 2013	447,292	447,292
7 April 2014	310,816	-
<b>Deferred Bonus Share Plan</b>		
Date of grant 3 March 2011	-	81,179
7 March 2012	84,208	84,208
7 March 2013	92,726	92,726
6 March 2014	57,645	-
<b>Berendsen Long-term Incentive Plan (three years)</b>		
Date of grant 7 March 2012	186,356	186,356
7 March 2013	143,894	143,894
6 March 2014	93,500	-
<b>Berendsen Long-term Incentive Plan (three years)</b>		
Date of grant 7 March 2012	-	396,848
7 March 2013	309,821	324,383
6 March 2014	186,400	-
<b>Executive Incentive Plan</b>		
Date of grant 4 March 2011	-	736,891
<b>One-off Share award</b>		
Date of grant 2 April 2012	19,730	19,730
	<b>3,632,097</b>	<b>5,104,221</b>

## 21 Share-based payments

The following share-based expenses charged in the year are included within administration expenses:

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
Performance share plans	1.7	1.6
Executive incentive plan	0.1	(0.6)
Co-Investment plan	2.8	2.7
Berendsen Long-term Incentive Plans	0.6	1.6
Executive and Sharesave option schemes	0.4	0.2
	<b>5.6</b>	<b>5.5</b>

**21 Share-based payments (continued)****Share options**

During the year the group had eight share-based payment arrangements granted since October 2002, outstanding with employees to grant share options. The schemes are equity settled. The details of the arrangements are set out below:

	Number of options originally granted	Contractual life	Exercise price (pence)	Share price at date of grant	Number of employees at grant	Expected volatility	Expected remaining life	Risk free rate	Expected dividend yield	Fair value per option (pence)
<b>Berendsen Sharesave Plan 2006</b>										
29 October 2009	301,044	5.5 years	323.0	402.6	152	27%	0.5 years	2.0%	4.8%	65.32
27 October 2011	360,278	3.5 years	347.0	433.2	458	29%	0.5 years	0.6%	4.2%	75.26
27 October 2011	118,964	5.5 years	347.0	433.2	92	27%	2.5 years	1.2%	4.2%	74.02
24 October 2013	225,323	3.5 years	726.0	907.0	585	23%	2.5 years	0.8%	4.3%	1.70
24 October 2013	98,475	5.5 years	726.0	907.0	140	25%	4.5 years	1.5%	4.3%	1.89
23 October 2014	242,528	3.5 years	792.0	990.0	573	20%	3.5 years	1.0%	4.8%	1.64
23 October 2014	124,268	5.5 years	792.0	990.0	121	22%	5.5 years	1.5%	4.8%	1.70
<b>Berendsen Irish SAYE Scheme 2009</b>										
29 October 2009	20,639	5.5 years	323.0	418.0	11	27%	0.5 years	2.0%	4.8%	65.35

The group has used the Black-Scholes model to value its share option awards.

The volatility measured at the standard deviation of continuously compounded share returns is based on statistical analysis of daily share prices over the length of the option period.

The options granted under the Sharesave Plan are available to all UK employees. The options granted under the Irish scheme are available to all Republic of Ireland employees. The exercise price of the granted options is equal to the average market price of the shares less 20% at the date of invitation. Options are conditional on the employee completing three or five years service (the vesting period). There are no other conditions. The options are exercisable for a period of six months after vesting.

## 21 Share-based payments (continued)

A reconciliation of movements in the number of share options for the group can be summarised as follows:

### Berendsen Sharesave Plan 2006

	1 January 2014	Number of shares			31 December 2014	Exercise price (pence)	Exercise period
		Granted	Exercised	Lapsed			
29 October 2009	230,793	-	(215,468)	(7,143)	8,182	323.0	Dec 2014 – May 2015
27 October 2011	274,907	-	(237,940)	(26,157)	10,810	347.0	Dec 2014 – May 2015
27 October 2011	98,914	-	(1,522)	(8,465)	88,927	347.0	Dec 2016 – May 2017
24 October 2013	223,067	-	(1,740)	(36,082)	185,245	726.0	Dec 2016 – May 2017
24 October 2013	98,475	-	(782)	(15,178)	82,515	726.0	Dec 2018 – May 2019
23 October 2014	-	242,528	-	(3,483)	239,045	792.0	Dec 2017 – May 2018
23 October 2014	-	124,268	-	(765)	123,503	792.0	Dec 2019 – May 2020

	1 January 2013	Number of shares			31 December 2013	Exercise price (pence)	Exercise period
		Granted	Exercised	Lapsed			
31 October 2007	6,039	-	(6,039)	-	-	445.00	Dec 2012 – May 2013
29 October 2009	12,862	-	(11,066)	(1,796)	-	323.00	Dec 2012 – May 2013
29 October 2009	236,761	-	(1,728)	(4,240)	230,793	323.00	Dec 2014 – May 2015
27 October 2011	306,763	-	(2,731)	(29,125)	274,907	347.00	Dec 2014 – May 2015
27 October 2011	102,283	-	-	(3,369)	98,914	347.00	Dec 2016 – May 2017
24 October 2013	-	225,323	-	(2,256)	223,067	726.00	Dec 2016 – May 2017
24 October 2013	-	98,475	-	-	98,475	726.00	Dec 2018 – May 2019

### Berendsen Irish SAYE Scheme 2009

	1 January 2014	Number of shares			31 December 2014	Exercise price (pence)	Exercise period
		Granted	Exercised	Lapsed			
29 October 2009	9,810	-	(8,093)	(1,371)	346	323.0	Dec 2014 – May 2015

	1 January 2013	Number of shares			31 December 2013	Exercise price (pence)	Exercise period
		Granted	Exercised	Lapsed			
29 October 2009	2,600	-	(1,148)	(1,452)	-	323.00	Dec 2012 – May 2013
29 October 2009	9,810	-	-	-	9,810	323.00	Dec 2014 – May 2015

Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 21 Share-based payments (continued)

### Share awards

During the year the group had 20 conditional share awards granted to directors and staff. The schemes are equity settled. The details of the arrangements are set out below:

	Number of options originally granted	Contractual life	Share price at date of grant	Number of employees at grant	Expected volatility	Average correlation	Expected life	Risk free rate	Expected dividend yield	Fair value per option (pence)
<b>Performance Share Plan</b>										
Date of grant										
3 March 2011	435,097	3 years	488.1	6	29%	n/a	3 years	1.9%	4.2%	430.05
7 March 2012	450,639	3 years	517.9	7	29%	n/a	3 years	0.6%	7.3%	416.56
7 March 2013	319,494	3 years	712.0	7	24%	n/a	3 years	0.4%	5.8%	598.16
6 March 2014	222,004	3 years	1035.0	7	23%	n/a	3 years	1.1%	4.4%	907.07
<b>Deferred Bonus Share Plan</b>										
Date of grant										
3 March 2011	81,179	3 years	488.1	6	25%	n/a	3 years	1.4%	4.2%	52.53
7 March 2012	84,208	3 years	517.9	7	26%	n/a	3 years	0.6%	7.3%	44.01
7 March 2013	92,726	3 years	712.0	7	24%	n/a	3 years	0.4%	5.8%	60.91
6 March 2014	57,645	3 years	1035.0	7	23%	n/a	3 years	1.1%	4.4%	106.7
<b>Executive Incentive Plan</b>										
Date of grant										
4 March 2011	917,367	3 years	488.1	92	29%	n/a	3 years	1.9%	4.2%	430.05
<b>Co-Investment Plan</b>										
Date of grant										
12 April 2011	677,912	3 years	488.1	8	29%	n/a	3 years	1.8%	4.2%	430.05
10 April 2012	707,572	3 years	518.0	11	25%	n/a	3 years	0.5%	7.3%	416.54
9 April 2013	447,292	3 years	768.0	7	24%	n/a	3 years	0.3%	5.4%	653.45
7 April 2014	310,816	3 years	1035.0	7	23%	n/a	3 years	1.1%	4.4%	907.07
<b>One-off Share Award</b>										
Date of grant										
2 April 2012	19,730	3 years	523.0	1	25%	n/a	3 years	0.6%	7.3%	421.53
<b>Berendsen Long-term Incentive Plan</b>										
Date of grant										
7 March 2012	209,624	3 years	517.9	11	26%	n/a	3 years	0.6%	7.3%	416.56
7 March 2012	427,399	2 years	517.9	83	26%	n/a	2 years	0.4%	7.3%	447.92
7 March 2013	143,894	3 years	712.0	11	24%	n/a	3 years	0.4%	5.8%	598.16
7 March 2013	324,383	2 years	712.0	83	24%	n/a	2 years	0.2%	5.8%	633.92
6 March 2014	93,500	3 years	1035.0	11	23%	n/a	3 years	1.1%	4.4%	907.07
6 March 2014	191,400	2 years	1035.0	94	19%	n/a	2 years	0.7%	4.4%	948.07

## 21 Share-based payments (continued)

The Performance Share Plan (PSP) provides for the grant of awards in the form of conditional free shares or nil costs options. Shares in relation to the award will be released to participants at the end of a three-year performance period, dependent upon the extent to which the performance conditions (adjusted EPS and ROIC) have been satisfied.

The Co-Investment Plan (CIP) provides for the grant of awards in the form of nil cost options. Under this scheme, certain senior executives can invest up to 35% of their salary in shares annually, which is then matched on a gross basis with a granted award. The awards will be released to participants at the end of a three-year performance period, dependent upon the extent to which the performance conditions (adjusted EPS and ROIC) have been satisfied. Awards granted before 2013 had a guaranteed match, where a proportion of the awards granted were not dependent upon performance conditions.

The Deferred Bonus Share Plan (DBSP) provides for the grant of awards that equal a quarter of an executive director's annual bonus. Awards are conditional free shares which are dependent on the employee completing three years' service from the date of the grant.

The Berendsen Long-Term Incentive Plan (BLTIP) provides for the grant of awards in the form of nil cost options which are conditional on the employee achieving relevant, stretching three or two-year performance targets which are business unit specific. This scheme replaces the Executive Incentive Plan.

The Executive Incentive Plan (EIP) awards are conditional on the employee achieving relevant, stretching three-year performance targets. Awards are no longer granted under this scheme.

A one-off share award was granted on 2 April 2012 following the purchase of the Decontam business in Germany. The award is not performance related and will vest on 2 April 2015. If, however, prior to the vesting of the award, the individual ceases to be an employee of the company by reason of notice of termination of his employment (whether given or received), the award will lapse.

The group has used the Black-Scholes model to value its share awards.

The volatility at the standard deviation of continuously compounded share returns is based on statistical analysis of daily share prices over the length of the award period.

A reconciliation of movements in the number of share awards for the group can be summarised as follows:

### Performance Share Plan

	1 January 2014	Number of shares			31 December 2014	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
3 March 2011	435,097	-	(337,197)	(97,900)	-	3 March 2014
7 March 2012	450,639	-	-	-	450,639	7 March 2015 - 7 March 2019
7 March 2013	319,494	-	-	-	319,494	7 March 2016 - 7 March 2020
6 March 2014	-	222,004	-	-	222,004	6 March 2017 - 6 March 2021

	1 January 2013	Number of shares			31 December 2013	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
4 March 2010	516,433	-	(322,770)	(193,663)	-	4 March 2013
3 March 2011	435,097	-	-	-	435,097	3 March 2014
7 March 2012	450,639	-	-	-	450,639	7 March 2015 - 7 March 2019
7 March 2013	-	319,494	-	-	319,494	7 March 2016 - 7 March 2020

Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 21 Share-based payments (continued)

### Co-Investment Plan

	1 January 2014	Number of shares			31 December 2014	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
12 April 2011	677,912	-	(563,509)	(114,403)	-	12 April 2014
10 April 2012	707,572	-	-	-	707,572	10 April 2015 - 10 April 2019
9 April 2013	447,292	-	-	-	447,292	9 April 2016 - 9 April 2020
7 April 2014	-	310,816	-	-	310,816	7 April 2017 - 7 April 2021

	1 January 2013	Number of shares			31 December 2013	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
15 April 2010	729,603	-	(518,430)	(211,173)	-	15 April 2013
12 April 2011	677,912	-	-	-	677,912	12 April 2014
10 April 2012	707,572	-	-	-	707,572	10 April 2015 - 10 April 2019
9 April 2013	-	447,292	-	-	447,292	9 April 2016 - 9 April 2020

### Deferred Bonus Share Plan

	1 January 2014	Number of shares			31 December 2014	Vesting date
		Granted	Vested	Lapsed		
3 March 2011	81,179	-	(81,179)	-	-	3 March 2014
7 March 2012	84,208	-	-	-	84,208	7 March 2015
7 March 2013	92,726	-	-	-	92,726	7 March 2016
6 March 2014	-	57,645	-	-	57,645	6 March 2017

	1 January 2013	Number of shares			31 December 2013	Vesting date
		Granted	Vested	Lapsed		
4 March 2010	71,599	-	(71,599)	-	-	4 March 2013
3 March 2011	81,179	-	-	-	81,179	3 March 2014
7 March 2012	84,208	-	-	-	84,208	7 March 2015
7 March 2013	-	92,726	-	-	92,726	7 March 2016

## 21 Share-based payments (continued)

### Berendsen Long-term Incentive Plan

	1 January 2014	Number of shares			31 December 2014	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
7 March 2012	186,356	-	-	-	186,356	7 March 2015
7 March 2012	396,848	-	(220,246)	(176,602)	-	7 March 2014
7 March 2013	143,894	-	-	-	143,894	7 March 2016
7 March 2013	324,383	-	-	(14,562)	309,821	7 March 2015
6 March 2014	-	93,500	-	-	93,500	6 March 2017
6 March 2014	-	191,400	-	(5,000)	186,400	6 March 2016

	1 January 2013	Number of shares			31 December 2013	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
7 March 2012	186,356	-	-	-	186,356	7 March 2015
7 March 2012	412,331	-	-	(15,483)	396,848	7 March 2014
7 March 2013	-	143,894	-	-	143,894	7 March 2016
7 March 2013	-	331,383	-	(7,000)	324,383	7 March 2015

### Executive Incentive Plan

	1 January 2014	Number of shares			31 December 2014	Vesting date
		Granted	Vested	Lapsed		
4 March 2011	736,891	-	(415,654)	(321,237)	-	4 March 2014

	1 January 2013	Number of shares			31 December 2013	Vesting period/date
		Granted	Vested	Lapsed		
4 March 2010	887,169	-	(397,815)	(489,354)	-	4 March 2013
4 March 2011	771,468	-	-	(34,577)	736,891	4 March 2014

### One-off Share Award

	1 January 2014	Number of shares			31 December 2014	Vesting date
		Granted	Vested	Lapsed		
2 April 2013	19,730	-	-	-	19,730	2 April 2015

Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 22 Principal subsidiary undertakings

Company	Class of shares held	Country of incorporation
<b>UK and Ireland</b>		
Berendsen UK Limited <sup>(1)</sup>	Ordinary	England
Spring Grove Services Limited	Ordinary	Republic of Ireland
Central Laundries Limited	Ordinary	Northern Ireland
IH Sterile Services Limited	Ordinary	England
Berendsen Finance Limited <sup>(1)</sup>	Ordinary	England
Micronclean (Newbury) Limited	Ordinary	England
<b>Continental Europe</b>		
Berendsen A/S <sup>(2)</sup>	Ordinary	Denmark
Berendsen Textil Service A/S <sup>(1)</sup>	Ordinary	Denmark
Berendsen Textil Service AB	Ordinary	Sweden
Berendsen Sourcing AB	Ordinary	Sweden
Berendsen Textil Service AB - Filial I Finland	Ordinary	Sweden
Berendsen Tekstil Service AS	Ordinary	Norway
AS 'Berendsen Tekstila Serviss'	Ordinary	Latvia
'Berendsen Textile Service', UAB	Ordinary	Lithuania
Berendsen Beteiligungs GmbH	Ordinary	Germany
Berendsen GmbH	Ordinary	Austria
Berendsen Textiel Service BV	Ordinary	Holland
Groene Team B.V.	Ordinary	Holland
Berendsen Textile Service Sp.z.o.o.	Ordinary	Poland
Berendsen Textile Servis s.r.o.	Ordinary	Czech Republic
Berendsen Textile Service A/S	Ordinary	Estonia
AS Svarmil	Ordinary	Estonia

(1) Owned directly by Berendsen plc. All principal subsidiary undertakings are 100% owned and consolidated.

(2) The principal activity of these companies is that of a holding company. The principal activity of all other companies is that of textile maintenance.

Under section 410 Companies Act 2006 the directors have taken the exemption for only the principal subsidiary undertakings to be disclosed. The full information will be annexed to the company's next annual return.

## 23 Cash flow from operating activities

Reconciliation of operating profit to net cash inflow from operating activities:

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
<b>Cash generated from operations</b>		
Profit for the year	89.9	85.2
Adjustments for:		
Taxation	27.1	27.2
Amortisation of intangible assets	26.3	30.8
Depreciation of property, plant and equipment	172.6	173.1
Profit on sale of property, plant and equipment	(3.3)	(2.0)
Finance income	(2.9)	(2.4)
Finance costs	23.1	25.0
Special pension contribution payments (note 27)	(5.0)	(5.0)
Other movements	4.0	3.8
Changes in working capital (excluding effect of acquisitions, disposals and exchange differences on consolidation):		
Inventories	(5.7)	0.8
Trade and other receivables	(5.8)	(1.4)
Trade and other payables	14.3	12.2
Provisions	(2.1)	(2.1)
<b>Cash generated from operations</b>	<b>332.5</b>	<b>345.2</b>

In the cash flow statement, proceeds from sale of property (including assets held for sale), plant and equipment comprise:

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
Net book amount	7.1	4.2
Profit on sale of property, plant and equipment	3.3	2.0
Proceeds from sale of property, plant and equipment	10.4	6.2

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
<b>Free cash flow</b>	<b>122.6</b>	<b>139.4</b>
<b>Analysis of free cash flow</b>		
Net cash generated from operating activities	295.0	301.4
Add back special pension contribution payments	5.0	5.0
Purchases of property, plant and equipment	(183.2)	(169.6)
Proceeds from the sale of property, plant and equipment	10.4	6.2
Purchases of intangible assets	(4.6)	(3.6)
<b>Free cash flow</b>	<b>122.6</b>	<b>139.4</b>

Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 24 Reconciliation of net cash flow to movement in net debt

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
Increase in cash	26.1	19.2
Cash outflow from movement in debt and lease financing	19.2	56.3
Decrease in net debt resulting from cash flows	45.3	75.5
Net finance leases	(2.2)	(2.9)
Bank loans and lease obligations acquired with subsidiaries	(1.3)	-
Currency translation	(27.2)	2.1
Decrease in net debt during the year	14.6	74.7
Net debt at beginning of year	(389.0)	(463.7)
Net debt at end of year	(374.4)	(389.0)

## 25 Acquisitions and disposals

### Acquisitions

During the year the group acquired Micronclean (Newbury) Ltd, a UK cleanroom business and the trade and assets of a textile maintenance business in Poland. 100% of the share capital of the group's principal acquisition, Micronclean (Newbury) Limited, was acquired on 15 September. This acquisition took the group into the UK cleanroom market for the first time.

Details of the provisional fair values of the assets and liabilities are set out below:

	Micronclean (Newbury) Ltd Provisional fair values £m	Other Acquisitions Provisional fair values £m	Total Provisional fair values £m
Intangible assets (note 9)	8.4	2.6	11.0
Property, plant and equipment (note 10)	2.9	0.5	3.4
Inventory	0.6	-	0.6
Trade and other receivables	1.6	-	1.6
Cash and cash equivalents	0.6	-	0.6
Bank overdrafts	(0.6)	-	(0.6)
Trade and other payables	(1.2)	-	(1.2)
Interest bearing loans and borrowings	(1.3)	-	(1.3)
Deferred tax liabilities (note 19)	(1.7)	-	(1.7)
Net assets acquired	9.3	3.1	12.4
Goodwill (note 8)	-	-	-
Consideration	9.3	3.1	12.4
Consideration satisfied by:			
Cash	9.3	2.8	12.1
Deferred consideration	-	0.3	0.3
	9.3	3.1	12.4

Acquisition related costs of £0.2 million (2013: £nil) are included in the income statement.

Shown below are the revenues and profit for the year after tax as if the above acquisitions had been made at the beginning of the period. The information is not indicative of the results of operations that would have occurred had the purchase been made at the beginning of the period presented or the future results of the combined operations.

	2014 £m
Revenue	8.6
Loss after tax	(0.8)

## 25 Acquisitions and disposals (continued)

From the date of acquisition to 31 December 2014, the above acquisitions contributed £2.4 million to revenue and £(0.4) million to profit after tax for the year.

During the year the group paid deferred consideration on previous acquisitions. A reconciliation of the total net cash paid for acquisitions is provided:

	£m
Cash consideration, net of cash acquired	12.1
Deferred consideration paid for previous acquisitions	0.3
	12.4

## 26 Employees and directors

Staff costs for the group during the year:

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
Wages and salaries	334.6	339.3
Social security costs	46.1	46.6
Other pension costs	13.2	16.7
Share-based payment charges (note 21)	5.6	5.5
	399.5	408.1

### Average monthly number of people (including directors) employed

	2014 Number	2013 Number
<b>By business line</b>		
Workwear	3,497	3,775
Facility	2,116	1,924
UK Flat Linen	4,121	4,501
Total Core	9,734	10,200
Clinical Solutions and Decontamination	1,200	1,202
Flat Linen outside UK	3,308	3,249
Total Manage for Value	4,508	4,451
Central	390	362
Group	14,632	15,013

### Key management compensation

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
Salaries and short-term employee benefits	5.3	5.4
Post-employment benefit contributions	0.5	0.5
Share-based payments	4.3	3.8
	10.1	9.7

The key management compensation above includes seven (2013: seven) Berendsen plc directors and five (2013: five) Executive Board members who are not Berendsen plc directors.

**26 Employees and directors (continued)****Directors**

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
Salaries and short-term employee benefits	2.2	2.3
Post-employment benefit contributions	0.2	0.2
Share-based payments	1.7	1.5
	4.1	4.0

As at 31 December 2014, two (2013: two) directors were accruing retirement benefits under money purchase schemes, in respect of their services to the company.

Further details of the directors' emoluments, including benefits received by the highest paid director, are disclosed in the Remuneration report on page 82.

**27 Pension commitments****Defined contribution schemes**

Pension costs for defined contribution schemes are as follows:

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
Defined contribution schemes (note i)	12.5	15.5

(i) Total included within staff costs (note 26).

**Defined benefit plans**

The Group operates a number of defined benefit schemes and unfunded schemes. Of these, the principal schemes are the defined benefit plans in the UK and the unfunded scheme in Sweden.

Within the United Kingdom, the group now operates only the one registered defined benefit pension scheme (Berendsen DB (UK) Retirement Benefits Scheme (formerly known as the Davis Service Group Retirement Benefits Scheme)), following a merger with the one other smaller scheme on 1 February 2013. The triennial valuation of the newly merged scheme at that date requires that, as well as the employer contributions for the 110 active members of the scheme, Berendsen will continue contributions to cover the past service deficit, arising under the technical provisions, of £1.25 million per quarter until August 2015. The level of benefits provided depends on each member's length of scheme membership and salary in the final years leading up to retirement. In the UK plan, the pensions in payment are generally increased by 5% in respect of pre-1 February 1999 membership, and by the retail price index for membership from that date. Benefit payments are made from trustee administered funds. Plan assets are governed by regulations in the UK, as is the nature of the relationship between the group and the trustees and their composition. Responsibility for governance of the plan, including investment decisions and contribution schedules, lies jointly with the company and the trustees. The trustees must comprise of representatives of the company and plan members in accordance with legislation. Overseas, there is a comparatively small defined benefit scheme operated in Ireland.

Along with the scheme in Sweden, further unfunded schemes exist within Germany and Norway. Under all unfunded schemes the group discharges its pension obligations through schemes administered by insurance companies or government agencies.

The overall surplus on the plans is £1.0 million (of which £35.7 million surplus is in respect of the UK plan). There is a deficit of £34.7 million on other funded and unfunded plans, of which £26.6 million relates to Sweden.

Where a defined benefit scheme is administered by an insurance company with a collective of other companies and the insurance company is unable to assess the share of the group's pension obligation, the pension scheme has been accounted for as a defined contribution pension scheme.

At the last valuation date the present value of the defined benefit obligation was comprised of 588 active employees, 2,516 deferred members and 1,561 members in retirement.

Expected contributions, including special contributions, to post employment benefit schemes for the year ended 31 December 2015 are £6.4 million (2014: £7 million).

The weighted average duration of the defined benefit obligation across all schemes is 18.4 years (2013: 18.2 years).

## 27 Pension commitments (continued)

The actuarial valuations of the UK scheme, together with the other defined benefit schemes operated by the group have been updated as at 31 December 2014 by qualified actuaries using revised assumptions that are consistent with the requirements of IAS19. The principal assumptions made by the actuaries were:

	2014 %	2013 %
Rate of increase in pensionable salaries	2.8	3.1
Rate of increase in pensions in payment and deferred pensions	2.8	3.0
Discount rate	3.5	4.5
Inflation rate - RPI	2.8	2.9
Inflation rate - CPI	2.0	2.3

### Mortality rate

Assumptions regarding future mortality experience are set based on advice, published statistics and experience in each territory. The average life expectancy in years of a pensioner retiring at age 65 on the balance sheet date is as follows:

	2014	2013
Male	23.3	23.2
Female	24.2	24.1

The average life expectancy in years of a pensioner retiring at age 65, 20 years after the balance sheet date, is as follows:

	2014	2013
Male	23.6	23.5
Female	26.1	26.0

	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
<b>The amounts recognised in the balance sheet are determined as follows:</b>		
Present value of obligations	(338.1)	(302.2)
Fair value of plan assets	339.1	309.3
Net asset recognised in balance sheet	1.0	7.1
<b>Analysed as:</b>		
Pension scheme surplus	35.7	38.2
Pension scheme deficit and unfunded schemes	(34.7)	(31.1)
	1.0	7.1

The major categories of plan assets as a percentage of total plan assets are as follows:

	2014 %	2013 %
European equities	13	25
North American equities	5	9
Asia Pacific equities	5	8
European bonds	43	40
European gilts	3	3
Other	31	15
	100	100

Other assets consist principally of investments in managed multi-asset growth funds. In the case of the funded plans, the group ensures that the investment position is managed within a framework that considers the Scheme's liability profile, funding position, expected return of the various asset classes and the need for diversification. Within this framework, the group's objective is to ensure that sufficiently liquid assets are available to meet benefit payments and the Scheme's assets achieve a return that is consistent with the assumptions made by the Trustees in determining the funding of the Scheme.

Notes to the consolidated financial statements (continued)

## 27 Pension commitments (continued)

A large portion of assets in 2014 consists of equities and bonds, although the Scheme also invests in diversified growth funds and a small amount of cash. The majority of equities are invested in a globally diversified portfolio of international blue chip entities with a target of 35% UK and 65% overseas. The other growth assets are the diversified growth funds which have a target of 32% of the overall portfolio. The remainder of the Scheme's assets are invested in corporated bonds.

The trustees sought the employer's agreement to implement a Liability Driven Investment portfolio. This will use specialist assets that employ leverage, to match more of the Scheme's liabilities, for a given asset value, than a conventional bond. This portfolio will be implemented when market conditions become more favourable.

The group has agreed that it will aim to eliminate the deficit on a technical provisions basis by the end of 2015 and deficit contributions of £1.25 million per quarter are being made to achieve this. Funding levels are monitored on a quarterly basis and the current agreed contribution rate in respect of active members is 29.5% of pensionable salaries. These contribution rates have been set following the completion of the latest triennial valuation of the scheme as at 1 February 2013.

	Year to 31 December 2014 £m	Year to 31 December 2013 £m
The amounts recognised in the income statement are as follows:		
Current service cost	1.8	2.2
Interest cost	12.9	12.6
Return on plan assets	(14.0)	(12.6)
Curtailement gain	-	(1.0)
Total included within staff costs (note 26)	0.7	1.2

	2014 £m	2013 £m
Changes in the present value of the defined benefit obligation are as follows:		
Present value of obligations as at 1 January	302.2	302.7
Current service cost	1.8	2.2
Interest cost	12.9	12.6
Curtailement gain	-	(1.0)
Actuarial loss/(gain)	37.3	(5.5)
Benefits paid	(11.2)	(9.1)
Contributions by members	0.1	0.2
Currency translation	(5.0)	0.1
Present value of obligations as at 31 December	338.1	302.2

	2014 £m	2013 £m
Changes in the fair value of the plan assets are as follows:		
Fair value of plan assets as at 1 January	309.3	282.2
Return on plan assets	14.0	12.6
Employer special contributions	5.0	5.0
Contributions - employee and employer	1.4	2.0
Benefits paid	(10.2)	(8.3)
Actuarial gain	20.8	15.4
Currency translation	(1.2)	0.4
Fair value of plan assets as at 31 December	339.1	309.3

## 27 Pension commitments (continued)

Actuarial gains and losses in the year may be further analysed as follows:

	2014 £m	2013 £m
Return on plan assets	20.7	14.6
Gain/(loss) from changes in demographic assumptions	9.0	(6.0)
(Loss)/gain from changes in financial assumptions	(47.1)	6.1
Experience gain	0.9	6.2
Net actuarial (loss)/gain recognised in the year	(16.5)	20.9

### Cumulative actuarial gains and losses recognised in equity

	2014 £m	2013 £m
1 January	(104.7)	(125.6)
Net actuarial (loss)/gain recognised in the year	(16.5)	20.9
31 December	(121.2)	(104.7)

The actual return on plan assets was a gain of £34.8 million (2013: gain of £28.0 million).

The pension surplus is recognised in the balance sheet as the company has the right to any surplus after settlement of all liabilities under the terms of the trust deed.

### Sensitivities

The sensitivity of the defined benefit obligation to changes in the weighted principal assumptions is set out below for the defined benefit schemes and unfunded schemes.

#### Defined benefit schemes

	Change in assumption	Increase in assumption	Decrease in assumption
Discount rate	0.5%	Decrease by 9%	Increase by 9%
Salary growth rate	0.5%	No change	No change
Pension growth rate	0.5%	Increase by 4%	Decrease by 3%
Life expectancy	Change by 1 year	Increase by 3%	Decrease by 3%

#### Unfunded schemes

	Change in assumption	Increase in assumption	Decrease in assumption
Discount rate	0.5%	Decrease by 9%	Increase by 10%
Salary growth rate	0.5%	Increase by 5%	Decrease by 4%
Pension growth rate	0.5%	Increase by 7%	Decrease by 7%
Life expectancy	Change by 1 year	Increase by 4%	Decrease by 4%

The above sensitivity analysis are based on a change in an assumption while holding all other assumptions constant. In practice, this is unlikely to occur and changes in some of the assumptions may be correlated. When calculating the sensitivity of the defined benefit to significant actuarial assumptions the same method has been applied when calculating the pension liability recognised within the statement of financial position.

**28 Operating lease commitments – minimum lease payments**

The future aggregate minimum lease payments under non-cancellable operating leases are as follows:

	2014		2013	
	Property £m	Vehicles, plant and equipment £m	Property £m	Vehicles, plant and equipment £m
Within one year	6.7	11.8	6.6	9.3
Later than one year and less than five years	16.9	22.7	15.8	18.9
After five years	10.7	0.9	12.6	0.4
	34.3	35.4	35.0	28.6

The group leases various offices and warehouses under non-cancellable operating lease agreements. The leases have various terms, escalation clauses and renewal rights.

**29 Capital commitments**

	As at 31 December 2014 £m	As at 31 December 2013 £m
Contracts placed for future capital expenditure not provided in the financial statements:		
Property, plant and equipment	19.1	16.0

**30 Contingent liabilities**

The group operates from a number of laundries across Europe. Some of the sites have operated as laundry sites for many years, and historic environmental liabilities may exist, although the group has indemnities from third parties in respect of a number of sites. The extent of these liabilities and the cover provided by the indemnities are reviewed where appropriate with the relevant third party. The company is currently defending a legal claim to the warranties received for any environmental damage that might have existed when it purchased laundry sites in Sweden. The company expects to have its warranties, which were contractually received in a clear and unequivocal manner, to be confirmed in full. The company does not expect to incur any significant loss in respect of these or any other sites.

**31 Related parties**

There have been no significant related party transactions in the year ended 31 December 2014 (2013: nil).

**32 Post balance sheet events**

On 19 February 2015 the group undertook a private placement in the US for DKK 655 million and €80 million repayable in 2025 at an average coupon of 2.1% in order to replace existing long-term borrowings, ahead of maturity, at interest rates which compare favourably to the current USPP borrowings.